Séance ordinaire du comité exécutif
du mercredi 15 mars 2023

ORDRE DU JOUR PUBLIC

10 – Sujets d'ouverture

10.001 Ordre du jour

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

10.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil municipal. Il sera traité à huis clos

10.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil d'agglomération. Il sera traité à huis clos

10.004 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de correction de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 14 septembre 2022, à 9 h

20 – Affaires contractuelles

20.001 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1234352001

Accorder trois contrats à SOGEP inc. pour la fourniture de services d'entretien des équipements et des milieux naturels du réseau parcs-nature, pour une période de 43 mois, soit du 1er avril 2023 au 31 octobre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 11 561 506.93 $, taxes incluses - (Contrats : 11 561 506.93 $ taxes incluses, contingences : 0 $, et incidences : 0 $) - Appel d'offres public 23-19709 (1 soumissionnaire)

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

Mention spéciale : Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.002 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service de la concertation des arrondissements , Direction stratégie des opérations d'entretien de la voie publique* - 1239925001

Accorder un (1) contrat à la firme A. & J.L. BOURGEOIS LTÉE, pour Fourniture, transport et déchargement des blocs en béton pour enclos au parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) - Dépense totale de 233 563,09 $, taxes incluses (contrats: 212 330.08 $; contingences: 21 233.01 $) - Appel d'offres public 23-19754 (02 soumissionnaires)

20.003 Contrat de construction

CG *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1228510001

Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour des travaux de conduites d'eau principales, d'égout, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Somerled, entre l'avenue Beaconsfield et le chemin de la Côte-Saint-Luc. Dépense totale de 22 805 096,04 $, taxes incluses (contrat : 18 692 701,67 $; contingences : 2 803 905,25 $; incidences : 1 308 489,12 $) - Appel d'offres public no 10375 - (4 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.004 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines* - 1227231092

Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la ville de Montréal dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et Saint-Laurent. Dépense totale de 10 963 300,00 $ (contrat: 9 693 000,00 $ + contingences: 969 300,00 $ + incidences: 301 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 501102 - 3 soumissionnaires conformes

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.005 Contrat de construction

CM *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1229655001

Accorder un contrat à Les Constructions H2D inc. pour les travaux de restauration de l'allée Royale, de belvédères et autres au parc La Fontaine, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 3 352 330,10 $, taxes incluses (contrat : 2 311 951,79 $ + contingences : 462 390,36 $ + variation de quantités : 346 792,77 $ + incidences : 231 195,17 $) - Appel d'offres public 22-6741 - trois soumissionnaires.

Mention spéciale : Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.006 Contrat de services professionnels

CE *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1225374005

Accorder un contrat au regroupement des firmes Provencher Roy + associés architectes Inc. / Bouthillette Parizeau Inc. / NCK Inc., pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour le projet de remplacement de la génératrice et la réfection de la toiture de l'éperon du musée Pointe-à-Callière, situé au 350 Place Royale, dans l'arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 370 191,77 $, taxes incluses (contrat : 275 440,31 $ + contingences : 55 088,06 $ + incidences : 39 663,40 $) - Appel d'offres public no 22-19588 (3 soumissionnaires)

20.007 Contrat de services professionnels

CE *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1239757001

Accorder un contrat de services professionnels à la firme WSP Canada Inc. pour la mise en service améliorée des systèmes électromécaniques du projet de rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Dépense totale de 353 640,11 $, taxes incluses (contrat : 272 030,85 $ + contingences : 40 804,63 $ + incidences : 40 804,63 $) - Appel d'offres public 22-19694 - (3 soumissionnaires conformes)

20.008 Contrat de services professionnels

CE *Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles* - 1239040001

Autoriser une dépense additionnelle de 29 433,60 $ taxes incluses pour le paiement des honoraires professionnels du cabinet d'avocats Racicot Chandonnet pour la continuation de son mandat de représentation des intérêts de la Ville dans le litige qui l'oppose à Nahtac Constructions Inc., ainsi que pour le paiement des honoraires d'expertise, majorant ainsi la somme réservée à titre d'honoraires professionnels de 245 471,63 $ à 274 905,23 $ taxes incluses

Compétence d'agglomération : Voies de circulation constituant le réseau artériel à l'échelle de l'agglomération

20.009 Contrat de services professionnels

CG *Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines* - 1237231004

Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trente-six (36) mois avec les firmes GLT+ inc. (contrat # 1: 1 100 333,75 $ taxe incluses) et Macogep inc. (contrat # 2: 921 122,21 $ taxes incluses), pour l'estimation des coûts de construction de différents projets sous la responsabilité du Service des infrastructures du réseau routier. Dépense totale de 2 021 455,96 $, taxes incluses. - Appel d'offres public 22-19632 - (3 soumissionnaires) , avec deux (2) options de prolongations de douze (12) mois chacune, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.010 Contrat de services professionnels

CE *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1239875001

Accorder un contrat à WSP Canada inc., visant la fourniture de services professionnels d'étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc de la Promenade-Bellerive - Dépense totale de 291 937,91 $, taxes incluses (contrat : 253 859,05 $ + contingences 38 078,86 $) - Appel d'offres public AO 22-19627 - Lot 1 (trois soumissionnaires conformes)

20.011 Contrat de services professionnels

CE *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1239874001

Accorder un contrat à Avizo Experts-conseils visant la fourniture de services professionnels d'étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation - Dépense totale de 320 319,21 $, taxes incluses (contrat : 278 538,44 $ + contingences 41 780,77 $) - Appel d'offres public AO 22-19627 - Lot 2 (deux soumissionnaires conformes)

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales aux programmes gouvernementaux ou à ceux de la Communauté métropolitaine de Montréal et qui visent l'amélioration de la protection et des conditions d'utilisation des rives des cours d'eau entourant l'agglomération de Montréal ou la création de parcs riverains dans l'agglomération

20.012 Entente

CE *Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique* - 1226312007

Accorder une contribution en biens et services d'une durée de 3 ans au Centre d'amitié autochtone de Montréal pour offrir des cérémonies de sudation aux membres de la communauté autochtone de Montréal sur le site du Jardin botanique | Approuver le projet de convention à cet effet

20.013 Entente

CG *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat* - 1237211005

Autoriser une dépense maximale de 720 164,92 $, taxes incluses, pour la réalisation des plans et devis pour un lien de transport actif pouvant desservir la station Sunnybrooke du REM et son accès dans le cadre des travaux du projet REM, tel que prévue à l'Entente visée par l'article 14 de la Loi sur le REM

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)

20.014 Entente

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat* - 1237211001

Entériner une dépense maximale de 10 947 611,21 $ taxes incluses pour la conception et la réalisation d'un passage piétonnier et cyclable dans le secteur de la station Du Ruisseau du REM dans le cadre des travaux du projet REM, tel que prévue à l'Entente visée par l'article 14 de la Loi sur le REM

20.015 Entente

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat* - 1237211004

Entériner une dépense maximale de 6 409 172,17 $ (taxes incluses) pour la conception, la démolition et la reconstruction du pont d'étagement Jean-Talon et de ses approches dans le cadre des travaux du projet REM, tel que prévue à l'Entente visée par l'article 14 de la Loi sur le REM

20.016 Entente

CE *Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie* - 1237350001

Approuver l'entente entre la Ville de Montréal, l'École de technologie supérieure, l'Université Laval, L'École Polytechnique de Montréal et le Collège de Rosemont pour la réalisation des travaux de recherche intitulé "Carte carbone de Montréal pour la mobilité" et accorder une contribution en biens et services pour un montant maximal de 30 000 $

20.017 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une acquisition, une cession ou une vente d'immeuble par la Ville ou un organisme lié. En vertu du paragraphe 7 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

20.018 Immeuble - Location

CG *Service de la stratégie immobilière* - 1229653001

Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue des fiduciaires pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 15 ans, à compter du 1er mai 2023, des espaces situés aux 4e, 5e, 6e et 7e étages de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 78 158 pi² (7261,11 m²), à des fins de bureaux, pour les besoins du Service de l'évaluation foncière, du Service de l'approvisionnement ainsi que pour le Service des infrastructures du réseau routier pour une dépense totale de 40 086 152, 26 $, incluant les taxes

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.019 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1238514001

Accorder un soutien financier non récurrent de 12 500 $, à même le budget de fonctionnement, à l'organisme Vivre en Ville pour l'organisation de la 7e édition du Rendez-vous Collectivités viables qui se tiendra le 8 juin 2023 à Montréal. / Approuver un projet de convention à cet effet

20.020 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1229622004

Accorder un soutien financier total et maximal de 105 000 $ à l'organisme Vélo Québec Association pour le soutien des activités d'animation, de promotion et de développement du vélo pour la population montréalaise à la Maison des cyclistes pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025 / Approuver un projet de convention à cet effet

20.021 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international* - 1238468001

Accorder une contribution financière non récurrente pour une somme maximale de 25 000 $ à Réseau Environnement pour la tenue de l'événement Americana 2023, qui se tiendra au Palais des congrès de Montréal du 20 au 22 mars 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.022 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'environnement* - 1231025001

(AJOUT) Conclure une entente-cadre avec la firme Bureau Veritas Canada (2019) inc. au montant de 1 106 120,78 $ pour une période de trente-six (36) mois, prévoyant une option de prolongation de douze (12) mois, pour la fourniture sur demande d'un service d'analyses externes en laboratoire - Appel d'offres public 22-19660 - Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités au contrat totalisant un montant équivalent à 15 % de celui octroyé, soit 165 918,12 $ pour un montant total estimé de 1 272 038,90 $

20.023 Contrat de construction

CM *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1239303001

(AJOUT) Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour l'exécution des travaux de restauration et d'installation de l'oeuvre d'art Mastodo au square Viger - Dépense totale de 918 197,25 $, taxes incluses (contrat : 798 432,39 $ + contingences : 119 764,86 $) - Appel d'offres public 22-6753 - 1 soumissionnaire

20.024 Entente

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat* - 1237211006

(AJOUT) Autoriser une dépense additionnelle de 2 007 165,96 $ pour la conception et la réalisation du prolongement de la rue Marc-Cantin de Carrie Derick au boulevard Gaétan-Laberge dans l'arrondissement du Sud-Ouest (CM13 0163), majorant ainsi le montant de la dépense de 13 403 445,50 $ à 15 410 611,46 $, taxes incluses

30 – Administration et finances

30.001 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves* - 1228934001

Accepter l'offre de services du conseil d'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge les travaux de rapiéçage mécanique sur la rue Notre-Dame entre la 1ere avenue et le boulevard Saint-Jean-Baptiste; inclus au réseau artériel administratif de la ville (RAAV), dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles prévus au printemps 2023

30.002 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1237999001

Prolonger la déclaration de compétence du conseil de la Ville, pour une période de cinq ans à compter du 22 mars 2023, quant à l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des véhicules en libre-service n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et à la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi qu'à certaines activités d'entretien (pose, enlèvement, entretien, remplacement) liées aux bornes de recharge, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec

30.003 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service des finances , Dépenses communes* - 1226335004

Approuver l'entente modifiée entre la Ville de Montréal et le Secrétariat du Conseil du trésor, à l'égard des modalités financières du transfert du Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal au Régime de retraite de certains juges du Québec, afin de remplacer les termes "en date du transfert" par "en date de la veille de la date de transfert"

Compétence d'agglomération : Cour municipale

30.004 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Société du Parc Jean-Drapeau* - 1237862002

Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à conclure une entente-cadre pour des travaux civils à taux horaire pour une durée de trois (3) années et deux (2) années d'option, à la firme « Les Pavages Dancar (2009) Inc. », et ce, conformément à l'appel d'offres public 20230113PUB et autoriser une dépense maximale à cette fin de 2 693 001,94 $, toutes taxes incluses

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau

30.005 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Direction générale , Bureau des relations gouvernementales et municipales* - 1234784003

Autoriser la Ville de Montréal à s'associer à titre de partenaire des Assises 2023 de l'Union des municipalités du Québec qui se tiendront à Gatineau du 3 au 5 mai 2023 - Dépense de 18 400 $, non taxable

30.006 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1239622002

Accorder le statut de reconnaissance à 28 organismes dans le cadre de la nouvelle Politique de reconnaissance en sport régional pour la période 2024-2026

30.007 Administration - Déplacements / Frais de séjour et de représentation

CE *Service du greffe* - 1230843002

Autoriser la dépense estimée de 1 001,80 $ relative au déplacement de Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal, et de Mme Alia Hassan-Cournol, conseillère associée, pour prendre part au Grand rassemblement des Peuples autochtones et des municipalités du Québec qui se tiendra du 22 au 24 mars 2023, à Gatineau (Québec)

30.008 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.009 Administration - Nomination de membres

CM *Commission de la fonction publique de Montréal* - 1239100001

Renouveler le mandat de Mme Marie-Chantal Lamothe à titre de vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal pour une durée de 4 ans

30.010 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne le règlement d'un litige. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.011 Autorisation de dépense à l'intérieur d'une entente-cadre

CG *Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie* - 1223838003

(AJOUT) Ratifier une dépense supplémentaire de 1 546 360 $ pour l'entente-cadre avec la firme Innotex inc., pour l'acquisition, l'inspection, l'entretien et la réparation des habits de combat (appel d'offres public 13-12804), initialement approuvée pour un montant total de 7 340 978,01 $ lors de la résolution CG13 0336

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

40 – Réglementation

40.001 Ordonnance - Autre sujet

CE *Service de l'habitation , Direction salubrité et programmes* - 1227031001

Approuver le protocole d'entente de financement entre la Société d'habitation du Québec (SHQ) et la Ville de Montréal du Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités (Volet II) / Approuver l'Entente de financement entre la Société d'habitation du Québec (SHQ), l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) et de la Ville de Montréal du Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités (Volet III) / Adopter une ordonnance à l'effet de prolonger le Programme complémentaire au Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités de la SHQ pour la période allant du 1er avril 2022 au 31 décembre 2025

40.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.003 Règlement - Adoption

CG *Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine* - 1224334014

Adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) le Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment situé sur les lots 1 573 542, 1 573 543, 1 573 544, 1 573 545 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement dans le cadre d'un programme de logement social - 5001-5013, rue Saint-Ambroise

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

40.004 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.005 Règlement - Adoption

CM *Service de l'habitation* - 1228309002

Adopter, sans changement, le projet de règlement modifiant le règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial afin d'y ajouter cinq zones de logement abordable dans les arrondissements de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, de Ville-Marie, du Sud-Ouest et d'Ahuntsic-Cartierville

Mention spéciale : Avis de motion et adoption du projet de règlement donnés le conseil municipal le 20 février 2023

Assemblée de consultation publique tenue le 2 mars 2023

40.006 Règlement - Adoption

CM *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1239734001

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2023) (22-054) de la Cité-des-Hospitalières

40.007 Règlement - Adoption

CG *Lachine , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1229399038

Adopter un règlement, en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), autorisant la démolition partielle d'un bâtiment, la construction d'un bâtiment résidentiel comprenant un maximum de 18 logements et son occupation à des fins de logement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, sur le terrain situé sur le lot 2 135 288 du cadastre du Québec

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

40.008 Règlement - Emprunt

CM *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1238399001

Adopter un règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis à des fins d'habitation

40.009 Urbanisme - Certificat de conformité

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1238845001

Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement 90-58-105 de la Ville de Kirkland

50 – Ressources humaines

50.001 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une question relative aux ressources humaines. En vertu du paragraphe 4 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

60 – Information

60.001 Dépôt

CE *Service du greffe* - 1233599001

Dépôt de la réponse du greffier relativement à un projet de pétition présenté en vertu de l'annexe B du Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056) - « Mieux sécuriser les abords des écoles primaires à Montréal »

60.002 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

60.003 Dépôt

CG *Direction générale , Cabinet du directeur général* - 1237665001

(AJOUT) Déposer le rapport annuel d'activités du comité d'audit de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

70 – Autres sujets

70.001 Levée de la séance

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 25
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 15
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 13

CE : 10.002

2023/03/15 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 10.003

2023/03/15 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

PROCÈS-VERBAL DE CORRECTION

(Résolutions CE22 1533 et CE22 1534)

Conformément à l'article 92.1 de la *Loi sur les cités et villes*, j'ai modifié le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du comité exécutif du 14 septembre 2022, aux résolutions CE22 1533 et CE22 1534 (pages 15 et 16 du procès-verbal), pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise.

Précisément, ces corrections consistent à :

- ajouter le lot 1 185 543 à la liste de lots à assujettir sur chacune des résolutions citées : CE22 1533 et CE22 1534.

Fait à Montréal, le 9 mars 2023.



_____
Le greffier de la Ville
Emmanuel Tani-Moore, avocat

Version initiale

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif

Séance ordinaire du mercredi 14 septembre 2022	Résolution: CE22 1533

Attendu le Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins d'habitation (22-014);

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'assujettir au droit de préemption pour une durée de 10 ans, aux fins d'habitation, les immeubles suivants, identifiés au moyen de leur numéro de lot au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal :

1 293 552	1 338 832	1 380 819	1 380 930	1 381 598	1 381 820
1 381 868	1 423 803	1 436 053	5 380 924	1 515 663	1 573 350
1 667 668	1 729 416	1 741 050	1 851 334	1 879 184	1 879 251
1 880 796	1 938 659	2 167 427	2 167 490	2 212 342	2 242 426
2 281 148	2 332 918	2 335 192	2 536 021	2 649 234	2 784 238
2 925 346	3 456 363	4 140 628	4 140 853	4 141 027	4 141 147
4 141 194	4 221 003	6 085 617	1 064 542	1 064 556	1 180 704
1 182 005	1 192 160	1 202 500	1 202 578	1 202 591	1 423 789
1 425 174	1 425 188	1 425 191	1 565 305	1 565 327	1 566 614
1 566 621	1 566 651	1 566 801	1 669 299	1 729 230	1 868 154
1 885 035	1 885 066	2 161 315	2 161 344	2 161 358	2 161 385
2 161 631	2 161 641	2 161 650	2 161 682	2 161 686	2 161 699
2 161 765	2 161 786	2 161 816	2 161 986	2 162 131	2 340 047
2 649 154	2 649 172	2 649 232			

2- de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet.

Adopté à l'unanimité.

40.006 1228018002
/cb

Caroline BOURGEOIS
_____
Vice-présidente du comité exécutif

Emmanuel TANI-MOORE
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 16 septembre 2022

Version corrigée

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif

Séance ordinaire du mercredi 14 septembre 2022	Résolution: CE22 1533

Attendu le Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins d'habitation (22-014);

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'assujettir au droit de préemption pour une durée de 10 ans, aux fins d'habitation, les immeubles suivants, identifiés au moyen de leur numéro de lot au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal :

1 293 552	1 338 832	1 380 819	1 380 930	1 381 598	1 381 820
1 381 868	1 423 803	1 436 053	5 380 924	1 515 663	1 573 350
1 667 668	1 729 416	1 741 050	1 851 334	1 879 184	1 879 251
1 880 796	1 938 659	2 167 427	2 167 490	2 212 342	2 242 426
2 281 148	2 332 918	2 335 192	2 536 021	2 649 234	2 784 238
2 925 346	3 456 363	4 140 628	4 140 853	4 141 027	4 141 147
4 141 194	4 221 003	6 085 617	1 064 542	1 064 556	1 180 704
1 182 005	1 192 160	1 202 500	1 202 578	1 202 591	1 423 789
1 425 174	1 425 188	1 425 191	1 565 305	1 565 327	1 566 614
1 566 621	1 566 651	1 566 801	1 669 299	1 729 230	1 868 154
1 885 035	1 885 066	2 161 315	2 161 344	2 161 358	2 161 385
2 161 631	2 161 641	2 161 650	2 161 682	2 161 686	2 161 699
2 161 765	2 161 786	2 161 816	2 161 986	2 162 131	2 340 047
2 649 154	2 649 172	2 649 232	1 185 543		

2- de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet.

Adopté à l'unanimité.

40.006 1228018002
/cb

Caroline BOURGEOIS
_____
Vice-présidente du comité exécutif

Emmanuel TANI-MOORE
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 8 mars 2023

Version initiale

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif

Séance ordinaire du mercredi 14 septembre 2022	Résolution: CE22 1534

Attendu le Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social (RCG 20-012);

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'assujettir au droit de préemption pour une durée de 10 ans, aux fins de logement social, les immeubles suivants, identifiés au moyen de leur numéro de lot au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal :

1 293 552	1 338 832	1 380 819	1 380 930	1 381 598	1 381 820
1 381 868	1 423 803	1 436 053	5 380 924	1 515 663	1 573 350
1 667 668	1 729 416	1 741 050	1 851 334	1 879 184	1 879 251
1 880 796	1 938 659	2 167 427	2 167 490	2 212 342	2 242 426
2 281 148	2 332 918	2 335 192	2 536 021	2 649 234	2 784 238
2 925 346	3 456 363	4 140 628	4 140 853	4 141 027	4 141 147
4 141 194	4 221 003	6 085 617	1 064 542	1 064 556	1 180 704
1 182 005	1 192 160	1 202 500	1 202 578	1 202 591	1 423 789
1 425 174	1 425 188	1 425 191	1 565 305	1 565 327	1 566 614
1 566 621	1 566 651	1 566 801	1 669 299	1 729 230	1 868 154
1 885 035	1 885 066	2 161 315	2 161 344	2 161 358	2 161 385
2 161 631	2 161 641	2 161 650	2 161 682	2 161 686	2 161 699
2 161 765	2 161 786	2 161 816	2 161 986	2 162 131	2 340 047
2 649 154	2 649 172	2 649 232			

2- de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet.

Adopté à l'unanimité.

40.007 1228018001
/mt

Caroline BOURGEOIS
_____
Vice-présidente du comité exécutif

Emmanuel TANI-MOORE
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 16 septembre 2022

Version corrigée

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif

Séance ordinaire du mercredi 14 septembre 2022	Résolution: CE22 1534

Attendu le Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social (RCG 20-012);

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'assujettir au droit de préemption pour une durée de 10 ans, aux fins de logement social, les immeubles suivants, identifiés au moyen de leur numéro de lot au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal :

1 293 552	1 338 832	1 380 819	1 380 930	1 381 598	1 381 820
1 381 868	1 423 803	1 436 053	5 380 924	1 515 663	1 573 350
1 667 668	1 729 416	1 741 050	1 851 334	1 879 184	1 879 251
1 880 796	1 938 659	2 167 427	2 167 490	2 212 342	2 242 426
2 281 148	2 332 918	2 335 192	2 536 021	2 649 234	2 784 238
2 925 346	3 456 363	4 140 628	4 140 853	4 141 027	4 141 147
4 141 194	4 221 003	6 085 617	1 064 542	1 064 556	1 180 704
1 182 005	1 192 160	1 202 500	1 202 578	1 202 591	1 423 789
1 425 174	1 425 188	1 425 191	1 565 305	1 565 327	1 566 614
1 566 621	1 566 651	1 566 801	1 669 299	1 729 230	1 868 154
1 885 035	1 885 066	2 161 315	2 161 344	2 161 358	2 161 385
2 161 631	2 161 641	2 161 650	2 161 682	2 161 686	2 161 699
2 161 765	2 161 786	2 161 816	2 161 986	2 162 131	2 340 047
2 649 154	2 649 172	2 649 232	1 185 543		

2- de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet.

Adopté à l'unanimité.

40.007 1228018001
/mt

Caroline BOURGEOIS
_____
Vice-présidente du comité exécutif

Emmanuel TANI-MOORE
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 8 mars 2023

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.001

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1234352001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Accorder trois contrats à SOGEP inc. pour la fourniture de services d'entretien des équipements et des milieux naturels du réseau parcs-nature, pour une période de 43 mois, soit du 1er avril 2023 au 31 octobre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois – Dépense totale de 11 561 506.93 $, taxes incluses – (Contrats : 11 561 506.93 $ taxes incluses, contingences : 0 $, et incidences : 0 $) – Appel d'offres public 23-19709 (1 soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire SOGEP inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, trois (3) contrats pour la fourniture de services d'entretien des équipements et des milieux naturels du réseau parcs-nature, pour une période de 43 mois, soit du 1er avril 2023 au 31 octobre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 11 561 506.93 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (23-19709);

3. de procéder à une évaluation du rendement de SOGEP inc.;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2023-02-12 17:30

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1234352001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Accorder trois contrats à SOGEP inc. pour la fourniture de services d'entretien des équipements et des milieux naturels du réseau parcs-nature, pour une période de 43 mois, soit du 1er avril 2023 au 31 octobre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois – Dépense totale de 11 561 506.93 $, taxes incluses – (Contrats : 11 561 506.93 $ taxes incluses, contingences : 0 $, et incidences : 0 $) – Appel d'offres public 23-19709 (1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a pour mandat d'assurer la sécurité et l'entretien du réseau des parcs-nature au bénéfice de la clientèle. À cet effet, des travaux d'entretien des sites et des équipements, ainsi que le support aux activités sont délégués à l'entreprise privée, et ceci depuis la création de ce réseau. Ces contrats de service d'entretien sont requis pour assurer une utilisation sécuritaire des aménagements des parcs-nature par le public. Le contrat en cours, d'une durée de 36 mois (2017-2020), suivi de deux prolongations consécutives de 1 an chacune, se termine le 31 mars 2023. Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) doit donc octroyer de nouveaux contrats d'entretien généraux.
Le processus suivi dans ce dossier est un appel d'offres public ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges. L'appel d'offres a été publié le 14 décembre 2022 et s'est terminé 34 jours plus tard, soit le 17 janvier 2023.

L'Appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) en plus d'être affiché sur le portail officiel de la Ville de Montréal.

Un(1) addenda fut émis afin de préciser certains aspects du cahier des charges :

- Addenda 1 (12 janvier 2023) : Annexe - Charte de la langue française à compléter par le soumissionnaire

Selon les termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les soumissions

sont valides pour 90 jours calendrier suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 17 avril 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0156 – 24 mars 2022 – Exercer l'option de la deuxième prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 1 937 635,79 $, taxes incluses, pour la fourniture de services d'entretien des parcs-nature, pour une période de 12 mois, soit du 1er avril 2022 au 31 mars 2023, dans le cadre des contrats accordés à SOGEP inc. (CG17 0534), majorant ainsi le montant total des contrats de 7 750 543,16 $ à 9 688 178,95 $, taxes incluses
CG21 0115 – 25 mars 2021 – Exercer l'option de la première prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 1 937 635,79 $, taxes incluses, dans le cadre des contrats accordés à SOGEP inc., pour la fourniture de services d'entretien des parcs-nature (CG17 0534), pour une période de 12 mois (1er avril 2021 au 31 mars 2022), majorant ainsi le montant total des contrats 5 812 907,37 $ à 7 750 543,16 $, taxes incluses.

CG17 0534 – 30 novembre 2017 – Accorder trois contrats à SOGEP inc. pour la fourniture de services d'entretien des parcs-nature, pour une période de 36 mois, soit du 1er avril 2018 au 31 mars 2021, le contrat 17-6022, section Ouest, pour une somme maximale de 1 996 709,19 $, taxes incluses, le contrat 17-6023, section Centre, pour une somme maximale de 1 868 946,55 $, taxes incluses et le contrat 17-6024, section Est, pour une somme maximale de 1 947 251,63 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15998 (3 soumissions).

CG16 0457 – 25 août 2016 – Autoriser la deuxième prolongation du contrat à Opsis Gestion d'infrastructures inc. pour la fourniture de services d'entretien et d'opération (temps et matériel) pour les secteurs administratifs Est, Centre et Ouest des parcs-nature et pour la pépinière municipale, pour une période de douze mois (1er avril 2017 au 31 mars 2018), aux prix et conditions de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public, soumission numéro 12-12218, et autoriser une dépense maximale à cette fin de 1 946 180,68 $ taxes incluses.

DESCRIPTION

La nature des services s'inscrit dans trois catégories :

1. Entretien général (salubrité, réparations mineures, conciergerie);
2. Maintenance des équipements (surveillance des bâtiments, installation de la signalisation, opérations saisonnières);
3. Travaux horticoles et en milieux naturels (plantation de végétaux, éradication de plantes nuisibles, nettoyage des ruisseaux et ponceaux, etc.).

Lot 1- Secteur Ouest	Lot 2 - Secteur Centre	Lot 3- Secteur Est
GPO - secteur de l'Anse-à-l'Orme GPO - secteur du Cap-Saint-Jacques GPO - secteur du parc agricole du Bois-de-la-Roche GPO - secteur des Rapides-du-Cheval-Blanc	GPO - secteur du Bois-de-l'Île-Bizard et de la pointe Théoret Parc-nature du Bois-de-Saraguay Parc-nature du Bois-de-Liesse	Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies et de l'île Bonfoin Parc-nature du Bois-d'Anjou; Parc-nature du Ruisseau-De Montigny, de l'île Gagné et de l'île Lapierre

La hausse significative de fréquentation des parcs-nature augmente la charge de travail. En effet, un accroissement de la fréquentation de 30 % a été observé dans les parcs-nature depuis 2020. Il s'est également ajouté plus de 170 hectares au réseau depuis 2019. Il faut donc accroître les ressources humaines et les ressources matérielles pour assurer la prestation des services aux citoyens tout en poursuivant la mission de protection et de gestion écologique des milieux naturels des parcs-nature.

JUSTIFICATION

Les contrats sont d'une durée de 43 mois afin que leur échéance soit fixée au 31 octobre 2026. Cette modification de date d'échéance a été fixée à la suite d'une analyse des conditions extérieures, comme les crues printanières.
Sur l'ensemble des deux (2) preneurs du cahier des charges, un (1) a déposé une soumission soit 50 % des preneurs. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve en pièce jointe.

À la suite de l'analyse, le soumissionnaire a été déclaré conforme.

Lot 1 - Secteur Ouest

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (TAXES INCLUSES)	**AUTRES**	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
SOGEP inc.	3 350 035,67 $	0,00 $	3 350 035,67 $
Dernière estimation réalisée ($)	3 356 784,13 $	0,00 $	3 356 784,13 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			- 6 748,46 $
VOICI LA FORMULE: (la plus basse conforme – estimation)			
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-0,19 %
VOICI LA FORMULE: (la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			

Le plus bas soumissionnaire conforme est SOGEP inc.

Lot 2 - Secteur Centre

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (TAXES INCLUSES)	**AUTRES**	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
SOGEP inc.	4 026 847,61 $	0,00 $	4 026 847,61 $
Dernière estimation réalisée ($)	3 986 098,39 $	0,00 $	3 986 098,39 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			40 749,22 $
VOICI LA FORMULE: (la plus basse conforme – estimation)			
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			1,02 %
VOICI LA FORMULE: (la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			

Le plus bas soumissionnaire conforme est SOGEP inc.

Lot 3 - Secteur est

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (TAXES INCLUSES)	**AUTRES**	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
SOGEP inc.	4 184 623,66 $	0,00 $	4 184 623,66 $

Dernière estimation réalisée ($)	4 177 182,67 $	0,00 $	4 177 182,67 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			7 440,99 $
VOICI LA FORMULE: (la plus basse conforme – estimation)			
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			0,18%
VOICI LA FORMULE: (la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			

Le plus bas soumissionnaire conforme est SOGEP inc.

Les résultats des trois (3) lots doivent être soumis par la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) en vertu de plusieurs critères :

- Chaque lot concerne un contrat de biens et services d'une valeur supérieure à 2 M$;
- Une seule soumission conforme par lot a été reçue suite à l'appel d'offres;
- L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

Conformité des soumissions :

L'accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'était pas requise pour cet appel d'offres.

En date du 31 janvier 2023, l'adjudicataire n'était pas :

- sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant;
- inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- rendu non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

En conformité avec l'encadrement administratif portant sur l'évaluation du rendement des contrats de fourniture de services, et dont la dépense nette est supérieure à 500 000,00 $, une évaluation du rendement sera effectuée.

Ainsi, à la suite du lancement de l'appel d'offres public N^{o} 23-19701, il est recommandé d'octroyer les contrats au soumissionnaire suivant :

- Lot 1 - Secteur ouest à SOGEP inc. (3 350 035.66 $, taxes incluses)
- Lot 2 - Secteur centre à SOGEP inc. (4 026 847.61 $, taxes incluses)
- Lot 3 - Secteur est à SOGEP inc. (4 184 623.66 $, taxes incluses)

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal du contrat à octroyer est de 11 561 506.93 $ (taxes incluses) et sera comptabilisé au budget de fonctionnement de la Division de la gestion des parcs-nature et de la biodiversité du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des Sports.

Un montant maximal de 10 557 196.86 $, net de ristourne, sera financé selon la répartition suivante :

	2023 (9 mois)	2024	2025	2026 (10 mois)	TOTAL
Lot 1 -					

Secteur ouest	656,318.02 $	799,017.55 $	828,263.50 $	775,430.01 $	3,059,029.08 $
Lot 2 - Secteur centre	743,828.56 $	984,812.67 $	1,021,950.95 $	926,456.42 $	3,677,048.60 $
Lot 2 - Secteur est	784,117.94 $	1,015,512.59 $	1,054,280.28 $	967,208.37 $	3,821,119.18 $
Montant NET	2,184,264.52 $	2,799,342.81 $	2,904,494.73 $	2,669,094.80 $	10,557,196.86 $

Les budgets requis pour ce dossier ont été priorisés dans l'enveloppe budgétaire du Service. Une ventilation budgétaire de dépenses par parc-nature est annexée en pièce jointe.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Suivant le consentement des parties, une première option de prolongation d'un an prévue à chaque contrat pourra être effectuée, selon le taux de variation sur douze mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) de la région de Montréal. L'ajustement se fera au 1er novembre 2026. Une deuxième option de prolongation d'un an prévue au contrat pourra être effectuée au 1er novembre 2027, selon les mêmes modalités.

Un estimé a été réalisé en prenant l'hypothèse d'une hausse annuelle de l'IPC de 3 % appliquée à l'estimation des prix de chaque item de la dernière année (2026) du contrat initial.

PROLONGATION AVEC IPC 3 %	**TOTAL** (AVEC TAXES)
Lot 1 - Ouest année 1	964,745.10 $
Lot 2 - Centre année 1	1,172,926.15 $
Lot 3 - Est année 1	1,219,895.13 $
Total année 1	**3,357,566.39 $**
Lot 1 - Ouest année 2	993,687.46 $
Lot 2 - Centre année 2	1,208,113.94 $
Lot 3 - Est année 2	1,256,491.98 $
Total année 2	**3,458,293.38 $**

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Les contrats d'entretien permettent l'accès des citoyens aux espaces verts et aux équipements de loisir. Ils s'inscrivent dans les objectifs de la stratégie d'intervention « 4 - Offrir des expériences de qualité et partager l'espace collectif » dans le Volet 1 - Montréal verte du Plan nature et des sports.

Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisqu'il s'agit de la fourniture de biens et services non susceptibles d'accroître, maintenir ou réduire les émissions de GES ou d'avoir un impact sur les facteurs d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les contrats d'entretien sont essentiels au maintien de l'accessibilité au réseau des parcs-nature. Les contrats d'entretien en cours prendront fin le 31 mars 2023. Un report, voire un refus, compromettrait la sécurité et les opérations de ces grands parcs et pourrait entraîner leur fermeture.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les activités prévues se feront dans le respect des normes sanitaires en vigueur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 22 février 2023
Commission sur l'examen des contrats : mars 2023
Comité exécutif : 15 mars 2023
Conseil municipal : 20 mars 2023
Conseil d'agglomération : 23 mars 2021
Durée du contrat : 1er r avril 2023 au 31 octobre 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Geneviève LEARY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patricia DI GENOVA
Conseillerère en planification

Tél : 514 779-2665
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-01-31

Marie LAFONTAINE
Cheffe de de division par intérim - gestion des parcs-nature et biodiversité

Tél : 514 913-3728
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Anne DESAUTELS
Directrice par intérim - gestion des grands parcs et des milieux naturels
Tél : 514 280-6721
Approuvé le : 2023-02-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin BOULIANNE
Directeur

Tél :
Approuvé le : 2023-02-08

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1234352001**
Unité administrative responsable : SGPMRS, Direction gestion de grands parcs et milieux naturels, Gestion des parcs-nature
Projet : Accorder trois contrats à SOGEP inc. pour la fourniture de services d'entretien des équipements et des milieux naturels du réseau parcs-nature, pour une période de 43 mois, soit du 1er avril 2023 au 31 octobre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois – Dépense totale de x $, taxes incluses – (Contrats : 11 561 611.60 $ taxes incluses, contingences : 0 $, et incidences : 0 $) – Appel d'offres public 23-19709 (1 soumissionnaire)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*X*		

2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel et riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaise et Montréalais des milieux de vie sécuritaire et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 2 – Enraciner la nature en ville en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel et riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

- L'entretien des parcs-nature est basé sur des contrats polyvalents adaptés aux milieux naturels et aux spécificités de ces parcs régionaux.
- La gestion de ces contrats permet de s'adapter aux variations saisonnières et les d'imprévus.

Priorité 19 – Offrir à l'ensemble des Montréalaise et Montréalais des milieux de vie sécuritaire et de qualité, et une réponse de proximité à leur besoins.

- Offrir des expériences de qualité et partager l'espace collectif.
- Avoir un personnel qualifié pour l'entretien des activités récréatives distinctives des parcs-nature telles que les pistes de ski de fond.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

23-19709 **Contrat d'entretien des équipements et milieux natuels des parcs-nature**

Répartition par lot et parc Tableau avant taxes

		2023 9 mois	2024	2025	2026 10 mois	Total
Lot 1 Secteur ouest	Parc-nature du Cap-Saint-Jacques	625,139.20 $	761,059.70 $	788,916.30 $	738,592.70 $	2,913,707.90 $
Total Secteur ouest		**625,139.20 $**	**761,059.70 $**	**788,916.30 $**	**738,592.70 $**	**2,913,707.90 $**
Lot 2 Secteur centre	Parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard	255,949.15 $	343,429.70 $	356,462.70 $	319,662.33 $	1,275,503.88 $
	Parc-nature du Bois-de-Liesse et le secteur de la pointe Théorêt (Parc-nature du Cap-Saint-Jacques)	394,630.65 $	523,963.70 $	543,753.20 $	488,870.33 $	1,951,217.88 $
	Parc-nature du Bois-de-Saraguay	57,912.71 $	70,635.10 $	73,186.60 $	73,911.84 $	275,646.25 $
Total Secteur centre		**708,492.50 $**	**938,028.50 $**	**973,402.50 $**	**882,444.50 $**	**3,502,368.00 $**
Lot 3 Secteur est	Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation	303,236.55 $	416,443.50 $	432,931.50 $	382,214.00 $	1,534,825.55 $
	Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies et de l'île Bonfoin	401,496.83 $	515,064.00 $	534,217.00 $	489,303.50 $	1,940,081.33 $
	Parc-nature du Ruisseau-De Montigny, de l'île Gagné et de l'île Lapierre	42,134.53 $	35,762.50 $	37,047.50 $	49,743.00 $	164,687.53 $
Total Secteur est		**746,867.90 $**	**967,270.00 $**	**1,004,196.00 $**	**921,260.50 $**	**3,639,594.40 $**

Total		**2,080,499.60 $**	**2,666,358.20 $**	**2,766,514.80 $**	**2,542,297.70 $**	**10,055,670.30 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1234352001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
Objet :	Accorder trois contrats à SOGEP inc. pour la fourniture de services d'entretien des équipements et des milieux naturels du réseau parcs-nature, pour une période de 43 mois, soit du 1er avril 2023 au 31 octobre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois – Dépense totale de 11 561 506.93 $, taxes incluses – (Contrats : 11 561 506.93 $ taxes incluses, contingences : 0 $, et incidences : 0 $) – Appel d'offres public 23-19709 (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

23-19709 pv.pdf SEAO _ Liste des commandes.pdf 23-19709 Intervention.pdf

23-19709 TCP intervention .pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève LEARY
Agente d'approvisionnement 2
Tél : 514-868-5955

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-03

Elie BOUSTANI
Chef de section
Tél : 514-280-1994
Division : Acquisition

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
23-19709

Agent d'approvisionnement
Daniel Léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	Secteur Ouest									
		Total (SOGEP inc)							**2 913 707,90 $**	**3 350 035,66 $**
LOT2	Secteur Centre									
		Total (SOGEP inc)							**3 502 368,00 $**	**4 026 847,61 $**
LOT3	Secteur Est									
		Total (SOGEP inc)							**3 639 594,40 $**	**4 184 623,66 $**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 23-19709 — No du GDD : 1234352001

Titre de l'appel d'offres : Contrat d'entretien des équipements et milieux natuels des parcs-nature

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 14 - 12 - 2022

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 17 - 1 - 2023

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 12 - 1 - 2023

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 150

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 5 - 2023

Date d'échéance révisée : 17 - 5 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Sogep Inc.	3 350 101,19 $	√	1
Sogep Inc.	4 026 863,45 $	√	2
Sogep Inc.	4 184 646,96 $	√	3

Information additionnelle

Il y a eu deux (2) prenneurs du cahier des charges et une (1) seule soumission reçue de la part de Sogep Inc.
Sogep Inc. a soumissionné sur les trois (3) lots de l'appel d'offres, la soumission est conforme, Sogep Inc. est recommandé pour l'octroi des trois (3) lots.

Préparé par : Geneviève Leary (pour Daniel Léger) — Le 2 - 3 - 2023

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 23-19709
Numéro de référence : 1671223
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services d'entretien des équipements et milieux naturels des parcs-nature - Secteurs Ouest, Centre et Est

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
SODEM INC. 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4 NEQ : 1142830182	Madame Valérie Pottier Téléphone : 514 527-9546 Télécopieur : 450 646-9832	**Commande : (2126554)** 2022-12-16 15 h 03 **Transmission :** 2022-12-16 15 h 03	3847818 - 23-19709 Addenda 1 Francisation 2023-01-12 14 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SOGEP INC. 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4 http://www.sogep.ca NEQ : 1145758992	Madame Valérie Pottier Téléphone : 450 646-1903 Télécopieur : 450 442-9996	**Commande : (2131023)** 2023-01-09 15 h 02 **Transmission :** 2023-01-09 15 h 02	3847818 - 23-19709 Addenda 1 Francisation 2023-01-12 14 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2023 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1234352001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
Objet :	Accorder trois contrats à SOGEP inc. pour la fourniture de services d'entretien des équipements et des milieux naturels du réseau parcs-nature, pour une période de 43 mois, soit du 1er avril 2023 au 31 octobre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois – Dépense totale de 11 561 506.93 $, taxes incluses – (Contrats : 11 561 506.93 $ taxes incluses, contingences : 0 $, et incidences : 0 $) – Appel d'offres public 23-19709 (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1234352001 Certification de fonds_BF - modifiée.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-868-3805

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-08

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1234352001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
Objet :	Accorder trois contrats à SOGEP inc. pour la fourniture de services d'entretien des équipements et des milieux naturels du réseau parcs-nature, pour une période de 43 mois, soit du 1er avril 2023 au 31 octobre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois – Dépense totale de 11 561 506.93 $, taxes incluses – (Contrats : 11 561 506.93 $ taxes incluses, contingences : 0 $, et incidences : 0 $) – Appel d'offres public 23-19709 (1 soumissionnaire)

Rapport_CEC_SMCE234352001.pdf

Dossier # :1234352001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
montreal.ca/sujets/commissions-permanentes

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

M. Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Le 23 mars 2023

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE234352001

Accorder trois contrats à SOGEP inc. pour la fourniture de services d'entretien des équipements et des milieux naturels du réseau parcs-nature, pour une période de 43 mois, soit du 1er avril 2023 au 31 octobre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 11 561 506,93 $, taxes incluses - (Contrats : 11 561 506,93 $ taxes incluses, contingences : 0 $, et incidences : 0 $) - Appel d'offres public 23-19709 (1 soumissionnaire)

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Katherine Fortier
Coordonnatrice,
Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE234352001

Accorder trois contrats à SOGEP inc. pour la fourniture de services d'entretien des équipements et des milieux naturels du réseau parcs-nature, pour une période de 43 mois, soit du 1er avril 2023 au 31 octobre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 11 561 506,93 $, taxes incluses - (Contrats : 11 561 506,93 $ taxes incluses, contingences : 0 $, et incidences : 0 $) - Appel d'offres public 23-19709 (1 soumissionnaire)

À sa séance du 22 février 2023, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

LOT 1,2 et 3

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, pour chacun des lots, et répondant aux conditions suivantes :*
    - *Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres pour chacun des lots;*

Le 8 mars 2023, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, accompagnés par le Service de l'approvisionnement, ont présenté ces trois contrats pour la fourniture de services d'entretien des équipements et des milieux naturels du réseau parcs-nature. Ils ont d'abord fait la chronologie des contrats depuis 2007. Il faut noter que le contrat est divisé, depuis 2017, en trois lots, lesquels ont été découpés géographiquement afin de desservir l'Est, l'Ouest et le Centre. Lors de l'appel d'offres précédent, pour le contrat qui prendra fin en 2023, la Ville avait reçu trois soumissions pour les lots 1 et 2, ainsi qu'une seule pour le lot 3. Les trois lots, d'une valeur totale de 5 812 907,37 $ pour 36 mois, avaient été remportés par SOGEP inc.

Avant de faire paraître l'appel d'offres lié au présent dossier décisionnel, un appel d'intérêt a été lancé afin de sonder le marché des prestataires en entretien ménager. À la lumière des réponses obtenues, les ajustements suivants ont été apportés au contrat : l'entretien ménager des bâtiments publics administratifs et publics a été retiré du lot 1; les travaux de maintenance dans les bâtiments ont été retirés des trois lots; la durée du contrat a été prolongée pour éviter de changer d'adjudicataire durant la crue printanière et des modifications ont été apportées au bordereau de prix – pour tenir compte de l'inflation – ainsi qu'à la banque d'heure.

Le Service a ensuite passé en revue les étapes de l'appel d'offres, qui a été publié du 14 décembre 2022 au 17 janvier 2023. Parmi les deux preneurs du cahier des charges, il n'y a eu qu'un seul soumissionnaire pour les trois lots, soit SOGEP inc. L'analyse des soumissions révèle, pour chacun des lots, des écarts de (-0,19 %), de 1,02 % et de 0,18 % avec la dernière estimation. Devant ces faibles écarts et face à la conformité des soumissions, les responsables ont conclu en recommandant d'aller de l'avant avec les contrats à SOGEP inc., pour une valeur totale de 11 561 506,93 $.

Au terme de la présentation, les commissaires ont voulu obtenir des clarifications, entre autres, sur l'approche stratégique employée pour maximiser la concurrence. La Commission s'est étonnée de constater que l'appel d'intérêt mené en 2022 a donné si peu de résultats puisqu'il n'y a eu qu'un seul soumissionnaire, qui s'avère être le fournisseur actuel. Les personnes-ressources ont expliqué que le marché s'est concentré dans les dernières années, car l'une des quatre firmes autrefois soumissionnaires a acheté les trois autres, réduisant nettement ainsi la concurrence. Puisqu'il y a plusieurs infrastructures avec des usages spécifiques dans le réseau parcs-nature de l'Ouest et à la suite de l'appel d'intérêt, il a été décidé de retirer l'entretien ménager des bâtiments pour le lot 1 afin d'offrir le contrat à une firme spécialisée. Cette prestation de service fera donc l'objet d'un autre contrat.

Cette explication a suscité encore davantage la curiosité des membres, qui souhaitent mieux comprendre pourquoi le prix du contrat avait quasi doublé, alors que les tâches ont été réduites. D'après les personnes invitées, les équipes ont concentré leurs efforts, particulièrement durant la pandémie, sur la propreté des espaces aménagés et il y a aujourd'hui un énorme rattrapage à faire dans les milieux naturels. Le retrait du contrat de l'entretien ménager et des travaux de maintenance a permis d'augmenter la banque d'heures allouée à l'entretien des milieux naturels. Également, il y a eu des ajouts de territoire au réseau, ce qui exige plus de ressources.

Enfin, les responsables ont été questionnés sur les écarts, qui sont étonnamment très faibles, ainsi que sur la préparation de l'estimation. En réponse, ils précisent que l'estimation a été élaborée à l'interne et que malgré ces minces écarts, il y a des différences marquées dans les divers éléments du bordereau.

Conclusion

À l'issue des travaux, le président remercie les ressources du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports ainsi que du Service de l'approvisionnement. Durant la période de délibération qui a suivi, les membres ont longuement échangé sur le dossier. Les informations obtenues durant la présentation ont soulevé des questionnements et suscité des préoccupations au sein de la Commission, notamment en ce qui a trait à l'approche stratégique, qui a mené à peu de résultats en matière de concurrence, mais qui a également résulté au retrait de certains éléments au bordereau. Bien que la durée du contrat soit plus longue, la Commission s'est interrogée sur la valeur, qui a quasi doublé, et ce, malgré que l'entretien ainsi que certains travaux aient été retirés du contrat. Les membres sont également soucieux face à la situation, qui s'apparente à un monopole, et jugent qu'il faut être prudent. D'autre part, la période et la courte durée de parution de l'appel d'offres n'ont sans doute pas contribué à susciter l'intérêt de soumissionnaires potentiels, ont estimé les membres.

La situation demande une réelle réflexion afin d'éviter que la Ville se retrouve devant cette même situation à la fin du contrat. La Commission recommande de revoir en profondeur la stratégie d'approvisionnement pour la fourniture de services du réseau parcs-nature et de mettre en place les moyens nécessaires pour encourager la concurrence. Plusieurs pistes seraient à explorer, dont le découpage et la taille des lots, la diversité dans la valeur des lots pour attirer des organismes locaux ou encore le rapatriement de certaines tâches au sein de la Ville.

En dépit de ces observations, la majorité des membres estiment que le processus est conforme et que le report de ce dossier aurait des impacts importants sur les opérations des parcs, puisque le contrat vient à échéance le 31 mars 2023. Malgré la dissidence de M^{me} Paola Hawa, la Commission permanente sur l'examen des contrats adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

LOT 1,2 et 3

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, pour chacun des lots, et répondant aux conditions suivantes :*
    - *Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres pour chacun des lots;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE234352001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à la majorité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.002

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1239925001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction stratégie des opérations d'entretien de la voie publique , Division soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un (1) contrat à la firme A. & J.L. BOURGEOIS LTÉE, pour Fourniture, transport et déchargement des blocs en béton pour enclos au parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) – Dépense totale de 233 563,09 $, taxes incluses (contrats: 212 330.08 $; contingences: 21 233.01 $) - Appel d'offres public 23-19754 (02 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à A.& J.L. BOURGEOIS LTÉE, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour Fourniture, transport et déchargement des blocs en béton pour enclos au parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) pour la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 23-19754 pour un prix reçu de 212 330,08 $ (taxes incluses);

2. d'autoriser une dépense de 21 233,00 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2023-03-07 13:12

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1239925001**
Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction stratégie des opérations d'entretien de la voie publique , Division soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un (1) contrat à la firme A. & J.L. BOURGEOIS LTÉE, pour Fourniture, transport et déchargement des blocs en béton pour enclos au parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) – Dépense totale de 233 563,09 $, taxes incluses (contrats: 212 330.08 $; contingences: 21 233.01 $) - Appel d'offres public 23-19754 (02 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable de la gestion des opérations d'entreposage des terres d'excavation en lien avec le parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC).

Le 25 janvier 2023, le SCA a lancé l'appel d'offres no 23-19754 pour fourniture, transport et déchargement des blocs en béton pour enclos au parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC).

Un avis a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO).
L'ouverture des soumissions s'est déroulée le 14 février 2023.
Le délai de réception des soumissions était de 21 jours.

La durée de validité des soumissions est de 120 jours à partir de la date d'ouverture des soumissions.

Trois (3) addenda ont été émis durant la période de sollicitation:

- Addenda No 1 émis le 25 janvier 2023.
- Addenda No 2 émis le 26 janvier 2023.
- Addenda No 3 émis le 02 février 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet.

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un (1) contrat à la firme A. & J.L. BOURGEOIS LTÉE, pour fourniture et transport et déchargement des blocs en béton pour enclos au parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC).
Les services seront rendus entre le 1er avril et le 30 avril 2023.

JUSTIFICATION

Au total, quatre (4) firmes ont acheté le cahier des charges sur le site SEAO. Pour l'ensemble de l'appel d'offres, le taux global des soumissions reçues est de 50 %, soit deux (2) soumissionnaires pour quatre (4) preneurs de cahier des charges.

La liste des preneurs des documents d'appel d'offres se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Précisions que l'adjudicataire n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RÉNA) et qu'il est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

La conformité administrative de la soumission est confirmée par le Service de l'approvisionnement.

Comme il s'agit d'un contrat d'acquisition de bien (aucun service technique ou professionnel), l'autorisation de contracter émise par l'Autorité des marchés publics (AMP) pour soumissionner n'est pas requise.

Dans l'ensemble, le prix de la plus basse soumission reçue est de 23,1 % supérieurs à l'estimation de la Ville. Dans son estimation, la Ville a pris en considération l'inflation, l'augmentation du prix du carburant et la pénurie de main-d'œuvre.

Le contrat sera octroyé à l'adjudicataire suivant: A.& J.L. BOURGEOIS LTÉE au montant de 212 330,08 $

Les résultats de l'analyse des soumissions se retrouvent ci-dessous:

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
A.& J.L. BOURGEOIS LTÉE	212 330,08 $
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.	383 556,60 $
Dernière estimation réalisée ($)	172 519,99 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	39 810,09 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	23,1%

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	171 226,52 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	80,6%

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 233 563.09 $, taxes incluses, et comprend :
- un contrat avec la firme A. & J.L. Bourgeois Ltée., pour un montant de 212 330.08 $ taxes incluses;
- un budget de contingences de 21 233.01 $ taxes incluses.

Cette dépense, entièrement assumée par la ville centre, représente un coût net de 213 274.23 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt suivant: # 20-029- « Travaux aménag. des lieux élimination CM20 0672 »

La répartition des coûts du contrat et des contingences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs du plan stratégique Montréal 2030.
La disposition des sols d'excavations au PEPSC par les arrondissements sous forme de triage, de caractérisation et de prétraitement des sols faiblement contaminés génère et participe à une économie circulaire. Les sols non contaminés seraient stockés sur le site pour être valorisés.
L'objectif principal du projet est la mise à profit par la possibilité de réutiliser les déblais au lieu de les éliminer à des dizaines voire à des centaines de kilomètres dans des sites d'élimination. La diminution du camionnage et la réutilisation des sols et de la pierre concassée sont deux occasions également de voir une diminution des coûts des travaux de reconstruction de conduites, sans compter les avantages environnementaux incontestables qu'ils représentent.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus d'octroyer ce contrat empêcherait certains arrondissements d'utiliser le PEPSC pour disposer de leurs sols d'excavation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, il n'y a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Résolution du comité exécutif : 15 mars 2023
Réalisation des travaux : 01 avril 2023 au 30 avril 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Naoual DRIR)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction des revenus (Boutaina AZZIMANI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdel Halim BOULALA
Conseiller en planification

Tél : 514-515-0498
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-24

Gilles HEVEY
chef(fe) de division - soutien technique et operationnel

Tél : 514-872-9353
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie MATTEAU
Chef de section
Tél : 514 872-7222
Approuvé le : 2023-02-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin SAVARD
Directeur
Tél : 514.872.4757
Approuvé le : 2023-02-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 23-19754
Unité administrative responsable : Division soutien technique et opérationnel - Service de la concertation des arrondissements
Projet : Fourniture et transport et déchargement des blocs en béton pour enclos au parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité no. 1 - Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

Le projet propose l'implantation d'une boucle énergétique en partenariat avec Energir afin de permettre la récupération et la redistribution d'énergie. La densification du site permet également d'optimiser l'utilisation des infrastructures de transport collectif et actif à proximité.

Priorité no. 2 - Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision

Le projet inclut 5 000 m^2 d'espace végétalisé et l'ajout de plus de 150 arbres sur le domaine privé, en plus de la cession, à la Ville, d'un terrain d'une superficie de 2 200 m^2 pour l'aménagement d'un parc.

Priorité no. 14 - Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité

Une épicerie de 4 000 m^2 propose de l'agriculture sur le toit du bâtiment qui l'abrite afin d'approvisionner le magasin, mais aussi accueillir les citoyens.

Priorité no. 15 - Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

Aux espaces commerciaux s'ajoutent environ 600 m^2 destinés à accueillir une trentaine d'ateliers d'artistes et d'artisans et des lieux d'expositions. L'aménagement d'une salle de spectacles d'environ 250 places est également prévu.

Priorité no. 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

Le projet offre un milieu de vie diversifié en matière d'activités en plus de constituer une bonification substantielle sur le plan de la végétalisation. La construction de d'environ 140 logements sociaux, 50 logements abordables et 80 logements destinés à des familles contribue à l'inclusion et à la diversification sociale.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

-

Coût - Octroi du contrat - GDD 1239925001

Adjudicataire	Contrat	Montant avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (10%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)	Valeur du renouvellement (TTC)
A. & J.L. BOURGEOIS LTÉE		212 330,08 $		21 233,01 $	233 563,09 $	
TOTAL		**212 330,08 $**	**0,00 $**	**21 233,01 $**	**233 563,09 $**	**0,00 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1239925001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction stratégie des opérations d'entretien de la voie publique , Division soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder un (1) contrat à la firme A. & J.L. BOURGEOIS LTÉE, pour Fourniture, transport et déchargement des blocs en béton pour enclos au parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) – Dépense totale de 233 563,09 $, taxes incluses (contrats: 212 330.08 $; contingences: 21 233.01 $) - Appel d'offres public 23-19754 (02 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

23-19754 Liste des commandes.pdf
23-19754 PV.pdf
23-19754_TCP.pdf
23-19754_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Naoual DRIR
Agente d'approvisionnement, niveau 2
Tél : naoual.drir@montreal.ca

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-03-06

Michael SAOUMAA
c/s app.strat.en biens
Tél : (514) 838-4519
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 23-19754

No du GDD : 1239925001

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et transport et déchargement des blocs en béton pour enclos au parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 23 - 1 - 2023

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 14 - 2 - 2023

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 2 - 2 - 2023

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 14 - 6 - 2023

Date d'échéance révisée : 14 - 6 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
A. & J.L. BOURGEOIS LTÉE	212 330,08 $	√	
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.	383 556,60 $		

Information additionnelle

Préparé par : Naoual Drir

Le 21 - 2 - 2023

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
23-19754

Conformité

Soumissionnaires	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
								Montant sans taxes	Montant taxes incluses
A. & J.L. BOURGEOIS LTÉE									
	Fourniture, transport et déchargement des blocs en béton pour enclos du PEPSC pour la Ville de Montréal.							184 675,00 $	212 330,08 $
Total (A. & J.L. BOURGEOIS LTÉE)								**184 675,00 $**	**212 330,08 $**
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.									
	Fourniture, transport et déchargement des blocs en béton pour enclos du PEPSC pour la Ville de Montréal.							333 600,00 $	383 556,60 $
Total (ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.)								**333 600,00 $**	**383 556,60 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 23-19754
Numéro de référence : 1680995
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture et transport et déchargement des blocs en béton pour enclos au parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
A. & J.L. BOURGEOIS LTÉE 1745 Marie-Victorin Contrecoeur, QC, J0L 1C0	Monsieur Julien Bouchard Cimon Téléphone : 450 587-2724 Télécopieur :	**Commande : (2139330)** 2023-01-25 8 h 48 **Transmission :** 2023-01-25 8 h 48	3855571 - 23-19754 Addenda no 1 2023-01-25 16 h 12 - Courriel 3856305 - 23-19754 Addenda no 2 2023-01-26 11 h 30 - Courriel 3861050 - 23-19754 Addenda no 3 2023-02-02 15 h 41 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC. 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (2138497)** 2023-01-24 8 h 22 **Transmission :** 2023-01-24 8 h 22	3855571 - 23-19754 Addenda no 1 2023-01-25 16 h 12 - Courriel 3856305 - 23-19754 Addenda no 2 2023-01-26 11 h 30 - Courriel 3861050 - 23-19754 Addenda no 3 2023-02-02 15 h 41 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FORTIER 2000 LTÉE 146 Commerciale Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.fortier2000.com	Monsieur pierre Julien Téléphone : 418 882-2205 Télécopieur :	**Commande : (2141770)** 2023-01-30 10 h 29 **Transmission :** 2023-01-30 10 h 29	3855571 - 23-19754 Addenda no 1 2023-01-30 10 h 29 - Téléchargement 3856305 - 23-19754 Addenda no 2 2023-01-30 10 h 29 - Téléchargement 3861050 - 23-19754 Addenda no 3 2023-02-02 15 h 41 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Meloche, Division de Sintra 3125 boul Saint-Charles Kirkland, QC, H9H 3B9 http://sintra.ca	Madame Vanessa Clément-Riendeau Téléphone : 514 695-3395 Télécopieur :	**Commande : (2146909)** 2023-02-07 16 h 12 **Transmission :** 2023-02-07 16 h 12	3855571 - 23-19754 Addenda no 1 2023-02-07 16 h 12 - Téléchargement 3856305 - 23-19754 Addenda no 2 2023-02-07 16 h 12 - Téléchargement 3861050 - 23-19754 Addenda no 3 2023-02-07 16 h 12 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2023 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction des revenus

Dossier # : 1239925001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction stratégie des opérations d'entretien de la voie publique , Division soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder un (1) contrat à la firme A. & J.L. BOURGEOIS LTÉE, pour Fourniture, transport et déchargement des blocs en béton pour enclos au parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) – Dépense totale de 233 563,09 $, taxes incluses (contrats: 212 330.08 $; contingences: 21 233.01 $) - Appel d'offres public 23-19754 (02 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1239925001_PEPSC bloc de béton.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Boutaina AZZIMANI
Préposée au budget
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-03-03

Judith BOISCLAIR
Agente en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-2598
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.003

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1228510001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division infrastructures réseau principal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour des travaux de conduites d'eau principales, d'égout, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Somerled, entre l'avenue Beaconsfield et le chemin de la Côte-Saint-Luc. Dépense totale de 22 805 096.04$, taxes incluses (contrat : 18 692 701.67 $; contingences : 2 803 905.25 $; incidences : 1 308 489.12 $) - Appel d'offres public no 10375 - 4 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Eurovia Québec Grands Projets inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de conduites d'eau principales, d'égout, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Somerled, entre l'avenue Beaconsfield et le chemin de la Côte-Saint-Luc, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 18 692 701,67 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no.10375;

2. d'autoriser une dépense de 2 803 905,25 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 1 308 489,12, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à une évaluation du rendement de l'entrepreneur Eurovia Québec Grands Projets inc.;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 44,62 % par l'agglomération pour un montant de 10 175 318,09 $, taxes incluses.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2023-02-13 11:20

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228510001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division infrastructures réseau principal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour des travaux de conduites d'eau principales, d'égout, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Somerled, entre l'avenue Beaconsfield et le chemin de la Côte-Saint-Luc. Dépense totale de 22 805 096.04$, taxes incluses (contrat : 18 692 701.67 $; contingences : 2 803 905.25 $; incidences : 1 308 489.12 $) - Appel d'offres public no 10375 - 4 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de présent dossier décisionnel comprend des travaux propres à la Direction des réseaux d'eau, mais également des demandes d'intégration pour des travaux de la Direction de la gestion des actifs (DGA) du service de l'eau et de la Direction des projets d'aménagement urbain (DPAU) du service de l'urbanisme et de la mobilité. La Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau agit en tant qu'exécutant du projet
Les travaux concernés par ce contrat sont liés au remplacement de conduites d'eau principales, dans l'avenue Somerled, entre l'avenue Beaconsfield et le chemin de la Côte-Saint-Luc. Cette conduite d'eau principale de fonte grise, installée en 1930, a fait l'objet de plusieurs réparations au cours de sa durée de vie. Celle-ci a été identifiée par l'équipe de gestion des actifs pour être remplacée. Afin d'augmenter la flexibilité d'alimentation du secteur, une reconfiguration hydraulique de l'intersection Somerled/Beaconsfield est également prévue.

Sur ce même tronçon, des travaux de réhabilitation d'égout secondaire, de remplacement d'entrées de service en plomb, de construction d'une chambre de régulation de pression, de réaménagement complet de surface, de mise à niveau de l'éclairage et de feu de circulation sont également intégrés. La DGA et la DPAU ont mandaté la DRE - réseau principal pour concevoir ces ouvrages et les intégrer au projet de remplacement de la conduite d'eau principale de 750 mm. La DRE-optimisation a procédé à la conception de leurs travaux qui ont par la suite été intégrés au projet.

Dans notre démarche d'intégration, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties

prenantes tout au long de la période de conception et avant le lancement de l'appel d'offres. Ainsi, plusieurs rencontres ont été tenues afin de permettre à chacun des intervenants d'établir ses besoins. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis aux différentes étapes d'avancement et les commentaires formulés ont été pris en compte. Le projet a été planifié en lien avec d'autres travaux du secteur et s'inscrit dans une séquence globale. La Division AGIR, l'arrondissement et la DPAU ont été impliqués dans la planification des entraves.

Vu l'état de dégradation de la conduite principale, les travaux devront débuter au printemps de cette année (2023).

L'appel d'offres a été publié le 28 novembre 2022 sur le site du Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO) et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 17 janvier 2023 au Service du greffe. La durée de la publication a été de trente-cinq (35) jours calendrier. Les soumissions sont valides durant cent vingt (120) jours, c'est-à-dire jusqu'au 10 mai 2023.

Cinq (5) addenda ont été publiés pour répondre aux questions reçues des soumissionnaires et afin d'apporter certaines précisions administratives et techniques :

Addenda	Date	Objet
1	29/11/2022	Amendements / Modifications au cahier de charges, aux devis techniques normalisés et spéciaux.
2	15/12/2022	Amendements / Réémission du formulaire de soumission, du CCAG et IAS, modifications au cahier des charges et au devis technique spécial DTSI-O et questions/réponses.
3	19/12/2022	Amendements / Réémission du formulaire de soumission, modifications au cahier de charges et questions/réponses.
4	21/12/2022	Amendements / Modifications au cahier de charges et questions/réponses.
5	10/01/2023	Questions/réponses

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 1111 - 20 septembre 2022 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 312 500 000 $ afin de financer les travaux prévus au programme d'aménagement des rues du réseau artériel de la Ville de Montréal (19-023) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 712 500 000 $
CE21 0240 - 17 février 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses), dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de branchements d'eau en plomb.

CM20 0303 - 23 mars 2020 Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 36 500 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour le maintien et l'amélioration des feux de circulation et de la gestion de la circulation

DESCRIPTION

Les travaux de remplacement de conduites d'eau principales, dans l'avenue Somerled, entre l'avenue Beaconsfield et le chemin de la Côte-Saint-Luc se situent dans l'arrondissement de Côte-des-Neige/Notre-Dame-de-Grâce. Des travaux intégrés de réhabilitation d'une conduite d'égout secondaire, de remplacement d'entrées de service d'eau en plomb, de mise à niveau d'éclairage de rue et de feu de circulation et de réfection de surface, incluant une reconfiguration de

l'intersection Côte-St-Luc/Somerled, s'ajoutent au projet.
Essentiellement, le projet consiste, sans s'y limiter, à réaliser les travaux suivants :

- le remplacement de la conduite principale d'eau de 750 mm de diamètre (± 900 m.lin);
- la construction de (2) chambres de vannes de 750 mm de diamètre coulées en place et leur raccordement au réseau existant;
- la construction d'une (1) chambre de raccord 750-300 mm de diamètre préfabriquée et son raccordement au réseau existant;
- la construction de (2) chambres ventouse ou vidange sur conduite 750mm préfabriquée et leur raccordement au réseau existant;
- la construction d'une (1) chambre de régulation de pression préfabriquée reliée à la conduite principale d'eau de 750 mm de diamètre ;
- le remplacement d'environ 35 entrées de service d'eau en plomb ;
- la réhabilitation par chemisage structural d'un égout secondaire existant de dimension 600 x 900 mm en brique (± 790m) incluant la mise en place d'un (1) regard préfabriqué;
- le remplacement de conduites d'égout existantes de dimension 600 x 900 mm par des conduites de 750 mm et 900 mm de diamètre (± 70 m.lin);
- la mise à niveau de l'éclairage de rue;
- la mise à niveau du feu de circulation à l'intersection du chemin de la Côte-Saint-Luc;
- le réaménagement complet de l'avenue Somerled incluant la réfection complète des trottoirs, de la chaussée, la mise en place d'avancées de trottoirs et l'intégration de fosses de plantations.

Un plan de localisation se trouve en pièce jointe du présent sommaire décisionnel. Le délai de réalisation alloué pour l'exécution de l'ensemble des travaux est de 565 jours calendaires avec un début de travaux planifié pour le printemps 2023.

Dans le présent dossier, un budget de contingences de 15 % du coût des travaux, taxes incluses, soit 2 803 905.25 $, est recommandé.

Les dépenses incidentes au présent dossier, soit 1 308 489.12 $, comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de permis et concessions, de gestion des impacts et parties prenantes, de travaux d'horticulture, ainsi que d'achat de mobiliers urbains, d'arbres/végétaux et de biens matériels pour l'éclairage et feux de circulation. Des frais incidents sont également prévus pour la surveillance de travaux reliés aux RTU ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la surveillance environnementale.

Les dispositions contractuelles liées au retard dans l'exécution des travaux sont décrites à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'Entrepreneur doit payer à la Ville de Montréal une pénalité de 0,1 % du prix du Contrat, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ). Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1 000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans ce contrat.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public no 10375, il y a eu seize (16) preneurs du Cahier des charges sur le site SEAO et quatre (4) soumissions ont été déposées. La liste des preneurs du Cahier des charges se trouve en pièce jointe au dossier.
Les motifs de désistement des douze (12) preneurs du Cahier des charges sont les suivants :

- Quatre (4) preneurs sont des fournisseurs:
- Quatre (4) preneurs sont des sous-traitants;

- Quatre (4) preneurs n'ont fourni aucun motif de désistement.

Après analyse des soumissions, Eurovia Québec Grands Projets inc. a présenté la plus basse soumission conforme.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Eurovia Québec Grands Projets inc.	18 692 701,67 $	2 803 905,25 $	21 496 606,92 $
Roxboro Excavations inc.	19 140 000,00 $	2 871 000,00 $	22 011 000,00 $
Hudson Six inc.	20 544 000,01 $	3 081 600,00 $	23 625 600,01 $
L.A. Hébert inc.	23 522 705,54 $	3 528 405,83 $	27 051 111,37 $
Dernière estimation réalisée ($)	18 012 404,31 $	2 701 860,65 $	20 714 264,95 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			782 341,97 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			4%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			514 393,08 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			2%

La plus basse soumission conforme est supérieure de 4 % par rapport à la dernière estimation interne (écart défavorable).

Concernant l'écart global de 2 % entre la deuxième soumission et la plus basse soumission conforme, les écarts sont répartis sur l'ensemble du bordereau.

Une attestation délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, valide jusqu'au 31 mars 2023.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé:

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'a pas de restrictions imposées sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- n'est pas non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-22-001, ce contrat fera l'objet d'une évaluation de rendement de l'adjudicataire.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* conformément au décret 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Eurovia Québec Grands Projets inc., détient une attestation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP), laquelle est valide jusqu'au 23 juillet 2023. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Ce dossier doit être référé à la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC), pour le critère d'examen suivant :

- Le contrat comporte une dépense de plus de 10 M$

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour ce projet est de 22 805 096.04 $, taxes incluses, soit 20 824 092.37 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale et comprend :

- Le contrat avec Eurovia Grands Projets inc. pour un montant de 18 692 701.67 $, taxes incluses;
- Les dépenses pour des travaux contingents (15 % du coût du contrat) de 2 803 905.25 $, taxes incluses;
- Les dépenses incidentes (7 % du coût du contrat) de 1 308 489.12 $, taxes incluses.

Cette dépense est répartie entre les différents programmes décennaux d'immobilisation (PDI) des unités d'affaires impliquées dans le projet de la façon suivante :

Au budget d'agglomération – DRE réseau principal :

44.62 % au PDI de la DRE - réseau principal, pour un montant de 10 175 318.09 $, taxes incluses, soit un coût net de 9 291 421.68 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt RCG 20-015

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .

Cette dépense est financée par l'emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération et est répartie selon le tableau plus bas pour chacune des années (en milliers de $).

Au budget de la DRE - aq optimisation :

3.79 % au PDI de la DRE - aq optimisation, pour un montant de 864 350.55 $, taxes incluses, pour des travaux de construction d'une chambre de régulation. Le montant assumé par la DRE représente un coût net de 789 267.26 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt 16-039. Cette dépense est financée par l'emprunt à la charge des contribuables.

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

La DRE a examiné le dossier et est d'accord pour recommander au conseil d'agglomération la dépense en lien avec les infrastructures d'eau secondaires et de voter les crédits tels que décrits dans le sommaire décisionnel.

Les coûts assumés par la DRE sont définis dans l'intervention du Service des finances et sont répartis selon le tableau plus bas pour chacune des années (en milliers de $)..

Au budget de la DGA aqueduc/égout secondaire :

6,55 % au PDI de la DGA, pour un montant de 1 494 516.76 $, taxes incluses, pour les travaux de réhabilitation de conduite d'égout. Le montant assumé par la DGA représente un coût net de 1 364 693,01 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt 21-011. Cette dépense est financée par l'emprunt à la charge des contribuables.

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

La DGA a examiné le dossier et est d'accord pour recommander au conseil d'agglomération la dépense en lien avec les infrastructures d'eau secondaires et de voter les crédits tels que décrits dans le sommaire décisionnel.

Les coûts assumés par la DGA sont définis dans l'intervention du Service des finances et sont répartis selon le tableau plus bas pour chacune des années (en milliers de $).

Au budget de la DGA Entrées de service en plomb :

5,30 % au PDI de la DGA pour un montant de 1 208 390,17 $, taxes incluses.

Cette dépense de 1 208 390.17 $ taxes incluses, sera répartie ainsi :

- Un coût net de 810 377.82 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale sera assumée par la ville centrale, lequel est financé par le règlement d'emprunt 21-011. Le montant total au net est à la charge du contribuable.

- Un coût net de 293 043,47 $ relatif aux remplacements d'entrées de service sur le domaine privé sera facturé aux citoyens concernés, conformément au règlement 20-030.

Au budget de la DPAU - Aménagement des rues (SUM)

Le financement du 39,74% du projet, soit un montant de 9 062 520,45 $ taxe incluses, sera à la charge du Service de l'urbanisme et de la mobilité au budget PDI de la Division Aménagement des rues.

Un montant de 8 275 289,11 $ net de ristourne sera financé comme suit :

Un montant de 8 275 289,11 $ net de ristourne par le règlement d'emprunt 19-023-1 Programme aménagement des rues du réseau artériel CM22 1111.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2023-2032 et est réparti selon le tableau plus bas pour chacune des années (en milliers de $).

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

Le SUM a examiné le dossier et n'a pas d'objection à l'octroi du contrat. Il recommande aux différents comités et conseils la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le présent sommaire décisionnel.

Programme	2023	2024	2025	Ultérieur	Total
56088 Programme Réseau primaire d'aqueduc	3 058 $	6 233 $	--	--	9 291 $
59070 Programme d'aménagement des rues - Artériel	1 212 $	6 805 $	258 $	--	8 275 $
18100 Réhabilitation égout secondaire	136 $	1 228 $	--	--	1 364 $
56800 optimisation aqueduc secondaire	789 $	--	--	--	789 $
18100 entrée service d'eau en plomb partie publique	116 $	695 $	--	--	811 $
18200 entrée service d'eau en plomb partie privée	43 $	250 $	--	--	293 $
Total	5 354 $	15 211 $	258 $	0 $	20 823 $

MONTRÉAL 2030

Le présent dossier contribue à la modernisation du réseau d'aqueduc et d'égout, au programme de remplacement des entrées de service en plomb et à l'amélioration de la canopée. Ces actions répondent à 4 des 20 priorités du plan stratégique Montréal 2030, à savoir :
1. Réduire de 55% les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.
7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.
18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire.
19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

La grille d'analyse de ces priorités est présentée en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché, implique une détérioration accrue des infrastructures existantes. Lors des travaux, des entraves à la circulation seront nécessaires selon la séquence des travaux et une gestion du maintien de circulation est incluse et planifiée à ce contrat (chemins de détour, accès temporaires, communications)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'entrepreneur agira comme maître d'oeuvre au sens de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (LSST). Ainsi, ce dernier sera responsable d'implanter les mesures recommandées par le gouvernement et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) en matière de précautions à mettre en place pour protéger la santé des travailleurs. Les impacts que pourraient avoir la situation de la COVID-19 sur ce contrat sont des coûts imprévus en hausse et un retard dans l'exécution des travaux si par exemple des mesures sanitaires additionnelles devaient être mises en place ou si le chantier devait fermé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Commission permanente sur l'examen des contrats : 8 mars 2023

· Octroi de contrat : 23 mars 2023

· Mobilisation en chantier : mai 2023

· Délai contractuel : 565 jours calendriers (avec pause hivernale)

· Fin des travaux : juin 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ève LEDUC, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Marc BRETON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Manli Joelle CHEN, Service de l'eau
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Sylvain LAVALLÉE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Nathalie PLOUFFE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Jean-François COTÉ, Service de l'eau
Damien LE HENANFF, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Sylvain LAVALLÉE, 8 février 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LEBRASSEUR
Ingénieur

Tél : 514 238-1517

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-01-31

Jean-François DUBUC
Division infrastructures réseau principal

Tél : 514 248-0191

Télécop. :

Guillaume Coursol Tellier
Chef de section Projets de construction

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2023-02-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2023-02-10

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228510001*
Unité administrative responsable : Service de L'eau – Direction de l'eau potable
Projet : Travaux de conduites d'eau principales, d'égout (réhabilitation), de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Somerled, entre l'avenue Beaconsfield et le chemin de la Côte-Saint-Luc

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.

7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable

18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire.

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Ce projet concerne l'implantation d'un secteur de la régulation de la pression sur le réseau secondaire qui permet, de par son contrôle de la pression et des fluctuations journalières, une diminution considérable des bris d'aqueduc par rapport à l'historique, une réduction des pertes d'eau potable par les fuites ainsi qu'une prolongation de la durée de vie des conduites d'aqueduc. Ces bénéfices réduisent considérablement le nombre d'interventions nécessaires sur le réseau

d'aqueduc, soit en réparations ou en remplacement de tronçons de conduites, se traduisant ainsi en une réduction des GES. – Priorité 1.

- Continuer à fournir l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante à l'ensemble de la population montréalaise en minimisant les risques de rupture de services
- Lutter contre le vieillissement des équipements en augmentant la qualité des infrastructures des eaux sur son territoire (remplacement d'infrastructures vieillissantes par des infrastructures souterraines neuves)
- Renouveler les réseaux de 1 % selon la politique nationale de l'eau
- Diminuer les infiltrations d'eau au réseau d'égout
- Travaux de remplacement des entrées de service en plomb (Directive S-DRE-SE-D-2020-001)
- Amélioration de la canopée par la plantation d'arbres et de végétaux
- Amélioration de la santé publique

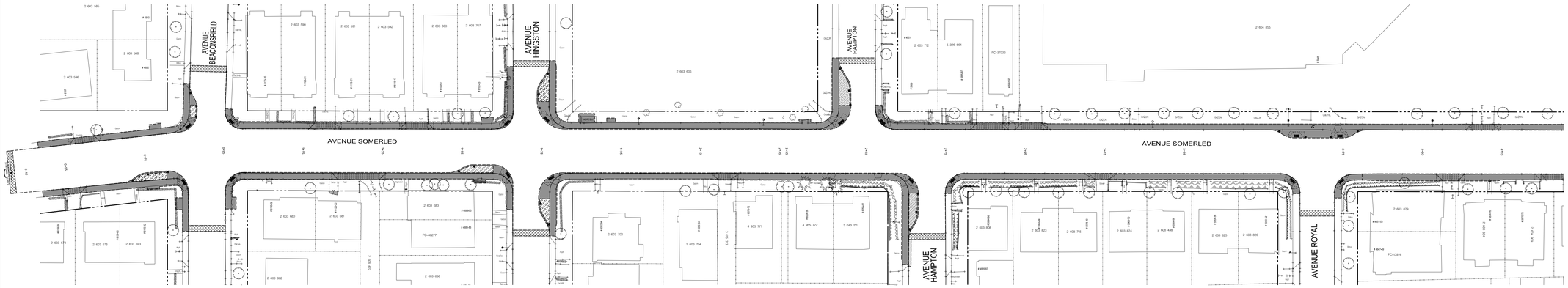
Section B - Test climat

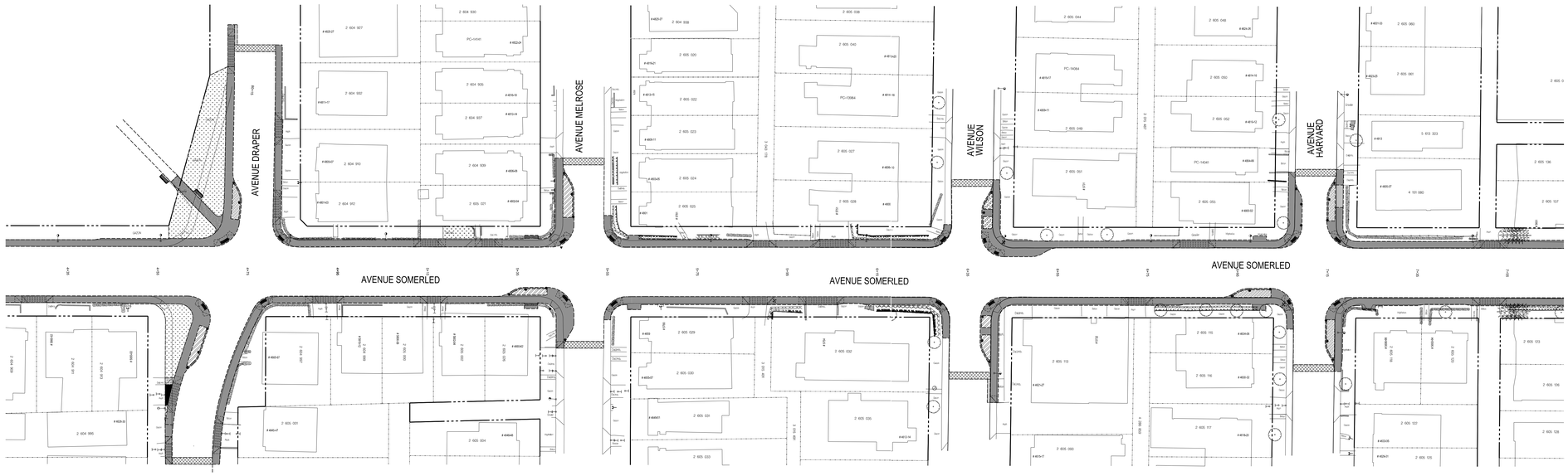
Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

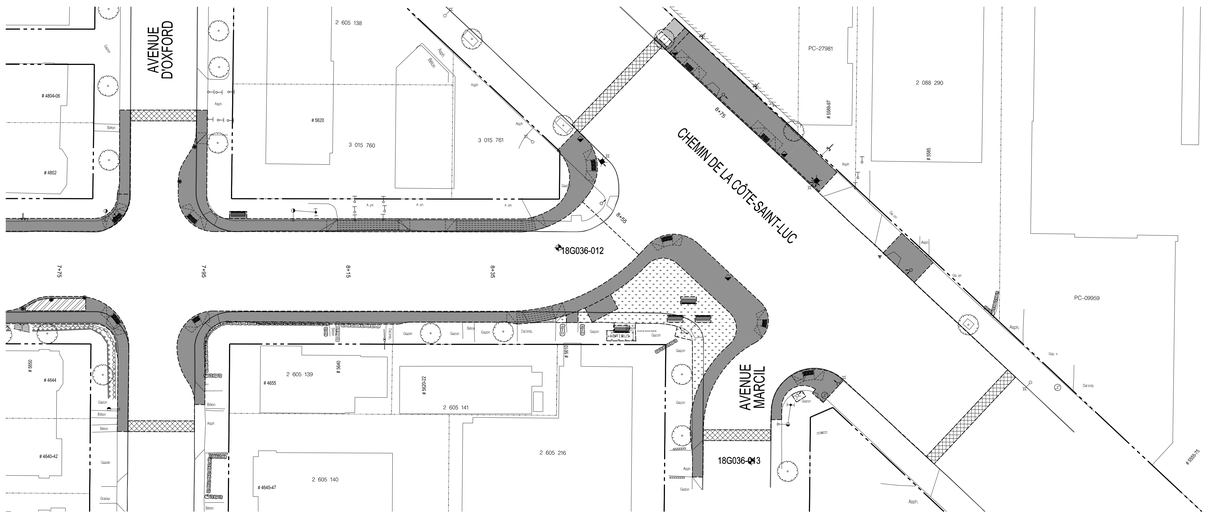
Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle







Repère géodésique

RUE / RUE
ALTITUDE : XX.XXXm
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83(SCRS)

Feuillet :

LOC

Plan(s) de la géomatique :
Plan(s) et profil(s) :
Plan(s) aqueduc principal :
Plan(s) égout(s) :
Plan(s) aqueduc secondaire :

Conduite d'eau ou conduite d'égout proposée

CV-XX
DNI-1A-01 — Chambre de vanne secondaire
N° de dessin normalisé voir DTNI-1A

RPU: Regard puisard unitaire
RP: Regard pluvial
RS: Regard sanitaire
RU: Regard unitaire
Numérotation
RX-XX
DNI-1A-XXX — Regard d'égout circulaire
N° de dessin normalisé voir DTNI-1A

RP: Regard pluvial
RS: Regard sanitaire
RU: Regard unitaire
Numérotation
RX-XX — Regard d'égout rectangulaire

Poteau d'incendie selon DNI-1A-204
Puisard circulaire
Puisard de trottoir
Branchement d'égout ou de puisard
BV Boîte de vanne
ES Branchement d'eau < ou = à 50 mm selon DNI-1A-201, DNI-1A-202
Base préfabriquée en béton
Conduite à enlever
Conduite à abandonner
Sens d'écoulement

Émission	Description	Date	Par
1	Émis pour présentation	2023/01/25	AB

TEXTE PLAN CLÉ

Ingénieur :
Prénom Nom, ing.
Surveillant :
Prénom Nom, ag. tech.
Prénom Nom, ag. tech.

Préparé par :
Aboudou BADAROU, ag. tech.
Dessiné par :
Aboudou BADAROU, ag. tech.
Vérifié par :
Martin LEBRASSEUR, ing.

Sceaux :

Projet :

18A14TR01

TRAVAUX DE CONDUITES D'EAU PRINCIPALES, D'ÉGOUTS (RÉHABILITATION) DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET DE FEUX DE CIRCULATION DANS L' AVENUE SOMERLED ENTRE AVENUE BEACONSFIELD ET LE CHEMIN DE LA CÔTE-SAINT-LUC

Titre du plan :

PLAN DE LOCALISATION DES TRAVAUX

Montréal

Service de l'eau
Direction des réseaux d'eau
Division infrastructures réseau principal
Section projets de construction

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle : VERT. 1:50 — 0 1 2 3 4m
HOR. 1:200 — 0 2 4 6 8 10 12 14 16m

Cartouche révisé le : 2022-11-24 FORMAT - A°

18A14TR01_Présentation.dgn 2023-01-27 14:59:36 "C:\HEMIN~S:\Proj\Construction\13.02_Aqueduc\Egout\01_Construction\Amenagement\Contrats\18A14_750mm_Somerled\6_Plan\Références-Plans\"

GDD : 1228510001

		Dépense Totale	SUM - aménagement des rues - artériel									
Pourcentage coût des travaux		**100,0%**	**39,74%**									
Dépense avant taxe et contingences		**16 258 057,55 $**	**6 460 791,87**									
			Trottoir			**Chaussée**			**Éclairage**		**Feux de circulation**	
			2023	2024	2025	2023	2024		2023	2024	2023	2024
Dépense avant taxe et contingences		**16 258 057,55 $**	277 893,75 $	1 574 731,24 $		422 763,38 $	3 804 870,45 $		123 689,92 $	123 689,93 $	133 153,20 $	
Total avec taxe		**18 692 701,67 $**	319 508,34 $	1 810 547,24 $		486 072,20 $	4 374 649,80 $		142 212,49 $	142 212,50 $	153 092,89 $	- $
Contingences* :	15,0%	**2 803 905,25 $**	47 926,25 $	271 582,09 $		72 910,83 $	656 197,47 $		21 331,87 $	21 331,87 $	22 963,93 $	- $
Total avec contingences taxes incluses		**21 496 606,92 $**	367 434,59 $	2 082 129,33 $		558 983,03 $	5 030 847,27 $		163 544,36 $	163 544,37 $	176 056,83 $	- $
Incidences* :	7,0%	**1 308 489,12 $**	8 892,60 $	50 391,40 $	282 235,34 $	13 528,43 $	121 755,85 $		16 458,08 $	3 958,08 $	22 760,90 $	- $
Grand Total (inclus tx, cont, incidence)		**22 805 096,04 $**	**376 327,19 $**	**2 132 520,73 $**	**282 235,34 $**	**572 511,45 $**	**5 152 603,12 $**		**180 002,44 $**	**167 502,45 $**	**198 817,73 $**	**- $**
			2 791 083,26 $			**5 725 114,58 $**			**347 504,89 $**		**198 817,73 $**	

* : taxes incluses

Nette :	20 824 092,37 $	343 636,88 $	1 947 275,67 $	257 718,49 $	522 779,27 $	4 705 013,44 $	164 366,22 $	152 952,06 $	181 547,09 $	- $
	20 824 092,37 $	2 548 631,04 $			5 227 792,71 $		317 318,28 $		181 547,09 $	

GDD : 1228510001

Répartition globale des coûts

	Dépense Totale	DRE réseau principale	DRE aq-optimisation	DGA aq ESP publique	DGA - aq ESP privée	DGA Egout	SUM - aménagement des rues - artériel
Pourcentage coût des travaux	**100,0%**	44,62%	3,79%	3,81%	1,49%	6,55%	39,74%
Dépense avant taxe et contingences	**16 258 057,55 $**	7 254 120,17 $	616 207,05 $	618 762,49 $	242 715,00 $	1 065 460,96 $	6 460 791,87 $
Total avec taxe	**18 692 701,67 $**	8 340 424,67 $	708 484,06 $	711 422,17 $	279 061,57 $	1 225 013,74 $	7 428 295,45 $
Contingences* : 15,0%	**2 803 905,25 $**	1 251 063,70 $	106 272,61 $	106 713,33 $	41 859,24 $	183 752,06 $	1 114 244,32 $
Total avec contingences taxes incluses	**21 496 606,92 $**	9 591 488,37 $	814 756,66 $	818 135,50 $	320 920,81 $	1 408 765,80 $	8 542 539,77 $
Incidences* : 7,0%	**1 308 489,12 $**	583 829,73 $	49 593,88 $	69 333,86 $		85 750,96 $	519 980,68 $
Grand Total (inclus tx, cont, incidence)	**22 805 096,04 $**	**10 175 318,09 $**	**864 350,55 $**	**887 469,36 $**	**320 920,81 $**	**1 494 516,76 $**	**9 062 520,45 $**

* : taxes incluses

Net :	20 824 092,37 $	9 291 421,68 $	789 267,26 $	810 377,82 $	293 043,47 $	1 364 693,01 $	8 275 289,11 $

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS
TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 24 juillet 2020

EUROVIA QUÉBEC GRANDS PROJETS INC.
A/S MONSIEUR PATRICK OCTAVE ACHILLE SULLIOT
200-1550, RUE AMPÈRE
BOUCHERVILLE (QC) J4B 7L4

N° de décision : 2020-DAMP-1643
N° de client : 3000206134

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous EUROVIA QC GP, EUROVIA QUÉBEC GRANDS PROJETS, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. EUROVIA QUÉBEC GRANDS PROJETS INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **23 juillet 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

Montréal

Service de l'eau
Direction des Réseaux d'eau

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

Date de publication : 28 novembre 2022
Date d'ouverture : 17 janvier 2023

Liste des preneurs des cahiers des charges

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	Armatures Bois-Francs inc.
2	Construction NRC inc.
3	DEMIX Construction une division de Groupe CRH Canada inc.
4	Eurovia Québec Grands Projets inc.
5	Excavation Darche inc.
6	Forterra pressure pipe - St-Eustache
7	Hudson Six inc.
8	L.A. Hébert ltée
9	Le Groupe Lécuyer ltée
10	Le Groupe LML ltée
11	Les Entreprises Cogenex inc.
12	Les Entreprises Michaudville inc
13	Néolect inc.
14	Novinfra inc.
15	Roxboro Excavation inc.
16	Systèmes Urbains inc.
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228510001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division infrastructures réseau principal
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour des travaux de conduites d'eau principales, d'égout, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Somerled, entre l'avenue Beaconsfield et le chemin de la Côte-Saint-Luc. Dépense totale de 22 805 096.04$, taxes incluses (contrat : 18 692 701.67 $; contingences : 2 803 905.25 $; incidences : 1 308 489.12 $) - Appel d'offres public no 10375 - 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD 1228510001 DGA.xlsx

Info_comptable_GDD 1228510001 DRE.xlsx

Certification des fonds_GDD 1228510001_SUM(vf).xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

Hui Li
Préposée au budget - PDS Brennan

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-09

Anna CHKADOVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0000

Isabel-Cristina Olier
Conseillère budgétaire - PDS Brennan

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.003

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1228510001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division infrastructures réseau principal
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour des travaux de conduites d'eau principales, d'égout, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Somerled, entre l'avenue Beaconsfield et le chemin de la Côte-Saint-Luc. Dépense totale de 22 805 096.04$, taxes incluses (contrat : 18 692 701.67 $; contingences : 2 803 905.25 $; incidences : 1 308 489.12 $) - Appel d'offres public no 10375 - 4 soumissionnaires

Rapport_CEC_SMCE228510001.pdf

Dossier # :1228510001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
montreal.ca/sujets/commissions-permanentes

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

M. Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences

M^me^ Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M^me^ Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

M^me^ Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

M^me^ Julie Brisebois
Village de Senneville

M^me^ Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

M^me^ Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

M^me^ Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

M^me^ Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Le 23 mars 2023

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE228510001

Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour des travaux de conduites d'eau principales, d'égout, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Somerled, entre l'avenue Beaconsfield et le chemin de la Côte-Saint-Luc. Dépense totale de 22 805 096,04 $, taxes incluses (contrat : 18 692 701,67 $; contingences : 2 803 905,25 $; incidences : 1 308 489,12 $) - Appel d'offres public nº 10375 (4 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Katherine Fortier
Coordonnatrice,
Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE228510001

Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour des travaux de conduites d'eau principales, d'égout, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Somerled, entre l'avenue Beaconsfield et le chemin de la Côte-Saint-Luc. Dépense totale de 22 805 096,04 $, taxes incluses (contrat : 18 692 701,67 $; contingences : 2 803 905,25 $; incidences : 1 308 489,12 $) - Appel d'offres public nº 10375 (4 soumissionnaires)

À sa séance du 22 février 2023, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 8 mars 2023, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables de la Direction des réseaux d'eau du Service de l'eau ont d'abord expliqué que la conduite d'eau sous l'avenue Somerled, entre l'avenue Beaconsfield et le chemin de la Côte- Saint-Luc, qui date de 1930 et qui est en fin de vie utile, a été identifiée comme étant une conduite à remplacer. Cette intervention permettra, entre autres, de sécuriser l'approvisionnement en eau potable de la Ville de Côte-Saint-Luc, de Montréal-Ouest et de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce; de rattraper le déficit d'entretien; de rehausser la fiabilité du réseau principal et de préserver celle du service d'incendie.

Les invités ont poursuivi en expliquant que le remplacement de la conduite principale sera l'occasion de procéder à d'autres travaux sur les conduites d'eau secondaires et les égouts. Des travaux de réfection de la chaussée et des trottoirs, de mise aux normes de l'éclairage ainsi que de reconstruction du feu de circulation, de plantation d'arbres et de végétaux sont également prévus. Après avoir décrit le phasage des travaux, qui doivent s'étendre de mai 2023 à juin 2025, les personnes-ressources ont passé en revue les

différentes étapes de l'appel d'offres, publié le 28 novembre 2022, pour une durée de 35 jours. Parmi les 16 preneurs du cahier des charges, seulement quatre ont déposé une soumission. D'après les informations recueillies, quatre preneurs étaient des sous-traitants, quatre ont indiqué être des fournisseurs et les quatre autres n'ont fourni aucun motif de désistement. L'analyse des soumissions révèle un écart de 3,78 % entre l'estimation et le prix soumis par l'adjudicataire, qui est réparti entre différents articles du bordereau. Devant ce faible écart et la conformité de la soumission, le Service de l'eau a recommandé d'aller de l'avant avec le contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc.

Au terme de la présentation, les commissaires ont demandé et obtenu des clarifications sur le processus d'analyse de conformité des soumissions. La présentation et les explications étant à la satisfaction des membres, le président a remercié les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 10 M$;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE228510001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.004

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1227231092

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la ville de Montréal dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et Saint-Laurent. Dépense totale de 10 963 300,00 $ (contrat: 9 693 000,00 $ + contingences: 969 300,00 $ + incidences: 301 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 501102 - 3 soumissionnaires conformes

Il est recommandé :
1. d'accorder à Foraction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et Saint-Laurent, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 9 693 000,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 501102;

2. d'autoriser une dépense de 969 300,00 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 301 000,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale;

5. de procéder à une évaluation du rendement de Foraction inc.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2023-02-09 17:24

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1227231092**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la ville de Montréal dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et Saint-Laurent. Dépense totale de 10 963 300,00 $ (contrat: 9 693 000,00 $ + contingences: 969 300,00 $ + incidences: 301 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 501102 - 3 soumissionnaires conformes

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la gestion des actifs (DGA) du Service de l'Eau (SE) souhaite réaliser des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb.
Les travaux de remplacement des entrées de service en plomb (Directive S-DRE-SE-D-2021-03) s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

L'objectif spécifique des travaux faisant l'objet de ce dossier est de remplacer les branchements d'eau actuellement en plomb. Quand à l'objectif général, il vise à éliminer du territoire de la ville de Montréal, dans un horizon de 10 ans, les branchements d'eau en plomb et tout autre matériau non conforme sur les domaines public et privé, lorsque requis. Par conséquent, pour tous les branchements d'eau en plomb raccordés sur la conduite d'eau potable municipale, localisés sur les tronçons des rues identifiés au contrat, seront remplacés par des branchements d'eau en cuivre.

Il est prévu en 2023, de remplacer environ 3500 branchements d'eau en plomb ou tout autre matériau non conforme. Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville d'ouvrir le marché et d'encourager la concurrence, la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines (DRPIU) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR), a scindé le grand projet des travaux 2023 afin de recommander l'octroi de sept (7) contrats différents. La présente demande d'octroi de contrat # 501102 vise le remplacement de branchements d'eau actuellement en plomb dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent. Ce projet est le deuxième des sept (7) projets prévus cette

année.

La DGA du Service de l'Eau a mandaté la DRPIU du SIRR afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 0765 - 13 juin 2022 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 10 083 703,11 $ (contrat: 8 972 177,60 $ + contingences: 897 217,76 $ + incidences: 214 307,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460544 - 3 soumissionnaires - 1227231039;
CM22 0622 - 16 mai 2022 - Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 6 766 083,50 $ (contrat: 6 011 100,00 $ + contingences: 601 110,00 $ + incidences: 153 873,50 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460543 - 4 soumissionnaires - 1227231023;

CM22 0476 - 25 avril 2022 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 6 696 671,15 $ (contrat: 5 962 314,91 $ + contingences: 596 231,49 $ + incidences: 138 124,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460542 - 4 soumissionnaires - 1227231011;

CE21 0240 - 17 février 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb. 1218126001.

DESCRIPTION

Le présent projet prévoit le remplacement d'environ 384 branchements d'eau en plomb (RESEP) et les travaux seront réalisés dans les arrondissements Ahuntic-Cartierville et Saint-Laurent.
Le projet comprend également le remplacement des branchements d'eau en plomb ou en matériaux non conformes dans la section privée et ce, conformément au règlement 20-030.

Le tableau des tronçons de rues où auront lieu les travaux est joint au présent dossier.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 969 300,00 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux, ainsi que les frais de la surveillance environnementale pour la gestion des sols excavés.

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document « Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences » en pièce jointe.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux par rue. En effet, l'article 3.1.7 du cahier des clauses administratives spéciales du cahier des charges prévoit cinq (5) différentes pénalités:

1) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;
2) le montant décrit au tableau ci-dessous par jour de retard pour le non-respect du délai maximal par rue selon sa cote d'impact identifiée au devis DTSI-M :

Cote d'impact	**Montant de pénalité par jour**
Cote majeure	3 500$
Cote 1	3 000$
Cote 2	2 000$
Cote 3	1 000$

3) 500,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai supplémentaire d'une (1) semaine par rapport au délai maximal par rue pour les réfections d'aménagements privés (autres que béton et enrobé);
4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue;
5) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Ces pénalités remplacent celles mentionnées à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales qui visent le respect du délai contractuel.

Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse soumission. Dans le présent dossier l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels est de -4,2% favorable à la Ville.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) (1)	**TOTAL** (taxes incluses)
FORACTION INC.	9 693 000,00 $	969 300,00 $	10 662 300,00 $
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	11 722 437,09 $	1 172 243,71 $	12 894 680,80 $
SERVICES INFRASPEC INC.	11 795 615,23 $	1 179 561,52 $	12 975 176,75 $
Dernière estimation réalisée ($)	10 118 535,75 $	1 011 853,58 $	11 130 389,33 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 468 089,32 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-4,2%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			2 232 380,80 $

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	20,9%

(1) Pour fins de présentation, le pourcentage de contingences calculé à partir de la soumission du plus bas soumissionnaire a été utilisé pour calculer les contingences reliées aux autres prix soumis

La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission de la firme Legico-CHP inc., mandatée par la Division gestion de projets et économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période d'appel d'offres, selon les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

Les professionnels de la DGPÉC ont procédé à l'analyse des trois (3) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart favorable à la Ville de 4,2% a été constaté entre l'estimation de soumission et la plus basse soumission conforme (PBSC).

Par contre, la DGPÉC a constaté un écart de 20,9% entre la plus basse soumission conforme (PBSC) et la deuxième soumission.

La majeure partie de l'écart, soit 19,4%, se trouve dans les articles suivants:

- Branchement d'eau de 50 mm et moins par torpillage ou tirage sur conduite existante;
- Puits d'excavation pour branchement d'eau (pour réseaux d'utilités publiques ou obstacles);
- Réfection de coupe – Chaussée mixte avec trafic lourd.

Considérant ces informations et vu que l'écart est favorable à la Ville, la DGPÉC considère approprié de poursuivre le processus d'octroi du contrat.

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le coût estimé des travaux dépasse les 2 000 000 $. De plus, il y a un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Foraction inc. dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 10 963 300,00 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat avec Foraction inc. pour un montant de 9 693 000,00 $ taxes incluses;
- plus des contingences de 969 300,00 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 301 000,00 $ taxes incluses.

Cette dépense de 10 963 300,00 $ taxes incluses (10 014 255,14 $ net de ristournes), sera répartie ainsi:

-Un coût net de 9 454 399,74 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale sera

assumé par la ville centrale, lequel est financé par le règlement d'emprunt # 21-011. Cette dépense est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables.
-Un coût net de 559 855,40 $ relatif aux remplacements d'entrées de service en plomb sur le domaine privé sera facturé aux citoyens concernés, conformément au règlement # 20-030.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2023	2024	2025	Ultérieur	Total
18100 - Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout	6 618 K$	2 836 K$			9 454 K$
18200 - Remplacement des entrées de service en plomb privées	392 K$	168 K$			560 K$
Total	7 010 K$	3 004 K$			10 014 K$

La dépense totale des travaux est prévue au PDI 2023-2032 du Service de l'Eau.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.
La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièce jointe.

Le présent projet est assujetti au Règlement sur la traçabilité des sols contaminés excavés. Les clauses à cet effet ont été prévues dans les documents d'appel d'offres.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché, pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire les branchements d'eau à la pièce, au lieu de les remplacer en lot, ce qui entraînerait des coûts plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main d'œuvre et des matériaux.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 19 avril 2023, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait alors procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document "Principes de gestion de la mobilité".

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates Visées:
Commission permanente sur l'examen des contrats : mars 2023
Octroi du contrat : suite à l'adoption du présent dossier par l'instance décisionnelle visée
Début des travaux : juin 2023
Fin des travaux : août 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Valérie SIMARD, Ahuntsic-Cartierville
Dang NGUYEN, Saint-Laurent
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Hermine Nicole NGO TCHA, 2 février 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar OUCHENANE
ingenieur(e)

Tél : 514-872-2278
Télécop. : 514-872-6123

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-01-27

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

DIRECTION

Jean CARRIER
Directeur

Tél : 514 243-8284
Approuvé le : 2023-02-09

Nathalie M MARTEL
directeur(-trice) de service - infrastructures du reseau routier et transports
Tél :
Approuvé le : 2023-02-09

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 501102 — No du GDD : 1227231092

Titre de l'appel d'offres : Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la Ville de Montréal dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et Saint-Laurent

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 / 12 / 2022 — Ouverture originalement prévue le : 12 / 1 / 2023

Ouverture faite le : 19 / 1 / 2023 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 44 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
15 / 12 / 2022	Modifications au CCAS suite à la mise à jour du (CCAG)	0,00
19 / 12 / 2022	Précision que le formulaire "Expérience du Soumissionnaire" n'est pas requis au dépôt de la soumission.	0,00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8 — Nbre de soumissions reçues : 3 — % de réponses : 38

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 19 / 4 / 2023

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
FORACTION INC.	9 693 000,00
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	11 722 437,09
SERVICES INFRASPEC INC.	11 795 615,23
Estimation **externe**	10 118 535,75

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-4,2%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **20,9%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
OQLF		X	AMP		X	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RBQ		X	Revenu Qc		X	
RENA		X				

Recommandation

Nom du soumissionnaire : FORACTION INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 9 693 000,00

Montant des contingences ($) : 10,0% — 969 300,00

Montant total du contrat (incluant les contigences) ($): 10 662 300,00

Montant des incidences ($) : 301 000,00

Date prévue de début des travaux : 5 / 6 / 2023 — Date prévue de fin des travaux : 6 / 8 / 2024

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *501102*
Unité administrative responsable : *Service des Infrastructures du réseau routier (SIRR)*
Projet : *Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la Ville de Montréal dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

· *Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable;*

· *Priorité 18 : Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire;*

· *Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les principaux bénéfices attendus sont de :

1. *Garantir l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante à l'ensemble de la population montréalaise en minimisant les risques de rupture de services par la mise en place d'un plan de gestion des actifs.*

2. *Lutter contre le vieillissement du réseau et maintenir la capacité fonctionnelle des actifs des réseaux secondaires de distribution d'eau pour assurer la qualité des infrastructures sur son territoire.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 22 juin 2020

FORACTION INC.
A/S MONSIEUR ROBERT PHANEUF
270, RUE BRUNET
MONT-SAINT-HILAIRE (QC) J3H 0M6

N° de décision : 2020-DAMP-1590
N° de client : 3000146636

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous CONSTRUNEL, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. FORACTION INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **21 juin 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 501102

Date de publication : 2022-12-05
Date d'ouverture : 2023-01-19

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	Preneurs non soumissionnaires
1	9449-9092 QUEBEC INC.	
2	CONSULTANTS LEGICO-CHP INC.	X
3	EXCAVATION RIVE-SUD INC.	
4	FORACTION INC.	
5	INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED	
6	LES PAVAGES CÉKA INC.	
7	SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	
8	SERVICES INFRASPEC INC.	

Montréal

SOUMISSION 501102 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

<table>
<tr><th colspan="2">Secteur</th><th>Travaux de remplacement de branchements d’eau en plomb dans les arrondissements AHU et VSL</th></tr>
<tr><td><u>Arrondissements</u></td><td><u>Rues</u></td><td rowspan="3">Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l’Annexe M1 du DTSI-M.

Pour les rues identifiées comme ayant le plus d’impacts sur la mobilité et le milieu environnant (cote 1 du DTSI-M), les concepts sont résumés ci-bas.</td></tr>
<tr><td>Ahuntsic-Cartierville</td><td>Avenue Vincent-Quiblier,
Rue Laverdure,
Rue Saint-Urbain,
Boulevard de l’Acadie,
Rue Fleury,
Boulevard Henri-Bourassa,
Rue Sauvé,
Rue Grenet,
Rue Henri-D’Arles,
Avenue Jean-Bourdon,
Rue Legendre,
Boulevard Saint-Laurent,
Rue Verville,
Rue Prieur Est.</td></tr>
<tr><td>Saint-Laurent</td><td>Boulevard Henri-Bourassa,
Rue Saint-Louis,
Rue Decelles,
Rue du Collège,
Boulevard de la Côte-Vertu,
Route Transcanadienne,
Rue Gagnon,
Boulevard Pitfield.</td></tr>
<tr><td colspan="2">AHU-ESP-2023-04
Boulevard de l’Acadie
Non-nommée à la rue Pasteur.</td><td>Occupation : Fermeture complète et maintien de la circulation locale entre Gouin et De Salaberry. Ouverture d’une voie de circulation par direction en dehors des heures de travail à l’aide de plaques d’acier. Aucune entrave permise sur les rues transversales à l’exception de la rue Pasteur et de la baie de virage sur la rue de Salaberry.
Horaire de travail : Lundi au vendredi 9h30 à 15h30, samedi de 8h à 19h et dimanche de 9h à 19h.</td></tr>
<tr><td colspan="2">AHU-ESP-2023-06ABC
Boulevard Henri-Bourassa
De l’avenue Bruchési à l’avenue Vianney.</td><td>Occupation : Maintien de 2 voies de circulation en direction est entre les avenues Bruchési et Vianney. Ouverture de 3 voies de circulation en direction est en dehors des heures de travail à l’aide de plaques d’acier. Aucune entrave permise en direction ouest et sur les rues transversales.
Horaire de travail : Lundi au vendredi 7h à 14h30, samedi de 8h à 19h et dimanche de 9h à 19h.</td></tr>
</table>

Secteur	Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans les arrondissements AHU et VSL
AHU-ESP-2023-15ABCDEFG **Boulevard Henri-Bourassa** De la rue Meunier à la rue Lajeunesse.	**Occupation :** Entrave partielle d'un côté de la chaussée avec maintien d'une (1) ou de deux (2) voie(s) de circulation ou entrave d'un côté de la chaussée avec contresens selon les travaux. Ouverture d'au moins 3 voies de circulation en dehors des heures de travail à l'aide de plaques d'acier. Aucune entrave permise sur les rues transversales. Travaux en plusieurs phases. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 9h à 15h30, samedi de 8h à 19h et dimanche de 9h à 19h.
VSL-ESP-2023-01AB **Boulevard Henri-Bourassa** De la rue Dutrisac à la rue Dépatie	**Occupation :** Fermeture complète du côté nord de la chaussée et maintien de la circulation locale et entrave partielle du côté sud de la chaussée avec maintien d'une (1) voie de circulation ou entrave d'un côté de la chaussée avec contresens selon les travaux. Ouverture d'au moins 2 voies de circulation en dehors des heures de travail à l'aide de plaques d'acier. Aucune entrave permise sur les rues transversales. Travaux en plusieurs phases. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 9h à 15h et samedi 9h à 16h.
VSL-ESP-2023-01C **Boulevard Henri-Bourassa** De la rue Dépatie à la rue Saint-Germain	**Occupation :** Fermeture complète d'une direction et aucune entrave dans la direction opposée selon les travaux ou entrave partielle des deux côtés de la chaussée avec maintien d'une (1) voie de circulation. Ouverture d'au moins 2 voies de circulation en dehors des heures de travail à l'aide de plaques d'acier. Aucune entrave permise sur les rues transversales. Travaux en plusieurs phases. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 9h à 15h et samedi 9h à 16h.
VSL-ESP-2023-01D & 02AB **Boulevard Henri-Bourassa** De la rue Saint-Germain au boulevard Marcel-Laurin	**Occupation :** Fermeture complète des deux côtés de la chaussée et maintien de la circulation locale. Ouverture d'au moins 2 voies de circulation par direction en dehors des heures de travail à l'aide de plaques d'acier. Aucune entrave permise sur les rues transversales. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 9h30 à 15h (tronçon 01D) et 9h à 15h (tronçons 02AB), samedi 9h à 16h.
VSL-ESP-2023-09B **Boulevard de la Côte-Vertu** De Montée de Liesse à Montée de Liesse.	**Occupation:** Entrave partielle du côté nord de la chaussée avec maintien de deux (2) voies de circulation et aucune entrave du côté sud de la chaussée. Aucune entrave permise sur les rues transversales. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7h à 21h, samedi et dimanche 9h à 21h.
VSL-ESP-2023-11 **Route Transcanadienne** Du #8005-89 route Transcanadienne à Montée de Liesse	**Occupation:** Entrave partielle du côté sud de la chaussée avec maintien d'une (1) voie de circulation. Ouverture tel qu'à l'existant des voies de circulation en dehors des heures de travail à l'aide de plaques d'acier. Aucune entrave permise sur la rue transversale. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 22h à 5h, du vendredi 22h au lundi 5h (24h/24h).
VSL-ESP-2023-12 **Route Transcanadienne** De la rue Locke à la rue McArthur	**Occupation:** Fermeture complète de la route Transcanadienne entre le boulevard de la Côte-Vertu et la rue Locke. Fermeture complète de la rue McArthur et maintenir la circulation locale à la hauteur des rues Griffith et Seré. Ouverture tel qu'à l'existant des voies de circulation en dehors des heures de travail à l'aide de plaques d'acier. Aucune entrave permise sur les autres rues transversales. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 22h à 5h, du vendredi 22h au lundi 5h (24h/24h).
VSL-ESP-2023-14 **Boulevard Pitfield** Du chemin du Bois-Franc à la rue Dessiant	**Occupation:** Entrave partielle du côté ouest avec maintien d'une (1) voie de circulation. Ouverture tel qu'à l'existant des voies de circulation en dehors des heures de travail à l'aide de plaques d'acier. Aucune entrave permise sur les rues transversales. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 22h à 5h, du vendredi 22h au lundi 5h (24h/24h).

Secteur	Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans les arrondissements AHU et VSL
Mesures de gestion des impacts applicables à toutes les rues	- En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1; - Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier, lors des manœuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux; - Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux); - Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissement de santé ou de casernes du service d'incendie; - Relocaliser les zones de livraison, les zones pour personnes à mobilité réduite, les SRRR et les zones des taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1; -Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences de l'Annexe M1; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou prévoir un relâchement sur un maximum d'un tronçon selon les exigences à l'Annexe M1. -L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 10 jours à l'avance via l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info ; - Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1; - À la Demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la Ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée; - L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite tel que prévu au DTNI-8A; - Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès sécuritaire doivent être réalisées, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

Services des infrastructures du réseau routier (SIRR) — Direction des infrastructures

Titre: Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la ville de Montréal dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et Saint-Laurent

Entrepreneur: Foraction Inc.

Soumission: 501 102 | GDD: 122 - 7231 - 092 | Responsable: Amar Ouchenane | Date: 2023-01-26

Projet #01: 18 100 | Client payeur : Service de l'eau - DRE | Corpo

#01-01 Sous-projet: 22 - 18 100 - 195 | n° Simon: 192 914

Travaux de remplacement de branchement d'eau en plomb (Section publique)

		Avant taxe	Montants avec taxes	Net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		7 945 747,38 $	9 135 623,05 $	8 342 041,53 $
Travaux contingents	10 %	794 574,74 $	913 562,31 $	834 204,15 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		8 740 322,12 $	10 049 185,36 $	9 176 245,68 $
Sous-total complet du sous-projet		8 740 322,12 $	10 049 185,36 $	9 176 245,68 $

#01-02 Sous-projet: 22 - 18 100 - 196 | n° Simon: 192 915

Incidences et services professionnels - Travaux de remplacement de branchement d'eau en plomb

			Avant taxe	Montants avec taxes	Net de taxes
Travaux contingents	10 %		0,00 $	0,00 $	0,00 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet			0.00 $	0.00 $	0.00 $
Dépenses incidentes		taxation			
Pro	Laboratoire - contrôle qualitatif par firme (ta	Normal	162 644,05 $	187 000,00 $	170 755,92 $
Pro	Surveillance environnementale	Normal	19 134,59 $	21 999,99 $	20 088,93 $
Tech	Utilités publiques	Normal	46 966,73 $	54 000,00 $	49 309,20 $
Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisa	Non	22 000,00 $	22 000,00 $	22 000,00 $
Pro	Gestion des impacts (services internes)	Non	16 000,01 $	16 000,01 $	16 000,01 $
Sous-total des incidence du sous-projet			266 745,38 $	301 000,00 $	278 154,06 $
Sous-total complet du sous-projet			266 745,38 $	301 000,00 $	278 154,06 $

SOMMAIRE du projet Investi

Projet #01: 18 100 | Client payeur : Service de l'eau - DRE | Corpo

		Avant taxe	Montants avec taxes	Net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		7 945 747,38 $	9 135 623,05 $	8 342 041,53 $
Travaux contingents	10,00 %	794 574,74 $	913 562,31 $	834 204,15 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		8 740 322,12 $	10 049 185,36 $	9 176 245,68 $
Dépenses incidentes		266 745,38 $	301 000,00 $	278 154,06 $
Sous-total complet du projet investi		**9 007 067,50 $**	**10 350 185,35 $**	**9 454 399,74 $**

Projet #02: 18 200 | Client payeur : Service de l'eau - DRE | Corpo

#02-01 Sous-projet: 22 - 18 200 - 036 | n° Simon: 192 916

Travaux de remplacement de branchement d'eau en plomb (Section privée)

		Avant taxe	Montants avec taxes	Net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		484 781,00 $	557 376,95 $	508 959,45 $
Travaux contingents	10 %	48 478,10 $	55 737,70 $	50 895,95 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		533 259,10 $	613 114,65 $	559 855,40 $
Sous-total complet du sous-projet		533 259,10 $	613 114,65 $	559 855,40 $

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

Services des infrastructures du réseau routier (SIRR) — Direction des infrastructures

Titre: Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la ville de Montréal dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et Saint-Laurent

Entrepreneur: Foraction Inc.

Soumission: 501 102 | GDD: 122 - 7231 - 092 | Responsable: Amar Ouchenane | Date: 2023-01-26

SOMMAIRE du projet Investi

Projet #02 — 18 200 — Client payeur : Service de l'eau - DRE — Corpo

		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		484 781,00 $	557 376,95 $	508 959,45 $
Travaux contingents	10,00 %	48 478,10 $	55 737,70 $	50 895,95 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		533 259,10 $	613 114,65 $	559 855,40 $
Dépenses incidentes		0,00 $	0,00 $	0,00 $
Sous-total complet du projet investi		**533 259,10 $**	**613 114,65 $**	**559 855,40 $**

Récapitulatif des tous les payeurs

		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		8 430 528,38 $	9 693 000,00 $	8 851 000,98 $
Travaux contingents	10,00 %	843 052,84 $	969 300,00 $	885 100,10 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		9 273 581,22 $	10 662 300,01 $	9 736 101,08 $
Dépenses incidentes		266 745,38 $	301 000,00 $	278 154,06 $
Total des montants maximum autorisés		**9 540 326,60 $**	**10 963 300,00 $**	**10 014 255,14 $**

Répartition par payeur :

Corpo	100,0%	10 014 255,14 $
Total	100,0%	**10 014 255,14 $**

Montréal

Division de la Conception des Travaux (DCT)
Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines (DRPIU)
Service des infrastructures du réseau routier (SIRR)

Date : 2022-11-15
Révision : 0
Chef de projet : Amar Ouchenane, ing.

TABLEAU DE QUANTITÉS PAR RUES

Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la ville de Montréal

Appel d'offres : 501102 501102

# Plan	Rév.	TU	Rue	De	À	RESEP (nombre)								
						Branch. totaux sur le tronçon de rue	Branch. d'eau sans plomb confirmés	Branch. possiblement en plomb ou en matériaux non conformes (PBP)	Branch. d'eau en plomb confirmés	% estimé Pb pour PDP - section publique	% estimé Pb pour PDP - section privée	% estimé Pb pour Pb - section privée	Branch. potent. en plomb - SECTION PUBLIQUE	Branch. potent. en plomb - SECTION PRIVÉE
Arrondissement : Ahuntsic-Cartierville (AHU)														
AHU-ESP-2023-01	0	19954	**Vincent-Quiblier**	Jacques-Lemaistre	Jacques-Lemaistre	29	0	0	29	81%	15%	20%	29	6
AHU-ESP-2023-02	0	19438	**Laverdure**	Henri-Bourassa	Gouin	31	4	3	24	81%	15%	20%	27	6
AHU-ESP-2023-03	0	19638	**Saint-Urbain**	Sauriol Ouest	Fleury Est	31	4	2	25	81%	15%	20%	27	6
AHU-ESP-2023-14	0	19569	**Prieur Est**	Hamel	Taché	30	2	2	26	81%	15%	20%	28	6
AHU-ESP-2023-04	0	20381	**Acadie**	Non-nommée	Pasteur	8	2	2	4	81%	15%	20%	6	2
AHU-ESP-2023-05	0	19561	**Fleury**	Millen	Péloquin	26	3	3	20	81%	15%	20%	23	5
AHU-ESP-2023-06A	0	20075	**Henri-Bourassa**	Bruchési	D'Iberville	6	2	2	2	81%	15%	20%	4	1
AHU-ESP-2023-06B	0	20077	**Henri-Bourassa**	D'Iberville	Sackville	6	4	1	1	81%	15%	20%	2	1
AHU-ESP-2023-06C	0	20079	**Henri-Bourassa**	Sackville	Vianney	5	2	0	3	81%	15%	20%	3	1
AHU-ESP-2023-07	0	20161	**Sauvé**	De Saint-Firmin	Parthenais	30	6	3	21	81%	15%	20%	24	5
AHU-ESP-2023-08	0	18909	**Grenet**	Ranger	Louisbourg	16	11	1	4	81%	15%	20%	5	1
AHU-ESP-2023-15B	0	19406	**Henri-Bourassa**	Verville	Meilleur	5	3	1	1	81%	15%	20%	2	1
AHU-ESP-2023-15D	0	19437	**Henri-Bourassa**	Grande-Allée	D'Auteuil	6	4	0	2	81%	15%	20%	2	1
AHU-ESP-2023-15C	0	19405	**Henri-Bourassa**	Verville	Meilleur	4	1	2	1	81%	15%	20%	3	1
AHU-ESP-2023-15A	0	19407	**Henri-Bourassa**	Meunier	Verville	11	2	4	5	81%	15%	20%	9	2
AHU-ESP-2023-15E	0	19409	**Henri-Bourassa**	Meunier	Saint-Urbain	10	4	1	5	81%	15%	20%	6	2
AHU-ESP-2023-15F	0	19412	**Henri-Bourassa**	Saint-Urbain	Grande-Allée	11	1	7	3	81%	15%	20%	9	2
AHU-ESP-2023-15G	0	19452	**Henri-Bourassa**	D'Auteuil	Lajeunesse	8	3	3	2	81%	15%	20%	5	1
AHU-ESP-2023-09	0	18828	**Henri-D'Arles**	Jean-Bourdon	Gouin	7	2	2	3	81%	15%	20%	5	1
AHU-ESP-2023-10	0	18861	**Jean-Bourdon, avenue**	Louis-Jadon, avenue	Henri-D'Arles, rue	3	0	1	2	81%	15%	20%	3	1
AHU-ESP-2023-11A	0	19699	**Legendre**	Reims	Meunier	7	1	4	2	81%	15%	20%	6	1
AHU-ESP-2023-11B	0	19700	**Legendre**	Clark	Reims	10	4	2	4	81%	15%	20%	6	2
AHU-ESP-2023-12	0	19428	**Saint-Laurent**	Henri-Bourassa	Gouin	51	10	8	33	81%	15%	20%	40	8
AHU-ESP-2023-13	0	19395	**Verville**	McDuff	Gouin	2	0	0	2	81%	15%	20%	2	1
Arrondissement : Saint-Laurent (VSL)														
VSL-ESP-2023-01A	0	27051	**Henri-Bourassa**	Dutrisac	Filion	18	12	3	3	80%	15%	25%	6	2
VSL-ESP-2023-01B	0	27050	**Henri-Bourassa**	Filion	Dépatie	27	17	10	0	80%	15%	25%	8	2
VSL-ESP-2023-01C	0	26996	**Henri-Bourassa**	Dépatie	Saint-Germain	10	6	4	0	80%	15%	25%	4	1
VSL-ESP-2023-01D	0	26995	**Henri-Bourassa**	Saint-Germain	Sorbonne	14	2	2	10	80%	15%	25%	12	3
VSL-ESP-2023-02A	0	26992	**Henri-Bourassa**	Grenet	Londres	9	5	2	2	80%	15%	25%	4	1
VSL-ESP-2023-02B	0	26989	**Henri-Bourassa**	Grenet	Marcel-Laurin	7	6	1	0	80%	15%	25%	1	1
VSL-ESP-2023-03	0	27492	**Saint-Louis**	Fraser	Alexis-Nihon	19	0	19	0	80%	15%	25%	16	3
VSL-ESP-2023-04	0	27289	**Decelles**	Cardinal	Leduc	16	4	7	5	80%	15%	25%	11	3
VSL-ESP-2023-05	0	27639	**Du Collège**	Saint-Germain	Gohier	19	4	9	6	80%	15%	25%	14	3
VSL-ESP-2023-06	0	27484	**Saint-Louis**	Abbott	Small	24	4	20	0	80%	15%	25%	16	3
VSL-ESP-2023-07	0	27629	**Saint-Louis**	Saint-Aubin	Gratton	8	1	7	0	80%	15%	25%	6	2
VSL-ESP-2023-11	0	26682	**Transcanadienne**	#8005-89 Transcanadienne	Montée de Liesse	2	0	2	0	80%	15%	25%	2	1
VSL-ESP-2023-12	0	26914	**Transcanadienne**	Locke, rue	McArthur	3	2	1	0	80%	15%	25%	1	1
VSL-ESP-2023-13	0	27345	**Gagnon**	Côte-de-Liesse	Gince	4	1	3	0	80%	15%	25%	3	1
VSL-ESP-2023-14	0	26195	**Pitfield, boulevard**	Chemin Bois Franc	Dessiant	5	2	3	0	80%	15%	25%	3	1
VSL-ESP-2023-09B	0	26838	**Côte-Vertu**	Liesse	Montée de Liesse	1	0	1	0	80%	15%	25%	1	1
Nombre de tronçons total :		**40**			***Totaux :***	539	141	148	250				384	93

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227231092

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la ville de Montréal dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et Saint-Laurent. Dépense totale de 10 963 300,00 $ (contrat: 9 693 000,00 $ + contingences: 969 300,00 $ + incidences: 301 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 501102 - 3 soumissionnaires conformes

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD 1227231092 DGA.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-06

Anna CHKADOVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0000
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.004

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1227231092

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la ville de Montréal dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et Saint-Laurent. Dépense totale de 10 963 300,00 $ (contrat: 9 693 000,00 $ + contingences: 969 300,00 $ + incidences: 301 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 501102 - 3 soumissionnaires conformes

Rapport_CEC_SMCE227231092.pdf

Dossier # :1227231092

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
montreal.ca/sujets/commissions-permanentes

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

M. Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidence

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Le 20 mars 2023

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE227231092

Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la ville de Montréal dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et Saint-Laurent. Dépense totale de 10 963 300,00 $ (contrat: 9 693 000 $ + contingences: 969 300 $ + incidences: 301 000 $), taxes incluses. Appel d'offres public 501102 (3 soumissionnaires conformes)

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Katherine Fortier
Coordonnatrice,
Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE227231092

Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la ville de Montréal dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et Saint-Laurent. Dépense totale de 10 963 300,00 $ (contrat: 9 693 000 $ + contingences: 969 300 $ + incidences: 301 000 $), taxes incluses. Appel d'offres public 501102 (3 soumissionnaires conformes)

À sa séance du 22 février 2023, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ et répondant à la condition suivante :*
    - *Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Le 8 mars 2023, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier expliquent que la Ville de Montréal prévoit de remplacer, en 2023, environ 3500 branchements d'eau en plomb. Le vaste projet a été divisé en sept différents contrats. Celui-ci, qui est le deuxième, prévoit le remplacement d'environ 384 branchements d'eau en plomb dans les arrondissements Ahuntsic-Cartierville et Saint-Laurent.

Après avoir présenté les étapes du chantier ainsi que les plans de localisation, les invités ont passé en revue les différentes étapes de l'appel d'offres, publié du 5 décembre 2022 au 19 janvier 2023. Il y a eu huit preneurs du cahier des charges et trois soumissionnaires. Le prix présenté par l'adjudicataire, Foraction inc., montre un écart de (-4,2 %) avec l'estimation des professionnels internes et de 20,9 % avec la deuxième plus basse soumission. D'après l'analyse des professionnels, la majeure partie de cet écart, soit 19,4 %, se trouve dans les articles suivants du bordereau:

branchement d'eau de 50 mm et moins par torpillage ou tirage sur conduite existante; puits d'excavation pour branchement d'eau et réfection de coupe pour la chaussée mixte avec trafic lourd. La soumission de Foraction inc. étant conforme, et compte tenu de l'écart en faveur de la Ville, les responsables ont recommandé d'aller de l'avant avec ce contrat.

Durant la période d'échange qui a suivi, les membres ont voulu savoir si les branchements en acier galvanisé devraient également être remplacés. Oui, puisque c'est considéré comme un matériau non conforme, ont répondu les invités.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, en l'occurrence :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ et répondant à la condition suivante :*
    - *Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE1227231092 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.005

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1229655001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Constructions H2D inc. pour les travaux de restauration de l'allée Royale, de belvédères et autres au parc La Fontaine, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 3 352 330,10 $, taxes incluses (contrat : 2 311 951,79 $ + contingences : 462 390,36 $ + variation de quantités : 346 792,77 $ + incidences : 231 195,17 $) - Appel d'offres public 22-6741 - trois soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'accorder à Les Constructions H2D inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation de travaux de restauration de l'allée Royale, du belvédère Léo-Ayotte et autres au parc la Fontaine, au montant de 2 311 951,79 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (22-6741);

2. d'autoriser une dépense de 462 390,36 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 346 792,77 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;
4. d'autoriser une dépense de 231 195,17 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5. de procéder à une évaluation du rendement de les Constructions H2D inc.;

6. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale, pour une dépense totale de 3 352 330,10 $, taxes incluses.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2023-02-12 17:38

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1229655001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Constructions H2D inc. pour les travaux de restauration de l'allée Royale, de belvédères et autres au parc La Fontaine, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 3 352 330,10 $, taxes incluses (contrat : 2 311 951,79 $ + contingences : 462 390,36 $ + variation de quantités : 346 792,77 $ + incidences : 231 195,17 $) - Appel d'offres public 22-6741 - trois soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Situé au cœur de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal, le parc La Fontaine constitue une destination à l'échelle montréalaise en plus d'être choyé par la communauté locale. Il a fait l'objet d'une réflexion de la part de la Ville de Montréal afin d'identifier les défis associés à son avenir. Celle-ci a été confirmée par l'adoption d'un Plan directeur en 2018. En plus d'orienter son développement, le Plan directeur veille au maintien des actifs du parc.
Le projet actuel vise à la restauration d'ouvrages de maçonnerie tout en intégrant des techniques de gestion plus écologique des eaux de ruissellement. Les ouvrages de maçonnerie à restaurer incluent l'allée Royale, le belvédère Léo-Ayotte, la cascade du pont des bassins et le parvis du théâtre de Guignol en raison de leur état de dégradation avancée. Les problèmes constatés sont l'effritement des mortiers, l'absence et l'endommagement de certaines pierres de parement et de couronnement ainsi que l'instabilité de certaines fondations structurales. Cette restauration s'avère normale considérant l'âge de ces aménagements : le belvédère Léo-Ayotte et l'allée Royale ont initialement été construits lors du 350^{e} anniversaire de Montréal en 1992. Le théâtre de Guignol, anciennement le pavillon du Jardin des Merveilles, date quant à lui de 1957. La cascade située entre l'étang supérieur et l'étang inférieur a été construite au moment de la réfection des bassins en 1998.

Processus d'adjudication
Les documents d'appel d'offres ont été réalisés par les professionnels en architecture de paysage de la firme Rousseau Lefebvre selon l'entente-cadre (contrat 19-1016). Cette entente a pris fin le 22 août 2022; conséquemment, le suivi des travaux sera assumé à

l'interne par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS).

Le processus suivi dans ce dossier est un appel d'offres public ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux exigences des clauses administratives incluses au cahier des charges. Le mode d'octroi suivra le principe du plus bas soumissionnaire conforme.

Il importe de souligner que c'est le deuxième appel d'offres pour ce projet. Un premier avait eu lieu du 6 juin 2022 au 14 juillet 2022, mais aucune soumission n'avait été déposée, possiblement en lien avec la demande alors forte en maçonnerie.

Le deuxième appel d'offres a été lancé le 3 octobre 2022 et devait se terminer le 29 novembre 2022. Or, en raison de plusieurs questions, précisions et ajouts d'exigences au contrat, la date d'ouverture a été reportée à trois reprises. L'ouverture des soumissions a finalement eu lieu le 19 janvier 2023. La durée initiale était de 57 jours, mais la durée réelle a été de 94 jours.

L'appel d'offres a été publié sur le site internet de la Ville de Montréal et sur celui du Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) durant toute la période d'appel d'offres. Il a aussi été publié dans le journal Le Devoir le 3 octobre 2022.

Sept addenda ont été émis et rendus disponibles aux preneurs du cahier des charges, dans les délais prescrits. Ces ajustements ont eu un impact sur le prix global du projet.

#	Date	Portée
1	8 novembre 2022	Modification au plan d'organisation du chantier, aux secteurs d'intervention ainsi qu'aux plans des conditions existantes et à la démolition. Modification de certaines quantités au formulaire de soumissions.
2	16 novembre 2022	Modification de la date d'ouverture des soumissions; report de deux semaines. Nouvelle date : 13 décembre 2022.
3	1er décembre 2022	Clarifications de certains items au bordereau et ajustements aux plans d'organisation du chantier et des secteurs d'intervention.
4	6 décembre 2022	Clarifications de certains items au bordereau.
5	8 décembre 2022	Clarifications de certains items au bordereau. Modification de la date d'ouverture des soumissions; reportée au 20 décembre 2022.
6	16 décembre 2022	Modification de la date d'ouverture des soumissions; reportée au 19 janvier 2023.
7	19 décembre 2022	Ajout d'un item au bordereau et ajout d'exigences contractuelles concernant la Charte de la langue française.

Les soumissions sont valides 120 jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 19 mai 2023.

Le Programme de réhabilitation du parc La Fontaine est considéré comme un programme d'envergure récurrent et fait l'objet d'un suivi par les comités de gouvernance des projets et programmes d'envergure.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 19 0350 - 22 août 2019 - Conclure une entente-cadre de service professionnels avec

Rousseau Lefebvre inc. pour la fourniture de services d'architecture de paysage pour les différents projets sous la responsabilité du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une somme maximale de 3 170 435,63 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17284 (trois soumissionnaires).
CM 18 1375 - 19 novembre 2018 - Adopter le Plan directeur du parc La Fontaine.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat à la firme Les Constructions H2D inc. pour réaliser les travaux de restauration de divers ouvrages de maçonnerie et autres au parc La Fontaine. L'aire totale à aménager est d'environ 9 250 m^2 répartie dans quatre secteurs du parc, à savoir :
- allée Royale;
- belvédère Léo-Ayotte;
- cascade du pont des étangs;
- parvis du théâtre de Guignol.

Les travaux comprennent :
- la réfection de l'ensemble des surfaces de béton et de pierres naturelles dégradées;
- la restauration et l'ajout de pierres de couronnement et de parement sur les murets et les colonnes;
- le rejointoiement des pierres par le remplacement des mortiers;
- réfection des deux escaliers du belvédère Léo-Ayotte;
- la restauration des garde-corps en acier et en bois;
- la réfection des murs de soutènement en béton des belvédères (travaux de génie structural);
- le débranchement de réseau d'égout pluvial existant, de réfection de conduites et l'intégration d'un système de drainage passif;
- la plantation d'arbres et d'arbustes et d'engazonnement.

Le montant de la soumission est de 2 311 951,79 $ taxes incluses. À cette somme, s'ajoutent 462 390,36 $, taxes incluses, représentant 20 % du montant forfaitaire, à titre de budget des contingences. Ce montant servira d'abord à pallier aux imprévus survenant durant les travaux, mais permettra aussi d'anticiper les frais supplémentaires justifiés par les contraintes ou les conditions existantes du site pour certains travaux majeurs.

Un montant de 346 792,77 $, taxes incluses, représentant 15 % du montant forfaitaire, est également requis au budget de variation de quantités. Considérant qu'il s'agit d'un projet de maintien d'actifs, il a été convenu de prévoir ce montant pour ce poste afin de nous permettre d'absorber certaines quantités qui pourraient avoir différées depuis la phase de conception. Malgré l'inventaire de l'état des ouvrages, datant du printemps 2022, il est possible que le nombre de pierres à remplacer pour les parements ou que la quantité de joints à refaire, etc. aient changé.

Au budget d'incidences, un montant de 231 195,17 $, taxes incluses, représentant 10 % du montant forfaitaire, est prévu. Ce montant est nécessaire afin de couvrir les frais liés au contrôle qualitatif des matériaux, à la gestion et à la traçabilité des sols, à l'achat de mobilier de parc, aux opérations de communications et à la signalisation de chantier.

Le début des travaux est prévu au printemps 2023 et s'échelonnera jusqu'à la fin de l'automne 2023. Le délai de réalisation des travaux est de 150 jours de calendrier.

Des pénalités pourraient s'appliquer si les délais ne sont pas respectés, conformément aux clauses administratives générales et spéciales incluses dans les documents d'appel d'offres

du dossier.

JUSTIFICATION

Sur les onze (11) preneurs du cahier des charges, trois (3) ont déposé une soumission (27 %) et huit (8) n'ont pas déposé de soumission (73 %).
Les soumissions déposées se sont avérées conformes. L'analyse des soumissions démontre que Les Constructions H2D inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à ce fournisseur.

Soumissions conformes	**Prix soumis** (taxes incluses)	**Autres** (contingences + var. quantités, taxes incluses)	**Total** (taxes incluses)
Les Constructions H2D inc.	2 311 951,79 $	809 183,13 $	3 121 134,92 $
St-Denis Thompson inc.	2 757 025,31 $	964 958,86 $	3 721 984,17 $
Les Entreprises Proteau et Garneau inc.	3 091 447,80 $	1 082 006,73 $	4 173 454,53 $
Dernière estimation réalisée à l'externe ($)	1 701 043,20 $	595 365,12 $	2 296 408,32 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			824 726,60 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			35,91 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			600 849,25 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			19,25 %

L'écart entre la plus basse soumission et la dernière estimation fournie par les professionnels au projet, incluant les addenda, est de 824 726,60 $, soit de 35,91 %.

Les écarts de prix les plus importants concernent les travaux de maçonnerie, le bétonnage des belvédères, les travaux de génie civil ainsi que dans le maintien de la mobilité et de la sécurité routière.

Ces écarts se justifient par l'inflation globale des coûts et la rareté de la main-d'œuvre, notamment en maçonnerie. Cette problématique de main-d'œuvre limitée en maçonnerie a été remarquée par la Commission de la construction du Québec (CCQ) dès 2018, quand la région de Montréal, entre autres, a vu sa disponibilité de titulaires de certificat de compétence en maçonnerie descendre sous les 5 %, nécessitant, tel qu'appelé par la CCQ, l'ouverture de bassin en situation de pénurie. Cette problématique de rareté de main-d'œuvre en maçonnerie s'est accentuée au cours des dernières années, ce qui peut contribuer à augmenter les prix soumis pour ce type de travaux.

Le contexte de travaux dans un parc demeurant ouvert à la population, hormis les espaces clôturés du chantier, pourrait également expliquer l'écart des coûts. La circulation y est restreinte et la protection des végétaux exige également une attention particulière. Enfin, l'écart entre la deuxième plus basse soumission et le plus bas soumissionnaire est de 600 849,25 $, soit de 19,25 %. Cet écart pourrait se justifier par les expertises différentes de chaque entreprise qui influencent la quantité de sous-traitants nécessaires pour l'exécution des travaux.

Les vérifications requises ont été faites afin de valider que l'adjudicataire recommandé :

- n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)
- n'a pas de restriction imposée sur son permis de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)
- n'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal et n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant

L'autorisation à contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise pour ce contrat, car celui-ci n'est pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* .

En conformité avec l'encadrement administratif portant sur l'évaluation du rendement des adjudicataires, puisque la dépense nette de ce contrat d'exécution de travaux est supérieure à 1 000 000 $, une évaluation du rendement sera effectuée.

Pour ce dossier, il s'avère requis de passer à la Commission permanente sur l'examen des contrats (CPEC) puisque le montant des travaux taxes incluses est de plus de 2 M$ et que l'écart entre le plus bas soumissionnaire et l'estimation réalisée est de plus de 20 %.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense maximale est de 3 352 330,10 $, taxes incluses, réparti comme suit :
- 2 311 951,79 $ (2 111 120,14 $, net de ristournes) pour les travaux
- 462 390,36 $ (422 224,04 $, net de ristournes) pour les contingences
- 346 792,77 $ (316 668,02 $, net de ristournes) pour les variations de quantité
- 231 195,17 $ (211 112,01 $, net de ristournes) pour les incidences

Un montant maximal de 3 061 124,21 $, net de ristournes provinciale et fédérale, sera financé par le règlement d'emprunt numéro : 7720028 - 20-028 Réam.parcs/maintien actifs CM20 0671. Cette dépense est prévue au PDI 2023-2031 du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

Projet INVESTI : 34800 - Programme de réhabilitation du parc La Fontaine;
Intitulé Projet : La Fontaine - Restauration de l'allée Royale, de belvédères et autres - Travaux;
Requérant : SGPMRS - 3101;
Exécutant : SGPMRS - 3101Règlement d'emprunt: #7720028 - 20-028 Réam.parcs/maintien actifs CM20 0671.

La dépense sera répartie de la façon suivante :

	2023	2024	2025	Ultérieur	Total
Projet : 34800 - Programme de réhabilitation du parc La Fontaine	2 755	306	0	0	3 061

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue en partie à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle (voir grille en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces travaux de restauration affectent divers secteurs du parc dont la fréquentation diffère durant la période estivale. Le plus grand enjeu est pour l'allée Royale, car l'importance des travaux nécessite sa fermeture complète. Des corridors piétonniers sur son pourtour seront prévus avec l'entrepreneur.
Le belvédère Léo-Ayotte est un seuil de moindre importance et il offre déjà plusieurs alternatives; aucune mesure compensatoire n'est requise.

En ce qui concerne le théâtre de Guignol, qui offre des spectacles quotidiens, la planification de l'échéancier des travaux, issue d'une concertation avec l'arrondissement, prévoit que les travaux mineurs de rejointoiement des pierres soient réalisés à la fin de la saison de programmation.

Les travaux de la cascade, qui nécessitent d'abaisser les eaux du bassin supérieur seront réalisés à l'automne, donc sans impact majeur pour la population.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST et les prescriptions des clauses administratives générales et spéciales du cahier des charges du projet, la pandémie de la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera élaborée, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 22 février 2023
Commission permanente sur l'examen des contrats : 8 mars 2023
Comité exécutif : 15 mars 2023
Conseil municipal : 20 mars 2023
Durée des travaux : printemps à la fin de l'automne 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Gabriel COTE-GARANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-Francois DUPRE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Gustavo RIBAS, Direction générale
Eve MALÉPART, Direction générale
François DORÉ, Le Plateau-Mont-Royal
Mathieu DRAPEAU, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Jean-Francois DUPRE, 6 février 2023
François DORÉ, 3 février 2023
Gustavo RIBAS, 3 février 2023
Mathieu DRAPEAU, 1er février 2023
Marie-Claude SEGUIN, 9 août 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marianne BLONDEAU
Architecte paysagiste

Tél : 514-946-8556
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-02

Mathieu DRAPEAU
Chef de division - Aménagement des nouveaux parcs et corridors verts

Tél : 438-824-0251
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur de direction - Aménagement des parcs et des espaces publics
Tél : 514.872.4101
Approuvé le : 2023-02-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin BOULIANNE
Directeur par intérim

Tél :
Approuvé le : 2023-02-09

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1229655001*

Unité administrative responsable : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Division Aménagement des espaces publics et réalisations, Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics.

Projet : PARC LA FONTAINE – Restauration de l'allée Royale, du belvédère Léo-Ayotte et autres

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? **- 1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050;** **- 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;**			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** **- 1. La nature des travaux (restauration) générera une plus faible émission de GES que des travaux de démolition complète et de reconstruction.** **- 19. Les nouveaux aménagements offriront un accès et un parcours convivial et sécuritaire à tous.**			

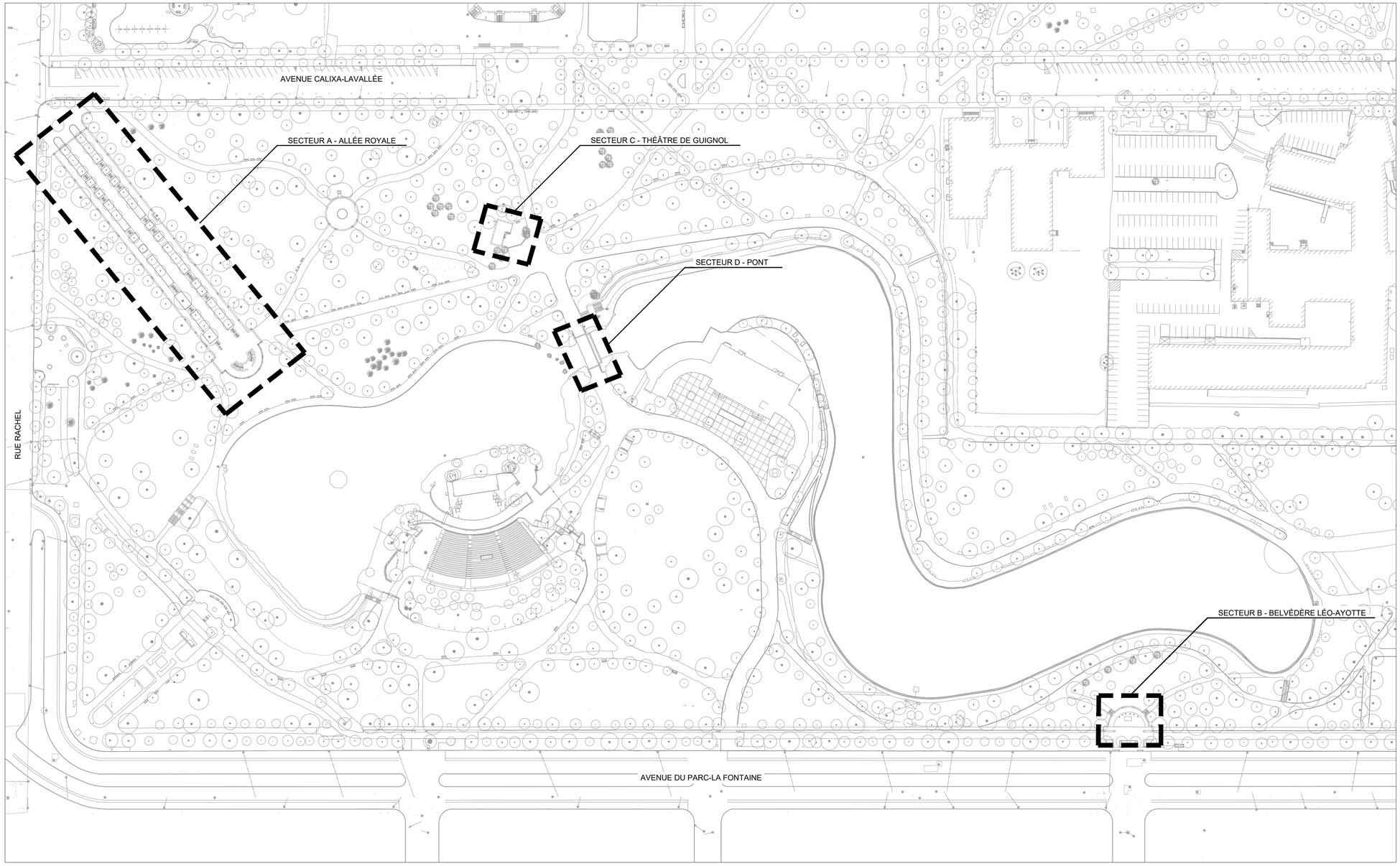
Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	X		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	X		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



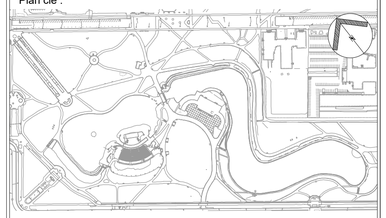
1:1000 — 10 0 10 20 30 40 50 60 70 m

TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE DESSIN EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

P:\P1_PROJETS EN COURS\21483-M13_MAÇONNERIE_PARC_LAFONTAINE_MTL\GP\LAD\PLAD - MAÇONNERIE\PLANS\21483-PLD.DWG

Fichier : 21483-PLD

Plan clé :



No	Description	Date	Par
01	ÉMIS POUR SOUMISSION	22-08-2022	MG

Révisions

B.M. . Élévation : .

Échelle : 1:1000

Date : AOÛT 2022

Dessin : ALAN VIGNON

Responsable du projet : NOELLE MADRONA

Approbation : MELANIE GLORIEUX

ASSOCIATION DES ARCHITECTES PAYSAGISTES DU QUÉBEC
Mélanie Glorieux
#352

Nom du projet :

RESTAURATION DE L'ALLÉE ROYALE, DU BELVÉDÈRE LÉO-AYOTTE ET AUTRES AU PARC LA FONTAINE

Numéro de contrat : 22-6741

Titre du plan :

SECTEURS D'INTERVENTION

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Montréal

Chef de division : MARIE-CLAUDE SÉGUIN

No du plan : 001

No de l'index : 0061-106

No 02 / 20

Nom du service : Services des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Nom de la direction, division, etc. : Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics
Division de l'aménagement des parcs urbains

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

Date de publication : 2022-10-03
Date d'ouverture : 2023-01-19

Liste des preneurs des cahiers des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	ATWILL-MORIN MAÇONNERIE
2	LES CONSTRUCTIONS H2D INC.
3	LES ENTREPRISES PROTEAU ETGARNEAU INC.
4	LES ENTREPRISES VENTEC INC.
5	RAMCOR CONSTRUCTION INC.
6	GESTION S. FORGET INC.
7	SAHO CONSTRUCTION INC.
8	CONSTRUCTION DERIC INC.
9	BORDURES POLYCOR INC.
10	CONSTRUCTION URBEX INC.
11	ST-DENIS THOMPSON INC.
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229655001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Objet :	Accorder un contrat à Les Constructions H2D inc. pour les travaux de restauration de l'allée Royale, de belvédères et autres au parc La Fontaine, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 3 352 330,10 $, taxes incluses (contrat : 2 311 951,79 $ + contingences : 462 390,36 $ + variation de quantités : 346 792,77 $ + incidences : 231 195,17 $) - Appel d'offres public 22-6741 - trois soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1229655001 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gabriel COTE-GARANT
Agent comptable analyste
Tél : 514-872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-06

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgetaire
Tél : 514-872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier, Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.005

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1229655001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Objet :	Accorder un contrat à Les Constructions H2D inc. pour les travaux de restauration de l'allée Royale, de belvédères et autres au parc La Fontaine, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 3 352 330,10 $, taxes incluses (contrat : 2 311 951,79 $ + contingences : 462 390,36 $ + variation de quantités : 346 792,77 $ + incidences : 231 195,17 $) - Appel d'offres public 22-6741 - trois soumissionnaires.

Rapport_CEC_SMCE229655001.pdf

Dossier # :1229655001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
montreal.ca/sujets/commissions-permanentes

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

M. Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidence

M^me^ Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

M^me^ Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

M^me^ Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

M^me^ Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

M^me^ Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

M^me^ Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Le 20 mars 2023

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE229655001

Accorder un contrat à Les Constructions H2D inc. pour les travaux de restauration de l'allée Royale, de belvédères et autres au parc La Fontaine, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 3 352 330,10 $, taxes incluses (contrat : 2 311 951,79 + contingences : 462 390,36 $ + variation de quantités : 346 792,77 $ + incidences : 231 195,17 $) - Appel d'offres public 22-6741 (3 soumissionnaires).

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Katherine Fortier
Coordonnatrice,
Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE229655001

Accorder un contrat à Les Constructions H2D inc. pour les travaux de restauration de l'allée Royale, de belvédères et autres au parc La Fontaine, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 3 352 330,10 $, taxes incluses (contrat : 2 311 951,79 + contingences : 462 390,36 $ + variation de quantités : 346 792,77 $ + incidences : 231 195,17 $) - Appel d'offres public 22-6741 (3 soumissionnaires).

À sa séance du 22 février 2023, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ et répondant à la condition suivante :*
    - *Écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 8 mars 2023, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports ont présenté ce contrat pour des travaux de restauration de divers ouvrages de maçonnerie et autres au parc La Fontaine. Elles ont d'abord décrit la nature des travaux, qui en plus de la réfection de divers éléments, comprennent également des travaux de débranchement du réseau d'égout pluvial existant, de réfection de conduites et l'intégration d'un système de drainage passif ainsi que de travaux de plantation d'arbres, d'arbustes et d'engazonnement.

Un premier appel d'offres pour ce projet a été publié en juin 2022, sans qu'aucune soumission n'ait toutefois été déposée. Le second appel d'offres a été lancé le 3 octobre 2022 et s'est prolongé jusqu'au 19 janvier 2023. Durant cette période, sept addendas ont été émis, dont trois pour reporter la date d'ouverture et les autres pour répondre à des questions ou clarifier certains items du bordereau. Comme l'ont souligné les invitées, la majorité des questions portait sur les travaux en maçonnerie. Parmi les

11 preneurs du cahier des charges, trois ont déposé une soumission. L'analyse révèle un écart de 35,91 % entre le prix soumis par l'adjudicataire, les Constructions H2D inc., et la dernière estimation ainsi que de 19,25 % avec la deuxième plus basse soumission conforme. Pour illustrer où se situent principalement les écarts dans les divers items du bordereau, le Service a présenté un graphique comparant les prix des soumissionnaires et ceux de l'estimation. Les travaux de maçonnerie et de conduite d'eau se démarquent tout particulièrement. Quant aux principaux écarts entre le plus bas soumissionnaire et le deuxième plus bas, ils peuvent s'expliquer principalement par l'expertise spécifique de chacune des entreprises et la nécessité ou non de sous-traiter certains travaux.

Au terme de la présentation, les commissaires ont demandé des clarifications sur le prix et les écarts. Croyez-vous que la Ville a obtenu un prix raisonnable? Devant cet écart, qui est majeur, avez-vous pensé à reporter les travaux? D'après les responsables, le prix est acceptable, car le contexte des travaux est très particulier. C'est un lieu hautement fréquenté, l'aire de travail est restreinte, il y a plusieurs arbres matures à protéger et la main d'œuvre en maçonnerie s'avère plutôt rare. Elles poursuivent en précisant qu'un report n'est pas souhaitable en raison de l'avancement de dégradation de plusieurs ouvrages. De plus, certains travaux sont nécessaires pour assurer la sécurité publique. Les explications étant à la satisfaction des membres, le président a remercié les ressources du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour leurs interventions au cours de la séance de travail.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, en l'occurrence :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ et répondant à la condition suivante :*
    - *Écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE229655001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.006

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1225374005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au regroupement des firmes Provencher Roy + associés architectes Inc. / Bouthillette Parizeau Inc. / NCK Inc., pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour le projet de remplacement de la génératrice et la réfection de la toiture de l'éperon du musée Pointe-à-Callière, situé au 350 Place Royale, dans l'arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 370 191,77 $, taxes incluses (contrat : 275 440,31 $ + contingences : 55 088,06 $ + incidences : 39 663,40 $) - Appel d'offres public no 22-19588 (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder au regroupement des firmes Provencher Roy + associés architectes inc / Bouthillette Parizeau inc. / NCK inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie dans le cadre du projet de remplacement de la génératrice et de réfection de la toiture de l'éperon du musée Pointe-à-Callière situé au 350 Place Royale, dans l'arrondissement Ville-Marie, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale 275 440,31 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (22-19588);

2. d'autoriser une dépense de 55 088,06 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 39 663,40 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à l'évaluation du rendement du regroupement formé par les firmes Provencher Roy + associés architectes inc / Bouthillette Parizeau inc. / NCK inc;

5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2023-02-24 16:55

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225374005**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au regroupement des firmes Provencher Roy + associés architectes Inc. / Bouthillette Parizeau Inc. / NCK Inc., pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour le projet de remplacement de la génératrice et la réfection de la toiture de l'éperon du musée Pointe-à-Callière, situé au 350 Place Royale, dans l'arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 370 191,77 $, taxes incluses (contrat : 275 440,31 $ + contingences : 55 088,06 $ + incidences : 39 663,40 $) - Appel d'offres public no 22-19588 (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière, situé au 350 Place Royale, Montréal, dans l'arrondissement Ville-Marie, a ouvert ses portes au grand public en mai 1992, dans le cadre des fêtes entourant le 350e de Montréal. Classé site archéologique et historique national, Pointe-à-Callières couvre plusieurs siècles d'histoire, de la période autochtone à nos jours. Il est situé sur des sols qui témoignent de plus de 1000 ans d'activité humaine et sur les lieux mêmes de la fondation de Montréal. Il abrite également des vestiges architecturaux remarquables qui sont mis en valeur in situ.
Le musée est composé de plusieurs bâtiments dont deux sont les propriétés de la Ville : (1) la Maison de la Douane, ou Ancienne-Douane et (2) l'Éperon construit en 1992, qui est l'édifice principal.

Depuis plusieurs années, et malgré des interventions ponctuelles continues, plusieurs composantes ont atteint leur fin de vie, en particulier :

- La génératrice montre des signes de vieillissement avancés et importants, dont des fuites au niveau du radiateur;

- Le toit date de plus de 27 ans. Les conditions actuelles de la toiture réduisent et annulent l'effet de l'isolant thermique. Également, le toit n'est pas doté d'une granulométrie optimale pour permettre un bon écoulement d'eau.

Pour régler les problèmes, un projet de remplacement de la génératrice et de réfection de la toiture doit être mise en œuvre.

Un appel d'offres public (22-19588) a été publié dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) et dans le Journal de Montréal le 21 septembre 2022. Les soumissions ont été reçues et ouvertes le 10 novembre 2022. La période de l'appel d'offres a duré cinquante et un (51)

jours calendrier.

Un (1) addenda a été émis durant la période de soumission; sa nature est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
No. 1	2022-10-24	Report de date de l'ouverture des soumissions	non

Le délai de validité de la soumission est de cent quatre-vingt (180) jours, soit jusqu'au 9 mai 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM12 1098 - 17 décembre 2012 - Accorder un contrat de 3 392 500,00 $, taxes incluses, à Céleb construction Ltée Toitures, pour les travaux d'enveloppe phase II et autres travaux électromécaniques de l'édifice de l'Éperon du musée archéologie et d'histoire de la Pointe-à-Callière, ainsi qu'à l'édifice de l'ancienne Douane, dans l'arrondissement de Ville-Marie.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'accorder au regroupement formé par les firmes Provencher Roy + associés architectes inc. / Bouthillette Parizeau inc. / NCK inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour le projet de remplacement de la génératrice et de réfection de la toiture du musée Pointe-à-Callière.
Les travaux se résument comme suit :

- Remplacement de la génératrice;
- Réfection de la toiture;
- Étanchéité des puits de lumière;
- Déplacement des appareils mécaniques pour les travaux de toiture;
- Rejointoiement de la maçonnerie de la salle mécanique au toit.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu six (6) preneurs du cahier des charges, dont quatre (4) firmes d'architecture et deux (2) firmes d'ingénierie. Parmi les six (6) preneurs du cahier des charges, trois (3) ont remis une soumission. Ce qui représente 50 % de la totalité des potentiels soumissionnaires. Les deux (2) firmes d'ingénierie font partie du regroupement avec des architectes qui ont déposé une soumission. Une (1) seule firme d'architecture n'a pas déposé de soumission.
Plusieurs raisons de désistement ont été recueillies parmi lesquelles :

· La saturation des carnets de commandes;

· L'impossibilité de trouver des partenaires.

Les propositions des trois (3) firmes soumissionnaires ont été jugées recevables et ont fait l'objet d'une analyse approfondie par le comité de sélection. Deux (2) soumissionnaires ont obtenu un pointage supérieur à 70 % avec la note intermédiaire. Le comité de sélection recommande de retenir les services des firmes qui ont obtenu le plus haut pointage après la deuxième étape, selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires. L'équipe formée par Provencher Roy + associés architectes inc. / Bouthillette Parizeau Inc. / Nick inc. est le plus bas soumissionnaire conforme.

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Provencher Roy + associés architectes inc / Bouthillette Parizeau inc. / NCK inc.	80,33 %	82,00 %	275 440,31 $	55 088,06 $	330 528,37 $
Les architectes Labonté Marcil SENC / Groupe Carbonic inc. / MLC associés inc	64,17 %	-	Non conforme	Non conforme	Non conforme
Les architectes FABG inc. / Dupras Ledoux inc.	76,17 %	42,00 %	327 558,81 $	65 511,76 $	393 070,57 $
Dernière estimation réalisée			443 311,81 $	88 662,36 $	531 974,17 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					- 167 871,50 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					-37,87 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					52 118,50 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					18,92 %

L'estimation des honoraires professionnels faite par le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) a été réalisée sur la moyenne des taux par discipline des derniers contrats octroyés en 2020, 2021 et début 2022. Au moment de l'appel d'offres, nous avons tenu compte des prémisses suivantes pour l'estimation du pourcentage des honoraires : inflation, rareté de la main-d'œuvre, carnet de commandes complet des firmes, complexité d'un projet par phase, durée du contrat jusqu'en 2024 plus une année d'option. Nous avons estimé que ces facteurs auraient un impact à la hausse sur les pourcentages soumis par les firmes d'où l'écart du -37,87%.

L'écart de 18,92 % entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme, Provencher Roy + associés architectes inc. et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme Les architectes FABG inc., provient principalement des disciplines en architecture, en électromécanique et des taux horaires pour les services additionnels.

Les membres de l'équipe formée par Provencher Roy + associés architectes inc. / Bouthillette Parizeau inc. / NCK inc., ne figurent pas sur la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Ils détiennent chacun une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) obtenue le 23 avril 2021, le 27 octobre 2020 et le 31 juillet 2021. Par ailleurs, le Registre des entreprises du Québec ne fait mention d'aucune irrégularité affectant ces contractants et ceux-ci ne sont pas visés par la Liste des personnes à déclarer non conformes en application du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une

évaluation du rendement de chacune des firmes du regroupement sera effectuée à la fin du contrat.

Une évaluation du rendement des fournisseurs sera effectuée à la fin du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale à autoriser est de 370 191,77 $, taxes incluses et se détaille comme suit : Le montant total du contrat à accorder est de 275 440,31 $, incluant les taxes.

Un budget de contingences de 55 088,06 $ (20 %), taxes incluses est prévu pour pallier les imprévus en cours de projet.

Des incidences de 39 663,40 $ (12 %) sont incluses et serviront à couvrir les coûts engendrés par des services de laboratoire ou autres services qui pourraient être réalisés par des tiers en cours de réalisation du projet.

Pour donner suite à ce contrat, le budget requis est prévu au PDI 2023-2032 du programme de protection des bâtiments culturels (38009). Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

La répartition de la dépense se fera de la façon suivante : 65 000,00 $ en 2023 et 305 191,77 $ en 2024.

Ce projet ne contribue pas à l'action 46 du plan climat.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation du projet de remplacement de la génératrice et de la réfection de la toiture permettra d'assurer la pérennité du bâtiment. Un retard dans l'octroi du contrat de services professionnels se répercuterait sur toutes les étapes subséquentes du projet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Division des communications et les relations avec la communauté de l'arrondissement à ce stade du projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au CE : 15 mars 2023
Début du mandat : avril 2023
Début des travaux : mai 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie ROSE, Service de la culture

Lecture :

Stéphanie ROSE, 4 janvier 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédéric PAUL
Concepteur des aménagements-immeubles

Tél : 514 531-5305
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-12-22

Erlend LAMBERT
Chef de division

Tél : 438-992-7383
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2023-02-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directrice de service - gestion et planification des immeubles
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2023-02-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : IM-PR-21-0057
Unité administrative responsable : SGPI
Projet : Remplacement de la génératrice et réfection de la toiture du musée Pointe-à-Callière

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Projet :	*Travaux de remplacement de la génératrice et de la réfection de la toiture*
Nom d'ouvrage :	*Musée Pointe-à-Callière*
No. D'ouvrage:	*2452*
No. De contrat :	*22-19588*
No. Du projet :	*IM-PR-21-0057*
No. Du GDD :	*1225374005*
Date :	*15-déc-22*
Étape :	*Octroi de contrat*

				Budget $	TPS 5,0 % $	TVQ 9,975 % $	TOTAL $
Contrat	Professionnel*			239 565,39 $	**11 978,27 $**	**23 896,65 $**	**275 440,31 $**
	Contingences		**20%**	**47 913,08 $**	**2 395,65 $**	**4 779,33 $**	**55 088,06 $**
	Total - Contrat :			287 478,47 $	14 373,92 $	28 675,98 $	330 528,37 $
Incidences	Incidences spécifiques			0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Incidences générales		12%	34 497,42 $	1 724,87 $	3 441,12 $	39 663,40 $
	Total - Incidences :		**12%**	**34 497,42 $**	**1 724,87 $**	**3 441,12 $**	**39 663,40 $**
	Coût (Montant à autoriser)			**321 975,88 $**	**16 098,79 $**	**32 117,09 $**	**370 191,77 $**
Ristournes	**TPS**	100%			-16 098,79 $		-16 098,79 $
	TVQ	50%				-16 058,55 $	-16 058,55 $
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)						**338 034,43 $**

*** prix déposé par le plus bas soumissionnaire**

Le 14 mai 2021

PROVENCHER ROY + ASSOCIÉS ARCHITECTES INC.
A/S MADAME MIREILLE POITRAS
700-276, RUE SAINT-JACQUES
MONTRÉAL (QC) H2Y 1N3

Nº de décision : 2021-DAMP-1380
Nº de client : 3000144040

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous PROVENCHER ROY, PROVENCHER ROY + ASS. ARCHITECTES, PROVENCHER ROY + ASSOCIÉS, PROVENCHER ROY ARCHITECTES, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. PROVENCHER ROY + ASSOCIÉS ARCHITECTES INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **13 mai 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

Le 17 juin 2021

BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.
A/S MONSIEUR CLAUDE DÉCARY
8580, AV DE L'ESPLANADE
BUREAU 200
MONTRÉAL (QC) H2P 2R8

Nº de décision : 2021-DAMP-1534
Nº de client : 3000144184

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

BOUTHILLETTE PARIZEAU
BPA, DIVISION DE BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.
CSP CONSULTANTS EN SÉCURITÉ, DIVISION DE BOUTHILLETTE PARIZEAU
CSP SECURITY CONSULTING
DAVIDSON ACOUSTIQUE ET INSONORISATION, DIVISION DE BOUTHILLETTE PARIZEAU
INGÉMEL, DIVISION DE BOUTHILLETTE PARIZEAU
KANTUM ÉLÉMENT
BPA
CBA EXPERTS-CONSEILS
CSP CONSULTANTS EN SÉCURITÉ
INGÉMEL EXPERTS-CONSEILS

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. BOUTHILLETTE PARIZEAU INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **16 juin 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

Le 7 avril 2022

NCK INC.
A/S MADAME ALAIN DÉOM
1200, AV MCGILL COLLEGE
BUR. 900
MONTRÉAL (QC) H3B 4G7

Nº de décision : 2022-DAMP-1306
Nº de client : 3000215650

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée cidessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C65.1. NCK INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à souscontracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **6 avril 2025**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1225374005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Accorder un contrat au regroupement des firmes Provencher Roy + associés architectes Inc. / Bouthillette Parizeau Inc. / NCK Inc., pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour le projet de remplacement de la génératrice et la réfection de la toiture de l'éperon du musée Pointe-à-Callière, situé au 350 Place Royale, dans l'arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 370 191,77 $, taxes incluses (contrat : 275 440,31 $ + contingences : 55 088,06 $ + incidences : 39 663,40 $) - Appel d'offres public no 22-19588 (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19588 PV.pdf22-19588 SEAO _ Liste des commandes.pdf

22-19588 RP_AO_TABLEAU_Résultat Global Final.pdf

22-19588 Intervention Nouvelle AppelOffres.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-23

Denis LECLERC
c/s acquisition
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19588 — No du GDD : 1225374005

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en architecture et ingénierie pour le remplacement de la génératrice et la réfection de la toiture du musée Pointe-à-Callière.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 21 - 9 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 27 - 10 - 2022

Ouverture faite le : 10 - 11 - 2022

Date du comité de sélection : 7 - 12 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 20 - 10 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 49 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 50

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Les architectes Labonté Marcil [illegible]	Note de passage inférieure à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 5 - 2023

Date d'échéance révisée : 9 - 5 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les architectes FABG Inc. / Dupras Ledoux Inc.	327 558,81 $		
Provencher Roy + associés archietctes Inc / Bouthillette Parizeau Inc. / NCK Inc.	275 440,31 $	√	

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat au regroupement formé par les firmes: Provencher Roy + associés archietctes Inc / Bouthillette Parizeau Inc. / NCK Inc.., ayant obtenu le plus haut pointage final. L'autre firme détentrice du cahier des charges n'a pas soumissionnée à cause des pénalités.

Préparé par : Eddy DUTELLY — Le 23 - 2 - 2023

22-19588 - Services professionnels en architecture et ingénierie pour le remplacement de la génératrice et la réfection de la toiture du musée Pointe-à-Callière.

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production et échéancier 30%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 25%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 25%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les architectes FABG Inc. / Dupras Ledoux Inc.	4,00	11,17	22,33	21,67	17,00	76,17	327 558,81 $	**3,85**	**2**
Les architectes Labonté Marcil SENC / Groupe Carbonic Inc. / MLC associés Inc.	4,00	7,67	17,67	16,83	18,00	64,17			**Non conforme**
Provencher Roy + associés archietctes Inc / Bouthillette Parizeau Inc. / NCK Inc.	4,00	10,50	21,00	22,00	22,83	80,33	275 440,31 $	**4,73**	**1**
0						-		**-**	
0						-		**-**	
Agent d'approvisionnement	**Eddy Dutelly**								

Comité	
Date	**mercredi 07-12-2022**
Heure	**15 h 00**
Lieu	**Vidéoconférence**
Multiplicateur d'ajustement	
	10000
Facteur «K»	**50**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19588
Numéro de référence : 1644651
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en architecture et ingénierie pour le remplacement de la génératrice et la réfection de la toiture du musée Pointe-à-Callière.

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ARCHITECTURE EVOQ INC. 1435 rue St-Alexandre Suite 1000 Montréal, QC, H3A 2G4 https://evoqarchitecture.com NEQ : 1171481071	Monsieur Alfredo Diodati Téléphone : 514 393-9490 Télécopieur :	**Commande : (2093260)** 2022-09-23 9 h 20 **Transmission :** 2022-09-23 9 h 20	3812485 - 22-19588 ADDENDA_NO1 REPORTDATE 2022-10-20 16 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
BOUTHILLETTE PARIZEAU INC. 8580 avenue de l'Esplanade Bureau 200 Montréal, QC, H2P 2R8 http://www.bpa.ca NEQ : 1142591438	Madame Milena Toffolo Téléphone : 514 383-3747 Télécopieur : 514 383-8760	**Commande : (2092967)** 2022-09-22 13 h 23 **Transmission :** 2022-09-22 13 h 23	3812485 - 22-19588 ADDENDA_NO1 REPORTDATE 2022-10-20 16 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
DUPRAS LEDOUX INC. 225 Chabanel, bur.1100 Montréal, QC, H2N 2C9 http://www.dupras.com NEQ : 1174207432	Monsieur Stéphane Casta Téléphone : 514 381-9205 Télécopieur : 514 381-1350	**Commande : (2093688)** 2022-09-26 9 h 55 **Transmission :** 2022-09-26 9 h 55	3812485 - 22-19588 ADDENDA_NO1 REPORTDATE 2022-10-20 16 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Architectes FABG 5402 boul Saint-Laurent Montréal, QC, H2T 1S1 http://www.arch-fabg.com NEQ : 1169469427	Monsieur André Lavoie Téléphone : 514 274-7555 Télécopieur : 514 274-3646	**Commande : (2095267)** 2022-09-29 10 h 10 **Transmission :** 2022-09-29 10 h 10	3812485 - 22-19588 ADDENDA_NO1 REPORTDATE 2022-10-20 16 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES ARCHITECTES LABONTÉ MARCIL (S.E.N.C.) 202- 2100 Rue Fleury Est Montréal, QC, H2B 1J5 NEQ : 3362242961	Madame Marie-Christine Dorval Téléphone : 514 374-9656 Télécopieur :	**Commande : (2097550)** 2022-10-05 16 h 31 **Transmission :** 2022-10-05 16 h 31	3812485 - 22-19588 ADDENDA_NO1 REPORTDATE 2022-10-20 16 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
PROVENCHER ROY + ASSOCIÉS ARCHITECTES INC. 700-276 rue Saint-Jacques Montréal, QC, H2y1N3 NEQ : 1172835382	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 844-3938 Télécopieur :	**Commande : (2094223)** 2022-09-27 9 h 39 **Transmission :** 2022-09-27 9 h 39	3812485 - 22-19588 ADDENDA_NO1 REPORTDATE 2022-10-20 16 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

- [ ] Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- [ ] Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- [ ] Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1225374005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Accorder un contrat au regroupement des firmes Provencher Roy + associés architectes Inc. / Bouthillette Parizeau Inc. / NCK Inc., pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour le projet de remplacement de la génératrice et la réfection de la toiture de l'éperon du musée Pointe-à-Callière, situé au 350 Place Royale, dans l'arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 370 191,77 $, taxes incluses (contrat : 275 440,31 $ + contingences : 55 088,06 $ + incidences : 39 663,40 $) - Appel d'offres public no 22-19588 (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1225374005 - Services professionnels musée Pointe-à-Callière.xlsx

GDD 1225374005 - Action 46.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-22

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.007

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1239757001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme WSP Canada Inc. pour la mise en service améliorée des systèmes électromécaniques du projet de rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Dépense totale de 353 640,11 $, taxes incluses (contrat : 272 030,85 $ + contingences : 40 804,63 $ + incidences : 40 804,63 $) - Appel d'offres public 22-19694 - (3 soumissionnaires conformes)

Il est recommandé :

1. d'accorder à WSP Canada Inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, un contrat pour la fourniture des services professionnels requis pour la mise en service améliorée des systèmes électromécaniques du projet de rénovation du complexe sportif Claude-Robillard (0095), au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 272 030,85 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19694;

2. d'autoriser une dépense de 40 804,63 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 40 804,63 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à une évaluation du rendement de WSP Canada Inc.;

5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2023-02-24 08:38

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1239757001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme WSP Canada Inc. pour la mise en service améliorée des systèmes électromécaniques du projet de rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Dépense totale de 353 640,11 $, taxes incluses (contrat : 272 030,85 $ + contingences : 40 804,63 $ + incidences : 40 804,63 $) - Appel d'offres public 22-19694 - (3 soumissionnaires conformes)

CONTENU

CONTEXTE

Le complexe sportif Claude-Robillard (CSCR) fut construit pour les Jeux olympiques de 1976. C'est l'un des plus précieux héritages de cet événement dans le domaine du sport. Ce bâtiment de 48 000 m^2 répartis sur cinq (5) niveaux est l'un des plus vastes du parc immobilier de la Ville. Il est localisé au 1000, avenue Émile-Journault dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.
À l'approche de son 50^e anniversaire, la plupart des systèmes du bâtiment sont arrivés à la limite de leur durée de vie utile. Des études d'avant-projet ont démontré que cet édifice doit faire l'objet d'une rénovation majeure. Mais cette rénovation doit être faite en tenant compte des contraintes énoncées par divers intervenants. En effet, le bâtiment ne pourra pas être fermé pour exécuter les travaux. Le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) a donc planifié la réalisation du programme des travaux sur six (6) ans, de 2022 à 2027, en plusieurs phases. Le but de ce phasage est de minimiser les impacts sur la programmation des activités du complexe. Chacune de ces phases fera l'objet d'un contrat professionnel distinct.

Le projet est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu l'autorisation du CE :

- le 6 mai 2020, de procéder à la phase exécution pour la phase 1 du projet, le mandat d'exécution SMCE208074005 a été émis;
- le 26 mai 2021, de procéder à la phase exécution pour les phases 2 et 3-A du projet, le mandat d'exécution SMCE219025002 a été émis.

Un tableau résumant l'état d'avancement du projet global se trouve en pièces jointes.

La Ville de Montréal vise l'efficacité énergétique de ses bâtiments. Pour l'obtenir, une mise en service améliorée des systèmes électromécaniques du bâtiment doit être faite.

L'appel d'offres public 22-19694 pour les services professionnels relatifs à la mise en service améliorée pour le projet de rénovation du CSCR, a offert aux soumissionnaires un délai de

cinquante-six (56) jours afin d'obtenir les documents nécessaires sur le site du SÉAO et déposer leur soumission. Le délai de validité des soumissions est de cent quatre-vingts (180) jours à partir de la date de dépôt des soumissions le 7 février 2023. Quatre (4) addendas ont été émis dont la nature est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	2022-01-09	Questions/Réponses et report de la date d'ouverture du 24 janvier au 7 février 2022	Non
2	2022-01-23	Questions/Réponses	Non
3	2022-01-24	Ajout de date de visite du complexe sportif	Non
4	2022-01-31	Ajout de date de visite du complexe sportif	Non

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 0500 **-** 2022-04-25 - Accorder un contrat de services professionnels aux firmes Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c., GBI experts-conseils inc., Cardin Julien inc. et Rousseau Lefebvre inc. pour la réalisation des travaux de la phase 2 de la rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Appel d'offres public 21-19072.
CM22 0495 **-** 2022-04-25 - Accorder un contrat à la firme Construction Genfor Ltée pour réaliser les travaux de rénovation du sous-sol 2 du Complexe sportif Claude-Robillard - Appel d'offres public IMM-15646.

CE22 0504 **-** 2022-04-06 - Accorder un contrat de services professionnels à la firme Synairgis Inc. pour l'accompagnement LEED du projet de rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Appel d'offres public 21-19062.

CM22 0336 - 2022-03-21 - Accorder un contrat à la firme St-Denis Thompson Inc, pour réaliser la rénovation des gradins extérieurs du complexe sportif Claude Robillard (0095) - Appel d'offres public IMM-15752.

CM20 1145 **-** 2020-11-16 - Accorder un contrat de services professionnels à Riopel Dion St-Martin inc. et GBI experts-conseils pour la réalisation des travaux de la phase 1 de la rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Appel d'offres public 20-18336.

BC1401289 2020-02-25 - Dans l'entente-cadre 15500, mandat à Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c. et à MLC ingénieurs pour la rédaction du programme fonctionnel et technique des trois phases du projet de rénovation du CSCR.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat de services professionnels à la firme WSP Canada Inc. pour la mise en service améliorée des systèmes électromécaniques du projet de rénovation du CSCR. Ce contrat inclut tous les services professionnels requis.
La mise en service améliorée désigne l'ensemble des activités professionnelles de vérification des systèmes électromécaniques d'un bâtiment. Cette vérification vise à s'assurer du contrôle de leur performance de sorte que l'ouvrage réponde en tous points, dès l'occupation des locaux, aux exigences de performance, de qualité et de fonctionnement établies dans le Programme fonctionnel et technique. Elle inclut également les activités qui visent le transfert

harmonieux des ouvrages au personnel d'opération et au client.

L'agent de mise en service améliorée suivra le projet global à travers toutes ses phases. L'adjudicataire aura ainsi à travailler avec les différentes équipes de professionnels-concepteurs et les différents entrepreneurs en construction attitrés à chacune des phases du projet.

Tout au long de sa prestation, la firme retenue sera encadrée par les professionnels du SGPI.

Un budget de contingences de 15 % du montant de la soumission est prévu au contrat pour tous les services additionnels qui pourraient être demandés à la firme en cours de mandat. Ce budget de contingences n'est pas identifié dans le bordereau de soumission.

Finalement, un budget d'incidences de 15 % du montant de la soumission est demandé pour faire effectuer par d'autres entreprises des services connexes qui pourraient être requis dans le cadre de ce mandat.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, dix (10) firmes se sont procuré le cahier des charges dans SÉAO. Parmi celles-ci, trois (3) ont déposé une soumission, soit 30 % des preneurs de documents. Les trois soumissions reçues ont été déclarées conformes et ont obtenu un pointage supérieur à 70 %, ce qui a permis l'ouverture de leur deuxième enveloppe. Aucune soumission n'a donc été déclarée non conforme en raison d'un pointage intérimaire inférieur à 70 %. Le tableau suivant présente l'analyse des soumissions.

SOUMISSIONS CONFORMES	**Note intérim**	**Note finale**	**Prix soumis** (taxes incluses)	**Contingences** 15 % (taxes incluses)	**Total** (taxes incluses)
WSP Canada Inc.	77,7 %	4,69	272 030,85 $	40 804,63 $	312 835,48 $
BPA	77,3%	3,91	325 954,13 $	48 893,11 $	374 847,24 $
Systèmes énergie TST Inc.	73,7 %	2,70	458 698,51 $	68 804,77 $	527 503,28 $
Dernière estimation par le SGPI			538 427,93 $	80 764,18 $	619 192,11 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*					-266 397,08 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*					- 49,47 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*					+ 53 923,28 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*					+19,82 %

La plus basse soumission est - 49,47 % inférieure à la dernière estimation par le SGPI. Les documents de l'appel d'offres étaient très clairs quant à l'envergure de l'effort que l'Adjudicataire aurait à consacrer au mandat en termes d'heures. En fonction de cette information connue des soumissionnaires, on peut comprendre que les trois soumissionnaires, expérimentés en mise en service améliorée, ont calculé leur forfait pour les services de base avec des taux horaires de l'ordre de 120 $/h pour TST, 80 $/h pour BPA et de 70 $/h pour WSP. Ce calcul se base sur les employés qui ont des taux horaires moins élevés.
Et en comparaison, le SGPI s'est limité, à tort, à un taux pour ingénieur patron de 140 $/h, ce qui explique la différence. L'estimation aurait du être basé sur une équipe composée de ressources à différents taux horaires.

L'écart de 19,82 % entre le deuxième plus bas soumissionnaire et la plus bas soumissionnaire relève du taux horaire moyen utilisé moins élevé pour WSP par rapport à BPA.

Le SGPI a communiqué avec l'entreprise WSP pour s'assurer qu'elle comprenait bien le mandat et qu'elle était à l'aise pour réaliser les services requis selon les prix soumissionnés. Suite à cet échange, il en ressort que WSP a bien compris la nature du mandat et des livrables attendus et qu'il n'y a pas d'erreur dans le prix soumis. Un courriel de WSP à cet effet est disponible pour consultation.

Par ailleurs le contrat est forfaitaire et le SGPI s'est doté de moyens pour suivre WSP et s'assurer du respect de toutes les exigences contractuelles demandées.

Pour rappel, le même appel d'offres pour ces services professionnels avait eu lieu en 2022 et a du être annulé en raison du fait que les soumissions reçues étaient basses par rapport à l'estimation du SGPI. Par la suite cet appel d'offres a été relancé en précisant l'envergure et les services attendus. Cet ajustement n'a pas empêché que les soumissions soient toujours en dessous de l'estimation du SGPI.

Les membres du comité de sélection, qui se sont réunis le 14 février 2023, recommandent de retenir l'offre de services de l'entreprise WSP Canada Inc. Celle-ci a obtenu une évaluation supérieure à la note de passage selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires.

La firme WSP Canada Inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni sur la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI). De plus, elle ne s'est pas rendue non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-22-001 du 31 mars 2022, une évaluation du rendement de la firme WSP Canada sera effectuée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant brut de la dépense à autoriser pour cette phase du projet est de 353 640,11 $. Après la ristourne de taxes, le montant net à emprunter est de 322 920,55 $. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre dans le programme de protection du complexe sportif Claude-Robillard - investi #42290, prévu au PDI du SGPI 2023-2032.
Ce projet ne contribue pas à l'action 46 du plan climat.

Ce montant comprend :

- le prix de la soumission au montant de 272 030,85 $ (taxes incluses) pour la réalisation des travaux;
- une provision pour contingences de 15 %, soit 40 804,63 $ (taxes

incluses);
- et un budget d'incidences de 15 %, soit 40 804,63 $ (taxes incluses).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 par des engagements en changements climatiques, en inclusion, équité et accessibilité universelle.

La grille d'analyse Montréal 2030 se trouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'intervention d'une firme pour la mise en service améliorée des équipements électromécaniques est requise pour accompagner les ingénieurs à l'étape de la conception et, plus tard, pour vérifier la qualité de réalisation du chantier et de mise en marche des systèmes. Il est important que l'adjudicataire du contrat intervienne le plus tôt possible dans le processus afin d'éviter d'éventuels coûts de correction en cours de projet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication pour ce sommaire, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1- Comité exécutif : Octroi du contrat de services professionnels : 15 mars 2023

2- Ordre de débuter le mandat : Lettre d'adjudication : 20 mars 2023

3- Exécution du mandat : 2023 à 2027

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève FRAPPIER, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Martin GINCE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
David MC DUFF, Service de la gestion et planification des immeubles
Bertrand PLANTE, Service de la gestion et planification des immeubles
Gustavo RIBAS, Direction générale
Eve MALÉPART, Direction générale

Lecture :

Gustavo RIBAS, 21 février 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fatoumata THIAM
gestionnaire de projets immobiliers

Tél : 514 963-0585

Patrice Pouliln
Chargé de projet - grands projets
Tél. 438-992-7416

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-16

Jean CAPPELLI
chef de division - gestion de projets immobiliers

Tél : 514 977-9883

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-977-6795
Approuvé le : 2023-02-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directrice de service - gestion et planification immobiliere
Tél : 514-518-4707
Approuvé le : 2023-02-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[1239757001]*
Unité administrative responsable : *[SGPI, DGPI, Division des bâtiments corporatifs]*
Projet : *[Rénovation du Complexe sportif Claude-Robillard]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- *(1) Élimination de la discrimination créée par des vestiaires et toilettes basés sur une conception binaire des genres; (2) amélioration de la surveillance par des vestiaires sans nudité, plus transparents; (3)Amélioration de l'accès universel;*
- *Amélioration de la sécurité des personnes par la mise aux normes des moyens d'évacuation, des systèmes de sécurité-incendie et par la compartimentation coupe-feu du bâtiment;*
- *Amélioration aux aménagements des plateaux sportifs permettant d'élargir l'offre de services auprès de la population.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Projet	*: Rénovation du Complexe sportif Claude-Robillard _ Phase 2*
Nom d'ouvrage	*: Complexe sportif Claude-Robillard*
No. d'ouvrage	*: 0095*
No. de contrat	*: -*
No. de projet	*IM-PR-19-0077*
No. de GDD	*: 1239757001*
Date	*2023-02-14*
Étape	*: Octroi de contrat des services professionnels Mise en service améliorée*

			Budget	TPS 5%	TVQ 9,975%	Total
			$	$	$	$
	Services de base		236 600,00	11 830,00	23 600,85	272 030,85
	Contingences	15,0%	35 490,00	1 774,50	3 540,13	40 804,63
	Total - Contrat		272 090,00	13 604,50	27 140,98	312 835,48
Incidences	**Total - Incidences**	15,0%	35 490,00	1 774,50	3 540,13	40 804,63
	Coûts travaux (montant à autoriser)		**307 580,00**	**15 379,00**	**30 681,11**	**353 640,11**
Ristournes	**TPS**	100%		(15 379,00)		(15 379,00)
	TVQ	50%			(15 340,55)	(15 340,55)
	Coût après ristourne (montant à emprunter)					**322 920,55**

*** prix déposé par le plus bas soumissionaire**

Méthode d'estimation des contingences: elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considerant l'incertitude relié au projet.

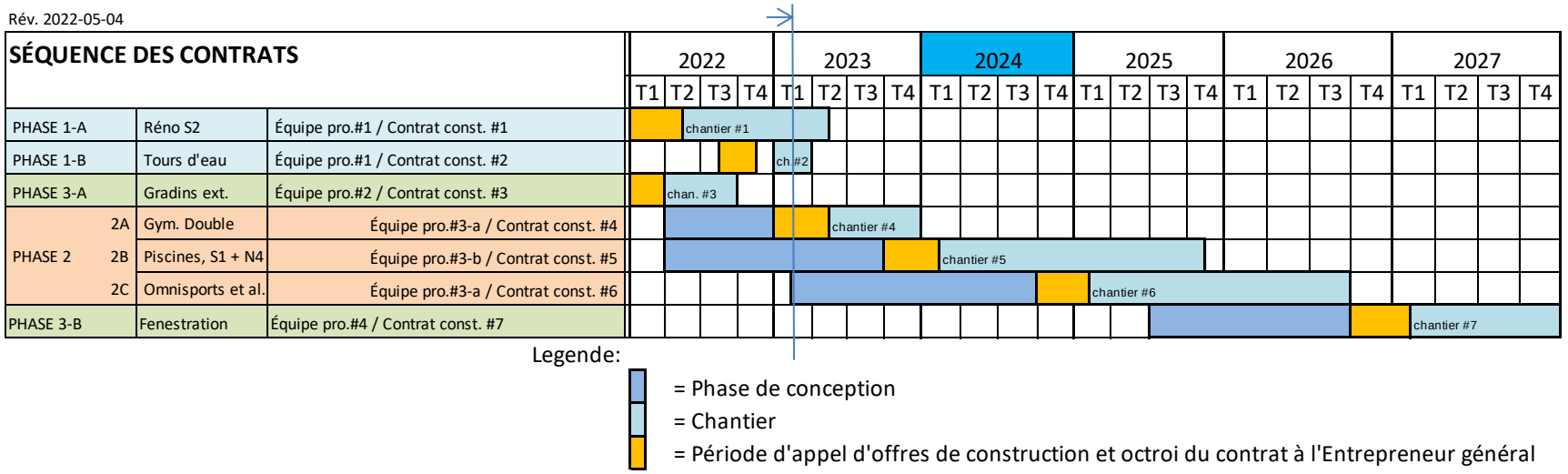
Rythme prévu déboursés : 17% - 2023, 22% - 2024, 28% - 2025, 23% - 2026, 10% - 2027

ÉTAT D'AVANCEMENT GLOBAL DU PROJET

rév.2023-02-15 **Projet: Rénovation global du Complexe sportif Claude Robillard (0095)**

Phase	Portée	Services professionnels	Plans et devis	Appel d'offres de construction	Travaux
1-A	Rénovation du deuxième sous-sol (S2).	Contrat octroyé : CM20 1145 16 novembre 2020	Complétés à 100%.	Contrat octroyé : CM22-0495 26 avril 2022	Début : 30 mai 2022. Durée d'un an.
1-B	Remplacement et déplacement des tours de refroidissement au toit.	Contrat octroyé : CM20 1145 16 novembre 2020	Complétés à 100 %.	Octroi prévu en mai 2023.	Exécution à l'hiver 2024.
2	Travaux à faire à tous les niveaux, autres que les S2, et qui touchent les principaux plateaux sportifs (gymnase double, piscines, omnisports), la partie centrale du bâtiment ainsi leurs systèmes CVAC.	Arch.+ Ing. : contrat octroyé CM22-0500 _ 26 avril 2022 Accompagnateur LEED : contrat octroyé CE22-0504 _ 6 avril 2022 Agent mise en service amélioré : Appel d'offres 21-19694 : **objet du présent sommaire.** Agent mise en service enveloppe : : contrat octroyé : CM22_13 juin 2022	Début : mai'22. Début : avril'22. Début : en juin'22. Début : en juin'22.	-Contrat #1 (gym. double) : Octroi prévu en avril'23. -Contrat #2 (piscines, CVAC): Octroi prévu en janvier'24. -Contrat #3 (omnisports et +) : Octroi prévu en janvier'25.	-Contrat #1: Printemps-automne 2023. -Contrat #2 : Printemps 2024 à automne 2025. -Contrat #3 : Printemps 2025 à automne 2026.
3-A	Rénovation des gradins extérieurs.	Contrat #15390 (Entente-cadre) : CM18 1097.	Complétés à 100%.	Contrat octroyé : CM22-0336 21 mars 2022	Début : printemps 2022. Durée de six mois.
3-B	Remplacement des portes, fenêtres et verrières ainsi que d'autres travaux sur l'enveloppe extérieure du bâtiment.	Appel d'offres à l'automne 2025.	Prévus en 2026	Appel d'offres prévu à la fin 'été'26.	Début : 2027.

Rév. 2022-05-04



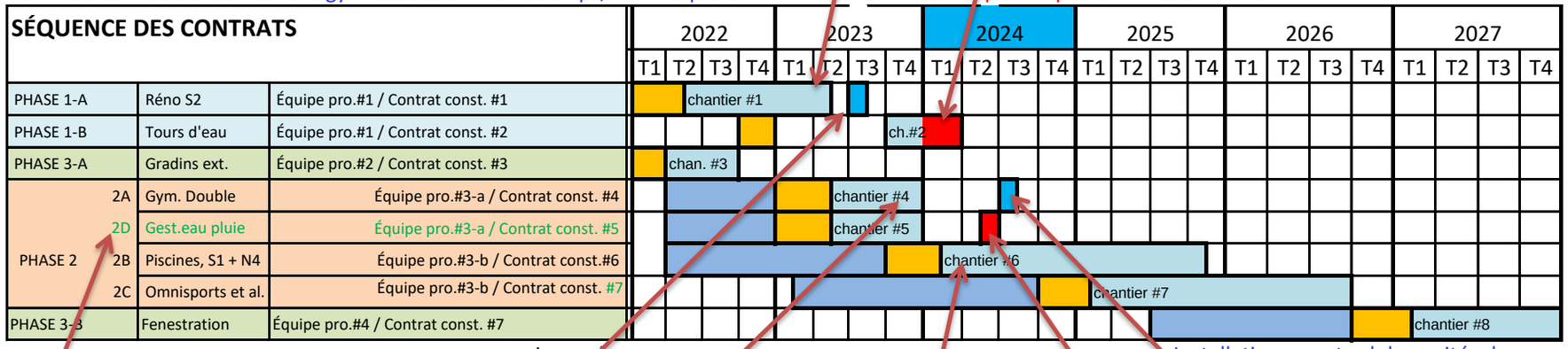
Complexe sportif Claude-Robillard (0095)

Projet : Mise à niveau

Mise en marche des systèmes de ventilation sans récup. par "By-Pass" pour permettre à Gymnix d'opérer au S2 à l'été 2023 et commencer les travaux dans le gym double en même temps, comme prévu.

En raison des délais de livraison, les tours de refroidissement seront installées à l'hiver'24 plutôt qu'à la fin automne'23.

Rév. 2023-02-06



Legende:

= Phase de conception

= Chantier

= #

La phase 2D (gestion des eaux pluviales des toits) a été séparée de la phase 2A car pas le même type d'Entrepreneurs.

Installation en retard des unités de ventilation et de récupération du Gym double.

Installation en retard des unités de ventilation et récupération au S2.

Il restera les plantations à faire au printemps'24.

Le gym double pourra être utilisé avant l'installation des unités de ventilation avec ~~le système existant et~~ un système temporaire.

Finalement, aucun pré-achat requis pour les unités CVAC.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1239757001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme WSP Canada Inc. pour la mise en service améliorée des systèmes électromécaniques du projet de rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Dépense totale de 353 640,11 $, taxes incluses (contrat : 272 030,85 $ + contingences : 40 804,63 $ + incidences : 40 804,63 $) - Appel d'offres public 22-19694 - (3 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19694 SEAO _ Liste des commandes.pdf
PV 22-19694.pdf
22-19694 RP_AO_TABLEAU_Résultats Global Final.pdf
22-19694 Intervention Nouvelle Appel D'offres.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-17

Denis LECLERC
c/s acquisition
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19694 — No du GDD : 1239757001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la mise en service améliorée pour le projet de rénovation du Centre sportif Claude- Robillard

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 14 - 12 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 26 - 1 - 2023

Ouverture faite le : 7 - 2 - 2023

Date du comité de sélection : 14 - 2 - 2023

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 31 - 1 - 2023

Délai total accordé aux soumissionnaires : 54 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 30

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 6 - 8 - 2023

Date d'échéance révisée : 6 - 8 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Bouthillette Parizeau Inc.	325 954,13 $		
Systèmes énergie TST Inc.	458 698,51 $		
WSP Canada Inc.	272 030,85 $	√	

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat à la firme : WSP Canada Inc., ayant obtenu le plus haut pointage final. Des SEPT (7) autres firmes détentrices du cahier des charges, 3 n'avaient pas la capacité et 1 n'évoluait pas dans ce secteur d'activité.

Préparé par : Eddy DUTELLY — Le 16 - 2 - 2023

22-19694 - Services professionnels pour la mise en service améliorée pour le projet de rénovation du Centre sportif Claude- Robillard

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Bouthillette Parizeau Inc.	4,00	7,33	11,00	7,33	23,00	24,67	77,3	325 954,13 $	3,91	2
Systèmes énergie TST Inc.	4,00	7,67	11,00	7,00	21,00	23,00	73,7	458 698,51 $	2,70	3
WSP Canada Inc.	4,00	8,33	11,33	7,67	21,67	24,67	77,7	272 030,85 $	4,69	1
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Eddy Dutelly**									

Comité	
Date	mardi 14-02-2023
Heure	15 h 00
Lieu	Vidéoconférence
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19694
Numéro de référence : 1672096
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour la mise en service améliorée pour le projet de rénovation du Centre sportif Claude- Robillard

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AEDIFICA INC. 407, rue McGill 8e étage Montréal, QC, H2Y 2G3 http://www.aedifica.com NEQ : 1148160998	Monsieur Gabriel Tourangeau Téléphone : 514 844-6611 Télécopieur : 514 844-7646	**Commande : (2128235)** 2022-12-21 10 h 53 **Transmission :** 2022-12-21 10 h 53	3845747 - 22-19694 ADDENDA_NO1 REPORTDATE Q&R 2023-01-09 14 h 24 - Courriel 3853643 - 22-19694 ADDENDA_NO2 Q&R 2023-01-23 12 h 35 - Courriel 3854451 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (devis) 2023-01-24 10 h 11 - Courriel 3854452 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3854453 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3859422 - 22-19694 ADDENDA_NO4 AJOUT 2023-01-31 20 h 41 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
BOUTHILLETTE PARIZEAU INC. 8580 avenue de l'Esplanade Bureau 200 Montréal, QC, H2P 2R8 http://www.bpa.ca NEQ : 1142591438	Madame Milena Toffolo Téléphone : 514 383-3747 Télécopieur : 514 383-8760	**Commande : (2126155)** 2022-12-16 8 h 24 **Transmission :** 2022-12-16 8 h 24	3845747 - 22-19694 ADDENDA_NO1 REPORTDATE Q&R 2023-01-09 14 h 24 - Courriel 3853643 - 22-19694 ADDENDA_NO2 Q&R 2023-01-23 12 h 35 - Courriel 3854451 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (devis) 2023-01-24 10 h 11 - Courriel 3854452 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3854453 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3859422 - 22-19694 ADDENDA_NO4 AJOUT 2023-01-31 20 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CIMA+ S.E.N.C. 740 rue Notre-Dame Ouest Bureau 900 Montréal, QC, H3C 3X6 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (2126741)** 2022-12-19 7 h 58 **Transmission :** 2022-12-19 7 h 58	3845747 - 22-19694 ADDENDA_NO1 REPORTDATE Q&R 2023-01-09 14 h 24 - Courriel 3853643 - 22-19694 ADDENDA_NO2 Q&R 2023-01-23 12 h 35 - Courriel 3854451 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (devis) 2023-01-24 10 h 11 - Courriel

				3854452 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3854453 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3859422 - 22-19694 ADDENDA_NO4 AJOUT 2023-01-31 20 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GESTION EXVESTA INC. 544 rue notre-dame Repentigny, QC, J6A 2T8 https://www.exvesta.ca/ NEQ : 1170384862	Madame Serena Hillaert Téléphone : 514 526-9340 Télécopieur :	**Commande : (2127801)** 2022-12-20 13 h 46 **Transmission :** 2022-12-20 15 h 29	3845747 - 22-19694 ADDENDA_NO1 REPORTDATE Q&R 2023-01-09 14 h 24 - Courriel 3853643 - 22-19694 ADDENDA_NO2 Q&R 2023-01-23 12 h 35 - Courriel 3854451 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (devis) 2023-01-24 10 h 11 - Courriel 3854452 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3854453 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3859422 - 22-19694 ADDENDA_NO4 AJOUT 2023-01-31 20 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LAMCOM TECHNOLOGIES INC. 2330 Masson Montréal, QC, H2G 2A6 https://www.lamcom.ca NEQ : 1142694422	Madame Gabryelle Tardy Téléphone : 514 271-2891 Télécopieur : 514 271-1818	**Commande : (2130250)** 2023-01-05 14 h 24 **Transmission :** 2023-01-05 14 h 24	3845747 - 22-19694 ADDENDA_NO1 REPORTDATE Q&R 2023-01-09 14 h 24 - Courriel 3853643 - 22-19694 ADDENDA_NO2 Q&R 2023-01-23 12 h 35 - Courriel 3854451 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (devis) 2023-01-24 10 h 11 - Courriel 3854452 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3854453 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3859422 - 22-19694 ADDENDA_NO4 AJOUT 2023-01-31 20 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LES SERVICES EXP INC. 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Isabelle Milette Téléphone : 819 803-6651 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (2125237)** 2022-12-14 11 h 38 **Transmission :** 2022-12-14 11 h 38	3845747 - 22-19694 ADDENDA_NO1 REPORTDATE Q&R 2023-01-09 14 h 24 - Courriel 3853643 - 22-19694 ADDENDA_NO2 Q&R 2023-01-23 12 h 35 - Courriel 3854451 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (devis) 2023-01-24 10 h 11 - Courriel 3854452 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3854453 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement

				3859422 - 22-19694 ADDENDA_NO4 AJOUT 2023-01-31 20 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	MARTIN ROY ET ASSOCIÉS INC. 1601, Chemin d'Oka Deux-Montagnes, QC, J7R 1N1 NEQ : 1163505598	Madame Sylvie Charlebois Téléphone : 450 623-0340 Télécopieur : 450 623-9302	**Commande : (2132014)** 2023-01-11 10 h 15 **Transmission :** 2023-01-11 10 h 15	3845747 - 22-19694 ADDENDA_NO1 REPORTDATE Q&R 2023-01-11 10 h 15 - Téléchargement 3853643 - 22-19694 ADDENDA_NO2 Q&R 2023-01-23 12 h 35 - Courriel 3854451 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (devis) 2023-01-24 10 h 11 - Courriel 3854452 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3854453 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3859422 - 22-19694 ADDENDA_NO4 AJOUT 2023-01-31 20 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE 200-555 Boulevard René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1B1 NEQ : 1170241336	Madame Sylvie Prevost Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (2125536)** 2022-12-15 7 h 38 **Transmission :** 2022-12-15 7 h 38	3845747 - 22-19694 ADDENDA_NO1 REPORTDATE Q&R 2023-01-09 14 h 24 - Courriel 3853643 - 22-19694 ADDENDA_NO2 Q&R 2023-01-23 12 h 34 - Courriel 3854451 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (devis) 2023-01-24 10 h 11 - Courriel 3854452 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3854453 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3859422 - 22-19694 ADDENDA_NO4 AJOUT 2023-01-31 20 h 41 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SYSTÈMES ÉNERGIE TST INC. 257 rue de l'Île Bélair Est Rosemère, QC, j7a1a9 http://www.tst-inc.ca NEQ : 1161271656	Monsieur Benoit Beauchamp Téléphone : 450 965-1555 Télécopieur : 450 965-0503	**Commande : (2126125)** 2022-12-16 7 h 27 **Transmission :** 2022-12-16 7 h 32	3845747 - 22-19694 ADDENDA_NO1 REPORTDATE Q&R 2023-01-09 14 h 24 - Courriel 3853643 - 22-19694 ADDENDA_NO2 Q&R 2023-01-23 12 h 35 - Courriel 3854451 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (devis) 2023-01-24 10 h 11 - Courriel 3854452 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3854453 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3859422 - 22-19694 ADDENDA_NO4 AJOUT 2023-01-31 20 h 41 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf	Madame Martine Gagnon	**Commande : (2125602)**	3845747 - 22-19694 ADDENDA_NO1 REPORTDATE Q&R

Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Téléphone : 581 814-5981 Télécopieur : 418 624-1857	2022-12-15 8 h 52 **Transmission :** 2022-12-15 8 h 52	2023-01-09 14 h 24 - Courriel 3853643 - 22-19694 ADDENDA_NO2 Q&R 2023-01-23 12 h 35 - Courriel 3854451 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (devis) 2023-01-24 10 h 11 - Courriel 3854452 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3854453 - 22-19694 ADDENDA_NO3 MODIFICATION AJOUT (bordereau) 2023-01-24 10 h 11 - Téléchargement 3859422 - 22-19694 ADDENDA_NO4 AJOUT 2023-01-31 20 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2023 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1239757001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme WSP Canada Inc. pour la mise en service améliorée des systèmes électromécaniques du projet de rénovation du complexe sportif Claude-Robillard - Dépense totale de 353 640,11 $, taxes incluses (contrat : 272 030,85 $ + contingences : 40 804,63 $ + incidences : 40 804,63 $) - Appel d'offres public 22-19694 - (3 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1239757001 - Services professionnels Claude-Robillard.xlsx

GDD 1239757001 - Action 46.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-22

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.008

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1239040001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division litige contractuel
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Réseau artériel à l'échelle de l'agglomération
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 29 433,60 $ taxes incluses pour le paiement des honoraires professionnels du cabinet d'avocats Racicot Chandonnet pour la continuation de son mandat de représentation des intérêts de la Ville dans le litige qui l'oppose à Nahtac Constructions Inc., ainsi que pour le paiement des honoraires d'expertise, majorant ainsi la somme réservée à titre d'honoraires professionnels de 245 471,63 $ à 274 905,23 $ taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 29 433,60 $ taxes incluses pour le paiement des honoraires professionnels du cabinet d'avocats Racicot Chandonnet pour la continuation de son mandat de représentation des intérêts de la Ville dans le litige qui l'oppose à Nahtac Constructions Inc., ainsi que pour le paiement des honoraires d'expertise, majorant ainsi la somme réservée à titre d'honoraires professionnels de 245 471,63 $ à 274 905,23 $ taxes incluses;

2. de réserver à cette fin la somme de 29 433,60 $ taxes incluses pour le paiement des honoraires professionnels;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2023-02-28 13:46

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1239040001**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division litige contractuel
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Réseau artériel à l'échelle de l'agglomération
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 29 433,60 $ taxes incluses pour le paiement des honoraires professionnels du cabinet d'avocats Racicot Chandonnet pour la continuation de son mandat de représentation des intérêts de la Ville dans le litige qui l'oppose à Nahtac Constructions Inc., ainsi que pour le paiement des honoraires d'expertise, majorant ainsi la somme réservée à titre d'honoraires professionnels de 245 471,63 $ à 274 905,23 $ taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le 1er septembre 2017, Nahtac Constructions Inc. a intenté une demande introductive d'instance contre la Ville de Montréal pour un montant total de 1 992 158,57$ en réclamation pour solde contractuel impayé, frais additionnels encourus, troubles et inconvénients dans le cadre du projet 14-08 en vue de la réfection des contreventements du pont Jacques-Bizard (C.S.M : 500-17-100103-178).

Le 28 mai 2018, la Ville de Montréal a signifié une défense et demande reconventionnelle contre Nahtac Constructions Inc. pour un montant total de 47 607,24$.

Le procès fixé du 6 au 16 janvier 2020 a dû être reporté en raison des agissements de la partie adverse qui a demandé et obtenu, au tout début du procès, la permission de produire une expertise non annoncée. La Ville étant alors placée devant l'impossibilité de se défendre adéquatement face à ce nouvel élément de preuve non annoncé, la Cour a remis le procès. À noter qu'en raison de ses agissements ayant provoqué la remise du procès, la partie adverse a été condamnée à rembourser une somme de 2 750$ à la Ville pour compenser une partie des coûts de sa préparation de procès.

Cette remise a obligé Racicot Chandonnet à entreprendre, une deuxième fois la préparation du procès (incluant des rencontres avec les témoins).

De plus, le 2 mars 2020, Nahtac a obtenu la permission de produire une expertise complémentaire sur les retards de ses travaux ainsi que les coûts y afférents. De nouvelles pièces au soutien de sa réclamation ont également été notifiées par Nahtac à la Ville.

Suite à la réception de l'expertise de Nahtac, la Ville a retenu les services de la firme

d'experts Revay et associés Ltée afin de procéder à une contre-expertise.

Il convient de mentionner que considérant les frais inhérents à la mise en état du dossier, les coûts d'un procès, les intérêts courus ainsi que les frais judiciaires, Racicot Chandonnet a de nouveau tenté de régler le dossier à l'amiable avec Nahtac, ce qui a exigé plusieurs échanges avec cette dernière ainsi qu'avec les représentants de la Ville.

Le procès fixé du 12 au 21 septembre 2022 fut reporté, pour une troisième fois, du 11 au 20 avril 2023, en raison d'un problème de santé majeur subi par l'expert de Nahtac, ce qui obligera les avocats à entreprendre, bien que de façon moins exhaustive, une troisième fois la préparation du procès (notamment les rencontres préparatoires avec les témoins) et à prévoir une mise à jour du cahier d'autorités.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 0096: Autoriser une dépense additionnelle de 147 742,88$ taxes incluses pour le paiement des honoraires professionnels du cabinet d'avocats Racicot Chandonnet pour la continuation de son mandat de représentation des intérêts de la Ville dans le litige qui l'oppose à Nahtac Constructions Inc., ainsi que pour le paiement des honoraires d'expertise, majorant ainsi la somme réservée à titre d'honoraires professionnels de 97 728,75 $ à 245 471,63 $ taxes incluses. GDD: 1208821007

DA2194692001 - 23 décembre 2019 - retenir les services professionnels du cabinet d'avocats Racicot Chandonnet pour représenter les intérêts de la Ville de Montréal dans le litige qui l'oppose à Nahtac Constructions Inc. et autoriser une dépense de 97 728,75$ taxes incluses en honoraires (N/Réf. : 17-002604; Imputation : Agglomération.) - GDD 2194692001

DESCRIPTION

Autoriser une dépense additionnelle de 29 433,60 $ taxes incluses pour le paiement des honoraires professionnels du cabinet d'avocats Racicot Chandonnet pour la continuation de son mandat de représentation des intérêts de la Ville dans le litige qui l'oppose à Nahtac Constructions Inc., ainsi que pour le paiement des honoraires d'expertise, majorant ainsi la somme réservée à titre d'honoraires professionnels de 245 471,63 $ à 274 905,23 $ taxes incluses. (N/Réf. : 17-002604; Imputation : Agglomération.)

JUSTIFICATION

Le travail des avocats et des experts a nécessité plus d'heures qu'envisagé en raison des événements ci-haut décrits.
Jusqu'à présent, les frais engagés par la Ville sont de 148 818,25 $ taxes incluses en honoraires juridiques et 70 551,06 $ taxes incluses pour les honoraires professionnels d'experts.

Il est à noter que les services de la firme Revay et associés Ltée seront requis pour assister la Ville lors du procès ainsi qu'à des fins de témoignage lors du procès.

Les coûts supplémentaires de préparation des avocats et de présence et témoignage des experts à la Cour, sont évalués à 29 433,60 $ taxes incluses. Cette dépense additionnelle de 29 433,60 $ taxes incluses inclut un ajustement des honoraires juridiques de Racicot Chandonnet pour une somme de 14 371,88$ taxes incluses, ainsi que les frais d'expertise par la firme Revay et associés Ltée, au montant de 15 061,73 $ taxes incluses.

Compte tenu de ce qui précède, il est donc recommandé d'autoriser une dépense

additionnelle de 25 600,00 $ avant taxes (29 433,60 $ taxes incluses) pour les services du cabinet d'avocats Racicot Chandonnet ainsi que pour le paiement des honoraires d'expertise de Revay et associés Ltée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant additionnel qu'il est recommandé au Comité exécutif d'autoriser est de 29 433,60 $ (taxes incluses).
Cette dépense est attribuée à l'agglomération puisqu'il s'agit d'un dossier concernant le pont Jacques-Bizard qui est une infrastructure du réseau artériel à l'échelle de l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Division des relations de presse.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane LAROUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle BUREAU
Avocate et Chef de division - Litige contractuel

Tél : 514 872-2639
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-22

Isabelle BUREAU
Avocate et Chef de division - Litige contractuel

Tél : 514 872-2639
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Annie GERBEAU
Directrice des affaires civiles et avocate en chef adjointe par intérim
Tél : 514 589-7449
Approuvé le : 2023-02-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service - affaires juridiques et avocat en chef
Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2023-02-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1239040001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division litige contractuel
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 29 433,60 $ taxes incluses pour le paiement des honoraires professionnels du cabinet d'avocats Racicot Chandonnet pour la continuation de son mandat de représentation des intérêts de la Ville dans le litige qui l'oppose à Nahtac Constructions Inc., ainsi que pour le paiement des honoraires d'expertise, majorant ainsi la somme réservée à titre d'honoraires professionnels de 245 471,63 $ à 274 905,23 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1239040001_Intervention - Service des finances.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane LAROUCHE
Préposée au budget
Tél : 514 872-7366

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-03-01

Celine D'AOUST
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4938
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.009

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1237231004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division gestion des projets et économie de la construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trente-six (36) mois avec les firmes GLT+ inc. (contrat # 1: 1 100 333,75 $ taxe incluses) et Macogep inc. (contrat # 2: 921 122,21 $ taxes incluses), pour l'estimation des coûts de construction de différents projets sous la responsabilité du Service des infrastructures du réseau routier. Dépense totale de 2 021 455,96 $, taxes incluses. - Appel d'offres public 22-19632 - (3 soumissionnaires) , avec deux (2) options de prolongations de douze (12) mois chacune, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées.

Il est recommandé :
1. de conclure deux (2) ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de trente-six (36) mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels en estimation de coûts de construction d'infrastructures urbaines pour différents projets, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux document de l'appel d'offres public 22-19632;

Firme	Somme maximale taxes incluses	Délai maximal	Contrat
GLT+ inc	1 100 333,75 $	36 mois	1
Macogep inc.	921 122,21 $	36 mois	2
TOTAL	2 021 455,96 $		

2. d'autoriser le Directeur de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines à prolonger les contrats, pour un maximum de 2 prolongations de 12 mois chacune, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées;

3. de procéder à une évaluation du rendement des firmes GLT+ inc. et Macogep inc. ;

4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2023-02-09 17:25

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1237231004**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division gestion des projets et économie de la construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trente-six (36) mois avec les firmes GLT+ inc. (contrat # 1: 1 100 333,75 $ taxe incluses) et Macogep inc. (contrat # 2: 921 122,21 $ taxes incluses), pour l'estimation des coûts de construction de différents projets sous la responsabilité du Service des infrastructures du réseau routier. Dépense totale de 2 021 455,96 $, taxes incluses. - Appel d'offres public 22-19632 - (3 soumissionnaires) , avec deux (2) options de prolongations de douze (12) mois chacune, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées.

CONTENU

CONTEXTE

Afin d'appuyer la réalisation des projets de la Ville de Montréal, le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) désire octroyer deux contrats à des firmes spécialisées en estimation de coûts de construction d'infrastructures urbaines.
La Ville est appelée à procéder à de nombreux travaux en matière de construction et de réfection d'infrastructures urbaines.

Parmi ces infrastructures, mentionnons à titre d'exemple, les suivantes:

- les équipements et installations de production et d'épuration des eaux, incluant les réseaux de distribution, à savoir les conduites principales et secondaires d'égout et d'aqueduc;
- les infrastructures de voirie : chaussées, trottoirs, bordures, conduits souterrains d'éclairage et systèmes d'éclairage;
- les équipements de signalisation routière : feux de circulation, contrôleur de feux, signalisation écrite et marquage de la chaussée;
- les infrastructures et les équipements du réseau des voies cyclables;
- les structures routières : ponts, viaducs, murs de soutènement, etc.

Il s'agit donc des équipements et des installations appartenant au domaine public de la Ville.

Compte tenu de l'ampleur des travaux et des investissements reliés à ces infrastructures, et afin de pouvoir atteindre les objectifs annuels de réalisation visés par la Ville, celle-ci doit procéder à de nombreux octrois de contrats. Pour ce faire, elle doit compter sur les services de professionnels capables de procéder à une évaluation économique des coûts basée sur les cahiers des charges préparés par la Ville, au moment de la sollicitation des marchés. Ainsi, les prix soumissionnés par les fournisseurs peuvent être comparés à une évaluation indépendante, sujette aux mêmes contraintes et conditions que l'appel d'offres.

L'établissement de ce prix de référence demeure une opération délicate, puisqu'il sert à appuyer le processus décisionnel d'adjudication. Ce prix peut conduire à la remise en question de l'octroi d'un contrat pour lequel la plus basse soumission conforme présente des écarts de prix trop élevés avec l'estimation, ou encore, il peut être utilisé dans un cadre plus large de contrôle des coûts. La Ville doit donc s'assurer que l'établissement de ce prix est non seulement représentatif des prix du marché, mais aussi qu'il a été déterminé de façon indépendante par des professionnels reconnus dans le domaine.

Dans ce contexte, le lancement d'un appel d'offres public a été requis afin de conclure ces services professionnels.

En vertu de la Loi 76, l'appel d'offres 22-19632 a été publié du 2 novembre au 6 décembre 2022 dans le journal de Montréal et sur le site électronique d'appel d'offres (SEAO). La durée de publication a été de trente-cinq jours (35) jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Les soumissions sont valides pendant cent-quatre-vingts (180) jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 4 juin 2023.

Dans le cadre de cet appel d'offres, deux (2) addenda ont été émis.

- Un (1) addenda a été émis le 11 novembre 2022 afin de répondre aux questions des soumissionnaires.
- Un deuxième addenda a été émis le 22 novembre 2022 afin de répondre aux questions des soumissionnaires et à modifier une exigence dans le Grille d'évaluation de l'offre.

La Division de la gestion des projets et de l'économie de la construction (DGPEC) de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines (DRPIU) a le mandat de réaliser ces estimations.

Afin de supporter l'équipe interne et pour répondre à la demande en période de pointe, la Direction désire s'adjoindre de firmes externes relativement à des services professionnels en estimation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0519 - 20 octobre 2020 - Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trente-six (36) mois avec les firmes GLT+ inc. (764 698,73 $, taxes incluses), Consultants Legico-CHP inc. (652 483,13 $, taxes incluses) et Macogep inc. (464 499,00 $, taxes incluses) pour l'estimation des coûts de construction de différents projets sous la responsabilité du Service des infrastructures du réseau routier. Dépense totale de 1 881 680,86 $, taxes incluses. - Appel d'offres public (20-18277) - (5 soumissionnaires) / Autoriser le Directeur de la Direction des infrastructures à prolonger les contrats pour un maximum de 2 prolongations de 12 mois, et ce, uniquement, si au terme

des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées. (1207231063);

CG18 0670 - 20 décembre 2018 - Conclure avec Consultants GLT+ inc. et Legico-CHP inc. des ententes-cadres d'une durée de trois (3) ans pour des montants respectifs de 463 176,79 $ et 431 397,70 $ (taxes incluses), pour l'estimation des coûts de construction de différents projets sous la responsabilité du Service des infrastructures, de la voirie et des transports - Appel d'offres public 18-17287 - 4 soumissionnaires - Approuver les projets de conventions à cette fin. (1182891002);

CE17 1965 - 20 décembre 2017 - Conclure avec Consultants Legico-CHP inc. et GLT+ inc. des ententes-cadres d'une durée de deux (2) ans pour des montants respectifs de 210 289,28 $ et 133 658,44 $ (taxes incluses), pour la fourniture de services professionnels en estimation de coûts de construction - Appel d'offres public 17-16434 - 7 soumissionnaires - Approuver les projets de conventions à cette fin. (1171009024);

CM17 0238 - 27 mars 2017 - Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: Macogep inc. (contrat # 1: 519 399,56 $, taxes incluses) et Consultants Legico-CHP inc. (contrat #2 : 559 640,81 $, taxes incluses) pour des services professionnels d'estimateur en construction afin d'évaluer les coûts des projets de construction en infrastructures urbaines / Appel d'offres public # 16-15732 – 4 soumissionnaires (1161861001);

CG15 0269 - 30 avril 2015 - Conclure une entente-cadre avec Consultants Legico-CHP inc. pour des services d'estimateurs en construction afin d'évaluer les coûts des projets de construction (infrastructures urbaines), pour une somme maximale de 381 831,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14265 -1 soumissionnaire (1151861001).

DESCRIPTION

Il s’agit d’octroyer et d'approuver deux contrats de services professionnels afin d'obtenir des estimations détaillées des coûts du marché durant les périodes d'appels d'offres pour des projets de construction en infrastructures urbaines.
Les contrats représentent une somme totale de 2 021 455,96 $ taxes incluses et sont valides pendant trente-six (36) mois suite à la date d'octroi du contrat ou jusqu'à l'épuisement de l'enveloppe budgétaire, selon la première des deux (2) éventualités.
L'option de deux prolongations de 12 mois chacune sont prévues dans le contrat et ce, uniquement si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées et avec l'accord des adjudicataires.

Suite à l'analyse des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public # 22-19632, il est recommandé de retenir les services des firmes suivantes :

Firmes	**Lot**	**Pointage intérimaire**	**Note finale**	**Total (taxes incluses)**
GLT+ inc.	Contrat #1	85,3	1,23	1 100 333,75 $
Macogep inc.	Contrat #2	75,7	1,36	921 122,21 $
Grand total				**2 021 455,96 $**

JUSTIFICATION

La Division de la gestion des projets et de l'économie de la construction (DGPEC) produit toutes les estimations des projets de construction et de réfection d'infrastructures urbaines soumis aux processus d'appel d'offres public de la Direction de la réalisation des projets

d'infrastructures urbaines (DRPIU). Cependant, considérant que le volume de projets à réaliser excède sa capacité interne, elle a recours aux firmes externes pour l'assister dans le cadre de son travail. Ce modèle d'affaires permet à la Ville de conserver et de maintenir son expertise dans l'estimation des projets d'infrastructures urbaines. L'équipe d'estimation de la DGPEC est sollicité, de plus en plus, par de nombreuses unités de la Ville pour réaliser divers mandats spéciaux autres que les estimations des appels d'offres en cours. Afin de répondre à ces demandes, l'équipe interne a besoin de valider leurs hypothèses sur les chantiers et réaliser de nombreuses recherches approfondies dans le domaine.
Avec le volume élevé des appels d'offres à estimer, l'équipe n'a pas suffisamment de ressources pour effectuer ces travaux additionnels pendant la période de pointe des appels d'offres, en conséquence, l'appel d'offres 22-19632 comprend les deux volets:

Volet 1 - Support à l'équipe d'estimation interne (prêt de personnels);
Volet 2 - Validation des coûts des travaux.

Au moment de préparer le présent dossier décisionnel, la disponibilité budgétaire des ententes-cadres en vigueur (CG20 0519) est de 162 663,26 $ pour le contrat # 20-18277-1, représentant les honoraires d'environ six (6) mandats d'estimation, 245 684,09 $ pour le contrat # 20-18277-2 , représentant des honoraires d'environ neuf (9) mandats d'estimation et 73 680,78 $ pour le contrat #20-18277-3 représentant presque trois (3) mandats d'estimation des projets de la DRPIU.

Il est donc requis de conclure, dans les meilleurs délais, des nouvelles ententes-cadres afin de répondre aux besoins et d'avoir recours à plus qu'une firme dans les périodes de pointe.

Documents d'appel d'offres

Les documents d'appel d'offres ont été préparés de façon à ce que quatre (4) contrats soient attribués aux soumissionnaires qui ont obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation qualitative des propositions et du prix soumis.

Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation qualitative de l'offre de services et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.La Ville procède à l’octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final.

Par ailleurs, tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, pour une même firme, si la soumission présentée est retenue pour un des lots et si les autres lots sont soumis avec les mêmes équipes, elle est automatiquement rejetée pour les lots suivants et toutes les offres financières (enveloppes B) déposées pour ces autres lots sont retournées au soumissionnaire sans être ouvertes.

Estimations

Les bordereaux de soumission à taux horaires, par catégorie d'employés, ont été préparés en fonction des prévisions de consommation pour les trente-six (36) prochains mois. Les heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumission pour chacun des ententes-cadres et pour chacune des catégories d'employés sont basées sur les besoins estimés et utilisés seulement aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix.

Les estimations internes préparées au moment de lancer l'appel d'offres, par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPEC), ont été établies en fonction des heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumission et selon les taux horaires historiques des ententes-cadres précédentes des services équivalents.

Analyse des soumissions

À la suite de la publication de l'appel d'offres public no 22-19632, sur onze (11) preneurs du cahier des charges, trois (3) firmes ont déposé une soumission.

Sur les huit (8) firmes qui se sont désistées, une firme a répondu qu'elle ne dispose pas des ressources pour soumissionner, une autre n'a pas soumissionné par manque de temps, une firme a expliqué qu'elle ne détenait pas son certificat de l'autorité des marchés publics et les autres firmes n'ont pas motivé leur désistement .

La liste des preneurs du cahier des charges et les raisons de leur désistement des firmes, le cas échéant, sont présentées à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Les trois (3) soumissions reçues ont toutes été jugées recevables et ont été soumises au comité de sélection, formé de trois (3) membres, pour évaluation. Les soumissions répondent à tous les critères établis par le Service de l'approvisionnement et ont été évaluées en fonction de la grille de pointage applicable aux contrats de services professionnels. Le comité de sélection s'est tenu le mardi, le 10 janvier 2023, à 13h00 par Vidéo conférence.

Les contrats sont octroyés par ordre décroissant de leur valeur. La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final.

Contrat #1:

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
GLT+ inc.	85,3	1,03	1 100 333,75 $	n/a	1 100 333,75 $
Macogep inc.	75,7	1,25	1 242 477,34 $	n/a	1 242 477,34 $
Dernière estimation réalisée					1 213 869,37 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					- 113 535,63 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					- 9,4 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					142 143,59 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					12,9 %

Contrat #2:

SOUMISSION CONFORME	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Macogep inc.	75,7	1,36	921 122,21 $	n/a	921 122,21 $
Dernière estimation réalisée					898 617,75 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					22 504,46 $

(l'adjudicataire – estimation) Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*	2,5 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	- -

- Pour le contrat # 1: la soumission de GLT+ inc. a obtenu le pointage final le plus élevé suite à l'application du système de pondération, soit 1,03.
- Pour le contrat # 2: la soumission de Macogep inc. a obtenu un pointage final de 1,36 suite à l'application du système de pondération.

Le troisième et quatrième contrats n'ont pu être octroyés, étant donné que les firmes soumissionnaires ont déposé un prix pour les 4 lots avec une seule équipe, alors elles ne sont pas éligibles.

À noter qu'une firme a été rejetée pour le lot# 1, car elle n'a pas obtenu le pointage minimum. Ce faisant, elle a été rejetée pour l'ensemble des lots.

Le détail de l'évaluation des soumissions est présenté à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Écart avec l'estimation interne

Les deux (2) soumissions se situent à moins de 10 % des estimations réalisés, la DGPEC considère approprié de poursuivre le processus d'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret no 795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés détiennent leur attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP). Une copie de chaque attestation se retrouve en pièces jointes au dossier.

Les adjudicataires recommandés ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et sont conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement des deux (2) adjudicataires dans le cadre des présents contrats de services professionnels, conformément aux critères indiqués dans les documents d'appels d'offres.

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le coût estimé du contrat # 1 dépasse les 1 000 000 $. De plus, l'adjudicataire GLT+ inc. en est à son quatrième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire.
Chaque entente-cadre attribuée permettra de couvrir plusieurs mandats. Les différents

mandats seront effectués, sur demande, par la Division de la gestion des projets et de l'économie de la construction (DGPEC) qui assurera la gestion des services, la disponibilité des crédits et le suivi des enveloppes.

Chaque mandat fera l'objet d'une autorisation de dépenses à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du Règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre, et selon la provenance des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux, arrondissements et villes liées). Les crédits peuvent provenir du PDI ou du budget de fonctionnement.

Ces ententes pourraient également se traduire par des dépenses d'agglomération dans le cadre de mandats d'estimation pour des projets réalisés sur le réseau cyclable montréalais.

Les enveloppes budgétaires maximales des honoraires sont évaluées à 1 100 333,75 $, taxes incluses, pour le contrat #1 et 921 122,21 $ $, taxes incluses, pour le contrat #2.

La dépense maximale d'honoraires professionnels de 2 021 455,96 $, taxes incluses pour les deux (2) ententes-cadres, représente un coût net maximal de 1 845 858,73 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s’applique pas à Montréal 2030 parce qu'il s'agit d'ententes-cadres de services professionnels en estimation des coûts de construction de différents projets.
La grille d’analyse Montréal 2030 se retrouve en pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de disposer d'un contrat de services professionnels avec une firme experte dans le domaine de l’estimation des coûts de construction des infrastructures urbaines, permettra de soutenir efficacement la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPEC) dans les différentes phases de réalisation et de répondre à plusieurs demandes concurrentes, même en période de pointe.
Advenant un retard ou un refus de conclure ces ententes-cadres, la DGPEC de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines (DRPIU) ne sera pas en mesure de réaliser l'ensemble des estimations de soumission requise pour appuyer le processus décisionnel d'adjudication et soutenir les autres unités de la Ville via divers mandats.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact à prévoir

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates Visées:
Commission permanente sur l'examen des contrats : 8 mars 2023
Octroi du contrat : suite à l'adoption du présent dossier par l’instance décisionnelle visée
Début des services : avril 2023
Fin des services : à la fin de la période de trente six mois (36) mois ou jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires, selon la première des deux (2) éventualités, avec une option de deux (2) prolongation de douze (12) mois chacune.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Faiza AMALLAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Faiza AMALLAL, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Faiza AMALLAL, 6 février 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Renu MATHEW
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-5629
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-06

Étienne BLAIS
Chef de division - gestion de projets et économie de la construction

Tél : 514-236-6163
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Directeur - direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines
Tél : 514 243-8284
Approuvé le : 2023-02-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
directeur(-trice) de service - infrastructures du reseau routier et transports
Tél :
Approuvé le : 2023-02-09

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1237231004*
Unité administrative responsable : *Service des infrastructures du réseau routier, Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines, Division gestion de projets et économie de la construction*
Projet : *Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trente-six (36) mois avec les firmes GLT+ inc. (1 100 333,75 $, taxes incluses) et Macogep inc. (921 122,21 $, taxes incluses) pour l'estimation des coûts de construction de différents projets sous la responsabilité du Service des infrastructures du réseau routier. Dépense totale de 2 021 455,96 $, taxes incluses. - Appel d'offres public 22-19632 - (3 soumissionnaires) / Autoriser le Directeur de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines à prolonger les contrats pour un maximum de 2 prolongations de 12 mois, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			x
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Le 8 février 2023

GLT + INC.
A/S MONSIEUR JASMIN MARTEL
3839, BOUL TASCHEREAU
SUITE 101
SAINT-HUBERT (QC) J4T 2G4

N° de décision : 2023-DAMP-1431
N° de client : 3000598773
N° d'entreprise du Québec : 1143331396

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. GLT + INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **7 février 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 18 février 2020

MACOGEP INC.
A/S MONSIEUR LOUIS YVES LEBEAU
1255, BOUL ROBERT-BOURASSA
BUR. 700
MONTRÉAL (QC) H3B 3W1

N° de décision : 2020-DAMP-1164
N° de client : 2700006016

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. MACOGEP INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **17 février 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

13.05 Changement de Contrôle

L'ADJUDICATAIRE doit aviser le DONNEUR D'ORDRE de tout Changement de Contrôle. Le DONNEUR D'ORDRE peut, sur envoi d'un avis écrit, mettre fin au Contrat si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'un Changement de Contrôle et que le DONNEUR D'ORDRE, agissant raisonnablement, estime qu'un tel Changement de Contrôle lui est préjudiciable.

13.06 Effet de la résiliation

13.06.01 Contrepartie

Advenant une résiliation du Contrat, l'ADJUDICATAIRE a droit aux sommes représentant la proportion du Contrat exécutée et, sur présentation au DONNEUR D'ORDRE des pièces justificatives pertinentes, la proportion des frais et dépenses actuelles jusqu'à la date de la résiliation du Contrat, conformément aux modalités s'y rapportant, sans autre compensation ni indemnité que ce soit pour la perte subie ou le gain dont il est privé. En outre, si l'ADJUDICATAIRE a obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier.

13.06.02 Retour

Advenant une résiliation du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE tous les documents et le matériel qui lui ont été remis dans le cadre de l'exécution du Contrat, dans un délai de DIX (10) jours suivant la résiliation du Contrat. L'ADJUDICATAIRE doit également remettre au DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, tous les livrables qui sont en cours d'exécution ou partiellement complétés au moment de la résiliation du Contrat.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le Contrat entre en vigueur au moment de la décision d'octroi par l'instance appropriée.

15.00 DURÉE

15.01 Expiration

À moins qu'il n'y soit mis fin prématurément conformément aux autres dispositions du Contrat, le Contrat expire après une période de TROIS (3) an(s) à compter de la date de début d'exécution ou au moment de l'épuisement du budget alloué par le DONNEUR D'ORDRE pour ce Contrat, selon la première de ces éventualités.

15.02 Renouvellement

À son expiration, le Contrat peut être renouvelé pour DEUX (2) période(s) additionnelle(s) de DOUZE (12) mois chacune. Ces périodes d'option peuvent être prises individuellement à la seule discrétion du DONNEUR D'ORDRE et ce, avec les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le Contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.05.03. Si le DONNEUR D'ORDRE désire se prévaloir de la

clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention, par écrit, à l'ADJUDICATAIRE au moins TRENTE (30) jours avant la date d'expiration du Contrat.

15.03 Non-reconduction

La continuation des relations commerciales entre les PARTIES, après l'expiration du Contrat, ne doit aucunement être considérée comme une reconduction, un renouvellement, une prolongation ou une continuation de celui-ci.

15.04 Survie

L'expiration du Contrat ne met pas fin à toute disposition de ce dernier qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré la fin du Contrat.

16.00 PORTÉE

Le Contrat lie et est au bénéfice des PARTIES.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1237231004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division gestion des projets et économie de la construction
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trente-six (36) mois avec les firmes GLT+ inc. (contrat # 1: 1 100 333,75 $ taxe incluses) et Macogep inc. (contrat # 2: 921 122,21 $ taxes incluses), pour l'estimation des coûts de construction de différents projets sous la responsabilité du Service des infrastructures du réseau routier. Dépense totale de 2 021 455,96 $, taxes incluses. - Appel d'offres public 22-19632 - (3 soumissionnaires) , avec deux (2) options de prolongations de douze (12) mois chacune, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19632 Liste des commandes SEAO.pdf

22-19632 Intervention de l'approvisionnement - AppelOffres .pdf

22-19632 Tableau d'analyse des soumissions_Lot 1.pdf

22-19632 Tableau d'analyse des soumissions_Lot 2.pdf

22-19632 pv.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Faiza AMALLAL
Agente d'approvionnement 2
Tél : 514-838-8254

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-09

Elie BOUSTANI
c/s app.strat.en biens
Tél : 514 838 4519
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19632

No du GDD : 1237231004

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'estimateurs en construction afin de soumettre les projets de construction (infrastructures urbaines) à une validation des coûts

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 2 - 11 - 2022

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 6 - 12 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 22 - 11 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : ,272727

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : ,333333

Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif de rejet: administratif et / ou technique

Précision DP | Un trés bas pointage

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 4 - 6 - 2023

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 4 - 6 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
GLT+ INC.	1 083 087,50 $	√	1
MACOGEP	1 225 231,09 $		1
MACOGEP	907 325,21 $	√	2

Information additionnelle

Le contrat précise qu'une équipe ne peut pas être assignée à plus d'un lot. Les soumissionnaires ont soumissionné pour les 4 lots avec une seule équipe pour tous les lots, GLT+ INC. ayant gagné le 1er lot est rejeté automatiquement pour les 3 autres lots. MACOGEP a gagné le 2e lot alors il est rejeté pour les **2 autres lots ; 3 et 4 qui sont restés sans octroi**.

Un courriel a été envoyé aux preneurs de cahier de charge qui n'ont pas soumissionné pour savoir la cause du désistement, les réponses sont :

* Manque de ressources nécessaires ;
* Manque de certificat d'AMF ;
* Manque de temps ;
* Ne peut dédier à 100 % une équipe d'estimateurs à ce projet.

Les deux soumissionnaires n'ont pas ajouté au total soumissionné pour les 2 lots le montant de l'**Allocation pour dépenses et services complémentaires qui est pour le lot 1 de 15 000 $ et pour le lot 2 de 12 000$,** en faisant la correction, le montant total des 2 lots sont :

GLT+ INC._Lot 1 : 942 020 $ +15 000 $= 957 020 $ + taxes = 1 100 333,75 $

MACOGEP_Lot 1 : 1 065 650 $ + 15 000 $ = 1 080 650 $ + Taxes = 1 242 477,34 $

MACOGEP_Lot 2 : 789 150 $ + 12 000 $ = 801 150 $ + Taxes = 921 122,21 $

Préparé par : Faiza Amallal

Le 6 - 2 - 2023

22-19632 - Services professionnels d'estimateurs en construction afin de soumettre les projets de construction (infrastructures urbaines) à une validation des coûts

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Précision DP										Non conforme
MACOGEP								1 225 231,09 $	1,03	2
GLT+ INC.								1 083 087,50 $	1,25	1
0							-		-	
0							-		-	

Comité	
Date	mardi 10-01-2023
Heure	13 h 00
Lieu	Virtuel

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Facteur «K»
Faiza Amalllal	50

22-19632 - Services professionnels d'estimateurs en construction afin de soumettre les projets de construction (infrastructures urbaines) à une validation des coûts

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Précision DP							-		-	
MACOGEP								907 325,21 $	1,39	1
GLT+ INC.							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Faiza Amalllal**									

Comité	
Date	mardi 10-01-2023
Heure	13 h 00
Lieu	Virtuel

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

Liste des commandes

Numéro : 22-19632
Numéro de référence : 1656737
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels d'estimateurs en construction afin de soumettre les projets de construction (infrastructures urbaines) à une validation des coûts

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
GLT+ inc. 3839 boulevard Taschereau, bureau 101 Saint-Hubert, QC, J4T 2G4 http://www.glt.ca	Monsieur Simon Vallée Téléphone : 450 679-7500 Télécopieur :	**Commande : (2108888)** 2022-11-04 8 h 17 **Transmission :** 2022-11-04 8 h 17	3822578 - 22-19632_Addenda_1 2022-11-11 9 h 37 - Courriel 3827600 - 22-19632_Addenda_2 2022-11-22 15 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CIMA+ S.E.N.C. 740 rue Notre-Dame Ouest Bureau 900 Montréal, QC, H3C 3X6 http://www.cima.ca	Madame Linda Fontaine Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (2108430)** 2022-11-03 9 h 54 **Transmission :** 2022-11-03 9 h 54	3822578 - 22-19632_Addenda_1 2022-11-11 9 h 37 - Courriel 3827600 - 22-19632_Addenda_2 2022-11-22 15 h 45 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
MACOGEP INC. 1255 boulevard Robert-Bourassa, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3W1	Madame Anne-Marie Froment Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur :	**Commande : (2108275)** 2022-11-03 7 h **Transmission :** 2022-11-03 7 h	3822578 - 22-19632_Addenda_1 2022-11-11 9 h 37 - Courriel 3827600 - 22-19632_Addenda_2 2022-11-22 15 h 45 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
TURNER & TOWNSEND CANADA INC. 1155 Rue Metcalfe Bureau 1516 Montréal, QC, H3B2V6	Monsieur Stephane Chapuis Téléphone : 416 925-1424 Télécopieur :	**Commande : (2111670)** 2022-11-10 11 h 28 **Transmission :** 2022-11-10 11 h 28	3822578 - 22-19632_Addenda_1 2022-11-11 9 h 37 - Courriel 3827600 - 22-19632_Addenda_2 2022-11-22 15 h 45 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com	Madame Martine Gagnon Téléphone : 581 814-5981 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (2108840)** 2022-11-04 7 h 08 **Transmission :** 2022-11-04 7 h 08	3822578 - 22-19632_Addenda_1 2022-11-11 9 h 37 - Courriel 3827600 - 22-19632_Addenda_2 2022-11-22 15 h 45 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LANZATE s.e.n.c. 560-7450 boul. des Galeries-d'Anjou Montréal, QC, H1M3M3	Madame Julie Michaud Téléphone : 514 506-0707 Télécopieur :	**Commande : (2108593)** 2022-11-03 12 h 32 **Transmission :** 2022-11-03 12 h 32	3822578 - 22-19632_Addenda_1 2022-11-11 9 h 37 - Courriel 3827600 - 22-19632_Addenda_2 2022-11-22 15 h 45 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
9390-8986 Québec inc. 14 Vadnais Saint-Constant, QC, J5A1P8	Monsieur pascal patrice Téléphone : 514 892-6501 Télécopieur :	**Commande : (2109378)** 2022-11-06 15 h 21 **Transmission :** 2022-11-06 15 h 21	3822578 - 22-19632_Addenda_1 2022-11-11 9 h 37 - Courriel 3827600 - 22-19632_Addenda_2 2022-11-22 15 h 45 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pierre Germain - Consultant inc. 535 Rue Fraser,	Monsieur Pierre Germain Téléphone : 418 956-4209	**Commande : (2120351)** 2022-12-01 15 h 17	3822578 - 22-19632_Addenda_1 2022-12-01 15 h 17 - Téléchargement

Québec, QC, G1S 1R6	Télécopieur :	**Transmission :** 2022-12-01 15 h 17	3827600 - 22-19632_Addenda_2 2022-12-01 15 h 17 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Précision DP, Service d'Estimation Inc. 755 Boulevard du Curé-Boivin 201 Boisbriand, QC, J7G2J2	Monsieur Danny Pineault Téléphone : 438 792-4363 Télécopieur :	**Commande : (2121631)** 2022-12-06 8 h 54 **Transmission :** 2022-12-06 8 h 54	3822578 - 22-19632_Addenda_1 2022-12-06 8 h 54 - Téléchargement 3827600 - 22-19632_Addenda_2 2022-12-06 8 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CONSULTANTS LEGICO-CHP INC. 4080, boul. Le Corbusier, bureau 203 Laval, QC, H7L5R2 https://www.legicochp.com	Monsieur Daniel Paquin Téléphone : 514 842-1355 Télécopieur :	**Commande : (2111829)** 2022-11-10 14 h 59 **Transmission :** 2022-11-10 14 h 59	3822578 - 22-19632_Addenda_1 2022-11-11 9 h 37 - Courriel 3827600 - 22-19632_Addenda_2 2022-11-22 15 h 45 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Tehora inc. 1020, rue Bouvier, bureau 400 Québec, QC, G2K0K9 https://www.tehora.ca/	Madame Emmanuelle Soudé Téléphone : 581 700-4740 Télécopieur :	**Commande : (2117569)** 2022-11-24 12 h 42 **Transmission :** 2022-11-24 13 h 11	3822578 - 22-19632_Addenda_1 2022-11-24 12 h 42 - Téléchargement 3827600 - 22-19632_Addenda_2 2022-11-24 12 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2023 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.009

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1237231004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division gestion des projets et économie de la construction
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trente-six (36) mois avec les firmes GLT+ inc. (contrat # 1: 1 100 333,75 $ taxe incluses) et Macogep inc. (contrat # 2: 921 122,21 $ taxes incluses), pour l'estimation des coûts de construction de différents projets sous la responsabilité du Service des infrastructures du réseau routier. Dépense totale de 2 021 455,96 $, taxes incluses. - Appel d'offres public 22-19632 - (3 soumissionnaires) , avec deux (2) options de prolongations de douze (12) mois chacune, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées.

Rapport_CEC_SMCE237231004.pdf

Dossier # :1237231004

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
montreal.ca/sujets/commissions-permanentes

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

M. Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

Mme Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Mme Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Le 23 mars 2023

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE237231004

Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trente-six (36) mois avec les firmes GLT+ inc. (contrat # 1: 1 100 333,75 $ taxe incluses) et Macogep inc. (contrat # 2: 921 122,21 $ taxes incluses), pour l'estimation des coûts de construction de différents projets sous la responsabilité du Service des infrastructures du réseau routier. Dépense totale de 2 021 455,96 $, taxes incluses. - Appel d'offres public 22-19632 - (3 soumissionnaires), avec deux (2) options de prolongations de douze (12) mois chacune, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées.

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Katherine Fortier
Coordonnatrice,
Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE237231004

Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trente-six (36) mois avec les firmes GLT+ inc. (contrat # 1: 1 100 333,75 $ taxe incluses) et Macogep inc. (contrat # 2: 921 122,21 $ taxes incluses), pour l'estimation des coûts de construction de différents projets sous la responsabilité du Service des infrastructures du réseau routier. Dépense totale de 2 021 455,96 $, taxes incluses. - Appel d'offres public 22-19632 - (3 soumissionnaires), avec deux (2) options de prolongations de douze (12) mois chacune, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées.

À sa séance du 22 février 2023, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

Contrat nº 1

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ et répondant à la condition suivante :*
    - *L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.*

Le 8 mars 2023, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont expliqué avoir recours à des firmes externes, spécialisées en estimation, afin de les appuyer dans la préparation de cahiers des charges pour des projets de construction et de réfection d'infrastructures urbaines puisque le volume dépasse la capacité des ressources internes, particulièrement dans les périodes de pointe. Ils ont rappelé que la préparation des estimations est une étape importante, qui peut influencer le processus décisionnel d'adjudication, comme en est fréquemment témoin la Commission.

L’appel d’offres en lien avec ce dossier décisionnel, qui a été publié du 2 novembre au 6 décembre 2022, comprend un volet pour valider le coût des travaux et un autre pour supporter l’équipe d’estimation interne. Parmi les 11 preneurs du cahier des charges, trois d’entre eux ont déposé une soumission. L’analyse des prix présentés par les adjudicataires pour le contrat nº 1 et le contrat nº 2 révèle respectivement des écarts de (-9,4 %) et de 2,5 % avec la dernière estimation. Devant ces résultats et face à la conformité des soumissions, le Service des infrastructures du réseau routier a conclu en recommandant d’aller de l’avant avec l’octroi de ces ententes-cadres.

Au terme de la présentation, les membres ont notamment demandé des explications sur les raisons de désistement évoquées par les preneurs du cahier des charges. D’après les personnes-ressources, plusieurs firmes n’avaient pas les équipes pour répondre aux exigences de la Ville. Également, le Service a voulu innover cette année en incluant au contrat le prêt d’une ressource externe afin de développer l’expertise interne dans le domaine des ponts et tunnels. Il est possible que certaines firmes aient été refroidies par cette exigence. D’ailleurs, il y avait quatre lots et seulement deux ont été comblés, ce qui témoigne du faible nombre de joueurs dans le domaine. Également, la Commission a voulu savoir si les deux adjudicataires feront l’objet d’une évaluation de la performance. Les responsables ont répondu par l’affirmative et ont souligné que les firmes seront soumises à une évaluation de rendement.

Conclusion

À l’issue de ses travaux, la Commission permanente sur l’examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l’examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l’occurrence :

Contrat nº 1

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ et répondant à la condition suivante :*
    - *L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l’analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l’égard du mandat SMCE237231004 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l’examen des contrats constate, à l’unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.010

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1239875001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à WSP Canada inc., visant la fourniture de services professionnels d'étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc de la Promenade-Bellerive - Dépense totale de 291 937,91 $, taxes incluses (contrat : 253 859,05 $ + contingences 38 078,86 $) - Appel d'offres public AO 22-19627 - Lot 1 (trois soumissionnaires conformes)

Il est recommandé :

1. d'accorder à WSP Canada inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels d'étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc de la Promenade-Bellerive, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 253 859,05 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 22-19627;
2. d'autoriser une dépense de 38 078,86$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. de procéder à une évaluation du rendement de WSP Canada inc.;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2023-03-03 22:18

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1239875001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à WSP Canada inc., visant la fourniture de services professionnels d'étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc de la Promenade-Bellerive - Dépense totale de 291 937,91 $, taxes incluses (contrat : 253 859,05 $ + contingences 38 078,86 $) - Appel d'offres public AO 22-19627 - Lot 1 (trois soumissionnaires conformes)

CONTENU

CONTEXTE

Pour amorcer la phase d'exécution du projet de réhabilitation des berges au parc de la Promenade-Bellerive, le mandat de services professionnels a pour objet la réalisation des plans préliminaires et des études préalables requises (milieux physique et biologique) en vue de la réhabilitation ultérieure des berges érodées du parc.
Le site visé est situé dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve. Le parc possède une longue interface terre-eau (2,2 km). Une caractérisation des berges des grands parcs riverains de la Ville de Montréal réalisée en 2021 révèle que 1,8 km de ses berges présentent des signes importants d'érosion posant des risques pour les usagers et les infrastructures.

Les études préalables viseront principalement le parc ainsi qu'une frange du littoral (fleuve) d'environ 100 m de largeur longeant la totalité du parc. Au total, les berges du parc sont situées à 77% sur un lot appartenant à la Ville de Montréal et à 23% sur la propriété de l'Administration Portuaire de Montréal.
Le mandat vise ainsi à acquérir une bonne compréhension de l'hydrologie, de l'hydraulique et de l'hydrogéomorphologie du site, ainsi que de l'habitat aquatique qu'on y retrouve et d'élaborer les plans préliminaires pour une réhabilitation durable des berges et une bonification de l'habitat faunique. Ces expertises et plans préliminaires sont requis afin de développer un projet d'aménagement, d'élaborer les plans et devis définitifs et de compléter les demandes d'autorisation gouvernementales. Une procédure provinciale d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement est aussi requise en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ c.Q-2).

Les expertises spécialisées nécessaires à la réalisation de ces activités ne sont pas disponibles en régie. Par ailleurs, le projet est en partie financé par le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC), qui ne compte pas les services en régie comme des dépenses admissibles. Ces deux facteurs justifient donc l'octroi d'un contrat à l'externe par l'entremise d'un processus d'appel d'offres public.

Le processus suivi dans le présent dossier est un appel d'offres public, ouvert à toutes les firmes répondant aux termes des documents d'appel d'offres. L'appel d'offres a été publié sur SEAO le 26 octobre 2022 et s'est terminé le 29 novembre 2022. Il a fait l'objet d'une publication dans le journal Le Devoir. Le comité de sélection s'est tenu le 20 décembre 2022 pour évaluer les soumissions et faire une recommandation.

Quatre addenda ont été produits durant la période d'appel d'offres. Ceux-ci ont permis d'apporter des modifications et des précisions en réponse aux questions posées selon la procédure établie. Aucune des modifications n'a eu un impact important sur les prix. Les addenda ont été envoyés à tous les preneurs de documents d'appel d'offres dans les délais prescrits.

Numéro de l'addenda	Date de publication	Contenu
1	8 novembre	Réponses aux questions des soumissionnaires, précisions sur les services attendus, correction d'une erreur mineure dans le texte du devis
2	15 novembre	Réponses aux questions des soumissionnaires, précisions sur les services attendus et assouplissement de l'une des exigences
3	21 novembre	Précisions sur les exigences prévues aux documents d'appel d'offres
4	23 novembre	Précisions sur les services attendus à la suite d'une question d'un soumissionnaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

SMCE 22 9025020 - 20 octobre 2022: Mandat d'exécution - Nouveau programme de réhabilitation des berges
CE22 1642 - 12 octobre 2022: Autoriser la signature de 2 ententes de contributions financières en lien avec le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC) du gouvernement du Canada
CG 21 0731 - 23 décembre 2021 : Autoriser le dépôt des demandes de contributions financières suivantes au Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophe (FAAC) du gouvernement du Canada
CM21 1230 - 27 septembre 2021 : Adoption du règlement autorisant un emprunt de 16 350 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement des berges

DESCRIPTION

Les objectifs principaux du mandat sont :

- Valider les aspects du projet à risque ou qui nécessitent des précisions au moyen d'études techniques supplémentaires. Les activités prévues sont les suivantes:
  - Obtenir un jeu de données bathymétrique complet;
  - Caractériser les habitats de la faune aquatique;
  - Produire une caractérisation complète des dynamiques hydrologique,

hydraulique et hydrogéomorphologique;
    - Faire le diagnostic approfondi des problématiques d'érosion des berges;
    - Émettre des recommandations pour la bonification et la création d'habitats pour la faune aquatique.
- Élaborer des plans préliminaires de réhabilitation des berges qui visent à améliorer la résilience physique et écologique des berges face aux perturbations futures en appliquant des pratiques exemplaires et novatrices de réhabilitation, tout en minimisant l'impact sur le milieu naturel.

Le mandat doit être réalisé en trois phases distinctes:

- Phase 1: Analyse des données existantes et relevé bathymétrique;
- Phase 2: Expertises et analyses en hydrologie, hydraulique et hydrogéomorphologie et caractérisation biologique des habitats de la faune aquatique;
- Phase 3: Plans préliminaires de réhabilitation des berges.

Pour chaque phase, un rapport devra être remis par l'adjudicataire en version préliminaire, puis finale (Phase 1: 30%; Phase 2: 50% et 70%; Phase 3: 85% et 100%).

JUSTIFICATION

Seize firmes ont pris le cahier des charges, mais trois soumissions ont été déposées, soit 18,75% des preneurs. La majorité des firmes qui n'ont pas déposé de soumission n'ont pas donné de raisons; certaines firmes n'avaient pas la capacité de former une équipe d'experts répondant aux différentes demandes du devis technique.
L'appel d'offres comprenait deux lots, lesquels ont été traités avec deux dossiers distincts. Le contrat visé par le présent sommaire décisionnel traite du premier lot, pour lequel trois soumissions ont été déposées. À la suite de l'analyse des soumissions déposées, le comité de sélection a jugé que les trois soumissions étaient conformes.

WSP Canada inc. est la firme que le comité de sélection a recommandée comme adjudicataire ayant obtenu le meilleur pointage en note finale parmi les trois soumissionnaires. WSP Canada inc. est également le soumissionnaire ayant présenté le plus bas prix soit 253 859,05 $. La soumission WSP Canada inc. est inférieure d'environ 3,5 % à la plus récente estimation réalisée à l'interne. Des contingences de 15 % (38 078,86 $) sont ajoutées au prix soumis.

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
WSP Canada inc.	74,5	2,97	253 859,05 $	38 078,86 $	291 937,91 $
Avizo Experts-Conseils inc.	71,3	2,60	278 538,44 $	41 780,77 $	320 319,21 $
Stantec inc.	77,0	1,83	427 339,08 $	64 100,86 $	491 439,94 $
Soumissions rejetées					
Tous les soumissionnaires ont été jugés conformes.					

Dernière estimation réalisée	263183,52 $	39477,53 $	302 661,05 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*			-10 723,14 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100)*			-3,54 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2e meilleure note finale - adjudicataire)*			28 381,30 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%) *((2e meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100)*			9,72 %

Ce contrat, suite à une analyse de risque et à l'aide des différents outils élaborés par le Service de l'approvisionnement, devra faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire, conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense de 266 578,22$, nette de ristournes sur les taxes, sera financée par le SGPMRS à 77% par le règlement d'emprunt de compétence corporative numéro 21-039 Règlement autorisant un emprunt de 16 350 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement en berges et à 23% par le budget de fonctionnement du SGPMRS. Pour donner suite à ce dossier, le budget requis de 205 265,24 $ est prévu et disponible au PDI 2023-2032, et le budget requis de 61 312,98 $ est prévu et disponible au budget de fonctionnement du SGPMRS. Le budget est réparti comme suit pour chacune des années et des sources de financement:

Source de financement	2023	2024	Total
34330 - Programme de réhabilitation des berges (77%)	140 084,61 $	65 180,63 $	205 265,24 $
Budget des études - corporatif (23%)	41 843,45 $	19 469,53 $	61 312,98 $
			266 578,22 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

- Transition écologique / Priorité no 2: Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces vert, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision
- Quartier / Priorité 19: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins
- Métropole / Priorité 20: Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

Ce projet contribue également à la mise en oeuvre du Plan nature et sports :

- Volet 1 / Montréal verte / Action 1 : Protéger le patrimoine naturel / Action 2 : Créer et aménager des parcs et espaces publics / Action 4 : Offrir des expériences de qualité et partager l'espace collectif
- Volet 2 / Montréal bleue / Action 1 : Protéger les milieux humides et hydriques / Action 2 : Créer et aménager des lieux de contact avec l'eau / Action 3 : Offrir des expériences dignes d'une île

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce mandat est nécessaire à la réhabilitation des berges du parc de la Promenade-Bellerive. D'une part, il vise la production des plans préliminaires. D'autre part, le projet de réhabilitation étant assujetti à une procédure provinciale d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement en vertu de la LQE, les données issues des phases 1 et 2 du mandat sont requises pour l'obtention du décret ministériel autorisant la réalisation des travaux, ainsi que pour l'obtention des autorisations subséquentes.
Un report de l'octroi entraînerait des retards importants, puisque la première phase doit être entamée dès le printemps afin que les activités subséquentes puissent être réalisées aux périodes spécifiques appropriées dans l'année.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'appel d'offres inclut des clauses reliées à la pandémie de la COVID-19, réduisant les impacts de la COVID sur le déroulement du contrat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Date d'octroi du contrat: 15 mars 2023
Date de début du contrat: 31 mars 2023
Date de fin du contrat: 31 mars 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Eve MALÉPART, Direction générale
Gustavo RIBAS, Direction générale
Steve BILODEAU BALATTI, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Martine DE LOOF, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

Martine DE LOOF, 24 février 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Camille MENARD
architecte paysagiste

Tél : 438 864-1805
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-01-23

Marie LAFONTAINE
Cheffe de division par intérim - gestion des parcs-nature et biodiversité

Tél : 514 913-3728
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Anne DESAUTELS
Directrice par intérim - gestion des grands parcs et des milieux naturels
Tél : 514 280-6721
Approuvé le : 2023-03-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice - SGPMRS

Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2023-03-03

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1239875001
Unité administrative responsable : Service des grands parcs, du Mont Royal et des sports
Projet : Étude des milieux physique et biologique et plans préliminaires pour la réhabilitation des berges au parc de la Promenade-Bellerive

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité no 2: Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces vert, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision

Priorité 19: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité,** et une **réponse** de **proximité** à leurs besoins

Priorité 20: Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité no 2: Réhabilitation de 1,8 km de berges incluant l'élargissement de la bande riveraine, l'augmentation de la biodiversité floristique et l'amélioration de la connectivité du milieu aquatique avec les milieux naturels terrestres.

Priorité no 19: Optimisation de l'expérience et de la sécurité des usagers par l'augmentation de la résilience des berges et par la création de points d'accès de qualité au bord de l'eau.

Priorité no 20: Stabilisation des berges et augmentation de leur résilience en favorisant des solutions novatrices et des pratiques exemplaires inspirées des modèles naturels dans le but d'offrir des espaces accueillants et verdoyants aux citoyens et de favoriser la biodiversité urbaine.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**X**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1239875001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Objet :	Accorder un contrat à WSP Canada inc., visant la fourniture de services professionnels d'étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc de la Promenade-Bellerive - Dépense totale de 291 937,91 $, taxes incluses (contrat : 253 859,05 $ + contingences 38 078,86 $) - Appel d'offres public AO 22-19627 - Lot 1 (trois soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19627 lot 1 Int. d'octroi.pdf22-19627 tableau lot 1.pdfListe séao.pdf22-19627 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-01-31

Michael SAOUMAA
Chef de section app. strat. en biens
Tél : 514 280-1994
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19627 lot 1

No du GDD : 1239875001

Titre de l'appel d'offres : Étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc de la Promenade-Bellerive et des berges au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 10 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 29 - 11 - 2022

Ouverture faite le : 29 - 11 - 2022

Date du comité de sélection : 20 - 12 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 23 - 11 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 20

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 28 - 5 - 2023

Date d'échéance révisée : 28 - 5 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
WSP Canada inc	253 859,05 $	X	
Avizo experts-conseils	278 538,44 $		
Stantec inc.	427 339,08 $		

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 4 - 1 - 2023

22-19627 Lot 1 -
Étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc de la Promenade-Bellerive et des berges au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 25%	Qualification et expérience du Chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
WSP Canada inc.	3,83	8,67	16,00	11,17	17,17	17,67	74,5	253 859,05 $	2,97	1
Stantec inc.	3,50	7,67	15,67	12,67	18,17	19,33	77,0	427 339,08 $	1,83	3
Avizo xperts-conseils	3,50	7,33	15,67	11,00	18,17	15,67	71,3	278 538,44 $	2,60	2
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Pierre L'Allier**									

Comité	
Date	mardi 20-12-2022
Heure	15 h 00
Lieu	GOOGLE MEET
	Multiplicateur d'ajustement
	10000
Facteur «K»	1

Liste des commandes

Numéro : 22-19627

Numéro de référence : 1655242

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : S.P. Étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc de la Promenade-Bellerive et des berges au parc-nature de l'île-de-la-Visitation - Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Sélectionner toutes les lignes de résultats	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Sélectionner la ligne	GBI EXPERTS-CONSEILS INC. 100, boulevard Brien Bureau 300 Repentigny, QC, J6A5N4 http://www.gbi.ca NEQ : 1148115281	Madame Karine Thibault Téléphone : 514 384-4222 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (2105943)** 2022-10-27 15 h 49 **Transmission :** 2022-10-27 15 h 49	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel 3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5	Madame Martine Gagnon Téléphone : 581 814-5981 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (2105511)** 2022-10-27 8 h 59 **Transmission :** 2022-10-27 8 h 59	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel

	http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057			3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 55 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	BC2 GROUPE CONSEIL INC. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com NEQ : 1166369067	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (2109023)** 2022-11-04 10 h 15 **Transmission :** 2022-11-04 10 h 15	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel 3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 55 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	FNX-INNOV INC. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com NEQ :	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (2105783)** 2022-10-27 12 h 47 **Transmission :** 2022-10-27 12 h 47	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel

	1174002437			3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	LASALLE | NHC INC. 9620 rue Saint-Patrick Montréal, QC, h8r 1r8 https://www.lablasalle.com/ NEQ : 1169999225	Monsieur Marc Villeneuve Téléphone : 514 366-2970 Télécopieur : 514 366-2971	**Commande : (2107451)** 2022-11-01 12 h 33 **Transmission :** 2022-11-01 12 h 33	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel 3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	LES SERVICES EXP INC. 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	Madame Isabelle Milette Téléphone : 819 803-6651 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (2105178)** 2022-10-26 15 h 19 **Transmission :** 2022-10-26 15 h 19	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel

	NEQ : 1167268128			3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 55 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	SNC-LAVALIN INC. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (2105974)** 2022-10-27 16 h 27 **Transmission :** 2022-10-27 16 h 27	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel 3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	ÉCOGÉNIE INC. 1545, rue Semple, suite 200 Québec, QC, G1N 4B7 http://www.ecogenie.ca NEQ :	Monsieur François Messier Téléphone : 418 682-0675 Télécopieur : 418 682-6038	**Commande : (2105973)** 2022-10-27 16 h 26 **Transmission :** 2022-10-27 16 h 26	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel

	1145423381			3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	Avizo Experts-Conseils inc. 1994, rue Michelin, local 100 Laval, QC, H7L 5C2 http://www.avizo.ca NEQ : 1174203092	Madame Marie Mc Coy Téléphone : 819 300-6915 Télécopieur :	**Commande : (2108114)** 2022-11-02 14 h 32 **Transmission :** 2022-11-02 14 h 32	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel 3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	NATURIVE INC. 182 Rang Saint-Michel Lambton, QC, G0M 1H0 NEQ : 1172964067	Monsieur Aldrich Achani DOUBOGAN Téléphone : 418 580-4432 Télécopieur :	**Commande : (2107129)** 2022-10-31 19 h 15 **Transmission :** 2022-10-31 19 h 15	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel

				3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 55 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	GHD CONSULTANTS LTÉE 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com NEQ : 1171077796	Madame Stéphanie Guindon Téléphone : 514 333-5151 Télécopieur : 514 333-4674	**Commande : (2105655)** 2022-10-27 10 h 37 **Transmission :** 2022-10-27 10 h 37	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel 3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	DEL DEGAN, MASSÉ ET ASSOCIÉS INC. 825, rue raoul-jobin Québec, QC, G1N 1S6	Monsieur Raphael Readman Téléphone : 418 877-5252 Télécopieur : 418 877-6763	**Commande : (2109328)** 2022-11-04 17 h 37 **Transmission :** 2022-11-04 17 h 37	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel

	http://www.groupe-ddm.com NEQ : 1173560583			3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	Englobe Corp. 505, boulevard du Parc-Technologique, bureau 200 Québec, QC, G1P4S9 http://www.englobecorp.com NEQ : 1167280206	Madame Annie Vachon Téléphone : 1418 227-6161 Télécopieur :	**Commande : (2106212)** 2022-10-28 10 h 43 **Transmission :** 2022-10-28 10 h 43	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel 3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 55 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE 200-555 Boulevard René-Lévesque Ouest	Madame Sylvie Prevost Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (2105407)** 2022-10-27 7 h 12 **Transmission :** 2022-10-27 7 h 12	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel

	Montréal, QC, H2Z 1B1 NEQ : 1170241336			3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 55 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	FLUVIO INC. 4005 chemin Saint-Louis Québec, QC, G1Y1V7 NEQ : 1177723039	Monsieur Pierre Pelletier Téléphone : 418 952-6443 Télécopieur :	**Commande : (2105726)** 2022-10-27 11 h 31 **Transmission :** 2022-10-27 11 h 31	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel 3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	Lemay CO Inc. 3500, rue Saint-Jacques Montréal, QC, H4C 1H2 http://www.lemay.com NEQ :	Madame Christine Robert Téléphone : 514 932-5101 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (2106762)** 2022-10-31 10 h 37 **Transmission :** 2022-10-31 10 h 37	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel

	1149007115	3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 55 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

- Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- Fournisseur ayant demandé d’être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- Organisme public.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1239875001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Objet :	Accorder un contrat à WSP Canada inc., visant la fourniture de services professionnels d'étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc de la Promenade-Bellerive - Dépense totale de 291 937,91 $, taxes incluses (contrat : 253 859,05 $ + contingences 38 078,86 $) - Appel d'offres public AO 22-19627 - Lot 1 (trois soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1239875001 - Certification de fonds_PDI et BF.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-868-3805

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-17

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.011

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1239874001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Protection des rives et création de parcs riverains
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Avizo Experts-conseils visant la fourniture de services professionnels d'étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation - Dépense totale de 320 319,21 $, taxes incluses (contrat : 278 538,44 $ + contingences 41 780,77 $) - Appel d'offres public AO 22-19627 - Lot 2 (deux soumissionnaires conformes)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Avizo Experts-conseils, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels d'étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 278 538,44 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19627;
2. d'autoriser une dépense de 41 780,77$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. de procéder à une évaluation du rendement d'Avizo Experts-conseils;
4. d'imputer cette dépense**,** conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2023-03-03 22:23

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1239874001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Protection des rives et création de parcs riverains
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Avizo Experts-conseils visant la fourniture de services professionnels d'étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation - Dépense totale de 320 319,21 $, taxes incluses (contrat : 278 538,44 $ + contingences 41 780,77 $) - Appel d'offres public AO 22-19627 - Lot 2 (deux soumissionnaires conformes)

CONTENU

CONTEXTE

Pour amorcer la phase d'exécution du projet de réhabilitation des berges au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation, le mandat de services professionnels a pour objet la réalisation des plans préliminaires et des expertises techniques requises (milieux physique et biologique) en vue de la réhabilitation des berges érodées du parc. Le site visé est principalement situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, mais une petite superficie de la zone d'étude s'étendra également dans l'arrondissement Montréal-Nord. Les activités du mandat viseront principalement le parc, ainsi que les bassins formés par la rivière des Prairies entre l'Île-de-la-Visitation et l'île de Montréal.
Les caractérisations des berges effectuées en 2021 révèlent que 1,4 km des berges du parc présentent des signes importants d'érosion.

Le mandat vise ainsi à acquérir une bonne compréhension de l'hydrologie, de l'hydraulique et de l'hydrogéomorphologie du site, ainsi que de l'habitat aquatique qu'on y retrouve, dans le but d'élaborer les plans et devis définitifs pour une réhabilitation durable des berges et une bonification de l'habitat faunique. Ces expertises et plans sont requis afin de développer un projet d'aménagement, d'élaborer des plans et devis définitifs, ainsi que de compléter les demandes d'autorisation gouvernementales. Une procédure provinciale d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement est aussi requise en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ c.Q-2).

Les expertises spécialisées nécessaires à la réalisation de ces activités ne sont pas disponibles en régie. Par ailleurs, le projet est en partie financé par le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC), qui ne compte pas les services en régie comme des dépenses admissibles. Ces deux facteurs justifient donc l'octroi d'un contrat à l'externe par l'entremise d'un processus d'appel d'offres public.

Le processus suivi dans le présent dossier est un appel d'offres public, ouvert à toutes les firmes répondant aux termes des documents d'appel d'offres. L'appel d'offres a été publié sur SEAO le 26 octobre 2022 et s'est terminé le 29 novembre 2022. Il a fait l'objet d'une publication dans le journal Le Devoir. Le comité de sélection s'est tenu le 20 décembre 2022 pour évaluer les soumissions et faire une recommandation.

Quatre addenda ont été produits durant la période d'appel d'offres. Ceux-ci ont permis d'apporter des modifications et des précisions en réponse aux questions posées selon la procédure établie. Aucune des modifications n'a eu un impact important sur les prix. Les addenda ont été envoyés à tous les preneurs de documents d'appel d'offres dans les délais prescrits.

Numéro de l'addenda	Date de publication	Contenu
1	8 novembre	Réponses aux questions des soumissionnaires, précisions sur les services attendus, correction d'une erreur mineure dans le texte du devis
2	15 novembre	Réponses aux questions des soumissionnaires, précisions sur les services attendus et assouplissement de l'une des exigences
3	21 novembre	Précisions sur les exigences prévues aux documents d'appel d'offres
4	23 novembre	Précisions sur les services attendus à la suite d'une question d'un soumissionnaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

SMCE 22 9025020 - 20 octobre 2022: Mandat d'exécution - Nouveau programme de réhabilitation des berges

CE22 1642 - 12 octobre 2022: Autoriser la signature de 2 ententes de contributions financières en lien avec le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC) du gouvernement du Canada

CG 21 0731 - 23 décembre 2021 : Autoriser le dépôt des demandes de contributions financières suivantes au Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophe (FAAC) du gouvernement du Canada

CG 21 0636 - 30 septembre 2021: Adoption du règlement autorisant un emprunt de 2 100 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement des berges

DESCRIPTION

Les objectifs principaux du Mandat sont :

- Valider les aspects du projet à risque ou qui nécessitent des précisions, au moyen d'études techniques supplémentaires. Les activités prévues sont les suivantes:

- Obtenir un jeu de données bathymétrique complet;
- Caractériser les habitats de la faune aquatique;
- Produire une caractérisation complète des dynamiques hydrologique, hydraulique et hydrogéomorphologique;
- Faire le diagnostic approfondi des problématiques d'érosion des berges;
- Émettre des recommandations pour la bonification et la création d'habitats pour la faune aquatique.

- Élaborer des plans préliminaires innovants de réhabilitation des berges qui visent à améliorer la résilience physique et écologique des berges face aux perturbations futures en appliquant des pratiques exemplaires et novatrices de réhabilitation, tout en minimisant l'impact sur le milieu naturel.

Le Mandat doit être réalisé en trois phases distinctes:

- Phase 1: Analyse des données existantes et relevé bathymétrique;
- Phase 2: Expertises et analyses en hydrologie, hydraulique et hydrogéomorphologie et caractérisation biologique des habitats de la faune aquatique;
- Phase 3: Plans préliminaires de réhabilitation des berges.

Pour chaque étape, un rapport devra être remis par l'adjudicataire en version préliminaire, puis finale (Phase 1: 30%; Phase 2: 50% et 70%; Phase 3: 85% et 100%).

JUSTIFICATION

L'appel d'offres comprenait deux lots, lesquels ont été traités avec deux dossiers distincts. Le contrat visé par le présent sommaire décisionnel traite du second lot, pour lequel trois soumissions ont été déposées. À la suite de l'analyse des soumissions déposées, le comité de sélection a jugé que les trois soumissions étaient conformes. Cependant, l'un des trois soumissionnaires, nommément WSP Canada inc., a été retenu pour le lot 1 de l'appel d'offres, ce qui rendait sa soumission inadmissible pour le second lot.
Avizo Experts-Conseils inc. est la firme que le comité de sélection a recommandée comme adjudicataire ayant obtenu le meilleur pointage en note finale parmi les deux soumissionnaires restants. Avizo Experts-Conseils inc. est aussi le soumissionnaire ayant présenté le plus bas prix soit 278 538,44 $, toutes taxes incluses. La soumission d'Avizo Experts-Conseils inc. est supérieure d'un peu moins de 19% à la plus récente estimation réalisée à l'interne. Des contingences de 15% (41 780,77 $) sont ajoutées au prix soumis.

L'écart observé entre les estimations internes et la soumission retenue est principalement dû à la phase 2 du mandat. Voici les écarts pour chacune des phases, excluant les contingences de 15%:

- La phase 1 avait été estimée à 57 090,83 $ toutes taxes comprises (TTC), et la soumission a été de 52 405,60 $ TTC, soit - 8,2%.
- La phase 2 avait été estimée à 94 618,68 $ TTC, et la soumission a été significativement supérieure, soit de 170 438,94 $ TTC, ou 80,13 %. Cette différence importante s'explique par l'ajout par le soumissionnaire de quatre ressources par rapport à l'équipe de projet minimale exigée au devis. Ces ressources viendront bonifier l'équipe pour rendre les services de photogrammétrie, de caractérisation de l'habitat aquatique, d'estimation des coûts et de préparation des plans préliminaires. Considérant la nature

pluridisciplinaire du mandat, le devis stipulait en effet qu'il appartenait au soumissionnaire d'évaluer si des ressources humaines supplémentaires étaient requises, et que l'équipe de projet demandée constituait une exigence minimale.
- La phase 3 avait été estimée à 82 868,23 $ toutes taxes comprises (TTC), et la soumission a été de 55 693,89 $ TTC, soit - 32,79%.

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Avizo Experts-Conseils inc.	**71,3**	**2,60**	**278 538,44 $**	**41 780,77$**	**320 319,21 $**
Stantec inc.	77,0	2,09	372 776,54 $	55 916,48 $	428 693,02 $
Dernière estimation réalisée			234 577,74 $	35 186,66 $	269 764, 40$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					50 554,81 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100)*					18,7 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2e meilleure note finale - adjudicataire)*					108 373,81 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%) *((2e meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100)*					33,83 %

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense de 292 494,12 $, nette de ristournes sur les taxes, sera financée par le SGPMRS à même le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération numéro RCG 21-021 *Règlement autorisant un emprunt de 2 100 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement de berges dans les parcs à caractère régional* . Pour donner suite à ce dossier, le budget requis de 292 494,12 $ est prévu et disponible au PDI 2021-2030 et il est réparti comme suit pour chacune des années:

Projet investi	2023	2024	Total
34330 - Programme de réhabilitation des berges	234 009,79 $	58 484,33 $	292 494,12 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

- Transition écologique / Priorité no 2: Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces vert, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision
- Quartier / Priorité 19: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins
- Métropole / Priorité 20: Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Ce projet permettra aussi de contribuer à la mise en oeuvre du Plan nature et sport :

- Volet 1 / Montréal verte

Action 1 : Protéger le patrimoine naturel
Action 2 : Créer et aménager des parcs et espaces publics
Action 4 : Offrir des expériences de qualité et partager l'espace collectif

- Volet 2 / Montréal bleue

Action 1 : Protéger les milieux humides et hydriques
Action 2 : Créer et aménager des lieux de contact avec l'eau
Action 3 : Offrir des expériences dignes d'une île

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce mandat est nécessaire à la réhabilitation des berges du parc-nature de l'Île-de-la-Visitation. Le projet de réhabilitation étant assujetti à une procédure provinciale d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement en vertu de la LQE, les données issues des phases 1 et 2 du mandat sont requises pour l'obtention du décret ministériel autorisant la réalisation des travaux, ainsi que pour l'obtention des autorisations subséquentes. Un report de l'octroi entraînerait des retards importants, puisque la première phase doit être entamée dès le printemps afin que les activités subséquentes puissent être réalisées aux périodes spécifiques appropriées de l'année.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'appel d'offres inclut des clauses reliées à la pandémie de la COVID-19, réduisant les impacts de la COVID sur le déroulement du contrat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Date d'octroi du contrat: 15 mars 2023
Date de début du contrat: 31 mars 2023
Date de fin du contrat: 31 mars 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières (Amelie

Josian ONGMAHAN BEHALAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Steve BILODEAU BALATTI, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Eve MALÉPART, Direction générale
Gustavo RIBAS, Direction générale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Philippe GALIPEAU ST-PIERRE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 546-2538
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-01-23

Marie LAFONTAINE
Cheffe de division par intérim, Division Gestion des parcs-nature et de la biodiversité

Tél : 514-913-3728
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Anne DESAUTELS
Directrice par intérim - gestion des grands parcs et milieux naturels
Tél : 514 280-6721
Approuvé le : 2023-03-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2023-03-03

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Le présent document constitue la grille d'analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d'accompagnement - Grille d'analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l'intranet. Ce guide d'accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l'offre d'accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d'analyse ainsi qu'un glossaire.

Veuillez, s'il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1239874001
Unité administrative responsable : Service des grands parcs, du Mont Royal et des sports
Projet : Étude des milieux physique et biologique et plans préliminaires pour la réhabilitation des berges au parc de l'Île-de-la-Visitation

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité no 2: Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces vert, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision

Priorité 19: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité,** et une **réponse** de **proximité** à leurs besoins

Priorité 20: Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité no 2: Réhabilitation de 1,4 km de berges incluant l'élargissement de la bande riveraine, l'augmentation de la biodiversité floristique et l'amélioration de la connectivité du milieu aquatique avec les milieux naturels terrestres.

Priorité no 19: Optimisation de l'expérience et de la sécurité des usagers par l'augmentation de la résilience des berges et par la création de points d'accès de qualité au bord de l'eau.

Priorité no 20: Stabilisation des berges et augmentation de leur résilience en favorisant des solutions novatrices et des pratiques exemplaires inspirées des modèles naturels dans le but d'offrir des espaces accueillants et verdoyants aux citoyens et de favoriser

la biodiversité urbaine.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**X**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1239874001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Objet :	Accorder un contrat à Avizo Experts-conseils visant la fourniture de services professionnels d'étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation - Dépense totale de 320 319,21 $, taxes incluses (contrat : 278 538,44 $ + contingences 41 780,77 $) - Appel d'offres public AO 22-19627 - Lot 2 (deux soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19627 lot 2 Int. d'octroi.pdf Liste séao.pdf 22-19627 PV.pdf 22-19627 tableau lot 2.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-01-31

Michael SAOUMAA
Chef de section app. strat. en biens
Tél : 514 280-1994
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19627 lot 2

No du GDD : 1239874001

Titre de l'appel d'offres : Étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc de la Promenade-Bellerive et des berges au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 10 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 29 - 11 - 2022

Ouverture faite le : 29 - 11 - 2022

Date du comité de sélection : 20 - 12 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 23 - 11 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 20

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif de rejet: administratif et / ou technique

WSP Canada inc. | Obtenu lot 1

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 28 - 5 - 2023

Date d'échéance révisée : 28 - 5 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Stantec inc.	372 776,54 $		
Avizo xperts-conseil	278 538,44 $	X	

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 4 - 1 - 2023

22-19627 Lot 2 -
Étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc de la Promenade-Bellerive et des berges au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 25%	Qualification et expérience du Chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
WSP Canada inc.	3,83	8,67	16,00	11,17	17,17	17,67	74,5		-	Lot 1
Stantec inc.	3,50	7,67	15,67	12,67	18,17	19,33	77,0	372 776,54 $	2,09	2
Avizo xperts-conseils	3,50	7,33	15,67	11,00	18,17	15,67	71,3	278 538,44 $	2,60	1
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Pierre L'Allier**									

Comité	
Date	mardi 20-12-2022
Heure	15 h 00
Lieu	GOOGLE MEET

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	1

Liste des commandes

Numéro : 22-19627

Numéro de référence : 1655242

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : S.P. Étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc de la Promenade-Bellerive et des berges au parc-nature de l'île-de-la-Visitation - Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Sélectionner toutes les lignes de résultats	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Sélectionner la ligne	GBI EXPERTS-CONSEILS INC. 100, boulevard Brien Bureau 300 Repentigny, QC, J6A5N4 http://www.gbi.ca NEQ : 1148115281	Madame Karine Thibault Téléphone : 514 384-4222 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (2105943)** 2022-10-27 15 h 49 **Transmission :** 2022-10-27 15 h 49	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel 3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5	Madame Martine Gagnon Téléphone : 581 814-5981 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (2105511)** 2022-10-27 8 h 59 **Transmission :** 2022-10-27 8 h 59	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel

	http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057			3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 55 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	BC2 GROUPE CONSEIL INC. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com NEQ : 1166369067	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (2109023)** 2022-11-04 10 h 15 **Transmission :** 2022-11-04 10 h 15	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel 3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 55 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	FNX-INNOV INC. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com NEQ :	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (2105783)** 2022-10-27 12 h 47 **Transmission :** 2022-10-27 12 h 47	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel

	1174002437			3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	LASALLE | NHC INC. 9620 rue Saint-Patrick Montréal, QC, h8r 1r8 https://www.lablasalle.com/ NEQ : 1169999225	Monsieur Marc Villeneuve Téléphone : 514 366-2970 Télécopieur : 514 366-2971	**Commande : (2107451)** 2022-11-01 12 h 33 **Transmission :** 2022-11-01 12 h 33	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel 3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	LES SERVICES EXP INC. 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	Madame Isabelle Milette Téléphone : 819 803-6651 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (2105178)** 2022-10-26 15 h 19 **Transmission :** 2022-10-26 15 h 19	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel

	NEQ : 1167268128			3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 55 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	SNC-LAVALIN INC. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (2105974)** 2022-10-27 16 h 27 **Transmission :** 2022-10-27 16 h 27	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel 3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	ÉCOGÉNIE INC. 1545, rue Semple, suite 200 Québec, QC, G1N 4B7 http://www.ecogenie.ca NEQ :	Monsieur François Messier Téléphone : 418 682-0675 Télécopieur : 418 682-6038	**Commande : (2105973)** 2022-10-27 16 h 26 **Transmission :** 2022-10-27 16 h 26	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel

	1145423381			3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	Avizo Experts-Conseils inc. 1994, rue Michelin, local 100 Laval, QC, H7L 5C2 http://www.avizo.ca NEQ : 1174203092	Madame Marie Mc Coy Téléphone : 819 300-6915 Télécopieur :	**Commande : (2108114)** 2022-11-02 14 h 32 **Transmission :** 2022-11-02 14 h 32	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel 3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	NATURIVE INC. 182 Rang Saint-Michel Lambton, QC, G0M 1H0 NEQ : 1172964067	Monsieur Aldrich Achani DOUBOGAN Téléphone : 418 580-4432 Télécopieur :	**Commande : (2107129)** 2022-10-31 19 h 15 **Transmission :** 2022-10-31 19 h 15	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel

				3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 55 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	GHD CONSULTANTS LTÉE 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com NEQ : 1171077796	Madame Stéphanie Guindon Téléphone : 514 333-5151 Télécopieur : 514 333-4674	**Commande : (2105655)** 2022-10-27 10 h 37 **Transmission :** 2022-10-27 10 h 37	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel 3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	DEL DEGAN, MASSÉ ET ASSOCIÉS INC. 825, rue raoul-jobin Québec, QC, G1N 1S6	Monsieur Raphael Readman Téléphone : 418 877-5252 Télécopieur : 418 877-6763	**Commande : (2109328)** 2022-11-04 17 h 37 **Transmission :** 2022-11-04 17 h 37	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel

	http://www.groupe-ddm.com NEQ : 1173560583			3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	Englobe Corp. 505, boulevard du Parc-Technologique, bureau 200 Québec, QC, G1P4S9 http://www.englobecorp.com NEQ : 1167280206	Madame Annie Vachon Téléphone : 1418 227-6161 Télécopieur :	**Commande : (2106212)** 2022-10-28 10 h 43 **Transmission :** 2022-10-28 10 h 43	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel 3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 55 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE 200-555 Boulevard René-Lévesque Ouest	Madame Sylvie Prevost Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (2105407)** 2022-10-27 7 h 12 **Transmission :** 2022-10-27 7 h 12	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel

	Montréal, QC, H2Z 1B1 NEQ : 1170241336			3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 55 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	FLUVIO INC. 4005 chemin Saint-Louis Québec, QC, G1Y1V7 NEQ : 1177723039	Monsieur Pierre Pelletier Téléphone : 418 952-6443 Télécopieur :	**Commande : (2105726)** 2022-10-27 11 h 31 **Transmission :** 2022-10-27 11 h 31	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel 3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 54 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	Lemay CO Inc. 3500, rue Saint-Jacques Montréal, QC, H4C 1H2 http://www.lemay.com NEQ :	Madame Christine Robert Téléphone : 514 932-5101 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (2106762)** 2022-10-31 10 h 37 **Transmission :** 2022-10-31 10 h 37	3820526 - 22-19627 Addenda no 1 2022-11-08 9 h 53 - Courriel

	1149007115	3823812 - 22-19627 Addenda 2 2022-11-15 9 h 59 - Courriel 3826581 - 22-19627 Addenda 3 2022-11-21 8 h 55 - Courriel 3828769 - 22-19627 Addenda 4 2022-11-23 8 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

- Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- Fournisseur ayant demandé d’être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- Organisme public.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières

Dossier # : 1239874001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Objet :	Accorder un contrat à Avizo Experts-conseils visant la fourniture de services professionnels d'étude des milieux physique et biologique pour la réhabilitation des berges au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation - Dépense totale de 320 319,21 $, taxes incluses (contrat : 278 538,44 $ + contingences 41 780,77 $) - Appel d'offres public AO 22-19627 - Lot 2 (deux soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



GDD 1239874001-Certifcation des fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Amelie Josian ONGMAHAN BEHALAL
Préposée au Budget
Tél : 514 868-4341

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-20

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.012

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1226312007

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de l'animation et des programmes publics
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution en biens et services d'une durée de 3 ans au Centre d'amitié autochtone de Montréal pour offrir des cérémonies de sudation aux membres de la communauté autochtone de Montréal sur le site du Jardin botanique | Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé:

1. d'accorder une contribution en biens et services d'une durée de 3 ans au Centre d'amitié autochtone de Montréal pour offrir des cérémonies de sudation aux membres de la communauté autochtone de Montréal sur le site du Jardin botanique;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de cette contribution.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2023-02-28 17:19

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1226312007**
Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de l'animation et des programmes publics
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution en biens et services d'une durée de 3 ans au Centre d'amitié autochtone de Montréal pour offrir des cérémonies de sudation aux membres de la communauté autochtone de Montréal sur le site du Jardin botanique | Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2010, sur le site du Jardin des Premières-Nations, le Jardin botanique de Montréal accueille la tenue de cérémonies de sudation réservées à la communauté autochtone de Montréal organisées par un organisme du milieu. Ces cérémonies sont menées par l'aînée Kanien:keha'ka (Mohawk), madame Sedalia Kawennotas Fazio, au courant de la saison estivale. Le Jardin botanique soutient la tenue des cérémonies de sudation en services, notamment en fournissant l'espace et des infrastructures (palissade, rond de feu, bois et remise).
Le Jardin des Premières-Nations, ouvert au public en août 2001, présente les rapports que les Premières Nations et Inuits entretenaient et entretiennent toujours avec le monde végétal. Évoquant un environnement naturel, ce jardin constitue la première infrastructure de cette importance sur le territoire montréalais dédié aux Premières Nations et Inuits du Québec. Ce jardin, d'une superficie de 2,5 hectares, met en valeur non seulement les connaissances botaniques des Premières Nations et des Inuits, mais aussi les activités traditionnelles en lien avec le monde végétal.

Les Cérémonies de sudation visent à répondre aux besoins de la communauté autochtone urbaine de Montréal, de permettre aux Premières Nations, Inuits et Métis de mieux vivre leurs cultures et d'avoir un meilleur accès à la nature. Les cérémonies de sudation ont lieu dans une tente ou une hutte à sudation faite de bois souple formant une coupole. Le sol est tapissé de sapinage et une fosse est creusée au centre pour recevoir les pierres chauffées qu'on asperge d'eau lors de la cérémonie. Des couvertures, sur la structure, coupent la lumière et conservent la chaleur. Ces cérémonies ont pour fonction une guérison holistique (physique, émotionnelle, spirituelle, psychologique). La sudation est une pratique que l'on retrouve chez plusieurs nations autochtones à travers le Québec et le Canada, depuis des millénaires. Aujourd'hui encore, les cérémonies de sudation sont ancrées dans les traditions

des Premières Nations. Elles font partie des pratiques de santé holistique de ces nations.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE10 1102 (7 juillet 2010): approuver un projet de protocole d'entente entre la Ville de Montréal et le Foyer pour femmes autochtones de Montréal pour la tenue de cérémonies de sudation autochtones au Jardin botanique de Montréal, selon les termes et conditions stipulés audit projet de protocole d'entente (#1100172002)

DESCRIPTION

Afin de poursuivre la tenue des cérémonies de sudation pour les années 2023-2025, le Jardin botanique souhaite accorder une contribution en biens et services d'une durée de 3 ans au Centre d'amitié autochtone de Montréal, dont la mission est d'agir comme centre de service, de ressource, et de référence sur l'île de Montréal, avec le mandat de servir les peuples autochtones en milieu urbain, leurs familles, et ceux nécessitant de l'aide ou de ressources sur la santé, le plan social et légal, l'emploi, et la formation, ainsi que sur les aspects culturels.
La convention prévoit que le Jardin botanique s'engage à :

- Mettre un espace à la disposition de l'organisme en vue de la tenue des cérémonies, au Jardin des Premières-Nations;

- Prendre en charge l'installation d'une palissade entourant la tente de sudation, d'un cabanon de rangement, d'un rond à feu destiné à chauffer les pierres, d'une toilette sèche, ainsi que la fourniture du bois pour les feux, de plants de tabac (pour éviter la contamination des collections du Jardin botanique par des plants externes), d'un service de sécurité et l'obtention des autorisations pour la tenue des feux auprès du Service de sécurité incendie de Montréal.
- Respecter le caractère privé des installations et des cérémonies, qui seront tenues dans la limite de la sécurité du public et de l'intégrité des lieux, équipements et installations;
- Permettre l'accès gratuit au Jardin botanique selon un horaire convenu préalablement, à toute personne autochtone participant aux cérémonies, et ce, conformément aux dispositions prévues au Règlement sur les tarifs;
- Assumer, sur une base régulière et en dehors des heures de cérémonies, l'entretien général du site (tonte du gazon, palissade, toilettes)

Pour sa part l'organisme s'engage à :

- Fournir, de façon diligente, les informations relatives à la planification des cérémonies, incluant le nom et les coordonnées de la personne qui mène les cérémonies de sudation, les périodes de livraison et de préparation, ainsi que la listes des personnes autorisées à entrer gratuitement au Jardin botanique à ces occasions;
- Respecter toutes les modalités d'occupation communiquées par le Jardin botanique, sans porter atteinte au mobilier urbain et à l'intégrité du site (y compris ses plantations), et n'utiliser le site qu'aux seules fins prévues à la convention;
- Fournir les pierres (grands-pères) pour la tenue des cérémonies. Les livraisons devront être prévues à l'avance et coordonnées avec le Jardin botanique;
- Assurer l'entretien de la tente de sudation et du cabanon d'entreposage;
- Souscrire à une assurance responsabilité civile.

La participation aux cérémonies se fait exclusivement sur inscription auprès de l'organisme.

La valeur de la contribution en biens et services n'a pas été évaluée, considérant qu'elle

s'inscrit dans les activités régulières du Jardin botanique. Cette valeur est toutefois considérée comme minime.

JUSTIFICATION

La tenue de cérémonies de sudation au Jardin botanique d'inscrit dans l'axe 5 de la Stratégie de réconciliation avec les peuples autochtones de la Ville de Montréal « Appuyer le développement culturel autochtone en milieu urbain ». Ce projet est mentionné dans les engagements de la Ville de Montréal, en lien avec la thématique « Favoriser les échanges culturels et artistiques au sein du Jardin des Premières Nations et des autres installations de l'Espace pour la vie ».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

MONTRÉAL 2030

Ce projet contribue à faire de Montréal une métropole de réconciliation avec les peuples autochtones en favorisant l'accès à la participation et aux services municipaux, et en faisant avancer la réconciliation au Québec, au Canada ainsi qu'à l'international (priorité 13).
La grille d'analyse Montréal 2030 figure en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'accès aux musées d'Espace pour la vie est soumis aux règles sanitaires en vigueur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des cérémonies: juin 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sahra CHEBLI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Aurelie ARNAUD, -

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine BERNIER
Chef de division

Tél : 514-872-1421
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-21

Anne CHARPENTIER
Directrice du Jardin botanique

Tél : 514-872-1452
Télécop. : 514 872-1455

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Anne CHARPENTIER
Directrice du Jardin botanique
Tél : 514-872-1452
Approuvé le : 2023-02-28

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Faire de Montréal une métropole de réconciliation avec les peuples autochtones en favorisant l'accès à la participation et aux services municipaux, et en faisant avancer la réconciliation au Québec, au Canada ainsi qu'à l'international.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Meilleur accès à la nature par la tenue de cérémonies de sudation au Jardin botanique.
- Accès à des cérémonies culturellement sécurisantes et significative pour les autochtones habitant à Montréal dans une approche de guérison holistique.
- Participe au processus de réconciliation entre la Ville de Montréal et les personnes autochtones de Montréal.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1226312007

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de l'animation et des programmes publics
Objet :	Accorder une contribution en biens et services d'une durée de 3 ans au Centre d'amitié autochtone de Montréal pour offrir des cérémonies de sudation aux membres de la communauté autochtone de Montréal sur le site du Jardin botanique | Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le document juridique ci-attaché est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

2023-02-22_Convention Sweat Lodge_2023-2025_VF - visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sahra CHEBLI
Avocate - Division droit public et législation
(préalablement: Division du droit contractuel)
Tél : (514) 864-6230

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-28

Sahra CHEBLI
Avocate

Tél : (514) 864-6230
Division : Droit public et législation
(préalablement Division du droit contractuel)

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

22 février 2023

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CONTRIBUTION EN BIENS ET SERVICES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE MONTRÉAL**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 2001, boul. St-Laurent, Montréal, Québec, H2X 2T3, agissant et représentée par intérim par Ashanti Rosado, directrice adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 12510 9991 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006146151TQ0002
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 125109991 RR 0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme centre de service, de ressource, et de référence sur l'île de Montréal, avec le mandat de servir les peuples autochtones en milieu urbain, leurs familles, et ceux nécessitant de l'aide ou des ressources sur la santé, le plan social et légal, l'emploi, et la formation, ainsi que sur les aspects culturels ;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite l'aide de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire appuyer le Projet par une contribution en biens et services;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le plan du site;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 **« Site »** : emplacement situé dans le Jardin des Premières-Nations du Jardin botanique de Montréal, tel que l'emplacement est identifié au plan joint à la présente Convention comme Annexe 2;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, tel exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le service de l'Espace pour la vie de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions de la contribution en biens et services de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution en biens et services octroyée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution en biens et services de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à ce qui est prévu à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 fournir au Responsable, de façon diligente, les informations relatives à la planification du Projet, incluant le nom et les coordonnées de la personne qui mène les cérémonies de sudation, les périodes de livraison et de préparation, ainsi que la liste des personnes autorisées à entrer gratuitement sur le Site à ces occasions;

4.1.4 respecter toutes les modalités d'occupation qui sont communiquées à l'Organisme de temps à autre par la Ville, sans porter atteinte au mobilier urbain et à l'intégrité du Site (y compris ses plantations), et n'utiliser le Site qu'aux seules fins prévues à la présente Convention. L'Organisme devra remettre le Site et les équipements mis à sa disposition en bon état de réparation, et libérer le Site dans les quinze jours de l'expiration de la durée de la présente Convention ou de sa résiliation par l'une des Parties conformément à la présente;

4.1.5 informer le Responsable, sans délai et par écrit, de toute défectuosité ou de tous dommages causés de quelque façon que ce soit au Site, installations ou équipements mis à disposition de l'Organisme;

4.1.6 fournir les pierres (grands-pères) pour la tenue du Projet. Les livraisons devront être prévues à l'avance et coordonnées avec le Responsable ;

4.1.7 fournir la tente de sudation et assurer son installation et son entretien pendant toute la durée du Projet;

4.1.8 assurer l'entretien du cabanon d'entreposage mis à sa disposition;

4.1.9 assumer seul et intégralement la tenue et la supervision des cérémonies pendant toute la durée du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Reddition de compte

4.4.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 janvier de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre pour la première année et la période du 1e janvier d'une année au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.4.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.4.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.4.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.4.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.4.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.4.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.5 Conseil d'administration

Si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes.

4.6 Responsabilité

4.6.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.6.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention, notamment et sans limiter la généralité de ce qui précède, en cas de dommages subis par les tiers lors de leur participation ou à l'occasion de la tenue des cérémonies de sudation.

4.7 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

Lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution en biens et services

En considération du respect par l'Organisme des obligations contenues à la présente Convention et sous réserve de circonstances qui rendraient, à son avis, l'application de l'une quelconques des clauses suivantes inopportune, défavorable à l'ordre public ou susceptible de nuire à la sécurité du public, la Ville s'engage à verser à l'Organisme une contribution en biens et services selon les modalités suivantes:

5.1.1 mettre le Site à la disposition de l'Organisme en vue de la tenue du Projet, selon les modalités et conditions prévues à la présente Convention, la Ville devant avoir accès en tout temps à toute partie du Site afin d'y exercer ses pouvoirs et obligations, y compris celle d'exécuter des travaux urgents;

5.1.2 assumer, à ses frais, l'installation d'une palissade entourant la tente de sudation, d'un cabanon d'entreposage, d'un rond de feu destiné à chauffer les pierres (grands-pères), d'une toilette sèche, ainsi que la fourniture du bois pour les feux, de plants de tabac, d'un service de sécurité et l'obtention des autorisations pour la tenue des feux auprès du Service d'Incendie de Montréal;

5.1.3 respecter le caractère privé des installations mentionnées à l'article 5.1.2 ci-haut et du Projet qui sera tenu, dans la limite de la sécurité du public et de l'intégrité des lieux, équipements et installations;

5.1.4 en vue du Projet, permettre l'accès gratuit au Site, conformément aux dispositions prévues au *Règlement sur les tarifs*, à toute personne autochtone participant au Projet selon la liste fournie à cette fin au Responsable et selon l'horaire convenu préalablement;

5.1.5 assumer, sur une base régulière et en dehors des heures du Projet, l'entretien général du Site (tonte du gazon, palissade, toilette sèche);

5.1.6 aviser l'Organisme de toute modification apportée à l'horaire régulier des activités du Jardin botanique.

La contribution en biens et services sera effectuée et comptabilisée par la Ville au fur et à mesure de l'évolution de la réalisation du Projet selon les conditions et modalités de la présente Convention, selon les critères de calcul qu'elle détermine. La contribution en

biens et services sera effectuée selon la disponibilité du personnel et des équipements requis, étant entendu qu'en aucun cas la Ville ne pourra être tenue d'offrir cette contribution au détriment de ses activités.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution en biens et services octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à souscrire une assurance additionnelle pour feu, vol et vandalisme, au montant établi par le Responsable, couvrant tous les équipements prêtés par la Ville, pour les périodes ci-après indiquées :

10.3.1 si l'équipement est livré par la Ville : depuis la livraison de l'équipement sur le Site par la Ville jusqu'à sa récupération par la Ville;

10.3.2 si l'Organisme prend livraison de l'équipement ; depuis le chargement de l'équipement, pendant le transport, et jusqu'au retour après la tenue du Projet à l'endroit indiqué par le Responsable.

10.4 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « Rapports ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2001, boul. St-Laurent, Montréal, Québec, H2X 2T3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice adjointe, Mme Ashanti Rosado. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 4101, rue Sherbrooke Est, Montréal, Québec, H1X 2B2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de ..... 20__

CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE MONTRÉAL

Par :_____
Ashanti Rosado, directeure adjointe

Cette Convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de 2023 (Résolution CE).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

Cérémonies de sudation

Le Jardin des Premières-Nations, ouvert au public en août 2001, présente les rapports que les Premières Nations et Inuit entretenaient et entretiennent toujours avec le monde végétal.

Évoquant un environnement naturel, ce jardin constitue la première infrastructure de cette importance sur le territoire montréalais dédié aux Premières Nations et Inuit du Québec. Ce jardin d'une superficie de 2,5 hectares est l'aboutissement de trois années d'efforts et la concrétisation d'un rêve inachevé du frère Marie-Victorin. Le Jardin des Premières-Nations est un jardin contemporain inspiré des cultures autochtones et inuites. Il met en valeur non seulement les connaissances botaniques des Premières Nations et des Inuit, mais aussi les activités traditionnelles en lien avec le monde végétal.

Les cérémonies de sudation au Jardin botanique, organisées par le Centre d'amitié autochtone de Montréal, visent à répondre aux besoins de la communauté autochtone urbaine de Montréal, et de permettre aux Premières-Nations, Inuit et Métis de mieux vivre leurs cultures et d'avoir un meilleur accès à la nature. Les cérémonies seront dirigées par l'ainée, Kanien:keha'ka (Mohawk), Mme Sedalia Kawennotas Fazio.

Ces cérémonies, qui ont généralement lieu du printemps à l'automne, ont pour fonction une guérison holistique (physique, émotionnelle, spirituelle, psychologique). La sudation est une pratique que l'on retrouve chez plusieurs nations autochtones à travers le Québec et le Canada. Elle est pratiquée depuis des millénaires. Aujourd'hui encore, les cérémonies de sudation sont ancrées dans les traditions des Premières Nations au Canada.

Les cérémonies de sudation ont lieu dans une tente ou une hutte à sudation faite de bois souple formant une coupole. Le sol est tapissé de sapinage et une fosse est creusée au centre pour recevoir les pierres chauffées qu'on aspergera d'eau lors de la cérémonie. Des couvertures, sur la structure, coupent la lumière et conservent la chaleur.

Le Centre d'amitié autochtone de Montréal est responsable de procéder à l'installation de la tente sur le site qui lui est réservé au Jardin des Premières-Nations du Jardin botanique. Pour ce faire, il doit fournir au Responsable, dans les trente (30) jours précédents, un calendrier d'activités qui inclut:

- Date d'installation de la tente de sudation
- Calendrier des cérémonies de sudation
- Liste des participants et participantes inscrits à la cérémonie
- Date de fin des cérémonies

Il doit également avoir les équipements nécessaires pour assurer le confort des participants et des participantes durant la cérémonie de sudation, notamment:

- Couvertures
- Pôles de bois pour la structure de la tente
- Chaises de camping
- Seau et pelles pour les cendres

Le Centre d'amitié autochtone de Montréal est aussi responsable de maintenir sécuritaires les lieux et installations pour les participantes et participants et d'entreposer son matériel dans l'espace qui lui est réservé. À la fin de la saison automnale, il est responsable de désinstaller et entreposer convenablement la tente et le matériel servant aux cérémonies de sudation, jusqu'à l'année suivante.

Pour sa part, la Ville de Montréal (Jardin botanique) est responsable de rendre accessible gratuitement le site au Centre d'amitié autochtone de Montréal et aux participants et participantes aux cérémonies. Elle veille également à protéger le caractère intime des cérémonies, notamment en installant une palissade pour circonscrire le site et en fournissant un service de sécurité pendant les cérémonies La Ville met également à la disposition du Centre d'amitié autochtone de Montréal un cabanon d'entreposage. Elle fournit par ailleurs certains items nécessaires aux cérémonies afin de s'assurer de la préservation des lieux et des collections du Jardin botanique:

Les équipements et services fournis par le Ville sont:

- Cabanon d'entreposage cadenassé
- Palissade
- Pierres (grands-pères) et rond de feu
- Plants de tabac
- Agent de sécurité durant les cérémonies
- Extincteur à feu
- Toilette sèche

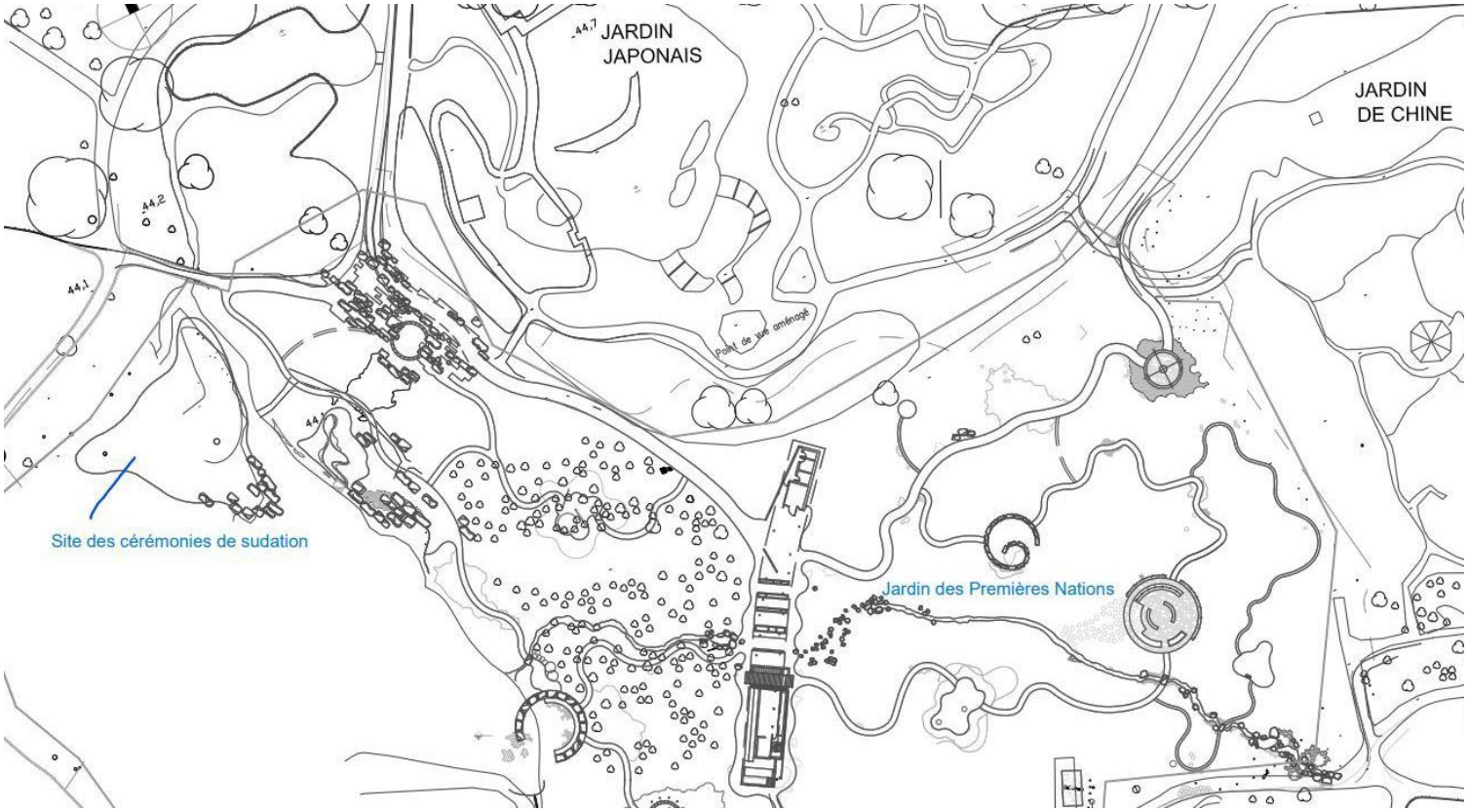
ANNEXE 2

PLAN DU SITE

Description du site:

Le site réservé à la tenue des cérémonies de sudation fait partie de la zone couverte par le Jardin des Premières Nations du Jardin botanique de Montréal. La tente de sudation sera entourée d'une palissade verrouillée d'un cadenas, dont seuls l'Organisme et le Responsable détiendront une clé, afin qu'elle demeure inaccessible au public.

La palissade, la tente de sudation et le cabanon se trouvent sur la presqu'île adjacente au Jardin des Premières-Nations et à l'Arboretum. Les bancs et chaises de type Adirondack resteront sur place afin d'accommoder les visiteurs.



Photos du site:



Description: Photo d’archive 2022.



Description: Photo d’archive 2022. Entrée de la presqu' île où se tiennent les cérémonies de sudation. Durant la cérémonie, le site est fermé au public et un agent de sécurité est présent à des fins de contrôle et de sécurité.



Description: Photo d’archive 2009. Vue aérienne de la presqu'île.



Description: Photo d’archive 2017.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.013

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1237211005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat , Division des grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 720 164.92 $ taxes incluses pour la réalisation des plans et devis pour un lien de transport actif pouvant desservir la station Sunnybrooke du REM et son accès dans le cadre des travaux du projet REM, tel que prévue à l'Entente visée par l'article 14 de la Loi sur le REM.

Il est recommandé :
1) d'autoriser une dépense maximale de 720 164.92 $ taxes incluses pour la conception et la réalisation des plans et devis pour un lien de transport actif pouvant desservir la station Sunnybrooke du REM dans le cadre des travaux du projet REM, tel que prévue à l'Entente visée par l'article 14 de la Loi sur le REM.

2) d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par la Ville centre.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2023-02-24 16:56

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1237211005**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat , Division des grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 720 164.92 $ taxes incluses pour la réalisation des plans et devis pour un lien de transport actif pouvant desservir la station Sunnybrooke du REM et son accès dans le cadre des travaux du projet REM, tel que prévue à l'Entente visée par l'article 14 de la Loi sur le REM.

CONTENU

CONTEXTE

La Caisse de dépôt et placement du Québec - Infrastructure (CDPQ Infra inc. (CDPQi)), par l'entremise du consortium NouvLR, effectue la conception-construction du Réseau Express Métropolitain (REM). Ces travaux sont encadrés par la Loi concernant le Réseau électrique métropolitain (la "Loi sur le REM"). La réalisation de ce projet de 67 km nécessite la construction de nouvelles infrastructures qui se raccorderont aux infrastructures existantes. Toute infrastructure municipale, réalisée dans le cadre du projet REM, est encadrée par une entente entre la CDPQ Infra et la Ville de Montréal (la « Ville »), à titre de municipalité centrale de l'agglomération, responsable de la coordination avec les villes liées. Il s'agit de l'entente visée à l'article 14 de la Loi sur le REM ("l'Entente").
Depuis les premières revues de conception, la ville de Montréal a identifié comme étant un enjeu majeur la difficulté d'accéder à la station Sunnybrooke et remettait en question la méthodologie et les conclusions des études d'impact sur la circulation présentées. Le décaissement du Boulevard Sunnybrooke et le manque d'aménagement d'un dépose-minute sécuritaire constituent aussi des enjeux majeurs maintes fois soulevés.

Les travaux de conception et de réalisation des plans et devis pour une infrastructure municipale sont couvert par l'Entente visée à l'Article 14 de la Loi sur le REM. De plus, les articles 20 et 22 de la même loi encadrent le processus de rétrocession des ouvrages vers la municipalité à la fin des travaux, et la définition de voie publique est clairement décrite à l'article 66 de la loi sur les compétences municipales.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0741 - 22 décembre 2022- Décréter la publication d'un document explicatif du budget 2023 et du PDI 2023-2032 pour l'exercice financier 2023, (volet agglomération)

CG22 0531 - 25 août 2022 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 99 776 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de Réseau express métropolitain (REM), (volet agglomération)

CG22 0007 - 21 janvier 2022 - Adoption du Programme décennal d'immobilisations 2022-2031 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

CM22 0016 - 20 janvier 2022 - Décréter la publication d'un document explicatif du budget 2022 et du PDI 2022-2031 pour l'exercice financier 2022 (volet agglomération).

CG20 0639 - 11 décembre 2020 - Décréter qu'un document explicatif du budget 2021 et du Programme décennal d'immobilisations (PDI) 2021-2030 pour l'exercice financier 2021 (volet agglomération) soit publié dans un journal diffusé sur le territoire de la Ville, conformément à l'article 474.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ c. C-19).

CE17 1172 - 5 juillet 2017 - D'entériner, sous réserve de l'adoption de la Loi concernant le Réseau électrique métropolitain (Projet de loi 137), le projet d'entente intitulée « Entente visée à l'article 14 de la Loi concernant le Réseau électrique métropolitain (la « Loi sur le REM ») » entre CDPQ Infra inc. et la Ville de Montréal relativement au projet du REM.

CG16 0754 – 22 décembre 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 14 000 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de réseau électrique métropolitain (REM).

CE16 1120 - 22 juin 2016 - Adopter la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Pour améliorer les accès à la station et d'en réduire les enjeux de sécurité, la ville de Montréal a demandé à REM de revoir ses plans d'aménagement afin d'y inclure une deuxième entrée au stationnement de la station Sunnybrooke, pour améliorer la fluidité d'accès et d'y inclure un lien de transport actif afin d'avoir des déplacements sécuritaires.
Le présent dossier traite des honoraires professionnels pour la réalisation des plans et devis pour la construction du lien actif après la libération du secteur de la maîtrise d'oeuvre par REM.

JUSTIFICATION

La réalisation des plans et devis était nécessaire à cette étape afin d'assurer l'arrimage et la coordination avec le décaissement du boulevard Sunnybrooke et le deuxième accès à la station qui assure la sécurité des déplacements ainsi qu'une exigence du Service des incendies de Montréal (SIM). La construction de ce lien se fera après la libération du secteur par le REM.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'enveloppe budgétaire maximale pour ce mandat s'élève à un total de 720 164,92 $ taxes incluses. Cette dépense correspond à un coût net de 657 606,56 $ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales. Cette dépense sera assumée à 100 % par la compétence agglomération. Le paiement se fera par décompte progressif sous présentation

de la documentation explicative.
Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible dans le PDI 2023-2032 et est réparti comme suit :

Projet	2023	2024	2025	Ultérieur	TOTAL
75050 - REM de l'ouest - Agglo	657 606,56 $	0,00$	0,00$	0,00$	657 606,56 $

Détail du montant: :

Description	Montant Hors taxes	TPS (5%)	TVQ (9,975%)	Total Taxes incluses	PDI -2023 Net ristourne
Réalisation des plans et devis pour un lien de transport actif pouvant desservir la station Sunnybrooke du REM	626 366,53 $	31 318,33 $	62 480,06 $	720 164,92 $	657 606,56 $
Total mandat	626 366,53 $	31 318,33 $	62 480,06 $	720 164,92 $	657 606,56 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit de services professionnels pour la conception et la réalisation des plans et devis pour un lien cyclable..
La grille d'analyse Montréal 2030 se trouve en pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il était requis d'inclure la réalisation des plans et devis du lien de transport actif au contrat de REM de par la complexité d'intégration des interventions du REM dans ce secteur touchant le civil, les infrastructures et la sécurité des déplacement. Sans ce mandat, l'accès par le transport actif à la station Sunnybrooke du REM sera partiellement compromis lors de la mise en service du REM.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte pas d'impact en lien avec la COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est à prévoir en lien avec ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 15 mars 2023
Conseil municipale : 20 mars 2023
Conseil d'agglomération : 23 mars 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Tiffany AVERY-MARTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia THOMPSON
Cheffe de section, Grands projets partenaires, Portefeuille 2

Tél : 514 513-4207
Télécop. :

Professionnel responsable du dossier :

Xavier Grypczynski
Tél. : 438 989-2963

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-21

Isabelle LEBRUN
Cheffe de division - Grands projets partenaires

Tél : 514 229-0802
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LEBRUN
chef(fe) de division - grands projets
Tél :

Mesdames,
Messieurs,

Conformément à l'article 25 de

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
Directrice de service
Tél :

l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne Mme Isabelle Lebrun, cheffe de la Division des grands projets partenaires, pour me remplacer dans le cadre de mes fonctions de directeur à la Direction des grands projets de transport en partenariat et exercer tous les pouvoirs qui y sont rattachés du 18 au 26 février 2023 inclusivement.

Et j'ai signé,

David Therrien, ing.
Directeur

Approuvé le : 2023-02-24

Approuvé le : 2023-02-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1237211005**
Unité administrative responsable : SUM – DGPTP – DGPP – Portefeuille 2
Projet : Autoriser une dépense maximale de 720 164.92 $ taxes incluses pour la conception et la réalisation des plans et devis pour un lien de transport actif pouvant desservir la station Sunnybrooke du REM dans le cadre des travaux du projet REM, tel que prévue à l'Entente visée par l'article 14 de la Loi sur le REM

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			**X**
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *aucune contribution*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *aucune contribution*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
28 NOV. 2017
POUR
DIRECTRICE
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE VISÉE À L'ARTICLE 14 DE LA *LOI CONCERNANT LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE MÉTROPOLITAIN* (la « Loi sur le REM »)

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public légalement constituée dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-0004, article 6;

Ci-après nommée la «**Ville**»

ET :

CDPQ INFRA INC, personne morale incorporée en vertu de Loi sur sociétés par actions (Québec) dont l'adresse principale est au 1000, Place Jean-Paul Riopelle, Montréal, Québec, H2Z 2B3 représentée par M. Jean-Marc Arbaud et par M. Thomas Assimes, dûment autorisé(e)s aux fins des présentes tels qu'ils(elles) le déclarent;

Ci-après nommée «**Infra**»

(la Ville et Infra étant collectivement appelées les «**Parties**»)

LESQUELLES ONT PRÉALABLEMENT DÉCLARÉ ET EXPOSÉ CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Gouvernement du Québec et la Caisse de Dépôt et Placement du Québec ont conclu, en juin 2015, une entente relative à la réalisation de projets d'infrastructures;

ATTENDU QU'Infra a amorcé la planification du système de transport collectif dans l'axe A10/ Centre-ville de Montréal / Sainte-Anne-de-Bellevue et Deux-Montagnes, appelé Réseau Électrique Métropolitain (ci-après le « **Projet**»);

ATTENDU QUE qu'une société en commandite composée d'un seul commandité et d'un seul commanditaire chacun étant une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec au sens de l'article 88.15 de la *Loi sur les transports* sera constituée par Infra dans le but de réaliser ce Projet et qu'en conséquence cette société appelée REM sera assimilée à un mandataire de l'État dans le cadre de ses activités de réalisation et exploitation du Projet conformément à l'article 3 de la Loi sur le REM;

ATTENDU QUE la présente Entente est signée par Infra pour et au nom de cette société en commandite à être constituée sous le nom de REM et qu'elle est conclue au bénéficie de REM conformément à la *Loi sur le REM*;

ATTENDU QUE bien que la construction du Projet sera effectuée par un Entrepreneur, Infra (ou Rem après sa constitution) sera seule et unique responsable, vis-à-vis la Ville, du respect des termes et obligations prévues aux présentes;

ATTENDU QUE la réalisation du Projet sur le territoire de l'agglomération de Montréal nécessite la participation et la collaboration de la Ville;

ATTENDU QUE l'article 14 de la Loi sur le REM prévoit la possibilité de conclure une entente avec une municipalité aux fins de la réalisation du Projet;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent conclure une telle entente, laquelle couvrira notamment les aspects prévus à l'article 14 de la Loi sur le REM ainsi que les modalités de collaboration entre les Parties durant les phases de planification, de conception et de réalisation des Travaux du Projet;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 15 de la Loi sur le REM, la conclusion de la présente entente est une compétence de l'agglomération de Montréal;

PAR CONSÉQUENT LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. MISE EN CONTEXTE

Le préambule fait partie intégrante de la présente Entente.

La présente Entente conclue en vertu des articles 14 et 15 de la Loi sur le REM vise l'occupation temporaire des voies publiques ainsi que les réseaux d'aqueducs, d'égouts et/ou de conduits souterrains et autres Infrastructures municipales qui se trouvent sur ou sous la surface des voies publiques visées par la présente Entente. La présente Entente vise également l'occupation temporaire d'autres parties du Domaine public de la Ville, et ce, afin de permettre de traiter au sein d'une seule convention l'ensemble des droits et biens de la Ville affectés par la réalisation des Travaux du Projet.

Malgré la présente Entente, les Parties s'en remettent aux dispositions de l'article 20 de la Loi sur le REM, lequel aura seul force de loi entre les Parties relativement aux règles d'occupation permanente de parties de voies publiques et relatives aux transferts de propriété qui y sont établis suite à la construction d'un étagement, d'un ouvrage ou d'une installation devant faire partie du Projet sur ou sous une partie de voie publique de la Ville. Les Parties reconnaissent que conformément à l'article 20 de la Loi sur le REM, les transferts de propriétés qui y sont prévus se feront en faveur d'une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec au sens de l'article 88.15 de la *Loi sur les transports* laquelle constitue une corporation incluse dans la définition du mot « Caisse » à la Loi sur le REM.

Enfin, relativement à l'article 57 de la Loi sur le REM, les Parties confirment que la présente constitue une entente conclue entre les Parties au sens du sixième alinéa de l'article 194 de l'Annexe C de la Charte de la ville de Montréal (c. C-11.4) aux termes de laquelle Infra est autorisée à procéder à ses travaux de construction et son exploitation du Projet tels qu'envisagés.

2. DÉFINITIONS

Aux fins de la présente Entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **Arrondissements Affectés** : signifie les arrondissements suivants de la ville de Montréal : Sud-Ouest, Verdun, Ville-Marie, St-Laurent, Ahuntsic, Pierrefonds-Roxboro, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et Outremont;

2.2 **Appel de propositions** : signifie l'appel de propositions par Infra visant à permettre aux Soumissionnaires de formuler leurs propositions de contrat de conception et construction du Projet;

2.3 **Certificateur indépendant** : signifie l'ingénieur indépendant mandaté aux termes de la Convention relative au Projet pour, entre autres, l'inspection de l'ensemble des infrastructures qui seront construites ou modifiées dans le cadre du Projet;

2.4 **Convention relative au Projet** : désigne la convention à intervenir entre Infra et l'Entrepreneur à l'égard du Projet;

2.5 **Date de Réception Définitive** : signifie la date de prise de possession par REM du Projet à la suite de son développement et de sa construction complète, tel que confirmé par avis écrit par REM à la Ville;

2.6 **Domaine public** : désigne les rues, ruelles, squares et places publiques y compris les trottoirs, terre-pleins, voies cyclables hors rue et l'emprise excédentaire de la voie publique, les parcs et les jardins publics, incluant le Parc du Mont-Royal et les autres immeubles composant le Domaine public de la Ville ou d'une Ville liée;

2.7 **Droits Existants** : signifie l'ensemble des droits réels et personnels connus et existants en date des présentes en faveur de tiers et pouvant avoir un impact sur le développement, la construction ou l'opération du Projet sur le territoire de la ville de Montréal, y compris tout droit réel et personnel affectant les Immeubles;

2.8 **Entente** : désigne le présent document, lequel vise la coordination des échanges et communications entre la Ville et Infra concernant la réalisation des Travaux relatifs au Projet et le partage d'Informations durant les phases de planification et de conception-construction du Projet, le tout dans le cadre de la Convention relative au Projet;

2.9 **Entente de confidentialité** : a le sens qui lui est donné à l'article 20;

2.10 **Entrepreneur**: désigne la partie qui sera sélectionnée par Infra à la suite du processus compétitif d'approvisionnement pour la réalisation du Projet conformément aux dispositions de la Convention relative au Projet;

2.11 **Immeubles**: signifie l'ensemble des immeubles requis aux fins de la construction du Projet, situés sur le territoire de l'agglomération de Montréal et identifiés en Annexe A aux présentes;

2.12 **Informations** : désigne toute information pertinente à la conception ou à la modification des Ouvrages Municipaux, à la protection des Infrastructures municipales, y compris les exigences techniques, normes particulières, dessins, données, études, plans relatifs à ces Ouvrages municipaux et ces Infrastructures municipales;

2.13 **Infrastructures municipales** : désigne, à l'exception des Ouvrages municipaux, toute infrastructure municipale existante de la Ville, incluant le Mobilier urbain et les infrastructures de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) situés dans ou à proximité de l'emprise du Projet;

2.14 **Loi sur le REM** : signifie la *Loi concernant le Réseau électrique métropolitain* ch. 17 des lois du Québec de 2017;

2.15 **Mobilier urbain** : signifie les arbres, arbustes, abribus, bancs, bollards, bornes d'alimentation du métro, bornes d'incendie, bornes géodésiques, bornes repères, buttes de décélération, câbles, chambres de vannes, clôtures, conduits, fontaines, grilles, lampadaires, monuments, murs, murets, panneaux de signalisation, feux de circulation, parcomètres, poteaux, poubelles, puisards, puits d'accès, regards, réverbères, revêtement d'asphalte, de gazon ou de béton, tuyaux, voûtes et autres choses semblables d'utilité ou d'ornementation, mis en place par la Ville ou une Ville liée;

2.16 **Ouvrages municipaux**: désigne les infrastructures municipales conçues, construites, modifiées ou améliorées par l'Entrepreneur et qui seront transférées à la Ville;

2.17 **Parties** : désigne collectivement la Ville et Infra;

2.18 **Plan de Gestion de la Circulation** : signifie le plan de gestion de la circulation de l'Entrepreneur applicable au territoire de la Ville ou d'une Ville Liée et mentionné au paragraphe 13.8.4;

2.19 **Projet** : a le sens qui lui est conféré au préambule des présentes, et inclut l'ensemble des activités et travaux relatifs à la conception, la construction, le financement, l'exploitation ou l'entretien du Réseau Électrique Métropolitain;

2.20 **REM** : désigne la société en commandite à être constituée aux fins de la réalisation et exploitation du Projet, laquelle est représentée par son commandité, Rem Commandité Inc., toutes ces entités étant des filiales d'Infra, étant entendu que REM deviendra, dès sa constitution et sous réserve de l'article 23 des présentes, partie à la présente Entente en substitution d'Infra;

2.21 **Soumissionnaire(s)** : désigne toute(s) personne(s) morale(s) ou regroupement(s) de personnes morales de droit privé (consortium) s'étant qualifiée(s) pour répondre à l'Appel de propositions;

2.22 **Travaux** : signifie l'ensemble des travaux relatifs au Projet effectués par Infra et son Entrepreneur;

2.23 **Travaux Anticipés** : signifie tout ouvrage ou construction incluant toute addition ou modification ou rénovation d'un ouvrage public sous le contrôle de la Ville, qui existe en date des présentes, qui est présentement en voie d'exécution, qui a déjà été approuvé par la Ville ou qui est à sa connaissance en voie de planification sans être encore approuvé par la Ville;

2.24 **Ville** : La ville de Montréal agissant au nom de l'agglomération de Montréal conformément à l'article 15 de la Loi sur le REM;

2.25 **Villes liées** : Les villes de Baie D'Urfé, Beaconsfield, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Kirkland, Mont-Royal, Pointe-Claire, Sainte-Anne – de –Bellevue.

3 MISE EN CONTEXTE ET OBJET DE L'ENTENTE

La présente Entente a pour objet d'octroyer à Infra les droits d'occupation du Domaine public qui lui sont nécessaires pendant les Travaux, et ce, pour la durée de la présente Entente. La présente Entente a également pour objet la mise en place entre Infra et la Ville d'un processus de collaboration dans le cadre du Projet durant les phases de planification, de conception et de construction, notamment pour la réalisation et la réception des Ouvrages municipaux, la protection des Infrastructures municipales ainsi que le raccordement des ouvrages construits dans le cadre du Projet aux Infrastructures municipales. La présente Entente a comme objectif supplémentaire de faciliter les communications et les échanges entre Infra et la Ville, étant entendu que la Ville à titre de coordonnatrice des relations avec Infra sur le territoire de l'agglomération partagera avec les Villes liées et Arrondissements, le cas échéant, les informations et demandes reçues d'Infra ou destinées à Infra dans le cadre de la réalisation du Projet. Ce rôle de coordination permettra à la Ville de planifier les ressources municipales qui seront affectées par elle pour assurer une collaboration nécessaire lors de la réalisation du Projet.

4 PORTÉE DE L'ENTENTE

Le Projet comporte plusieurs antennes :

1. l'Antenne Rive-Sud A10/ Centre-ville de Montréal;
2. l'Antenne Deux-Montagnes;
3. l'Antenne Aéroport de Montréal;
4. l'Antenne Sainte-Anne-de-Bellevue.

La présente Entente de collaboration vise les composantes 1 à 4.

5 COLLABORATION / COMMUNICATION ENTRE LA VILLE ET INFRA

Une fois complétées la sélection de l'Entrepreneur et la signature de la Convention relative au Projet finalisée, un comité de coordination des Travaux du Projet présidé par Infra sera mis en place. Infra, l'Entrepreneur, la Ville et s'il y a lieu, la Ville liée concernée par les Travaux, participeront à ce comité.

Les Travaux de ce comité permettront, entre autres, de définir la conception détaillée des Travaux relatifs aux Ouvrages municipaux et ceux ayant un impact sur les Infrastructures municipales et de permettre sa réalisation.

Conformément à l'article 18 de la présente Entente, les Parties conviennent de mettre en place plusieurs comités se rapportant, le cas échéant, à ce comité afin de traiter des enjeux propres au Projet. La participation des Parties et de l'Entrepreneur au sein de ces comités est requise.

6 PERMIS MUNICIPAUX

Dans le cadre de la réalisation du Projet, malgré qu'elle bénéficie du statut de mandataire de l'État, Infra acceptera, sans renoncer d'aucune façon aux immunités dont elle bénéficie, de requérir de l'Entrepreneur qu'il dépose des formulaires de demandes de permis municipaux à l'égard des Travaux ainsi que des demandes de permission d'occuper le Domaine public pour toute occupation de voies publiques ou autres parties du Domaine public. Infra accepte cette particularité afin de permettre à la Ville, de concert avec les Arrondissements et les Villes liées de coordonner l'ensemble des Travaux effectués sur leur territoire. La soumission de ces formulaires de demandes de permis ne pourra être interprétée comme une demande de permis ni comme une obligation d'obtenir un tel permis sauf lorsque requis par la loi de la part d'un mandataire de l'État.

Nonobstant ce qui précède, Infra convient que les Travaux relatifs aux Ouvrages municipaux ou à toute autre Infrastructure de la Ville ou d'une Ville liée située sur les immeubles visés par ces demandes de permissions seront réalisés et exécutés conformément aux règlements et normes applicables de la Ville concernée avec demande de permis en conséquence, lesquels permis devront être émis par la Ville (ainsi que par l'Arrondissement Affecté ou la Ville liée pertinente, selon le cas), le tout selon les modalités et à l'intérieur des délais plus spécifiquement prévus à l'article 13 ci-après. Relativement aux Travaux anticipés ou effectués affectant les Infrastructures municipales ou les citoyens de façon importante, Infra pourra, en lieu et place de fournir ces demandes de permis d'occuper le Domaine public, fournir à la Ville mensuellement une liste desdits Travaux anticipés.

Pour plus de précision, aucun tarif municipal ne sera exigé par la Ville dans le cadre de la réalisation du Projet.

7 PÉRIODE D'APPEL DE PROPOSITIONS

Pendant la période qui suit la publication de l'Appel de propositions, Infra pourra soumettre à la Ville les questions que les Soumissionnaires qui se sont qualifiés pourraient avoir relativement aux Infrastructures municipales.

La Ville convient de plus de mettre à la disposition du Soumissionnaire souhaitant les rencontrer ses professionnels/spécialistes (incluant ceux des Villes liées) à l'égard de toutes questions qui concernent les Travaux ayant un impact sur les Infrastructures municipales ou qui concernent une expertise municipale, notamment lorsqu'il est question de l'évaluation de la signature architecturale du Projet telle que proposée par un Soumissionnaire. L'ensemble des personnes compétentes tentera de répondre aux questions anticipées, et ce, dans un délai pouvant varier entre cinq (5) et sept (7) jours ouvrables après une demande écrite d'Infra à cet effet.

Durant cette période, la Ville reverra, dans son rôle consultatif, les sections du devis de performance relatives aux Ouvrages municipaux, ainsi que les sections du devis concernant la circulation et la gestion des impacts.

La Ville nommera également un représentant pour participer au Comité d'évaluation de la signature architecturale et de l'intégration architecturale, urbaine et paysagère.

8 PÉRIODE DE RÉALISATION DU PROJET / PROCÉDURE DE REVUE

8.1 Conformément à la Convention relative au Projet, le Soumissionnaire qui sera choisi par Infra aura l'obligation de suivre une procédure de revue qui comprend entre autres les étapes suivantes :

8.1.1 Conception générale (équivalant à un avancement de 30% des plans et devis de l'ensemble du Projet);

8.1.2 Conception préliminaire (équivalant à un avancement de 70% des plans et devis de l'ensemble du Projet);

8.1.3 Conception définitive (équivalant à un avancement de 100% des plans et devis de l'ensemble du Projet).

Pour chacune de ces étapes, l'Entrepreneur prépare et fournit à Infra les plans et devis pertinents accompagnés des documents, demandes et avis en appui.

La Ville et Infra conviennent que lorsque les plans et devis concernent un Ouvrage municipal, affectent une Infrastructure municipale ou consistent en des Travaux en surface dans le site patrimonial du Mont-Royal le cas échéant, la Ville participe avec Infra à l'analyse de ces plans et devis, et ce, à chaque phase de conception. La Ville aura alors l'opportunité de fournir des commentaires à Infra, qui le cas échéant, transmettra ces commentaires au Soumissionnaire et au Certificateur indépendant. La Ville, en tant que coordonnatrice, avise le représentant de la Ville liée ou de l'Arrondissement Affecté le cas échéant, où seront réalisés les Travaux et s'assure de communiquer à Infra les commentaires ainsi reçus de la Ville liée en question.

8.2 Étant donné que le calendrier et les délais de réponse du Soumissionnaire ne sont pas encore établis, les Parties conviennent que la Ville fournira ses commentaires (incluant ceux de la Ville liée ou Arrondissement Affecté, le cas échéant) à Infra au plus tard à la date qui est cinq (5) jours ouvrables précédant la date à laquelle Infra doit répondre à l'Entrepreneur. Si la Ville ou une Ville liée n'a pas fourni de réponse dans les délais établis, la Ville ou la Ville liée, le cas échéant, sera présumée ne pas avoir de commentaires. Infra reconnaît que dans la mesure du possible, la Ville devra disposer d'un minimum de 10 jours pour analyser et commenter les plans et devis qui lui sont soumis.

9 AUDITS LIÉS AUX OUVRAGES MUNICIPAUX

La Ville ou une Ville liée affectée pourra participer avec Infra à tous les audits touchant les Ouvrages municipaux. La présence d'un représentant de la Ville ou d'une Ville liée ainsi que d'un représentant d'Infra sera requise lors de toute inspection. Infra prendra en considération les commentaires formulés par la Ville ou la Ville liée suite à son inspection.

10 PROCÉDURE GÉNÉRALE DE CERTIFICATION ET D'ATTESTATION DURANT LA PHASE DE CONCEPTION-CONSTRUCTION

10.1 Conformément à la Convention relative au Projet, l'Entrepreneur a l'obligation de suivre une procédure de certification et d'attestation définie dans la Convention relative au Projet durant la phase de conception-construction pour les objets suivants :

10.1.1 Lors de l'achèvement substantiel des ouvrages; sous réserve des droits d'inspection et d'identification des déficiences prévus aux procédures ci-après;

10.1.2 Lors de l'achèvement définitif des ouvrages; soit lors de l'attestation d'achèvement final d'un ouvrage par le Certificateur indépendant.

10.2 Les attestations sont émises par le Certificateur indépendant.

La Convention relative au Projet prévoira que le délai de soumission des documents accompagnant les demandes de certification sera fixé dans un échéancier qui sera convenu entre Infra et l'Entrepreneur.

À l'égard d'un Ouvrage municipal, Infra sera avisée par l'Entrepreneur, et elle avisera la Ville, de la date prévue de l'achèvement substantiel de celui-ci au moins 60 jours avant telle date, lequel avis invitera la Ville à inspecter cet Ouvrage municipal, et ce, au terme d'une procédure de réception anticipée prévue à la Convention relative au Projet.

10.3 Pour toute certification (et attestation) liée aux Ouvrages municipaux ou toute infrastructure construite par Infra dont la mise en service ou l'exploitation pourrait avoir une incidence sur le réseau d'infrastructures de la Ville ou d'une Ville liée (incluant les Infrastructures municipales), Infra sollicitera la collaboration de la Ville (qui avisera la Ville liée, le cas échéant) pour la revue et l'analyse des certificats et documents soumis par l'Entrepreneur au Certificateur indépendant et à Infra. La Ville disposera d'un délai de huit (8) jours ouvrables pour remettre ses commentaires écrits à Infra. Infra les transmettra au Certificateur indépendant.

10.4 Dans le cas de questions spécifiques suffisamment complexes, la Ville dans son rôle de coordonnatrice auprès des Villes liées, pourra faire une demande écrite à Infra pour justifier une prolongation du délai. Si l'échéancier du Projet et les modalités de la Convention relative au Projet le permettent, Infra avisera alors l'Entrepreneur et le Certificateur indépendant de la prolongation du délai.

10.5 Compte tenu de l'échéancier accéléré du Projet, certaines Informations pourraient n'être développées ou identifiées qu'après le début des Travaux de construction. À la demande d'Infra, la Ville fournira, dans la mesure du possible et le plus rapidement possible, les Informations requises si elles sont disponibles.

10.6 Dans la mesure où la Ville n'a fourni aucun document ni aucune observation dans le cadre de l'émission d'un certificat par le Certificateur indépendant, ce dernier pourra procéder à l'émission d'un tel certificat sans autre délai.

10.7 Pour plus de précision, le Certificateur indépendant n'émettra une attestation ou des avis qu'après analyse de l'ensemble des documents en appui, dont les documents de la Ville et Infra, à condition que ceux-ci aient été transmis à l'intérieur des délais prescrits. Le Certificateur indépendant ne sera pas lié par les commentaires reçus par la Ville ou par Infra.

11 CONDITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À L'INSPECTION DES OUVRAGES MUNICIPAUX

11.1 Dans les 10 jours qui suivront la certification de l'achèvement substantiel d'un Ouvrage municipal, comme prévu à l'article 10 ci-dessus, la Ville qui invitera la Ville liée concernée, le cas échéant sera invitée par Infra à effectuer l'inspection de l'Ouvrage municipal. La Ville avisera Infra, le cas échéant, de toute déficience concernant l'Ouvrage municipal devant être corrigée par l'Entrepreneur, ainsi que de tout commentaire de la Ville concernée sur les documents fournis par l'Entrepreneur dans le cadre de la procédure de certification et d'attestation de l'achèvement substantiel de l'Ouvrage municipal.

L'Entrepreneur devra corriger les déficiences et prendre en compte les commentaires de la Ville concernée concernant l'Ouvrage municipal.

L'Entrepreneur émettra ensuite une attestation écrite au Certificateur indépendant comme quoi les déficiences et commentaires soumis par la Ville ou la Ville liée ont été corrigés et pris en compte. Une copie de cette attestation sera remise à la Ville.

Sur émission de l'attestation d'achèvement final de l'Ouvrage municipal par le Certificateur indépendant, la Ville concernée par les Travaux reçoit l'Ouvrage municipal et la responsabilité de cet Ouvrage municipal échoit à la Ville dès cet instant.

Dans les 5 jours suivant l'attestation de l'achèvement définitif d'un Ouvrage municipal, l'Entrepreneur émettra les plans finaux de l'Ouvrage municipal concerné à la Ville.

12 PROPRIÉTÉ DES INFRASTRUCTURES DU PROJET

12.1 Les Parties reconnaissent le principe que toute composante des infrastructures du Projet construites ou développées par Infra est en tout temps la propriété exclusive d'Infra.

Toutefois, sans déroger aux prescriptions de la loi contenue à l'article 20 et suivants de la Loi sur le REM, les Parties confirment s'en remettre aux principes établis en Annexe B afin de déterminer la limite des voies publiques nouvelles aménagées par Infra qui, à la fin des Travaux, reviennent à la Ville ou à une Ville liée, selon le cas. La présente ne constitue pas une entente au sens de l'article 20, mais vise simplement à préciser l'étendue des droits des Parties à l'égard de la voie publique nouvelle aménagée par Infra dont la propriété est à la Ville ou une Ville liée, selon le cas.

Infra reconnait son obligation de procéder à tous les Travaux concernant les Ouvrages municipaux de manière conforme aux normes de la Ville concernée, applicables à ces Ouvrages municipaux, étant entendu qu'Infra ne sera pas responsable des coûts additionnels découlant de quelque modification auxdites structures municipales demandée par la Ville, la Ville concernée assumant les coûts rattachés aux modifications en question. Pour plus de précision, les modifications peuvent inclure notamment la prolongation, l'agrandissement ou la mise en commun d'infrastructures existantes.

De plus, la Ville reconnait que l'intervention d'Infra et de l'Entrepreneur à l'égard des Ouvrages municipaux se limitera à l'emprise du Projet sous réserve des dommages que l'exécution des Travaux pourrait occasionner aux Infrastructures municipales.

13 PERMISSION D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC

13.1 Permission

13.1.1 Sous réserve des termes, engagements et obligations de la présente Entente, la Ville, agissant dans sa compétence d'agglomération et en conséquence au nom de de chaque

Ville liée et de chacun des Arrondissements Affectés, autorise Infra à occuper les immeubles identifiés au paragraphe 13.2 aux conditions suivantes :

13.1.1.1 à occuper de façon exclusive, pour toute la durée de la présente Entente, les Immeubles afin d'y réaliser tous les Travaux;

13.1.1.2 à maintenir sur, sous ou au-dessus des Immeubles, pendant la durée de la présente Entente, ses propres constructions;

13.1.1.3 à couper, émonder, enlever et détruire, de quelque manière que ce soit et en tout temps, tous arbres, arbustes, branches, buissons et racines se trouvant sur, sous ou au-dessus des Immeubles et de déplacer hors des Immeubles tous objets, Mobilier urbain, qui s'y trouveraient et qui pourraient nuire à l'exercice des droits accordés aux présentes, étant entendu que, dans la mesure où cela est réalisable en pratique, tout Mobilier urbain appartenant à la Ville, détruit, enlevé ou déplacé de quelque manière, devra être remplacé ou replacé à la satisfaction de la Ville dans le respect des principes établis à l'article 13.3 ci-après;

13.1.1.4 à travailler, passer et circuler sur les Immeubles, en tout temps, à pied, en véhicule de tout genre et avec de la machinerie de tout genre étant entendu qu'Infra devra, en tout temps, respecter les limites de charge légale dans l'exercice des droits consentis aux termes de la présente Entente;

13.1.1.5 à réaliser toutes les activités et tous les travaux complémentaires nécessaires, utiles ou opportuns pour accomplir l'ensemble des Travaux, tels que, notamment les études géotechniques et environnementales ainsi que les travaux d'aménagement temporaire ;

13.1.1.6 à maintenir, entretenir et utiliser sur les Immeubles, le temps nécessaire à la réalisation du Projet, l'équipement, le matériel, les outils, la machinerie et les installations, de quelque nature que ce soit, nécessaires à la réalisation et à l'exécution des Travaux (tels que, des abris, roulottes, grues, machineries lourdes, murs et barrières de protection, éclairage, affiches et panneaux de signalisation et autres);

13.1.1.7 à prendre toutes les mesures nécessaires, utiles ou opportunes pour protéger et sécuriser les lieux et assurer la sécurité des personnes;

13.1.1.8 à prendre entente avec les compagnies d'utilité publique (Hydro-Québec, Bell Canada, Gaz Métro, etc.) pour le déplacement, la modification et la protection de leur réseau respectif à l'intérieur des Immeubles. Lorsqu'il s'agit du réseau de la Commission des services électriques de la Ville, Infra convient de traiter ce réseau comme une Infrastructure municipale.

13.1.2 Pour éviter toute ambigüité, la permission prévue au présent article 13 est également accordée à l'Entrepreneur et pourra être exercée, en tout temps pendant la durée de la présente Entente, par l'Entrepreneur, ses employés, représentants, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, ayants droit, mandataires et par toute autre personne dûment autorisée par ledit Entrepreneur. Il est toutefois entendu que l'Entrepreneur devra respecter tous et chacun des termes, obligations et engagements de la présente Entente et plus particulièrement l'Entrepreneur devra fournir un certificat d'assurance responsabilité civile et biens tous risques et y ajouter la Ville et les Villes liées à titre d'assurées additionnelles.

13.1.3 La présente permission est accordée à Infra pour la réalisation des Travaux lesquels seront effectués par l'Entrepreneur dans le cadre du Projet.

13.2 **Identification des immeubles**

Les droits prévus et accordés aux termes du paragraphe 13.1 de la présente Entente pourront être exercés par Infra et l'Entrepreneur, sur, sous ou au-dessus des Immeubles dont la liste est jointe à l'Annexe A des présentes.

Si d'autres immeubles que ceux identifiés à l'Annexe A sont requis aux fins du Projet, la Ville s'engage à autoriser Infra à occuper ces parties du Domaine public selon les termes et conditions de la présente Entente.

13.3 **Conditions relatives à l'occupation**

13.3.1 La permission prévue et consentie à l'article 13 de la présente Entente est assujettie aux conditions suivantes :

13.3.1.1 À moins qu'il ne s'agisse d'un Ouvrage municipal, Infra ne pourra installer ou construire de nouvelles Infrastructures municipales ou modifier celles existantes autrement qu'aux fins de remise en état ou de réparation de ces infrastructures, en raison de l'exécution des Travaux du Projet;

13.3.1.2 Préalablement à la signature de la présente Entente, la Ville a autorisé Infra à effectuer sur les Immeubles, conformément aux lois, règlements, directives et politiques applicables en matière environnementale, des vérifications environnementales. Suivant ces vérifications, si des travaux de caractérisation environnementale sont requis afin de déterminer l'état environnemental des Immeubles, Infra pourra y procéder avant le début des Travaux. Le cas échéant, Infra transmettra à la Ville une copie des rapports environnementaux dans un délai de dix (10) jours ouvrables suivant leur réception. Ces rapports feront foi de l'état environnemental des Immeubles avant le début des Travaux. Tous les frais reliés à ces travaux de caractérisation et de décontamination s'il y a lieu sont à la charge d'Infra et sont sous son entière responsabilité, étant entendu qu'Infra ne pourra exiger le remboursement de ces frais ni autre compensation de la part de la Ville;

13.3.1.3 Infra devra, à ses frais, dans la mesure où cela est réalisable en pratique, remettre les Immeubles dans l'état où ils se trouvaient avant l'exécution des Travaux, incluant leur état environnemental, ce qui comprend notamment la réparation ou la remise en état, selon les règles de l'art et à ses frais, des Infrastructures municipales et du Mobilier urbain appartenant à la Ville situés sur, sous et aux abords des Immeubles qui auraient pu être endommagés ou dont le fonctionnement aurait pu être affecté par les Travaux. Lorsque la remise en état antérieure aux Travaux est impossible, Infra s'engage à fournir des biens de remplacement équivalents situés dans des endroits convenus entre les Parties.

13.3.1.4 À l'égard des Ouvrages municipaux, Infra reconnait son obligation de procéder à tous les Travaux les concernant de manière conforme aux normes de la Ville concernée applicables à ces Ouvrages municipaux, étant entendu qu'Infra ne sera pas responsable de tous les coûts additionnels découlant de quelque modification auxdites Infrastructures municipales demandée par la Ville ou une Ville liée, cette ville assumant les coûts rattachés aux modifications en question. Pour plus de précision, les modifications peuvent inclure notamment

la prolongation, l'agrandissement ou la mise en commun d'infrastructures existantes.

13.3.2 Responsabilité civile et indemnisation

Infra sera responsable, pendant toute la durée de la présente permission d'occupation du Domaine public, de tout dommage ou préjudice, aux biens ou à la personne, qui pourrait être subi par la Ville ou la Ville liée concernée ou par toute autre personne se trouvant sur les Immeubles, lorsque ce dommage ou préjudice résulte de l'exercice des droits consentis à Infra par le présent article 13.

Infra doit prendre fait et cause et doit tenir la Ville ou la Ville liée concernée indemne de toute réclamation qui pourrait être faite contre cette dernière, de toute action qui pourrait lui être intentée et de tout jugement qui pourrait être rendu contre ladite Ville, y compris les frais et accessoires s'y rattachant, lorsque telle réclamation, telle action ou tel jugement résulte de l'exercice des droits consentis à Infra par le présent article 13.

13.3.3 Assurances

Préalablement à la clôture financière confirmant la lancée du Projet, Infra doit fournir à la Ville une copie du certificat d'assurance de responsabilité civile et biens tous risques d'un montant de dix (10) millions de dollars par sinistre ou évènement. Cette assurance doit contenir un avenant qui précise que la Ville et les Villes liées sont désignées comme assurées additionnelles au contrat d'assurance.

Le contrat d'assurance doit être émis par une compagnie d'assurance détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenir une autorisation à exercer l'activité d'assurance au sens du règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1).

Cette assurance devra être maintenue par Infra durant toute la période d'occupation jusqu'à la réception définitive des Travaux. Elle ne pourra être annulée ou modifiée sans d'abord avoir fait l'objet d'un préavis écrit de 30 jours adressé à la Ville et aux la Villes liées.

13.3.4 Infra ne pourra occuper les Immeubles qu'aux seules fins prévues et aux conditions prévues à la présente Entente.

13.4 **Obligations de la Ville**

13.4.1 La Ville s'engage à n'accorder et veiller à ce qu'aucune Ville liée n'accorde aucun autre droit à une personne physique ou morale sur les Immeubles, sans avoir préalablement consulté Infra, et ce, afin d'assurer une coordination efficace des Travaux. La Ville s'engage de plus à ne rien faire qui tende à diminuer les droits consentis aux termes de la présente Entente ou à rendre la réalisation et l'exécution des Travaux plus incommodantes.

13.5 **Durée de l'Entente**

13.5.1 La présente Entente prend effet à compter de la date de la dernière signature par les Parties.

13.5.2 La présente Entente demeure en vigueur jusqu'à l'expiration du sixième (6) mois suivant la Date de Réception Définitive.

13.6 **Considération**

13.6.1 En considération des Travaux relatifs aux Ouvrages Municipaux, la permission prévue au paragraphe 13.1 des présentes est consentie à Infra et à l'Entrepreneur, sans contrepartie, ni frais, droits ou redevance payable à la Ville, ou une Ville liée quelle qu'en soit la nature et pour quelque raison que ce soit, étant entendu toutefois que tout permis délivré à l'Entrepreneur l'est au bénéfice d'Infra.

13.7 **Opérations cadastrales**

13.7.1 La Ville reconnait qu'Infra pourrait devoir préparer des documents ou écrits permettant la création d'un ou plusieurs lots distincts aux fins de l'identification des Immeubles, le tout aux frais d'Infra. La Ville s'engage à coopérer avec Infra à cette fin étant de plus entendu qu'en sa qualité de mandataire de l'État, aucune contribution aux fins de parc n'est exigible à l'occasion de toute demande de lotissement ou construction sur les Immeubles.

13.8 **Gestion de la circulation**

Compte tenu de l'impact sur la mobilité urbaine qu'auront les Travaux et l'occupation du Domaine public prévue à la présente Entente, Infra et la Ville conviennent des principes qui suivent afin d'établir un plan de gestion de la circulation selon les principes ci-après :

13.8.1 Étape 1 : Plan de gestion conceptuel

Les concepts généraux du plan de gestion de la circulation proposé pour le Projet seront soumis par Infra à la Ville au plus tard à la date à laquelle un Soumissionnaire est choisi par Infra pour devenir l'Entrepreneur; ces concepts généraux seront fondés sur le plan de gestion de la circulation conceptuel (ou des plans essentiellement équivalents) contenu dans l'offre finale présentée par l'Entrepreneur à l'égard du Projet et devra être commentés et approuvés par la Ville en priorité après sa transmission, soit dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours ouvrables après sa transmission.

13.8.2 Étape 2 : Planification des fenêtres d'intervention

l'Entrepreneur préparera et proposera des fenêtres d'intervention dans la gestion de la circulation établissant le lieu des Travaux projetés et les fermetures totales ou partielles de voies publiques anticipées à des fins d'approbation par la Ville et Infra avant la date à laquelle la Convention relative au Projet est signée par l'Entrepreneur et Infra et ce, à l'égard des travaux devant être effectués au cours de la période d'au moins douze (12) mois suivant cette date.

Tous les six (6) mois après la signature de la Convention relative au Projet, soit les 1er mai et 1er novembre de chaque année, l'Entrepreneur mettra à jour lorsque nécessaire ou préparera et proposera, le cas échéant, des fenêtres d'intervention pour les travaux devant être effectués dans la période débutant six (6) mois plus tard et ce, pour une période d'au moins six (6) mois suivants. Ainsi, les fenêtres d'intervention soumises le 1er novembre d'une année seront relatives aux travaux devant être effectués pour la période du 1er mai jusqu'au minimum au 1er novembre suivant. La Ville s'engage à commenter et approuver ces fenêtres d'intervention au plus tard dans les trente (30) jours suivant sa réception de celles-ci.

À l'exception des situations urgentes ou de force majeure, la Ville s'abstiendra d'imposer comme condition d'une telle approbation des modalités ou des conditions qui constituent un écart important par rapport aux concepts généraux prévus au paragraphe 13.8.1.

13.8.3 Étape 3 : Plan de gestion détaillé de la circulation

Au moment d'établir de façon détaillée la gestion de la circulation sur le territoire et pendant la période visée aux fenêtres d'intervention établies conformément au paragraphe précédent, l'Entrepreneur préparera et soumettra, aussi souvent que nécessaire, des plans de gestion de la circulation détaillés à des fins d'approbation par la Ville et Infra selon les principes ci-après, étant entendu que la Ville s'abstiendra (et verra à ce que chaque Ville liée et chaque Arrondissement s'abstienne) d'imposer comme condition de telle approbation, des modalités ou des conditions qui constituent un écart important par rapport aux concepts généraux prévus aux paragraphe 13.8.1 ou aux fenêtres d'intervention établies au paragraphe 13.8.2. Ainsi :

13.8.3.1 Tel que prévu à l'article 6, Infra ou l'Entrepreneur aura, en tout temps, l'obligation d'envoyer une demande de permis à la Ville, l'Arrondissement ou la Ville liée concernée le cas échéant avant d'occuper une partie du Domaine public ou de débuter quelques Travaux en lien avec les Ouvrages municipaux. La demande de permis prévue aux présentes prendra la forme d'une demande de permis d'occupation du Domaine public de l'arrondissement ou de la Ville liée où sont situés les Travaux. En aucun cas cette demande ne constituera une nécessité d'obtenir ledit permis, cette demande n'étant formulée qu'afin de permettre à la Ville de gérer les diverses occupations et travaux entrepris sur son territoire notamment ceux d'Infra.

13.8.3.2 La demande de permis d'occupation du Domaine public devra être déposée au bureau de l'Arrondissement ou de la Ville liée avec copie à la Ville au moins dix (10) jours ouvrables avant le début desdits Travaux. À l'expiration d'un délai de cinq (5) jours ouvrables, la Ville liée ou l'Arrondissement Affecté devra répondre à l'Entrepreneur et lui indiquer si la demande, telle que formulée, est complète et si les Travaux projetés représentent un enjeu majeur ou un enjeu majeur particulièrement complexe pour la Ville (telles que ces expressions sont définies ci-après). Si le dossier est complet et ne représente pas un enjeu majeur ni un enjeu majeur particulièrement complexe, l'Arrondissement Affecté ou la Ville liée doit émettre le permis demandé au plus tard le dixième (10^{e}) jour ouvrable à compter de la date du dépôt de la demande. Lorsqu'il s'agit d'un enjeu majeur, l'Arrondissement Affecté ou la Ville liée devra en informer l'Entrepreneur à l'intérieur des cinq (5) jours ouvrables et le délai obligatoire pour l'émission des permis sera alors de vingt (20) jours ouvrables calculé à compter de la date du dépôt de la demande.

13.8.3.3 Par ailleurs, si la Ville détermine que les Travaux projetés représentent un enjeu majeur particulièrement complexe, le délai d'émission du permis pourra être prolongé pour permettre une analyse complète des impacts et tout enjeu à cet égard sera traité par le Comité de coordination des travaux prévu au paragraphe 18.4; étant entendu que le permis devra être émis le plus rapidement possible afin de ne pas indûment retarder les activités d'Infra et de l'Entrepreneur.

13.8.3.4 Lorsque la demande de permis déposée par Infra ou l'Entrepreneur est incomplète, tel que déterminé par la Ville liée ou l'Arrondissement Affecté, agissant raisonnablement et conformément à ses pratiques antérieures, le délai de réponse initial de cinq (5) jours ouvrables est calculé de nouveau à compter de la réception par la Ville des informations additionnelles.

13.8.3.5 Les permis relatifs à la fermeture d'une borne d'incendie devront être émis deux (2) jours ouvrables après la demande, calculés à compter de la date du dépôt de la demande.

13.8.3.6 Lorsque la demande de permis est relative à une fermeture de rue, complète ou partielle, Infra ou l'Entrepreneur devra joindre son plan détaillé de la circulation, conformément au présent paragraphe 13.8.3.3.

13.8.3.7 Aux fins des présentes, l'expression «**enjeu majeur**» signifie des Travaux relatifs aux Ouvrages Municipaux qui sont susceptibles d'interrompre ou d'entraver de façon importante les activités de la Ville liée ou Arrondissement Affecté ou les services essentiels offerts aux citoyens tels que la fermeture de rue, la déviation de la circulation, le fait d'entraver ou de démolir, en tout ou en partie, une rue, un trottoir ou une piste cyclable, la coupure de l'alimentation en eau, la contamination de l'eau potable ou le risque de telle contamination, le déplacement des feux de circulation et autre mesure similaire.

13.8.3.8 Aux fins des présentes, l'expression «**enjeu majeur particulièrement complexe**» signifie un enjeu majeur susceptible d'avoir un impact sur la sécurité et d'affecter une grande proportion des citoyens de la Ville concernée.

13.8.3.9 Sans restreindre la généralité de ce qui précède, il est expressément convenu que tous les Travaux qui font l'objet d'une demande de permis, conformément au présent article, devront être exécutés et réalisés de manière à causer le moins d'impacts possibles aux activités de la Ville ou de la Ville liée selon le cas ainsi que de leurs citoyens.

13.8.4 Plan de gestion de la circulation définitif

Au fur et à mesure que les propositions visées au paragraphe 13.8.3 ci-dessus auront été approuvées par la Ville et Infra, celles-ci seront réputées constituer le «Plan de gestion de la circulation» aux fins du Projet et l'Entrepreneur procèdera à sa mise en œuvre et sera tenu de respecter celui-ci.

13.8.5 Coordination avec les Arrondissements et les Villes Liées

La Ville, dans son rôle de coordonnatrice du Projet sur le territoire de l'agglomération de Montréal et dans le cadre de l'exercice de sa compétence d'agglomération en matière de transport collectif, verra à coordonner avec les Arrondissements Affectés et Villes Liées les interactions nécessaires de façon à obtenir les commentaires et approbations de ces Arrondissements Affectés et/ou Villes Liées, le cas échéant, à l'intérieur des délais et selon les paramètres décrits à la présente Entente, notamment au présent article 13.8.

14 DEMANDE DE CHANGEMENT AUX EXIGENCES TECHNIQUES

La Ville (à la demande d'une Ville liée le cas échéant), peut transmettre par écrit à Infra toute demande de modifications qu'elle souhaite voir apportée aux exigences techniques de la Convention relative au Projet. Cette demande doit être motivée quant à la nature des changements (incluant une analyse de l'effet des modifications sur le calendrier ou le coût du Projet) et doit comprendre un engagement de la Ville concernée à payer le coût de ces changements. Toute demande de modifications doit être autorisée par Infra. À défaut d'une telle autorisation, la nature et les paramètres du Projet seront maintenus. Les demandes de modifications approuvées par Infra sont par la suite acheminées par celui-ci à l'Entrepreneur, conformément aux modalités et délais prévus à la Convention relative au Projet.

15 SURVEILLANCE DES TRAVAUX

15.1 La surveillance des Travaux est la seule responsabilité de l'Entrepreneur qui émet les demandes de certification telles que décrites à la présente Entente. Sur la base de ces documents, le Certificateur indépendant émet des attestations qu'il remet à l'Entrepreneur et à Infra. Le

Certificateur indépendant vérifie que la conception et la réalisation des Travaux du Projet sont conformes aux exigences techniques de la Convention relative au Projet et aux engagements de l'Entrepreneur.

15.2 Pour éviter toute ambigüité lors de la réalisation des Travaux, l'Entrepreneur et le Certificateur indépendant ne répondent qu'aux demandes formulées par Infra en ce qui concerne les Travaux relatifs au Projet. Toute demande de la Ville ou d'une Ville Liée relative à ces Travaux doit être transmise à Infra qui décidera du suivi nécessaire.

16 INFORMATIONS NÉCESSAIRES À L'APPEL DE PROPOSITIONS

16.1 Droits Existants

Infra a identifié les Droits Existants pouvant avoir un impact sur le développement, la construction ou l'opération du Projet et Infra a transmis cette liste de Droits Existants à la Ville le 21 novembre 2016 ainsi qu'aux Villes liées à différents moments. La Ville convient de transmettre ses commentaires écrits à Infra relativement à cette liste des Droits Existants.

Si Infra souhaite y procéder, Infra sera responsable des négociations avec les détenteurs de Droits Existants de manière à racheter ces mêmes droits ou en obtenir les modifications de façon à satisfaire ses besoins. Toute telle entente qui résultera de ces négociations sera aux frais d'Infra.

À compter de la date des présentes, la Ville s'engage à ne pas céder et faire en sorte que les Villes liées ne cèdent pas de droits nouveaux ou à permettre à tout bénéficiaire de Droits Existants d'en modifier les termes si une telle modification peut entrainer un impact négatif sur la réalisation du Projet.

16.2 Travaux Anticipés

La Ville partagera les Informations qu'elle possède relativement à sa planification triennale sur le réseau artériel prévue par la Ville afin de permettre au Soumissionnaire de pouvoir tenir compte des Travaux Anticipés dans le cadre de sa propre soumission. La Ville confirme que les Informations ainsi fournies reflètent les intentions de la Ville en date des présentes et ne constituent pas une garantie d'exécution des Travaux aux moments anticipés.

La Ville convient d'obtenir des informations similaires relativement aux routes et autres voies publiques sous la gestion des Arrondissements Affectés ou des Villes liées, selon le cas, pour communiquer ces mêmes informations avec diligence à Infra.

Infra reconnait que ces Informations n'identifient pas les travaux municipaux d'urgence.

17 PRIORITÉ D'EXÉCUTION ET PERSONNE CONTACT

17.1 Priorité d'exécution

La Ville convient de traiter l'ensemble des Travaux dans le cadre du développement et la construction du Projet comme étant une grande priorité, tenant compte toutefois de l'existence d'autres projets majeurs actuellement en cours de construction sur son territoire et la Ville s'engage à répondre rapidement à l'ensemble des demandes d'information, étant entendu que pour obtenir des réponses rapides, Infra a convenu séparément d'une entente de services professionnels visant la fourniture des ressources additionnelles par la Ville à cet effet.

La Ville convient de négocier de bonne foi pendant la phase de conception avec Infra les modifications nécessaires aux Travaux Anticipés afin de prioriser, dans toute la mesure possible,

les travaux relatifs au Projet, de ne pas nuire aux Travaux d'Infra dans le cadre du Projet et de n'entamer ni n'approuver aucun autre ouvrage qui pourrait affecter les droits d'Infra contenus aux présentes sous réserve des situations urgentes qui peuvent affecter les services publics ou la sécurité publique.

17.2 **Personne contact**

Infra reconnait l'importance que toutes les communications soient coordonnées par un seul représentant de la Ville et en conséquence, la Ville identifie M. Claude Carette, Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou tout autre représentant désigné par ce dernier ou son successeur pour agir comme coordonnateur principal des relations entre Infra et la Ville aux fins du Projet.

De son côté, Infra identifie M. Jean-Marc Arbaud, Directeur général adjoint d'Infra ou tout autre représentant désigné par ce dernier ou son successeur, pour agir comme coordonnateur principal des relations entre Infra et la Ville aux fins du Projet.

18 COMITÉS

Les Parties conviennent d'identifier des représentants pour former les comités ou sous-comités suivants :

18.1 **Comité de mobilité de Montréal** : Ce comité présidé par le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec a le mandat de planifier et coordonner les déplacements à Montréal. Infra s'engage à participer avec la Ville et les autres parties qui forment ce comité incluant une ou plusieurs Ville(s) liée(s) s'il y a lieu.

18.2 **Comités de bon voisinage** : Les Parties conviennent qu'il sera nécessaire de former des comités de bon voisinage afin de répondre aux préoccupations des citoyens affectés par les Travaux. Le mandat de ces comités sera d'informer les citoyens affectés par les Travaux d'Infra et des mesures mises en place pour atténuer les impacts de ces Travaux. Il sera présidé par Infra et la Ville.

18.3 **Comité stratégique des Ville liées** : Ce comité sera formé par des représentants de la Ville et des Villes liées et d'Infra. Il aura comme mandat consultatif de traiter des enjeux propres aux Villes liées et des communications destinées aux citoyens.

18.4 **Comité de coordination des travaux :** Ce comité, auquel il est fait référence à l'article 5, permettra aux représentants de la Ville et/ou d'une Ville liée, selon le cas, de planifier et suivre les Travaux en cours, d'anticiper les demandes d'informations et de permis, le cas échéant, et de préparer les mesures à mettre en place pour atténuer les impacts engendrés par ces Travaux. Ce comité pourra varier selon le lieu ou la ville où sont effectués les Travaux. Il sera présidé par Infra.

18.5 **Comité directeur**: Ce comité sera composé d'un représentant de la haute direction de la Ville et d'Infra. Il sera l'instance responsable des grands enjeux et de la résolution de différends, le cas échéant.

18.6 **Comité aviseur relativement à la signature architecturale et à l'intégration urbaine** : Ce comité aviseur et consultatif, dont les membres, la structure et le fonctionnement seront établis par Infra après consultation de la Ville, sera mis en place par Infra pour discuter des questions d'intégration urbaine et architecturale des ouvrages du Projet. Tous les membres de ce comité devront, avant la clôture financière du Projet et avant d'entrer en fonction, avoir confirmé leur engagement de réserve à l'égard de l'ensemble de la documentation dont ils pourront prendre connaissance dans le cadre de leur mandat, le tout aux termes d'une convention à cet effet préparée par Infra. Via ce comité, Infra sollicitera des avis sur les plans d'aménagement liés à

l'intégration urbaine, l'aménagement du paysage et les rendus architecturaux du Projet à chacune des étapes de la conception générale (30%) et préliminaire (70%) et (100%). Les avis du comité demeurent consultatifs pour Infra et ses mandataires. Il est entendu que ces documents seront remis à la Ville et aux directeurs généraux de chacune des Villes liées.

19 COMMUNICATIONS

19.1 Les Parties collaboreront à la préparation d'un plan de communication relatif aux Travaux de construction du Projet effectués par l'Entrepreneur.

19.2 Infra et la Ville conviennent de ne diffuser aucun communiqué grand public relativement au Projet par quelque moyen que ce soit sans d'abord avoir coordonné ladite communication avec l'autre partie. La partie désirant diffuser un communiqué devra avoir transmis le texte de son projet de communiqué à l'autre partie 48 heures avant toute publication dans les médias.

20 CONDITIONS PARTICULIÈRES EN MATIÈRE DE PARTAGE D'INFORMATIONS

20.1 Confidentialité

La Ville verra à recueillir les Informations nécessaires auprès des Villes Liées et des Arrondissements Affectés aux fins de la réalisation du Projet. Infra soumettra à la Ville des gabarits ou directives afin de faciliter et de standardiser la cueillette des Informations.

20.2 Le partage d'Informations prévu à la présente Entente est assujetti à l'Entente de partage d'information et de confidentialité en vigueur depuis le 17 mars 2016 (« **Entente de confidentialité** »), incluant sans s'y limiter les dispositions concernant l'utilisation et la confidentialité. Sujet aux dispositions de l'Entente de confidentialité, la Ville fournira les Informations nécessaires à Infra.

20.3 Sans limiter la portée générale de la clause 2 de l'Entente de confidentialité, les Parties conviennent que les discussions qui se déroulent entre les Parties, Infra, le Certificateur indépendant et/ou l'Entrepreneur dans le cadre de la présente Entente sont confidentielles à moins que les Parties n'en conviennent autrement. Dans le cas d'Infra, les informations confidentielles telles que définies dans l'Entente de confidentialité reçues de la Ville peuvent être divulgués au Certificateur indépendant, aux Soumissionnaires et à leurs administrateurs, employés, mandataires ou représentants respectifs. La divulgation d'informations confidentielles entre les Parties ne devra en aucun cas être réputée constituer un octroi de licence ou droit de propriété. Au besoin, Infra et la Ville concluront des ententes subséquentes afin de traiter, notamment, mais sans s'y limiter, du partage de ces Informations avec des tiers et de l'octroi de licences pour permettre l'utilisation optimale des Informations partagées.

21 AUCUN PARTENARIAT NI DÉLÉGATION

Il est entendu et convenu qu'aucune disposition de la présente Entente ni aucune action d'Infra, de la Ville ou de leurs représentants, employés ou mandataires respectifs n'établit ni n'est réputée établir un partenariat, une coentreprise, une relation mandant-mandataire ou une relation employeur-employé de quelque façon que ce soit entre les Parties ou entre la Ville et l'Entrepreneur.

22 MODIFICATION

La présente Entente ne peut être amendée ou autrement modifiée que par une entente écrite signée par les Parties, et ce, sous réserve des autorisations requises.

23 CESSION

L'ensemble des droits et obligations de l'une des Parties ne peut être cédé à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie. Toutefois, à compter de la constitution de REM, Infra pourra céder l'ensemble de ses droits aux présentes à cette société en commandite tel que prévu à l'article 3 de la Loi sur le REM étant entendu que cette dernière devra s'engager par écrit à respecter les termes et conditions des obligations d'Infra aux présentes. Suite à cette cession en faveur de Rem, celle-ci est substituée à Infra qui est alors libérée de ses obligations aux présentes.

[Signature page suivante]

EN FOI DE QUOI les Parties ont signé la présente Entente laquelle porte la date formelle du 15 décembre 2017, comme suit :

Ville de Montréal

Par : _____

Nom : ● Me Yves Saindon
Fonction : ● Greffier

Date: 4 décembre 2017

CDPQ Infra Inc.

Par : _____

Nom : ● M. Jean-Marc Arbaud
Fonction : ● Directeur général adjoint

Par : _____

Nom : ● M. Thomas Assimes
Fonction : ● Directeur – Finances et services aux projets

Date: 15 decembre 2017

Cette entente a été approuvée
le 5 juillet 2017
(Résolution CE17 1172)

© Éditeur officiel du Québec

À jour au 1er avril 2022
Ce document a valeur officielle.

chapitre R-25.02

LOI CONCERNANT LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE MÉTROPOLITAIN

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I
DISPOSITIONS INTRODUCTIVES **1**
CHAPITRE II
ACTIVITÉS D'ACQUISITION **6**
CHAPITRE III
ACTIVITÉS CONCERNANT LE DOMAINE MUNICIPAL **12**
CHAPITRE IV
SERVITUDES **34**
CHAPITRE V
INTÉGRATION MÉTROPOLITAINE **36**
CHAPITRE VI
EXEMPTIONS **46**
CHAPITRE VII
DISPOSITIONS MODIFICATIVES **48**
LOI SUR L'AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN **48**
CHARTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL **57**
LOI SUR LES CHEMINS DE FER **58**
LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE **59**
LOI SUR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS **67**
LOI SUR LA SÉCURITÉ DU TRANSPORT TERRESTRE GUIDÉ **70**
LOI SUR LES TRANSPORTS **72**
RÈGLEMENT SUR LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE **76**
CHAPITRE VIII
DISPOSITIONS TRANSITOIRES, DIVERSES ET FINALES **77**

CHAPITRE I

DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

2017, c. 17, c. I.

1. La présente loi a pour objet de faciliter la réalisation d'un projet d'infrastructure de transport collectif visé à la section IX.3 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) en vue de la mise en place et de l'exploitation d'un système de transport collectif annoncé publiquement comme le «Réseau électrique métropolitain».

2017, c. 17, a. 1.

2. Dans la présente loi, la «Caisse» s'entend de la Caisse de dépôt et placement du Québec aussi bien que de toute filiale visée à l'article 88.15 de la Loi sur les transports (chapitre T-12).

2017, c. 17, a. 2.

3. Une société en commandite constituée entre un seul commandité et un seul commanditaire qui, chacun, est une filiale visée à l'article 88.15 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) est assimilée à un mandataire de l'État lorsque l'activité qu'elle exerce vise la réalisation ou l'exploitation du Réseau.

Dans la présente loi, une telle société est appelée «société en commandite contrôlée exclusivement par la Caisse» .

2017, c. 17, a. 3.

4. Une société en commandite peut être partie à une entente conclue en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12), pourvu qu'au moment de la conclusion de l'entente elle soit une société en commandite contrôlée exclusivement par la Caisse et que cette dernière y soit également partie.

2017, c. 17, a. 4.

5. Les dispositions de la présente loi ont préséance sur celles de toute autre loi.

2017, c. 17, a. 5.

CHAPITRE II

ACTIVITÉS D'ACQUISITION

2017, c. 17, c. II.

6. Le ministre peut, pour la réalisation du Réseau, faire les acquisitions, de gré à gré ou par expropriation, visées au deuxième alinéa de l'article 11.1 de la Loi sur le ministère des Transports (chapitre M-28) aux conditions qu'il détermine, sans que le gouvernement n'en décide.

Dès la signification d'un avis d'expropriation relativement à un bien nécessaire à la réalisation du Réseau, l'évaluation et la négociation en vue de son acquisition doivent être menées par le ministre.

2017, c. 17, a. 6.

7. La Caisse est seule responsable de faire l'acquisition des biens nécessaires à la réalisation du Réseau lorsque ceux-ci sont la propriété du gouvernement du Canada, de l'un de ses ministères ou organismes ou d'entreprises assujetties à la compétence du Parlement du Canada.

2017, c. 17, a. 7.

© Éditeur officiel du Québec

8. L'expropriation décidée par le ministre en vertu du deuxième alinéa de l'article 11.1 de la Loi sur le ministère des Transports (chapitre M-28), pour la réalisation du Réseau, n'a pas à être autorisée préalablement par le gouvernement ainsi que le prévoit la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24).

En ce cas, l'avis d'expropriation doit, en plus des mentions prévues à l'article 40 de la Loi sur l'expropriation, indiquer la date à laquelle l'exproprié, le locataire ou l'occupant de bonne foi devra avoir quitté les lieux. Le droit de l'expropriant à l'expropriation ne peut être contesté et le délai de 30 jours prévu à l'article 46 de cette loi débute à compter de la signification de l'avis d'expropriation. L'avis ministériel de transfert prévu à l'article 9 de la présente loi est substitué à l'avis de transfert de propriété prévu au paragraphe 1° de l'article 53 et à l'article 53.1 de la Loi sur l'expropriation. L'avis ministériel de transfert doit être transmis à l'exproprié; il n'a pas à être signifié. De plus, l'indemnité provisionnelle, dans les cas visés à l'article 53.13 de cette loi, est fixée par le ministre, incluant l'indemnité qu'il estime raisonnable pour le préjudice directement causé par l'expropriation, dans la mesure où les documents qui la justifient, requis par l'avis d'expropriation, ont été fournis dans les 30 jours de la signification de cet avis. Enfin, l'exproprié, le locataire et l'occupant de bonne foi ne peuvent demander de rester en possession du bien exproprié.

En conséquence, ne s'appliquent pas à une telle expropriation le premier aliéna de l'article 36, la partie du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 40 qui suit «Tribunal», les articles 44 à 44.3, la première phrase de l'article 53.2, l'article 53.3, le paragraphe 2° de l'article 53.4 et les articles 53.5, 53.7 et 53.14 de la Loi sur l'expropriation; ses autres dispositions s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

2017, c. 17, a. 8.

9. L'avis ministériel de transfert comporte les mentions suivantes:

1° le montant de l'offre faite pour le compte de la Caisse;

2° la date à compter de laquelle la Caisse prendra possession du bien;

3° l'obligation pour l'exproprié, le locataire et l'occupant de bonne foi d'avoir quitté les lieux avant la date de prise de possession par la Caisse.

Les pièces qui établissent que l'indemnité provisionnelle a été versée à l'exproprié ou déposée, pour son compte, au greffe de la Cour supérieure sont jointes à l'avis.

Le ministre peut désigner tout membre du personnel de son ministère pour signer cet avis.

2017, c. 17, a. 9.

10. Malgré les adaptations à la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24) prévues à l'article 8, lorsqu'un bien comprend tout ou partie d'un bâtiment résidentiel, le ministre ne peut, avant l'expiration d'un délai de 12 mois suivant l'inscription sur le registre foncier d'un avis d'expropriation, y inscrire l'avis ministériel de transfert. Ce délai est porté à 18 mois lorsque l'usage du bâtiment est, même en partie, agricole, commercial ou industriel.

Dans tous les cas, l'exproprié peut consentir à l'inscription de l'avis ministériel de transfert dans un délai plus court.

2017, c. 17, a. 10.

11. Les activités d'acquisition de biens par le ministre, de gré à gré ou par expropriation, en vue de la réalisation du Réseau, peuvent être complétées avant que celle-ci ait fait l'objet d'une entente conclue en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12).

2017, c. 17, a. 11.

© Éditeur officiel du Québec

CHAPITRE III

ACTIVITÉS CONCERNANT LE DOMAINE MUNICIPAL

2017, c. 17, c. III.

12. Pour l'application des articles 149 à 157 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) à la réalisation du Réseau par la Caisse, le délai de 120 jours prévu à l'article 152 de cette loi est réduit à 60 jours alors que le délai de 90 jours prévu à l'article 155 de cette loi est réduit à 45 jours.

2017, c. 17, a. 12.

13. Le Réseau doit être exempt de passages à niveau et libre de toute autre interférence avec une voie publique. Il incombe à la Caisse de construire un étagement chaque fois que la voie de guidage du Réseau doit croiser une voie publique, à moins que cette voie publique ne soit autrement modifiée pour éviter un tel passage à niveau ou une autre interférence avec la voie de guidage, un autre ouvrage ou une installation utile à l'aménagement ou à l'exploitation du Réseau.

Dans la présente loi, on entend par:

«étagement» : un ouvrage qui, avec ses approches, est conçu pour permettre le croisement d'une voie publique et de la voie de guidage à différentes élévations;

«voie publique» : une voie publique au sens du troisième alinéa de l'article 66 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1) sur laquelle une municipalité locale a compétence en vertu du premier alinéa de cet article.

2017, c. 17, a. 13.

14. Aux fins de la réalisation du Réseau, la Caisse et une municipalité locale peuvent, dans une entente, prévoir les stipulations suivantes:

1° l'occupation temporaire de voies publiques pendant les travaux de construction;

2° la modification de voies publiques lorsqu'elles croisent la voie de guidage ou lorsqu'elles interfèrent autrement avec la voie de guidage, un autre ouvrage ou une installation utile à l'aménagement ou à l'exploitation du Réseau;

3° le réaménagement de voies publiques dans les environs du Réseau en raison d'une modification visée au paragraphe 2°;

4° les cessions de droits de propriété découlant de modifications ou de réaménagements visés respectivement aux paragraphes 2° et 3°;

5° les documents qu'elles doivent se remettre.

2017, c. 17, a. 14.

15. Dans le cas des municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de l'agglomération de Montréal, la conclusion d'une entente en vertu de l'article 14 est une matière qui intéresse l'ensemble formé par les municipalités liées au sens de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001). Une telle entente s'applique à l'égard des voies publiques qui relèvent de la compétence du conseil d'une municipalité liée de l'agglomération et d'un conseil d'arrondissement. La Ville de Montréal transmet sans délai une copie de l'entente aux conseils des municipalités liées et aux conseils d'arrondissement concernés.

© Éditeur officiel du Québec

L'entente visée au premier alinéa doit respecter les stipulations prévues dans une entente antérieurement conclue avec une municipalité locale en vertu de l'article 14.

2017, c. 17, a. 15.

16. La Caisse doit transmettre à la municipalité locale concernée un avis qui mentionne les voies publiques qui seront temporairement occupées, la durée prévue de l'occupation ainsi que, s'il en est, les modifications et les réaménagements projetés à ces voies. Si des matières dangereuses sont susceptibles d'être apportées sur les voies occupées, l'avis doit en faire l'énumération.

La Caisse doit transmettre, au plus tard le 30e jour suivant celui de la réception de l'avis par la municipalité, les documents suivants:

1° les plans d'arpentage, sans description technique, décrivant les voies publiques qui seront occupées;

2° le plan de gestion de la circulation pendant les travaux;

3° les plans des ouvrages et des aménagements projetés, le cas échéant, ainsi que les devis détaillant leur conception;

4° l'échéancier des travaux;

5° la liste des mesures de sécurité;

6° la liste des mesures d'atténuation des inconvénients résultant de l'occupation des voies publiques et, le cas échéant, des travaux qui y seront effectués;

7° un document constatant l'état des voies publiques avant leur occupation;

8° tout autre document jugé utile par la Caisse.

La conclusion de l'entente prévue à l'article 14 relève la Caisse de l'obligation de transmettre à la municipalité qui y est partie et, le cas échéant, aux municipalités liées, l'avis prévu au premier alinéa.

La Caisse transmet sans délai au ministre une copie de l'avis ou, le cas échéant, une copie de l'entente intervenue entre elle et la municipalité. Le ministre peut identifier les interventions auxquelles la Caisse ou la municipalité est tenue pour favoriser la fluidité de la circulation sur le réseau routier dont la gestion incombe à celui-ci.

2017, c. 17, a. 16.

17. Les documents visés aux paragraphes 2°, 4°, 5° et 6° du deuxième alinéa de l'article 16 sont rendus publics par la Caisse sur son site Internet dès la transmission faite à la municipalité en vertu de l'article 16. Elle peut en faire de même avec tout autre document qu'elle juge utile. Elle effectue une mise à jour de ces publications dès leur modification.

2017, c. 17, a. 17.

18. Dans les 30 jours suivant la réception de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 16, la municipalité locale doit transmettre à la Caisse une copie des plans des voies publiques, dont elle dispose, mentionnées dans cet avis et des autres documents qu'elle détient les concernant, notamment à l'égard de leur état.

2017, c. 17, a. 18.

19. À défaut d'entente entre la municipalité locale et la Caisse, à l'expiration d'un délai de 60 jours suivant la réception par la municipalité de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 16, la Caisse peut commencer

© Éditeur officiel du Québec

l'occupation et, le cas échéant, les travaux qui y sont mentionnés, conformément aux plans et devis transmis à cette municipalité, et ce, sans être tenue de lui verser une somme d'argent ou une autre contrepartie.

La Caisse et une municipalité locale peuvent convenir d'un délai différent de celui prévu au premier alinéa pour les fins de la négociation. Une telle entente concernant la prolongation de ce délai peut également être conclue entre la Caisse et l'agglomération de Montréal, par application de l'article 15.

2017, c. 17, a. 19.

20. À défaut d'entente entre la municipalité locale et la Caisse, la construction par la Caisse d'un étagement, d'un autre ouvrage ou d'une installation utile à l'aménagement ou à l'exploitation du Réseau sur une partie d'une voie publique emporte, dès le début des travaux, le transfert en faveur de la Caisse de la propriété de la partie de l'immeuble où se trouve la voie publique.

Sauf dans les cas prévus au premier alinéa, toute partie d'un immeuble appartenant à la Caisse sur lequel une voie publique nouvelle est aménagée appartient, à la fin des travaux, à la municipalité.

2017, c. 17, a. 20.

21. La partie d'un immeuble qui devient la propriété de la Caisse en vertu du premier alinéa de l'article 20, et qui conserve sa vocation de voie publique après les travaux, est et demeure affectée à l'utilité publique en quelques mains qu'elle passe.

La municipalité locale conserve la gestion de cette voie publique et demeure responsable de l'entretien des parties suivantes de cette voie : les installations de drainage, la chaussée et ses installations accessoires telles que les glissières de sécurité, les garde-fous, les trottoirs et les lampadaires.

2017, c. 17, a. 21.

22. Les transferts de propriété prévus à l'article 20 s'opèrent sans formalité, par l'effet de la loi. La Caisse et la municipalité locale ne peuvent, pour ces transferts, être tenues de se verser une somme d'argent ou une autre contrepartie.

Dans l'année qui suit la fin des travaux, la Caisse dépose dans ses archives une copie du plan représentant ces transferts, certifiée conforme par une personne qu'elle a autorisée. L'inscription au registre foncier des droits de propriété respectifs de la Caisse et de la municipalité concernée s'obtient par la présentation d'un avis qui désigne les immeubles visés, indique les dates de transfert de propriété et fait référence au présent article.

2017, c. 17, a. 22.

23. Lorsque des modifications ou des réaménagements sont apportés à des voies publiques par la Caisse, celle-ci doit maintenir la fonctionnalité générale du réseau auquel ces voies se raccordent, incluant le réseau d'une municipalité locale limitrophe, le cas échéant. En outre, ces modifications et ces réaménagements doivent être conçus et construits afin de permettre l'intégration de ces voies à ce réseau ou à ces réseaux, le cas échéant.

2017, c. 17, a. 23.

24. Au fur et à mesure que des travaux sont exécutés par la Caisse dans une voie publique ou partie de celle-ci, la Caisse est tenue d'informer la municipalité locale concernée des dates projetées de fin des travaux et de réception de l'ouvrage. Elle doit, avant de recevoir l'ouvrage, permettre à la municipalité de procéder à une inspection de l'ouvrage et lui accorder un délai raisonnable qui ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de la fin des travaux. À la date de réception de l'ouvrage par la Caisse, elle est également tenue aux obligations suivantes:

1° cesser l'occupation temporaire de la voie publique ou partie de celle-ci;

© Éditeur officiel du Québec

2° remettre la voie publique, ou la partie de celle-ci, qui n'a pas fait l'objet d'une modification ou d'un réaménagement dans un état équivalent à celui précédant l'occupation;

3° céder à la municipalité locale les garanties légales et conventionnelles se rapportant aux travaux effectués aux immeubles dont la propriété lui est transférée ou qui sont sous sa gestion ainsi que garantir que les sols de la nouvelle voie publique, ou partie de nouvelle voie, sont d'une qualité propre à l'usage qui en sera fait;

4° céder à la municipalité la propriété intellectuelle des plans et devis nécessaire pour lui permettre d'effectuer l'entretien et la réparation des immeubles dont la propriété lui est transférée, incluant la faculté de modifier ces plans et devis à sa convenance.

La Caisse doit remettre, au plus tard 15 jours avant la date de la fin des travaux, un plan de gestion de la circulation relatif à la voie publique ou partie de celle-ci.

Les garanties conventionnelles visées au paragraphe 3° du premier alinéa et cédées par la Caisse peuvent ajouter aux obligations des garanties légales; elles ne peuvent en diminuer les effets, ou les exclure entièrement.

L'inspection de la municipalité visée au premier alinéa n'emporte, pour cette dernière, aucune responsabilité quant à la réception de l'ouvrage et ne diminue pas les garanties y afférentes. Tant que la Caisse n'a pas reçu l'ouvrage, cette dernière assume toutes les responsabilités pouvant être recherchées.

Les coûts des travaux, qu'il s'agisse de la modification ou du réaménagement de voies publiques, de même que les coûts nécessaires aux fins de la remise de la voie publique dans un état équivalent à celui précédant l'occupation, sont à la charge de la Caisse.

La Caisse et une municipalité peuvent convenir un délai différent de celui prévu au premier alinéa.

2017, c. 17, a. 24.

25. Dans les six mois qui suivent la date de la fin des travaux dans une voie publique, la Caisse transmet à la municipalité locale une copie, certifiée conforme, des documents suivants:

1° les plans des ouvrages tels que construits par la Caisse;

2° un certificat délivré par un ingénieur attestant de la conformité de la voie publique et des autres ouvrages qui, après la fin des travaux, sont la propriété de la municipalité ou sous sa gestion;

3° les documents relatifs à l'état des immeubles, à la conception des ouvrages et à leur construction, notamment les journaux de chantier;

4° tout autre document jugé utile par la Caisse.

2017, c. 17, a. 25.

26. La Caisse tient la municipalité locale indemne des coûts que cette dernière pourrait engager pour réparer les malfaçons, vices ou pertes couverts par les garanties légales ou conventionnelles cédées par la Caisse pouvant affecter les biens qui sont devenus sa propriété ou qui sont sous sa gestion, en vertu respectivement des articles 20 et 21.

La Caisse est subrogée dans les droits de la municipalité contre l'auteur d'une telle malfaçon, d'un tel vice ou d'une telle perte jusqu'à concurrence des sommes qu'elle lui a versées. Quand, du fait de la municipalité, la Caisse ne peut être ainsi subrogée, elle peut être libérée, en tout ou en partie, de son obligation d'indemniser la municipalité.

2017, c. 17, a. 26.

© Éditeur officiel du Québec

27. Sauf lorsque la Caisse est subrogée dans les droits d'une municipalité locale en vertu du deuxième alinéa de l'article 26, la Caisse prend fait et cause pour une municipalité locale dans toute demande, à titre de demanderesse, d'intervenante, de défenderesse ou de mise en cause, concernant des malfaçons, des vices ou des pertes couverts par les garanties légales ou conventionnelles cédées par la Caisse et qui affectent les biens qui sont devenus la propriété de la municipalité ou qui sont sous sa gestion en vertu respectivement des articles 20 et 21. Elle tient également la municipalité indemne des coûts, incluant les honoraires professionnels de ses avocats et les frais de justice, que cette dernière pourrait engager à l'égard d'une telle demande. Il en est de même des coûts relatifs à un règlement à l'amiable intervenu avant une telle demande.

2017, c. 17, a. 27.

28. Une municipalité locale doit, dès qu'elle en a connaissance, déclarer à la Caisse tout événement de nature à mettre en jeu les obligations auxquelles cette dernière est tenue en vertu des articles 26 et 27. Inversement, lorsque la Caisse prend connaissance d'un tel événement sans qu'il ne lui ait été déclaré par une municipalité, la Caisse doit, sans délai, l'en informer.

La Caisse et la municipalité collaborent activement, sans limite de temps, afin d'assurer l'exécution de ces obligations. Elles se transmettent, en outre, tout document ou renseignement utile.

2017, c. 17, a. 28.

29. Tout différend, entre la Caisse et une municipalité locale ou entre l'une ou l'autre d'entre elles et un entrepreneur, relatif aux travaux exécutés et aux ouvrages construits aux fins de la réalisation du Réseau, est soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions du Code de procédure civile (chapitre C-25.01), à moins que les parties ne conviennent d'un arbitrage dont la procédure est autrement réglée.

Aucuns frais ne peuvent être imposés à une municipalité pour un arbitrage.

2017, c. 17, a. 29.

30. La prescription court contre une municipalité locale, pour tout droit qu'elle peut faire valoir à l'égard de travaux faits par la Caisse dans une voie publique, seulement à compter de la date de la fin des travaux pour cette voie.

2017, c. 17, a. 30.

31. Les dispositions des articles 14 à 30 s'appliquent avec les adaptations nécessaires aux réseaux d'aqueduc, d'égout ou de conduits souterrains, aux autres ouvrages qui peuvent se trouver sous la surface des voies publiques ainsi qu'aux réseaux aériens, lorsque ces réseaux ou autres ouvrages sont la propriété d'une municipalité locale. Malgré l'article 20, ces réseaux ou ces autres ouvrages demeurent la propriété de la municipalité à la fin des travaux.

Aux fins de la réalisation du Réseau, la Caisse peut exercer toutes les servitudes établies en faveur de la municipalité lui permettant d'entretenir ou d'accéder à ces réseaux ou à ces autres ouvrages, lorsque ceux-ci se trouvent sous la surface des immeubles avoisinant ceux de la municipalité.

2017, c. 17, a. 31.

32. Les dispositions du présent chapitre n'ont pas pour effet de permettre à la Caisse de modifier l'équipement appartenant à une entreprise de services publics, autre que municipale, sans avoir obtenu le consentement de cette entreprise.

2017, c. 17, a. 32.

33. La Caisse peut confier l'exercice des fonctions et pouvoirs que lui confèrent les dispositions du présent chapitre à une société en commandite contrôlée exclusivement par la Caisse.

© Éditeur officiel du Québec

En ce cas, les transferts de propriété prévus à l'article 20 s'opèrent néanmoins en faveur de la Caisse plutôt qu'en faveur de cette société.

2017, c. 17, a. 33.

CHAPITRE IV

SERVITUDES

2017, c. 17, c. IV.

34. Toute route dont la gestion incombe au ministre, traversée ou longée par le Réseau, de même que tout immeuble sous son autorité et qu'il estime requis pour ses fins, sont assujettis, sans indemnité, à une servitude qui s'exerce sur l'assiette nécessaire au Réseau, et ce, à compter de la conclusion d'une entente entre la Caisse et le ministre qui en détermine les modalités et conditions.

La Caisse peut, dès la conclusion de l'entente, publier la servitude sur le registre foncier; elle y est tenue dans les cas suivants:

1° la gestion de la route est dévolue à une municipalité en vertu de l'article 3 de la Loi sur la voirie (chapitre V-9);

2° la route est définitivement fermée;

3° le fonds servant fait l'objet d'une disposition sans avoir été inclus dans l'emprise d'une route.

Le ministre avise sans délai la Caisse d'une dévolution, d'une fermeture ou d'une disposition visée au deuxième alinéa.

L'inscription de la servitude s'obtient par la présentation d'un avis qui désigne l'assiette de la servitude, mentionne les modalités et conditions de la servitude et fait référence au présent article.

Dans tous les cas, cette servitude s'éteint avec le démantèlement du Réseau.

2017, c. 17, a. 34.

35. Le ministre peut, pour le compte de la Caisse, acquérir, de gré à gré ou par expropriation, une servitude de non-accès afin d'interdire ou de limiter l'accès à une voie publique modifiée ou réaménagée en vertu des dispositions du chapitre III, et ce, même si la Caisse n'est pas propriétaire de cette voie. L'expropriation est alors régie par les dispositions du chapitre II.

Lorsque le ministre acquiert une servitude en faveur du Réseau en tant que fonds dominant, sa description aux fins de la publicité des droits sur le registre foncier n'a pas à être conforme aux articles 3032, 3033, 3036 et 3037 du Code civil.

2017, c. 17, a. 35.

CHAPITRE V

INTÉGRATION MÉTROPOLITAINE

2017, c. 17, c. V.

36. Dans la poursuite de sa mission et afin d'augmenter les services de transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal, l'Autorité régionale de transport métropolitain doit favoriser la réalisation du

© Éditeur officiel du Québec

Réseau et le maintien de ses services, tout en assurant l'intégration des différents services de transport collectif desservant son territoire.

2017, c. 17, a. 36.

37. La Caisse doit, sans délai, transmettre à l'Autorité une copie conforme de l'entente, concernant le Réseau, conclue avec le gouvernement en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12), qui fait notamment état des besoins des usagers, des objectifs d'intérêt public et du cadre tarifaire du Réseau, incluant les mécanismes d'indexation.

2017, c. 17, a. 37.

38. La Caisse et l'Autorité peuvent conclure une entente prévoyant la contribution financière que l'Autorité apporte en vue de la réalisation du Réseau.

Les sommes suivantes constituent la contribution de l'Autorité:

1° 512 000 000 $ tenant lieu de la captation de la plus-value foncière;

2° les autres sommes versées selon la périodicité déterminée par la Caisse et l'Autorité, jusqu'à l'atteinte d'une cible de financement qu'elles fixent jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 600 000 000 $ et pour une période n'excédant pas 50 ans.

Un versement visé au paragraphe 2° du deuxième alinéa, pour une période, ne peut excéder, pour cette période, le produit de la redevance, établie en vertu des dispositions du chapitre V.1 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), prélevée à l'égard du Réseau.

L'entente prévue au premier alinéa prend fin si la Caisse cède en tout ou en partie ses droits, titres et intérêts dans les terrains constituant l'assiette de la voie de guidage du Réseau. Elle n'a force obligatoire que si elle est approuvée par le ministre, avec ou sans modification.

À défaut par l'Autorité et la Caisse de s'entendre dans le délai que leur indique le ministre, celui-ci peut déterminer les modalités et conditions d'une telle entente, laquelle est alors réputée conclue entre elles.

2017, c. 17, a. 38.

39. L'exploitant du Réseau et l'Autorité peuvent conclure une entente prévoyant la rémunération pour les services de transport collectif qu'il fournit sur le territoire de celle-ci. Cette entente peut prévoir, sans déroger aux modalités et conditions prévues dans l'entente conclue en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) ou les rendre plus onéreuses:

1° une rémunération déterminée notamment en fonction du nombre d'usagers transportés et de la distance parcourue par chacun d'eux ou, autrement, le partage de recettes tarifaires;

2° les obligations mutuelles de collaboration;

3° les modalités relatives au cadre tarifaire pour les usagers du Réseau;

4° l'utilisation des services de billetterie et du guichet unique de l'Autorité afin de permettre un accès simplifié au Réseau;

5° les renseignements et les documents que l'Autorité et l'exploitant doivent se remettre, plus particulièrement ceux nécessaires à la fixation, par l'Autorité, de ses tarifs.

2017, c. 17, a. 39.

© Éditeur officiel du Québec

40. Chaque entente prévue aux articles 38 et 39 est réputée être une entente conclue en vertu du paragraphe 3° du troisième alinéa de l'article 8 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3).

Les modalités de la contractualisation entre les parties à ces ententes figurant à la politique de financement de l'Autorité, prévue à l'article 72 de cette loi, n'ont pas à être approuvées par la Communauté métropolitaine de Montréal. Une modification proposée à ces modalités, le cas échéant, n'a pas d'effet entre les parties, à moins qu'elles n'y consentent.

2017, c. 17, a. 40.

41. Sauf dans la mesure prévue par une entente conclue en vertu de l'article 39, seuls sont compétents à l'égard de la réalisation et de l'exploitation du Réseau: la Caisse, la société en commandite contrôlée exclusivement par la Caisse et l'exploitant.

2017, c. 17, a. 41.

42. Le cadre tarifaire établi par l'Autorité en vertu de l'article 25 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3) peut intégrer les services de transport collectif du Réseau seulement si une entente conclue en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) ou en vertu de l'article 39 le permet.

2017, c. 17, a. 42.

43. Les zones identifiées par l'Autorité, conformément à l'article 97.1 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), propices à l'articulation de l'urbanisation et des services de transport collectif fournis par le Réseau, doivent être comprises dans un rayon n'excédant pas 1 km de chacune de ses gares ou de ses stations.

2017, c. 17, a. 43.

44. Un organisme public de transport en commun au sens de l'article 5 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3) doit, sur demande de l'Autorité, proposer un nouveau plan de desserte pour son territoire afin de favoriser l'intégration de ses services avec ceux du Réseau.

2017, c. 17, a. 44.

45. L'Autorité peut exercer à l'égard du Réseau, comme s'il relevait d'un organisme public de transport en commun visé par la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), les pouvoirs qui lui sont conférés par les chapitres VII et VIII de cette loi, à moins que l'entente conclue entre l'exploitant du Réseau et l'Autorité n'y pourvoie autrement.

L'Autorité peut déléguer l'exercice des pouvoirs visés au premier alinéa, sauf celui d'intenter une poursuite pénale, à la personne ou à la société désignée conjointement par l'Autorité et la Caisse ou une société en commandite, lorsque, à la fois, la Caisse, un autre mandataire de l'État ou le gouvernement détient 10% ou plus des titres de son fonds commun et le commandité est une société par actions à l'égard de laquelle la Caisse, un autre mandataire de l'État ou le gouvernement a la faculté d'exercer 10% ou plus des droits de vote que confèrent les actions émises par cette société.

2017, c. 17, a. 45.

© Éditeur officiel du Québec

CHAPITRE VI

EXEMPTIONS

2017, c. 17, c. VI.

46. La Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (chapitre D-15.1) ne s'applique pas lorsqu'au terme d'un transfert relatif à un immeuble faisant ou devant faire partie du Réseau, le cessionnaire est l'un des suivants:

1° la Caisse;

2° une société en commandite, lorsque, à la fois, la Caisse, un autre mandataire de l'État ou le gouvernement détient 10% ou plus des titres de son fonds commun et le commandité est une société par actions à l'égard de laquelle la Caisse, un autre mandataire de l'État ou le gouvernement a la faculté d'exercer 10% ou plus des droits de vote que confèrent les actions émises par cette société.

Le premier alinéa ne s'applique pas si la cession vise à exclure un immeuble du Réseau.

2017, c. 17, a. 46.

47. La Caisse et la société en commandite visée au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 46 sont, dans leurs activités de réalisation ou de gestion du Réseau, exemptées:

1° de tout mode de tarification, établi par une municipalité locale en vertu des articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) pour ses biens, services et autres activités;

2° de toute condition préalable imposée en vertu des articles 117.1 à 117.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1);

3° de tout tarif d'honoraires pour la délivrance d'un permis ou d'un certificat en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

4° de tout assujettissement d'un de ses permis ou certificats au régime des articles 145.21 à 145.30 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

5° de l'imposition de toute taxe en vertu des articles 151.8 à 151.12 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (chapitre C-11.4);

6° de toute redevance en vertu des articles 151.13 à 151.18 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec;

7° de l'imposition de toute taxe en vertu des articles 500.1 à 500.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou des articles 1000.1 à 1000.5 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1);

8° de toute redevance en vertu des articles 500.6 à 500.11 de la Loi sur les cités et villes ou des articles 1000.6 à 1000.11 du Code municipal du Québec.

2017, c. 17, a. 47.

© Éditeur officiel du Québec

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS MODIFICATIVES

2017, c. 17, c. VII.

LOI SUR L'AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN

48. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 6).*

2017, c. 17, a. 48.

49. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 8).*

2017, c. 17, a. 49.

50. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 72).*

2017, c. 17, a. 50.

51. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 79).*

2017, c. 17, a. 51.

52. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 82).*

2017, c. 17, a. 52.

53. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 84.1).*

2017, c. 17, a. 53.

54. *(Modification intégrée au c. A-33.3, chapitre V.1, aa. 97.1-97.12).*

2017, c. 17, a. 54.

55. *(Modification intégrée au c. A-33.3, aa. 108.1-108.2).*

2017, c. 17, a. 55.

56. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 130.1).*

2017, c. 17, a. 56.

CHARTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

57. *(Modification intégrée au c. C-11.4, Ann. C, a. 194).*

2017, c. 17, a. 57.

LOI SUR LES CHEMINS DE FER

58. *(Modification intégrée au c. C-14.1, a. 1).*

2017, c. 17, a. 58.

© Éditeur officiel du Québec

LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE

59. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 47).*

2017, c. 17, a. 59.

60. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 65).*

2017, c. 17, a. 60.

61. *(Omis).*

2017, c. 17, a. 61.

62. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 204).*

2017, c. 17, a. 62.

63. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 208).*

2017, c. 17, a. 63.

64. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 236).*

2017, c. 17, a. 64.

65. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 262).*

2017, c. 17, a. 65.

66. *(Modification intégrée au c. F-2.1).*

2017, c. 17, a. 66.

LOI SUR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS

67. *(Modification intégrée au c. M-28, a. 11.1).*

2017, c. 17, a. 67.

68. *(Modification intégrée au c. M-28, a. 11.1.2).*

2017, c. 17, a. 68.

69. *(Modification intégrée au c. M-28, a. 11.5).*

2017, c. 17, a. 69.

LOI SUR LA SÉCURITÉ DU TRANSPORT TERRESTRE GUIDÉ

70. *(Modification intégrée au c. S-3.3, a. 54).*

2017, c. 17, a. 70.

71. *(Modification intégrée au c. S-3.3, a. 58).*

2017, c. 17, a. 71.

© Éditeur officiel du Québec

LOI SUR LES TRANSPORTS

72. *(Modification intégrée au c. T-12, a. 88.11).*

2017, c. 17, a. 72.

73. *(Modification intégrée au c. T-12, a. 88.11.1).*

2017, c. 17, a. 73.

74. *(Modification intégrée au c. T-12, a. 88.14).*

2017, c. 17, a. 74.

75. *(Modification intégrée au c. T-12, a. 88.15).*

2017, c. 17, a. 75.

RÈGLEMENT SUR LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE

76. *(Modification intégrée au c. S-3.3, r. 2, a. 106).*

2017, c. 17, a. 76.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, DIVERSES ET FINALES

2017, c. 17, c. VIII.

77. Le ministre des Finances est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme n'excédant pas 1 283 000 000 $ pour la contrepartie qu'il doit fournir pour la souscription d'actions émises par une filiale en propriété exclusive au sens du cinquième alinéa de l'article 4 de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (chapitre C-2) et qui est visée au paragraphe *a*.1 du premier alinéa de l'article 31 ou au troisième alinéa de l'article 32 de cette loi.

Cette autorisation cesse d'avoir effet le 1er avril 2020.

2017, c. 17, a. 77.

78. Aux fins de la réalisation du Réseau, le gouvernement peut, malgré la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (chapitre P-41.1), autoriser aux conditions qu'il détermine l'utilisation à des fins autres que l'agriculture, le lotissement et l'aliénation du lot ou d'une partie du lot 2 702 207 et de superficies additionnelles des lots 2 702 212 et 3 349 833, identifiés au (D. 456-2017, 2017-05-03), tous du cadastre du Québec de la circonscription foncière de La Prairie, situés sur le territoire de la Ville de Brossard, ou de la partie de ceux-ci qu'il décrit.

Ce décret est réputé, depuis le jour où il a été pris, l'avoir été en vertu du présent article.

Le gouvernement peut révoquer, en tout ou en partie, une autorisation visée au présent article.

L'autorisation ou la révocation est notifiée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec.

2017, c. 17, a. 78.

79. Sont inclus dans la zone agricole de la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka, les lots 5 126 417, 5 583 376, 5 583 377, 5 583 378, 5 583 379, 5 583 380, 5 583 381, 5 583 382 et 5 583 383 ainsi que les

© Éditeur officiel du Québec

parties des lots 5 583 385, 5 583 389 et 5 583 392 qui ne font pas déjà partie de cette zone, tous du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Beauharnois.

2017, c. 17, a. 79.

80. L'aménagement de l'antenne Deux-Montagnes prévu pour la réalisation du Réseau sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal n'est pas et n'a jamais été assujetti à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement prévue à la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2).

En ce qui concerne la construction des antennes Sainte-Anne-de-Bellevue, Aéroport et Rive-Sud du Réseau sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal, le certificat d'autorisation délivré par le (D. 458-2017, 2017-05-03) de même que la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement ayant précédé la prise de ce décret, notamment toutes les décisions rendues et les autres actes accomplis par le ministre responsable de l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement et par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, sont réputés conformes à la loi.

2017, c. 17, a. 80.

81. La présente loi opère cession en faveur d'une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec visée à l'article 88.15 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) du bénéfice de toute réserve imposée en vertu de l'article 75 de la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24) et dont la Caisse est titulaire le 26 septembre 2017.

La Caisse ou sa filiale identifiée à l'avis d'expropriation, le cas échéant, est réputée être mentionnée dans l'avis d'imposition de réserve.

Aucune publicité des droits n'est requise au registre foncier. La Caisse peut toutefois, à l'égard d'un immeuble et si elle le juge opportun, publier un avis qui fait état de la cession, fait référence au présent article et contient la désignation de l'immeuble.

2017, c. 17, a. 81.

82. Jusqu'à l'entrée en vigueur du premier règlement pris par le gouvernement en vertu du paragraphe 11.1° du premier alinéa de l'article 54 de la Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé (chapitre S-3.3), édicté par l'article 70 de la présente loi, le montant minimum d'assurance couvrant la responsabilité civile que l'exploitant du Réseau doit souscrire est de 100 000 000 $ et le montant de la franchise ne peut excéder 5 000 000 $.

2017, c. 17, a. 82.

83. La Caisse et l'Autorité doivent conclure la première entente prévue à l'article 38 au plus tard le 26 novembre 2017.

À défaut, le ministre détermine, sans délai, les modalités et conditions de l'entente visée à cet article, laquelle est alors réputée conclue entre la Caisse et l'Autorité.

2017, c. 17, a. 83.

84. L'Autorité doit, au plus tard le 26 novembre 2017, prendre le premier règlement prévu à l'article 97.2 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), édicté par l'article 54, concernant la redevance de transport destinée à financer les coûts des ententes conclues en vertu des articles 38 et 39. Les modalités de la redevance n'ont alors pas à être conformes à celles figurant à la politique de financement de l'Autorité.

© Éditeur officiel du Québec

À défaut, le ministre peut édicter ce règlement. Ce dernier se substitue alors à l'Autorité pour identifier les zones visées à l'article 97.1 de cette loi, édicté par l'article 54.

2017, c. 17, a. 84.

85. Pour l'application du deuxième alinéa de l'article 97.2 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), le taux prévu au règlement de l'Autorité régionale de transport métropolitain concernant la redevance établie en vertu des dispositions du chapitre V.1 de cette loi, à l'égard du Réseau, correspond:

1° pour la période se terminant le 31 décembre 2018, à 50% de ce taux;

2° pour la période suivante se terminant le 31 décembre 2019, à 65% de ce taux;

3° pour la période suivante se terminant le 31 décembre 2020, à 80% de ce taux.

2017, c. 17, a. 85.

86. Tout bail affectant l'immeuble de la Caisse situé sur les lots 1 179 344, 1 284 732, 5 777 987 et 5 777 989 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Montréal est de plein droit résilié le 27 mars 2018. Il en est de même de toute sous-location affectant cet immeuble.

Le chapitre II s'applique à une telle résiliation, avec les adaptations nécessaires, comme si elle était une expropriation décidée par le ministre, la Caisse lui est alors substituée.

2017, c. 17, a. 86.

87. Le ministre des Transports est chargé de l'application de la présente loi.

2017, c. 17, a. 87.

88. L'article 11 a effet depuis le 19 avril 2016.

2017, c. 17, a. 88.

89. *(Omis)*.

2017, c. 17, a. 89.

© Éditeur officiel du Québec

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1237211005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat , Division des grands projets partenaires
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 720 164.92 $ taxes incluses pour la réalisation des plans et devis pour un lien de transport actif pouvant desservir la station Sunnybrooke du REM et son accès dans le cadre des travaux du projet REM, tel que prévue à l'Entente visée par l'article 14 de la Loi sur le REM.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1237211005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tiffany AVERY-MARTIN
Préposée au budget

Tél : xxx-xxx-xxxx

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-24

Vanessa HOUTAIN

Conseiller(-Ere) budgetaire
Tél : xxx-xxx-xxxx
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.014

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1237211001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat , Division des grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Entériner une dépense maximale de 10 947 611,21 $ taxes incluses pour la conception et la réalisation d'un passage piétonnier et cyclable dans le secteur de la station Du Ruisseau du REM dans le cadre des travaux du projet REM, tel que prévue à l'Entente visée par l'article 14 de la Loi sur le REM.

Il est recommandé :
1) d'entériner une dépense maximale de 10 947 611,21 $ taxes incluses pour la conception et la réalisation d'un passage piétonnier et cyclable dans le secteur de la station Du Ruisseau du REM dans le cadre des travaux du projet REM, tel que prévue à l'Entente visée par l'article 14 de la Loi sur le REM.

2) d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par la Ville centre.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2023-03-06 09:55

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1237211001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat , Division des grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Entériner une dépense maximale de 10 947 611,21 $ taxes incluses pour la conception et la réalisation d'un passage piétonnier et cyclable dans le secteur de la station Du Ruisseau du REM dans le cadre des travaux du projet REM, tel que prévue à l'Entente visée par l'article 14 de la Loi sur le REM.

CONTENU

CONTEXTE

La Caisse de dépôt et placement du Québec - Infrastructure (CDPQ Infra inc. (CDPQi)), par l'entremise du consortium NouvLR, effectue la conception-construction du Réseau Express Métropolitain (REM). Ces travaux sont encadrés par la Loi concernant le Réseau électrique métropolitain (la "Loi sur le REM"). La réalisation de ce projet de 67 km nécessite la construction de nouvelles infrastructures qui se raccorderont aux infrastructures existantes. Toute infrastructure municipale, réalisée dans le cadre du projet REM, est encadrée par une entente entre la CDPQ Infra et la Ville de Montréal (la « Ville »), à titre de municipalité centrale de l'agglomération, responsable de la coordination avec les villes liées. Il s'agit de l'entente visée à l'article 14 de la Loi sur le REM ("l'Entente").
L'implantation de la ligne de train Deux-Montagnes a historiquement modifié la trame urbaine en interrompant le tracé des rues de part et d'autre des voies. Il en résulte que l'on retrouve uniquement trois points de traversée des voies entre le boulevard O'Brien et le chemin de la Côte-Vertu. Dû à sa configuration, la nouvelle station Du Ruisseau du REM n'offrira plus la possibilité de passage de part et d'autre des voies non tarifées et accessibles en tout temps. La perte de ce lien occasionnera des détours considérables pour permettre la traversée des voies ferrées. L'avis de modification AM_VdM_DM_006 a été déposé auprès de CDPQ Infra afin de rehausser les voies et la station et permettre la connectivité au niveau du sol pour les piétons et cyclistes.

La demande d'un passage ville/ville non tarifé à été demandé à REM de concert avec les arrondissements St-Laurent et Ahuntsic/Cartierville. Ce passage s'est traduit par la réalisation d'un tunnel sous l'emprise de REM dans un segment où les voies sont en talus.

Les travaux de conception et de réalisation des plans et devis pour une infrastructure municipale sont couvert par l'Entente visée à l'Article 14 de la Loi sur le REM. De plus, les articles 20 et 22 de la même loi encadrent le processus de rétrocession des ouvrages vers la municipalité à la fin des travaux, et la définition de voie publique est clairement décrite à l'article 66 de la loi sur les compétences municipales.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 1386 - Décréter la publication d'un document explicatif du budget 2023 et du PDI 2023-2032 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM22 1001 - 22 août 2022 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 50 655 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de Réseau express métropolitain (REM) (volet ville centrale)

CM22 0021 - 20 janvier 2022 - Décréter la publication d'un document explicatif du budget 2022 et du PDI 2022-2031 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

CE20 1829 - 12 novembre 2020 - Décréter qu'un document explicatif du budget 2021 et du PDI 2021-2030 pour l'exercice financier 2021 (volet ville centrale) soit publié dans un journal diffusé sur le territoire de la Ville, conformément à l'article 474.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ c. C-19).

CE20 1829 - 12 novembre 2020 - Décréter qu'un document explicatif du budget 2021 et du PDI 2021-2030 pour l'exercice financier 2021 (volet ville centrale) soit publié dans un journal diffusé sur le territoire de la Ville, conformément à l'article 474.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ c. C-19).

CE17 1172 - 5 juillet 2017 - D'entériner, sous réserve de l'adoption de la Loi concernant le Réseau électrique métropolitain (Projet de loi 137), le projet d'entente intitulée « Entente visée à l'article 14 de la Loi concernant le Réseau électrique métropolitain (la « Loi sur le REM ») » entre CDPQ Infra inc. et la Ville de Montréal relativement au projet du REM.

CE16 1120 - 22 juin 2016 - Adopter la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le passage piéton et cycliste sous les voies du REM, dans le prolongement des axes des rues Jean-Massé et Dutrisac, aux environs du chaînage 110+150, d'une longueur totale d'environ 88 mètres, le passage est divisé en trois sections.
Une première section, entre la rue Jean-Massé et l'emprise du REM, est constituée d'une rampe droite d'une pente d'environ 11%, et est localisée à l'intérieur des limites de propriété de la ville de Montréal. La partie dédiée aux piétons peut être modulée en plusieurs sections et paliers afin de respecter la limite maximale de pente de 8% pour répondre aux exigences d'accessibilité universelle.

La deuxième section traverse sous les voies et l'emprise du REM et ne comporte pas de pente significative. La portion en tunnel devrait être limitée au minimum afin d'offrir le plus de luminosité naturelle possible et de gagner en convivialité.

La dernière portion du passage est une rampe légèrement courbée, d'une pente d'environ 5%, entre la section en tunnel et le boulevard Henri-Bourassa, qui se connecte à la piste cyclable existante dans l'axe de la rue Dutrisac, à l'intérieur des limites de propriété de la Ville. La largeur du tunnel sous les voies est d'un minimum de 6 mètres, divisée en une piste cyclable bidirectionnelle d'environ 4 mètres et une voie piétonne d'environ 2 mètres.

JUSTIFICATION

La construction de cet ouvrage était nécessaire afin de ne pas enclaver les secteurs nord et sud par les voies ferrées du REM.
Advenant que la conception/construction du passage n'avait pas été incluse au projet du REM, la réalisation de ce mandat serait aurait incombé à la Ville et elle n'aurait pas pu réaliser ces travaux dans l'emprise de maîtrise d'oeuvre du REM. La réalisation du passage par le REM permet une réduction substantielle des impacts sur les usagers (piétons et cyclistes) ainsi que son utilisation dès la mise en service du REM.

Étant donné que le train fonctionne 20h par jour, les travaux n'auraient pu être réalisés que 4h par jour pendant la nuit, ce qui aurait généré de nombreux enjeux techniques, en plus d'une augmentation conséquente du temps de réalisation et des coûts totaux

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'enveloppe budgétaire maximale pour ce mandat s'élève à un total de 10 947 611,21 $ taxes incluses. Cette dépense correspond à un coût net de 9 996 628,24 $ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales. Cette dépense sera financée à 100% par le règlement d'emprunt RC 22-034 du projet REM de l'ouest (75050). Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible dans le PDI 2023-2032. Cette dépense sera assumée à 100 % par la compétence corpo. Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances. Le montant ne peut être utilisé à une fin autre que budgété. Le paiement se fera par décompte progressif sous présentation de la documentation explicative.
Il est prévu d'utiliser les fonds selon la distribution précisée au tableau :

Description	Montant Hors taxes	TPS (5%)	TVQ (9,975%)	Total Taxes incluses	Net ristourne	2023
Conception/réalisation d'un passage piétonnier et cyclable dans le secteur de la station du Ruisseau	9 521 731,86 $	476 086,59 $	949 792,75 $	10 947 611,21 $	9 996 628,24 $	9 996 628,24 $
Total mandat	**9 521 731,86 $**	**476 086,59 $**	**949 792,75 $**	**10 947 611,21 $**	**9 996 628,24 $**	**9 996 628,24 $**

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s’applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit de services professionnels pour la conception et la réalisation des plans et devis pour un passage pour piétons et cyclistes sous les voies ferrées.
La grille d'analyse Montréal 2030 se trouve en pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que la conception/construction du passage n'avait pas été incluse au projet du REM, qui est une emprise exclusive, la Ville aurait eu à assumer des coûts de réalisation plus élevés à cause des contraintes d'intervention à proximité du REM. Les travaux déjà exécutés par le projet REM à la demande de la Ville devront être remboursés à la CDPQi suivant le montant convenu.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte pas d'impact en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est à prévoir en lien avec ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil municipal : 20 mars 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia THOMPSON
Cheffe de section, Grands projets partenaires, Portefeuille 2

Tél : 514 513-4207
Télécop. :

Professionnel responsable du dossier :

Xavier Grypczynski
Tél. : 438 989-2963

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-21

Isabelle LEBRUN
Cheffe de division - Grands projets partenaires

Tél : 514 229-0802
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

David THERRIEN
Directeur
Tél : 514 872-7092
Approuvé le : 2023-03-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
Directrice de service
Tél :
Approuvé le : 2023-03-03

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1237211001**
Unité administrative responsable : SUM - DGPTP – DGPP – Portefeuille 2
Projet : Entériner une dépense maximale de 10 947 610.22 $ taxes incluses pour la conception et la réalisation d'un passage piétonnier et cyclable dans le secteur de la station Du Ruisseau du REM dans le cadre des travaux du projet REM, tel que prévue à l'Entente visée par l'article 14 de la Loi sur le REM.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*		X	
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? • Aucun moyen quantitatif ne permet de lier le projet à une diminution des vulnérabilités climatiques		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
28 NOV. 2017
POUR LE DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE VISÉE À L'ARTICLE 14 DE LA *LOI CONCERNANT LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE MÉTROPOLITAIN* (la « Loi sur le REM »)

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public légalement constituée dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-0004, article 6;

Ci-après nommée la «**Ville**»

ET :

CDPQ INFRA INC, personne morale incorporée en vertu de Loi sur sociétés par actions (Québec) dont l'adresse principale est au 1000, Place Jean-Paul Riopelle, Montréal, Québec, H2Z 2B3 représentée par M. Jean-Marc Arbaud et par M. Thomas Assimes, dûment autorisé(e)s aux fins des présentes tels qu'ils(elles) le déclarent;

Ci-après nommée «**Infra**»

(la Ville et Infra étant collectivement appelées les «**Parties**»)

LESQUELLES ONT PRÉALABLEMENT DÉCLARÉ ET EXPOSÉ CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Gouvernement du Québec et la Caisse de Dépôt et Placement du Québec ont conclu, en juin 2015, une entente relative à la réalisation de projets d'infrastructures;

ATTENDU QU'Infra a amorcé la planification du système de transport collectif dans l'axe A10/ Centre-ville de Montréal / Sainte-Anne-de-Bellevue et Deux-Montagnes, appelé Réseau Électrique Métropolitain (ci-après le « **Projet**»);

ATTENDU QUE qu'une société en commandite composée d'un seul commandité et d'un seul commanditaire chacun étant une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec au sens de l'article 88.15 de la *Loi sur les transports* sera constituée par Infra dans le but de réaliser ce Projet et qu'en conséquence cette société appelée REM sera assimilée à un mandataire de l'État dans le cadre de ses activités de réalisation et exploitation du Projet conformément à l'article 3 de la Loi sur le REM;

ATTENDU QUE la présente Entente est signée par Infra pour et au nom de cette société en commandite à être constituée sous le nom de REM et qu'elle est conclue au bénéficie de REM conformément à la *Loi sur le REM*;

ATTENDU QUE bien que la construction du Projet sera effectuée par un Entrepreneur, Infra (ou Rem après sa constitution) sera seule et unique responsable, vis-à-vis la Ville, du respect des termes et obligations prévues aux présentes;

ATTENDU QUE la réalisation du Projet sur le territoire de l'agglomération de Montréal nécessite la participation et la collaboration de la Ville;

ATTENDU QUE l'article 14 de la Loi sur le REM prévoit la possibilité de conclure une entente avec une municipalité aux fins de la réalisation du Projet;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent conclure une telle entente, laquelle couvrira notamment les aspects prévus à l'article 14 de la Loi sur le REM ainsi que les modalités de collaboration entre les Parties durant les phases de planification, de conception et de réalisation des Travaux du Projet;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 15 de la Loi sur le REM, la conclusion de la présente entente est une compétence de l'agglomération de Montréal;

PAR CONSÉQUENT LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. MISE EN CONTEXTE

Le préambule fait partie intégrante de la présente Entente.

La présente Entente conclue en vertu des articles 14 et 15 de la Loi sur le REM vise l'occupation temporaire des voies publiques ainsi que les réseaux d'aqueducs, d'égouts et/ou de conduits souterrains et autres Infrastructures municipales qui se trouvent sur ou sous la surface des voies publiques visées par la présente Entente. La présente Entente vise également l'occupation temporaire d'autres parties du Domaine public de la Ville, et ce, afin de permettre de traiter au sein d'une seule convention l'ensemble des droits et biens de la Ville affectés par la réalisation des Travaux du Projet.

Malgré la présente Entente, les Parties s'en remettent aux dispositions de l'article 20 de la Loi sur le REM, lequel aura seul force de loi entre les Parties relativement aux règles d'occupation permanente de parties de voies publiques et relatives aux transferts de propriété qui y sont établis suite à la construction d'un étagement, d'un ouvrage ou d'une installation devant faire partie du Projet sur ou sous une partie de voie publique de la Ville. Les Parties reconnaissent que conformément à l'article 20 de la Loi sur le REM, les transferts de propriétés qui y sont prévus se feront en faveur d'une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec au sens de l'article 88.15 de la *Loi sur les transports* laquelle constitue une corporation incluse dans la définition du mot « Caisse » à la Loi sur le REM.

Enfin, relativement à l'article 57 de la Loi sur le REM, les Parties confirment que la présente constitue une entente conclue entre les Parties au sens du sixième alinéa de l'article 194 de l'Annexe C de la Charte de la ville de Montréal (c. C-11.4) aux termes de laquelle Infra est autorisée à procéder à ses travaux de construction et son exploitation du Projet tels qu'envisagés.

2. DÉFINITIONS

Aux fins de la présente Entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **Arrondissements Affectés** : signifie les arrondissements suivants de la ville de Montréal : Sud-Ouest, Verdun, Ville-Marie, St-Laurent, Ahuntsic, Pierrefonds-Roxboro, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et Outremont;

2.2 **Appel de propositions** : signifie l'appel de propositions par Infra visant à permettre aux Soumissionnaires de formuler leurs propositions de contrat de conception et construction du Projet;

2.3 **Certificateur indépendant** : signifie l'ingénieur indépendant mandaté aux termes de la Convention relative au Projet pour, entre autres, l'inspection de l'ensemble des infrastructures qui seront construites ou modifiées dans le cadre du Projet;

2.4 **Convention relative au Projet** : désigne la convention à intervenir entre Infra et l'Entrepreneur à l'égard du Projet;

2.5 **Date de Réception Définitive** : signifie la date de prise de possession par REM du Projet à la suite de son développement et de sa construction complète, tel que confirmé par avis écrit par REM à la Ville;

2.6 **Domaine public** : désigne les rues, ruelles, squares et places publiques y compris les trottoirs, terre-pleins, voies cyclables hors rue et l'emprise excédentaire de la voie publique, les parcs et les jardins publics, incluant le Parc du Mont-Royal et les autres immeubles composant le Domaine public de la Ville ou d'une Ville liée;

2.7 **Droits Existants** : signifie l'ensemble des droits réels et personnels connus et existants en date des présentes en faveur de tiers et pouvant avoir un impact sur le développement, la construction ou l'opération du Projet sur le territoire de la ville de Montréal, y compris tout droit réel et personnel affectant les Immeubles;

2.8 **Entente** : désigne le présent document, lequel vise la coordination des échanges et communications entre la Ville et Infra concernant la réalisation des Travaux relatifs au Projet et le partage d'Informations durant les phases de planification et de conception-construction du Projet, le tout dans le cadre de la Convention relative au Projet;

2.9 **Entente de confidentialité** : a le sens qui lui est donné à l'article 20;

2.10 **Entrepreneur**: désigne la partie qui sera sélectionnée par Infra à la suite du processus compétitif d'approvisionnement pour la réalisation du Projet conformément aux dispositions de la Convention relative au Projet;

2.11 **Immeubles**: signifie l'ensemble des immeubles requis aux fins de la construction du Projet, situés sur le territoire de l'agglomération de Montréal et identifiés en Annexe A aux présentes;

2.12 **Informations** : désigne toute information pertinente à la conception ou à la modification des Ouvrages Municipaux, à la protection des Infrastructures municipales, y compris les exigences techniques, normes particulières, dessins, données, études, plans relatifs à ces Ouvrages municipaux et ces Infrastructures municipales;

2.13 **Infrastructures municipales** : désigne, à l'exception des Ouvrages municipaux, toute infrastructure municipale existante de la Ville, incluant le Mobilier urbain et les infrastructures de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) situés dans ou à proximité de l'emprise du Projet;

2.14 **Loi sur le REM** : signifie la *Loi concernant le Réseau électrique métropolitain* ch. 17 des lois du Québec de 2017;

2.15 **Mobilier urbain** : signifie les arbres, arbustes, abribus, bancs, bollards, bornes d'alimentation du métro, bornes d'incendie, bornes géodésiques, bornes repères, buttes de décélération, câbles, chambres de vannes, clôtures, conduits, fontaines, grilles, lampadaires, monuments, murs, murets, panneaux de signalisation, feux de circulation, parcomètres, poteaux, poubelles, puisards, puits d'accès, regards, réverbères, revêtement d'asphalte, de gazon ou de béton, tuyaux, voûtes et autres choses semblables d'utilité ou d'ornementation, mis en place par la Ville ou une Ville liée;

2.16 **Ouvrages municipaux**: désigne les infrastructures municipales conçues, construites, modifiées ou améliorées par l'Entrepreneur et qui seront transférées à la Ville;

2.17 **Parties** : désigne collectivement la Ville et Infra;

2.18 **Plan de Gestion de la Circulation** : signifie le plan de gestion de la circulation de l'Entrepreneur applicable au territoire de la Ville ou d'une Ville Liée et mentionné au paragraphe 13.8.4;

2.19 **Projet** : a le sens qui lui est conféré au préambule des présentes, et inclut l'ensemble des activités et travaux relatifs à la conception, la construction, le financement, l'exploitation ou l'entretien du Réseau Électrique Métropolitain;

2.20 **REM** : désigne la société en commandite à être constituée aux fins de la réalisation et exploitation du Projet, laquelle est représentée par son commandité, Rem Commandité Inc., toutes ces entités étant des filiales d'Infra, étant entendu que REM deviendra, dès sa constitution et sous réserve de l'article 23 des présentes, partie à la présente Entente en substitution d'Infra;

2.21 **Soumissionnaire(s)** : désigne toute(s) personne(s) morale(s) ou regroupement(s) de personnes morales de droit privé (consortium) s'étant qualifiée(s) pour répondre à l'Appel de propositions;

2.22 **Travaux** : signifie l'ensemble des travaux relatifs au Projet effectués par Infra et son Entrepreneur;

2.23 **Travaux Anticipés** : signifie tout ouvrage ou construction incluant toute addition ou modification ou rénovation d'un ouvrage public sous le contrôle de la Ville, qui existe en date des présentes, qui est présentement en voie d'exécution, qui a déjà été approuvé par la Ville ou qui est à sa connaissance en voie de planification sans être encore approuvé par la Ville;

2.24 **Ville** : La ville de Montréal agissant au nom de l'agglomération de Montréal conformément à l'article 15 de la Loi sur le REM;

2.25 **Villes liées** : Les villes de Baie D'Urfé, Beaconsfield, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Kirkland, Mont-Royal, Pointe-Claire, Sainte-Anne – de –Bellevue.

3 MISE EN CONTEXTE ET OBJET DE L'ENTENTE

La présente Entente a pour objet d'octroyer à Infra les droits d'occupation du Domaine public qui lui sont nécessaires pendant les Travaux, et ce, pour la durée de la présente Entente. La présente Entente a également pour objet la mise en place entre Infra et la Ville d'un processus de collaboration dans le cadre du Projet durant les phases de planification, de conception et de construction, notamment pour la réalisation et la réception des Ouvrages municipaux, la protection des Infrastructures municipales ainsi que le raccordement des ouvrages construits dans le cadre du Projet aux Infrastructures municipales. La présente Entente a comme objectif supplémentaire de faciliter les communications et les échanges entre Infra et la Ville, étant entendu que la Ville à titre de coordonnatrice des relations avec Infra sur le territoire de l'agglomération partagera avec les Villes liées et Arrondissements, le cas échéant, les informations et demandes reçues d'Infra ou destinées à Infra dans le cadre de la réalisation du Projet. Ce rôle de coordination permettra à la Ville de planifier les ressources municipales qui seront affectées par elle pour assurer une collaboration nécessaire lors de la réalisation du Projet.

4 PORTÉE DE L'ENTENTE

Le Projet comporte plusieurs antennes :

1. l'Antenne Rive-Sud A10/ Centre-ville de Montréal;
2. l'Antenne Deux-Montagnes;
3. l'Antenne Aéroport de Montréal;
4. l'Antenne Sainte-Anne-de-Bellevue.

La présente Entente de collaboration vise les composantes 1 à 4.

5 COLLABORATION / COMMUNICATION ENTRE LA VILLE ET INFRA

Une fois complétées la sélection de l'Entrepreneur et la signature de la Convention relative au Projet finalisée, un comité de coordination des Travaux du Projet présidé par Infra sera mis en place. Infra, l'Entrepreneur, la Ville et s'il y a lieu, la Ville liée concernée par les Travaux, participeront à ce comité.

Les Travaux de ce comité permettront, entre autres, de définir la conception détaillée des Travaux relatifs aux Ouvrages municipaux et ceux ayant un impact sur les Infrastructures municipales et de permettre sa réalisation.

Conformément à l'article 18 de la présente Entente, les Parties conviennent de mettre en place plusieurs comités se rapportant, le cas échéant, à ce comité afin de traiter des enjeux propres au Projet. La participation des Parties et de l'Entrepreneur au sein de ces comités est requise.

6 PERMIS MUNICIPAUX

Dans le cadre de la réalisation du Projet, malgré qu'elle bénéficie du statut de mandataire de l'État, Infra acceptera, sans renoncer d'aucune façon aux immunités dont elle bénéficie, de requérir de l'Entrepreneur qu'il dépose des formulaires de demandes de permis municipaux à l'égard des Travaux ainsi que des demandes de permission d'occuper le Domaine public pour toute occupation de voies publiques ou autres parties du Domaine public. Infra accepte cette particularité afin de permettre à la Ville, de concert avec les Arrondissements et les Villes liées de coordonner l'ensemble des Travaux effectués sur leur territoire. La soumission de ces formulaires de demandes de permis ne pourra être interprétée comme une demande de permis ni comme une obligation d'obtenir un tel permis sauf lorsque requis par la loi de la part d'un mandataire de l'État.

Nonobstant ce qui précède, Infra convient que les Travaux relatifs aux Ouvrages municipaux ou à toute autre Infrastructure de la Ville ou d'une Ville liée située sur les immeubles visés par ces demandes de permissions seront réalisés et exécutés conformément aux règlements et normes applicables de la Ville concernée avec demande de permis en conséquence, lesquels permis devront être émis par la Ville (ainsi que par l'Arrondissement Affecté ou la Ville liée pertinente, selon le cas), le tout selon les modalités et à l'intérieur des délais plus spécifiquement prévus à l'article 13 ci-après. Relativement aux Travaux anticipés ou effectués affectant les Infrastructures municipales ou les citoyens de façon importante, Infra pourra, en lieu et place de fournir ces demandes de permis d'occuper le Domaine public, fournir à la Ville mensuellement une liste desdits Travaux anticipés.

Pour plus de précision, aucun tarif municipal ne sera exigé par la Ville dans le cadre de la réalisation du Projet.

7 PÉRIODE D'APPEL DE PROPOSITIONS

Pendant la période qui suit la publication de l'Appel de propositions, Infra pourra soumettre à la Ville les questions que les Soumissionnaires qui se sont qualifiés pourraient avoir relativement aux Infrastructures municipales.

La Ville convient de plus de mettre à la disposition du Soumissionnaire souhaitant les rencontrer ses professionnels/spécialistes (incluant ceux des Villes liées) à l'égard de toutes questions qui concernent les Travaux ayant un impact sur les Infrastructures municipales ou qui concernent une expertise municipale, notamment lorsqu'il est question de l'évaluation de la signature architecturale du Projet telle que proposée par un Soumissionnaire. L'ensemble des personnes compétentes tentera de répondre aux questions anticipées, et ce, dans un délai pouvant varier entre cinq (5) et sept (7) jours ouvrables après une demande écrite d'Infra à cet effet.

Durant cette période, la Ville reverra, dans son rôle consultatif, les sections du devis de performance relatives aux Ouvrages municipaux, ainsi que les sections du devis concernant la circulation et la gestion des impacts.

La Ville nommera également un représentant pour participer au Comité d'évaluation de la signature architecturale et de l'intégration architecturale, urbaine et paysagère.

8 PÉRIODE DE RÉALISATION DU PROJET / PROCÉDURE DE REVUE

8.1 Conformément à la Convention relative au Projet, le Soumissionnaire qui sera choisi par Infra aura l'obligation de suivre une procédure de revue qui comprend entre autres les étapes suivantes :

8.1.1 Conception générale (équivalant à un avancement de 30% des plans et devis de l'ensemble du Projet);

8.1.2 Conception préliminaire (équivalant à un avancement de 70% des plans et devis de l'ensemble du Projet);

8.1.3 Conception définitive (équivalant à un avancement de 100% des plans et devis de l'ensemble du Projet).

Pour chacune de ces étapes, l'Entrepreneur prépare et fournit à Infra les plans et devis pertinents accompagnés des documents, demandes et avis en appui.

La Ville et Infra conviennent que lorsque les plans et devis concernent un Ouvrage municipal, affectent une Infrastructure municipale ou consistent en des Travaux en surface dans le site patrimonial du Mont-Royal le cas échéant, la Ville participe avec Infra à l'analyse de ces plans et devis, et ce, à chaque phase de conception. La Ville aura alors l'opportunité de fournir des commentaires à Infra, qui le cas échéant, transmettra ces commentaires au Soumissionnaire et au Certificateur indépendant. La Ville, en tant que coordonnatrice, avise le représentant de la Ville liée ou de l'Arrondissement Affecté le cas échéant, où seront réalisés les Travaux et s'assure de communiquer à Infra les commentaires ainsi reçus de la Ville liée en question.

8.2 Étant donné que le calendrier et les délais de réponse du Soumissionnaire ne sont pas encore établis, les Parties conviennent que la Ville fournira ses commentaires (incluant ceux de la Ville liée ou Arrondissement Affecté, le cas échéant) à Infra au plus tard à la date qui est cinq (5) jours ouvrables précédant la date à laquelle Infra doit répondre à l'Entrepreneur. Si la Ville ou une Ville liée n'a pas fourni de réponse dans les délais établis, la Ville ou la Ville liée, le cas échéant, sera présumée ne pas avoir de commentaires. Infra reconnaît que dans la mesure du possible, la Ville devra disposer d'un minimum de 10 jours pour analyser et commenter les plans et devis qui lui sont soumis.

9 AUDITS LIÉS AUX OUVRAGES MUNICIPAUX

La Ville ou une Ville liée affectée pourra participer avec Infra à tous les audits touchant les Ouvrages municipaux. La présence d'un représentant de la Ville ou d'une Ville liée ainsi que d'un représentant d'Infra sera requise lors de toute inspection. Infra prendra en considération les commentaires formulés par la Ville ou la Ville liée suite à son inspection.

10 PROCÉDURE GÉNÉRALE DE CERTIFICATION ET D'ATTESTATION DURANT LA PHASE DE CONCEPTION-CONSTRUCTION

10.1 Conformément à la Convention relative au Projet, l'Entrepreneur a l'obligation de suivre une procédure de certification et d'attestation définie dans la Convention relative au Projet durant la phase de conception-construction pour les objets suivants :

10.1.1 Lors de l'achèvement substantiel des ouvrages; sous réserve des droits d'inspection et d'identification des déficiences prévus aux procédures ci-après;

10.1.2 Lors de l'achèvement définitif des ouvrages; soit lors de l'attestation d'achèvement final d'un ouvrage par le Certificateur indépendant.

10.2 Les attestations sont émises par le Certificateur indépendant.

La Convention relative au Projet prévoira que le délai de soumission des documents accompagnant les demandes de certification sera fixé dans un échéancier qui sera convenu entre Infra et l'Entrepreneur.

À l'égard d'un Ouvrage municipal, Infra sera avisée par l'Entrepreneur, et elle avisera la Ville, de la date prévue de l'achèvement substantiel de celui-ci au moins 60 jours avant telle date, lequel avis invitera la Ville à inspecter cet Ouvrage municipal, et ce, au terme d'une procédure de réception anticipée prévue à la Convention relative au Projet.

10.3 Pour toute certification (et attestation) liée aux Ouvrages municipaux ou toute infrastructure construite par Infra dont la mise en service ou l'exploitation pourrait avoir une incidence sur le réseau d'infrastructures de la Ville ou d'une Ville liée (incluant les Infrastructures municipales), Infra sollicitera la collaboration de la Ville (qui avisera la Ville liée, le cas échéant) pour la revue et l'analyse des certificats et documents soumis par l'Entrepreneur au Certificateur indépendant et à Infra. La Ville disposera d'un délai de huit (8) jours ouvrables pour remettre ses commentaires écrits à Infra. Infra les transmettra au Certificateur indépendant.

10.4 Dans le cas de questions spécifiques suffisamment complexes, la Ville dans son rôle de coordonnatrice auprès des Villes liées, pourra faire une demande écrite à Infra pour justifier une prolongation du délai. Si l'échéancier du Projet et les modalités de la Convention relative au Projet le permettent, Infra avisera alors l'Entrepreneur et le Certificateur indépendant de la prolongation du délai.

10.5 Compte tenu de l'échéancier accéléré du Projet, certaines Informations pourraient n'être développées ou identifiées qu'après le début des Travaux de construction. À la demande d'Infra, la Ville fournira, dans la mesure du possible et le plus rapidement possible, les Informations requises si elles sont disponibles.

10.6 Dans la mesure où la Ville n'a fourni aucun document ni aucune observation dans le cadre de l'émission d'un certificat par le Certificateur indépendant, ce dernier pourra procéder à l'émission d'un tel certificat sans autre délai.

10.7 Pour plus de précision, le Certificateur indépendant n'émettra une attestation ou des avis qu'après analyse de l'ensemble des documents en appui, dont les documents de la Ville et Infra, à condition que ceux-ci aient été transmis à l'intérieur des délais prescrits. Le Certificateur indépendant ne sera pas lié par les commentaires reçus par la Ville ou par Infra.

11 CONDITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À L'INSPECTION DES OUVRAGES MUNICIPAUX

11.1 Dans les 10 jours qui suivront la certification de l'achèvement substantiel d'un Ouvrage municipal, comme prévu à l'article 10 ci-dessus, la Ville qui invitera la Ville liée concernée, le cas échéant sera invitée par Infra à effectuer l'inspection de l'Ouvrage municipal. La Ville avisera Infra, le cas échéant, de toute déficience concernant l'Ouvrage municipal devant être corrigée par l'Entrepreneur, ainsi que de tout commentaire de la Ville concernée sur les documents fournis par l'Entrepreneur dans le cadre de la procédure de certification et d'attestation de l'achèvement substantiel de l'Ouvrage municipal.

L'Entrepreneur devra corriger les déficiences et prendre en compte les commentaires de la Ville concernée concernant l'Ouvrage municipal.

L'Entrepreneur émettra ensuite une attestation écrite au Certificateur indépendant comme quoi les déficiences et commentaires soumis par la Ville ou la Ville liée ont été corrigés et pris en compte. Une copie de cette attestation sera remise à la Ville.

Sur émission de l'attestation d'achèvement final de l'Ouvrage municipal par le Certificateur indépendant, la Ville concernée par les Travaux reçoit l'Ouvrage municipal et la responsabilité de cet Ouvrage municipal échoit à la Ville dès cet instant.

Dans les 5 jours suivant l'attestation de l'achèvement définitif d'un Ouvrage municipal, l'Entrepreneur émettra les plans finaux de l'Ouvrage municipal concerné à la Ville.

12 PROPRIÉTÉ DES INFRASTRUCTURES DU PROJET

12.1 Les Parties reconnaissent le principe que toute composante des infrastructures du Projet construites ou développées par Infra est en tout temps la propriété exclusive d'Infra.

Toutefois, sans déroger aux prescriptions de la loi contenue à l'article 20 et suivants de la Loi sur le REM, les Parties confirment s'en remettre aux principes établis en Annexe B afin de déterminer la limite des voies publiques nouvelles aménagées par Infra qui, à la fin des Travaux, reviennent à la Ville ou à une Ville liée, selon le cas. La présente ne constitue pas une entente au sens de l'article 20, mais vise simplement à préciser l'étendue des droits des Parties à l'égard de la voie publique nouvelle aménagée par Infra dont la propriété est à la Ville ou une Ville liée, selon le cas.

Infra reconnait son obligation de procéder à tous les Travaux concernant les Ouvrages municipaux de manière conforme aux normes de la Ville concernée, applicables à ces Ouvrages municipaux, étant entendu qu'Infra ne sera pas responsable des coûts additionnels découlant de quelque modification auxdites structures municipales demandée par la Ville, la Ville concernée assumant les coûts rattachés aux modifications en question. Pour plus de précision, les modifications peuvent inclure notamment la prolongation, l'agrandissement ou la mise en commun d'infrastructures existantes.

De plus, la Ville reconnait que l'intervention d'Infra et de l'Entrepreneur à l'égard des Ouvrages municipaux se limitera à l'emprise du Projet sous réserve des dommages que l'exécution des Travaux pourrait occasionner aux Infrastructures municipales.

13 PERMISSION D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC

13.1 Permission

13.1.1 Sous réserve des termes, engagements et obligations de la présente Entente, la Ville, agissant dans sa compétence d'agglomération et en conséquence au nom de de chaque

Ville liée et de chacun des Arrondissements Affectés, autorise Infra à occuper les immeubles identifiés au paragraphe 13.2 aux conditions suivantes :

13.1.1.1 à occuper de façon exclusive, pour toute la durée de la présente Entente, les Immeubles afin d'y réaliser tous les Travaux;

13.1.1.2 à maintenir sur, sous ou au-dessus des Immeubles, pendant la durée de la présente Entente, ses propres constructions;

13.1.1.3 à couper, émonder, enlever et détruire, de quelque manière que ce soit et en tout temps, tous arbres, arbustes, branches, buissons et racines se trouvant sur, sous ou au-dessus des Immeubles et de déplacer hors des Immeubles tous objets, Mobilier urbain, qui s'y trouveraient et qui pourraient nuire à l'exercice des droits accordés aux présentes, étant entendu que, dans la mesure où cela est réalisable en pratique, tout Mobilier urbain appartenant à la Ville, détruit, enlevé ou déplacé de quelque manière, devra être remplacé ou replacé à la satisfaction de la Ville dans le respect des principes établis à l'article 13.3 ci-après;

13.1.1.4 à travailler, passer et circuler sur les Immeubles, en tout temps, à pied, en véhicule de tout genre et avec de la machinerie de tout genre étant entendu qu'Infra devra, en tout temps, respecter les limites de charge légale dans l'exercice des droits consentis aux termes de la présente Entente;

13.1.1.5 à réaliser toutes les activités et tous les travaux complémentaires nécessaires, utiles ou opportuns pour accomplir l'ensemble des Travaux, tels que, notamment les études géotechniques et environnementales ainsi que les travaux d'aménagement temporaire ;

13.1.1.6 à maintenir, entretenir et utiliser sur les Immeubles, le temps nécessaire à la réalisation du Projet, l'équipement, le matériel, les outils, la machinerie et les installations, de quelque nature que ce soit, nécessaires à la réalisation et à l'exécution des Travaux (tels que, des abris, roulottes, grues, machineries lourdes, murs et barrières de protection, éclairage, affiches et panneaux de signalisation et autres);

13.1.1.7 à prendre toutes les mesures nécessaires, utiles ou opportunes pour protéger et sécuriser les lieux et assurer la sécurité des personnes;

13.1.1.8 à prendre entente avec les compagnies d'utilité publique (Hydro-Québec, Bell Canada, Gaz Métro, etc.) pour le déplacement, la modification et la protection de leur réseau respectif à l'intérieur des Immeubles. Lorsqu'il s'agit du réseau de la Commission des services électriques de la Ville, Infra convient de traiter ce réseau comme une Infrastructure municipale.

13.1.2 Pour éviter toute ambigüité, la permission prévue au présent article 13 est également accordée à l'Entrepreneur et pourra être exercée, en tout temps pendant la durée de la présente Entente, par l'Entrepreneur, ses employés, représentants, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, ayants droit, mandataires et par toute autre personne dûment autorisée par ledit Entrepreneur. Il est toutefois entendu que l'Entrepreneur devra respecter tous et chacun des termes, obligations et engagements de la présente Entente et plus particulièrement l'Entrepreneur devra fournir un certificat d'assurance responsabilité civile et biens tous risques et y ajouter la Ville et les Villes liées à titre d'assurées additionnelles.

13.1.3 La présente permission est accordée à Infra pour la réalisation des Travaux lesquels seront effectués par l'Entrepreneur dans le cadre du Projet.

13.2 **Identification des immeubles**

Les droits prévus et accordés aux termes du paragraphe 13.1 de la présente Entente pourront être exercés par Infra et l'Entrepreneur, sur, sous ou au-dessus des Immeubles dont la liste est jointe à l'Annexe A des présentes.

Si d'autres immeubles que ceux identifiés à l'Annexe A sont requis aux fins du Projet, la Ville s'engage à autoriser Infra à occuper ces parties du Domaine public selon les termes et conditions de la présente Entente.

13.3 **Conditions relatives à l'occupation**

13.3.1 La permission prévue et consentie à l'article 13 de la présente Entente est assujettie aux conditions suivantes :

13.3.1.1 À moins qu'il ne s'agisse d'un Ouvrage municipal, Infra ne pourra installer ou construire de nouvelles Infrastructures municipales ou modifier celles existantes autrement qu'aux fins de remise en état ou de réparation de ces infrastructures, en raison de l'exécution des Travaux du Projet;

13.3.1.2 Préalablement à la signature de la présente Entente, la Ville a autorisé Infra à effectuer sur les Immeubles, conformément aux lois, règlements, directives et politiques applicables en matière environnementale, des vérifications environnementales. Suivant ces vérifications, si des travaux de caractérisation environnementale sont requis afin de déterminer l'état environnemental des Immeubles, Infra pourra y procéder avant le début des Travaux. Le cas échéant, Infra transmettra à la Ville une copie des rapports environnementaux dans un délai de dix (10) jours ouvrables suivant leur réception. Ces rapports feront foi de l'état environnemental des Immeubles avant le début des Travaux. Tous les frais reliés à ces travaux de caractérisation et de décontamination s'il y a lieu sont à la charge d'Infra et sont sous son entière responsabilité, étant entendu qu'Infra ne pourra exiger le remboursement de ces frais ni autre compensation de la part de la Ville;

13.3.1.3 Infra devra, à ses frais, dans la mesure où cela est réalisable en pratique, remettre les Immeubles dans l'état où ils se trouvaient avant l'exécution des Travaux, incluant leur état environnemental, ce qui comprend notamment la réparation ou la remise en état, selon les règles de l'art et à ses frais, des Infrastructures municipales et du Mobilier urbain appartenant à la Ville situés sur, sous et aux abords des Immeubles qui auraient pu être endommagés ou dont le fonctionnement aurait pu être affecté par les Travaux. Lorsque la remise en état antérieure aux Travaux est impossible, Infra s'engage à fournir des biens de remplacement équivalents situés dans des endroits convenus entre les Parties.

13.3.1.4 À l'égard des Ouvrages municipaux, Infra reconnait son obligation de procéder à tous les Travaux les concernant de manière conforme aux normes de la Ville concernée applicables à ces Ouvrages municipaux, étant entendu qu'Infra ne sera pas responsable de tous les coûts additionnels découlant de quelque modification auxdites Infrastructures municipales demandée par la Ville ou une Ville liée, cette ville assumant les coûts rattachés aux modifications en question. Pour plus de précision, les modifications peuvent inclure notamment

la prolongation, l'agrandissement ou la mise en commun d'infrastructures existantes.

13.3.2 Responsabilité civile et indemnisation

Infra sera responsable, pendant toute la durée de la présente permission d'occupation du Domaine public, de tout dommage ou préjudice, aux biens ou à la personne, qui pourrait être subi par la Ville ou la Ville liée concernée ou par toute autre personne se trouvant sur les Immeubles, lorsque ce dommage ou préjudice résulte de l'exercice des droits consentis à Infra par le présent article 13.

Infra doit prendre fait et cause et doit tenir la Ville ou la Ville liée concernée indemne de toute réclamation qui pourrait être faite contre cette dernière, de toute action qui pourrait lui être intentée et de tout jugement qui pourrait être rendu contre ladite Ville, y compris les frais et accessoires s'y rattachant, lorsque telle réclamation, telle action ou tel jugement résulte de l'exercice des droits consentis à Infra par le présent article 13.

13.3.3 Assurances

Préalablement à la clôture financière confirmant la lancée du Projet, Infra doit fournir à la Ville une copie du certificat d'assurance de responsabilité civile et biens tous risques d'un montant de dix (10) millions de dollars par sinistre ou évènement. Cette assurance doit contenir un avenant qui précise que la Ville et les Villes liées sont désignées comme assurées additionnelles au contrat d'assurance.

Le contrat d'assurance doit être émis par une compagnie d'assurance détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenir une autorisation à exercer l'activité d'assurance au sens du règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1).

Cette assurance devra être maintenue par Infra durant toute la période d'occupation jusqu'à la réception définitive des Travaux. Elle ne pourra être annulée ou modifiée sans d'abord avoir fait l'objet d'un préavis écrit de 30 jours adressé à la Ville et aux la Villes liées.

13.3.4 Infra ne pourra occuper les Immeubles qu'aux seules fins prévues et aux conditions prévues à la présente Entente.

13.4 **Obligations de la Ville**

13.4.1 La Ville s'engage à n'accorder et veiller à ce qu'aucune Ville liée n'accorde aucun autre droit à une personne physique ou morale sur les Immeubles, sans avoir préalablement consulté Infra, et ce, afin d'assurer une coordination efficace des Travaux. La Ville s'engage de plus à ne rien faire qui tende à diminuer les droits consentis aux termes de la présente Entente ou à rendre la réalisation et l'exécution des Travaux plus incommodantes.

13.5 **Durée de l'Entente**

13.5.1 La présente Entente prend effet à compter de la date de la dernière signature par les Parties.

13.5.2 La présente Entente demeure en vigueur jusqu'à l'expiration du sixième (6) mois suivant la Date de Réception Définitive.

13.6 **Considération**

13.6.1 En considération des Travaux relatifs aux Ouvrages Municipaux, la permission prévue au paragraphe 13.1 des présentes est consentie à Infra et à l'Entrepreneur, sans contrepartie, ni frais, droits ou redevance payable à la Ville, ou une Ville liée quelle qu'en soit la nature et pour quelque raison que ce soit, étant entendu toutefois que tout permis délivré à l'Entrepreneur l'est au bénéfice d'Infra.

13.7 **Opérations cadastrales**

13.7.1 La Ville reconnait qu'Infra pourrait devoir préparer des documents ou écrits permettant la création d'un ou plusieurs lots distincts aux fins de l'identification des Immeubles, le tout aux frais d'Infra. La Ville s'engage à coopérer avec Infra à cette fin étant de plus entendu qu'en sa qualité de mandataire de l'État, aucune contribution aux fins de parc n'est exigible à l'occasion de toute demande de lotissement ou construction sur les Immeubles.

13.8 **Gestion de la circulation**

Compte tenu de l'impact sur la mobilité urbaine qu'auront les Travaux et l'occupation du Domaine public prévue à la présente Entente, Infra et la Ville conviennent des principes qui suivent afin d'établir un plan de gestion de la circulation selon les principes ci-après :

13.8.1 Étape 1 : Plan de gestion conceptuel

Les concepts généraux du plan de gestion de la circulation proposé pour le Projet seront soumis par Infra à la Ville au plus tard à la date à laquelle un Soumissionnaire est choisi par Infra pour devenir l'Entrepreneur; ces concepts généraux seront fondés sur le plan de gestion de la circulation conceptuel (ou des plans essentiellement équivalents) contenu dans l'offre finale présentée par l'Entrepreneur à l'égard du Projet et devra être commentés et approuvés par la Ville en priorité après sa transmission, soit dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours ouvrables après sa transmission.

13.8.2 Étape 2 : Planification des fenêtres d'intervention

l'Entrepreneur préparera et proposera des fenêtres d'intervention dans la gestion de la circulation établissant le lieu des Travaux projetés et les fermetures totales ou partielles de voies publiques anticipées à des fins d'approbation par la Ville et Infra avant la date à laquelle la Convention relative au Projet est signée par l'Entrepreneur et Infra et ce, à l'égard des travaux devant être effectués au cours de la période d'au moins douze (12) mois suivant cette date.

Tous les six (6) mois après la signature de la Convention relative au Projet, soit les 1er mai et 1er novembre de chaque année, l'Entrepreneur mettra à jour lorsque nécessaire ou préparera et proposera, le cas échéant, des fenêtres d'intervention pour les travaux devant être effectués dans la période débutant six (6) mois plus tard et ce, pour une période d'au moins six (6) mois suivants. Ainsi, les fenêtres d'intervention soumises le 1er novembre d'une année seront relatives aux travaux devant être effectués pour la période du 1er mai jusqu'au minimum au 1er novembre suivant. La Ville s'engage à commenter et approuver ces fenêtres d'intervention au plus tard dans les trente (30) jours suivant sa réception de celles-ci.

À l'exception des situations urgentes ou de force majeure, la Ville s'abstiendra d'imposer comme condition d'une telle approbation des modalités ou des conditions qui constituent un écart important par rapport aux concepts généraux prévus au paragraphe 13.8.1.

13.8.3 Étape 3 : Plan de gestion détaillé de la circulation

Au moment d'établir de façon détaillée la gestion de la circulation sur le territoire et pendant la période visée aux fenêtres d'intervention établies conformément au paragraphe précédent, l'Entrepreneur préparera et soumettra, aussi souvent que nécessaire, des plans de gestion de la circulation détaillés à des fins d'approbation par la Ville et Infra selon les principes ci-après, étant entendu que la Ville s'abstiendra (et verra à ce que chaque Ville liée et chaque Arrondissement s'abstienne) d'imposer comme condition de telle approbation, des modalités ou des conditions qui constituent un écart important par rapport aux concepts généraux prévus aux paragraphe 13.8.1 ou aux fenêtres d'intervention établies au paragraphe 13.8.2. Ainsi :

13.8.3.1 Tel que prévu à l'article 6, Infra ou l'Entrepreneur aura, en tout temps, l'obligation d'envoyer une demande de permis à la Ville, l'Arrondissement ou la Ville liée concernée le cas échéant avant d'occuper une partie du Domaine public ou de débuter quelques Travaux en lien avec les Ouvrages municipaux. La demande de permis prévue aux présentes prendra la forme d'une demande de permis d'occupation du Domaine public de l'arrondissement ou de la Ville liée où sont situés les Travaux. En aucun cas cette demande ne constituera une nécessité d'obtenir ledit permis, cette demande n'étant formulée qu'afin de permettre à la Ville de gérer les diverses occupations et travaux entrepris sur son territoire notamment ceux d'Infra.

13.8.3.2 La demande de permis d'occupation du Domaine public devra être déposée au bureau de l'Arrondissement ou de la Ville liée avec copie à la Ville au moins dix (10) jours ouvrables avant le début desdits Travaux. À l'expiration d'un délai de cinq (5) jours ouvrables, la Ville liée ou l'Arrondissement Affecté devra répondre à l'Entrepreneur et lui indiquer si la demande, telle que formulée, est complète et si les Travaux projetés représentent un enjeu majeur ou un enjeu majeur particulièrement complexe pour la Ville (telles que ces expressions sont définies ci-après). Si le dossier est complet et ne représente pas un enjeu majeur ni un enjeu majeur particulièrement complexe, l'Arrondissement Affecté ou la Ville liée doit émettre le permis demandé au plus tard le dixième (10^{e}) jour ouvrable à compter de la date du dépôt de la demande. Lorsqu'il s'agit d'un enjeu majeur, l'Arrondissement Affecté ou la Ville liée devra en informer l'Entrepreneur à l'intérieur des cinq (5) jours ouvrables et le délai obligatoire pour l'émission des permis sera alors de vingt (20) jours ouvrables calculé à compter de la date du dépôt de la demande.

13.8.3.3 Par ailleurs, si la Ville détermine que les Travaux projetés représentent un enjeu majeur particulièrement complexe, le délai d'émission du permis pourra être prolongé pour permettre une analyse complète des impacts et tout enjeu à cet égard sera traité par le Comité de coordination des travaux prévu au paragraphe 18.4; étant entendu que le permis devra être émis le plus rapidement possible afin de ne pas indûment retarder les activités d'Infra et de l'Entrepreneur.

13.8.3.4 Lorsque la demande de permis déposée par Infra ou l'Entrepreneur est incomplète, tel que déterminé par la Ville liée ou l'Arrondissement Affecté, agissant raisonnablement et conformément à ses pratiques antérieures, le délai de réponse initial de cinq (5) jours ouvrables est calculé de nouveau à compter de la réception par la Ville des informations additionnelles.

13.8.3.5 Les permis relatifs à la fermeture d'une borne d'incendie devront être émis deux (2) jours ouvrables après la demande, calculés à compter de la date du dépôt de la demande.

13.8.3.6 Lorsque la demande de permis est relative à une fermeture de rue, complète ou partielle, Infra ou l'Entrepreneur devra joindre son plan détaillé de la circulation, conformément au présent paragraphe 13.8.3.3.

13.8.3.7 Aux fins des présentes, l'expression «**enjeu majeur**» signifie des Travaux relatifs aux Ouvrages Municipaux qui sont susceptibles d'interrompre ou d'entraver de façon importante les activités de la Ville liée ou Arrondissement Affecté ou les services essentiels offerts aux citoyens tels que la fermeture de rue, la déviation de la circulation, le fait d'entraver ou de démolir, en tout ou en partie, une rue, un trottoir ou une piste cyclable, la coupure de l'alimentation en eau, la contamination de l'eau potable ou le risque de telle contamination, le déplacement des feux de circulation et autre mesure similaire.

13.8.3.8 Aux fins des présentes, l'expression «**enjeu majeur particulièrement complexe**» signifie un enjeu majeur susceptible d'avoir un impact sur la sécurité et d'affecter une grande proportion des citoyens de la Ville concernée.

13.8.3.9 Sans restreindre la généralité de ce qui précède, il est expressément convenu que tous les Travaux qui font l'objet d'une demande de permis, conformément au présent article, devront être exécutés et réalisés de manière à causer le moins d'impacts possibles aux activités de la Ville ou de la Ville liée selon le cas ainsi que de leurs citoyens.

13.8.4 Plan de gestion de la circulation définitif

Au fur et à mesure que les propositions visées au paragraphe 13.8.3 ci-dessus auront été approuvées par la Ville et Infra, celles-ci seront réputées constituer le «Plan de gestion de la circulation» aux fins du Projet et l'Entrepreneur procèdera à sa mise en œuvre et sera tenu de respecter celui-ci.

13.8.5 Coordination avec les Arrondissements et les Villes Liées

La Ville, dans son rôle de coordonnatrice du Projet sur le territoire de l'agglomération de Montréal et dans le cadre de l'exercice de sa compétence d'agglomération en matière de transport collectif, verra à coordonner avec les Arrondissements Affectés et Villes Liées les interactions nécessaires de façon à obtenir les commentaires et approbations de ces Arrondissements Affectés et/ou Villes Liées, le cas échéant, à l'intérieur des délais et selon les paramètres décrits à la présente Entente, notamment au présent article 13.8.

14 DEMANDE DE CHANGEMENT AUX EXIGENCES TECHNIQUES

La Ville (à la demande d'une Ville liée le cas échéant), peut transmettre par écrit à Infra toute demande de modifications qu'elle souhaite voir apportée aux exigences techniques de la Convention relative au Projet. Cette demande doit être motivée quant à la nature des changements (incluant une analyse de l'effet des modifications sur le calendrier ou le coût du Projet) et doit comprendre un engagement de la Ville concernée à payer le coût de ces changements. Toute demande de modifications doit être autorisée par Infra. À défaut d'une telle autorisation, la nature et les paramètres du Projet seront maintenus. Les demandes de modifications approuvées par Infra sont par la suite acheminées par celui-ci à l'Entrepreneur, conformément aux modalités et délais prévus à la Convention relative au Projet.

15 SURVEILLANCE DES TRAVAUX

15.1 La surveillance des Travaux est la seule responsabilité de l'Entrepreneur qui émet les demandes de certification telles que décrites à la présente Entente. Sur la base de ces documents, le Certificateur indépendant émet des attestations qu'il remet à l'Entrepreneur et à Infra. Le

Certificateur indépendant vérifie que la conception et la réalisation des Travaux du Projet sont conformes aux exigences techniques de la Convention relative au Projet et aux engagements de l'Entrepreneur.

15.2 Pour éviter toute ambigüité lors de la réalisation des Travaux, l'Entrepreneur et le Certificateur indépendant ne répondent qu'aux demandes formulées par Infra en ce qui concerne les Travaux relatifs au Projet. Toute demande de la Ville ou d'une Ville Liée relative à ces Travaux doit être transmise à Infra qui décidera du suivi nécessaire.

16 INFORMATIONS NÉCESSAIRES À L'APPEL DE PROPOSITIONS

16.1 Droits Existants

Infra a identifié les Droits Existants pouvant avoir un impact sur le développement, la construction ou l'opération du Projet et Infra a transmis cette liste de Droits Existants à la Ville le 21 novembre 2016 ainsi qu'aux Villes liées à différents moments. La Ville convient de transmettre ses commentaires écrits à Infra relativement à cette liste des Droits Existants.

Si Infra souhaite y procéder, Infra sera responsable des négociations avec les détenteurs de Droits Existants de manière à racheter ces mêmes droits ou en obtenir les modifications de façon à satisfaire ses besoins. Toute telle entente qui résultera de ces négociations sera aux frais d'Infra.

À compter de la date des présentes, la Ville s'engage à ne pas céder et faire en sorte que les Villes liées ne cèdent pas de droits nouveaux ou à permettre à tout bénéficiaire de Droits Existants d'en modifier les termes si une telle modification peut entrainer un impact négatif sur la réalisation du Projet.

16.2 Travaux Anticipés

La Ville partagera les Informations qu'elle possède relativement à sa planification triennale sur le réseau artériel prévue par la Ville afin de permettre au Soumissionnaire de pouvoir tenir compte des Travaux Anticipés dans le cadre de sa propre soumission. La Ville confirme que les Informations ainsi fournies reflètent les intentions de la Ville en date des présentes et ne constituent pas une garantie d'exécution des Travaux aux moments anticipés.

La Ville convient d'obtenir des informations similaires relativement aux routes et autres voies publiques sous la gestion des Arrondissements Affectés ou des Villes liées, selon le cas, pour communiquer ces mêmes informations avec diligence à Infra.

Infra reconnait que ces Informations n'identifient pas les travaux municipaux d'urgence.

17 PRIORITÉ D'EXÉCUTION ET PERSONNE CONTACT

17.1 Priorité d'exécution

La Ville convient de traiter l'ensemble des Travaux dans le cadre du développement et la construction du Projet comme étant une grande priorité, tenant compte toutefois de l'existence d'autres projets majeurs actuellement en cours de construction sur son territoire et la Ville s'engage à répondre rapidement à l'ensemble des demandes d'information, étant entendu que pour obtenir des réponses rapides, Infra a convenu séparément d'une entente de services professionnels visant la fourniture des ressources additionnelles par la Ville à cet effet.

La Ville convient de négocier de bonne foi pendant la phase de conception avec Infra les modifications nécessaires aux Travaux Anticipés afin de prioriser, dans toute la mesure possible,

les travaux relatifs au Projet, de ne pas nuire aux Travaux d'Infra dans le cadre du Projet et de n'entamer ni n'approuver aucun autre ouvrage qui pourrait affecter les droits d'Infra contenus aux présentes sous réserve des situations urgentes qui peuvent affecter les services publics ou la sécurité publique.

17.2 **Personne contact**

Infra reconnait l'importance que toutes les communications soient coordonnées par un seul représentant de la Ville et en conséquence, la Ville identifie M. Claude Carette, Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou tout autre représentant désigné par ce dernier ou son successeur pour agir comme coordonnateur principal des relations entre Infra et la Ville aux fins du Projet.

De son côté, Infra identifie M. Jean-Marc Arbaud, Directeur général adjoint d'Infra ou tout autre représentant désigné par ce dernier ou son successeur, pour agir comme coordonnateur principal des relations entre Infra et la Ville aux fins du Projet.

18 COMITÉS

Les Parties conviennent d'identifier des représentants pour former les comités ou sous-comités suivants :

18.1 **Comité de mobilité de Montréal** : Ce comité présidé par le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec a le mandat de planifier et coordonner les déplacements à Montréal. Infra s'engage à participer avec la Ville et les autres parties qui forment ce comité incluant une ou plusieurs Ville(s) liée(s) s'il y a lieu.

18.2 **Comités de bon voisinage** : Les Parties conviennent qu'il sera nécessaire de former des comités de bon voisinage afin de répondre aux préoccupations des citoyens affectés par les Travaux. Le mandat de ces comités sera d'informer les citoyens affectés par les Travaux d'Infra et des mesures mises en place pour atténuer les impacts de ces Travaux. Il sera présidé par Infra et la Ville.

18.3 **Comité stratégique des Ville liées** : Ce comité sera formé par des représentants de la Ville et des Villes liées et d'Infra. Il aura comme mandat consultatif de traiter des enjeux propres aux Villes liées et des communications destinées aux citoyens.

18.4 **Comité de coordination des travaux :** Ce comité, auquel il est fait référence à l'article 5, permettra aux représentants de la Ville et/ou d'une Ville liée, selon le cas, de planifier et suivre les Travaux en cours, d'anticiper les demandes d'informations et de permis, le cas échéant, et de préparer les mesures à mettre en place pour atténuer les impacts engendrés par ces Travaux. Ce comité pourra varier selon le lieu ou la ville où sont effectués les Travaux. Il sera présidé par Infra.

18.5 **Comité directeur**: Ce comité sera composé d'un représentant de la haute direction de la Ville et d'Infra. Il sera l'instance responsable des grands enjeux et de la résolution de différends, le cas échéant.

18.6 **Comité aviseur relativement à la signature architecturale et à l'intégration urbaine** : Ce comité aviseur et consultatif, dont les membres, la structure et le fonctionnement seront établis par Infra après consultation de la Ville, sera mis en place par Infra pour discuter des questions d'intégration urbaine et architecturale des ouvrages du Projet. Tous les membres de ce comité devront, avant la clôture financière du Projet et avant d'entrer en fonction, avoir confirmé leur engagement de réserve à l'égard de l'ensemble de la documentation dont ils pourront prendre connaissance dans le cadre de leur mandat, le tout aux termes d'une convention à cet effet préparée par Infra. Via ce comité, Infra sollicitera des avis sur les plans d'aménagement liés à

l'intégration urbaine, l'aménagement du paysage et les rendus architecturaux du Projet à chacune des étapes de la conception générale (30%) et préliminaire (70%) et (100%). Les avis du comité demeurent consultatifs pour Infra et ses mandataires. Il est entendu que ces documents seront remis à la Ville et aux directeurs généraux de chacune des Villes liées.

19 COMMUNICATIONS

19.1 Les Parties collaboreront à la préparation d'un plan de communication relatif aux Travaux de construction du Projet effectués par l'Entrepreneur.

19.2 Infra et la Ville conviennent de ne diffuser aucun communiqué grand public relativement au Projet par quelque moyen que ce soit sans d'abord avoir coordonné ladite communication avec l'autre partie. La partie désirant diffuser un communiqué devra avoir transmis le texte de son projet de communiqué à l'autre partie 48 heures avant toute publication dans les médias.

20 CONDITIONS PARTICULIÈRES EN MATIÈRE DE PARTAGE D'INFORMATIONS

20.1 Confidentialité

La Ville verra à recueillir les Informations nécessaires auprès des Villes Liées et des Arrondissements Affectés aux fins de la réalisation du Projet. Infra soumettra à la Ville des gabarits ou directives afin de faciliter et de standardiser la cueillette des Informations.

20.2 Le partage d'Informations prévu à la présente Entente est assujetti à l'Entente de partage d'information et de confidentialité en vigueur depuis le 17 mars 2016 (« **Entente de confidentialité** »), incluant sans s'y limiter les dispositions concernant l'utilisation et la confidentialité. Sujet aux dispositions de l'Entente de confidentialité, la Ville fournira les Informations nécessaires à Infra.

20.3 Sans limiter la portée générale de la clause 2 de l'Entente de confidentialité, les Parties conviennent que les discussions qui se déroulent entre les Parties, Infra, le Certificateur indépendant et/ou l'Entrepreneur dans le cadre de la présente Entente sont confidentielles à moins que les Parties n'en conviennent autrement. Dans le cas d'Infra, les informations confidentielles telles que définies dans l'Entente de confidentialité reçues de la Ville peuvent être divulgués au Certificateur indépendant, aux Soumissionnaires et à leurs administrateurs, employés, mandataires ou représentants respectifs. La divulgation d'informations confidentielles entre les Parties ne devra en aucun cas être réputée constituer un octroi de licence ou droit de propriété. Au besoin, Infra et la Ville concluront des ententes subséquentes afin de traiter, notamment, mais sans s'y limiter, du partage de ces Informations avec des tiers et de l'octroi de licences pour permettre l'utilisation optimale des Informations partagées.

21 AUCUN PARTENARIAT NI DÉLÉGATION

Il est entendu et convenu qu'aucune disposition de la présente Entente ni aucune action d'Infra, de la Ville ou de leurs représentants, employés ou mandataires respectifs n'établit ni n'est réputée établir un partenariat, une coentreprise, une relation mandant-mandataire ou une relation employeur-employé de quelque façon que ce soit entre les Parties ou entre la Ville et l'Entrepreneur.

22 MODIFICATION

La présente Entente ne peut être amendée ou autrement modifiée que par une entente écrite signée par les Parties, et ce, sous réserve des autorisations requises.

23 CESSION

L'ensemble des droits et obligations de l'une des Parties ne peut être cédé à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie. Toutefois, à compter de la constitution de REM, Infra pourra céder l'ensemble de ses droits aux présentes à cette société en commandite tel que prévu à l'article 3 de la Loi sur le REM étant entendu que cette dernière devra s'engager par écrit à respecter les termes et conditions des obligations d'Infra aux présentes. Suite à cette cession en faveur de Rem, celle-ci est substituée à Infra qui est alors libérée de ses obligations aux présentes.

[Signature page suivante]

EN FOI DE QUOI les Parties ont signé la présente Entente laquelle porte la date formelle du 15 décembre 2017, comme suit :

Ville de Montréal

Par : _____

Nom : ● Me Yves Saindon
Fonction : ● Greffier

Date: 4 décembre 2017

CDPQ Infra Inc.

Par : _____

Nom : ● M. Jean-Marc Arbaud
Fonction : ● Directeur général adjoint

Par : _____

Nom : ● M. Thomas Assimes
Fonction : ● Directeur – Finances et services aux projets

Date: 15 decembre 2017

Cette entente a été approuvée
le 5 juillet 2017
(Résolution CE17 1172)

© Éditeur officiel du Québec

À jour au 1er avril 2022
Ce document a valeur officielle.

chapitre R-25.02

LOI CONCERNANT LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE MÉTROPOLITAIN

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I
DISPOSITIONS INTRODUCTIVES **1**
CHAPITRE II
ACTIVITÉS D'ACQUISITION **6**
CHAPITRE III
ACTIVITÉS CONCERNANT LE DOMAINE MUNICIPAL **12**
CHAPITRE IV
SERVITUDES **34**
CHAPITRE V
INTÉGRATION MÉTROPOLITAINE **36**
CHAPITRE VI
EXEMPTIONS **46**
CHAPITRE VII
DISPOSITIONS MODIFICATIVES **48**
LOI SUR L'AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN **48**
CHARTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL **57**
LOI SUR LES CHEMINS DE FER **58**
LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE **59**
LOI SUR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS **67**
LOI SUR LA SÉCURITÉ DU TRANSPORT TERRESTRE GUIDÉ **70**
LOI SUR LES TRANSPORTS **72**
RÈGLEMENT SUR LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE **76**
CHAPITRE VIII
DISPOSITIONS TRANSITOIRES, DIVERSES ET FINALES **77**

CHAPITRE I

DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

2017, c. 17, c. I.

1. La présente loi a pour objet de faciliter la réalisation d'un projet d'infrastructure de transport collectif visé à la section IX.3 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) en vue de la mise en place et de l'exploitation d'un système de transport collectif annoncé publiquement comme le «Réseau électrique métropolitain».

2017, c. 17, a. 1.

2. Dans la présente loi, la «Caisse» s'entend de la Caisse de dépôt et placement du Québec aussi bien que de toute filiale visée à l'article 88.15 de la Loi sur les transports (chapitre T-12).

2017, c. 17, a. 2.

3. Une société en commandite constituée entre un seul commandité et un seul commanditaire qui, chacun, est une filiale visée à l'article 88.15 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) est assimilée à un mandataire de l'État lorsque l'activité qu'elle exerce vise la réalisation ou l'exploitation du Réseau.

Dans la présente loi, une telle société est appelée «société en commandite contrôlée exclusivement par la Caisse» .

2017, c. 17, a. 3.

4. Une société en commandite peut être partie à une entente conclue en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12), pourvu qu'au moment de la conclusion de l'entente elle soit une société en commandite contrôlée exclusivement par la Caisse et que cette dernière y soit également partie.

2017, c. 17, a. 4.

5. Les dispositions de la présente loi ont préséance sur celles de toute autre loi.

2017, c. 17, a. 5.

CHAPITRE II

ACTIVITÉS D'ACQUISITION

2017, c. 17, c. II.

6. Le ministre peut, pour la réalisation du Réseau, faire les acquisitions, de gré à gré ou par expropriation, visées au deuxième alinéa de l'article 11.1 de la Loi sur le ministère des Transports (chapitre M-28) aux conditions qu'il détermine, sans que le gouvernement n'en décide.

Dès la signification d'un avis d'expropriation relativement à un bien nécessaire à la réalisation du Réseau, l'évaluation et la négociation en vue de son acquisition doivent être menées par le ministre.

2017, c. 17, a. 6.

7. La Caisse est seule responsable de faire l'acquisition des biens nécessaires à la réalisation du Réseau lorsque ceux-ci sont la propriété du gouvernement du Canada, de l'un de ses ministères ou organismes ou d'entreprises assujetties à la compétence du Parlement du Canada.

2017, c. 17, a. 7.

© Éditeur officiel du Québec

8. L'expropriation décidée par le ministre en vertu du deuxième alinéa de l'article 11.1 de la Loi sur le ministère des Transports (chapitre M-28), pour la réalisation du Réseau, n'a pas à être autorisée préalablement par le gouvernement ainsi que le prévoit la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24).

En ce cas, l'avis d'expropriation doit, en plus des mentions prévues à l'article 40 de la Loi sur l'expropriation, indiquer la date à laquelle l'exproprié, le locataire ou l'occupant de bonne foi devra avoir quitté les lieux. Le droit de l'expropriant à l'expropriation ne peut être contesté et le délai de 30 jours prévu à l'article 46 de cette loi débute à compter de la signification de l'avis d'expropriation. L'avis ministériel de transfert prévu à l'article 9 de la présente loi est substitué à l'avis de transfert de propriété prévu au paragraphe 1° de l'article 53 et à l'article 53.1 de la Loi sur l'expropriation. L'avis ministériel de transfert doit être transmis à l'exproprié; il n'a pas à être signifié. De plus, l'indemnité provisionnelle, dans les cas visés à l'article 53.13 de cette loi, est fixée par le ministre, incluant l'indemnité qu'il estime raisonnable pour le préjudice directement causé par l'expropriation, dans la mesure où les documents qui la justifient, requis par l'avis d'expropriation, ont été fournis dans les 30 jours de la signification de cet avis. Enfin, l'exproprié, le locataire et l'occupant de bonne foi ne peuvent demander de rester en possession du bien exproprié.

En conséquence, ne s'appliquent pas à une telle expropriation le premier aliéna de l'article 36, la partie du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 40 qui suit «Tribunal», les articles 44 à 44.3, la première phrase de l'article 53.2, l'article 53.3, le paragraphe 2° de l'article 53.4 et les articles 53.5, 53.7 et 53.14 de la Loi sur l'expropriation; ses autres dispositions s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

2017, c. 17, a. 8.

9. L'avis ministériel de transfert comporte les mentions suivantes:

1° le montant de l'offre faite pour le compte de la Caisse;

2° la date à compter de laquelle la Caisse prendra possession du bien;

3° l'obligation pour l'exproprié, le locataire et l'occupant de bonne foi d'avoir quitté les lieux avant la date de prise de possession par la Caisse.

Les pièces qui établissent que l'indemnité provisionnelle a été versée à l'exproprié ou déposée, pour son compte, au greffe de la Cour supérieure sont jointes à l'avis.

Le ministre peut désigner tout membre du personnel de son ministère pour signer cet avis.

2017, c. 17, a. 9.

10. Malgré les adaptations à la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24) prévues à l'article 8, lorsqu'un bien comprend tout ou partie d'un bâtiment résidentiel, le ministre ne peut, avant l'expiration d'un délai de 12 mois suivant l'inscription sur le registre foncier d'un avis d'expropriation, y inscrire l'avis ministériel de transfert. Ce délai est porté à 18 mois lorsque l'usage du bâtiment est, même en partie, agricole, commercial ou industriel.

Dans tous les cas, l'exproprié peut consentir à l'inscription de l'avis ministériel de transfert dans un délai plus court.

2017, c. 17, a. 10.

11. Les activités d'acquisition de biens par le ministre, de gré à gré ou par expropriation, en vue de la réalisation du Réseau, peuvent être complétées avant que celle-ci ait fait l'objet d'une entente conclue en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12).

2017, c. 17, a. 11.

© Éditeur officiel du Québec

CHAPITRE III

ACTIVITÉS CONCERNANT LE DOMAINE MUNICIPAL

2017, c. 17, c. III.

12. Pour l'application des articles 149 à 157 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) à la réalisation du Réseau par la Caisse, le délai de 120 jours prévu à l'article 152 de cette loi est réduit à 60 jours alors que le délai de 90 jours prévu à l'article 155 de cette loi est réduit à 45 jours.

2017, c. 17, a. 12.

13. Le Réseau doit être exempt de passages à niveau et libre de toute autre interférence avec une voie publique. Il incombe à la Caisse de construire un étagement chaque fois que la voie de guidage du Réseau doit croiser une voie publique, à moins que cette voie publique ne soit autrement modifiée pour éviter un tel passage à niveau ou une autre interférence avec la voie de guidage, un autre ouvrage ou une installation utile à l'aménagement ou à l'exploitation du Réseau.

Dans la présente loi, on entend par:

«étagement» : un ouvrage qui, avec ses approches, est conçu pour permettre le croisement d'une voie publique et de la voie de guidage à différentes élévations;

«voie publique» : une voie publique au sens du troisième alinéa de l'article 66 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1) sur laquelle une municipalité locale a compétence en vertu du premier alinéa de cet article.

2017, c. 17, a. 13.

14. Aux fins de la réalisation du Réseau, la Caisse et une municipalité locale peuvent, dans une entente, prévoir les stipulations suivantes:

1° l'occupation temporaire de voies publiques pendant les travaux de construction;

2° la modification de voies publiques lorsqu'elles croisent la voie de guidage ou lorsqu'elles interfèrent autrement avec la voie de guidage, un autre ouvrage ou une installation utile à l'aménagement ou à l'exploitation du Réseau;

3° le réaménagement de voies publiques dans les environs du Réseau en raison d'une modification visée au paragraphe 2°;

4° les cessions de droits de propriété découlant de modifications ou de réaménagements visés respectivement aux paragraphes 2° et 3°;

5° les documents qu'elles doivent se remettre.

2017, c. 17, a. 14.

15. Dans le cas des municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de l'agglomération de Montréal, la conclusion d'une entente en vertu de l'article 14 est une matière qui intéresse l'ensemble formé par les municipalités liées au sens de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001). Une telle entente s'applique à l'égard des voies publiques qui relèvent de la compétence du conseil d'une municipalité liée de l'agglomération et d'un conseil d'arrondissement. La Ville de Montréal transmet sans délai une copie de l'entente aux conseils des municipalités liées et aux conseils d'arrondissement concernés.

© Éditeur officiel du Québec

L'entente visée au premier alinéa doit respecter les stipulations prévues dans une entente antérieurement conclue avec une municipalité locale en vertu de l'article 14.

2017, c. 17, a. 15.

16. La Caisse doit transmettre à la municipalité locale concernée un avis qui mentionne les voies publiques qui seront temporairement occupées, la durée prévue de l'occupation ainsi que, s'il en est, les modifications et les réaménagements projetés à ces voies. Si des matières dangereuses sont susceptibles d'être apportées sur les voies occupées, l'avis doit en faire l'énumération.

La Caisse doit transmettre, au plus tard le 30e jour suivant celui de la réception de l'avis par la municipalité, les documents suivants:

1° les plans d'arpentage, sans description technique, décrivant les voies publiques qui seront occupées;

2° le plan de gestion de la circulation pendant les travaux;

3° les plans des ouvrages et des aménagements projetés, le cas échéant, ainsi que les devis détaillant leur conception;

4° l'échéancier des travaux;

5° la liste des mesures de sécurité;

6° la liste des mesures d'atténuation des inconvénients résultant de l'occupation des voies publiques et, le cas échéant, des travaux qui y seront effectués;

7° un document constatant l'état des voies publiques avant leur occupation;

8° tout autre document jugé utile par la Caisse.

La conclusion de l'entente prévue à l'article 14 relève la Caisse de l'obligation de transmettre à la municipalité qui y est partie et, le cas échéant, aux municipalités liées, l'avis prévu au premier alinéa.

La Caisse transmet sans délai au ministre une copie de l'avis ou, le cas échéant, une copie de l'entente intervenue entre elle et la municipalité. Le ministre peut identifier les interventions auxquelles la Caisse ou la municipalité est tenue pour favoriser la fluidité de la circulation sur le réseau routier dont la gestion incombe à celui-ci.

2017, c. 17, a. 16.

17. Les documents visés aux paragraphes 2°, 4°, 5° et 6° du deuxième alinéa de l'article 16 sont rendus publics par la Caisse sur son site Internet dès la transmission faite à la municipalité en vertu de l'article 16. Elle peut en faire de même avec tout autre document qu'elle juge utile. Elle effectue une mise à jour de ces publications dès leur modification.

2017, c. 17, a. 17.

18. Dans les 30 jours suivant la réception de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 16, la municipalité locale doit transmettre à la Caisse une copie des plans des voies publiques, dont elle dispose, mentionnées dans cet avis et des autres documents qu'elle détient les concernant, notamment à l'égard de leur état.

2017, c. 17, a. 18.

19. À défaut d'entente entre la municipalité locale et la Caisse, à l'expiration d'un délai de 60 jours suivant la réception par la municipalité de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 16, la Caisse peut commencer

© Éditeur officiel du Québec

l'occupation et, le cas échéant, les travaux qui y sont mentionnés, conformément aux plans et devis transmis à cette municipalité, et ce, sans être tenue de lui verser une somme d'argent ou une autre contrepartie.

La Caisse et une municipalité locale peuvent convenir d'un délai différent de celui prévu au premier alinéa pour les fins de la négociation. Une telle entente concernant la prolongation de ce délai peut également être conclue entre la Caisse et l'agglomération de Montréal, par application de l'article 15.

2017, c. 17, a. 19.

20. À défaut d'entente entre la municipalité locale et la Caisse, la construction par la Caisse d'un étagement, d'un autre ouvrage ou d'une installation utile à l'aménagement ou à l'exploitation du Réseau sur une partie d'une voie publique emporte, dès le début des travaux, le transfert en faveur de la Caisse de la propriété de la partie de l'immeuble où se trouve la voie publique.

Sauf dans les cas prévus au premier alinéa, toute partie d'un immeuble appartenant à la Caisse sur lequel une voie publique nouvelle est aménagée appartient, à la fin des travaux, à la municipalité.

2017, c. 17, a. 20.

21. La partie d'un immeuble qui devient la propriété de la Caisse en vertu du premier alinéa de l'article 20, et qui conserve sa vocation de voie publique après les travaux, est et demeure affectée à l'utilité publique en quelques mains qu'elle passe.

La municipalité locale conserve la gestion de cette voie publique et demeure responsable de l'entretien des parties suivantes de cette voie : les installations de drainage, la chaussée et ses installations accessoires telles que les glissières de sécurité, les garde-fous, les trottoirs et les lampadaires.

2017, c. 17, a. 21.

22. Les transferts de propriété prévus à l'article 20 s'opèrent sans formalité, par l'effet de la loi. La Caisse et la municipalité locale ne peuvent, pour ces transferts, être tenues de se verser une somme d'argent ou une autre contrepartie.

Dans l'année qui suit la fin des travaux, la Caisse dépose dans ses archives une copie du plan représentant ces transferts, certifiée conforme par une personne qu'elle a autorisée. L'inscription au registre foncier des droits de propriété respectifs de la Caisse et de la municipalité concernée s'obtient par la présentation d'un avis qui désigne les immeubles visés, indique les dates de transfert de propriété et fait référence au présent article.

2017, c. 17, a. 22.

23. Lorsque des modifications ou des réaménagements sont apportés à des voies publiques par la Caisse, celle-ci doit maintenir la fonctionnalité générale du réseau auquel ces voies se raccordent, incluant le réseau d'une municipalité locale limitrophe, le cas échéant. En outre, ces modifications et ces réaménagements doivent être conçus et construits afin de permettre l'intégration de ces voies à ce réseau ou à ces réseaux, le cas échéant.

2017, c. 17, a. 23.

24. Au fur et à mesure que des travaux sont exécutés par la Caisse dans une voie publique ou partie de celle-ci, la Caisse est tenue d'informer la municipalité locale concernée des dates projetées de fin des travaux et de réception de l'ouvrage. Elle doit, avant de recevoir l'ouvrage, permettre à la municipalité de procéder à une inspection de l'ouvrage et lui accorder un délai raisonnable qui ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de la fin des travaux. À la date de réception de l'ouvrage par la Caisse, elle est également tenue aux obligations suivantes:

1° cesser l'occupation temporaire de la voie publique ou partie de celle-ci;

© Éditeur officiel du Québec

2° remettre la voie publique, ou la partie de celle-ci, qui n'a pas fait l'objet d'une modification ou d'un réaménagement dans un état équivalent à celui précédant l'occupation;

3° céder à la municipalité locale les garanties légales et conventionnelles se rapportant aux travaux effectués aux immeubles dont la propriété lui est transférée ou qui sont sous sa gestion ainsi que garantir que les sols de la nouvelle voie publique, ou partie de nouvelle voie, sont d'une qualité propre à l'usage qui en sera fait;

4° céder à la municipalité la propriété intellectuelle des plans et devis nécessaire pour lui permettre d'effectuer l'entretien et la réparation des immeubles dont la propriété lui est transférée, incluant la faculté de modifier ces plans et devis à sa convenance.

La Caisse doit remettre, au plus tard 15 jours avant la date de la fin des travaux, un plan de gestion de la circulation relatif à la voie publique ou partie de celle-ci.

Les garanties conventionnelles visées au paragraphe 3° du premier alinéa et cédées par la Caisse peuvent ajouter aux obligations des garanties légales; elles ne peuvent en diminuer les effets, ou les exclure entièrement.

L'inspection de la municipalité visée au premier alinéa n'emporte, pour cette dernière, aucune responsabilité quant à la réception de l'ouvrage et ne diminue pas les garanties y afférentes. Tant que la Caisse n'a pas reçu l'ouvrage, cette dernière assume toutes les responsabilités pouvant être recherchées.

Les coûts des travaux, qu'il s'agisse de la modification ou du réaménagement de voies publiques, de même que les coûts nécessaires aux fins de la remise de la voie publique dans un état équivalent à celui précédant l'occupation, sont à la charge de la Caisse.

La Caisse et une municipalité peuvent convenir un délai différent de celui prévu au premier alinéa.

2017, c. 17, a. 24.

25. Dans les six mois qui suivent la date de la fin des travaux dans une voie publique, la Caisse transmet à la municipalité locale une copie, certifiée conforme, des documents suivants:

1° les plans des ouvrages tels que construits par la Caisse;

2° un certificat délivré par un ingénieur attestant de la conformité de la voie publique et des autres ouvrages qui, après la fin des travaux, sont la propriété de la municipalité ou sous sa gestion;

3° les documents relatifs à l'état des immeubles, à la conception des ouvrages et à leur construction, notamment les journaux de chantier;

4° tout autre document jugé utile par la Caisse.

2017, c. 17, a. 25.

26. La Caisse tient la municipalité locale indemne des coûts que cette dernière pourrait engager pour réparer les malfaçons, vices ou pertes couverts par les garanties légales ou conventionnelles cédées par la Caisse pouvant affecter les biens qui sont devenus sa propriété ou qui sont sous sa gestion, en vertu respectivement des articles 20 et 21.

La Caisse est subrogée dans les droits de la municipalité contre l'auteur d'une telle malfaçon, d'un tel vice ou d'une telle perte jusqu'à concurrence des sommes qu'elle lui a versées. Quand, du fait de la municipalité, la Caisse ne peut être ainsi subrogée, elle peut être libérée, en tout ou en partie, de son obligation d'indemniser la municipalité.

2017, c. 17, a. 26.

© Éditeur officiel du Québec

27. Sauf lorsque la Caisse est subrogée dans les droits d'une municipalité locale en vertu du deuxième alinéa de l'article 26, la Caisse prend fait et cause pour une municipalité locale dans toute demande, à titre de demanderesse, d'intervenante, de défenderesse ou de mise en cause, concernant des malfaçons, des vices ou des pertes couverts par les garanties légales ou conventionnelles cédées par la Caisse et qui affectent les biens qui sont devenus la propriété de la municipalité ou qui sont sous sa gestion en vertu respectivement des articles 20 et 21. Elle tient également la municipalité indemne des coûts, incluant les honoraires professionnels de ses avocats et les frais de justice, que cette dernière pourrait engager à l'égard d'une telle demande. Il en est de même des coûts relatifs à un règlement à l'amiable intervenu avant une telle demande.

2017, c. 17, a. 27.

28. Une municipalité locale doit, dès qu'elle en a connaissance, déclarer à la Caisse tout événement de nature à mettre en jeu les obligations auxquelles cette dernière est tenue en vertu des articles 26 et 27. Inversement, lorsque la Caisse prend connaissance d'un tel événement sans qu'il ne lui ait été déclaré par une municipalité, la Caisse doit, sans délai, l'en informer.

La Caisse et la municipalité collaborent activement, sans limite de temps, afin d'assurer l'exécution de ces obligations. Elles se transmettent, en outre, tout document ou renseignement utile.

2017, c. 17, a. 28.

29. Tout différend, entre la Caisse et une municipalité locale ou entre l'une ou l'autre d'entre elles et un entrepreneur, relatif aux travaux exécutés et aux ouvrages construits aux fins de la réalisation du Réseau, est soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions du Code de procédure civile (chapitre C-25.01), à moins que les parties ne conviennent d'un arbitrage dont la procédure est autrement réglée.

Aucuns frais ne peuvent être imposés à une municipalité pour un arbitrage.

2017, c. 17, a. 29.

30. La prescription court contre une municipalité locale, pour tout droit qu'elle peut faire valoir à l'égard de travaux faits par la Caisse dans une voie publique, seulement à compter de la date de la fin des travaux pour cette voie.

2017, c. 17, a. 30.

31. Les dispositions des articles 14 à 30 s'appliquent avec les adaptations nécessaires aux réseaux d'aqueduc, d'égout ou de conduits souterrains, aux autres ouvrages qui peuvent se trouver sous la surface des voies publiques ainsi qu'aux réseaux aériens, lorsque ces réseaux ou autres ouvrages sont la propriété d'une municipalité locale. Malgré l'article 20, ces réseaux ou ces autres ouvrages demeurent la propriété de la municipalité à la fin des travaux.

Aux fins de la réalisation du Réseau, la Caisse peut exercer toutes les servitudes établies en faveur de la municipalité lui permettant d'entretenir ou d'accéder à ces réseaux ou à ces autres ouvrages, lorsque ceux-ci se trouvent sous la surface des immeubles avoisinant ceux de la municipalité.

2017, c. 17, a. 31.

32. Les dispositions du présent chapitre n'ont pas pour effet de permettre à la Caisse de modifier l'équipement appartenant à une entreprise de services publics, autre que municipale, sans avoir obtenu le consentement de cette entreprise.

2017, c. 17, a. 32.

33. La Caisse peut confier l'exercice des fonctions et pouvoirs que lui confèrent les dispositions du présent chapitre à une société en commandite contrôlée exclusivement par la Caisse.

© Éditeur officiel du Québec

En ce cas, les transferts de propriété prévus à l'article 20 s'opèrent néanmoins en faveur de la Caisse plutôt qu'en faveur de cette société.

2017, c. 17, a. 33.

CHAPITRE IV

SERVITUDES

2017, c. 17, c. IV.

34. Toute route dont la gestion incombe au ministre, traversée ou longée par le Réseau, de même que tout immeuble sous son autorité et qu'il estime requis pour ses fins, sont assujettis, sans indemnité, à une servitude qui s'exerce sur l'assiette nécessaire au Réseau, et ce, à compter de la conclusion d'une entente entre la Caisse et le ministre qui en détermine les modalités et conditions.

La Caisse peut, dès la conclusion de l'entente, publier la servitude sur le registre foncier; elle y est tenue dans les cas suivants:

1° la gestion de la route est dévolue à une municipalité en vertu de l'article 3 de la Loi sur la voirie (chapitre V-9);

2° la route est définitivement fermée;

3° le fonds servant fait l'objet d'une disposition sans avoir été inclus dans l'emprise d'une route.

Le ministre avise sans délai la Caisse d'une dévolution, d'une fermeture ou d'une disposition visée au deuxième alinéa.

L'inscription de la servitude s'obtient par la présentation d'un avis qui désigne l'assiette de la servitude, mentionne les modalités et conditions de la servitude et fait référence au présent article.

Dans tous les cas, cette servitude s'éteint avec le démantèlement du Réseau.

2017, c. 17, a. 34.

35. Le ministre peut, pour le compte de la Caisse, acquérir, de gré à gré ou par expropriation, une servitude de non-accès afin d'interdire ou de limiter l'accès à une voie publique modifiée ou réaménagée en vertu des dispositions du chapitre III, et ce, même si la Caisse n'est pas propriétaire de cette voie. L'expropriation est alors régie par les dispositions du chapitre II.

Lorsque le ministre acquiert une servitude en faveur du Réseau en tant que fonds dominant, sa description aux fins de la publicité des droits sur le registre foncier n'a pas à être conforme aux articles 3032, 3033, 3036 et 3037 du Code civil.

2017, c. 17, a. 35.

CHAPITRE V

INTÉGRATION MÉTROPOLITAINE

2017, c. 17, c. V.

36. Dans la poursuite de sa mission et afin d'augmenter les services de transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal, l'Autorité régionale de transport métropolitain doit favoriser la réalisation du

© Éditeur officiel du Québec

Réseau et le maintien de ses services, tout en assurant l'intégration des différents services de transport collectif desservant son territoire.

2017, c. 17, a. 36.

37. La Caisse doit, sans délai, transmettre à l'Autorité une copie conforme de l'entente, concernant le Réseau, conclue avec le gouvernement en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12), qui fait notamment état des besoins des usagers, des objectifs d'intérêt public et du cadre tarifaire du Réseau, incluant les mécanismes d'indexation.

2017, c. 17, a. 37.

38. La Caisse et l'Autorité peuvent conclure une entente prévoyant la contribution financière que l'Autorité apporte en vue de la réalisation du Réseau.

Les sommes suivantes constituent la contribution de l'Autorité:

1° 512 000 000 $ tenant lieu de la captation de la plus-value foncière;

2° les autres sommes versées selon la périodicité déterminée par la Caisse et l'Autorité, jusqu'à l'atteinte d'une cible de financement qu'elles fixent jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 600 000 000 $ et pour une période n'excédant pas 50 ans.

Un versement visé au paragraphe 2° du deuxième alinéa, pour une période, ne peut excéder, pour cette période, le produit de la redevance, établie en vertu des dispositions du chapitre V.1 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), prélevée à l'égard du Réseau.

L'entente prévue au premier alinéa prend fin si la Caisse cède en tout ou en partie ses droits, titres et intérêts dans les terrains constituant l'assiette de la voie de guidage du Réseau. Elle n'a force obligatoire que si elle est approuvée par le ministre, avec ou sans modification.

À défaut par l'Autorité et la Caisse de s'entendre dans le délai que leur indique le ministre, celui-ci peut déterminer les modalités et conditions d'une telle entente, laquelle est alors réputée conclue entre elles.

2017, c. 17, a. 38.

39. L'exploitant du Réseau et l'Autorité peuvent conclure une entente prévoyant la rémunération pour les services de transport collectif qu'il fournit sur le territoire de celle-ci. Cette entente peut prévoir, sans déroger aux modalités et conditions prévues dans l'entente conclue en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) ou les rendre plus onéreuses:

1° une rémunération déterminée notamment en fonction du nombre d'usagers transportés et de la distance parcourue par chacun d'eux ou, autrement, le partage de recettes tarifaires;

2° les obligations mutuelles de collaboration;

3° les modalités relatives au cadre tarifaire pour les usagers du Réseau;

4° l'utilisation des services de billetterie et du guichet unique de l'Autorité afin de permettre un accès simplifié au Réseau;

5° les renseignements et les documents que l'Autorité et l'exploitant doivent se remettre, plus particulièrement ceux nécessaires à la fixation, par l'Autorité, de ses tarifs.

2017, c. 17, a. 39.

© Éditeur officiel du Québec

40. Chaque entente prévue aux articles 38 et 39 est réputée être une entente conclue en vertu du paragraphe 3° du troisième alinéa de l'article 8 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3).

Les modalités de la contractualisation entre les parties à ces ententes figurant à la politique de financement de l'Autorité, prévue à l'article 72 de cette loi, n'ont pas à être approuvées par la Communauté métropolitaine de Montréal. Une modification proposée à ces modalités, le cas échéant, n'a pas d'effet entre les parties, à moins qu'elles n'y consentent.

2017, c. 17, a. 40.

41. Sauf dans la mesure prévue par une entente conclue en vertu de l'article 39, seuls sont compétents à l'égard de la réalisation et de l'exploitation du Réseau: la Caisse, la société en commandite contrôlée exclusivement par la Caisse et l'exploitant.

2017, c. 17, a. 41.

42. Le cadre tarifaire établi par l'Autorité en vertu de l'article 25 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3) peut intégrer les services de transport collectif du Réseau seulement si une entente conclue en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) ou en vertu de l'article 39 le permet.

2017, c. 17, a. 42.

43. Les zones identifiées par l'Autorité, conformément à l'article 97.1 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), propices à l'articulation de l'urbanisation et des services de transport collectif fournis par le Réseau, doivent être comprises dans un rayon n'excédant pas 1 km de chacune de ses gares ou de ses stations.

2017, c. 17, a. 43.

44. Un organisme public de transport en commun au sens de l'article 5 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3) doit, sur demande de l'Autorité, proposer un nouveau plan de desserte pour son territoire afin de favoriser l'intégration de ses services avec ceux du Réseau.

2017, c. 17, a. 44.

45. L'Autorité peut exercer à l'égard du Réseau, comme s'il relevait d'un organisme public de transport en commun visé par la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), les pouvoirs qui lui sont conférés par les chapitres VII et VIII de cette loi, à moins que l'entente conclue entre l'exploitant du Réseau et l'Autorité n'y pourvoie autrement.

L'Autorité peut déléguer l'exercice des pouvoirs visés au premier alinéa, sauf celui d'intenter une poursuite pénale, à la personne ou à la société désignée conjointement par l'Autorité et la Caisse ou une société en commandite, lorsque, à la fois, la Caisse, un autre mandataire de l'État ou le gouvernement détient 10% ou plus des titres de son fonds commun et le commandité est une société par actions à l'égard de laquelle la Caisse, un autre mandataire de l'État ou le gouvernement a la faculté d'exercer 10% ou plus des droits de vote que confèrent les actions émises par cette société.

2017, c. 17, a. 45.

© Éditeur officiel du Québec

CHAPITRE VI

EXEMPTIONS

2017, c. 17, c. VI.

46. La Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (chapitre D-15.1) ne s'applique pas lorsqu'au terme d'un transfert relatif à un immeuble faisant ou devant faire partie du Réseau, le cessionnaire est l'un des suivants:

1° la Caisse;

2° une société en commandite, lorsque, à la fois, la Caisse, un autre mandataire de l'État ou le gouvernement détient 10% ou plus des titres de son fonds commun et le commandité est une société par actions à l'égard de laquelle la Caisse, un autre mandataire de l'État ou le gouvernement a la faculté d'exercer 10% ou plus des droits de vote que confèrent les actions émises par cette société.

Le premier alinéa ne s'applique pas si la cession vise à exclure un immeuble du Réseau.

2017, c. 17, a. 46.

47. La Caisse et la société en commandite visée au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 46 sont, dans leurs activités de réalisation ou de gestion du Réseau, exemptées:

1° de tout mode de tarification, établi par une municipalité locale en vertu des articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) pour ses biens, services et autres activités;

2° de toute condition préalable imposée en vertu des articles 117.1 à 117.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1);

3° de tout tarif d'honoraires pour la délivrance d'un permis ou d'un certificat en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

4° de tout assujettissement d'un de ses permis ou certificats au régime des articles 145.21 à 145.30 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

5° de l'imposition de toute taxe en vertu des articles 151.8 à 151.12 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (chapitre C-11.4);

6° de toute redevance en vertu des articles 151.13 à 151.18 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec;

7° de l'imposition de toute taxe en vertu des articles 500.1 à 500.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou des articles 1000.1 à 1000.5 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1);

8° de toute redevance en vertu des articles 500.6 à 500.11 de la Loi sur les cités et villes ou des articles 1000.6 à 1000.11 du Code municipal du Québec.

2017, c. 17, a. 47.

© Éditeur officiel du Québec

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS MODIFICATIVES

2017, c. 17, c. VII.

LOI SUR L'AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN

48. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 6).*

2017, c. 17, a. 48.

49. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 8).*

2017, c. 17, a. 49.

50. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 72).*

2017, c. 17, a. 50.

51. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 79).*

2017, c. 17, a. 51.

52. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 82).*

2017, c. 17, a. 52.

53. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 84.1).*

2017, c. 17, a. 53.

54. *(Modification intégrée au c. A-33.3, chapitre V.1, aa. 97.1-97.12).*

2017, c. 17, a. 54.

55. *(Modification intégrée au c. A-33.3, aa. 108.1-108.2).*

2017, c. 17, a. 55.

56. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 130.1).*

2017, c. 17, a. 56.

CHARTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

57. *(Modification intégrée au c. C-11.4, Ann. C, a. 194).*

2017, c. 17, a. 57.

LOI SUR LES CHEMINS DE FER

58. *(Modification intégrée au c. C-14.1, a. 1).*

2017, c. 17, a. 58.

© Éditeur officiel du Québec

LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE

59. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 47).*

2017, c. 17, a. 59.

60. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 65).*

2017, c. 17, a. 60.

61. *(Omis).*

2017, c. 17, a. 61.

62. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 204).*

2017, c. 17, a. 62.

63. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 208).*

2017, c. 17, a. 63.

64. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 236).*

2017, c. 17, a. 64.

65. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 262).*

2017, c. 17, a. 65.

66. *(Modification intégrée au c. F-2.1).*

2017, c. 17, a. 66.

LOI SUR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS

67. *(Modification intégrée au c. M-28, a. 11.1).*

2017, c. 17, a. 67.

68. *(Modification intégrée au c. M-28, a. 11.1.2).*

2017, c. 17, a. 68.

69. *(Modification intégrée au c. M-28, a. 11.5).*

2017, c. 17, a. 69.

LOI SUR LA SÉCURITÉ DU TRANSPORT TERRESTRE GUIDÉ

70. *(Modification intégrée au c. S-3.3, a. 54).*

2017, c. 17, a. 70.

71. *(Modification intégrée au c. S-3.3, a. 58).*

2017, c. 17, a. 71.

© Éditeur officiel du Québec

LOI SUR LES TRANSPORTS

72. *(Modification intégrée au c. T-12, a. 88.11).*

2017, c. 17, a. 72.

73. *(Modification intégrée au c. T-12, a. 88.11.1).*

2017, c. 17, a. 73.

74. *(Modification intégrée au c. T-12, a. 88.14).*

2017, c. 17, a. 74.

75. *(Modification intégrée au c. T-12, a. 88.15).*

2017, c. 17, a. 75.

RÈGLEMENT SUR LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE

76. *(Modification intégrée au c. S-3.3, r. 2, a. 106).*

2017, c. 17, a. 76.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, DIVERSES ET FINALES

2017, c. 17, c. VIII.

77. Le ministre des Finances est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme n'excédant pas 1 283 000 000 $ pour la contrepartie qu'il doit fournir pour la souscription d'actions émises par une filiale en propriété exclusive au sens du cinquième alinéa de l'article 4 de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (chapitre C-2) et qui est visée au paragraphe *a*.1 du premier alinéa de l'article 31 ou au troisième alinéa de l'article 32 de cette loi.

Cette autorisation cesse d'avoir effet le 1er avril 2020.

2017, c. 17, a. 77.

78. Aux fins de la réalisation du Réseau, le gouvernement peut, malgré la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (chapitre P-41.1), autoriser aux conditions qu'il détermine l'utilisation à des fins autres que l'agriculture, le lotissement et l'aliénation du lot ou d'une partie du lot 2 702 207 et de superficies additionnelles des lots 2 702 212 et 3 349 833, identifiés au (D. 456-2017, 2017-05-03), tous du cadastre du Québec de la circonscription foncière de La Prairie, situés sur le territoire de la Ville de Brossard, ou de la partie de ceux-ci qu'il décrit.

Ce décret est réputé, depuis le jour où il a été pris, l'avoir été en vertu du présent article.

Le gouvernement peut révoquer, en tout ou en partie, une autorisation visée au présent article.

L'autorisation ou la révocation est notifiée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec.

2017, c. 17, a. 78.

79. Sont inclus dans la zone agricole de la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka, les lots 5 126 417, 5 583 376, 5 583 377, 5 583 378, 5 583 379, 5 583 380, 5 583 381, 5 583 382 et 5 583 383 ainsi que les

© Éditeur officiel du Québec

parties des lots 5 583 385, 5 583 389 et 5 583 392 qui ne font pas déjà partie de cette zone, tous du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Beauharnois.

2017, c. 17, a. 79.

80. L'aménagement de l'antenne Deux-Montagnes prévu pour la réalisation du Réseau sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal n'est pas et n'a jamais été assujetti à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement prévue à la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2).

En ce qui concerne la construction des antennes Sainte-Anne-de-Bellevue, Aéroport et Rive-Sud du Réseau sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal, le certificat d'autorisation délivré par le (D. 458-2017, 2017-05-03) de même que la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement ayant précédé la prise de ce décret, notamment toutes les décisions rendues et les autres actes accomplis par le ministre responsable de l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement et par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, sont réputés conformes à la loi.

2017, c. 17, a. 80.

81. La présente loi opère cession en faveur d'une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec visée à l'article 88.15 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) du bénéfice de toute réserve imposée en vertu de l'article 75 de la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24) et dont la Caisse est titulaire le 26 septembre 2017.

La Caisse ou sa filiale identifiée à l'avis d'expropriation, le cas échéant, est réputée être mentionnée dans l'avis d'imposition de réserve.

Aucune publicité des droits n'est requise au registre foncier. La Caisse peut toutefois, à l'égard d'un immeuble et si elle le juge opportun, publier un avis qui fait état de la cession, fait référence au présent article et contient la désignation de l'immeuble.

2017, c. 17, a. 81.

82. Jusqu'à l'entrée en vigueur du premier règlement pris par le gouvernement en vertu du paragraphe 11.1° du premier alinéa de l'article 54 de la Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé (chapitre S-3.3), édicté par l'article 70 de la présente loi, le montant minimum d'assurance couvrant la responsabilité civile que l'exploitant du Réseau doit souscrire est de 100 000 000 $ et le montant de la franchise ne peut excéder 5 000 000 $.

2017, c. 17, a. 82.

83. La Caisse et l'Autorité doivent conclure la première entente prévue à l'article 38 au plus tard le 26 novembre 2017.

À défaut, le ministre détermine, sans délai, les modalités et conditions de l'entente visée à cet article, laquelle est alors réputée conclue entre la Caisse et l'Autorité.

2017, c. 17, a. 83.

84. L'Autorité doit, au plus tard le 26 novembre 2017, prendre le premier règlement prévu à l'article 97.2 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), édicté par l'article 54, concernant la redevance de transport destinée à financer les coûts des ententes conclues en vertu des articles 38 et 39. Les modalités de la redevance n'ont alors pas à être conformes à celles figurant à la politique de financement de l'Autorité.

© Éditeur officiel du Québec

À défaut, le ministre peut édicter ce règlement. Ce dernier se substitue alors à l'Autorité pour identifier les zones visées à l'article 97.1 de cette loi, édicté par l'article 54.

2017, c. 17, a. 84.

85. Pour l'application du deuxième alinéa de l'article 97.2 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), le taux prévu au règlement de l'Autorité régionale de transport métropolitain concernant la redevance établie en vertu des dispositions du chapitre V.1 de cette loi, à l'égard du Réseau, correspond:

1° pour la période se terminant le 31 décembre 2018, à 50% de ce taux;

2° pour la période suivante se terminant le 31 décembre 2019, à 65% de ce taux;

3° pour la période suivante se terminant le 31 décembre 2020, à 80% de ce taux.

2017, c. 17, a. 85.

86. Tout bail affectant l'immeuble de la Caisse situé sur les lots 1 179 344, 1 284 732, 5 777 987 et 5 777 989 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Montréal est de plein droit résilié le 27 mars 2018. Il en est de même de toute sous-location affectant cet immeuble.

Le chapitre II s'applique à une telle résiliation, avec les adaptations nécessaires, comme si elle était une expropriation décidée par le ministre, la Caisse lui est alors substituée.

2017, c. 17, a. 86.

87. Le ministre des Transports est chargé de l'application de la présente loi.

2017, c. 17, a. 87.

88. L'article 11 a effet depuis le 19 avril 2016.

2017, c. 17, a. 88.

89. *(Omis)*.

2017, c. 17, a. 89.

© Éditeur officiel du Québec

Service des infrastructures du réseau routier
Direction de la gestion du portefeuille de projets
Équipe de gestion de projet du REM

Avis de modification du REM

AM_VdM_DM_006

Tunnel piéton et cycliste, station Du Ruisseau

11 avril 2019

Montréal

Table des matières

Description de la modification 2

Mise en contexte 2

Schéma de la modification 3

Avantages du scénario proposé 5

Impacts sur les infrastructures de la station Du Ruisseau 5

Propriété foncière 5

Impact environnemental 5

Acceptabilité sociale 5

Images de références 7

Description de la modification

Mise en contexte

Figure 1: Plan de localisation



L'implantation de la ligne de train Deux-Montagnes a historiquement modifié la trame urbaine en interrompant le tracé des rues de part et d'autre des voies ou en adaptant la conception de nouvelles rues, tel le boulevard Henri-Bourassa passant au-dessous des voies. Il en résulte que l'on retrouve uniquement trois points de traverse des voies entre le boulevard O'Brien et le chemin de la Côte-Vertu, distants de plus de 2km. Dans sa configuration actuelle, la gare Du Ruisseau permet aux piétons de traverser les voies et connecter les quartiers nord et sud.

La transformation de la gare, destinée à devenir une station du REM, n'offrira plus la possibilité de passage de part et d'autre des voies, non-tarifé et accessible en tout temps. La conservation de ce lien a été demandée via le processus de revue documentaire (REMsec-TR-004653) et l'équipe REM a confirmé la tarification de ce passage. L'accès est également tributaire des heures d'opération du REM. La perte de ce lien occasionnera des détours considérables pour permettre la traversée des voies ferrées.

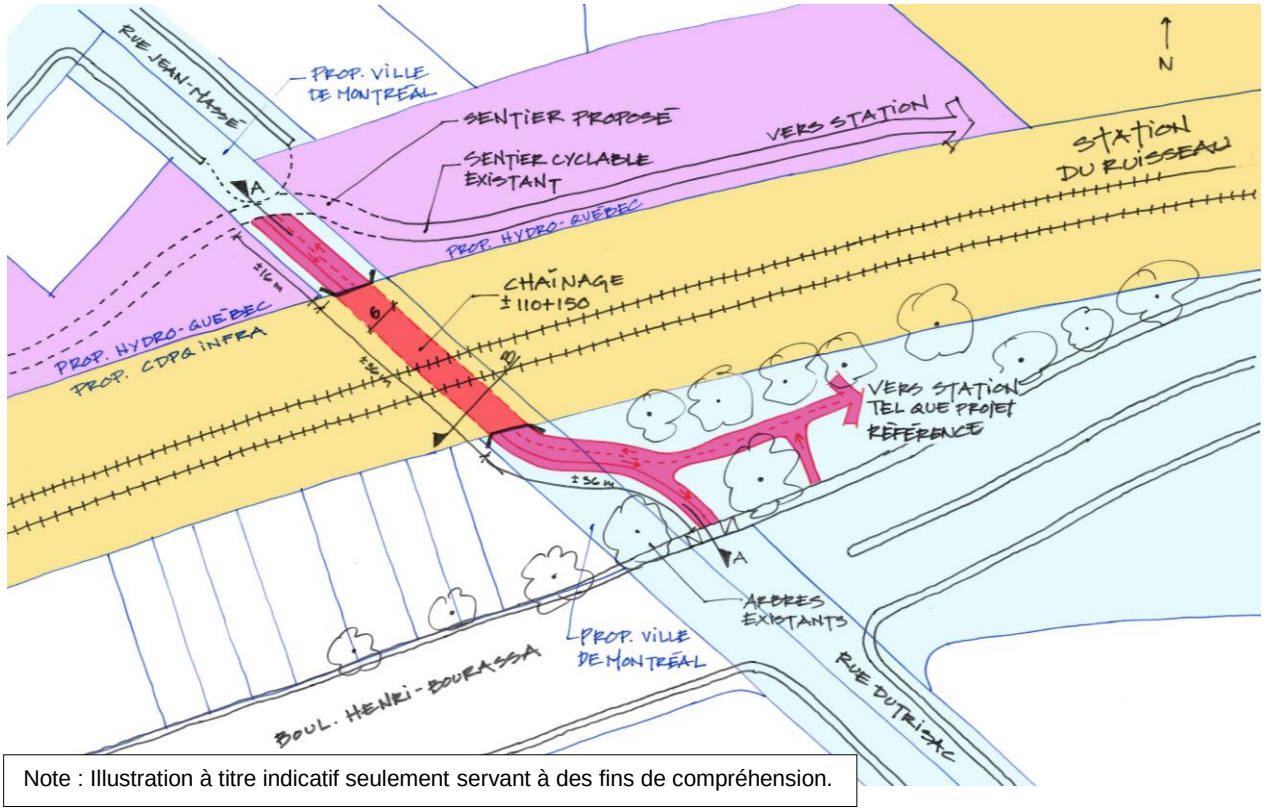
Un précédent avis de modification (AM_VdM_DM_003) a été déposé auprès de CDPQ Infra afin de rehausser les voies et la station et permettre la connectivité au niveau du sol pour les piétons et cyclistes. Cette demande, engendrant des changements majeurs au niveau de la conception et de la réalisation, a été refusée.

La Ville et ses arrondissements tiennent à assurer la sécurité et la connectivité entre les quartiers avec l'arrivée du REM. Le besoin d'un lien non tarifé et accessible en tout temps justifie la présente demande d'ajout d'un tunnel piéton et cycliste sous les voies, dans le prolongement des rues Jean-Massé et

Dutrisac, à l'extrémité ouest de la station Du Ruisseau.

Schéma de la modification

Figure 2: Plan du passage et tunnels proposés



Note : Illustration à titre indicatif seulement servant à des fins de compréhension.

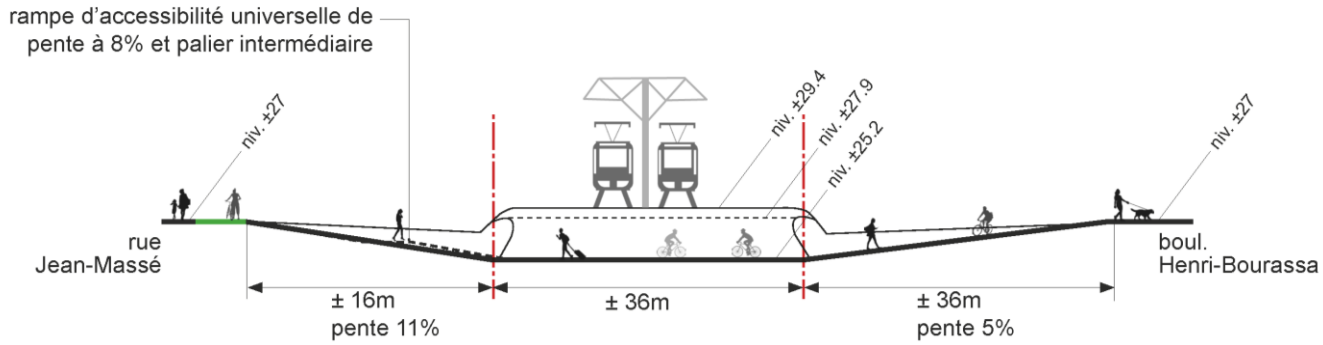
La proposition mise de l'avant consiste en la réalisation d'un passage piéton et cycliste sous les voies du REM, dans le prolongement des axes des rues Jean-Massé et Dutrisac, aux environs du chaînage 110+150. D'une longueur totale d'environ 88 mètres, le passage est divisé en trois sections tel qu'illustré à la figure2..

Une première section, entre la rue Jean-Massé et l'emprise du REM, est constituée d'une rampe droite de pente d'environ 11%, et est localisée à l'intérieur des limites de propriété de la ville de Montréal. La partie dédiée aux piétons peut être modulée en plusieurs sections et paliers afin de respecter la limite de pente de 8% pour répondre aux exigences d'accessibilité universelle.

La deuxième section traverse sous les voies et l'emprise du REM et ne comporte pas de pente significative. La portion en tunnel devrait être limitée au minimum afin d'offrir le plus de luminosité naturelle possible et de gagner en convivialité.

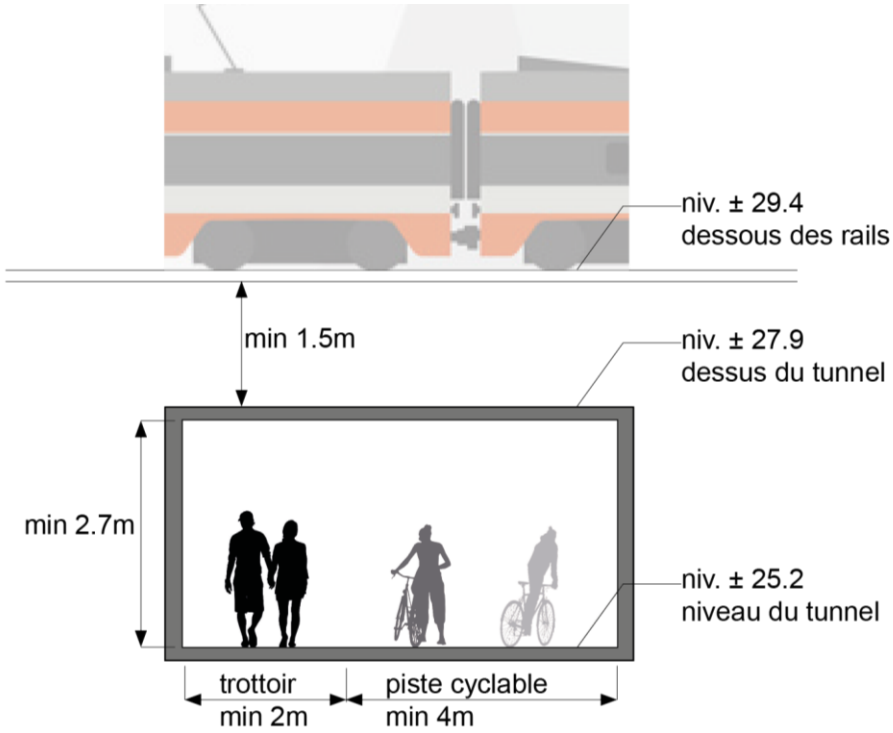
La dernière portion du passage est une rampe légèrement courbée, d'une pente d'environ 5%, entre la section en tunnel et le boulevard Henri-Bourassa, qui se connecte à la piste cyclable existante dans l'axe de la rue Dutrisac, à l'intérieur des limites de propriété de la Ville (voir plan et coupe, figures 2 et 3). La largeur du tunnel sous les voies est d'un minimum de 6 mètres, divisés en une piste cyclable bidirectionnelle d'au moins 4 mètres et une voie piétonne d'au moins 2 mètres (voir coupe figure 4).

Figure 3: A | Coupe déployée de terrain



Le tunnel proposé est d'une hauteur minimale de 2.7 mètres et se situe à un minimum de 1.5 mètre sous les voies, tel que spécifié dans les lignes directrices applicables à la réalisation de liens piétons et cyclables dans l'emprise REM, rédigées par Cima+ (voir coupe figure 4). Il est à noter que toutes les données des schémas proposés sont approximatives et à préciser par le moyen de relevés d'arpentage afin valider le concept.

Figure 4: B | Coupe du tunnel



Avantages du scénario proposé

Impacts sur les infrastructures de la station Du Ruisseau

La proposition mise de l'avant minimise les impacts sur le projet de référence déposé par NouvLR, ne nécessitant que des ajustements mineurs à la conception de la piste cyclable proposée dans la revue REMsec-TR-002743 des plans d'aménagement paysager 70%.

Le tunnel n'a pas d'impact sur les infrastructures de la station elle-même ni sur ses opérations, étant localisé à l'extérieur des limites de site de la station. De plus, il permet d'éviter le passage de transit via la station par les piétons et cyclistes n'utilisant pas les services du REM.

Propriété foncière

La majeure partie du projet s'insère à l'intérieur des limites de propriété de la ville de Montréal, limitant les enjeux liés aux titres de propriété et aux parties prenantes de la conception, tout en répondant à la note technique rédigée par Cima+[1]. Une rencontre éventuelle entre les concepteurs et les représentants désignés de la Ville permettra de coordonner les enjeux fonctionnels et techniques.

Impact environnemental

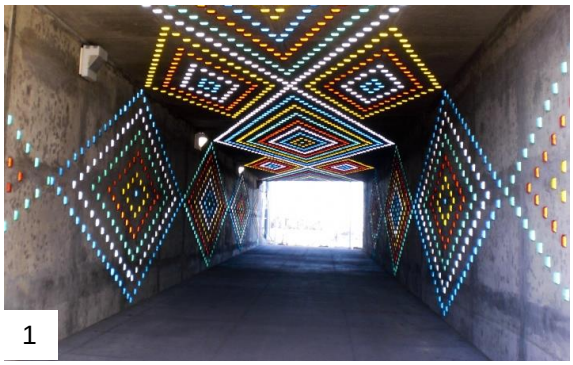
L'aménagement des deux rampes menant au tunnel a peu d'impact sur l'environnement. L'accès entre le tunnel et le boulevard Henri-Bourassa contourne un arbre existant et rejoint l'intersection existante de la rue Dutrisac, tel que le projet de référence. Aucune coupe d'arbre n'est prévue.

Acceptabilité sociale

La création d'un lien direct, non tarifé et accessible en tout temps contribue à l'interconnexion des quartiers et assure un passage sécuritaire et d'accès universel tel qu'existant. Pour ces raisons et celles énumérées précédemment, ce projet contribue à l'acceptabilité sociale du projet dans son ensemble car il bonifie la qualité de vie des citoyens riverains.

[1] Note technique – Lignes directrices applicables à la réalisation de liens piétons et cyclables dans l'emprise REM, 4 octobre 2017, référence 201-1002-20-50-00K (R02)

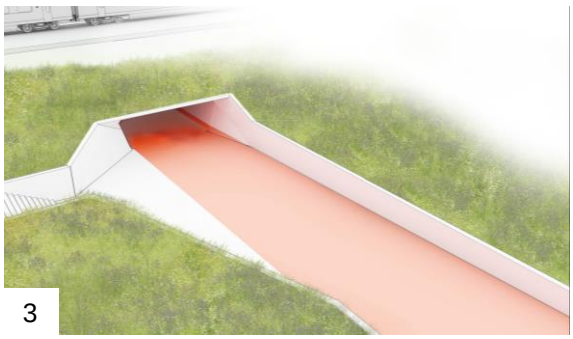
Images de références



1



2



3



4

1. Mise en lumière d'un tunnel, Denver, Colorado
2. Tunnel Santa Clara, Caltrain Station, Californie
3. Construction en cours du tunnel Dampoort, Belgique
4. Gare De Herstal, Pays-Bas

Service des infrastructures du réseau routier
Direction de la gestion de portefeuille des projets
Division des projets partenaires

Collaborateurs

Arrondissement Ahuntsic-Cartierville
Arrondissement Saint-Laurent

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1237211001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat , Division des grands projets partenaires
Objet :	Entériner une dépense maximale de 10 947 611,21 $ taxes incluses pour la conception et la réalisation d'un passage piétonnier et cyclable dans le secteur de la station Du Ruisseau du REM dans le cadre des travaux du projet REM, tel que prévue à l'Entente visée par l'article 14 de la Loi sur le REM.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1237211001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-27

Cédric AGO
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-1444
Division : Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.015

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1237211004

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat , Division des grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Entériner une dépense maximale de 6 409 172,17 $ (taxes incluses) pour la conception, la démolition et la reconstruction du pont d'étagement Jean-Talon et de ses approches dans le cadre des travaux du projet REM, tel que prévue à l'Entente visée par l'article 14 de la Loi sur le REM.

Il est recommandé :

1) d'entériner une dépense maximale de 6 409 172,17 $ taxes incluses pour la conception et la reconstruction du pont d'étagement Jean-Talon et de ses approches dans le cadre des travaux du projet REM;

2) d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par la Ville centre.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2023-03-06 09:56

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1237211004**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat , Division des grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Entériner une dépense maximale de 6 409 172,17 $ (taxes incluses) pour la conception, la démolition et la reconstruction du pont d'étagement Jean-Talon et de ses approches dans le cadre des travaux du projet REM, tel que prévue à l'Entente visée par l'article 14 de la Loi sur le REM.

CONTENU

CONTEXTE

La Caisse de dépôt et placement du Québec - Infrastructure (CDPQ Infra inc. (CDPQi)), par l'entremise du consortium NouvLR, effectue la conception-construction du Réseau Express Métropolitain (REM). Ces travaux sont encadrés par la Loi concernant le Réseau électrique métropolitain (la "Loi sur le REM"). La réalisation de ce projet de 67 km nécessite la construction de nouvelles infrastructures qui se raccorderont au réseau de drainage de l'Île de Montréal. Toute infrastructure municipale, réalisée dans le cadre du projet REM, est encadrée par une entente entre la CDPQ Infra et la Ville de Montréal (la « Ville »), à titre de municipalité centrale de l'agglomération, responsable de la coordination avec les villes liées. Il s'agit de l'entente visée à l'article 14 de la Loi sur le REM ("l'Entente").
Le tracé du REM se compose de différentes antennes sur le territoire de l'île de Montréal, dont l'antenne Deux-Montagnes. Le corridor ferroviaire passe sous la rue Jean-Talon, et plus particulièrement sous la structure, connue comme étant le pont d'étagement Jean-Talon situé à l'ouest de la rue Wilderton dans les limites de la Municipalité.

Situé dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, le pont d'étagement Jean-Talon présentait un état avancé de détérioration. Les accès à cette infrastructure étant très restreints par les différentes autorités ferroviaires et avec la fermeture complète de la ligne Deux-Montagnes (Canadien National), le projet du REM représente une occasion unique de procéder au démantèlement complet et à la reconstruction de l'ouvrage.

Les travaux de conception-réalisation de cet ouvrage, à titre d'infrastructure municipale, ont été inclus à l'appel de proposition initial de la CDPQi vers le marché en 2018. La gestion de la conception et de la réalisation est couverte par l'Entente visée à l'article 14 de la Loi sur le REM. De plus, les articles 20 et 22 de la même loi encadrent le processus de rétrocession des

ouvrages vers la municipalité à la fin des travaux. La voie publique est quant à elle décrite à l'article 66 de la loi sur les compétences municipales.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 1386 - 15 décembre 2022 - Décréter la publication d'un document explicatif du budget 2023 et du PDI 2023-2032 de la Ville de Montréal (volet ville centrale).
CM22 1001 - 22 août 2022 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 50 655 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de Réseau express métropolitain (REM) (volet ville centrale).

CM22 0021 - 20 janvier 2022 - Décréter la publication d'un document explicatif du budget 2022 et du PDI 2022-2031 de la Ville de Montréal (volet ville centrale).

CE20 1829 - 12 novembre 2020 - Décréter qu'un document explicatif du budget 2021 et du PDI 2021-2030 pour l'exercice financier 2021 (volet ville centrale) soit publié dans un journal diffusé sur le territoire de la Ville, conformément à l'article 474.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ c. C-19).

CE20 1829 - 12 novembre 2020 - Décréter qu'un document explicatif du budget 2021 et du PDI 2021-2030 pour l'exercice financier 2021 (volet ville centrale) soit publié dans un journal diffusé sur le territoire de la Ville, conformément à l'article 474.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ c. C-19).

CE17 1172 - 5 juillet 2017 - D'entériner, sous réserve de l'adoption de la Loi concernant le Réseau électrique métropolitain (Projet de loi 137), le projet d'entente intitulée « Entente visée à l'article 14 de la Loi concernant le Réseau électrique métropolitain (la « Loi sur le REM ») » entre CDPQ Infra inc. et la Ville de Montréal relativement au projet du REM.

CE16 1120 - 22 juin 2016 - Adopter la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

La reconstruction complète du pont d'étagement et de ses approches était nécessaire en raison de nombreux problèmes structuraux constatés sur toute la longueur. Un rapport d'inspection générale datant de 2017 présente notamment des enjeux de délaminage, d'éclatement et d'infiltration d'eau sous la structure. De plus, la présence de corrosion importante de l'acier sur tous les appareils d'appui, les poutres et les semelles limite leur stabilité. La surface de roulement quant à elle présentait des nids-de-poule et des fissures importantes ainsi qu'une dégradation importante du béton. Finalement, de la corrosion importante au niveau du garde-corps affectait le niveau de protection.
Situé sur l'antenne Deux-Montagnes du REM à l'intersection de la gare Canora, les travaux de démolition et de reconstruction comprennent notamment :

- La démolition du pont d'étagement existant;
- Le remplacement des unités de fondation;
- L'alignement et le profil de la rue Jean-Talon;
- Reconfiguration de la largeur du pont;
- Reconfiguration des voies de circulations;
- Ajout d'un trottoir multifonctionnel du côté nord;
- Ajout de grilles de protection contre les chutes de neige.

En plus de rendre l'ouvrage d'art sécuritaire, le nouveau pont d'étagement est conçu et réalisé pour une durée de vie de 100 ans.

Les travaux indiqués dans ce dossier ont été réalisés conformément aux directives de la Ville

de Montréal et l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et en respectant les normes et les règlements en vigueur à la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

Advenant que la conception/construction du passage n'avait pas été incluse au projet du REM, la réalisation de ce mandat serait revenue à la Ville.
Étant donné que le train fonctionne 20h par jour, les travaux n'auraient pu être réalisés que 4h par jour pendant la nuit, ce qui aurait généré de nombreux enjeux techniques, en plus d'une augmentation conséquente du temps de réalisation et des coûts totaux. De plus, la réalisation du pont d'étagement Jean-Talon par le projet du REM a permis une économie d'échelle, une réduction substantielle des impacts sur les usagers et une simplification de la maîtrise d'œuvre du projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'enveloppe budgétaire pour ce mandat s'élève à un total de 6 409 172,17 $ taxes incluses. Cette dépense correspond à un coût net de 5 852 428,47 $ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales. Cette dépense sera financée à 100% par le règlement d'emprunt RC 22-034 du projet REM de l'ouest (75050). Cette dépense sera assumée à 100 % par la compétence corpo. Le détail des informations financières se trouve dans l'intervention du Service des finances. Le montant ne peut être utilisé à une fin autre que budgétée. Le paiement se fera par décompte progressif sous présentation de la documentation explicative.

Il est prévu d'utiliser les fonds selon la distribution précisée au tableau :

Description	Montant Hors taxes	TPS (5%)	TVQ (9,975%)	Total Taxes incluses	PDI - 2023 Net ristourne
IAC – Conception et construction Pont Jean Talon	5 574 405,02 $	278 720,25 $	556 046,90 $	6 409 172,17 $	5 852 428,47 $
Total mandat	**5 574 405,02 $**	**278 720,25 $**	**556 046,90 $**	**6 409 172,17 $**	**5 852 428,47 $**

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit de la reconstruction d'un ouvrage d'art.
La grille d'analyse Montréal 2030 se trouve en pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que la conception/construction du pont d'étagement Jean-Talon n'avait pas été incluse au projet du REM, qui est une emprise exclusive, la Ville aurait eu à assumer des coûts de réalisation plus élevés à cause des contraintes d'intervention à proximité du REM. Les travaux déjà exécutés par le projet REM à la demande de la Ville devront être remboursés à la CDPQi suivant le montant convenu.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte pas d'impact en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est à prévoir en lien avec ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil municipal : 20 mars 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia THOMPSON
Cheffe de section, Grands projets partenaires, Portefeuille 2

Tél : 514 513-4207
Télécop. :

Professionnel responsable du dossier :

Xavier Grypczynski
Tél. : 438 989-2963

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-21

Isabelle LEBRUN
Cheffe de division - Grands projets partenaires

Tél : 514 229-0802
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

David THERRIEN

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU

Directeur
Tél : 514 872-7092
Approuvé le : 2023-03-02

Directrice de service
Tél :
Approuvé le : 2023-03-03

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1237211004**
Unité administrative responsable : SUM - DGPTP – DGPP – Portefeuille 2
Projet : Entériner une dépense maximale de 6 409 172.17 $ taxes incluses pour la conception et la reconstruction du pont d'étagement Jean-Talon et de ses approches dans le cadre des travaux du projet REM, tel que prévue à l'Entente visée par l'article 14 de la Loi sur le REM.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?			**X**
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *aucune contribution*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *aucune contribution*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
28 NOV. 2017
POUR
DIRECTRICE
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE VISÉE À L'ARTICLE 14 DE LA *LOI CONCERNANT LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE MÉTROPOLITAIN* (la « Loi sur le REM »)

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public légalement constituée dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-0004, article 6;

Ci-après nommée la «**Ville**»

ET :

CDPQ INFRA INC, personne morale incorporée en vertu de Loi sur sociétés par actions (Québec) dont l'adresse principale est au 1000, Place Jean-Paul Riopelle, Montréal, Québec, H2Z 2B3 représentée par M. Jean-Marc Arbaud et par M. Thomas Assimes, dûment autorisé(e)s aux fins des présentes tels qu'ils(elles) le déclarent;

Ci-après nommée «**Infra**»

(la Ville et Infra étant collectivement appelées les «**Parties**»)

LESQUELLES ONT PRÉALABLEMENT DÉCLARÉ ET EXPOSÉ CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Gouvernement du Québec et la Caisse de Dépôt et Placement du Québec ont conclu, en juin 2015, une entente relative à la réalisation de projets d'infrastructures;

ATTENDU QU'Infra a amorcé la planification du système de transport collectif dans l'axe A10/ Centre-ville de Montréal / Sainte-Anne-de-Bellevue et Deux-Montagnes, appelé Réseau Électrique Métropolitain (ci-après le « **Projet**»);

ATTENDU QUE qu'une société en commandite composée d'un seul commandité et d'un seul commanditaire chacun étant une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec au sens de l'article 88.15 de la *Loi sur les transports* sera constituée par Infra dans le but de réaliser ce Projet et qu'en conséquence cette société appelée REM sera assimilée à un mandataire de l'État dans le cadre de ses activités de réalisation et exploitation du Projet conformément à l'article 3 de la Loi sur le REM;

ATTENDU QUE la présente Entente est signée par Infra pour et au nom de cette société en commandite à être constituée sous le nom de REM et qu'elle est conclue au bénéficie de REM conformément à la *Loi sur le REM*;

ATTENDU QUE bien que la construction du Projet sera effectuée par un Entrepreneur, Infra (ou Rem après sa constitution) sera seule et unique responsable, vis-à-vis la Ville, du respect des termes et obligations prévues aux présentes;

ATTENDU QUE la réalisation du Projet sur le territoire de l'agglomération de Montréal nécessite la participation et la collaboration de la Ville;

ATTENDU QUE l'article 14 de la Loi sur le REM prévoit la possibilité de conclure une entente avec une municipalité aux fins de la réalisation du Projet;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent conclure une telle entente, laquelle couvrira notamment les aspects prévus à l'article 14 de la Loi sur le REM ainsi que les modalités de collaboration entre les Parties durant les phases de planification, de conception et de réalisation des Travaux du Projet;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 15 de la Loi sur le REM, la conclusion de la présente entente est une compétence de l'agglomération de Montréal;

PAR CONSÉQUENT LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. MISE EN CONTEXTE

Le préambule fait partie intégrante de la présente Entente.

La présente Entente conclue en vertu des articles 14 et 15 de la Loi sur le REM vise l'occupation temporaire des voies publiques ainsi que les réseaux d'aqueducs, d'égouts et/ou de conduits souterrains et autres Infrastructures municipales qui se trouvent sur ou sous la surface des voies publiques visées par la présente Entente. La présente Entente vise également l'occupation temporaire d'autres parties du Domaine public de la Ville, et ce, afin de permettre de traiter au sein d'une seule convention l'ensemble des droits et biens de la Ville affectés par la réalisation des Travaux du Projet.

Malgré la présente Entente, les Parties s'en remettent aux dispositions de l'article 20 de la Loi sur le REM, lequel aura seul force de loi entre les Parties relativement aux règles d'occupation permanente de parties de voies publiques et relatives aux transferts de propriété qui y sont établis suite à la construction d'un étagement, d'un ouvrage ou d'une installation devant faire partie du Projet sur ou sous une partie de voie publique de la Ville. Les Parties reconnaissent que conformément à l'article 20 de la Loi sur le REM, les transferts de propriétés qui y sont prévus se feront en faveur d'une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec au sens de l'article 88.15 de la *Loi sur les transports* laquelle constitue une corporation incluse dans la définition du mot « Caisse » à la Loi sur le REM.

Enfin, relativement à l'article 57 de la Loi sur le REM, les Parties confirment que la présente constitue une entente conclue entre les Parties au sens du sixième alinéa de l'article 194 de l'Annexe C de la Charte de la ville de Montréal (c. C-11.4) aux termes de laquelle Infra est autorisée à procéder à ses travaux de construction et son exploitation du Projet tels qu'envisagés.

2. DÉFINITIONS

Aux fins de la présente Entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **Arrondissements Affectés** : signifie les arrondissements suivants de la ville de Montréal : Sud-Ouest, Verdun, Ville-Marie, St-Laurent, Ahuntsic, Pierrefonds-Roxboro, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et Outremont;

2.2 **Appel de propositions** : signifie l'appel de propositions par Infra visant à permettre aux Soumissionnaires de formuler leurs propositions de contrat de conception et construction du Projet;

2.3 **Certificateur indépendant** : signifie l'ingénieur indépendant mandaté aux termes de la Convention relative au Projet pour, entre autres, l'inspection de l'ensemble des infrastructures qui seront construites ou modifiées dans le cadre du Projet;

2.4 **Convention relative au Projet** : désigne la convention à intervenir entre Infra et l'Entrepreneur à l'égard du Projet;

2.5 **Date de Réception Définitive** : signifie la date de prise de possession par REM du Projet à la suite de son développement et de sa construction complète, tel que confirmé par avis écrit par REM à la Ville;

2.6 **Domaine public** : désigne les rues, ruelles, squares et places publiques y compris les trottoirs, terre-pleins, voies cyclables hors rue et l'emprise excédentaire de la voie publique, les parcs et les jardins publics, incluant le Parc du Mont-Royal et les autres immeubles composant le Domaine public de la Ville ou d'une Ville liée;

2.7 **Droits Existants** : signifie l'ensemble des droits réels et personnels connus et existants en date des présentes en faveur de tiers et pouvant avoir un impact sur le développement, la construction ou l'opération du Projet sur le territoire de la ville de Montréal, y compris tout droit réel et personnel affectant les Immeubles;

2.8 **Entente** : désigne le présent document, lequel vise la coordination des échanges et communications entre la Ville et Infra concernant la réalisation des Travaux relatifs au Projet et le partage d'Informations durant les phases de planification et de conception-construction du Projet, le tout dans le cadre de la Convention relative au Projet;

2.9 **Entente de confidentialité** : a le sens qui lui est donné à l'article 20;

2.10 **Entrepreneur**: désigne la partie qui sera sélectionnée par Infra à la suite du processus compétitif d'approvisionnement pour la réalisation du Projet conformément aux dispositions de la Convention relative au Projet;

2.11 **Immeubles**: signifie l'ensemble des immeubles requis aux fins de la construction du Projet, situés sur le territoire de l'agglomération de Montréal et identifiés en Annexe A aux présentes;

2.12 **Informations** : désigne toute information pertinente à la conception ou à la modification des Ouvrages Municipaux, à la protection des Infrastructures municipales, y compris les exigences techniques, normes particulières, dessins, données, études, plans relatifs à ces Ouvrages municipaux et ces Infrastructures municipales;

2.13 **Infrastructures municipales** : désigne, à l'exception des Ouvrages municipaux, toute infrastructure municipale existante de la Ville, incluant le Mobilier urbain et les infrastructures de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) situés dans ou à proximité de l'emprise du Projet;

2.14 **Loi sur le REM** : signifie la *Loi concernant le Réseau électrique métropolitain* ch. 17 des lois du Québec de 2017;

2.15 **Mobilier urbain** : signifie les arbres, arbustes, abribus, bancs, bollards, bornes d'alimentation du métro, bornes d'incendie, bornes géodésiques, bornes repères, buttes de décélération, câbles, chambres de vannes, clôtures, conduits, fontaines, grilles, lampadaires, monuments, murs, murets, panneaux de signalisation, feux de circulation, parcomètres, poteaux, poubelles, puisards, puits d'accès, regards, réverbères, revêtement d'asphalte, de gazon ou de béton, tuyaux, voûtes et autres choses semblables d'utilité ou d'ornementation, mis en place par la Ville ou une Ville liée;

2.16 **Ouvrages municipaux**: désigne les infrastructures municipales conçues, construites, modifiées ou améliorées par l'Entrepreneur et qui seront transférées à la Ville;

2.17 **Parties** : désigne collectivement la Ville et Infra;

2.18 **Plan de Gestion de la Circulation** : signifie le plan de gestion de la circulation de l'Entrepreneur applicable au territoire de la Ville ou d'une Ville Liée et mentionné au paragraphe 13.8.4;

2.19 **Projet** : a le sens qui lui est conféré au préambule des présentes, et inclut l'ensemble des activités et travaux relatifs à la conception, la construction, le financement, l'exploitation ou l'entretien du Réseau Électrique Métropolitain;

2.20 **REM** : désigne la société en commandite à être constituée aux fins de la réalisation et exploitation du Projet, laquelle est représentée par son commandité, Rem Commandité Inc., toutes ces entités étant des filiales d'Infra, étant entendu que REM deviendra, dès sa constitution et sous réserve de l'article 23 des présentes, partie à la présente Entente en substitution d'Infra;

2.21 **Soumissionnaire(s)** : désigne toute(s) personne(s) morale(s) ou regroupement(s) de personnes morales de droit privé (consortium) s'étant qualifiée(s) pour répondre à l'Appel de propositions;

2.22 **Travaux** : signifie l'ensemble des travaux relatifs au Projet effectués par Infra et son Entrepreneur;

2.23 **Travaux Anticipés** : signifie tout ouvrage ou construction incluant toute addition ou modification ou rénovation d'un ouvrage public sous le contrôle de la Ville, qui existe en date des présentes, qui est présentement en voie d'exécution, qui a déjà été approuvé par la Ville ou qui est à sa connaissance en voie de planification sans être encore approuvé par la Ville;

2.24 **Ville** : La ville de Montréal agissant au nom de l'agglomération de Montréal conformément à l'article 15 de la Loi sur le REM;

2.25 **Villes liées** : Les villes de Baie D'Urfé, Beaconsfield, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Kirkland, Mont-Royal, Pointe-Claire, Sainte-Anne – de –Bellevue.

3 MISE EN CONTEXTE ET OBJET DE L'ENTENTE

La présente Entente a pour objet d'octroyer à Infra les droits d'occupation du Domaine public qui lui sont nécessaires pendant les Travaux, et ce, pour la durée de la présente Entente. La présente Entente a également pour objet la mise en place entre Infra et la Ville d'un processus de collaboration dans le cadre du Projet durant les phases de planification, de conception et de construction, notamment pour la réalisation et la réception des Ouvrages municipaux, la protection des Infrastructures municipales ainsi que le raccordement des ouvrages construits dans le cadre du Projet aux Infrastructures municipales. La présente Entente a comme objectif supplémentaire de faciliter les communications et les échanges entre Infra et la Ville, étant entendu que la Ville à titre de coordonnatrice des relations avec Infra sur le territoire de l'agglomération partagera avec les Villes liées et Arrondissements, le cas échéant, les informations et demandes reçues d'Infra ou destinées à Infra dans le cadre de la réalisation du Projet. Ce rôle de coordination permettra à la Ville de planifier les ressources municipales qui seront affectées par elle pour assurer une collaboration nécessaire lors de la réalisation du Projet.

4 PORTÉE DE L'ENTENTE

Le Projet comporte plusieurs antennes :

1. l'Antenne Rive-Sud A10/ Centre-ville de Montréal;
2. l'Antenne Deux-Montagnes;
3. l'Antenne Aéroport de Montréal;
4. l'Antenne Sainte-Anne-de-Bellevue.

La présente Entente de collaboration vise les composantes 1 à 4.

5 COLLABORATION / COMMUNICATION ENTRE LA VILLE ET INFRA

Une fois complétées la sélection de l'Entrepreneur et la signature de la Convention relative au Projet finalisée, un comité de coordination des Travaux du Projet présidé par Infra sera mis en place. Infra, l'Entrepreneur, la Ville et s'il y a lieu, la Ville liée concernée par les Travaux, participeront à ce comité.

Les Travaux de ce comité permettront, entre autres, de définir la conception détaillée des Travaux relatifs aux Ouvrages municipaux et ceux ayant un impact sur les Infrastructures municipales et de permettre sa réalisation.

Conformément à l'article 18 de la présente Entente, les Parties conviennent de mettre en place plusieurs comités se rapportant, le cas échéant, à ce comité afin de traiter des enjeux propres au Projet. La participation des Parties et de l'Entrepreneur au sein de ces comités est requise.

6 PERMIS MUNICIPAUX

Dans le cadre de la réalisation du Projet, malgré qu'elle bénéficie du statut de mandataire de l'État, Infra acceptera, sans renoncer d'aucune façon aux immunités dont elle bénéficie, de requérir de l'Entrepreneur qu'il dépose des formulaires de demandes de permis municipaux à l'égard des Travaux ainsi que des demandes de permission d'occuper le Domaine public pour toute occupation de voies publiques ou autres parties du Domaine public. Infra accepte cette particularité afin de permettre à la Ville, de concert avec les Arrondissements et les Villes liées de coordonner l'ensemble des Travaux effectués sur leur territoire. La soumission de ces formulaires de demandes de permis ne pourra être interprétée comme une demande de permis ni comme une obligation d'obtenir un tel permis sauf lorsque requis par la loi de la part d'un mandataire de l'État.

Nonobstant ce qui précède, Infra convient que les Travaux relatifs aux Ouvrages municipaux ou à toute autre Infrastructure de la Ville ou d'une Ville liée située sur les immeubles visés par ces demandes de permissions seront réalisés et exécutés conformément aux règlements et normes applicables de la Ville concernée avec demande de permis en conséquence, lesquels permis devront être émis par la Ville (ainsi que par l'Arrondissement Affecté ou la Ville liée pertinente, selon le cas), le tout selon les modalités et à l'intérieur des délais plus spécifiquement prévus à l'article 13 ci-après. Relativement aux Travaux anticipés ou effectués affectant les Infrastructures municipales ou les citoyens de façon importante, Infra pourra, en lieu et place de fournir ces demandes de permis d'occuper le Domaine public, fournir à la Ville mensuellement une liste desdits Travaux anticipés.

Pour plus de précision, aucun tarif municipal ne sera exigé par la Ville dans le cadre de la réalisation du Projet.

7 PÉRIODE D'APPEL DE PROPOSITIONS

Pendant la période qui suit la publication de l'Appel de propositions, Infra pourra soumettre à la Ville les questions que les Soumissionnaires qui se sont qualifiés pourraient avoir relativement aux Infrastructures municipales.

La Ville convient de plus de mettre à la disposition du Soumissionnaire souhaitant les rencontrer ses professionnels/spécialistes (incluant ceux des Villes liées) à l'égard de toutes questions qui concernent les Travaux ayant un impact sur les Infrastructures municipales ou qui concernent une expertise municipale, notamment lorsqu'il est question de l'évaluation de la signature architecturale du Projet telle que proposée par un Soumissionnaire. L'ensemble des personnes compétentes tentera de répondre aux questions anticipées, et ce, dans un délai pouvant varier entre cinq (5) et sept (7) jours ouvrables après une demande écrite d'Infra à cet effet.

Durant cette période, la Ville reverra, dans son rôle consultatif, les sections du devis de performance relatives aux Ouvrages municipaux, ainsi que les sections du devis concernant la circulation et la gestion des impacts.

La Ville nommera également un représentant pour participer au Comité d'évaluation de la signature architecturale et de l'intégration architecturale, urbaine et paysagère.

8 PÉRIODE DE RÉALISATION DU PROJET / PROCÉDURE DE REVUE

8.1 Conformément à la Convention relative au Projet, le Soumissionnaire qui sera choisi par Infra aura l'obligation de suivre une procédure de revue qui comprend entre autres les étapes suivantes :

8.1.1 Conception générale (équivalant à un avancement de 30% des plans et devis de l'ensemble du Projet);

8.1.2 Conception préliminaire (équivalant à un avancement de 70% des plans et devis de l'ensemble du Projet);

8.1.3 Conception définitive (équivalant à un avancement de 100% des plans et devis de l'ensemble du Projet).

Pour chacune de ces étapes, l'Entrepreneur prépare et fournit à Infra les plans et devis pertinents accompagnés des documents, demandes et avis en appui.

La Ville et Infra conviennent que lorsque les plans et devis concernent un Ouvrage municipal, affectent une Infrastructure municipale ou consistent en des Travaux en surface dans le site patrimonial du Mont-Royal le cas échéant, la Ville participe avec Infra à l'analyse de ces plans et devis, et ce, à chaque phase de conception. La Ville aura alors l'opportunité de fournir des commentaires à Infra, qui le cas échéant, transmettra ces commentaires au Soumissionnaire et au Certificateur indépendant. La Ville, en tant que coordonnatrice, avise le représentant de la Ville liée ou de l'Arrondissement Affecté le cas échéant, où seront réalisés les Travaux et s'assure de communiquer à Infra les commentaires ainsi reçus de la Ville liée en question.

8.2 Étant donné que le calendrier et les délais de réponse du Soumissionnaire ne sont pas encore établis, les Parties conviennent que la Ville fournira ses commentaires (incluant ceux de la Ville liée ou Arrondissement Affecté, le cas échéant) à Infra au plus tard à la date qui est cinq (5) jours ouvrables précédant la date à laquelle Infra doit répondre à l'Entrepreneur. Si la Ville ou une Ville liée n'a pas fourni de réponse dans les délais établis, la Ville ou la Ville liée, le cas échéant, sera présumée ne pas avoir de commentaires. Infra reconnaît que dans la mesure du possible, la Ville devra disposer d'un minimum de 10 jours pour analyser et commenter les plans et devis qui lui sont soumis.

9 AUDITS LIÉS AUX OUVRAGES MUNICIPAUX

La Ville ou une Ville liée affectée pourra participer avec Infra à tous les audits touchant les Ouvrages municipaux. La présence d'un représentant de la Ville ou d'une Ville liée ainsi que d'un représentant d'Infra sera requise lors de toute inspection. Infra prendra en considération les commentaires formulés par la Ville ou la Ville liée suite à son inspection.

10 PROCÉDURE GÉNÉRALE DE CERTIFICATION ET D'ATTESTATION DURANT LA PHASE DE CONCEPTION-CONSTRUCTION

10.1 Conformément à la Convention relative au Projet, l'Entrepreneur a l'obligation de suivre une procédure de certification et d'attestation définie dans la Convention relative au Projet durant la phase de conception-construction pour les objets suivants :

10.1.1 Lors de l'achèvement substantiel des ouvrages; sous réserve des droits d'inspection et d'identification des déficiences prévus aux procédures ci-après;

10.1.2 Lors de l'achèvement définitif des ouvrages; soit lors de l'attestation d'achèvement final d'un ouvrage par le Certificateur indépendant.

10.2 Les attestations sont émises par le Certificateur indépendant.

La Convention relative au Projet prévoira que le délai de soumission des documents accompagnant les demandes de certification sera fixé dans un échéancier qui sera convenu entre Infra et l'Entrepreneur.

À l'égard d'un Ouvrage municipal, Infra sera avisée par l'Entrepreneur, et elle avisera la Ville, de la date prévue de l'achèvement substantiel de celui-ci au moins 60 jours avant telle date, lequel avis invitera la Ville à inspecter cet Ouvrage municipal, et ce, au terme d'une procédure de réception anticipée prévue à la Convention relative au Projet.

10.3 Pour toute certification (et attestation) liée aux Ouvrages municipaux ou toute infrastructure construite par Infra dont la mise en service ou l'exploitation pourrait avoir une incidence sur le réseau d'infrastructures de la Ville ou d'une Ville liée (incluant les Infrastructures municipales), Infra sollicitera la collaboration de la Ville (qui avisera la Ville liée, le cas échéant) pour la revue et l'analyse des certificats et documents soumis par l'Entrepreneur au Certificateur indépendant et à Infra. La Ville disposera d'un délai de huit (8) jours ouvrables pour remettre ses commentaires écrits à Infra. Infra les transmettra au Certificateur indépendant.

10.4 Dans le cas de questions spécifiques suffisamment complexes, la Ville dans son rôle de coordonnatrice auprès des Villes liées, pourra faire une demande écrite à Infra pour justifier une prolongation du délai. Si l'échéancier du Projet et les modalités de la Convention relative au Projet le permettent, Infra avisera alors l'Entrepreneur et le Certificateur indépendant de la prolongation du délai.

10.5 Compte tenu de l'échéancier accéléré du Projet, certaines Informations pourraient n'être développées ou identifiées qu'après le début des Travaux de construction. À la demande d'Infra, la Ville fournira, dans la mesure du possible et le plus rapidement possible, les Informations requises si elles sont disponibles.

10.6 Dans la mesure où la Ville n'a fourni aucun document ni aucune observation dans le cadre de l'émission d'un certificat par le Certificateur indépendant, ce dernier pourra procéder à l'émission d'un tel certificat sans autre délai.

10.7 Pour plus de précision, le Certificateur indépendant n'émettra une attestation ou des avis qu'après analyse de l'ensemble des documents en appui, dont les documents de la Ville et Infra, à condition que ceux-ci aient été transmis à l'intérieur des délais prescrits. Le Certificateur indépendant ne sera pas lié par les commentaires reçus par la Ville ou par Infra.

11 CONDITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À L'INSPECTION DES OUVRAGES MUNICIPAUX

11.1 Dans les 10 jours qui suivront la certification de l'achèvement substantiel d'un Ouvrage municipal, comme prévu à l'article 10 ci-dessus, la Ville qui invitera la Ville liée concernée, le cas échéant sera invitée par Infra à effectuer l'inspection de l'Ouvrage municipal. La Ville avisera Infra, le cas échéant, de toute déficience concernant l'Ouvrage municipal devant être corrigée par l'Entrepreneur, ainsi que de tout commentaire de la Ville concernée sur les documents fournis par l'Entrepreneur dans le cadre de la procédure de certification et d'attestation de l'achèvement substantiel de l'Ouvrage municipal.

L'Entrepreneur devra corriger les déficiences et prendre en compte les commentaires de la Ville concernée concernant l'Ouvrage municipal.

L'Entrepreneur émettra ensuite une attestation écrite au Certificateur indépendant comme quoi les déficiences et commentaires soumis par la Ville ou la Ville liée ont été corrigés et pris en compte. Une copie de cette attestation sera remise à la Ville.

Sur émission de l'attestation d'achèvement final de l'Ouvrage municipal par le Certificateur indépendant, la Ville concernée par les Travaux reçoit l'Ouvrage municipal et la responsabilité de cet Ouvrage municipal échoit à la Ville dès cet instant.

Dans les 5 jours suivant l'attestation de l'achèvement définitif d'un Ouvrage municipal, l'Entrepreneur émettra les plans finaux de l'Ouvrage municipal concerné à la Ville.

12 PROPRIÉTÉ DES INFRASTRUCTURES DU PROJET

12.1 Les Parties reconnaissent le principe que toute composante des infrastructures du Projet construites ou développées par Infra est en tout temps la propriété exclusive d'Infra.

Toutefois, sans déroger aux prescriptions de la loi contenue à l'article 20 et suivants de la Loi sur le REM, les Parties confirment s'en remettre aux principes établis en Annexe B afin de déterminer la limite des voies publiques nouvelles aménagées par Infra qui, à la fin des Travaux, reviennent à la Ville ou à une Ville liée, selon le cas. La présente ne constitue pas une entente au sens de l'article 20, mais vise simplement à préciser l'étendue des droits des Parties à l'égard de la voie publique nouvelle aménagée par Infra dont la propriété est à la Ville ou une Ville liée, selon le cas.

Infra reconnait son obligation de procéder à tous les Travaux concernant les Ouvrages municipaux de manière conforme aux normes de la Ville concernée, applicables à ces Ouvrages municipaux, étant entendu qu'Infra ne sera pas responsable des coûts additionnels découlant de quelque modification auxdites structures municipales demandée par la Ville, la Ville concernée assumant les coûts rattachés aux modifications en question. Pour plus de précision, les modifications peuvent inclure notamment la prolongation, l'agrandissement ou la mise en commun d'infrastructures existantes.

De plus, la Ville reconnait que l'intervention d'Infra et de l'Entrepreneur à l'égard des Ouvrages municipaux se limitera à l'emprise du Projet sous réserve des dommages que l'exécution des Travaux pourrait occasionner aux Infrastructures municipales.

13 PERMISSION D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC

13.1 Permission

13.1.1 Sous réserve des termes, engagements et obligations de la présente Entente, la Ville, agissant dans sa compétence d'agglomération et en conséquence au nom de de chaque

Ville liée et de chacun des Arrondissements Affectés, autorise Infra à occuper les immeubles identifiés au paragraphe 13.2 aux conditions suivantes :

13.1.1.1 à occuper de façon exclusive, pour toute la durée de la présente Entente, les Immeubles afin d'y réaliser tous les Travaux;

13.1.1.2 à maintenir sur, sous ou au-dessus des Immeubles, pendant la durée de la présente Entente, ses propres constructions;

13.1.1.3 à couper, émonder, enlever et détruire, de quelque manière que ce soit et en tout temps, tous arbres, arbustes, branches, buissons et racines se trouvant sur, sous ou au-dessus des Immeubles et de déplacer hors des Immeubles tous objets, Mobilier urbain, qui s'y trouveraient et qui pourraient nuire à l'exercice des droits accordés aux présentes, étant entendu que, dans la mesure où cela est réalisable en pratique, tout Mobilier urbain appartenant à la Ville, détruit, enlevé ou déplacé de quelque manière, devra être remplacé ou replacé à la satisfaction de la Ville dans le respect des principes établis à l'article 13.3 ci-après;

13.1.1.4 à travailler, passer et circuler sur les Immeubles, en tout temps, à pied, en véhicule de tout genre et avec de la machinerie de tout genre étant entendu qu'Infra devra, en tout temps, respecter les limites de charge légale dans l'exercice des droits consentis aux termes de la présente Entente;

13.1.1.5 à réaliser toutes les activités et tous les travaux complémentaires nécessaires, utiles ou opportuns pour accomplir l'ensemble des Travaux, tels que, notamment les études géotechniques et environnementales ainsi que les travaux d'aménagement temporaire ;

13.1.1.6 à maintenir, entretenir et utiliser sur les Immeubles, le temps nécessaire à la réalisation du Projet, l'équipement, le matériel, les outils, la machinerie et les installations, de quelque nature que ce soit, nécessaires à la réalisation et à l'exécution des Travaux (tels que, des abris, roulottes, grues, machineries lourdes, murs et barrières de protection, éclairage, affiches et panneaux de signalisation et autres);

13.1.1.7 à prendre toutes les mesures nécessaires, utiles ou opportunes pour protéger et sécuriser les lieux et assurer la sécurité des personnes;

13.1.1.8 à prendre entente avec les compagnies d'utilité publique (Hydro-Québec, Bell Canada, Gaz Métro, etc.) pour le déplacement, la modification et la protection de leur réseau respectif à l'intérieur des Immeubles. Lorsqu'il s'agit du réseau de la Commission des services électriques de la Ville, Infra convient de traiter ce réseau comme une Infrastructure municipale.

13.1.2 Pour éviter toute ambigüité, la permission prévue au présent article 13 est également accordée à l'Entrepreneur et pourra être exercée, en tout temps pendant la durée de la présente Entente, par l'Entrepreneur, ses employés, représentants, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, ayants droit, mandataires et par toute autre personne dûment autorisée par ledit Entrepreneur. Il est toutefois entendu que l'Entrepreneur devra respecter tous et chacun des termes, obligations et engagements de la présente Entente et plus particulièrement l'Entrepreneur devra fournir un certificat d'assurance responsabilité civile et biens tous risques et y ajouter la Ville et les Villes liées à titre d'assurées additionnelles.

13.1.3 La présente permission est accordée à Infra pour la réalisation des Travaux lesquels seront effectués par l'Entrepreneur dans le cadre du Projet.

13.2 **Identification des immeubles**

Les droits prévus et accordés aux termes du paragraphe 13.1 de la présente Entente pourront être exercés par Infra et l'Entrepreneur, sur, sous ou au-dessus des Immeubles dont la liste est jointe à l'Annexe A des présentes.

Si d'autres immeubles que ceux identifiés à l'Annexe A sont requis aux fins du Projet, la Ville s'engage à autoriser Infra à occuper ces parties du Domaine public selon les termes et conditions de la présente Entente.

13.3 **Conditions relatives à l'occupation**

13.3.1 La permission prévue et consentie à l'article 13 de la présente Entente est assujettie aux conditions suivantes :

13.3.1.1 À moins qu'il ne s'agisse d'un Ouvrage municipal, Infra ne pourra installer ou construire de nouvelles Infrastructures municipales ou modifier celles existantes autrement qu'aux fins de remise en état ou de réparation de ces infrastructures, en raison de l'exécution des Travaux du Projet;

13.3.1.2 Préalablement à la signature de la présente Entente, la Ville a autorisé Infra à effectuer sur les Immeubles, conformément aux lois, règlements, directives et politiques applicables en matière environnementale, des vérifications environnementales. Suivant ces vérifications, si des travaux de caractérisation environnementale sont requis afin de déterminer l'état environnemental des Immeubles, Infra pourra y procéder avant le début des Travaux. Le cas échéant, Infra transmettra à la Ville une copie des rapports environnementaux dans un délai de dix (10) jours ouvrables suivant leur réception. Ces rapports feront foi de l'état environnemental des Immeubles avant le début des Travaux. Tous les frais reliés à ces travaux de caractérisation et de décontamination s'il y a lieu sont à la charge d'Infra et sont sous son entière responsabilité, étant entendu qu'Infra ne pourra exiger le remboursement de ces frais ni autre compensation de la part de la Ville;

13.3.1.3 Infra devra, à ses frais, dans la mesure où cela est réalisable en pratique, remettre les Immeubles dans l'état où ils se trouvaient avant l'exécution des Travaux, incluant leur état environnemental, ce qui comprend notamment la réparation ou la remise en état, selon les règles de l'art et à ses frais, des Infrastructures municipales et du Mobilier urbain appartenant à la Ville situés sur, sous et aux abords des Immeubles qui auraient pu être endommagés ou dont le fonctionnement aurait pu être affecté par les Travaux. Lorsque la remise en état antérieure aux Travaux est impossible, Infra s'engage à fournir des biens de remplacement équivalents situés dans des endroits convenus entre les Parties.

13.3.1.4 À l'égard des Ouvrages municipaux, Infra reconnait son obligation de procéder à tous les Travaux les concernant de manière conforme aux normes de la Ville concernée applicables à ces Ouvrages municipaux, étant entendu qu'Infra ne sera pas responsable de tous les coûts additionnels découlant de quelque modification auxdites Infrastructures municipales demandée par la Ville ou une Ville liée, cette ville assumant les coûts rattachés aux modifications en question. Pour plus de précision, les modifications peuvent inclure notamment

la prolongation, l'agrandissement ou la mise en commun d'infrastructures existantes.

13.3.2 Responsabilité civile et indemnisation

Infra sera responsable, pendant toute la durée de la présente permission d'occupation du Domaine public, de tout dommage ou préjudice, aux biens ou à la personne, qui pourrait être subi par la Ville ou la Ville liée concernée ou par toute autre personne se trouvant sur les Immeubles, lorsque ce dommage ou préjudice résulte de l'exercice des droits consentis à Infra par le présent article 13.

Infra doit prendre fait et cause et doit tenir la Ville ou la Ville liée concernée indemne de toute réclamation qui pourrait être faite contre cette dernière, de toute action qui pourrait lui être intentée et de tout jugement qui pourrait être rendu contre ladite Ville, y compris les frais et accessoires s'y rattachant, lorsque telle réclamation, telle action ou tel jugement résulte de l'exercice des droits consentis à Infra par le présent article 13.

13.3.3 Assurances

Préalablement à la clôture financière confirmant la lancée du Projet, Infra doit fournir à la Ville une copie du certificat d'assurance de responsabilité civile et biens tous risques d'un montant de dix (10) millions de dollars par sinistre ou évènement. Cette assurance doit contenir un avenant qui précise que la Ville et les Villes liées sont désignées comme assurées additionnelles au contrat d'assurance.

Le contrat d'assurance doit être émis par une compagnie d'assurance détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenir une autorisation à exercer l'activité d'assurance au sens du règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1).

Cette assurance devra être maintenue par Infra durant toute la période d'occupation jusqu'à la réception définitive des Travaux. Elle ne pourra être annulée ou modifiée sans d'abord avoir fait l'objet d'un préavis écrit de 30 jours adressé à la Ville et aux la Villes liées.

13.3.4 Infra ne pourra occuper les Immeubles qu'aux seules fins prévues et aux conditions prévues à la présente Entente.

13.4 **Obligations de la Ville**

13.4.1 La Ville s'engage à n'accorder et veiller à ce qu'aucune Ville liée n'accorde aucun autre droit à une personne physique ou morale sur les Immeubles, sans avoir préalablement consulté Infra, et ce, afin d'assurer une coordination efficace des Travaux. La Ville s'engage de plus à ne rien faire qui tende à diminuer les droits consentis aux termes de la présente Entente ou à rendre la réalisation et l'exécution des Travaux plus incommodantes.

13.5 **Durée de l'Entente**

13.5.1 La présente Entente prend effet à compter de la date de la dernière signature par les Parties.

13.5.2 La présente Entente demeure en vigueur jusqu'à l'expiration du sixième (6) mois suivant la Date de Réception Définitive.

13.6 **Considération**

13.6.1 En considération des Travaux relatifs aux Ouvrages Municipaux, la permission prévue au paragraphe 13.1 des présentes est consentie à Infra et à l'Entrepreneur, sans contrepartie, ni frais, droits ou redevance payable à la Ville, ou une Ville liée quelle qu'en soit la nature et pour quelque raison que ce soit, étant entendu toutefois que tout permis délivré à l'Entrepreneur l'est au bénéfice d'Infra.

13.7 **Opérations cadastrales**

13.7.1 La Ville reconnait qu'Infra pourrait devoir préparer des documents ou écrits permettant la création d'un ou plusieurs lots distincts aux fins de l'identification des Immeubles, le tout aux frais d'Infra. La Ville s'engage à coopérer avec Infra à cette fin étant de plus entendu qu'en sa qualité de mandataire de l'État, aucune contribution aux fins de parc n'est exigible à l'occasion de toute demande de lotissement ou construction sur les Immeubles.

13.8 **Gestion de la circulation**

Compte tenu de l'impact sur la mobilité urbaine qu'auront les Travaux et l'occupation du Domaine public prévue à la présente Entente, Infra et la Ville conviennent des principes qui suivent afin d'établir un plan de gestion de la circulation selon les principes ci-après :

13.8.1 Étape 1 : Plan de gestion conceptuel

Les concepts généraux du plan de gestion de la circulation proposé pour le Projet seront soumis par Infra à la Ville au plus tard à la date à laquelle un Soumissionnaire est choisi par Infra pour devenir l'Entrepreneur; ces concepts généraux seront fondés sur le plan de gestion de la circulation conceptuel (ou des plans essentiellement équivalents) contenu dans l'offre finale présentée par l'Entrepreneur à l'égard du Projet et devra être commentés et approuvés par la Ville en priorité après sa transmission, soit dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours ouvrables après sa transmission.

13.8.2 Étape 2 : Planification des fenêtres d'intervention

l'Entrepreneur préparera et proposera des fenêtres d'intervention dans la gestion de la circulation établissant le lieu des Travaux projetés et les fermetures totales ou partielles de voies publiques anticipées à des fins d'approbation par la Ville et Infra avant la date à laquelle la Convention relative au Projet est signée par l'Entrepreneur et Infra et ce, à l'égard des travaux devant être effectués au cours de la période d'au moins douze (12) mois suivant cette date.

Tous les six (6) mois après la signature de la Convention relative au Projet, soit les 1er mai et 1er novembre de chaque année, l'Entrepreneur mettra à jour lorsque nécessaire ou préparera et proposera, le cas échéant, des fenêtres d'intervention pour les travaux devant être effectués dans la période débutant six (6) mois plus tard et ce, pour une période d'au moins six (6) mois suivants. Ainsi, les fenêtres d'intervention soumises le 1er novembre d'une année seront relatives aux travaux devant être effectués pour la période du 1er mai jusqu'au minimum au 1er novembre suivant. La Ville s'engage à commenter et approuver ces fenêtres d'intervention au plus tard dans les trente (30) jours suivant sa réception de celles-ci.

À l'exception des situations urgentes ou de force majeure, la Ville s'abstiendra d'imposer comme condition d'une telle approbation des modalités ou des conditions qui constituent un écart important par rapport aux concepts généraux prévus au paragraphe 13.8.1.

13.8.3 Étape 3 : Plan de gestion détaillé de la circulation

Au moment d'établir de façon détaillée la gestion de la circulation sur le territoire et pendant la période visée aux fenêtres d'intervention établies conformément au paragraphe précédent, l'Entrepreneur préparera et soumettra, aussi souvent que nécessaire, des plans de gestion de la circulation détaillés à des fins d'approbation par la Ville et Infra selon les principes ci-après, étant entendu que la Ville s'abstiendra (et verra à ce que chaque Ville liée et chaque Arrondissement s'abstienne) d'imposer comme condition de telle approbation, des modalités ou des conditions qui constituent un écart important par rapport aux concepts généraux prévus aux paragraphe 13.8.1 ou aux fenêtres d'intervention établies au paragraphe 13.8.2. Ainsi :

13.8.3.1 Tel que prévu à l'article 6, Infra ou l'Entrepreneur aura, en tout temps, l'obligation d'envoyer une demande de permis à la Ville, l'Arrondissement ou la Ville liée concernée le cas échéant avant d'occuper une partie du Domaine public ou de débuter quelques Travaux en lien avec les Ouvrages municipaux. La demande de permis prévue aux présentes prendra la forme d'une demande de permis d'occupation du Domaine public de l'arrondissement ou de la Ville liée où sont situés les Travaux. En aucun cas cette demande ne constituera une nécessité d'obtenir ledit permis, cette demande n'étant formulée qu'afin de permettre à la Ville de gérer les diverses occupations et travaux entrepris sur son territoire notamment ceux d'Infra.

13.8.3.2 La demande de permis d'occupation du Domaine public devra être déposée au bureau de l'Arrondissement ou de la Ville liée avec copie à la Ville au moins dix (10) jours ouvrables avant le début desdits Travaux. À l'expiration d'un délai de cinq (5) jours ouvrables, la Ville liée ou l'Arrondissement Affecté devra répondre à l'Entrepreneur et lui indiquer si la demande, telle que formulée, est complète et si les Travaux projetés représentent un enjeu majeur ou un enjeu majeur particulièrement complexe pour la Ville (telles que ces expressions sont définies ci-après). Si le dossier est complet et ne représente pas un enjeu majeur ni un enjeu majeur particulièrement complexe, l'Arrondissement Affecté ou la Ville liée doit émettre le permis demandé au plus tard le dixième (10^{e}) jour ouvrable à compter de la date du dépôt de la demande. Lorsqu'il s'agit d'un enjeu majeur, l'Arrondissement Affecté ou la Ville liée devra en informer l'Entrepreneur à l'intérieur des cinq (5) jours ouvrables et le délai obligatoire pour l'émission des permis sera alors de vingt (20) jours ouvrables calculé à compter de la date du dépôt de la demande.

13.8.3.3 Par ailleurs, si la Ville détermine que les Travaux projetés représentent un enjeu majeur particulièrement complexe, le délai d'émission du permis pourra être prolongé pour permettre une analyse complète des impacts et tout enjeu à cet égard sera traité par le Comité de coordination des travaux prévu au paragraphe 18.4; étant entendu que le permis devra être émis le plus rapidement possible afin de ne pas indûment retarder les activités d'Infra et de l'Entrepreneur.

13.8.3.4 Lorsque la demande de permis déposée par Infra ou l'Entrepreneur est incomplète, tel que déterminé par la Ville liée ou l'Arrondissement Affecté, agissant raisonnablement et conformément à ses pratiques antérieures, le délai de réponse initial de cinq (5) jours ouvrables est calculé de nouveau à compter de la réception par la Ville des informations additionnelles.

13.8.3.5 Les permis relatifs à la fermeture d'une borne d'incendie devront être émis deux (2) jours ouvrables après la demande, calculés à compter de la date du dépôt de la demande.

13.8.3.6 Lorsque la demande de permis est relative à une fermeture de rue, complète ou partielle, Infra ou l'Entrepreneur devra joindre son plan détaillé de la circulation, conformément au présent paragraphe 13.8.3.3.

13.8.3.7 Aux fins des présentes, l'expression «**enjeu majeur**» signifie des Travaux relatifs aux Ouvrages Municipaux qui sont susceptibles d'interrompre ou d'entraver de façon importante les activités de la Ville liée ou Arrondissement Affecté ou les services essentiels offerts aux citoyens tels que la fermeture de rue, la déviation de la circulation, le fait d'entraver ou de démolir, en tout ou en partie, une rue, un trottoir ou une piste cyclable, la coupure de l'alimentation en eau, la contamination de l'eau potable ou le risque de telle contamination, le déplacement des feux de circulation et autre mesure similaire.

13.8.3.8 Aux fins des présentes, l'expression «**enjeu majeur particulièrement complexe**» signifie un enjeu majeur susceptible d'avoir un impact sur la sécurité et d'affecter une grande proportion des citoyens de la Ville concernée.

13.8.3.9 Sans restreindre la généralité de ce qui précède, il est expressément convenu que tous les Travaux qui font l'objet d'une demande de permis, conformément au présent article, devront être exécutés et réalisés de manière à causer le moins d'impacts possibles aux activités de la Ville ou de la Ville liée selon le cas ainsi que de leurs citoyens.

13.8.4 Plan de gestion de la circulation définitif

Au fur et à mesure que les propositions visées au paragraphe 13.8.3 ci-dessus auront été approuvées par la Ville et Infra, celles-ci seront réputées constituer le «Plan de gestion de la circulation» aux fins du Projet et l'Entrepreneur procèdera à sa mise en œuvre et sera tenu de respecter celui-ci.

13.8.5 Coordination avec les Arrondissements et les Villes Liées

La Ville, dans son rôle de coordonnatrice du Projet sur le territoire de l'agglomération de Montréal et dans le cadre de l'exercice de sa compétence d'agglomération en matière de transport collectif, verra à coordonner avec les Arrondissements Affectés et Villes Liées les interactions nécessaires de façon à obtenir les commentaires et approbations de ces Arrondissements Affectés et/ou Villes Liées, le cas échéant, à l'intérieur des délais et selon les paramètres décrits à la présente Entente, notamment au présent article 13.8.

14 DEMANDE DE CHANGEMENT AUX EXIGENCES TECHNIQUES

La Ville (à la demande d'une Ville liée le cas échéant), peut transmettre par écrit à Infra toute demande de modifications qu'elle souhaite voir apportée aux exigences techniques de la Convention relative au Projet. Cette demande doit être motivée quant à la nature des changements (incluant une analyse de l'effet des modifications sur le calendrier ou le coût du Projet) et doit comprendre un engagement de la Ville concernée à payer le coût de ces changements. Toute demande de modifications doit être autorisée par Infra. À défaut d'une telle autorisation, la nature et les paramètres du Projet seront maintenus. Les demandes de modifications approuvées par Infra sont par la suite acheminées par celui-ci à l'Entrepreneur, conformément aux modalités et délais prévus à la Convention relative au Projet.

15 SURVEILLANCE DES TRAVAUX

15.1 La surveillance des Travaux est la seule responsabilité de l'Entrepreneur qui émet les demandes de certification telles que décrites à la présente Entente. Sur la base de ces documents, le Certificateur indépendant émet des attestations qu'il remet à l'Entrepreneur et à Infra. Le

Certificateur indépendant vérifie que la conception et la réalisation des Travaux du Projet sont conformes aux exigences techniques de la Convention relative au Projet et aux engagements de l'Entrepreneur.

15.2 Pour éviter toute ambigüité lors de la réalisation des Travaux, l'Entrepreneur et le Certificateur indépendant ne répondent qu'aux demandes formulées par Infra en ce qui concerne les Travaux relatifs au Projet. Toute demande de la Ville ou d'une Ville Liée relative à ces Travaux doit être transmise à Infra qui décidera du suivi nécessaire.

16 INFORMATIONS NÉCESSAIRES À L'APPEL DE PROPOSITIONS

16.1 Droits Existants

Infra a identifié les Droits Existants pouvant avoir un impact sur le développement, la construction ou l'opération du Projet et Infra a transmis cette liste de Droits Existants à la Ville le 21 novembre 2016 ainsi qu'aux Villes liées à différents moments. La Ville convient de transmettre ses commentaires écrits à Infra relativement à cette liste des Droits Existants.

Si Infra souhaite y procéder, Infra sera responsable des négociations avec les détenteurs de Droits Existants de manière à racheter ces mêmes droits ou en obtenir les modifications de façon à satisfaire ses besoins. Toute telle entente qui résultera de ces négociations sera aux frais d'Infra.

À compter de la date des présentes, la Ville s'engage à ne pas céder et faire en sorte que les Villes liées ne cèdent pas de droits nouveaux ou à permettre à tout bénéficiaire de Droits Existants d'en modifier les termes si une telle modification peut entrainer un impact négatif sur la réalisation du Projet.

16.2 Travaux Anticipés

La Ville partagera les Informations qu'elle possède relativement à sa planification triennale sur le réseau artériel prévue par la Ville afin de permettre au Soumissionnaire de pouvoir tenir compte des Travaux Anticipés dans le cadre de sa propre soumission. La Ville confirme que les Informations ainsi fournies reflètent les intentions de la Ville en date des présentes et ne constituent pas une garantie d'exécution des Travaux aux moments anticipés.

La Ville convient d'obtenir des informations similaires relativement aux routes et autres voies publiques sous la gestion des Arrondissements Affectés ou des Villes liées, selon le cas, pour communiquer ces mêmes informations avec diligence à Infra.

Infra reconnait que ces Informations n'identifient pas les travaux municipaux d'urgence.

17 PRIORITÉ D'EXÉCUTION ET PERSONNE CONTACT

17.1 Priorité d'exécution

La Ville convient de traiter l'ensemble des Travaux dans le cadre du développement et la construction du Projet comme étant une grande priorité, tenant compte toutefois de l'existence d'autres projets majeurs actuellement en cours de construction sur son territoire et la Ville s'engage à répondre rapidement à l'ensemble des demandes d'information, étant entendu que pour obtenir des réponses rapides, Infra a convenu séparément d'une entente de services professionnels visant la fourniture des ressources additionnelles par la Ville à cet effet.

La Ville convient de négocier de bonne foi pendant la phase de conception avec Infra les modifications nécessaires aux Travaux Anticipés afin de prioriser, dans toute la mesure possible,

les travaux relatifs au Projet, de ne pas nuire aux Travaux d'Infra dans le cadre du Projet et de n'entamer ni n'approuver aucun autre ouvrage qui pourrait affecter les droits d'Infra contenus aux présentes sous réserve des situations urgentes qui peuvent affecter les services publics ou la sécurité publique.

17.2 **Personne contact**

Infra reconnait l'importance que toutes les communications soient coordonnées par un seul représentant de la Ville et en conséquence, la Ville identifie M. Claude Carette, Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou tout autre représentant désigné par ce dernier ou son successeur pour agir comme coordonnateur principal des relations entre Infra et la Ville aux fins du Projet.

De son côté, Infra identifie M. Jean-Marc Arbaud, Directeur général adjoint d'Infra ou tout autre représentant désigné par ce dernier ou son successeur, pour agir comme coordonnateur principal des relations entre Infra et la Ville aux fins du Projet.

18 COMITÉS

Les Parties conviennent d'identifier des représentants pour former les comités ou sous-comités suivants :

18.1 **Comité de mobilité de Montréal** : Ce comité présidé par le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec a le mandat de planifier et coordonner les déplacements à Montréal. Infra s'engage à participer avec la Ville et les autres parties qui forment ce comité incluant une ou plusieurs Ville(s) liée(s) s'il y a lieu.

18.2 **Comités de bon voisinage** : Les Parties conviennent qu'il sera nécessaire de former des comités de bon voisinage afin de répondre aux préoccupations des citoyens affectés par les Travaux. Le mandat de ces comités sera d'informer les citoyens affectés par les Travaux d'Infra et des mesures mises en place pour atténuer les impacts de ces Travaux. Il sera présidé par Infra et la Ville.

18.3 **Comité stratégique des Ville liées** : Ce comité sera formé par des représentants de la Ville et des Villes liées et d'Infra. Il aura comme mandat consultatif de traiter des enjeux propres aux Villes liées et des communications destinées aux citoyens.

18.4 **Comité de coordination des travaux :** Ce comité, auquel il est fait référence à l'article 5, permettra aux représentants de la Ville et/ou d'une Ville liée, selon le cas, de planifier et suivre les Travaux en cours, d'anticiper les demandes d'informations et de permis, le cas échéant, et de préparer les mesures à mettre en place pour atténuer les impacts engendrés par ces Travaux. Ce comité pourra varier selon le lieu ou la ville où sont effectués les Travaux. Il sera présidé par Infra.

18.5 **Comité directeur**: Ce comité sera composé d'un représentant de la haute direction de la Ville et d'Infra. Il sera l'instance responsable des grands enjeux et de la résolution de différends, le cas échéant.

18.6 **Comité aviseur relativement à la signature architecturale et à l'intégration urbaine** : Ce comité aviseur et consultatif, dont les membres, la structure et le fonctionnement seront établis par Infra après consultation de la Ville, sera mis en place par Infra pour discuter des questions d'intégration urbaine et architecturale des ouvrages du Projet. Tous les membres de ce comité devront, avant la clôture financière du Projet et avant d'entrer en fonction, avoir confirmé leur engagement de réserve à l'égard de l'ensemble de la documentation dont ils pourront prendre connaissance dans le cadre de leur mandat, le tout aux termes d'une convention à cet effet préparée par Infra. Via ce comité, Infra sollicitera des avis sur les plans d'aménagement liés à

l'intégration urbaine, l'aménagement du paysage et les rendus architecturaux du Projet à chacune des étapes de la conception générale (30%) et préliminaire (70%) et (100%). Les avis du comité demeurent consultatifs pour Infra et ses mandataires. Il est entendu que ces documents seront remis à la Ville et aux directeurs généraux de chacune des Villes liées.

19 COMMUNICATIONS

19.1 Les Parties collaboreront à la préparation d'un plan de communication relatif aux Travaux de construction du Projet effectués par l'Entrepreneur.

19.2 Infra et la Ville conviennent de ne diffuser aucun communiqué grand public relativement au Projet par quelque moyen que ce soit sans d'abord avoir coordonné ladite communication avec l'autre partie. La partie désirant diffuser un communiqué devra avoir transmis le texte de son projet de communiqué à l'autre partie 48 heures avant toute publication dans les médias.

20 CONDITIONS PARTICULIÈRES EN MATIÈRE DE PARTAGE D'INFORMATIONS

20.1 Confidentialité

La Ville verra à recueillir les Informations nécessaires auprès des Villes Liées et des Arrondissements Affectés aux fins de la réalisation du Projet. Infra soumettra à la Ville des gabarits ou directives afin de faciliter et de standardiser la cueillette des Informations.

20.2 Le partage d'Informations prévu à la présente Entente est assujetti à l'Entente de partage d'information et de confidentialité en vigueur depuis le 17 mars 2016 (« **Entente de confidentialité** »), incluant sans s'y limiter les dispositions concernant l'utilisation et la confidentialité. Sujet aux dispositions de l'Entente de confidentialité, la Ville fournira les Informations nécessaires à Infra.

20.3 Sans limiter la portée générale de la clause 2 de l'Entente de confidentialité, les Parties conviennent que les discussions qui se déroulent entre les Parties, Infra, le Certificateur indépendant et/ou l'Entrepreneur dans le cadre de la présente Entente sont confidentielles à moins que les Parties n'en conviennent autrement. Dans le cas d'Infra, les informations confidentielles telles que définies dans l'Entente de confidentialité reçues de la Ville peuvent être divulgués au Certificateur indépendant, aux Soumissionnaires et à leurs administrateurs, employés, mandataires ou représentants respectifs. La divulgation d'informations confidentielles entre les Parties ne devra en aucun cas être réputée constituer un octroi de licence ou droit de propriété. Au besoin, Infra et la Ville concluront des ententes subséquentes afin de traiter, notamment, mais sans s'y limiter, du partage de ces Informations avec des tiers et de l'octroi de licences pour permettre l'utilisation optimale des Informations partagées.

21 AUCUN PARTENARIAT NI DÉLÉGATION

Il est entendu et convenu qu'aucune disposition de la présente Entente ni aucune action d'Infra, de la Ville ou de leurs représentants, employés ou mandataires respectifs n'établit ni n'est réputée établir un partenariat, une coentreprise, une relation mandant-mandataire ou une relation employeur-employé de quelque façon que ce soit entre les Parties ou entre la Ville et l'Entrepreneur.

22 MODIFICATION

La présente Entente ne peut être amendée ou autrement modifiée que par une entente écrite signée par les Parties, et ce, sous réserve des autorisations requises.

23 CESSION

L'ensemble des droits et obligations de l'une des Parties ne peut être cédé à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie. Toutefois, à compter de la constitution de REM, Infra pourra céder l'ensemble de ses droits aux présentes à cette société en commandite tel que prévu à l'article 3 de la Loi sur le REM étant entendu que cette dernière devra s'engager par écrit à respecter les termes et conditions des obligations d'Infra aux présentes. Suite à cette cession en faveur de Rem, celle-ci est substituée à Infra qui est alors libérée de ses obligations aux présentes.

[Signature page suivante]

EN FOI DE QUOI les Parties ont signé la présente Entente laquelle porte la date formelle du 15 décembre 2017, comme suit :

Ville de Montréal

Par : _____

Nom : ● Me Yves Saindon
Fonction : ● Greffier

Date: 4 décembre 2017

CDPQ Infra Inc.

Par : _____

Nom : ● M. Jean-Marc Arbaud
Fonction : ● Directeur général adjoint

Par : _____

Nom : ● M. Thomas Assimes
Fonction : ● Directeur – Finances et services aux projets

Date: 15 decembre 2017

Cette entente a été approuvée
le 5 juillet 2017
(Résolution CE17 1172)

© Éditeur officiel du Québec

À jour au 1er avril 2022
Ce document a valeur officielle.

chapitre R-25.02

LOI CONCERNANT LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE MÉTROPOLITAIN

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I
DISPOSITIONS INTRODUCTIVES..... **1**
CHAPITRE II
ACTIVITÉS D'ACQUISITION..... **6**
CHAPITRE III
ACTIVITÉS CONCERNANT LE DOMAINE MUNICIPAL..... **12**
CHAPITRE IV
SERVITUDES..... **34**
CHAPITRE V
INTÉGRATION MÉTROPOLITAINE..... **36**
CHAPITRE VI
EXEMPTIONS..... **46**
CHAPITRE VII
DISPOSITIONS MODIFICATIVES..... **48**
LOI SUR L'AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN... **48**
CHARTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL..... **57**
LOI SUR LES CHEMINS DE FER..... **58**
LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE..... **59**
LOI SUR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS..... **67**
LOI SUR LA SÉCURITÉ DU TRANSPORT TERRESTRE GUIDÉ..... **70**
LOI SUR LES TRANSPORTS..... **72**
RÈGLEMENT SUR LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE..... **76**
CHAPITRE VIII
DISPOSITIONS TRANSITOIRES, DIVERSES ET FINALES..... **77**

CHAPITRE I

DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

2017, c. 17, c. I.

1. La présente loi a pour objet de faciliter la réalisation d'un projet d'infrastructure de transport collectif visé à la section IX.3 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) en vue de la mise en place et de l'exploitation d'un système de transport collectif annoncé publiquement comme le «Réseau électrique métropolitain».

2017, c. 17, a. 1.

2. Dans la présente loi, la «Caisse» s'entend de la Caisse de dépôt et placement du Québec aussi bien que de toute filiale visée à l'article 88.15 de la Loi sur les transports (chapitre T-12).

2017, c. 17, a. 2.

3. Une société en commandite constituée entre un seul commandité et un seul commanditaire qui, chacun, est une filiale visée à l'article 88.15 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) est assimilée à un mandataire de l'État lorsque l'activité qu'elle exerce vise la réalisation ou l'exploitation du Réseau.

Dans la présente loi, une telle société est appelée «société en commandite contrôlée exclusivement par la Caisse» .

2017, c. 17, a. 3.

4. Une société en commandite peut être partie à une entente conclue en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12), pourvu qu'au moment de la conclusion de l'entente elle soit une société en commandite contrôlée exclusivement par la Caisse et que cette dernière y soit également partie.

2017, c. 17, a. 4.

5. Les dispositions de la présente loi ont préséance sur celles de toute autre loi.

2017, c. 17, a. 5.

CHAPITRE II

ACTIVITÉS D'ACQUISITION

2017, c. 17, c. II.

6. Le ministre peut, pour la réalisation du Réseau, faire les acquisitions, de gré à gré ou par expropriation, visées au deuxième alinéa de l'article 11.1 de la Loi sur le ministère des Transports (chapitre M-28) aux conditions qu'il détermine, sans que le gouvernement n'en décide.

Dès la signification d'un avis d'expropriation relativement à un bien nécessaire à la réalisation du Réseau, l'évaluation et la négociation en vue de son acquisition doivent être menées par le ministre.

2017, c. 17, a. 6.

7. La Caisse est seule responsable de faire l'acquisition des biens nécessaires à la réalisation du Réseau lorsque ceux-ci sont la propriété du gouvernement du Canada, de l'un de ses ministères ou organismes ou d'entreprises assujetties à la compétence du Parlement du Canada.

2017, c. 17, a. 7.

© Éditeur officiel du Québec

8. L'expropriation décidée par le ministre en vertu du deuxième alinéa de l'article 11.1 de la Loi sur le ministère des Transports (chapitre M-28), pour la réalisation du Réseau, n'a pas à être autorisée préalablement par le gouvernement ainsi que le prévoit la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24).

En ce cas, l'avis d'expropriation doit, en plus des mentions prévues à l'article 40 de la Loi sur l'expropriation, indiquer la date à laquelle l'exproprié, le locataire ou l'occupant de bonne foi devra avoir quitté les lieux. Le droit de l'expropriant à l'expropriation ne peut être contesté et le délai de 30 jours prévu à l'article 46 de cette loi débute à compter de la signification de l'avis d'expropriation. L'avis ministériel de transfert prévu à l'article 9 de la présente loi est substitué à l'avis de transfert de propriété prévu au paragraphe 1° de l'article 53 et à l'article 53.1 de la Loi sur l'expropriation. L'avis ministériel de transfert doit être transmis à l'exproprié; il n'a pas à être signifié. De plus, l'indemnité provisionnelle, dans les cas visés à l'article 53.13 de cette loi, est fixée par le ministre, incluant l'indemnité qu'il estime raisonnable pour le préjudice directement causé par l'expropriation, dans la mesure où les documents qui la justifient, requis par l'avis d'expropriation, ont été fournis dans les 30 jours de la signification de cet avis. Enfin, l'exproprié, le locataire et l'occupant de bonne foi ne peuvent demander de rester en possession du bien exproprié.

En conséquence, ne s'appliquent pas à une telle expropriation le premier aliéna de l'article 36, la partie du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 40 qui suit «Tribunal», les articles 44 à 44.3, la première phrase de l'article 53.2, l'article 53.3, le paragraphe 2° de l'article 53.4 et les articles 53.5, 53.7 et 53.14 de la Loi sur l'expropriation; ses autres dispositions s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

2017, c. 17, a. 8.

9. L'avis ministériel de transfert comporte les mentions suivantes:

1° le montant de l'offre faite pour le compte de la Caisse;

2° la date à compter de laquelle la Caisse prendra possession du bien;

3° l'obligation pour l'exproprié, le locataire et l'occupant de bonne foi d'avoir quitté les lieux avant la date de prise de possession par la Caisse.

Les pièces qui établissent que l'indemnité provisionnelle a été versée à l'exproprié ou déposée, pour son compte, au greffe de la Cour supérieure sont jointes à l'avis.

Le ministre peut désigner tout membre du personnel de son ministère pour signer cet avis.

2017, c. 17, a. 9.

10. Malgré les adaptations à la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24) prévues à l'article 8, lorsqu'un bien comprend tout ou partie d'un bâtiment résidentiel, le ministre ne peut, avant l'expiration d'un délai de 12 mois suivant l'inscription sur le registre foncier d'un avis d'expropriation, y inscrire l'avis ministériel de transfert. Ce délai est porté à 18 mois lorsque l'usage du bâtiment est, même en partie, agricole, commercial ou industriel.

Dans tous les cas, l'exproprié peut consentir à l'inscription de l'avis ministériel de transfert dans un délai plus court.

2017, c. 17, a. 10.

11. Les activités d'acquisition de biens par le ministre, de gré à gré ou par expropriation, en vue de la réalisation du Réseau, peuvent être complétées avant que celle-ci ait fait l'objet d'une entente conclue en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12).

2017, c. 17, a. 11.

© Éditeur officiel du Québec

CHAPITRE III

ACTIVITÉS CONCERNANT LE DOMAINE MUNICIPAL

2017, c. 17, c. III.

12. Pour l'application des articles 149 à 157 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) à la réalisation du Réseau par la Caisse, le délai de 120 jours prévu à l'article 152 de cette loi est réduit à 60 jours alors que le délai de 90 jours prévu à l'article 155 de cette loi est réduit à 45 jours.

2017, c. 17, a. 12.

13. Le Réseau doit être exempt de passages à niveau et libre de toute autre interférence avec une voie publique. Il incombe à la Caisse de construire un étagement chaque fois que la voie de guidage du Réseau doit croiser une voie publique, à moins que cette voie publique ne soit autrement modifiée pour éviter un tel passage à niveau ou une autre interférence avec la voie de guidage, un autre ouvrage ou une installation utile à l'aménagement ou à l'exploitation du Réseau.

Dans la présente loi, on entend par:

«étagement» : un ouvrage qui, avec ses approches, est conçu pour permettre le croisement d'une voie publique et de la voie de guidage à différentes élévations;

«voie publique» : une voie publique au sens du troisième alinéa de l'article 66 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1) sur laquelle une municipalité locale a compétence en vertu du premier alinéa de cet article.

2017, c. 17, a. 13.

14. Aux fins de la réalisation du Réseau, la Caisse et une municipalité locale peuvent, dans une entente, prévoir les stipulations suivantes:

1° l'occupation temporaire de voies publiques pendant les travaux de construction;

2° la modification de voies publiques lorsqu'elles croisent la voie de guidage ou lorsqu'elles interfèrent autrement avec la voie de guidage, un autre ouvrage ou une installation utile à l'aménagement ou à l'exploitation du Réseau;

3° le réaménagement de voies publiques dans les environs du Réseau en raison d'une modification visée au paragraphe 2°;

4° les cessions de droits de propriété découlant de modifications ou de réaménagements visés respectivement aux paragraphes 2° et 3°;

5° les documents qu'elles doivent se remettre.

2017, c. 17, a. 14.

15. Dans le cas des municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de l'agglomération de Montréal, la conclusion d'une entente en vertu de l'article 14 est une matière qui intéresse l'ensemble formé par les municipalités liées au sens de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001). Une telle entente s'applique à l'égard des voies publiques qui relèvent de la compétence du conseil d'une municipalité liée de l'agglomération et d'un conseil d'arrondissement. La Ville de Montréal transmet sans délai une copie de l'entente aux conseils des municipalités liées et aux conseils d'arrondissement concernés.

© Éditeur officiel du Québec

L'entente visée au premier alinéa doit respecter les stipulations prévues dans une entente antérieurement conclue avec une municipalité locale en vertu de l'article 14.

2017, c. 17, a. 15.

16. La Caisse doit transmettre à la municipalité locale concernée un avis qui mentionne les voies publiques qui seront temporairement occupées, la durée prévue de l'occupation ainsi que, s'il en est, les modifications et les réaménagements projetés à ces voies. Si des matières dangereuses sont susceptibles d'être apportées sur les voies occupées, l'avis doit en faire l'énumération.

La Caisse doit transmettre, au plus tard le 30e jour suivant celui de la réception de l'avis par la municipalité, les documents suivants:

1° les plans d'arpentage, sans description technique, décrivant les voies publiques qui seront occupées;

2° le plan de gestion de la circulation pendant les travaux;

3° les plans des ouvrages et des aménagements projetés, le cas échéant, ainsi que les devis détaillant leur conception;

4° l'échéancier des travaux;

5° la liste des mesures de sécurité;

6° la liste des mesures d'atténuation des inconvénients résultant de l'occupation des voies publiques et, le cas échéant, des travaux qui y seront effectués;

7° un document constatant l'état des voies publiques avant leur occupation;

8° tout autre document jugé utile par la Caisse.

La conclusion de l'entente prévue à l'article 14 relève la Caisse de l'obligation de transmettre à la municipalité qui y est partie et, le cas échéant, aux municipalités liées, l'avis prévu au premier alinéa.

La Caisse transmet sans délai au ministre une copie de l'avis ou, le cas échéant, une copie de l'entente intervenue entre elle et la municipalité. Le ministre peut identifier les interventions auxquelles la Caisse ou la municipalité est tenue pour favoriser la fluidité de la circulation sur le réseau routier dont la gestion incombe à celui-ci.

2017, c. 17, a. 16.

17. Les documents visés aux paragraphes 2°, 4°, 5° et 6° du deuxième alinéa de l'article 16 sont rendus publics par la Caisse sur son site Internet dès la transmission faite à la municipalité en vertu de l'article 16. Elle peut en faire de même avec tout autre document qu'elle juge utile. Elle effectue une mise à jour de ces publications dès leur modification.

2017, c. 17, a. 17.

18. Dans les 30 jours suivant la réception de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 16, la municipalité locale doit transmettre à la Caisse une copie des plans des voies publiques, dont elle dispose, mentionnées dans cet avis et des autres documents qu'elle détient les concernant, notamment à l'égard de leur état.

2017, c. 17, a. 18.

19. À défaut d'entente entre la municipalité locale et la Caisse, à l'expiration d'un délai de 60 jours suivant la réception par la municipalité de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 16, la Caisse peut commencer

© Éditeur officiel du Québec

l'occupation et, le cas échéant, les travaux qui y sont mentionnés, conformément aux plans et devis transmis à cette municipalité, et ce, sans être tenue de lui verser une somme d'argent ou une autre contrepartie.

La Caisse et une municipalité locale peuvent convenir d'un délai différent de celui prévu au premier alinéa pour les fins de la négociation. Une telle entente concernant la prolongation de ce délai peut également être conclue entre la Caisse et l'agglomération de Montréal, par application de l'article 15.

2017, c. 17, a. 19.

20. À défaut d'entente entre la municipalité locale et la Caisse, la construction par la Caisse d'un étagement, d'un autre ouvrage ou d'une installation utile à l'aménagement ou à l'exploitation du Réseau sur une partie d'une voie publique emporte, dès le début des travaux, le transfert en faveur de la Caisse de la propriété de la partie de l'immeuble où se trouve la voie publique.

Sauf dans les cas prévus au premier alinéa, toute partie d'un immeuble appartenant à la Caisse sur lequel une voie publique nouvelle est aménagée appartient, à la fin des travaux, à la municipalité.

2017, c. 17, a. 20.

21. La partie d'un immeuble qui devient la propriété de la Caisse en vertu du premier alinéa de l'article 20, et qui conserve sa vocation de voie publique après les travaux, est et demeure affectée à l'utilité publique en quelques mains qu'elle passe.

La municipalité locale conserve la gestion de cette voie publique et demeure responsable de l'entretien des parties suivantes de cette voie : les installations de drainage, la chaussée et ses installations accessoires telles que les glissières de sécurité, les garde-fous, les trottoirs et les lampadaires.

2017, c. 17, a. 21.

22. Les transferts de propriété prévus à l'article 20 s'opèrent sans formalité, par l'effet de la loi. La Caisse et la municipalité locale ne peuvent, pour ces transferts, être tenues de se verser une somme d'argent ou une autre contrepartie.

Dans l'année qui suit la fin des travaux, la Caisse dépose dans ses archives une copie du plan représentant ces transferts, certifiée conforme par une personne qu'elle a autorisée. L'inscription au registre foncier des droits de propriété respectifs de la Caisse et de la municipalité concernée s'obtient par la présentation d'un avis qui désigne les immeubles visés, indique les dates de transfert de propriété et fait référence au présent article.

2017, c. 17, a. 22.

23. Lorsque des modifications ou des réaménagements sont apportés à des voies publiques par la Caisse, celle-ci doit maintenir la fonctionnalité générale du réseau auquel ces voies se raccordent, incluant le réseau d'une municipalité locale limitrophe, le cas échéant. En outre, ces modifications et ces réaménagements doivent être conçus et construits afin de permettre l'intégration de ces voies à ce réseau ou à ces réseaux, le cas échéant.

2017, c. 17, a. 23.

24. Au fur et à mesure que des travaux sont exécutés par la Caisse dans une voie publique ou partie de celle-ci, la Caisse est tenue d'informer la municipalité locale concernée des dates projetées de fin des travaux et de réception de l'ouvrage. Elle doit, avant de recevoir l'ouvrage, permettre à la municipalité de procéder à une inspection de l'ouvrage et lui accorder un délai raisonnable qui ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de la fin des travaux. À la date de réception de l'ouvrage par la Caisse, elle est également tenue aux obligations suivantes:

1° cesser l'occupation temporaire de la voie publique ou partie de celle-ci;

© Éditeur officiel du Québec

2° remettre la voie publique, ou la partie de celle-ci, qui n'a pas fait l'objet d'une modification ou d'un réaménagement dans un état équivalent à celui précédant l'occupation;

3° céder à la municipalité locale les garanties légales et conventionnelles se rapportant aux travaux effectués aux immeubles dont la propriété lui est transférée ou qui sont sous sa gestion ainsi que garantir que les sols de la nouvelle voie publique, ou partie de nouvelle voie, sont d'une qualité propre à l'usage qui en sera fait;

4° céder à la municipalité la propriété intellectuelle des plans et devis nécessaire pour lui permettre d'effectuer l'entretien et la réparation des immeubles dont la propriété lui est transférée, incluant la faculté de modifier ces plans et devis à sa convenance.

La Caisse doit remettre, au plus tard 15 jours avant la date de la fin des travaux, un plan de gestion de la circulation relatif à la voie publique ou partie de celle-ci.

Les garanties conventionnelles visées au paragraphe 3° du premier alinéa et cédées par la Caisse peuvent ajouter aux obligations des garanties légales; elles ne peuvent en diminuer les effets, ou les exclure entièrement.

L'inspection de la municipalité visée au premier alinéa n'emporte, pour cette dernière, aucune responsabilité quant à la réception de l'ouvrage et ne diminue pas les garanties y afférentes. Tant que la Caisse n'a pas reçu l'ouvrage, cette dernière assume toutes les responsabilités pouvant être recherchées.

Les coûts des travaux, qu'il s'agisse de la modification ou du réaménagement de voies publiques, de même que les coûts nécessaires aux fins de la remise de la voie publique dans un état équivalent à celui précédant l'occupation, sont à la charge de la Caisse.

La Caisse et une municipalité peuvent convenir un délai différent de celui prévu au premier alinéa.

2017, c. 17, a. 24.

25. Dans les six mois qui suivent la date de la fin des travaux dans une voie publique, la Caisse transmet à la municipalité locale une copie, certifiée conforme, des documents suivants:

1° les plans des ouvrages tels que construits par la Caisse;

2° un certificat délivré par un ingénieur attestant de la conformité de la voie publique et des autres ouvrages qui, après la fin des travaux, sont la propriété de la municipalité ou sous sa gestion;

3° les documents relatifs à l'état des immeubles, à la conception des ouvrages et à leur construction, notamment les journaux de chantier;

4° tout autre document jugé utile par la Caisse.

2017, c. 17, a. 25.

26. La Caisse tient la municipalité locale indemne des coûts que cette dernière pourrait engager pour réparer les malfaçons, vices ou pertes couverts par les garanties légales ou conventionnelles cédées par la Caisse pouvant affecter les biens qui sont devenus sa propriété ou qui sont sous sa gestion, en vertu respectivement des articles 20 et 21.

La Caisse est subrogée dans les droits de la municipalité contre l'auteur d'une telle malfaçon, d'un tel vice ou d'une telle perte jusqu'à concurrence des sommes qu'elle lui a versées. Quand, du fait de la municipalité, la Caisse ne peut être ainsi subrogée, elle peut être libérée, en tout ou en partie, de son obligation d'indemniser la municipalité.

2017, c. 17, a. 26.

© Éditeur officiel du Québec

27. Sauf lorsque la Caisse est subrogée dans les droits d'une municipalité locale en vertu du deuxième alinéa de l'article 26, la Caisse prend fait et cause pour une municipalité locale dans toute demande, à titre de demanderesse, d'intervenante, de défenderesse ou de mise en cause, concernant des malfaçons, des vices ou des pertes couverts par les garanties légales ou conventionnelles cédées par la Caisse et qui affectent les biens qui sont devenus la propriété de la municipalité ou qui sont sous sa gestion en vertu respectivement des articles 20 et 21. Elle tient également la municipalité indemne des coûts, incluant les honoraires professionnels de ses avocats et les frais de justice, que cette dernière pourrait engager à l'égard d'une telle demande. Il en est de même des coûts relatifs à un règlement à l'amiable intervenu avant une telle demande.

2017, c. 17, a. 27.

28. Une municipalité locale doit, dès qu'elle en a connaissance, déclarer à la Caisse tout événement de nature à mettre en jeu les obligations auxquelles cette dernière est tenue en vertu des articles 26 et 27. Inversement, lorsque la Caisse prend connaissance d'un tel événement sans qu'il ne lui ait été déclaré par une municipalité, la Caisse doit, sans délai, l'en informer.

La Caisse et la municipalité collaborent activement, sans limite de temps, afin d'assurer l'exécution de ces obligations. Elles se transmettent, en outre, tout document ou renseignement utile.

2017, c. 17, a. 28.

29. Tout différend, entre la Caisse et une municipalité locale ou entre l'une ou l'autre d'entre elles et un entrepreneur, relatif aux travaux exécutés et aux ouvrages construits aux fins de la réalisation du Réseau, est soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions du Code de procédure civile (chapitre C-25.01), à moins que les parties ne conviennent d'un arbitrage dont la procédure est autrement réglée.

Aucuns frais ne peuvent être imposés à une municipalité pour un arbitrage.

2017, c. 17, a. 29.

30. La prescription court contre une municipalité locale, pour tout droit qu'elle peut faire valoir à l'égard de travaux faits par la Caisse dans une voie publique, seulement à compter de la date de la fin des travaux pour cette voie.

2017, c. 17, a. 30.

31. Les dispositions des articles 14 à 30 s'appliquent avec les adaptations nécessaires aux réseaux d'aqueduc, d'égout ou de conduits souterrains, aux autres ouvrages qui peuvent se trouver sous la surface des voies publiques ainsi qu'aux réseaux aériens, lorsque ces réseaux ou autres ouvrages sont la propriété d'une municipalité locale. Malgré l'article 20, ces réseaux ou ces autres ouvrages demeurent la propriété de la municipalité à la fin des travaux.

Aux fins de la réalisation du Réseau, la Caisse peut exercer toutes les servitudes établies en faveur de la municipalité lui permettant d'entretenir ou d'accéder à ces réseaux ou à ces autres ouvrages, lorsque ceux-ci se trouvent sous la surface des immeubles avoisinant ceux de la municipalité.

2017, c. 17, a. 31.

32. Les dispositions du présent chapitre n'ont pas pour effet de permettre à la Caisse de modifier l'équipement appartenant à une entreprise de services publics, autre que municipale, sans avoir obtenu le consentement de cette entreprise.

2017, c. 17, a. 32.

33. La Caisse peut confier l'exercice des fonctions et pouvoirs que lui confèrent les dispositions du présent chapitre à une société en commandite contrôlée exclusivement par la Caisse.

© Éditeur officiel du Québec

En ce cas, les transferts de propriété prévus à l'article 20 s'opèrent néanmoins en faveur de la Caisse plutôt qu'en faveur de cette société.

2017, c. 17, a. 33.

CHAPITRE IV

SERVITUDES

2017, c. 17, c. IV.

34. Toute route dont la gestion incombe au ministre, traversée ou longée par le Réseau, de même que tout immeuble sous son autorité et qu'il estime requis pour ses fins, sont assujettis, sans indemnité, à une servitude qui s'exerce sur l'assiette nécessaire au Réseau, et ce, à compter de la conclusion d'une entente entre la Caisse et le ministre qui en détermine les modalités et conditions.

La Caisse peut, dès la conclusion de l'entente, publier la servitude sur le registre foncier; elle y est tenue dans les cas suivants:

1° la gestion de la route est dévolue à une municipalité en vertu de l'article 3 de la Loi sur la voirie (chapitre V-9);

2° la route est définitivement fermée;

3° le fonds servant fait l'objet d'une disposition sans avoir été inclus dans l'emprise d'une route.

Le ministre avise sans délai la Caisse d'une dévolution, d'une fermeture ou d'une disposition visée au deuxième alinéa.

L'inscription de la servitude s'obtient par la présentation d'un avis qui désigne l'assiette de la servitude, mentionne les modalités et conditions de la servitude et fait référence au présent article.

Dans tous les cas, cette servitude s'éteint avec le démantèlement du Réseau.

2017, c. 17, a. 34.

35. Le ministre peut, pour le compte de la Caisse, acquérir, de gré à gré ou par expropriation, une servitude de non-accès afin d'interdire ou de limiter l'accès à une voie publique modifiée ou réaménagée en vertu des dispositions du chapitre III, et ce, même si la Caisse n'est pas propriétaire de cette voie. L'expropriation est alors régie par les dispositions du chapitre II.

Lorsque le ministre acquiert une servitude en faveur du Réseau en tant que fonds dominant, sa description aux fins de la publicité des droits sur le registre foncier n'a pas à être conforme aux articles 3032, 3033, 3036 et 3037 du Code civil.

2017, c. 17, a. 35.

CHAPITRE V

INTÉGRATION MÉTROPOLITAINE

2017, c. 17, c. V.

36. Dans la poursuite de sa mission et afin d'augmenter les services de transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal, l'Autorité régionale de transport métropolitain doit favoriser la réalisation du

© Éditeur officiel du Québec

Réseau et le maintien de ses services, tout en assurant l'intégration des différents services de transport collectif desservant son territoire.

2017, c. 17, a. 36.

37. La Caisse doit, sans délai, transmettre à l'Autorité une copie conforme de l'entente, concernant le Réseau, conclue avec le gouvernement en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12), qui fait notamment état des besoins des usagers, des objectifs d'intérêt public et du cadre tarifaire du Réseau, incluant les mécanismes d'indexation.

2017, c. 17, a. 37.

38. La Caisse et l'Autorité peuvent conclure une entente prévoyant la contribution financière que l'Autorité apporte en vue de la réalisation du Réseau.

Les sommes suivantes constituent la contribution de l'Autorité:

1° 512 000 000 $ tenant lieu de la captation de la plus-value foncière;

2° les autres sommes versées selon la périodicité déterminée par la Caisse et l'Autorité, jusqu'à l'atteinte d'une cible de financement qu'elles fixent jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 600 000 000 $ et pour une période n'excédant pas 50 ans.

Un versement visé au paragraphe 2° du deuxième alinéa, pour une période, ne peut excéder, pour cette période, le produit de la redevance, établie en vertu des dispositions du chapitre V.1 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), prélevée à l'égard du Réseau.

L'entente prévue au premier alinéa prend fin si la Caisse cède en tout ou en partie ses droits, titres et intérêts dans les terrains constituant l'assiette de la voie de guidage du Réseau. Elle n'a force obligatoire que si elle est approuvée par le ministre, avec ou sans modification.

À défaut par l'Autorité et la Caisse de s'entendre dans le délai que leur indique le ministre, celui-ci peut déterminer les modalités et conditions d'une telle entente, laquelle est alors réputée conclue entre elles.

2017, c. 17, a. 38.

39. L'exploitant du Réseau et l'Autorité peuvent conclure une entente prévoyant la rémunération pour les services de transport collectif qu'il fournit sur le territoire de celle-ci. Cette entente peut prévoir, sans déroger aux modalités et conditions prévues dans l'entente conclue en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) ou les rendre plus onéreuses:

1° une rémunération déterminée notamment en fonction du nombre d'usagers transportés et de la distance parcourue par chacun d'eux ou, autrement, le partage de recettes tarifaires;

2° les obligations mutuelles de collaboration;

3° les modalités relatives au cadre tarifaire pour les usagers du Réseau;

4° l'utilisation des services de billetterie et du guichet unique de l'Autorité afin de permettre un accès simplifié au Réseau;

5° les renseignements et les documents que l'Autorité et l'exploitant doivent se remettre, plus particulièrement ceux nécessaires à la fixation, par l'Autorité, de ses tarifs.

2017, c. 17, a. 39.

© Éditeur officiel du Québec

40. Chaque entente prévue aux articles 38 et 39 est réputée être une entente conclue en vertu du paragraphe 3° du troisième alinéa de l'article 8 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3).

Les modalités de la contractualisation entre les parties à ces ententes figurant à la politique de financement de l'Autorité, prévue à l'article 72 de cette loi, n'ont pas à être approuvées par la Communauté métropolitaine de Montréal. Une modification proposée à ces modalités, le cas échéant, n'a pas d'effet entre les parties, à moins qu'elles n'y consentent.

2017, c. 17, a. 40.

41. Sauf dans la mesure prévue par une entente conclue en vertu de l'article 39, seuls sont compétents à l'égard de la réalisation et de l'exploitation du Réseau: la Caisse, la société en commandite contrôlée exclusivement par la Caisse et l'exploitant.

2017, c. 17, a. 41.

42. Le cadre tarifaire établi par l'Autorité en vertu de l'article 25 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3) peut intégrer les services de transport collectif du Réseau seulement si une entente conclue en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) ou en vertu de l'article 39 le permet.

2017, c. 17, a. 42.

43. Les zones identifiées par l'Autorité, conformément à l'article 97.1 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), propices à l'articulation de l'urbanisation et des services de transport collectif fournis par le Réseau, doivent être comprises dans un rayon n'excédant pas 1 km de chacune de ses gares ou de ses stations.

2017, c. 17, a. 43.

44. Un organisme public de transport en commun au sens de l'article 5 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3) doit, sur demande de l'Autorité, proposer un nouveau plan de desserte pour son territoire afin de favoriser l'intégration de ses services avec ceux du Réseau.

2017, c. 17, a. 44.

45. L'Autorité peut exercer à l'égard du Réseau, comme s'il relevait d'un organisme public de transport en commun visé par la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), les pouvoirs qui lui sont conférés par les chapitres VII et VIII de cette loi, à moins que l'entente conclue entre l'exploitant du Réseau et l'Autorité n'y pourvoie autrement.

L'Autorité peut déléguer l'exercice des pouvoirs visés au premier alinéa, sauf celui d'intenter une poursuite pénale, à la personne ou à la société désignée conjointement par l'Autorité et la Caisse ou une société en commandite, lorsque, à la fois, la Caisse, un autre mandataire de l'État ou le gouvernement détient 10% ou plus des titres de son fonds commun et le commandité est une société par actions à l'égard de laquelle la Caisse, un autre mandataire de l'État ou le gouvernement a la faculté d'exercer 10% ou plus des droits de vote que confèrent les actions émises par cette société.

2017, c. 17, a. 45.

© Éditeur officiel du Québec

CHAPITRE VI

EXEMPTIONS

2017, c. 17, c. VI.

46. La Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (chapitre D-15.1) ne s'applique pas lorsqu'au terme d'un transfert relatif à un immeuble faisant ou devant faire partie du Réseau, le cessionnaire est l'un des suivants:

1° la Caisse;

2° une société en commandite, lorsque, à la fois, la Caisse, un autre mandataire de l'État ou le gouvernement détient 10% ou plus des titres de son fonds commun et le commandité est une société par actions à l'égard de laquelle la Caisse, un autre mandataire de l'État ou le gouvernement a la faculté d'exercer 10% ou plus des droits de vote que confèrent les actions émises par cette société.

Le premier alinéa ne s'applique pas si la cession vise à exclure un immeuble du Réseau.

2017, c. 17, a. 46.

47. La Caisse et la société en commandite visée au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 46 sont, dans leurs activités de réalisation ou de gestion du Réseau, exemptées:

1° de tout mode de tarification, établi par une municipalité locale en vertu des articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) pour ses biens, services et autres activités;

2° de toute condition préalable imposée en vertu des articles 117.1 à 117.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1);

3° de tout tarif d'honoraires pour la délivrance d'un permis ou d'un certificat en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

4° de tout assujettissement d'un de ses permis ou certificats au régime des articles 145.21 à 145.30 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

5° de l'imposition de toute taxe en vertu des articles 151.8 à 151.12 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (chapitre C-11.4);

6° de toute redevance en vertu des articles 151.13 à 151.18 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec;

7° de l'imposition de toute taxe en vertu des articles 500.1 à 500.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou des articles 1000.1 à 1000.5 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1);

8° de toute redevance en vertu des articles 500.6 à 500.11 de la Loi sur les cités et villes ou des articles 1000.6 à 1000.11 du Code municipal du Québec.

2017, c. 17, a. 47.

© Éditeur officiel du Québec

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS MODIFICATIVES

2017, c. 17, c. VII.

LOI SUR L'AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN

48. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 6).*

2017, c. 17, a. 48.

49. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 8).*

2017, c. 17, a. 49.

50. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 72).*

2017, c. 17, a. 50.

51. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 79).*

2017, c. 17, a. 51.

52. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 82).*

2017, c. 17, a. 52.

53. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 84.1).*

2017, c. 17, a. 53.

54. *(Modification intégrée au c. A-33.3, chapitre V.1, aa. 97.1-97.12).*

2017, c. 17, a. 54.

55. *(Modification intégrée au c. A-33.3, aa. 108.1-108.2).*

2017, c. 17, a. 55.

56. *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 130.1).*

2017, c. 17, a. 56.

CHARTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

57. *(Modification intégrée au c. C-11.4, Ann. C, a. 194).*

2017, c. 17, a. 57.

LOI SUR LES CHEMINS DE FER

58. *(Modification intégrée au c. C-14.1, a. 1).*

2017, c. 17, a. 58.

© Éditeur officiel du Québec

LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE

59. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 47).*

2017, c. 17, a. 59.

60. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 65).*

2017, c. 17, a. 60.

61. *(Omis).*

2017, c. 17, a. 61.

62. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 204).*

2017, c. 17, a. 62.

63. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 208).*

2017, c. 17, a. 63.

64. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 236).*

2017, c. 17, a. 64.

65. *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 262).*

2017, c. 17, a. 65.

66. *(Modification intégrée au c. F-2.1).*

2017, c. 17, a. 66.

LOI SUR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS

67. *(Modification intégrée au c. M-28, a. 11.1).*

2017, c. 17, a. 67.

68. *(Modification intégrée au c. M-28, a. 11.1.2).*

2017, c. 17, a. 68.

69. *(Modification intégrée au c. M-28, a. 11.5).*

2017, c. 17, a. 69.

LOI SUR LA SÉCURITÉ DU TRANSPORT TERRESTRE GUIDÉ

70. *(Modification intégrée au c. S-3.3, a. 54).*

2017, c. 17, a. 70.

71. *(Modification intégrée au c. S-3.3, a. 58).*

2017, c. 17, a. 71.

© Éditeur officiel du Québec

LOI SUR LES TRANSPORTS

72. *(Modification intégrée au c. T-12, a. 88.11).*

2017, c. 17, a. 72.

73. *(Modification intégrée au c. T-12, a. 88.11.1).*

2017, c. 17, a. 73.

74. *(Modification intégrée au c. T-12, a. 88.14).*

2017, c. 17, a. 74.

75. *(Modification intégrée au c. T-12, a. 88.15).*

2017, c. 17, a. 75.

RÈGLEMENT SUR LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE

76. *(Modification intégrée au c. S-3.3, r. 2, a. 106).*

2017, c. 17, a. 76.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, DIVERSES ET FINALES

2017, c. 17, c. VIII.

77. Le ministre des Finances est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme n'excédant pas 1 283 000 000 $ pour la contrepartie qu'il doit fournir pour la souscription d'actions émises par une filiale en propriété exclusive au sens du cinquième alinéa de l'article 4 de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (chapitre C-2) et qui est visée au paragraphe *a*.1 du premier alinéa de l'article 31 ou au troisième alinéa de l'article 32 de cette loi.

Cette autorisation cesse d'avoir effet le 1er avril 2020.

2017, c. 17, a. 77.

78. Aux fins de la réalisation du Réseau, le gouvernement peut, malgré la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (chapitre P-41.1), autoriser aux conditions qu'il détermine l'utilisation à des fins autres que l'agriculture, le lotissement et l'aliénation du lot ou d'une partie du lot 2 702 207 et de superficies additionnelles des lots 2 702 212 et 3 349 833, identifiés au (D. 456-2017, 2017-05-03), tous du cadastre du Québec de la circonscription foncière de La Prairie, situés sur le territoire de la Ville de Brossard, ou de la partie de ceux-ci qu'il décrit.

Ce décret est réputé, depuis le jour où il a été pris, l'avoir été en vertu du présent article.

Le gouvernement peut révoquer, en tout ou en partie, une autorisation visée au présent article.

L'autorisation ou la révocation est notifiée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec.

2017, c. 17, a. 78.

79. Sont inclus dans la zone agricole de la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka, les lots 5 126 417, 5 583 376, 5 583 377, 5 583 378, 5 583 379, 5 583 380, 5 583 381, 5 583 382 et 5 583 383 ainsi que les

© Éditeur officiel du Québec

parties des lots 5 583 385, 5 583 389 et 5 583 392 qui ne font pas déjà partie de cette zone, tous du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Beauharnois.

2017, c. 17, a. 79.

80. L'aménagement de l'antenne Deux-Montagnes prévu pour la réalisation du Réseau sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal n'est pas et n'a jamais été assujetti à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement prévue à la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2).

En ce qui concerne la construction des antennes Sainte-Anne-de-Bellevue, Aéroport et Rive-Sud du Réseau sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal, le certificat d'autorisation délivré par le (D. 458-2017, 2017-05-03) de même que la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement ayant précédé la prise de ce décret, notamment toutes les décisions rendues et les autres actes accomplis par le ministre responsable de l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement et par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, sont réputés conformes à la loi.

2017, c. 17, a. 80.

81. La présente loi opère cession en faveur d'une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec visée à l'article 88.15 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) du bénéfice de toute réserve imposée en vertu de l'article 75 de la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24) et dont la Caisse est titulaire le 26 septembre 2017.

La Caisse ou sa filiale identifiée à l'avis d'expropriation, le cas échéant, est réputée être mentionnée dans l'avis d'imposition de réserve.

Aucune publicité des droits n'est requise au registre foncier. La Caisse peut toutefois, à l'égard d'un immeuble et si elle le juge opportun, publier un avis qui fait état de la cession, fait référence au présent article et contient la désignation de l'immeuble.

2017, c. 17, a. 81.

82. Jusqu'à l'entrée en vigueur du premier règlement pris par le gouvernement en vertu du paragraphe 11.1° du premier alinéa de l'article 54 de la Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé (chapitre S-3.3), édicté par l'article 70 de la présente loi, le montant minimum d'assurance couvrant la responsabilité civile que l'exploitant du Réseau doit souscrire est de 100 000 000 $ et le montant de la franchise ne peut excéder 5 000 000 $.

2017, c. 17, a. 82.

83. La Caisse et l'Autorité doivent conclure la première entente prévue à l'article 38 au plus tard le 26 novembre 2017.

À défaut, le ministre détermine, sans délai, les modalités et conditions de l'entente visée à cet article, laquelle est alors réputée conclue entre la Caisse et l'Autorité.

2017, c. 17, a. 83.

84. L'Autorité doit, au plus tard le 26 novembre 2017, prendre le premier règlement prévu à l'article 97.2 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), édicté par l'article 54, concernant la redevance de transport destinée à financer les coûts des ententes conclues en vertu des articles 38 et 39. Les modalités de la redevance n'ont alors pas à être conformes à celles figurant à la politique de financement de l'Autorité.

© Éditeur officiel du Québec

À défaut, le ministre peut édicter ce règlement. Ce dernier se substitue alors à l'Autorité pour identifier les zones visées à l'article 97.1 de cette loi, édicté par l'article 54.

2017, c. 17, a. 84.

85. Pour l'application du deuxième alinéa de l'article 97.2 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), le taux prévu au règlement de l'Autorité régionale de transport métropolitain concernant la redevance établie en vertu des dispositions du chapitre V.1 de cette loi, à l'égard du Réseau, correspond:

1° pour la période se terminant le 31 décembre 2018, à 50% de ce taux;

2° pour la période suivante se terminant le 31 décembre 2019, à 65% de ce taux;

3° pour la période suivante se terminant le 31 décembre 2020, à 80% de ce taux.

2017, c. 17, a. 85.

86. Tout bail affectant l'immeuble de la Caisse situé sur les lots 1 179 344, 1 284 732, 5 777 987 et 5 777 989 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Montréal est de plein droit résilié le 27 mars 2018. Il en est de même de toute sous-location affectant cet immeuble.

Le chapitre II s'applique à une telle résiliation, avec les adaptations nécessaires, comme si elle était une expropriation décidée par le ministre, la Caisse lui est alors substituée.

2017, c. 17, a. 86.

87. Le ministre des Transports est chargé de l'application de la présente loi.

2017, c. 17, a. 87.

88. L'article 11 a effet depuis le 19 avril 2016.

2017, c. 17, a. 88.

89. *(Omis)*.

2017, c. 17, a. 89.

© Éditeur officiel du Québec

Réseau électrique métropolitain
Contrat 01-7001

Appendice A122 - Reconstruction du pont Jean-Talon

DOCUMENT NO : 01-7001-CON-APX-00021 REV 00

Table des matières

Chapitre 1 Localisation 1

Chapitre 2 Description sommaire des travaux 2

Chapitre 3 Contraintes et exigences particulières 3

3.1 Ouvrage d'art 3

3.1.1 Nouveau pont d'étagement routier 3

3.1.2 Durabilité 3

3.2 Maintien des opérations 4

3.2.1 Ferroviaires 4

3.2.2 Routières 4

3.3 Services municipaux et d'utilité publique 4

CHAPITRE 1 LOCALISATION

Cette structure se situe sur l'Antenne Deux-Montagnes dans le secteur 102700 - Interstation Canora - Gare Centrale (tunnel du Mont-Royal). Les travaux consistent à démolir et à reconstruire un nouveau pont d'étagement routier dans l'axe de la rue Jean-Talon. La figure suivante montre la localisation du pont.

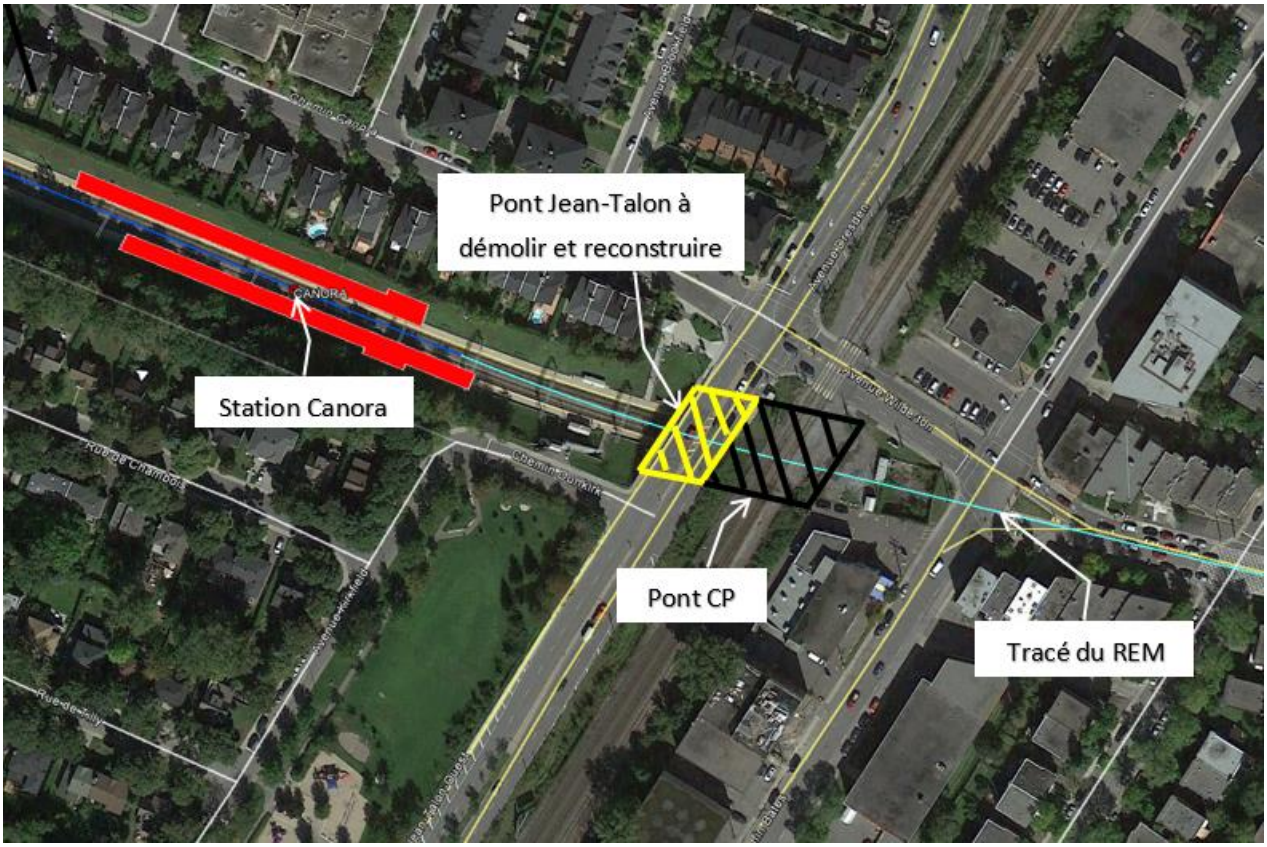


Figure 1-1 — Localisation du pont d'étagement routier Jean-Talon

CHAPITRE 2 DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX

Le Fournisseur doit exécuter les Travaux décrits sommairement dans la liste qui suit. Cette liste est non exhaustive :

- Démolition du pont d'étagement routier existant;
- Reconstruction du pont d'étagement existant de la rue Jean-Talon et de ses approches. Les travaux incluent le remplacement des unités de fondation.

CHAPITRE 3 CONTRAINTES ET EXIGENCES PARTICULIÈRES

Les exigences de l'Annexe 5 *Exigences techniques* au Contrat IAC sont applicables aux présents travaux et sont complétées par les exigences de la section ci-dessous :

3.1 Ouvrage d'art

3.1.1 Nouveau pont d'étagement routier

Voici les caractéristiques du pont d'étagement à construire :

- L'alignement et le profil de la rue Jean-Talon ne doivent pas être modifiés;
- La largeur totale du futur pont d'étagement routier doit être de 26,15 m;
- La largeur carrossable doit être de 18,3 m et inclure une bande médiane;
- La configuration des voies de circulation doit être la même que sur l'ouvrage existant;
- Un trottoir multifonction du côté nord de 6 500 mm (incluant l'espace pour le mobilier urbain) doit être construit sur le pont et aux approches jusqu'aux intersections du chemin Canora et du chemin Dunkirk;
- Une glissière de type Pennsylvanie BD-610M de 450 mm ou substitution approuvée par la Ville de Montréal doit être installée au nord du trottoir;
- Une grille de protection contre la chute de neige et une clôture grillagée doivent être installées derrière la glissière de sécurité, conformément à l'Annexe 5 *Exigences techniques*.
- Une bordure de 900 mm de largeur du côté sud doit être construite sur la dalle du pont;
- Le nouveau pont d'étagement doit être exempt de joint de tablier, de drain de tablier et de lampadaire accroché à la structure;
- La pente transversale et longitudinale de la chaussée doit permettre le drainage à l'extérieur du pont et de manière à se drainer dans les réseaux de la rue Jean-Talon;
- Le dégagement vertical et horizontal à respecter est identifié à l'Annexe 5, Partie 5 - Exigences techniques, article 5.12.3.2. Pour le dégagement horizontal, le cas « là où une piste d'entretien ou d'intervention incendie n'est pas nécessaire » doit être considéré, sans être inférieur au dégagement horizontal existant;
- En complément au CCDG, le Fournisseur doit protéger le pont du CP conformément à l'Annexe 5, Partie 5 - Exigences techniques, article 5.13.4.7;
- Le porte-à-faux de la dalle du pont du côté sud doit être reconstruit en laissant un espace libre entre la dalle et le dessus du muret présent sur le pont du CP, le tout afin de permettre le libre mouvement entre les structures. Un dispositif doit être installé afin d'empêcher les fuites de matériaux granulaires dans l'ouverture entre les structures;
- Les fondations du pont d'étagement existant doivent être désolidarisées du pont du CP adjacent et les joints doivent être étanches.

3.1.2 Durabilité

Le nouveau pont d'étagement routier doit être conçu et réalisé pour une durée de vie de 100 ans. Les exigences de l'article 5.12.2.7 de l'Annexe 5 *Exigences techniques* s'appliquent.

Le nouveau pont devra rencontrer minimalement les exigences du laboratoire de la Ville de Montréal relativement à la fourniture et à la mise en place des matériaux. Il pourrait être requis de bonifier ces exigences pour assurer une durée de vie de 100 ans.

3.2 Maintien des opérations

3.2.1 Ferroviaires

Les voies du Canadien Pacifique sur le pont adjacent au sud doivent demeurer actives en tout temps.

3.2.2 Routières

Le Fournisseur doit prendre en considération que le phasage des travaux doit être planifié afin de maintenir en tout temps au minimum une voie de circulation dans chaque sens. De plus, un accès sans interruption au chemin Canora et à l'avenue Wilderton doit être assuré durant les travaux.

Le Fournisseur doit respecter les exigences de la Ville de Montréal contenues dans les cahiers des charges normalisés.

3.3 Services municipaux et d'utilité publique

Les nouveaux conduits de services publics doivent être installés sous l'ouvrage à l'extérieur du béton de la dalle ou de tout autre élément du pont (glissière, trottoir, etc.) et des puits de tirage doivent être prévus dans les trottoirs aux approches.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1237211004

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat , Division des grands projets partenaires
Objet :	Entériner une dépense maximale de 6 409 172,17 $ (taxes incluses) pour la conception, la démolition et la reconstruction du pont d'étagement Jean-Talon et de ses approches dans le cadre des travaux du projet REM, tel que prévue à l'Entente visée par l'article 14 de la Loi sur le REM.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD_1237211004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-868-3805

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-28

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.016

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1237350001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente entre la Ville de Montréal, l'École de technologie supérieure, l'Université Laval, L'École Polytechnique de Montréal et le Collège de Rosemont pour la réalisation des travaux de recherche intitulé "Carte carbone de Montréal pour la mobilité" et accorder une contribution en biens et services pour un montant maximal de 30 000$

Il est recommandé :
d'approuver l'entente entre la Ville de Montréal, l'École de technologie supérieure, l'Université Laval, L'École Polytechnique de Montréal et le Collège de Rosemont pour la réalisation des travaux de recherche intitulé "Carte carbone de Montréal pour la mobilité" et accorder une contribution en biens et services pour un montant maximal de 30 000$

Signé par Claude CARETTE **Le** 2023-03-06 10:46

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1237350001**
Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente entre la Ville de Montréal, l'École de technologie supérieure, l'Université Laval, L'École Polytechnique de Montréal et le Collège de Rosemont pour la réalisation des travaux de recherche intitulé "Carte carbone de Montréal pour la mobilité" et accorder une contribution en biens et services pour un montant maximal de 30 000$

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est engagée à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Le secteur des transports routiers représente à lui seul près de 28 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise et le Plan climat présenté en 2020 prévoit 46 actions qui seront déployées d'ici 2030 dont 7 spécifiquement en lien avec la mobilité.
Urgence d'agir dans la lutte contre les changements climatiques

En novembre 2018, la Ville de Montréal a adopté à l'unanimité la Déclaration citoyenne universelle d'urgence climatique, visant à accélérer l'implantation de mesures de réduction de GES et d'adaptation aux changements climatiques, et à inciter les autres paliers de gouvernement à en faire de même. Ce faisant, Montréal a réitéré son engagement dans la lutte contre les changements climatiques.

Le rapport du GIEC « Changements climatiques 2022 : impacts, adaptation et vulnérabilité », publié en février 2022, avertit des sérieuses conséquences de l'inaction face aux changements climatiques et fait ressortir l'urgence d'agir en s'attachant à l'équité et à la justice. Les efforts en matière de développement et d'adaptation vont néanmoins permettre de réduire la vulnérabilité aux changements climatiques. En effet, les réponses au climat et les options d'adaptation présentent des avantages pour les écosystèmes, les groupes ethniques, l'équité entre les sexes, les groupes à faibles revenus et les objectifs de développement durable.

Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) Climate change 2022 : Mitigation of climate change publié en avril 2022 indiquait que les émissions

de GES étaient à leur plus haut niveau depuis les débuts de l'humanité et que la trajectoire de réduction des émissions de GES suivie actuellement ne permet pas de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C à moins que des actions importantes de réduction des émissions de GES soient entreprises immédiatement dans tous les secteurs. Ce même rapport indique cependant que des solutions existent actuellement pour tous les secteurs afin de réduire les émissions de GES d'au moins 50 % d'ici 2030 et que le temps est venu de passer à l'action. L'action est rendue possible par :

- la gouvernance (processus décisionnels) ;
- le financement (mobilisation et accès à des ressources financières adéquates) ;
- le renforcement des connaissances et des capacités (impacts et solutions) ;
- la technologie (suivi et évaluation) ;
- et les conditions encadrantes (engagement et suivi politiques, cadres institutionnels et instruments assortis d'objectifs et de priorités clairs).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0440 - 25 août 2022 - Dépôt du document intitulé « Reddition de compte du Plan climat - Année 2021 »
CG22 0439 - 25 août 2022 - Dépôt du document intitulé « Inventaire des émissions de gaz à effet de serre 2018 - Collectivité montréalaise - Sommaire »

CG21 0237 - 20 mai 2021 - Dépôt des documents intitulés « Émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise - Inventaire 2016 » et « Émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise - Inventaire 2017».

CG20 0648 – 17 décembre 2020 – Dépôt du document intitulé Plan climat 2020-2030.

CG20 0649 – 17 décembre 2020 – Dépôt du plan stratégique Montréal 2030.

CE19 1049 – 19 juin 2019 - Approuver un projet d'addenda à l'entente de collaboration intervenue entre la Ville de Montréal, le C40 Cities Climate Leadership Group (« C40 »), la Fondation David Suzuki et la Fondation familiale Trottier, d'une durée de 2 ans, pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), l'adaptation aux changements climatiques et la résilience face aux changements climatiques et l'engagement et la mobilisation des acteurs clés dans le contexte de la réduction des émissions de GES et l'adaptation aux changements climatiques (CE18 1992) afin d'ajouter les six partenaires suivants : le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal de la Direction régionale de santé publique, la Fondation de la famille Claudine et Stephen Bronfman, la Fondation de la famille J.W. McConnell, la Caisse de dépôt et du placement du Québec, la Fondation Écho et la Fondation Espace pour la vie

CE18 1992 – 5 décembre 2018 – Approuver l'Entente de Collaboration entre la Ville de Montréal, le C40 Cities Climate Leadership Group, la fondation David Suzuki et la fondation familiale Trottier d'une durée de 2 ans pour la réduction des émissions de GES, l'adaptation aux changements climatiques et la résilience face aux changements climatiques et l'engagement et la mobilisation des acteurs clés dans le contexte de la réduction des émissions de GES et l'adaptation aux changements climatiques

CM18 1332 – 19 novembre 2018 – Déclaration pour la reconnaissance de l'urgence climatique

CM18 1085 – 17 septembre 2018 – Résolution du conseil municipal : que la Ville de Montréal prenne acte des engagements pris lors du Sommet de San Francisco et s'engage à mobiliser les citoyens et l'ensemble des forces vives montréalaises pour relever ce défi majeur et mettre en œuvre des mesures concrètes à la hauteur de ces enjeux

DESCRIPTION

Sous la direction scientifique de la professeure Annie Levasseur, du département de génie de la construction, l'ÉTS mènera un projet de recherche intitulé «Carte carbone de Montréal pour la mobilité». Ce projet est subventionné par le « Programme de recherche en partenariat sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre – volet mobilité durable », subvention accordée par le Fonds de recherche nature et technologies.
Le projet de carte carbone vise à concevoir et développer un système d'information et d'aide à la décision pour quantifier, démocratiser et réduire les émissions urbaines de GES. Il s'agit de créer, à partir de données d'activité détaillées, un inventaire à haute résolution spatiale et temporelle à l'intention des villes. Cette plateforme apportera l'ensemble des informations nécessaires pour bien évaluer et guider les progrès vers la carboneutralité à chaque stade de la chaîne de décision (sensibilisation, planification, évaluation des mesures de réduction). Elle permettra aussi aux citoyens de mieux comprendre l'impact de leurs activités et leur rôle dans la lutte contre les changements climatiques.

JUSTIFICATION

Il est nécessaire que la Ville de Montréal transforme ses façons de faire et augmente sa résilience face aux enjeux tels que la lutte et l'adaptation aux changements climatiques, grâce à une approche axée sur la transition écologique équitable et sur la résilience. Le renforcement des connaissances et la présentation de données représentatives sur le territoire sont indispensables afin d'assurer cette transition, de planifier adéquatement les actions et de suivre l'évolution et les résultats de la lutte contre les changements climatiques.
Ce projet concorde avec plusieurs des objectifs municipaux, notamment ceux associés à la réduction des émissions de GES du transport routier et à la mobilisation des citoyens, deux importants chantiers du Plan climat. En ce sens, les résultats du projet de carte carbone contribueront à développer une meilleure compréhension des zones de concentration des émissions de GES du transport routier et ainsi mieux cibler les interventions. Dans le Plan climat, la Ville de Montréal compte miser sur l'accès à l'information et mettre en place des mesures d'accompagnement de même que des incitatifs pour opérer les changements nécessaires. Les applications en mobilisation et pédagogie citoyenne de la carte pourront répondre à ce besoin. En somme, le projet de carte carbone aidera la Ville de Montréal à quantifier, démocratiser et réduire les émissions de GES afin d'atteindre ses objectifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Ville de Montréal contribuera au projet en nature via différents services et arrondissements pour un total annuel de 15 000 $ durant 2 ans. Cette dernière contribution correspond aux salaires du personnel cadre, scientifique, professionnel et technique des personnes qui apporteront leur expertise afin de vérifier l'adéquation et la mise en œuvre du projet de carte carbone avec le Plan climat. Le Service de l'urbanisme et de la mobilité a développé un modèle de simulation du trafic routier sur le logiciel Aimsun à partir des données du ministère des Transports du Québec et de l'Enquête Origine-Destination de la région métropolitaine de Montréal. Son personnel contribuera au projet en fournissant des données de simulation du trafic routier tirées du modèle maintenu par la Ville. De plus, le BTER et le SUM supporteront, par leur expertise, les étudiants et les chercheurs impliqués dans le projet, dans l'estimation des émissions de GES à haute résolution spatiale et temporelle du transport terrestre.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les résultats du projet de carte carbone contribueront à développer une meilleure compréhension des zones de concentration des émissions de GES du transport routier et ainsi mieux cibler les interventions en lien avec la décarbonation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact particulier n'est relevé quant à la COVID-19. Ce projet vise ultimement à diminuer les émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise. La pandémie n'a pas changé l'ambition de la Ville de poursuivre la transition écologique, et la mise en œuvre de la Stratégie Montréal 2030 et du Plan climat 2020-2030.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les modalités de publication et d'hébergement de la carte carbone seront développées en cours de projet. La communication des résultats et de la carte sera réalisée conformément au protocole de visibilité de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le projet se déroule sur une période de 2 ans dont voici les étapes principales :
Création de la carte carbone
Développement de scénarios de mesures d'atténuation
Modélisation avancée du transport terrestre
Quantification et visualisation du potentiel de réduction des émissions de GES

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Amelie CHARTIER-GABELIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-Philippe DESMARAIS, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Francois R RIENDEAU, Service des infrastructures du réseau routier
Julie J DASSYLVA, -

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien WAGNER
Ingénieur - chef d'équipe

Tél : 514 217-5751
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-08

Jonathan THÉORÊT
c/d - transition ecologique

Tél : 514 868-0975
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marieke CLOUTIER
Directrice par interim
Tél : 514-872-6508
Approuvé le : 2023-03-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marieke CLOUTIER
Directrice par interim
Tél : 514-872-6508
Approuvé le : 2023-03-06

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1237350001
Unité administrative responsable : *Bureau de la transition écologique et de la résilience*
Projet : *Approuver l'entente entre la Ville de Montréal, l'École de technologie supérieure, l'Université Laval, L'École Polytechnique de Montréal et le Collège de Rosemont pour la réalisation des travaux de recherche intitulé "Carte carbone de Montréal pour la mobilité" et accorder une contribution en biens et services pour un montant maximal de 30 000$*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050* *12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective* *16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Le projet de carte carbone développé par l'École de technologie supérieure vise à concevoir et développer un système d'information et d'aide à la décision pour quantifier, démocratiser et réduire les émissions urbaines de GES. L'objectif du projet est de rendre l'outil de visualisation des émissions de GES disponible publiquement.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1237350001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Objet :	Approuver l'entente entre la Ville de Montréal, l'École de technologie supérieure, l'Université Laval, L'École Polytechnique de Montréal et le Collège de Rosemont pour la réalisation des travaux de recherche intitulé "Carte carbone de Montréal pour la mobilité" et accorder une contribution en biens et services pour un montant maximal de 30 000$

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

(183-1046) 20230301 Entente de recherche ÉTS-Poly-CÉRSÉ-Ville de Mtl_VFVisee.pdf

(183-1046) Annexe D_Attestation des contributions.pdf

(183-1046) Annexe E_Lettre d'octroi.pdf(183-1046) Annexe F_Demande FRQNT.pdf

(183-1046) Annexe G_Guide application protocole visibilite culture.pdf

(183-1046) Annexe H_Règlement de gestion contractuelle.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Amelie CHARTIER-GABELIER
Avocate
Tél : 438 862 3684

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-03-06

Amelie CHARTIER-GABELIER
Avocate
Tél : (438) 862-3684
Division : Droit contractuel



Réf. ÉTS : 183-1046

ENTENTE PARTENARIALE DE RECHERCHE, DÉVELOPPEMENT ET INNOVATION

La présente entente partenariale de recherche, développement et innovation (ci-après l'«**Entente**») est exécutée à la date de la dernière signature (ci-après la «**Date Effective**»),

Entre : **L'École de technologie supérieure**, personne morale de droit public créée en vertu de la *Loi sur l'Université du Québec*, RLRQ, c. U-1 et du décret no 261-92 du gouvernement du Québec, daté du 26 février 1992, ayant son siège social au 1100, rue Notre-Dame Ouest, Montréal (Québec) H3C 1K3, et représentée par Christian Casanova, directeur de la recherche et des partenariats, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare,

Ci-après appelée l'«**ÉTS**»,

et : **Université Laval**, personne morale de droit privé constituée en vertu d'une loi de l'Assemblée nationale sanctionnée le 8 décembre 1970 (L.Q. 1970, c. 78), ayant son siège au 2325 Rue de l'Université, Québec (Québec), G1V 0A6 et représentée aux fins des présentes par Eugénie Brouillet, Vice-rectrice à la recherche, à la création et à l'innovation, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare,

Ci-après appelée « **ULaval** »,

et **LA CORPORATION DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL**, corporation légalement constituée en vertu des lois de la province de Québec, ayant son siège social au Campus de l'Université de Montréal - 2900, boul. Édouard-Montpetit, Montréal (Québec) H3T 1J4 et représentée aux fins des présentes par Olivier Grenier, Directeur BRCDT, dûment autorisé à cette fin tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée « **Polytechnique** »,

et : **Collège de Rosemont (CÉRSÉ)**, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel*, RLRQ, c. C-29, ayant son siège au 6400, 16e Avenue, Montréal (Québec), H1X 2S9 et représentée aux fins des présentes par Élise Tousignant, Directrice du CÉRSÉ, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare,

Ci-après appelée « **Rosemont** » ou « **CÉRSÉ** »,

Ci-après appelées conjointement les « **Centres de recherche** »

et : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée « **Ville**»,

Ci-après désignées conjointement comme les « **Parties** » ou individuellement comme « **Partie** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE les Centres de recherche, conformément à leur rôle d'établissement de recherche et d'enseignement, effectuent sur une base régulière et continue de la recherche scientifique et du développement technologique;

ATTENDU QUE les Parties se sont engagées à collaborer sur le projet de recherche intitulé « **Carte carbone de Montréal pour la mobilité** » (ci-après « **Projet** »);

ATTENDU QUE dans le cadre de ces travaux, une subvention (ci-après « **Subvention** ») du « **Programme de recherche en partenariat sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre – volet mobilité durable** » (ci-après « **Programme** ») a été accordée par le Fonds de recherche nature et technologies (ci-après « **FRQ-NT** »), offerte conjointement par le FRQ-NT et le ministère de l'Économie et de l'innovation (ci-après « **MEI** »), et que le Programme

a été mis en œuvre grâce à une collaboration entre le MEI, le FRQ-NT et le Fonds de recherche du Québec – Société et culture (ci-après « **FRQ-SC** »);

ATTENDU QUE la Subvention est conditionnelle à la réception d'une entente entre les Parties relativement à la protection de l'information confidentielle, à la valorisation de la propriété intellectuelle et à la publication des résultats des recherches subventionnées conforme aux principes définis par le gouvernement du Québec dans le Plan d'action en gestion de la propriété intellectuelle dans les universités et les établissements du réseau de la santé et des services sociaux où se déroulent des activités de recherche;

ATTENDU QUE les Parties désirent réaliser les objets de cette entente dans le respect de la mission des Centres de recherche et, en particulier, les Parties s'engagent à respecter la liberté académique et scientifique des chercheurs, le tout sujet aux termes et conditions des présentes;

ATTENDU QUE les Résultats (tel que défini ci-après) auront des retombées qui contribueront à ce que le Québec atteigne ses objectifs de réduction des émissions de GES à moyen et à long termes prévus au Plan pour une économie verte 2030 (PEV 2030), lequel s'est fixé pour 2030 une cible de réduction de 37,5 % par rapport au niveau de 1990;

ATTENDU QUE la Ville désire participer au Projet à l'aide d'une contribution en biens et services;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Entente, prévoir les modalités qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE les Centres de recherche ont pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel ils pourraient être assujettis à la conclusion de la présente Entente ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un *Règlement de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement aux Centres de recherche (Annexe H).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1 INTERPRÉTATION

Le préambule et les Annexes font partie intégrante de la présente Entente. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente Entente a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

1.1 Terminologie

Équipement désigne les équipements, l'infrastructure et le matériel requis pour l'exécution du Projet.

Propriété intellectuelle ou PI désigne toute forme de propriété intellectuelle reconnue, de même que tout droit moral et autres droit et intérêt y afférents, incluant, mais sans s'y limiter, toute invention, amélioration, idée, processus, formule, algorithme, avancée technologique, prototype, conception industrielle, compilation de données, information technique, spécification, technologie, machine, procédé et méthode de synthèse de composé ou de dérivé, logiciel (code source, code objet et documentation), micro logiciel et matériel informatique, modèle, prototype, spécification, méthode, configuration, qu'elle soit brevetable (ou non), protégeable (ou non) par le droit d'auteur ou tout autre droit, ainsi que : (i) tout brevet, demande de brevet, continuation, continuation partielle, demande complémentaire, redélivrance et réexamen; (ii) tout droit d'auteur, œuvre ou autre objet du droit d'auteur, et toute demande d'enregistrement, enregistrement, droit substitué et extension; (iii) tout dessin industriel, demande d'enregistrement et enregistrement; (iv) tout nom commercial, marque de commerce et nom commercial, de même que toute demande d'enregistrement et enregistrement y relatifs; et (v) tout autre type de droit de propriété intellectuelle et d'intérêt relatif à tel droit.

Propriété Intellectuelle antérieure ou PIA signifie tous les droits de propriété intellectuelle conçus, développés, acquis, ou autrement obtenus par une Partie antérieurement à la conclusion de la présente entente, ou en dehors du cadre du Projet.

Nouvelle Propriété intellectuelle ou NPI signifie toute Propriété intellectuelle ayant été développée dans le cadre du Projet notamment la carte carbone de la mobilité.

Résultats signifie les résultats du Projet découlant des travaux de recherche, incluant les inventions, la NPI, le savoir-faire, les plans, les cahiers de charge, les spécifications, les Prototypes, les données, les Logiciels, les programmes, et tout autre document, développé ou mis au point dans le cadre du Projet et pouvant faire l'objet, ou non, d'une protection intellectuelle quelconque.

Prototype signifie un système physique ou virtuel qui consiste à utiliser des techniques pour explorer les besoins des utilisateurs, expérimenter des éléments de solution, réaliser des parties qui seront ensuite assemblées pour tester des concepts qui pourraient être introduites dans un produit final. Le prototype permet de démontrer la faisabilité statique ou dynamique d'une solution (conceptuelle, organisationnelle, technique). Un prototype enchaîne des parties réelles



(celles dont on veut montrer la faisabilité) et des parties fictives omises ou esquissées (celles qui correspondent aux fonctions courantes qui sont associées normalement à son environnement d'utilisation). Le prototype ne comporte pas nécessairement la totalité des composants du système par rapport au système final, un prototype peut sacrifier certains aspects pour mettre en évidence les fonctionnalités critiques dont on désire montrer le caractère opérationnel. Un Prototype possède une faible maturité technologique.

Contribution Inventive désigne la contribution d'une personne dans la conception d'une nouvelle idée ou de l'aspect innovateur d'une idée (nouveauté ou amélioration) et qui applique cette conception de façon tangible et pratique pour qu'elle soit utile. Cette personne doit intervenir activement dans le processus d'invention visant à identifier un problème à solutionner, i.e. étudier l'art antérieur, concevoir la nouvelle approche ou améliorer celle existante par une sélection d'une nouvelle combinaison d'éléments qui constituent un ensemble fonctionnel permettant de solutionner le problème identifié puis de procéder par expérimentation et valider les hypothèses par un prototype fonctionnel (*reduction-to-practice*). Pour être désignée comme inventeur, une personne doit participer au moins à la conception de la nouvelle idée ou proposer une combinaison ou une amélioration non évidente pour une personne qualifiée dans ce domaine. Une personne qui n'a qu'étudié l'art antérieur, fourni des données, procédé aux tests de validation ou aidé à la fabrication, sans satisfaire par ailleurs à ce qui précède, ne peut être considérée comme co-inventeur.

Information Confidentielle signifie toute information échangée dans le cadre du Projet, peu importe que celle-ci soit verbale, écrite ou électronique, notamment ayant trait aux processus et plus spécifiquement sur ses produits, ses technologies, ses inventions, ses améliorations et perfectionnements, ses droits de propriétés intellectuelles. Les Parties reconnaissant que cette définition n'est aucunement limitative ni exhaustive.

Partie Divulgatrice signifie la Partie qui divulgue l'Information Confidentielle.

Partie Réceptrice signifie la Partie qui reçoit l'Information Confidentielle.

Reddition de compte signifie les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, les pièces justificatives, la liste des interventions, activités ou travaux effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution reçue de la Ville, le cas échéant, ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre de la présente Entente.

Annexes. Les annexes suivantes font partie intégrante de la présente Entente :

- Annexe A : Intervention des Chercheurs
- Annexe B : Déclaration de la Propriété Intellectuelle Antérieure (PIA)
- Annexe C : Tableau des fonds du Projet
- Annexe D : Attestation des contributions à titre d'entreprise participant au projet
- Annexe E : Lettre d'octroi FRQ-NT et fiche Synthèse du FRQ-NT, dossier 323187
- Annexe F : Demande de subvention au FRQ-NT
- Annexe G : Protocole de visibilité de la Ville
- Annexe H : *Règlement de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*

2 PROJET

2.1 La présente Entente régit la réalisation des travaux de recherche décrits dans la demande FRQ-NT intitulée « Carte carbone de Montréal pour la mobilité », soumise au FRQ-NT et constituant l'Annexe F des présentes.

2.2 Les travaux de recherche seront réalisés sous la direction scientifique de la professeure Annie Levasseur (ci-après « **Chercheuse principale** »), du département de génie de la construction de l'ÉTS. L'équipe de recherche sera complétée par la professeure Catherine Morency du département des génies civil, géologique et des mines de Polytechnique, la professeure adjointe Valériane Champagne St-Arnaud du département de marketing de l'Université Laval et la chercheuse Faten Kikano du CÉRSÉ comme co-chercheuses (ci-après « **Co-chercheuses** ») ainsi que de Sébastien



Wagner, ingénieur chef d'équipe, ou toute autre personne désignée par celui-ci, de la Ville comme collaborateur (ci-après « **Collaborateur** » ou « **Responsable** »).

2.3 Dans l'éventualité où la Chercheuse principale est dans l'impossibilité de réaliser le Projet ou qu'il existe une problématique liée à la réalisation du Projet, l'ÉTS s'engage à consulter les Parties dans un délai raisonnable à compter de la connaissance de ladite situation ou problématique pour nommer un nouveau responsable qui sera chargé d'assurer la direction scientifique du Projet, le cas échéant.

2.4 Le Projet se réalisera sur une période prévue de deux (2) ans à compter de la date du début des travaux selon le calendrier prévu sur la lettre d'octroi de la Subvention accordée par le FRQ-NT jusqu'au 16 décembre 2024 (« **Date de terminaison** ») le tout, conditionnel au renouvellement annuel de la Subvention.

3 BASE DE RÉMUNÉRATION ET MODALITÉS DE PAIEMENT

3.1 En considération du respect par les Centres de recherche des obligations contenues à la présente Entente, la Ville convient de verser une contribution en biens et services d'une valeur en nature maximale de trente mille dollars (30,000.00$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, pour la réalisation du Projet, tel que décrit à l'article 5.1 des présentes (réf.; Annexe C). La contribution en nature sera effectuée et comptabilisée par le Collaborateur au fur et à mesure de l'évolution de la réalisation du Projet. La contribution en nature sera effectuée selon la disponibilité du personnel et des équipements requis, étant entendu qu'en aucun cas la Ville ne pourra être tenue d'offrir cette contribution au détriment de ses activités.

3.2 Le montant de la Subvention indiqués à l'annexe C en provenance du FRQ-NT est fourni à titre indicatif seulement et est sujets aux conditions d'octroi du FRQ-NT et aux conditions de renouvellements de Subvention de cet organisme.

3.3 La taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) ne sont pas incluses dans le coût total du Projet. Les taxes, dans la mesure où elles s'appliqueront, seront incluses dans toutes les factures et demandes de paiement partiel présentées aux Centres de recherche qui acceptent de les payer au moment où elles sont déclarées être dues.

3.4 Aux fins de la présente Entente, l'ÉTS transférera, aux autres Centres de recherche, les sommes requises pour la réalisation du Projet. Ces fonds proviendront de la Subvention et seront transférés après la signature d'une entente de transfert de fonds approuvée par la Chercheuse principale. Le calendrier prévisionnel de transfert de fonds et les montants sont à l'Annexe C. Les fonds transférés seront strictement utilisés pour la réalisation du Projet tel que décrit à l'Annexe F.

3.5 La Ville reconnaît que les risques relatifs aux avantages fiscaux, provenant par exemple des programmes fédéral et provincial de recherche scientifique et développement expérimental (RS&DE) pouvant découler des dépenses effectuées par les Centres de recherche dans le cadre du Projet, sont de la seule responsabilité de la Ville. En outre, les Centres de recherche ne peuvent garantir que :

a) les activités effectuées dans le cadre du Projet constitueront de la recherche scientifique et du développement expérimental au sens de la Loi sur l'impôt sur le revenu (Canada) et de la Loi sur les impôts (Québec);

b) les dépenses effectuées par les Centres de recherche dans le cadre du Projet constitueront des dépenses afférentes à de la recherche scientifique et à du développement expérimental au sens de la Loi sur l'impôt sur le revenu (Canada) et de la Loi sur les impôts (Québec) ou qu'elles seront raisonnables au sens des lois précitées ;

c) la Ville aura droit à des déductions fiscales ou à des crédits d'impôt.

4 OBLIGATIONS DES CENTRES DE RECHERCHE

4.1 Les Centres de recherche s'engagent à réaliser le Projet conformément aux règles de l'art en vigueur au moment de sa réalisation. Toutefois, compte tenu de la nature de la recherche visée par le Projet, les Centres de recherche n'assument aucune obligation de résultat ni de performance mais plutôt une obligation de moyen et de conseils.

4.2 Les Centres de recherche s'engagent à utiliser la contribution de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.3 Les Résultats ou bénéfices estimés, tangibles et intangibles, pouvant être attendus du Projet sont indiqués à la section « Description du projet ou de la programmation » de la demande de subvention au FRQ-NT (Annexe F).



4.4 Le Projet d'un point de vue académique va permettre de développer une carte carbone de la mobilité. Le Projet permettra de former trois (3) étudiant.e.s aux cycles gradués, soit au cycle de maîtrise. Des rapports techniques seront produits et fournis aux Parties ainsi que des publications communes dans des journaux scientifiques avec comité de lecture.

4.5 Les membres de l'équipe de recherche participeront à la rédaction de tous les articles qui seront publiés suite aux travaux financés par le Projet. Ainsi chaque membre de l'équipe de recherche aura la possibilité d'avoir son nom sur les publications conjointes si son implication dans le projet et dans la rédaction des articles le justifie.

4.6 Les Centres de recherche s'engagent à remettre au contact administratif de la Ville, au moins une fois l'an au plus tard le 31 août de chaque année ou sur demande de ce dernier, un rapport d'activités de l'année d'opération précédente indiquant les résultats ou produits issus des activités ou des travaux de recherche effectués dans le cadre du Projet ou de la présente Entente, en guise de Reddition de compte. Ce rapport doit notamment faire état de tout droit de propriété intellectuelle découlant du Projet et de toute autre réalisation, dont notamment les rapports de recherche et les publications.

4.7 Les Centres de recherche s'engagent à remettre au contact administratif de la Ville, dans les trente (30) jours de la signature de la présente Entente, une copie de toutes les conventions dûment signées avec d'autres partenaires dans le cadre du Projet, le cas échéant et informer dans les meilleurs délais possibles la Ville de toute situation, problématique, modification, etc., liée à la participation ou la contribution de l'un ou l'autre des autres partenaires ou encore à l'ajout d'un nouveau partenaire étant entendu qu'un tel ajout doit être préalablement approuvé par écrit par la Ville et, le cas échéant, une copie de la convention signée remise à la Ville dans le même délai. Le contact administratif de la Ville peut notamment refuser de donner son approbation si les conditions consenties par les Centres de recherche sont plus généreuses que celles contenues dans la présente convention. Dans le cas des conventions déjà signées avec d'autres partenaires, les Centres de recherche doivent divulguer au contact administratif de la Ville toute condition consentie plus généreuse que celles prévues à la présente Entente et, dans tous les cas, accepter de la modifier de façon à permettre à la Ville d'en bénéficier rétroactivement au moment où les Centres de recherche ont accepté ladite condition.

4.8 Les Centres de recherche s'engagent à se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur.

4.9 Les Centres de recherche s'engagent à assurer une Reddition de comptes constante et transparente et, sans limiter la généralité de ce qui précède, notamment tenir, aux fins de la présente Entente, des comptes et des registres appropriés, précis et exacts à l'égard des contributions fournies par la Ville.

4.10 Les Centres de recherche s'engagent à déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable. Cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis écrit du Responsable.

Cette Reddition de comptes doit lui être remise au plus tard le 31 août de chaque année et doit couvrir:

pour la 1e année:	la période comprise entre la date de début du Projet tel qu'indiqué à l'Annexe 4 et le 31 décembre 2023;
pour la 2e année:	la période comprise entre le 1er janvier 2024 et la Date de terminaison.

4.11 Si applicable, les Centres de recherche s'engagent à tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités des Centres de recherche pour les contributions fournies par la Ville aux fins de la présente Entente et faisant état des fins pour lesquelles ces contributions ont été utilisées.

4.12 Les Centres de recherche s'engagent à autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps, sous un préavis de soixante-douze (72) heures, durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes des Centres de recherche qui sont en lien ou susceptible d'être en lien avec la présente Entente, notamment, les pièces justificatives. De plus, les Centres de recherche acceptent de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution et du respect de la présente Entente.



4.13 Si applicable, dans la mesure où le cumul de toutes contributions que la Ville verse à chacun des Centres de recherche distinctement au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000,00$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée, par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Entente au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes, et transmettre, pour chaque année de la présente Entente, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent quatre-vingt (180) jours après la fin de son exercice financier.

4.14 Si applicable, dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à chacun des Centres de recherche distinctement au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000,00 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée, par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Entente au contact administratif de la Ville, ses états financiers au plus tard cent quatre-vingt (180) jours après la fin de son exercice financier.

4.15 Les Centres de recherche doivent conserver les pièces justificatives originales et les registres afférents pour une période d'au moins cinq (5) ans après la Date de terminaison de la présente Entente.

5. OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 En regard de sa contribution prévue aux présentes, la Ville s'engage à fournir la contribution en nature décrite dans la proposition de recherche déposée et approuvée par le FRQ-NT dans des délais raisonnables compte tenu de la nature et de la finalité du Projet. La contribution en nature se définit comme et se limite à :

a) les salaires du personnel cadre, scientifique, professionnel et technique des personnes qui apporteront leur expertise afin de vérifier l'adéquation et la mise en œuvre du projet de carte carbone avec le Plan climat de la Ville;

b) fournir les résultats et données provenant du modèle de simulation du trafic développé par le Service d'urbanisme et de mobilité de la Ville;

c) partager tout fichier relatif aux inventaires des émissions de gaz à effet de serre (GES) de la Ville et toute donnée nécessaire à leurs développements, utilisations, interprétations et mises sur carte dont les Centres de recherche pourraient avoir besoin (ex : fichiers Excel; fichiers texte/calcul ayant servi à la création des inventaires);

d) assister l'équipe de recherche en fournissant la collaboration d'experts employés de la Ville, notamment en transition écologique, en urbanisme et en modélisation du trafic routier pour l'élaboration de scénarios de réduction des émissions de GES dont les Centres de recherche pourraient avoir besoin;

e) assister l'équipe de recherche en fournissant la collaboration d'experts employés de la Ville en géomatique pour la visualisation des données des émissions de GES.

6. CONFIDENTIALITÉ

6.1 Les Parties peuvent se communiquer des Informations Confidentielles, afin de faciliter les travaux relatifs au Projet. Ces Informations confidentielles ne sauraient être divulguées à quiconque sauf aux personnes qui ont besoin de les connaître et œuvrant au sein de la Ville ou des Centres de recherche.

6.2 Les Parties maintiendront à l'égard de l'Information Confidentielle le même niveau de prudence que pour les Informations Confidentielles équivalentes dont elles sont propriétaires et ce, afin d'éviter l'utilisation, la divulgation, la publication non autorisée ainsi que la dissémination de celles-ci.

6.3 Les Informations Confidentielles ne peuvent être divulguées à qui que ce soit sans l'autorisation de la Partie qui les aura communiquées. Chacune des Parties doit veiller rigoureusement à empêcher la divulgation de ces Informations confidentielles à de tierces parties.

6.4 L'Information Confidentielle reste confidentielle pour une durée de cinq (5) ans à compter de la date de fin du Projet. En revanche, une Partie n'a aucune obligation de confidentialité concernant l'information qui:

a) n'a pas été identifiée comme étant confidentielle lors de sa divulgation avec une mention appropriée;

b) est déjà connue légitimement par la Partie à laquelle elle est divulguée;



c) devient partie intégrante du domaine public sans qu'il y ait violation de la présente Entente;

d) est divulguée par des tiers qui n'ont aucune obligation de ne pas la divulguer aux Parties;

e) est développée indépendamment par une Partie sans utilisation de l'Information Confidentielle communiquée dans le cadre de la présente Entente;

f) si, en vertu d'une loi, d'une ordonnance judiciaire finale, d'un règlement ou d'une directive gouvernementale ou d'une obligation liée à son code de déontologie, la Partie Réceptrice se trouve dans l'obligation de divulguer des Informations Confidentielles qui lui ont été communiquées directement ou indirectement par la Partie Divulgatrice, une telle divulgation n'est pas considérée comme un bris de la présente Entente, en autant qu'avant l'application de tels loi, ordonnance, règlement ou directive, la Partie Réceptrice avise la Partie Divulgatrice de cette situation dès qu'elle en a connaissance et qu'elle collabore avec cette dernière dans les démarches de celle-ci aux fins de tenter d'empêcher ou de minimiser une telle divulgation ou d'assurer le traitement confidentiel des Informations à la suite d'une telle divulgation;

g) dont la divulgation est autorisée par écrit par la Partie Divulgatrice.

6.5 Chaque étudiant ou employé des Centres de recherche qui sera assigné au Projet devra signer une entente de confidentialité permettant de respecter les obligations de confidentialité décrites dans la présente Entente.

7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les objectifs suivants devront être utilisés dans l'interprétation des clauses sur la Propriété Intellectuelle et pour la rédaction d'éventuelles licences commerciales entre les Parties pour valoriser les Résultats du Projet. La Chercheuse principale, les Co-chercheuses, le Collaborateur, les employé.e.s et les étudiant.e.s du Projet seront impliqués directement dans la réalisation des objectifs et leur suivi.

Les objectifs de la Ville dans le cadre de ce partenariat sont :

- avoir accès à un bassin de personnel hautement qualifié;
- l'aider à quantifier, démocratiser et réduire les émissions de GES afin d'atteindre ses objectifs, notamment ceux associés à la réduction des émissions de GES du transport routier et à la mobilisation citoyenne;

Les objectifs des Centres de recherche dans le cadre de ce partenariat sont :

- rencontrer les objectifs de mission académique de haut niveau et d'excellence scientifique dans l'exécution de la recherche et du transfert technologique notamment en supportant le développement des collectivités et des entreprises québécoises et canadiennes;
- former du personnel hautement qualifié (PHQ) qui pourront ultérieurement s'investir dans le domaine et en régions;
- concevoir et de développer un système d'information et d'aide à la prise de décision pour quantifier, démocratiser et réduire les émissions urbaines de GES en mobilité.

Les objectifs du FRQ-NT et du MEI dans le cadre de ce partenariat sont :

- répondre au défi de société que constitue la lutte aux changements climatiques en réunissant des chercheuses et chercheurs de champs disciplinaires complémentaires autour de projets en partenariats visant à réduire les émissions de GES au Québec;
- favoriser l'émergence de nouvelles connaissances, de technologies et de pratiques qui permettront au Québec de progresser plus rapidement vers ses objectifs de réduction des émissions de GES;
- mobiliser la communauté scientifique universitaire et de collège, ainsi que des milieux gouvernementaux et d'entreprises, autour de projets de recherche en partenariats visant l'exploration et le développement de solutions novatrices en matière de réduction des émissions de GES;
- augmenter le potentiel de recherche dans ce domaine en assurant la formation d'une relève scientifique, de spécialistes et d'experts dont le Québec a besoin en matière de réduction des émissions de GES;
- susciter la participation de ministères, d'organismes et d'entreprises utilisateurs des technologies et pratiques développées au sein des projets afin d'en accroître la pertinence et d'en favoriser le transfert en vue de changer des pratiques;



- stimuler la diffusion et la mobilisation de nouvelles connaissances en matière de réduction des émissions de GES;

- permettre la création d'un effet de levier avec les sommes du Fonds d'électrification et de changements climatiques (FECC) pour stimuler les investissements en recherche axée sur la réduction des émissions de GES.

Les objectifs communs dans le cadre de ce partenariat sont :

- travailler conjointement pour mettre en commun les compétences scientifiques et industrielles respectives afin de concevoir et de développer un système d'information et d'aide à la décision pour quantifier, démocratiser l'accès aux données et réduire les émissions urbaines de GES dans le secteur du transport routier à Montréal;

- créer, à partir de nouvelles sources de données d'activité détaillées, un inventaire à haute résolution spatiale et temporelle à destination des gestionnaires des villes et du grand public;

- apporter, grâce à la plateforme créée, l'ensemble des informations nécessaires pour bien évaluer et guider les progrès vers la carboneutralité à chaque stade de la chaîne de décision (estimation des émissions de GES, planification et évaluation des mesures d'atténuation, sensibilisation et mobilisation). Cette carte servira aussi d'outil de base à l'appropriation citoyenne pour tester des mesures d'écoresponsabilité en mobilité.

7.1 La Propriété intellectuelle développée antérieurement (PIA) appartient à la Partie qui l'a développée. Les Parties s'assureront que toutes PIA soient dûment identifiées à l'annexe B et par amendements durant le cours du Projet si celle-ci doit être utilisée afin de rencontrer les objectifs du Projet. Cette obligation prévaut pour les secrets industriels ou toute autre Propriété Intellectuelle ne bénéficiant pas d'une protection par les lois sur la Propriété Intellectuelle. Chaque PIA déclarée possédant des liens versés à des tiers (i.e. licences) doit en faire mention. Cette déclaration vise à établir une chaîne de titres de Propriété Intellectuelle claire permettant de protéger adéquatement les Résultats du Projet.

7.2 Pour la durée du Projet et pour sa réalisation uniquement, les Parties s'octroient mutuellement une licence d'utilisation libre de redevances à des fins internes de recherche et de développement pour l'utilisation de la PIA fournie par les Parties.

7.3 La Nouvelle Propriété Intellectuelle (NPI) développée le cadre du Projet appartient aux Centres de recherche. Les Centres de recherche octroient à la Ville, par les présentes, une licence d'utilisation non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable, irrévocable et libre de redevances de la NPI.

7.4 Aux fins de clarification, les Centres de recherche seront libres d'utiliser la NPI du Projet à des fins commerciales.

7.5 Pour la durée du Projet et pour sa réalisation uniquement, les Parties s'octroient mutuellement une licence d'utilisation libre de redevances à des fins internes pour l'utilisation de la NPI développée dans le cadre de ce Projet.

7.6 En tout temps pendant la durée du Projet, les Parties s'engagent à s'informer rapidement de toute création de NPI. Les Parties se consulteront pour évaluer l'opportunité de protéger par brevet ou autrement toute NPI. Les déclarations d'invention seront déposées à l'ÉTS.

7.7 Les Parties s'engagent à ce que les personnes ayant eu une Contribution Inventive sur la NPI dûment identifiée dans la déclaration d'invention participent à la production et à la signature de tous les documents requis pour permettre le dépôt de demande de brevet rattaché à la NPI.

Généralités

7.8 Aucune garantie de résultat, de commercialisation (*freedom-to-operate*) ou de performance, implicite ou explicite, est donnée sur la PIA, NPI ou les Prototypes ou Résultats issus des travaux de recherche du présent partenariat.

7.9 Aucune représentation ou responsabilité n'est assumée par les Centres de recherche pour la violation potentielle de brevets ou tout autre type de Propriété Intellectuelle détenue par un tiers pouvant couvrir une partie ou tous les Résultats des travaux de recherche issus de ce partenariat. La Ville devra procéder à sa propre vérification diligente quant à la Propriété Intellectuelle. Les autres Parties pourront fournir une aide raisonnable dans ce processus.

7.10 Chaque étudiant ou employé des Centres de recherche qui sera assigné au Projet devra au préalable signer une cession de droits sur la Propriété Intellectuelle en faveur de son institution d'attache. L'ÉTS pourra fournir des gabarits à cet effet si nécessaire aux autres Centres de recherche.



7.11 Dans le respect de la mission des Centres de recherche et pour autant qu'aient été prises des dispositions adéquates de protection de NPI et de confidentialité s'il y a lieu, les Centres de recherche pourront utiliser les Résultats et toute NPI issus du Projet aux fins d'enseignement, de recherche, d'expertise et de publication.

En outre et pour plus de clarté, les Centres de recherche disposeront d'une licence non-exclusive, perpétuelle et libre de redevances pour la valorisation des Résultats du Projet. Ces activités de valorisation des Résultats pourront se faire selon le moyen le plus approprié à l'intérieur d'une entente de licence à être négociée entre les Centres de recherche selon leur mission propre et selon les objectifs supérieurs du FRQ-NT notamment en vue de maximiser les retombées économiques et sociétales pour le Québec.

7.12 Nonobstant ce qui précède, les droits d'auteur dans une publication, un article, un séminaire ou autre présentation orale ou écrite produit dans le cadre du Projet seront détenus par le ou les auteurs ayant eu une contribution scientifique. Conformément aux politiques des Centres de recherche, tout étudiant est et demeure propriétaire des droits d'auteur sur ses essais, mémoire de maîtrise ou thèses de doctorat, selon le cas, même si ces documents pourraient incorporer en tout ou en partie la PI du Projet.

7.13 Les Centres de recherche garantissent à la Ville qu'elles détiennent ou prendront les mesures nécessaires pour détenir en temps opportun tous les droits leur permettant de réaliser la présente Entente et notamment, de lui consentir la licence d'utilisation prévue par l'article 7.3.

7.14 Dans l'éventualité où l'un ou l'autre des Centres de recherche cédaient ses droits de propriété intellectuelle, y compris tout brevet, ou en permettaient l'utilisation par des tiers, il s'engage à informer les tiers des droits d'utilisation octroyés aux autres Parties en vertu de la présente Entente et à s'assurer que ces droits d'utilisation soient respectés par le nouveau titulaire des droits de propriété intellectuelle ou par tout nouvel utilisateur.

8. PUBLICATIONS

8.1 La Ville reconnaît et accepte le rôle d'éducation, de formation et de recherche des Centres de recherche.

8.2 Les Parties reconnaissent que la divulgation de l'information générée dans le cadre du Projet pourrait en compromettre la protection et leur valorisation commerciale et elles s'engagent en conséquence à prendre les mesures nécessaires pour éviter la divulgation des Résultats de recherche et de la NPI jusqu'à ce que des mesures de protection adéquates aient été adoptées d'un commun accord entre les Parties.

8.3 Pour ces motifs, la Ville recevra par les Centres de recherche une copie de tout projet de divulgation ayant trait à ce Projet au moins trente (30) jours avant la présentation publique ou l'envoi pour publication. Si la Ville ne s'oppose pas par écrit à cette divulgation dans les quinze (15) jours suivant la réception du projet de divulgation, les Parties pourront divulguer l'information. En cas d'objection écrite, les Parties devront négocier une version acceptable de la divulgation projetée, y compris la date de la divulgation projetée et ce à l'intérieur de la période initiale de quinze (15) jours notamment pour :

a) s'assurer qu'aucune Information Confidentielle tel que définie dans la présente ne soit révélée;

b) s'assurer que la publication projetée ne porte pas préjudice à la protection des Résultats, à la mise en valeur commerciale des Résultats ou s'il y a risque de porter préjudice à la bonne marche de ses affaires;

c) s'assurer qu'aucune Information Confidentielle ne soit régie par les lois de contrôle d'exportation applicables incluant les diverses sanctions nationales ou internationales dont le Canada est signataire;

d) d'identifier, le cas échéant, toute technologie ayant un potentiel commercial qui pourrait être couverte par une protection intellectuelle et permettre les démarches de protection appropriées; et

e) s'assurer que les droits individuels soient adéquatement protégés conformément à la loi fédérale sur la Protection des Renseignements Personnels et Documents Électroniques et la loi Québécoise sur la Protection des Renseignements Personnels.

La Partie concernée corrigera rapidement les problèmes relevant de ces diverses obligations.

8.4 Conformément à l'article précédent et sous réserve des conditions relatives à la confidentialité prévues à l'article 6 de la présente Entente, les Centres de recherche se réservent le droit de publier des articles scientifiques, de prononcer des conférences et d'autoriser leurs étudiant.e.s à rédiger des rapports de stage, des mémoires de maîtrise et des thèses de doctorat portant sur les Résultats du Projet, et le cas



échéant, à demander à des experts de l'extérieur d'évaluer, à titre de membre du jury, ces rapports, mémoires et thèses.

8.5 La Ville reconnaît que tout délai qu'elle pourra requérir en vertu de l'article 8.3 ne pourra (i) avoir pour effet de retarder le processus d'évaluation et/ou de soutenance d'un essai, d'une thèse ou d'un mémoire ni retarder ou empêcher l'octroi d'un diplôme à un étudiant participant au Projet ni (ii) excéder six (6) mois après la date d'envoi du projet de divulgation par les Centres de recherche à la Ville.

8.6 Toutefois, ces stipulations ne pourront faire obstacle ni à l'obligation qui incombe à chacune des Parties participant au Projet de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève, dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens des lois sur la protection de la propriété intellectuelle et aux obligations de confidentialité telles que stipulées aux présentes ;

8.7 Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des Parties à la réalisation du Projet. Les mentions de la participation de la Ville devront respecter le Protocole de visibilité joint à l'Annexe G.

9. RESPONSABILITÉ

9.1 Les Parties consentent à s'indemniser, à se tenir indemne et à se couvrir mutuellement pour toute responsabilité, perte, dommage ou dépense résultant de blessures (incluant décès) encourues par les employés, officiers ou agents d'une autre Partie ou de tout dommage à la propriété d'une autre Partie causé par une faute intentionnelle ou un acte et/ou une omission délibérée de l'un de ses employés, officiers ou agents lors de sa présence dans les locaux des autres Parties.

9.2 Les Parties doivent souscrire, à leurs frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente Entente, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels de deux millions de dollars (2 000,000,00$) par accident ou événement. Les Centres de recherche reconnaissent que la Ville est auto-assurée.

9.3 Malgré ce qui précède, les Parties aux présentes ne seront aucunement responsables l'une envers l'autre de dommages, indirects ou immatériels tels que les pertes de profits, d'exploitation, de production, d'usage, de contrats, de réputation ou toutes autres pertes économiques ou financières, qu'elle qu'en soit la nature ou la cause même si elle a été avisée de leur possibilité. La responsabilité civile et professionnelle totale et maximale qui pourrait être assumée par chacune des Parties au titre de cette Entente ne pourra excéder le montant de sa contribution au Projet.

9.4 Sous réserve de la garantie prévue à l'article 7.13, les Parties se dégagent mutuellement de toute responsabilité découlant ou pouvant découler de l'utilisation, de l'application ou de l'interprétation que l'une ou l'autre des Parties pourrait faire de la NPI, de l'Information Confidentielle et de tout autre Résultat des travaux de recherche du Projet.

9.5 Dans tous les cas, les Parties comprennent et acceptent que les Centres de recherche ne pourront être tenues responsables des actions d'un étudiant ou d'un employé et des conséquences en découlant lorsque celui-ci ne sera plus inscrit à son institution comme étudiant ou que le lien contractuel comme employé sera échu. La Ville continuera à bénéficier des articles 6.5 et 7.10 pour leur protection ce qui permettra à la Ville de prendre action, le cas échéant envers l'instigateur d'un bris de contrat envers un ancien étudiant ou un ancien employé des Centres de recherche.

9.6 Les Parties doivent assurer, en tout temps, le respect des lois, des règlements ou des ordonnances en ce qui a trait à la sécurité des salariés et étudiants, à l'environnement et à toute autre matière semblable régissant l'exécution des activités se déroulant dans leurs installations et sites. Le cas échéant, chaque Partie s'assurera que les représentants de l'autre Partie qui seront présents dans ses installations et sites soient mis au fait des règles, politiques et pratiques en santé et sécurité alors en vigueur pour ces installations et sites. Chaque représentant d'une Partie appelé à travailler dans les infrastructures d'une autre Partie devra se rapporter aux responsables de ladite Partie.

10. RÉSILIATION DE L'ENTENTE

10.1 L'une ou l'autre des Parties peut résilier la présente Entente dans les cas suivants :

a) les Parties sont unanimement d'accord pour mettre fin à l'Entente;

b) chaque Partie peut en tout temps résilier la présente Entente en donnant un préavis écrit de quatre (4) mois aux autres Parties. Les autres Parties renoncent expressément à toute réclamation, poursuite de quelque nature ou recours en dommages ou en indemnité quelconque à l'encontre de la Partie résiliente en raison de l'exercice de ce droit à la résiliation;

c) l'une des Parties fait défaut de respecter ses obligations aux termes des présentes dans les trente (30) jours suivant la réception d'un avis de manquement;



d) l'une des Parties fait preuve de négligence ou de fraude lors de la réalisation du Projet.

10.2 Nonobstant les dispositions des présentes et sauf si la présente Entente se termine par un accord unanime entre les Parties, la présente Entente peut continuer de s'appliquer entre les Parties à l'exclusion de la Partie ayant demandé la résiliation à la condition qu'une entente à cet effet intervienne entre elles, dans les trente (30) jours de la date de la demande par une Partie d'y mettre fin. Advenant le cas où une entente n'intervient pas dans ce délai, la présente Entente sera considérée avoir été résiliée à l'expiration de tel délai, et ce, sans autre avis ni délai.

10.3 Au moment de la résiliation, advenant le cas où intervient une entente, les Informations Confidentielles transmises pour les fins de la réalisation des travaux relatifs au Projet par la Partie ayant demandé la résiliation demeureront à la disposition des Centres de recherche pour ces fins, à moins que cette Partie ne demande à ce qu'elles soient détruites ou lui soient retournées. Si elles demeurent à la disposition des Centres de recherche, les Informations Confidentielles devront, à la fin de la présente Entente, être retournées à la Partie qui les a divulguées, ou être détruites.

10.4 L'ETS a l'obligation, sur réception de factures détaillées, de payer aux autres Centre de recherche toutes les sommes qu'elle leur doit en date de résiliation incluant toutes les dépenses et engagements financiers que les Centres de recherche ont pris concernant le Projet avant la date de résiliation et pour lesquels les Centres de recherche sont responsables financièrement, et ce jusqu'à concurrence toutefois du versement dû correspondant à l'année de la résiliation et sous réserve de la réception et des obligations de remboursement au FRQ-NT des fonds de la Subvention reçues.

10.5 Au moment de la résiliation de l'Entente, chaque Partie remettra aux autres Parties un rapport détaillant tous les Résultats obtenus jusqu'au moment de la résiliation.

10.6 La Partie faisant l'objet d'une résiliation aura accès aux Résultats générés jusqu'à la date de résiliation mais ne pourra prétendre à aucun droit de Propriété Intellectuelle sur la suite des travaux des Parties.

10.7 Les Parties, incluant la Partie demandant la résiliation de sa participation dans le Projet, s'engagent à déployer les efforts raisonnables afin de permettre à un étudiant impliqué dans le Projet de compléter son programme d'études supérieures (Maîtrise, Doctorat, stage postdoctoral) dont son sujet de mémoire ou de thèse était en lien avec le Projet malgré la résiliation de la présente Entente.

10.8 La présente Entente sera automatique résiliée dans le cas où le FRQ-NT retire son financement au Projet. Dans une telle éventualité, les Parties s'entendent à respecter les exigences du FRQ-NT.

11. RÈGLEMENT DES LITIGES

11.1 Tout désaccord ou litige né de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Entente devra faire l'objet d'une négociation amiable. Au cas où le désaccord ou le litige persiste, dans un délai de trois mois à compter de la notification écrite de l'une des Parties à l'autre Partie rappelant son origine et la demande d'un règlement amiable, le conflit sera porté devant les tribunaux du district judiciaire de Montréal (Canada).

11.2 Dans tous les cas de différends soumis aux tribunaux menant à un jugement, la responsabilité de chacune des Parties sera limitée à la valeur des contributions financières ou en nature faites en vertu de la présente Entente.

12. ASPECTS ÉTHIQUES ET DÉONTOLOGIQUES

12.1 Chaque Partie s'engage à se conformer aux règles et normes en vigueur en matière d'éthique de la recherche, plus particulièrement si le Projet implique des tests sur des sujets humains ou des animaux. Dans le cas où les chercheurs des Centres de recherche sont impliqués directement dans ces tests, ceux-ci s'engagent à consulter leur comité d'éthique respectif et obtenir les autorisations nécessaires.

13. CONTRÔLE DES EXPORTATIONS

13.1 Si applicable, les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures qui s'avèreront nécessaires pour s'assurer que la divulgation d'Informations Confidentielles, les Publications et les Résultats incluant la Propriété intellectuelle se feront en conformité avec les lois sur le contrôle des exportations et des importations ainsi que les règlements douaniers du Canada et des États-Unis. Les Parties s'engagent à coopérer avec diligence pour l'application, le suivi et l'obtention de toutes les autorisations nécessaires. Nonobstant toute autre disposition des présentes, aucune marchandise ou technologie contrôlée en vertu de *l'International Traffic in Arms Regulations* (US ITAR) ne devra être transférée en vertu des présentes. Si la Ville doit transférer à un Centre de recherche une marchandise ou une technologie d'origine américaine soumise à l'Export Administration



Regulations ("EAR"), ceux-ci seront responsables de fournir au préalable au représentant désigné du Centre de recherche visé le numéro de classification de la liste de contrôle des exportations ("ECCN"). La Ville devra indiquer clairement le numéro ECCN sur toute marchandise ou technologie contrôlée, en plus de toute autre exigence de marquage. Toutes les restrictions nationales et conditions de possession qui doivent être appliquées devront être fournies au Centre de recherche visé avant le transfert de ces marchandises ou technologies contrôlées.

14. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14.1 Les Parties s'entendent à prendre les mesures raisonnables pour que l'application des clauses de la présente Entente n'induisent aucun délai dans la soutenance de thèse, la publication de mémoire et la diplomation d'un étudiant participant au Projet.

Publicité

14.2 Chacune des Parties s'engage à ne pas utiliser le nom ou les marques de commerce des autres Parties ou de l'un des membres du personnel des autres Parties dans quelque document publicitaire que ce soit sans le consentement préalable écrit d'un représentant dûment mandaté des autres Parties. Les Parties conviennent cependant qu'elles peuvent mentionner, sans autorisation préalable de l'autre Partie, le partenariat auquel elles sont parties, mais sans en divulguer la teneur sous réserve, le cas échéant, des dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1) ou de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C19).

14.3 Les Parties s'engagent à mentionner leurs contributions mutuelles au Projet dans toutes les activités de communication qui en découlent. La mention de la contribution de la Ville doit se faire conformément au Protocole de visibilité (Annexe G).

14.4 Le titulaire de l'octroi, s'engage à mentionner dans tout rapport, article, œuvre ou communication découlant de cet octroi, le soutien financier du gouvernement du Québec dans le cadre du Programme lequel découle du Plan pour une économie verte 2030 (PEV 2030), et conséquemment l'aide reçue du FRQ-NT, le FRQ-SC et le MEI.

14.5 Les Centres de recherche s'engagent à informer la Ville des différents événements en relation avec la présente Entente afin que la Ville puisse prendre les dispositions nécessaires pour participer aux événements.

Équipements

14.6 Les équipements et les matériaux achetés par un Centre de recherche dans le cadre du Projet demeurent la propriété de ce Centre de recherche.

Force majeure

14.7 Aucune des Parties ne peut être tenue responsable envers une autre Partie d'un défaut ou d'un retard d'exécution dû à des circonstances fortuites et hors de son contrôle, ce qui englobe sans y être limité, les cas de force majeure, les désastres naturels, les incendies, les difficultés de travail ou certaines mesures gouvernementales.

COVID-19

14.8 Nonobstant toute disposition à l'effet contraire aux présentes, l'une ou l'autre des Parties pourra, à sa discrétion, sur avis écrit, reporter les échéances prévues à l'Entente ou résilier l'Entente, sous réserve des conditions relatives à la résiliation de l'Entente à l'article 10 de la présente Entente, en raison de tous retards occasionnés par la COVID-19, incluant, mais sans s'y limiter, les délais résultant des mesures prises par le gouvernement provincial et fédéral visant à contenir la pandémie et à protéger la santé de la population. Le report des échéances prévues à l'Entente ou les modifications dans l'exécution des travaux de recherche en raison des retards occasionnés par la COVID-19 seront alors établis de bonne foi entre les Parties en conformité avec les objectifs communs du partenariat.

Avis

14.9 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Entente est suffisant s'il est consigné par écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.



École de technologie supérieure :	**Université Laval**
Contact administratif : Ghyslain Gagnon 1100, rue Notre-Dame Ouest Montréal (Québec), H3C 1K3 514 396-8833 decanat.recherche@etsmtl.ca **Contact scientifique :** Annie Levasseur, Professeure 1100, rue Notre-Dame Ouest Montréal (Québec), H3C 1K3 514 396-8744 annie.levasseur@etsmtl.ca	**Contact administratif :** Bureau de liaison Université - Milieu Pavillon des sciences de l'éducation 2320, rue des Bibliothèques, local 1454 Québec (Québec) G1V 0A6 418 656-2131, poste 405706 blum@vrr.ulaval.ca **Contact scientifique :** Valériane Champagne St-Arnaud, Professeure adjointe, Département de marketing Pavillon Palasis-prince, Local 4226 2325, rue de la Terrasse Québec (Québec) G1V 0A6 valeriane.champagne@fsa.ulaval.ca
Collège de Rosemont	**Ville de Montréal**
Contact administratif : Élise Tousignant, directrice du CÉRSÉ 6 400, 16e avenue, Montréal, H1X 2S9 (514) 376-1620, poste 7164 etousignant@crosemont.qc.ca **Contact scientifique :** Faten Kikano, chercheuse Adresse : 6 400, 16e avenue, Montréal, H1X 2S9 (438) 399-6990 fkikano @crosemont.qc.ca	**Contact administratif :** Jonathan Théorêt, chef de division 155, rue Notre-Dame Est, Annexe, 1er étage, local 1.200 Montréal (Québec) H2Y 1B5 514 868-0975 jonathan.theoret2@montreal.ca **Contact scientifique :** Sébastien Wagner, ing. chef d'équipe 155, rue Notre-Dame Est, Annexe, 1er étage, local 1.200 514 217-5751 sebastien.wagner@montreal.ca
École Polytechnique de Montréal	
Contact administratif : Olivier Grenier, Directeur BRCDT Campus Université de Montréal, 2900, boul. Édouard-Montpetit 2500, chemin de Polytechnique, Montréal (Québec), Canada, H3T 1J4 514-340-4711 poste 5192 olivier.grenier@polymtl.ca **Contact scientifique :** Catherine Morency, Professeure 2500, chemin de Polytechnique, Montréal (Québec), Canada, H3T 1J4 514) 340-4711 poste 4502 catherine.morency@polymtl.ca	

Modification

14.10 Les conditions stipulées aux présentes ne peuvent être modifiées d'aucune manière sans le consentement mutuel et unanime préalable des Parties, exprimé par écrit. Tout changement se fera par amendement à la présente Entente qui devra être signé par toutes les Parties pour être valide. Ces ajouts ne pourront contrevenir aux règles d'octroi du FRQ-NT ou aux politiques et procédures des Parties.

Cession

14.11 À l'exception d'une cession ou d'un transfert des droits ou obligations en vertu de la présente entente à ses sociétés liées, aucune Partie ne peut, de quelque façon que ce soit, céder ou transférer ses droits ou obligations en vertu de la présente Entente ou autrement en disposer sans le consentement écrit préalable des autres Parties.

Entente complète

14.12 L'Entente constitue l'accord entier intervenu entre les Parties et prévaut sur tous les documents ou contrats, écrits ou oraux, se rapportant à son contenu.

14.13 Une disposition de la présente Entente jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

Survie des articles

14.14 Sous réserve des articles 10.5 et 10.8 de la présente Entente, les articles « Confidentialité », « Propriété intellectuelle », « Publications », « Responsabilité », « Publicité » survivront à la résiliation ou à la terminaison de l'Entente pour tout motif s'ajoutant à la survivance de ces articles.

Parties indépendantes

14.15 Cette Entente ne doit pas être interprétée comme créant une relation entre les Parties, chacune des Parties devant, à tous les égards et en tout temps, demeurer indépendante par rapport aux autres Parties.

14.16 L'endroit où se déroulera le partage des connaissances n'aura pas comme effet de créer une relation employeur-employé dans l'éventualité où des échanges par les représentants des Parties auraient lieu dans les installations des autres Parties.

Juridiction

14.17 L'Entente, son interprétation, son exécution, son application, sa validité et ses effets sont assujettis aux lois qui sont en vigueur dans la province de Québec, régissant en partie ou en totalité l'ensemble des dispositions qu'il contient. Toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

Exécution

14.18 Cette Entente peut être exécutée en plusieurs exemplaires; chaque exemplaire exécuté représentant un original et tous les exemplaires, ensemble, constituant un seul instrument. Toute page de signature transmise par télécopieur ou courrier électronique (format PDF) liera les Parties de la même façon qu'une signature originale. Toute Partie qui livre une telle page de signature accepte d'en livrer l'original sur demande de toute Partie.

(signatures sur la page suivante)



EN FOI DE QUOI les Parties ont convenu que l'Entente soit signée en présence de leurs mandataires respectifs dûment autorisés à cette fin.

Pour l'École de technologie supérieure
Par : _____ Christian Casanova Directeur exécutif de la recherche et des partenariats Date : _____
Pour le Collège de Rosemont
Par : _____ Élise Tousignant Directrice du CÉRSÉ, Collège de Rosemont Date : _____
Pour l'École Polytechnique
Par : _____ Olivier Grenier Directeur BRCDT Date : _____

Pour l'Université Laval
Par : _____ Eugénie Brouillet Vice-rectrice à la recherche, à la création et à l'innovation Date : _____
Pour la Ville de Montréal
Par : _____ Me Domenico Zambito Greffier adjoint Date : _____

ANNEXE A : INTERVENTION DES CHERCHEUSES

INTERVENTION DES CHERCHEUSES

Nous, soussignés, chercheuses pour les Centres de recherche, reconnaissons avoir pris connaissance de la présente Entente, déclarons en accepter tous les termes et conditions et convenons de faire en sorte que les personnes participant à la réalisation des travaux de recherche sous notre direction dans le cadre de cette Entente soient informées de manière continue et respectent leurs obligations en vertu de cette Entente. Nous nous engageons à faire signer à tous les étudiant.e.s et les employé.e.s les ententes de confidentialité et de cession de droits sur la Propriété Intellectuelle requis par les présentes et les transmettre au contact administratif identifié aux présentes.

Plus particulièrement, nous nous engageons à divulguer au bureau de la recherche de notre institution d'attache dans les meilleurs délais, tout résultat provenant des travaux de recherche sous l'égide de cette Entente qui pourraient présenter un potentiel commercial, (incluant les Logiciels) avant toute divulgation publique.

Par : _____
Annie Levasseur,
Chercheuse Principale du Projet
Département de Génie de la construction,
ÉTS

Date : _____

Par : _____
Catherine Morency,
Co-chercheuse du Projet
Département des génies civil, géologique et des mines, Polytechnique

Date : _____

Par : _____
Valériane Champagne St-Arnaud,
Co-chercheuse du Projet
Département de marketing, Université Laval

Date : _____

Par : _____
Faten Kikano,
Co-chercheuse du Projet
CÉRSÉ

Date : _____

ANNEXE B : DÉCLARATION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ANTÉRIEURE

Les Parties reconnaissent que la Propriété Intellectuelle Antérieure (PIA) mise à la disposition des Projets ne pourrait être interprétée comme une représentation, garantie, assurance ou tout autre engagement à quiconque, au sujet de la contrefaçon ou l'absence de contrefaçon de brevet ou de tout autre droit monopoliste de tiers, de l'adéquation, de la précision, de la suffisance ou d'exemption de quelques défauts ou problèmes que ce soit.

Propriété intellectuelle antérieure de la Ville

Les informations ci-après représentent la PIA de la Ville en vertu de la présente Entente, et ne doivent pas être utilisées à des fins autres que celles prévues dans la présente Entente. Cette liste n'est pas exhaustive, mais représente la PIA conjointement ou exclusivement détenue par la Ville qui EST nécessaire pour les Projets à compter de la date de la présente Entente :

PIA Ville	**Type (brevet, expertise, secret industriel, autre – spécifiez)**	
Les résultats et données provenant du modèle de simulation du trafic développé par le Service d'urbanisme et de mobilité de la Ville		
Les inventaires des émissions de gaz à effet de serre (GES) de la Ville		

Propriété intellectuelle antérieure des Centres de recherche

Les informations ci-après représentent la PIA des Centres de recherche en vertu de la présente Entente, et ne doivent pas être utilisées à des fins autres que celles prévues dans la présente Entente. Cette liste n'est pas exhaustive, mais représente la PIA conjointement ou exclusivement détenue par les Centres de recherche qui EST nécessaire pour les Projets à compter de la date de la présente Entente :

PIA ÉTS	**Type (brevet, expertise, autre – spécifiez)**	
Aucune au moment de la signature		

PIA ULaval	**Type (brevet, expertise, autre – spécifiez)**	
Aucune au moment de la signature		

PIA Polytechnique	**Type (brevet, expertise, autre – spécifiez)**	
Aucune au moment de la signature		

PIA Rosemont/CÉRSÉ	**Type (brevet, expertise, autre – spécifiez)**	
Aucune au moment de la signature		



ANNEXE C : TABLEAU DE DISTRIBUTION DES FONDS DU PROJET

Montage financier du Projet

	FRQ-NT			Ville de Montréal	
	Subvention accordée à la recherche	**Frais indirects de la recherche (FIR)**	**Total FRQ-NT**	**Contribution en argent**	**Contribution en nature**
2022-2023	150,000$	40,500$	190,500$	0$	15,000$
2023-2024	150,000$	40,500$	190,500$	0$	15,000$
Total	**300,000$**	**81,000$**	**381,000$**	**0$**	**30,000$**

Calendrier de transfert de fonds de l'ÉTS vers ULaval

Année	Utilisation	Montant pour Projet	FIR	Total
2022-2023	Bourse pour 1 étudiant.e de 2e cycle	18,000$	4,860$	**29,210$**
	Réalisation du sondage	5,000$	1,350$	
2023-2024	Bourse pour 1 étudiant.e de 2e cycle	18,000$	4,860$	**26,670$**
	Frais de publication	1,500$	405$	
	Frais de déplacement	1,500$	405$	
Total		**44,000$**	**11,880$**	**55,880$**

Calendrier de transfert de fonds de l'ÉTS vers Polytechnique

Aucun transfert de fonds

Calendrier de transfert de fonds de l'ÉTS vers Rosemont

Année	Utilisation	Montant pour Projet	FIR	Total
2022-2023	Soutien de Faten Kikano au Projet	12,500$	3,375$	**15,875$**
2023-2024	Soutien de Faten Kikano au Projet	12,500$	3,375$	**15,875$**
Total		**25,000$**	**6,750$**	**31,750$**



ANNEXE D : ATTESTATION DES CONTRIBUTIONS À TITRE D'ENTREPRISE PARTICIPANT AU PROJET

(2 pages)

ANNEXE E : LETTRE D'OCTROI FRQ-NT ET FICHE SYNTHÈSE DU FRQ-NT, DOSSIER 323187

(4 pages)

ANNEXE F : DEMANDE DE SUBVENTION AU FRQ-NT

(44 pages)

ANNEXE G : PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DE LA VILLE

(7 pages)

ANNEXE H RÈGLEMENT DE GESTION CONTRACTUELLE EN VERTU DE L'ARTICLE 573.3.1.2 DE LA LOI SUR LES CITÉS ET LES VILLES

(38 pages)

Fonds de recherche Nature et technologies Québec

ANNEXE A

FORMULAIRE D'ATTESTATION DES CONTRIBUTIONS À TITRE DE PARTENAIRE DE MILIEU PRATIQUE

Programme de recherche en partenariat sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre Concours Volet Mobilité durable

ATTENDU que, dans le cadre du programme de recherche en partenariat sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le projet de recherche doit être réalisé conjointement avec au moins un partenaire de milieu pratique[1] œuvrant au Québec et que l'ensemble des contributions doit représenter au moins 10 % du montant de la subvention demandée au FRQNT, chaque partenaire de milieu pratique doit remplir et signer le présent formulaire. Le chercheur principal ou la chercheuse principale doit par la suite joindre le présent formulaire signé, en format PDF, à la section « *Autres documents* » de son formulaire électronique FRQnet avant la date limite du concours. S'il y a plus d'un partenaire, tous les formulaires d'attestation signés doivent être regroupés en un seul PDF.

TITRE DU PROJET : Carte carbone de Montréal pour la mobilité
CHERCHEUR OU CHERCHEUSE PRINCIPAL : Annie Levasseur - ÉTS

PARTENAIRE DE MILIEU PRATIQUE OEUVRANT AU QUÉBEC :	
Identification du partenaire de milieu pratique : Ville de Montréal	Adresse : 155, rue Notre-Dame Est, Annexe, 1er étage, local 1.200.K Montréal (Québec) H2Y 1B5
Identification du représentant participant aux travaux de recherche: Andres Beltran + Multiples	
Téléphone : 514 872-7657	Courriel: andres.beltran@montreal.ca
Votre organisation est-elle ☐ du secteur privé? Si oui : ☐ Organisme à but lucratif? Organisme à but non lucratif?	
Votre organisation est-elle X du secteur public? Si oui : x Organisme public, parapublic, gouvernemental ou municipalité? ☐ Établissement du secteur de la santé et des services sociaux? ☐ Établissement du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche?	
Votre organisation est-elle ☐ autre? Précisez :	

CONTRIBUTION DU PARTENAIRE DE MILIEU PRATIQUE :		
Type de ressources	1re année	2e année

Financière		
Matérielle		
Humaine	15 000 $	15 000 $
TOTAL	15 000 $	15 000 $

[1]*Le partenaire de milieu pratique se définit comme une organisation active et légalement constituée œuvrant au Québec. Il peut s'agir d'un ministère, d'un organisme public, d'une municipalité, d'une entreprise, d'une coopérative ou d'un organisme sans but lucratif, intéressé par les résultats du projet de recherche et susceptible de les mettre en application.*

Décrivez brièvement, en tant que partenaire de milieu pratique, comment vous entendez contribuer au bon déroulement du projet de recherche :

La Ville de Montréal appuie le projet via le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER) et le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM). Le *BTER* s'assure que la Ville de Montréal transforme ses façons de faire et augmente sa résilience face aux enjeux tels que la lutte et l'adaptation aux changements climatiques. En décembre 2020, la Ville de Montréal a publié le Plan climat 2020-2030. Ce plan de réduction des émissions de GES et d'adaptation aux changements climatiques est compatible avec les objectifs de l'Accord de Paris. Ce plan contribue à l'objectif de l'administration municipale de rendre Montréal résiliente aux changements climatiques et de réduire de 55% ses émissions de GES, en vue d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050.

Le projet de recherche présenté par la professeure Annie Levasseur est directement en lien avec ces objectifs de réduction des émissions de GES. La Ville de Montréal contribuera au projet en nature via différents services et arrondissements pour un total annuel de 15 000 $. Cette dernière contribution correspond aux salaires du personnel cadre, scientifique, professionnel et technique des personnes qui apporteront leur expertise afin de vérifier l'adéquation et la mise en œuvre du projet de carte carbone avec le Plan climat. Le SUM a développé un modèle de simulation du trafic routier sur le logiciel Aimsun à partir des données du ministère des Transports du Québec et de l'Enquête Origine-Destination de la région métropolitaine de Montréal. Son personnel contribuera au projet en fournissant des données de simulation du trafic routier tirées du modèle maintenu par la Ville. De plus, ils supporteront, par leur expertise, les étudiants et les chercheurs impliqués dans le projet, dans l'estimation des émissions de GES à haute résolution spatiale et temporelle du transport terrestre.

Décrivez brièvement, en tant que partenaire de milieu pratique, comment vous pourrez bénéficier des résultats des travaux de recherche :

Le BTER ayant pour mission d'assurer que la Ville de Montréal transforme ses façons de faire et augmente sa résilience face aux enjeux tels que la lutte et l'adaptation aux changements climatiques, grâce à une approche axée sur la transition écologique équitable et sur la résilience, considère que ce projet concorde avec plusieurs de ces objectifs, notamment ceux associés à la réduction des émissions de GES du transport routier et la mobilisation des citoyens. En ce sens, les résultats du projet de carte carbone contribueront à développer une meilleure compréhension des zones de concentration des émissions de carbone du transport routier et ainsi mieux cibler les interventions. Le projet de carte carbone débutera par l'arrondissement Saint-Laurent qui est la première entité municipale de plus de 100 000 habitants au Québec à avoir complété les étapes du Plan partenaires pour le climat de la Fédération canadienne des municipalités. L'arrondissement fournira les données des inventaires récents des émissions de GES de son territoire. Dans son plan climat 2020-2030, la Ville de Montréal compte miser sur l'accès à l'information et mettre en place des mesures d'accompagnement de même que des incitatifs pour opérer les changements nécessaires. Les applications en mobilisation et pédagogie citoyenne de la carte répondent à ce besoin. En somme, le projet de carte carbone aidera la Ville de Montréal à quantifier, démocratiser et réduire les émissions de GES afin d'atteindre ses objectifs.

Par la présente, le signataire atteste de la contribution aux travaux de recherche qui seront réalisés dans le cadre du projet mentionné ci-dessus.

Jonathan Théorêt, chef de division Transport, Énergie et Bâtiment, Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville de Montréal. 7 décembre 2021.

Nom, prénom du gestionnaire autorisé Signature Date (en caractère d'imprimerie)

Fonds de recherche
Nature et
technologies
Québec

Québec, le 20 juin 2022

Madame Annie Levasseur
École de technologie supérieure

Objet : Projets de recherche orientée en partenariat / Réduction des émissions de gaz à effet de serre
Dossier : 323187

Madame Levasseur,

J'ai le plaisir de vous annoncer que la demande de financement que vous avez soumise au Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies relativement à votre projet de recherche ayant pour titre « Carte carbone de Montréal pour la mobilité », a été approuvée par le conseil d'administration du Fonds.

Cette subvention vous est offerte conjointement par le Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies ainsi que le Ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Cette lettre d'octroi est assujettie au respect de l'utilisation de la subvention conformément aux Règles générales communes accessibles sur le site Web du Fonds, de même qu'aux conditions d'acceptation présentées dans la section « Gérer mon financement » de votre portfolio électronique FRQnet. Je vous invite à en confirmer l'acceptation dans les 30 jours calendrier suivant la date d'émission de cette lettre.

Les informations financières relatives à votre subvention ainsi que les conditions particulières qui s'y rattachent, s'il y a lieu, sont décrites dans l'annexe ci-jointe. Les octrois sont conditionnels à l'allocation des crédits par l'Assemblée nationale du Québec et aux décisions du Conseil d'administration du Fonds. Ces octrois peuvent être modifiés en tout temps, sans préavis.

En cette période, il est plus nécessaire que jamais de mentionner l'appui financier offert par le FRQNT dans tout rapport, article, œuvre ou communication découlant de l'octroi. La visibilité de toutes vos réalisations permettra d'assurer le maintien, voire l'augmentation de nos budgets et de renforcer notre vision pour « une recherche ouverte sur le monde, diversifiée, créative et inclusive agissant comme moteur du progrès socioéconomique ». De plus, le FRQNT comptera sur tous les récipiendaires des octrois pour faire partie de son équipe d'évaluateurs et d'évaluatrices scientifiques dans l'avenir.

Pour tout renseignement supplémentaire relatif à votre dossier, je vous invite à communiquer avec Monsieur Jean-Philippe Hudon, responsable de programmes, par courriel à jean-philippe.hudon@frq.gouv.qc.ca.

Je profite de l'occasion pour vous féliciter et vous souhaiter le meilleur des succès dans la réalisation de vos travaux de recherche.

140, Grande Allée Est, bureau 450
Québec (Québec) G1R 5M8
Téléphone : 418 643-8560
Télécopieur : 418 643-1451
www.frqnt.gouv.qc.ca

La directrice scientifique,



Janice Bailey, Ph. D.

p. j. Fiche synthèse

140, Grande Allée Est, bureau 450
Québec (Québec) G1R 5M8
Téléphone : 418 643-8560
Télécopieur : 418 643-1451
www.frqnt.gouv.qc.ca

Fonds de recherche
Nature et
technologies
Québec

FICHE SYNTHÈSE

Projets de recherche orientée en partenariat / Réduction des émissions de gaz à effet de serre - Volet Mobilité Durable

Chercheur responsable :	Levasseur, Annie
Établissement :	École de technologie supérieure
Dossier :	323187
Titre :	Carte carbone de Montréal pour la mobilité

	Subvention accordée à la recherche	Frais indirects de la recherche	Total	Conditions
2022-2023*	150 000,00 $	40 500,00 $	190 500,00 $	C1
2023-2024	150 000,00 $	40 500,00 $	190 500,00 $	C2

La date de début de tous les projets financés dans le cadre de ce programme est établie au **1 juillet 2022. Lorsque les conditions C1 auront été remplies, les versements à l'établissement gestionnaire seront initiés et seront rétroactifs à la date du début de projet.*

C1: La subvention est conditionnelle :

- à l'acceptation par le chercheur principal de réaliser le projet de recherche selon les objectifs et le calendrier établis dans la demande d'aide financière, avec les ressources financières accordées et dans le respect des conditions énoncées sur la fiche synthèse accompagnant la lettre d'annonce. Cette acceptation doit se faire **au plus tard le 20 juillet 2022** via le Portfolio électronique FRQnet du chercheur principal dans la section «*Gérer mon financement ».* Par conséquent, le chercheur principal accepte aussi :

    - qu'une copie de sa demande d'aide financière soit transmise au MEI à des fins de gestion interne, et ce, dans le respect des règles associées à la consultation de documents confidentiels;
    - d'accorder au FRQNT et au MEI une licence non exclusive et non transférable de ses droits d'auteurs sur le rapport scientifique vulgarisé, sans limites territoriales et pour une durée illimitée.

- à l'envoi d'une confirmation de l'établissement qu'une entente, qui respecte les RGC ainsi que les règles de ce programme (relativement à la protection de l'information confidentielle, à la valorisation de la propriété intellectuelle et à la publication des résultats des recherches subventionnées), est intervenue entre la personne titulaire de l'octroi, son établissement et le(s) partenaire(s) de milieu(x) pratique(s), et ce, au plus tard **six mois** suivants l'annonce de l'octroi.

C2 : Le versement des crédits prévus pour la deuxième année est conditionnel au dépôt, 12

140, Grande Allée Est, bureau 450
Québec (Québec) G1R 5M8
Téléphone : 418 643-8560
Télécopieur : 418 643-1451
www.frqnt.gouv.qc.ca

mois après le début du projet :

- d'une déclaration de mise à jour du projet via le Portfolio électronique FRQnet précisant si des modifications ont été apportées à la réalisation du projet.
- d'un rapport d'étape, rédigé en français et jugé satisfaisant selon les modalités décrites dans le guide d'appel de propositions.

Trois mois après la fin du projet de recherche, les résultats des travaux doivent faire l'objet d'un rapport scientifique vulgarisé, rédigé en français, selon les modalités décrites dans le guide d'appel de propositions.

Un an après la fin du projet de recherche, les résultats des travaux doivent faire l'objet d'un rapport final, jugé satisfaisant selon les modalités décrites dans le guide d'appel de propositions.

L'omission du dépôt du rapport final et/ou du rapport scientifique vulgarisé ou un rapport jugé non satisfaisant, rend les chercheuses et les chercheurs concernés non admissibles aux programmes des Fonds. Cette exclusion demeure effective jusqu'à ce que la situation soit corrigée.

Dates importantes

Date de début du projet : 1 juillet 2022[7]
Date de fin du projet : 16 décembre 2024[8]
Date limite pour dépenser les fonds : 31 mars 2025[9]

[7] La date de début de tous les projets financés dans le cadre de ce concours est le 1 juillet 2022. Comme indiqué dans la lettre d'octroi, les versements à l'établissement gestionnaire pour l'année financière 2022-2023 sont initiés après la réception de la confirmation d'entente et sont versés rétroactivement à la date du début de projet.
[8] La date de fin de projet est établie au 16 décembre 2024 puisqu'elle correspond à 2 ans suivant la date limite pour la confirmation d'entente entre la personne titulaire d'octroi, son établissement et le(s) partenaire(s) de milieu(x) pratique(s).
[9] Cette date prévaut sur la clause 6.10 décrite dans les RGC

TABLE DES MATIERES

Inscription	2
Chercheur principal ou chercheuse principale	3
Établissement gestionnaire	4
Préadmissibilité	5
Titre et domaines de recherche	6
Éthique	8
Résumé	10
Cochercheurs ou cochercheuses	12
Collaborateurs et collaboratrices	14
Autres sources de financement	15
Dégagement - collèges	16
Interruption ou ralentissement des activités de recherche	17
Expériences et réalisations	18
Description du projet ou de la programmation	20
Contribution du projet	28
Formation à la recherche	31
Budget	32
Contribution des partenaires du projet	35
Autres documents	37
Signature et transmission	42
Agence (tenant) - Général en lien avec la demande - Communication	44
Levasseur, Annie	45
Contributions détaillées - Levasseur, Annie	61
Champagne St-Arnaud, Valériane	69
Contributions détaillées - Champagne St-Arnaud, Valériane	74
Kikano, Faten	79
Contributions détaillées - Kikano, Faten	83
Morency, Catherine	89
Contributions détaillées - Morency, Catherine	104

Inscription

Le formulaire incluant tous les documents requis doit être transmis au Fonds avant le 12 avril 2022, 16:00.

Prendre connaissance du Guide d'appel de propositions (page Web du programme) et des règles générales communes (RGC) afin de vérifier les conditions d'admissibilité et de remplir adéquatement le formulaire.

Consulter les Normes de présentation des fichiers joints (PDF) aux formulaires FRQnet disponibles dans la section Documents du portfolio électronique FRQnet pour prendre connaissance de toutes les instructions de présentation.

IMPORTANT : Tout cochercheur devra avoir confirmé sa participation avant la transmission du formulaire de demande. De même, préalablement à la transmission, les CV communs canadiens du chercheur principal et des cochercheurs devront avoir été transmis, et les fichiers des contributions détaillées devront avoir été joints dans leurs portfolios électroniques, section CV commun canadien.

Il est recommandé de valider le contenu de votre formulaire quelques temps avant la date de tombée pour vous permettre d'apporter les correctifs requis s'il y a lieu et permettre à votre établissement de nous transmettre votre formulaire à temps. Le bouton « Valider le formulaire » se trouve au bas de la section Signature et transmission.

Dans toutes les sections du formulaire où un bouton Sauvegarder est présent, il est important de sauvegarder les informations de la page avant de cliquer sur le bouton Valider la page.

Numéro de dossier	323187
***Numéro de dossier Prédemande**	322518--Carte carbone de Montréal pour la mobilité

Chercheur principal ou chercheuse principale

Le chercheur principal ou la chercheuse principale est responsable de la direction scientifique et de la réalisation du projet, de la programmation ou de l'infrastructure de recherche, ainsi que des aspects administratifs et financiers liés à la subvention, incluant la correspondance avec le Fonds.

Pour les statuts en recherche admissibles, vérifier les règles du programme. Pour les définitions des statuts, consulter les Règles générales communes des FRQ à la section *Statuts et rôles*.

Nip : LEVAN0701

Nom : Levasseur

Prénom : Annie

***Statut en recherche** Chercheur ou chercheuse universitaire

COORDONNÉES

Les informations sont affichées à titre de consultation uniquement et proviennent de la page **Mon profil** du Portfolio électronique. Si les informations sont manquantes ou erronées, vous pouvez les modifier à la page Mon profil (pour le champ Type d'adresse, vous devez sélectionner **Adresse d'affiliation principale**).

Adresse : École de technologie supérieure
Département de génie de la construction
1100 rue Notre-Dame Ouest

Montréal, Québec
CANADA
H3C 1K3

Courriel : annie.levasseur@etsmtl.ca

Nom : Levasseur, Annie
Numéro du dossier : 323187

Établissement gestionnaire

L'établissement gestionnaire est l'établissement employeur du chercheur principal ou de la chercheuse principale, sauf exceptions précisées dans les règles de programmes. Noter que le menu déroulant *Établissement employeur et gestionnaire* ne contient que les Établissements reconnus pour gérer du financement.

Une fois l'information sauvegardée, l'établissement gestionnaire pourra voir le présent formulaire dans le portail des établissements.

Les établissements gestionnaires peuvent fixer une date limite interne pour l'approbation de la demande qui précède la date limite du concours. Cette date est alors affichée à la page « Mes formulaires » dans la colonne « Date limite de l'établissement ».

Il est essentiel de transmettre le présent formulaire avant la date limite fixée par l'établissement. Celui-ci doit ensuite l'approuver avant la date et l'heure limite du concours.

Pour les personnes à l'emploi d'un centre collégial de transfert de technologie (CCTT), le collège de rattachement doit être identifié comme l'établissement employeur et gestionnaire.

Établissement employeur et gestionnaire	École de technologie supérieure [ÉTS]
Affiliation universitaire principale :	École de technologie supérieure [ÉTS]
Département :	Génie de la construction

Nom : Levasseur, Annie
Numéro du dossier : 323187

Préadmissibilité

J'atteste que je suis à l'emploi d'un établissement reconnu par les FRQ pour gérer du financement (voir la liste des Établissements reconnus).	Oui
J'atteste que l'équipe est composée de cochercheurs ou cochercheuses admissibles selon les règles du programme.	Oui
J'atteste que, en tant que chercheur principal ou chercheuse principale, je suis admissible au statut 1, 2 ou 3 tel que décrit dans les règles générales communes des FRQ et les règles du programme au moment de déposer cette demande de financement.	Oui
Je confirme que l'équipe de recherche comprend des chercheuses ou des chercheurs issus des secteurs propres à chacun des deux Fonds, soit le FRQNT et le FRQSC.	Oui
Je comprends que je dois joindre un CV commun canadien et le fichier des Contributions détaillées - version FRQNT - récemment mis à jour dans mon Portfolio électronique, section CV commun canadien. Le CV commun canadien doit être actualisé dans les 12 mois précédant la date de clôture du concours.	Oui

Nom : Levasseur, Annie
Numéro du dossier : 323187

Titre et domaines de recherche

Titre

Préciser le titre de votre demande de financement.

***Titre** Obligatoirement en français	Carte carbone de Montréal pour la mobilité
Titre en anglais	

Classification

Une liste complète des valeurs permises aux différentes questions comportant des menus déroulants sur la classification de la recherche des Fonds est disponible dans le menu Documents.

Indiquer, par ordre de priorité, le ou les secteurs dans lesquels s'inscrivent les travaux de recherche.

***Secteur 1.**	Sciences naturelles et génie
2.	Sciences humaines et sociales
3.	
4.	

Indiquer la ou les disciplines de recherche qui caractérisent le mieux les travaux de recherche.

***Discipline 1.**	Eau et environnement
Discipline 2.	

Indiquer le domaine de recherche principal des travaux de recherche.

***Domaine de recherche**	Environnement

Indiquer les objets de recherche sur lesquels portent les travaux de recherche.

***Objet de recherche 1.**	Changements climatiques, impacts
Objet de recherche 2.	Changement d'attitudes des individus

Indiquer le champ et le sous-champ d'application dans lesquels s'inscrivent les travaux de recherche.

***Champ d'application**	Sciences et technologies
Sous-champ d'application	Transport

Indiquer six mots clés, du plus général au plus spécifique, qui décrivent le mieux les travaux de recherche.

***Mots clés**	Transport	Inventaire d'émissions de GES	Mobilité urbaine
	Changements climatiques	Changement de comportement	Marketing social

En vous référant à la liste présentée dans le Guide d'appel de propositions, indiquer dans quels axes prioritaires, priorité ou besoin s'inscrit votre projet.

Séparer chaque axe ciblé par un point-virgule (ex. 1;2;4).

Axe prioritaire, priorité ou besoin 1;5

Éthique

Indiquer si la recherche implique un ou plusieurs des éléments suivants :

Puisque cette section ne sera pas accessible aux comités d'évaluation, inclure toute l'information requise par le programme ailleurs dans la demande de financement.

***Cocher toutes les cases appropriées**

- ☑ La participation d'êtres humains.
- ☐ L'utilisation de matériel biologique humain (des parties, produits, tissus, cellules, matériel génétique issus du corps humain, d'une personne vivante ou décédée).
- ☐ Des activités de procréation assistée ou l'utilisation d'embryons qui en sont issus, au sens de la Loi sur les activités de clinique et de recherche en matière de procréation assistée (L.R.Q. chapitre A-5.01).
- ☐ L'utilisation de données administratives, scientifiques ou descriptives provenant d'êtres humains.
- ☐ Des expériences sur des animaux ou encore des parties, des produits ou des tissus provenant d'animaux.
- ☐ Aucun de ces éléments.

Inclusion du genre et du sexe

Puisque cette section ne sera pas accessible aux comités d'évaluation, inclure toute l'information requise par le programme ailleurs dans la demande de financement.

***Indiquer si la recherche fait appel à des analyses fondées sur le genre ou le sexe (voir l'article 5.5 des Règles générales communes pour plus d'information) :**

- ☑ Oui, la notion de genre (aspects socioculturels) est prise en compte.
- ☐ Oui, la notion de sexe (aspects biologiques) est prise en compte.
- ☐ Non, la recherche ne prend pas en compte le genre ou le sexe.

Préciser comment la recherche prend en compte la notion de genre ou de sexe. Le cas échéant, expliquer pourquoi la recherche ne prend pas ces notions en compte.

Lors de réalisation de la tâche 2.1 (Évaluation du potentiel de changement attitudinal et comportemental de différentes stratégies communicationnelles), nous allons
interpréter avec précaution les analyses comparatives des effets des stratégies communicationnelles sur les attitudes et les comportements des hommes vs des femmes (dans sa dimension socioculturelle, et non biologique). On sait, en effet, que plusieurs facteurs sociaux (ex. : socialisation différenciée en bas âge) sont susceptibles de favoriser une prédisposition à l'action environnementale chez les personnes qui s'identifient au genre féminin, dont nous tiendrons compte dans l'interprétation des résultats. À l'inverse, certains facteurs sociaux (ex : normalisation de certains préjugés autour de la masculinité) favorisent le développement d'attitudes et des comportements moins écoresponsables chez les personnes s'identifiant au genre masculin. Pour mieux comprendre le rôle modérateur de ces variables sur les effets des différentes stratégies communicationnelles liée à l'écoconduite, notre questionnaire inclura une question permettant aux répondant.e.s d'indiquer à la fois leur sexe attribué à la naissance ainsi que le genre auquel ils ou elles s'identifient maintenant (incluant les options non-binaires). Par ailleurs, il sera toujours possible de choisir l'option « je refuse de répondre / je ne sais pas » sans affecter la suite de la participation à l' expérience. Une attention particulière sera également investie pour construire des messages expérimentaux susceptibles d'interpeller autant les hommes que les femmes.

Lors de la réalisation de la tâche 3.1 (Bilan des apprentissages), qui s'appuie sur le recrutement de participant.e.s pour des entretiens individuels et de groupe, nous nous assurerons de solliciter dans une proportion équitable les hommes et les femmes. Nous conserverons la même précaution que celle évoquée précédemment lors de l' interprétation des résultats, en nous assurant de prendre en compte les aspects socioculturels susceptibles d' expliquer l'expérience vécue par chacun.e des participant.e.s au regard de leurs perceptions de la carte carbone.

Risque environnemental

*Indiquer le niveau de risque environnemental que comporte la recherche (consulter la section « Responsabilité environnementale en recherche » sur notre site web) :

Puisque cette section ne sera pas accessible aux comités d'évaluation, inclure toute l'information requise par le programme ailleurs dans la demande de financement.

A) Risque minimal : l'impact environnemental ne dépasse pas l'impact qu'engendre l'activité humaine de la vie quotidienne.

Nom : Levasseur, Annie
Numéro du dossier : 323187

Résumé

Si je reçois un octroi en lien avec la présente demande de financement, j'accepte que les FRQ diffusent publiquement la totalité ou des extraits de tout résumé que j'aurai inscrit sur la présente page, de même que le titre du projet, par quelque moyen que ce soit (sites Web, médias sociaux, etc.).

Par conséquent, je m'engage à ne pas y inscrire d'informations confidentielles ou protégées, dont la diffusion compromettrait une demande de brevet ou de publication. De même, je m'engage à ne pas y inscrire de renseignements personnels.

Les FRQ respecteront les règles applicables au droit d'auteur et se réservent le droit d'effectuer une révision linguistique du texte préalablement à sa diffusion, sans autre préavis.

(•) Oui ( ) Non

Résumé destiné au grand public

Rédiger un résumé dans un langage pouvant être compris par le public.

***Résumé en français**

En 2019, le secteur du transport représentait 43,3% des émissions totales de gaz à effet de serre (GES) du Québec, en hausse de 34,6% depuis 1990. Le Plan pour une économie verte 2030 prévoit différentes mesures visant la réduction des émissions de GES du secteur, dont des incitatifs à l' électrification, tout en reconnaissant le rôle important de l'aménagement du territoire et de la transition vers des modes de transport en commun ou actifs afin de réduire la demande énergétique, ainsi que l' importance de la mobilisation des citoyens afin de les inciter à des actions entraînant des réductions d'émissions. Les inventaires d'émissions de GES territoriaux sont utilisés afin de suivre l'évolution de la trajectoire des différents paliers de gouvernement vers leurs cibles. Dans ses inventaires, la Ville de Montréal estime les émissions du secteur du transport routier en multipliant le volume de carburant vendu sur le territoire pendant l'année par des facteurs d'émissions appropriés. Ces résultats représentent des valeurs totales annuelles et ne comportent aucune résolution spatiale ni temporelle; il est donc pratiquement impossible d'identifier l'influence des différents paramètres affectant les émissions. Afin de concevoir et de mesurer l'efficacité des stratégies prévues dans les plans d'action contre les changements climatiques, les municipalités ont besoin d'outils de mesure innovants qui donnent un aperçu détaillé et actualisé de l'évolution des émissions de GES. Ces outils devraient avoir une résolution spatiale et temporelle suffisante pour mieux cibler les différentes sources d'émissions et observer leur évolution dans le temps et l'espace. De plus, les inventaires d'émissions de GES urbains sont difficilement accessibles à la population en général et leur utilisation comme outil pédagogique ou de mobilisation est très limitée. Il y a donc un urgent besoin de se doter d'un système d'information sur les émissions de GES urbaines à la fois transparent, accessible et adapté à tous les acteurs. La mise à disposition d'un tel outil innovant aura d'importantes retombées environnementales (réduction plus importante et/ou rapide des émissions de GES et autres polluants atmosphériques), politiques (faciliter la prise de décision et la justification des mesures) et sociales (compréhension des enjeux, acceptation des mesures mises en place et mobilisation accrue des citoyens). Un tel outil permettra de démocratiser l'accès aux données d'émissions de GES d'un territoire et de sensibiliser la population

aux enjeux du transport routier. L'objectif de ce projet est de développer une carte carbone pour la Ville de Montréal suivant une approche pouvant être dupliquée à d'autres municipalités. Il s'agit de créer, à partir de nouvelles sources de données d'activités détaillées, un inventaire à haute résolution spatiale et temporelle des émissions urbaines de GES du transport routier et de développer des outils de visualisation pour la mobilisation citoyenne. Le potentiel de changement de comportement en mobilité de différentes stratégies de communication sera aussi testé et les réductions d'émissions de GES engendrées seront évaluées et visualisées sur la carte.

Seulement si la demande est rédigée en anglais, compléter la partie suivante.

Résumé en anglais

Cochercheurs ou cochercheuses

Ajouter les cochercheurs et les cochercheuses dont le statut en recherche est admissible selon les règles du programme. La description des statuts est présentée dans les Règles générales communes des FRQ. Il s'agit des personnes dont le CV est pris en compte au moment de l'évaluation de la demande. Les personnes ajoutées dans ce formulaire comme cochercheurs et cochercheuses reçoivent un courriel détaillant la procédure à suivre pour confirmer leur participation à la demande et transmettre leur CV.

L'établissement employeur indiqué doit être celui qui rémunère le cochercheur ou la cochercheuse.

Pour les personnes à l'emploi d'un centre collégial de transfert de technologie (CCTT), le collège de rattachement doit être identifié comme l'établissement employeur.

COCHERCHEURS ET COCHERCHEUSES - Statuts 1, 2 et 3 des Règles générales communes

Il est de la responsabilité du chercheur principal ou de la chercheuse principale de s'assurer que tous les cochercheurs et toutes les cochercheuses de statuts 1, 2 et 3 ont bien 1) confirmé leur participation via leur portfolio FRQnet, section *En tant que cochercheur ou cochercheuse*, 2) transmis au Fonds leur CV commun canadien à jour et 3) joint le fichier des Contributions détaillées à jour dans leur portfolio FRQnet, section *CV commun canadien*. Le tout doit être fait avant la date limite de l'établissement pour permettre la transmission du formulaire. Consulter la page "Mes formulaires" et cliquer sur le lien de la colonne "Autres statuts" pour le vérifier.

Nom	Courriel	NIP	Statut en recherche	Établissement employeur	Département / Unité administrative / École / Campus / CCTT	Affiliation universitaire québécoise
Morency, Catherine	cmorency@polymtl.ca	MORCA0001	Chercheur ou chercheuse universitaire	Polytechnique Montréal	Génies civil, géologique et des mines	Polytechnique Montréal
Champagne St-Arnaud, Valériane	valeriane.champagne@fsa.ulaval.ca	CHAVA2001	Chercheur ou chercheuse universitaire	Université Laval	Département de marketing	Université Laval
Kikano, Faten	fkikano@crosemont.qc.ca	KIKFA1501	Chercheur ou chercheuse de collège	Collège de Rosemont	CÉRSÉ	Aucune affiliation universitaire

COCHERCHEURS ET COCHERCHEUSES AYANT D'AUTRES STATUTS EN RECHERCHE - Statut 4 des Règles générales communes

Ajouter ici les cochercheurs et les cochercheuses de la catégorie « Autres statuts en recherche » admissibles selon les règles du programme et qui n'entrent pas dans la catégorie des statuts en recherche 1, 2 ou 3 des RGC. Ces personnes doivent acheminer un CV abrégé de deux pages en format .PDF au chercheur principal ou à la chercheuse principale. **Il est de la responsabilité de ce dernier ou de cette dernière** de joindre l'ensemble de ces CV abrégés en un seul document et de s'assurer que tous les cochercheurs et toutes les cochercheuses de statut 4 ont bien confirmé leur participation via leur portfolio FRQnet, section *En tant que cochercheur ou cochercheuse*. Le tout doit être fait avant la date limite de l'établissement pour permettre la transmission du formulaire. Consulter la page « Mes formulaires » et cliquer sur le lien de la colonne « Autres statuts » pour le vérifier.

Un CV abrégé doit être fourni pour chaque personne ajoutée dans cette catégorie selon les règles de présentation du CV abrégé.

Note: Si un établissement n'apparaît pas dans la liste, demander un ajout en écrivant à: etablissement@frq.gouv.qc.ca
Mentionner clairement 1) le nom, le pays et la province de l'établissement demandé, 2) le nom du programme et 3) le titre de la section du formulaire où il est requis.

(La liste est vide)

Collaborateurs et collaboratrices

Lister les principaux collaborateurs et les principales collaboratrices.

Un collaborateur ou une collaboratrice est une personne qui apporte une expertise spécifique à la réalisation du projet ou de la programmation de recherche, selon le cas. Elle ne fournit pas de CV et ne peut se voir déléguer la gestion d'une partie des fonds.

Pour la définition des rôles dans la demande, consulter les Règles générales communes des FRQ.

Si l'établissement n'est pas dans la liste, consulter la bulle d'aide pour demander un ajout. Si le collaborateur ou la collaboratrice n'est rattaché(e) à aucun établissement, sélectionner Aucun établissement d'affiliation ou de rattachement.

Liste des collaborateurs et des collaboratrices

Collaborateur ou collaboratrice	Établissement	Affiliation universitaire principale
Beltran, Andres	Ville de Montréal	Aucune affiliation universitaire
Dufour, Anthoine	CAE	Aucune affiliation universitaire

Nom : Levasseur, Annie
Numéro du dossier : 323187

Autres sources de financement

Autres financements obtenus pour le même projet ou la même programmation de recherche. Si la source de financement n'est pas dans la liste, consulter la bulle d'aide pour demander un ajout.

Avez-vous obtenu une ou plusieurs autres sources de financement pour ce projet? (•) Oui ( ) Non

Liste des financements obtenus

Source de financement	Programme/Titre	Période	Montant
Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable [CIRODD]	Levier/Carte carbone de Montréal	01/04/2021 au 01/04/2023	50 000 $

Si vous disposez déjà d'un ou de plusieurs financement(s) pour ce même projet ou cette même programmation de recherche, justifier et expliquer clairement la complémentarité ou les recoupements possibles des diverses sources de financement.

***Justification** L'appui du CIRODD a permis de financer une étudiante de deuxième cycle qui a testé différentes façons d'estimer les émissions de GES du transport routier à partir d'une simulation du trafic fournie par le Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville de Montréal. Il a aussi permis de financier une stagiaire de baccalauréat qui a réalisé une revue de littérature sur les inventaires d'émissions de GES municipaux et les méthodes Hestia et Carbon Monitor.

Nom : Levasseur, Annie
Numéro du dossier : 323187

Dégagement - collèges

Indiquer, pour chaque membre de l'équipe répondant au statut « chercheur ou chercheuse de collège », le montant estimé du dégagement de tâches d'enseignement demandé, le cas échéant.

Num	Nom et Prénom du chercheur de collège (NIP)	Montant du dégagement
1	Faten Kikano (KIKFA1501)	0
Total		0

Indiquer le nom de chaque chercheur de collège qui demande un dégagement de la tâche d'enseignement, le pourcentage demandé (maximum 0.2 ETC ou 16 000$) et justifier le dégagement de la tâche d'enseignement demandé en précisant le rôle de chacun dans la réalisation du projet de recherche.

Le document, d'au plus 2 Mo, doit contenir un maximum de 2 page(s), être bien lisible et être joint en format PDF.

Nom du fichier	Type de document	Date	Taille (Ko)

Nom : Levasseur, Annie
Numéro du dossier : 323187

Interruption ou ralentissement des activités de recherche

La présente section vous permet de préciser, s'il y a lieu, les circonstances liées à la pandémie de COVID-19 ayant pu ralentir ou retarder vos activités de recherche (obligations familiales, maladie, incapacité, deuil, fermeture de laboratoire, augmentation du temps consacré à l'enseignement ou au service à la collectivité, etc.).

La description doit inclure les raisons et les dates de début et de fin des interruptions ou périodes de ralentissement et leur impact sur la présente demande, le cas échéant (p. ex., sur les publications, les demandes de subventions, l'encadrement de la relève étudiante, la participation à des événements scientifiques, etc.).

Circonstances liées spécifiquement à la pandémie de COVID-19	Je n'ai pas vécu de circonstances ayant mené à un ralentissement important de mes activités de recherche (obligations familiales, maladie, etc.). Par contre, j'ai dû augmenter le temps consacré à l'enseignement aux sessions d'été et automne 2020 afin de créer du matériel pédagogique pour l'enseignement en ligne. De plus, la grande majorité, voire presque la totalité des étudiants de cycles supérieurs que je supervise ont été affectés d'une façon ou d'une autre par la pandémie (problèmes de santé mentale, décès de membres de la famille, démotivation, etc.), ce qui a entraîné une augmentation importante des heures consacrées à leur suivi et un ralentissement de leur productivité. La plupart d'entre eux termineront leur projet dans un délai plus long, les conséquences sont donc visibles sur mes publications.

Nom : Levasseur, Annie
Numéro du dossier : 323187

Expériences et réalisations

Faire état des réalisations antérieures et actuelles de l’équipe en regard du projet de recherche proposé.

Le document, d'au plus 2 Mo, doit contenir un maximum de 1 page, être bien lisible et être joint en format PDF.

Nom du fichier	Type de document	Date	Taille (Ko)
LEVASSEUR_LEVAN0701_Expériences_réalisations.pdf	Expériences et réalisations	12/04/2022	264928

Ce projet de carte carbone implique la collaboration interdisciplinaire de trois chercheuses universitaires et d'une chercheuse de collège. La chercheuse principale, Annie Levasseur, est professeure à l'École de technologie supérieure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la mesure de l'impact des activités humaines sur les changements climatiques. Ce projet est issu de la mission de sa Chaire, qui est de développer des outils innovants de quantification des émissions de GES pour l'élaboration et la mise en œuvre de mesures d'atténuation par les différents paliers de gouvernement et pour la mobilisation des citoyen.ne.s. La professeure Catherine Morency de Polytechnique Montréal, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la mobilité des personnes et de la Chaire Mobilité qui s'intéresse à l'évaluation et à la mise en œuvre de la durabilité en transport, participera activement au développement des données pour la plateforme et à la conception des outils de visualisation. Les professeures Levasseur et Morency sont toutes deux membres du comité consultatif sur les changements climatiques du Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec. La professeure Valériane Champagne St-Arnaud de l'Université Laval, spécialiste dans l'application du marketing social aux enjeux de comportements écoresponsables et dans l'évaluation post-campagne des changements d'attitude d'un public cible, collaborera de très près avec la chercheuse Faten Kikano du Centre d'étude en responsabilité sociale et écocitoyenneté du Collège de Rosemont, spécialiste de la participation citoyenne dans des projets de recherche-action en vue de l'adoption de stratégies plus inclusives par les gouvernements.

Les curriculum vitae et listes de contributions de ces quatre chercheuses montrent bien qu'elles ont l'habitude des collaborations avec des partenaires gouvernementaux et citoyens pour la réalisation de leurs projets de recherche. Les professeures Levasseur et Morency travaillent déjà avec les deux services de la Ville de Montréal impliqués dans ce projet. Elles co-supervisent entre autres une étudiante de deuxième cycle dont le projet vise à tester différentes approches pour la quantification des émissions de GES du transport routier à partir d'une modélisation du trafic développée par le Service de l'urbanisme et de la mobilité. Ce projet de carte carbone pour la mobilité constitue en quelque sorte la continuité de ce projet. La vaste expérience de la professeure Champagne St-Arnaud dans l'étude de la disposition d'un public cible à adopter des comportements écoresponsables (par exemple, Baromètre de l'action climatique, étude psychographique de la population québécoise autour des enjeux climatiques) contribuera à la maximisation de l'impact potentiel de l'outil en termes de réduction des émissions de GES par la mobilisation citoyenne, tout comme pour celle de la chercheuse Kikano, qui s'implique déjà dans des projets tels que le Partenariat Climat Montréal, géré par la Fondation du Grand Montréal.

Les quatre chercheuses établiront une stratégie en vue de favoriser l'équité, la diversité et l'inclusion (ÉDI) dès le début du projet. Cette stratégie sera basée sur les connaissances et pratiques actuelles des chercheuses et proposera des mesures additionnelles afin d'améliorer l'équité, la diversité et l'inclusion au sein du projet de recherche et de l'équipe elle-même. La professeure Levasseur a déjà suivi plusieurs formations sur le sujet (par exemple, sur les préjugés inconscients, la considération des principes ÉDI dans les projets de recherche et la communication interculturelle). Elle a aussi collaboré étroitement avec la conseillère ÉDI de l'École de technologie supérieure afin de développer des plans d'action ÉDI pour des programmes de recherche majeurs. La professeure Levasseur participe activement à différentes activités (ateliers, conférences, mentorat, etc.) visant à promouvoir la place des femmes en génie. La stratégie qui sera développée touchera, entre autres, les pratiques liées au recrutement (appels à candidature visant à attirer une diversité de profils, rédaction épicène, critères de sélection bien définis, etc.), la promotion d'un milieu de travail inclusif (mesures de conciliation et d'accommodement, sensibilité aux modes de connaissance et expériences différentes, suivi du bien-être du personnel de recherche, etc.) et le développement professionnel de tous (participation active et prise de parole aux rencontres de groupe, opportunités de diffusion des résultats, travail auprès des partenaires, etc.).

Nom : Levasseur, Annie
Numéro du dossier : 323187

Description du projet ou de la programmation

Présenter la problématique, les objectifs, la méthodologie, les résultats attendus, les retombées escomptées et un calendrier de réalisation détaillé du projet de recherche ainsi qu'une courte bibliographie.

Le document, d'au plus 2 Mo, doit contenir un maximum de 7 page(s), être bien lisible et être joint en format PDF.

Nom du fichier	Type de document	Date	Taille (Ko)
LEVASSEUR_LEVAN0701_Description_du_projet.pdf	Description du projet/programme	12/04/2022	434386

Problématique :

Le gouvernement du Québec est fermement engagé dans la lutte contre les changements climatiques avec un objectif de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 37,5% sous le niveau de 1990 d'ici 2030, tout en reconnaissant la nécessité d'atteindre la carboneutralité pour 2050.[1] En 2019, le secteur du transport représentait 43,3% des émissions totales du Québec, en hausse de 34,6% depuis 1990.[2] Le Plan pour une économie verte 2030 (PEV 2030) prévoit différentes mesures visant la réduction des émissions de GES du secteur du transport, dont des incitatifs à l'électrification. Le Plan reconnaît aussi le rôle important de l'aménagement du territoire et de la transition vers des modes de transport en commun ou actifs afin de réduire la demande énergétique pour le transport. Finalement, l'importance de la mobilisation des citoyen.ne.s y est soulignée afin de les inciter à des actions leur permettant de contribuer à la lutte contre les changements climatiques.[3] Les inventaires d'émissions de GES territoriaux sont utilisés afin de suivre l'évolution de la trajectoire des différents paliers de gouvernement (fédéral, provincial, certaines municipalités) vers leurs cibles. Par exemple, la Ville de Montréal estime les émissions du secteur du transport routier en multipliant le volume de carburant vendu sur le territoire pendant l'année par des facteurs d'émissions appropriés (3260 kt CO_2e pour 2017, soit 29% des émissions totales).[4] Ces résultats représentent des valeurs totales annuelles et ne comportent aucune résolution spatiale ni temporelle; il est donc pratiquement impossible d'identifier l'influence des différents paramètres affectant les émissions.[5] Afin de concevoir et de mesurer l'efficacité des stratégies prévues dans les plans d'action contre les changements climatiques, les municipalités ont besoin d'outils de mesure innovants qui donnent un aperçu détaillé et actualisé de l'évolution des émissions de GES. Ces outils devraient avoir une résolution spatiale et temporelle suffisante pour mieux cibler les différentes sources d'émissions et observer leur évolution dans le temps et l'espace.[6] De plus, les inventaires d'émissions de GES urbains sont difficilement accessibles à la population en général et leur utilisation comme outil pédagogique ou de mobilisation est très limitée, voire impossible. Il y a donc un urgent besoin de se doter d'un système d'information sur les émissions de GES urbaines à la fois transparent, accessible et adapté à tous les acteurs (villes, citoyen.ne.s, chercheur.se.s, entreprises, organismes). La construction et la mise à disposition d'un tel outil innovant aura d'importantes retombées environnementales (réduction plus importante et/ou rapide des émissions de GES et autres polluants atmosphériques), politiques (faciliter la prise de décision, l'élaboration et l'application de réglementation et la justification des mesures) et sociales (compréhension des enjeux, acceptation des mesures mises en place et mobilisation accrue des citoyen.ne.s envers la lutte contre les changements climatiques). Un tel outil permettra de démocratiser l'accès aux données d'émissions de GES d'un territoire. Par le fait même, il sera un outil de sensibilisation et d'éducation, mais aussi un facilitant à l'implication des milieux de pratique (citoyen.ne.s et organisations) dans la co-création et la mise en œuvre de projets visant la réduction des émissions.

Objectifs :

Ce projet de carte carbone vise à concevoir et à développer un système d'information et d'aide à la décision pour quantifier, démocratiser l'accès aux données et réduire les émissions urbaines de GES dans le secteur du transport routier à Montréal. Il s'agit de créer, à partir de nouvelles sources de données d'activité détaillées, un inventaire à haute résolution spatiale et temporelle à destination des gestionnaires des villes et du grand public. Cette plateforme leur apportera l'ensemble des informations nécessaires pour bien évaluer et guider les progrès vers la carboneutralité à chaque stade de la chaîne de décision (estimation des émissions de GES, planification et évaluation des mesures d'atténuation, sensibilisation et mobilisation). Cette carte servira aussi d'outil de base à l'appropriation citoyenne pour tester des mesures d'écoresponsabilité en mobilité. La première mesure concernera l'agressivité au volant et son potentiel de réduction d'émissions de GES. En effet, l'agressivité au volant augmente la consommation de carburant et entraîne par conséquent une production plus importante d'émissions de GES par rapport

à une conduite plus douce (écoconduite). Ce projet s'inscrit dans une initiative plus large qui vise à développer une carte carbone de Montréal pour tous les secteurs d'émissions, tout en s'assurant de sa réplicabilité à d'autres municipalités canadiennes.

Méthodologie :

1. Développement d'une carte carbone pour le transport routier à Montréal

1.1 Étude des options de visualisation pour répondre aux besoins des utilisateurs finaux de première ligne

Afin d'assurer l'adéquation de la carte carbone avec les besoins des utilisateurs et de maximiser son impact auprès des citoyen.ne.s, celle-ci sera co-créée avec les utilisateurs finaux de première ligne (Ville de Montréal, CAE, chercheuses, étudiant.e.s et associée de recherche). Notre partenaire industriel CAE mettra à disposition la plateforme ouverte de visualisation de données géo référencées (jumeaux numériques) ECHO sur laquelle se greffera la carte carbone sous la forme d'une couche d'émissions urbaines de GES (voir la Figure 1, note : un jumeau numérique est une réplique numérique connectée, fiable et précise d'une entité physique). CAE mettra aussi à disposition un.e designer pour accompagner l'intégration des données et le narratif à la plateforme ECHO, ainsi que le développement d'éléments de visualisation. Dès le début du projet, plusieurs réunions entre l'équipe de chercheuses et les partenaires vont permettre d'influencer mutuellement la conception et le développement de cette couche d'émissions urbaines de GES en mobilité et de maximiser l'impact potentiel de l'outil développé. Ces rencontres ont pour but de répondre au mieux aux besoins des utilisateurs finaux que sont les chercheur.se.s, les gestionnaires des villes, CAE en tant que développeur de la plateforme, étudiant.e.s et citoyen.ne.s Pour ce faire, différentes options de visualisation seront testées afin d'implannter l'interface de programmation.

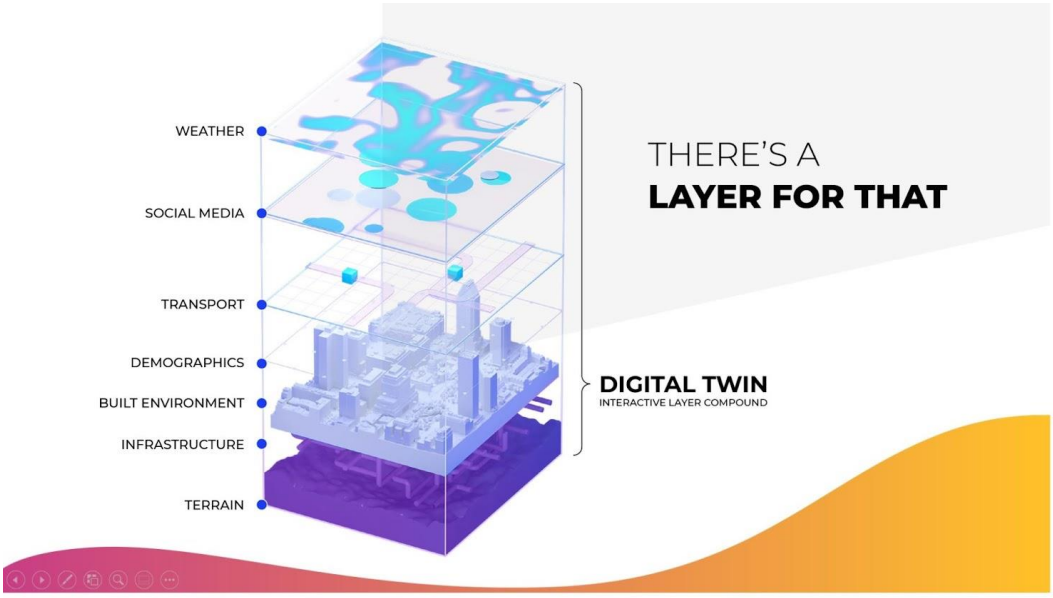


Figure 1 : Illustrations des couches d'information sur la plateforme ECHO (images CAE inc. proprietary)

1.2 Réalisation de la carte carbone de base

La carte carbone de base sera d'abord mise en place comme projet-pilote à Montréal, en commençant par l'Arrondissement de Saint-Laurent. Dans une première étape et en collaboration avec CAE et le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER) de la Ville de Montréal, un associé de recherche sénior (AR) de l'ÉTS développera la couche d'émissions de GES du transport routier en

assurant sa réplicabilité aux autres municipalités canadiennes et l'autonomisation maximale de la collecte des données d'activité. Pour ce faire, AR s'inspirera des apprentissages réalisés dans le cadre des projets internationaux Hestia[7] (preuve de concept d'un inventaire urbain cartographique) et Carbonmonitor[8] (compilation de données d'activités traduites en émissions en temps continu). La deuxième étape consistera à travailler en partenariat avec le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) de la Ville de Montréal afin de réaliser une première répartition spatiale des émissions de GES sur les segments routiers des réseaux principaux et secondaires à partir des données du dernier inventaire d'émissions de GES de 2017. Dans ce but, AR utilisera plusieurs systèmes de comptage de véhicules, dont le débit journalier moyen annuel (DJMA) des principales intersections. La méthode de calcul utilisée pour l'inventaire des émissions de GES de la Ville de Montréal suit les lignes directrices du Global Protocol for Community-Scale Greenhouse Gas Emission Inventories (GPC),[9] qui lui-même repose sur les Lignes directrices 2006 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour les inventaires nationaux de GES.[10]

1.3 Développement de scénarios de mesures d'atténuation à partir de la carte carbone

Grâce à un dialogue ouvert et continu avec toutes les parties prenantes, plusieurs scénarios de mesures d'atténuation seront créés et testés en vue d'améliorer la plateforme. En effet, l'aspect innovateur cartographique et interactif de la carte carbone permet de rendre accessible une information habituellement difficile à s'approprier. Le premier scénario testé concernera l'électrification des véhicules légers et l'infrastructure de recharge du PEV 2030 qui sera comparé à l'option du statut quo. Comme le PEV 2030 vise 1,5 million de véhicules électriques en circulation au Québec d'ici 2030, le calcul prendra en compte le nombre équivalent de véhicules pour la Ville de Montréal. Grâce à la carte carbone, il sera possible d'optimiser la localisation de l'implantation de nouvelles bornes publiques permettant de recharger les véhicules électriques en fonction de l'émission en carbone des segments routiers. Le deuxième scénario, qui sera aussi comparé à un statut quo, concernera le covoiturage avec la mise en place de stations supplémentaires Communauto (ou autres) proches des points chauds en mobilité, qui sont les intersections les plus intensives en émission de carbone. Le troisième scénario concernera l'aménagement urbain orienté vers le transport collectif avec l'implantation de « Transit-Oriented Developments » (TOD). En effet, comme indiqué dans l'analyse politique réalisée à la suite du projet Hestia pour la Ville d'Indianapolis, une carte carbone permet de visualiser les émissions des GES du secteur routier et de cibler les segments de routes avec la plus forte émission de carbone.[11] Les futurs projets de développement proposés du territoire auront le potentiel de réduire considérablement leurs émissions de carbone en mettant en œuvre des TOD aux arrêts des transports en commun situés en fonction de la localisation de ces segments les plus carbonés. Plusieurs options d'études seront envisagées. Une première option concernera l'implantation de TOD sur des parcelles disponibles situées à moins de 400 mètres d'un arrêt de transport en commun planifié et proches de segments routiers intensifs en carbone. En effet, choisir l'implémentation des TOD selon ces deux critères permettrait d'envisager une réduction des émissions de GES de ces segments intenses en émission de carbone. Une deuxième option pourrait étudier l'implantation de TOD éloignés de segments intensifs en carbone et situés à moins de 1000 mètres d'un arrêt de transport en commun planifié, qui est la distance moyenne qu'une personne est désireuse de marcher. D'autres scénarios innovants seront créés et testés en fonction des résultats de la carte récemment visualisables.

1.4 Modélisation améliorée du transport terrestre

Dans le but d'améliorer la résolution spatiale et temporelle de la carte carbone, un étudiant.e de deuxième cycle (PHQ1) étudiera différentes sources de données d'activités détaillées (données GPS, compteurs de circulation, applications de transport collectif, etc.) et de quantification des émissions de GES associées. Cette étude sera entreprise en collaboration avec le SUM. Une simulation spatialisée du trafic développée par le SUM à partir de l'enquête origine-destination de la région métropolitaine de Montréal servira de

base pour analyser le transport de passagers. Différentes pistes seront explorées afin d'extrapoler les données obtenues durant l'automne sur toute l'année. En effet, une enquête origine-destination ne couvre que quelques mois à l'automne. Par la suite, PHQ1 analysera plusieurs méthodes de quantification de GES associées (logiciel de simulation des émissions de GES des véhicules Moves, logiciel de simulation de la circulation Aimsun, facteurs d'émissions détaillées, etc.) afin de tester la sensibilité des résultats à différents paramètres (conditions climatiques, vitesse de circulation, etc.). Les résultats obtenus seront rajoutés à la carte carbone de base.

2. Quantification des effets de stratégies communicationnelles visant à favoriser l'adoption de changement attitudinal et comportemental par les citoyen.ne.s

2.1 Évaluation du potentiel de changement attitudinal et comportemental de différentes stratégies communicationnelles.

L'objectif de cette partie est d'analyser l'effet de stratégies communicationnelles comme vecteur de changement écoresponsable en mobilité des citoyen.ne.s. La méthodologie s'appuiera sur un questionnaire expérimental visant à comparer le potentiel de changement attitudinal et comportemental de différents messages généraux avec des cadrages distincts. Grâce à l'appui des groupes communautaires, les chercheuses en sciences sociales vont identifier des groupes de citoyen.ne.s représentatifs de la diversité de la population montréalaise, au regard des variables sociodémographiques traditionnellement utilisées par les firmes de sondage (en s'appuyant sur les données fournies par les recensements de Statistique Canada), soit : le sexe, l'âge, les revenus et la langue maternelle.

Le premier message général testé sera sur l'écoconduite. Dans un premier temps, l'étudiant.e de deuxième cycle PHQ2 utilisera un devis expérimental pour comparer les effets de différents cadrages en matière d'écoconduite de quatre échantillons de citoyen.ne.s (n=200, donc 800 participant.e.s au total) recrutés par une firme de sondage parmi les groupes de citoyen.ne.s précédemment identifiés. Certains groupes seront exposés à différents cadrages de réduction potentielle d'émissions de GES grâce à l'écoconduite alors qu'un groupe non exposé agira à titre de groupe témoin. Tous les groupes recevront l'information de l'objectif lié à la réduction des émissions de GES grâce à l'adoption de l'écoconduite. Plus précisément, trois échantillons seront exposés à une condition expérimentale (E1, E2, E3) alors que le quatrième sera exposé à une condition contrôle (C). Dans les différentes conditions, seul le cadrage du message sera manipulé de façon à tester son potentiel d'influence sur les attitudes et les intentions comportementales en matière d'écoconduite. Les cadrages seront liés aux motivations sécuritaires (ex: pratiquer l'écoconduite pour limiter les accidents de la route), aux motivations économiques (ex: pratiquer l'écoconduite pour réduire les coûts de carburant) ou aux motivations communautaire (ex: pratiquer l'écoconduite suite à l'influence de pairs). La condition contrôle correspondra à un cadrage neutre. Les analyses viseront à comparer les effets des différentes stratégies communicationnelles sur les attitudes et les intentions comportementales en matière d'écoconduite chez les citoyen.ne.s, tout en vérifiant l'effet modérateur de certaines variables sociodémographique (ex: genre, âge, etc.). Les messages potentiels testés ultérieurement porteront sur l'achat d'une voiture électrique/hybride, le covoiturage et l'habitation en TOD et seront analysés suivant le même modèle de sondages expérimentaux avec l'information donnée de l'objectif lié à la réduction des émissions de GES.

2.2 Évaluation du potentiel de réduction d'émissions de GES et visualisation sur la carte des stratégies communicationnelles.

Dans un premier temps, l'étudiant.e de deuxième cycle PHQ3 fera une étude bibliographique afin d'évaluer le potentiel de réduction d'émissions de GES des cadrages des messages testés en stratégie communicationnelles par PHQ2. PHQ3 évaluera les limites inférieures et supérieures des intervalles de

réduction potentielle d'émission de GES de chaque cadrage étudié par sondage expérimental. Le premier message général testé portera sur l'écoconduite. En effet, des études montrent de plus en plus de comportements agressifs menant à des consommations élevées de carburant chez les conducteurs automobiles, tels qu'une accélération rapide à partir d'une position stationnaire ou un freinage brusque. De tels comportements peuvent entraîner une hausse des émissions de GES variant de 5 à 40%.[12] Dans un second temps et grâce aux sondages expérimentaux établis par PHQ2, PHQ3 établira les potentiels de réduction d'émissions de GES de chacun des cadrages étudiés portant sur le message général d'écoconduite et de ceux portant sur les autres vecteurs de changement. Ces réductions potentielles d'émissions de GES selon chaque cadrage seront par la suite cartographiées sur la carte afin d'en faire un rendu visuel. Les groupes de citoyen.ne.s impliqués dans la partie 2.1 seront consultés afin de tester leur appropriation de la carte à partir des rendus visuels (niveau d'aisance avec l'utilisation de l'outil, la compréhension et l'interprétation des données représentées). Enfin en collaboration avec ces groupes de citoyen.ne.s, PHQ3 évaluera le ou les cadrages préférables des messages généraux à partir des meilleures estimations de réduction obtenues par ces rendus visuels.

3. Bilan des apprentissages

3.1. Bilan des apprentissages à destination des décideurs municipaux et des citoyen.ne.s.

Un bilan des apprentissages sera rédigé pour les municipalités désirant développer leur propre carte carbone afin de les soutenir dans une démarche vers la carboneutralité. Ce bilan incluera aussi les apprentissages à destination des citoyen.ne.s réalisés à partir de la quantification et la visualisation de la réduction potentielle des émissions de GES issues des stratégies communicationnelles et de leur appropriation par les citoyen.ne.s.

Résultats attendus :

Le livrable principal de ce projet est la réalisation d'un système d'information géographique en ligne avec une couche d'empreinte carbone en mobilité pour la Ville de Montréal, agrémentée de scénarios de potentiel de réduction d'émissions de GES (mesures d'atténuation et scénarios en implication citoyenne). Les livrables secondaires sont les suivants : 1) la publication de mémoires de maîtrise, 2) la publication d'articles scientifiques et des présentations en conférence afin de diffuser les résultats de la recherche et de contribuer à l'application des méthodes développées dans d'autres contextes (un article sera écrit sur la création et la carte et les mesures d'atténuation; un second article portera sur l'utilisation de données d'activités détaillées; un troisième article portera sur la quantification et la visualisation de la réduction potentielle des émissions de GES issues des stratégies communicationnelles et de leur appropriation par les citoyen.ne.s), 3) le développement d'un jeu de données sur les émissions de GES du transport terrestre pour la Ville de Montréal sur la plateforme ECHO, 4) des recommandations de stratégies communicationnelles visant l'amélioration des comportements des citoyen.ne.s, 5) la publication de communications dédiées au grand public afin de vulgariser les résultats de la recherche, 6) des bilans d'apprentissage pour les décideurs et citoyens et 7) des bilans d'apprentissage pour les autres utilisateurs (CAE, chercheurs et autres utilisateurs potentiels).

Retombées escomptées :

La Ville de Montréal s'est engagée à devenir carboneutre d'ici 2050. La carte carbone développée dans le cadre de ce projet pour le domaine de la mobilité apportera à ses gestionnaires un outil d'évaluation unique permettant de bien évaluer et guider les progrès à chaque stade de la chaîne de décision (estimation des émissions de GES, planification et évaluation des mesures d'atténuation, sensibilisation et mobilisation des parties prenantes). En effet, la spatialisation et la temporalisation des émissions de GES vont permettre une meilleure quantification des données et une meilleure compréhension des paramètres affectant les émissions. La carte carbone sera un outil disponible à tous gratuitement en ligne via la plateforme ECHO et des projets sont actuellement en développement afin de la compléter en ajoutant les autres secteurs d'émission (bâtiments, transports hors route, industries, déchets, etc.).

Différentes applications pour la pédagogie et la mobilisation des citoyens seront conçues et implantées dans la carte carbone. Dans le cadre de ce projet, l'efficacité de la carte carbone et de ces applications de visualisation, ainsi que le potentiel d'acceptabilité et d'appropriation de différentes mesures d'atténuation seront évalués auprès de groupes de citoyens. Les résultats permettront d'améliorer la carte carbone et de développer les meilleures applications favorisant le changement comportemental. Ce projet sera le premier à proposer une carte des émissions urbaines de GES accessible à tous. En effet, le projet Carbon Monitor[8] est une base de données globale des émissions mise à jour régulièrement, avec des cartes à l'échelle de certaines grandes régions du monde (e.g., Europe et U.S.A). Quant au projet Hestia,[7] les données sont disponibles publiquement, mais la plateforme de visualisation ne l'est pas et s'adresse principalement aux décideurs publics et non aux citoyens. Les apprentissages réalisés au cours de ce projet de carte carbone pourront être étendus à d'autres municipalités, multipliant ainsi les retombées escomptées.

Calendrier de réalisation du projet de recherche :

Parties	An 1 Mois 1-3	An 1 Mois 4-6	An 1 Mois 7-9	An 1 Mois 10-12	An 2 Mois 1-3	An 2 Mois 4-6	An 2 Mois 7-9	An 2 Mois 10-12
1.1 Options de visualisation d'ECHO								
1.2 Création carte carbone								
1.3 Développement de scénarios de mesures d'atténuation								
1.4 Modélisation avancée du transport terrestre								
2.1 Stratégies communicationnelles								
2.2 Quantification et visualisation du potentiel de réduction des émissions de GES issues des stratégies communicationnelles								
3.1 Bilan d'apprentissage								

Références :

1. Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. 2022. Engagements du Québec. Nos cibles de réduction d'émissions de GES. Disponible en ligne: https://www.environnement.gouv.qc.ca/changementsclimatiques/engagement-quebec.asp [accédé le 7 avril 2022].

2. Gouvernement du Québec. 2021. GES 1990-2019. Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2019 et leur évolution depuis 1990. Disponible en ligne: https://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/ges/2019/inventaire1990-2019.pdf [accédé le 7 avril 2022].

3. Gouvernement du Québec. 2020. Plan pour une économie verte 2030. Disponible en ligne: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/environnement/publications-adm/plan-economie-verte/plan-economie-verte-2030.pdf?1605549736 [accédé le 7 avril 2022].

4. Ville de Montréal. 2021. Émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise - Inventaire 2017. Disponible en ligne: https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/inventaire_ges_collectivite_2017_vf_0.pdf [accédé le 7 avril 2022].

5. Gately CK, Hutyra LR. 2017. Large uncertainties in urban-scale carbon emissions. JGR Atmospheres, 122(20), 11242-11260.

6. Gurney KR et al. 2015. Climate change: Track urban emissions on a human scale. Nature Climate Change, 525(7568), 179-181.

7. Gurney KR, Razlivanov I, Song Y, Zhou Y, Benes B, Abdul-Massih M. 2012. Quantification of fossil fuel CO_2 emissions on the building/street scale for a large U.S. city. Environmental Science & Technology, 46(21): 12194-12202.

8. Liu Z, Ciais P, Deng Z. et al.2020. Carbon Monitor, a near-real-time daily dataset of global CO2 emission from fossil fuel and cement production. Scientific Data 7, 392.

9. Greenhouse Gas Protocol. (2014). Global Protocol for Community-Scale Greenhouse Gas Emission Inventories - An Accounting and Reporting Standard for Cities, partenariat entre le World Resources Institute, le C40 Cities Climate Leadership Group et l'ICLEI pour la création d'un protocole standard pour le villes. Disponible en ligne : https://ghgprotocol.org/sites/default/files/standards/GHGP_GPC_0.pdf [accédé le 7 avril 2022].

10. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. (2016). Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre. Disponible en ligne : https://www.ipcc-nggip.iges.or.jp/public/2006gl/french/[accédé le 7 avril].

11. Anderson R, Gurney K. 2015. Carbon Mitigation in Indianapolis: A Policy Analysis. The Hestia Project. Disponible en ligne: https://www.linkedin.com/in/ryancanderson1/details/experience/50683691/single-media-viewer/ [accédé le 8 avril 2022].

12. Adamidis FK, Mantouka EG, Vlahogianni EI. 2020. Effects of controlling aggressive driving behavior on network-wide traffic flow and emissions. International Journal of Transportation Science and Technology, 9, 263-276.

Nom : Levasseur, Annie
Numéro du dossier : 323187

Contribution du projet

CONTRIBUTION DU PROJET AU REGARD DES OBJECTIFS DU PROGRAMME

A) Indiquer le lien entre le projet proposé et les objectifs du programme et préciser en quoi les résultats attendus contribueront à satisfaire les besoins de recherche exprimés par les partenaires.
B) Démontrer le caractère novateur du projet en précisant sa contribution à l'avancement des connaissances.
C) Présenter le plan de diffusion et de transfert des résultats en précisant, s'il y a lieu, l'existence d'une concertation avec les intervenants du milieu et les utilisateurs potentiels.

Le document, d'au plus 2 Mo, doit contenir un maximum de 2 page(s), être bien lisible et être joint en format PDF.

Nom du fichier	Type de document	Date	Taille (Ko)
LEVASSEUR_LEVAN0701_Contribution_du_projet.pdf	Contribution du projet	12/04/2022	277990

Ce projet de carte carbone vise à créer une plateforme de gestion et de visualisation des émissions urbaines de GES du transport routier. Ce projet est novateur de part sa conception, son développement et sa portée, basés sur quatre principaux attributs qui favorisent le progrès et la démocratisation des connaissances, ainsi que la maximisation de l'impact : 1) la nouveauté des données créées ; 2) leur visualisation sur une carte ; 3) l'interactivité de la carte ; et 4) ses fonctions (élaboration et évaluation de mesures d'atténuation et sensibilisation et mobilisation des citoyen.ne.s). Ce projet s'inspire des premières avancées des projets Carbon Monitor (pour la résolution temporelle) et Hestia (pour la résolution spatiale), mais innove en proposant une plateforme ouverte, incluant des applications de visualisation et d'éducation visant l'appropriation des enjeux et la mobilisation des citoyen.ne.s envers la lutte contre les changements climatiques.

Le projet de carte carbone répond à tous les objectifs spécifiques du programme :

Objectif (a) : La carte carbone vise à créer une plateforme des émissions de GES de la mobilité urbaine visualisables sur une carte par segment routier. Cette nouvelle carte, accessible à tous, permettra une adéquation entre les besoins des différents utilisateurs : outil pour les chercheur.se.s en mobilité, en changements climatiques ou en innovation sociale, outil de décision pour les gestionnaires des villes, outil de mobilisation pour les citoyen.ne.s, outil d'apprentissage pour les étudiant.e.s, etc. Le projet de carte carbone marque le pas en proposant une combinaison de ces fonctions. De plus, une partie du projet vise à tester l'efficacité des éléments de la carte carbone sur les citoyen.ne.s et de se servir des résultats pour en améliorer la conception et l'impact. Toutes ces fonctions visent le même objectif : faire progresser plus rapidement les villes vers la carboneutralité. Cette carte carbone, développée comme projet-pilote sur Montréal tout en assurant la réplicabilité aux autres villes, permettra donc au Québec d'atteindre plus rapidement ses cibles de réduction d'émissions de GES.

Objectif (b) : Ce projet interdisciplinaire mobilise des chercheuses des profils "nature et technologie" et "société et culture" de trois établissements universitaires (École de technologie supérieure, Polytechnique Montréal, Université Laval) et d'un collège (Centre d'étude en responsabilité sociale et écocitoyenneté du Collège de Rosemont), la Ville de Montréal (Bureau de la transition écologique et de la résilience et Service de l'urbanisme et de la mobilité), ainsi qu'une entreprise ayant développé une plateforme de représentation géographique de couches de données (CAE).

Objectif (c) : Le partenariat créé fournira un environnement de formation interdisciplinaire unique permettant à l'associée de recherche et aux trois étudiant.e.s de deuxième cycle impliqués de développer des compétences en sciences sociales et/ou en génie très recherchées dans l'optique de la réduction des émissions de GES dans les organisations académiques, privées, publiques et à but non lucratif. Ces quatre personnes collaboreront de très près tout au long du projet puisque les résultats de l'un serviront la recherche de l'autre. Ce projet de recherche permettra aussi aux chercheuses impliquées d'accroître leur expertise dans le domaine de la réduction des émissions de GES, en particulier en lien avec des disciplines connexes à la leur. La carte carbone permettra à d'autres chercheur.se.s d'accroître leur propre expertise en fournissant des données libres d'accès sur les émissions urbaines de GES du transport routier et l'impact potentiel de différentes stratégies d'atténuation.

Objectif (d) : Le projet permettra à l'entreprise CAE d'enrichir sa plateforme de jumeaux numériques ECHO par l'ajout d'une couche de données sur les émissions urbaines de GES, contribuant ainsi à attirer de nouveaux utilisateurs et à faire la démonstration du potentiel de la plateforme. La mise à disposition de la plateforme ECHO et de l'expertise de CAE pour le développement d'outils de visualisation pour la carte carbone est une contribution remarquable pour ce projet et facilitera grandement sa mise en œuvre. Les concepteur.rices de CAE collaboreront avec les chercheuses universitaires et de collège, l'associée de recherche, les trois étudiant.e.s de deuxième cycle et les acteur.rices de la Ville de Montréal

afin de concevoir les outils de visualisation des données permettant de répondre le mieux possible aux besoins de la Ville. Des organismes citoyens seront impliqués au cours du projet afin de tester les éléments de visualisation développés en vue de les améliorer, de permettre une meilleure appropriation de la carte par les citoyen.ne.s et ainsi, contribuer à des changements de comportement en vue de réduire les émissions de GES.

Objectif (e) : La mission principale de la carte carbone est de stimuler la diffusion et la mobilisation de connaissances sur la réduction des émissions de GES. Elle sera conçue comme un outil disponible à tous en libre accès (villes, chercheur.se.s, étudiant.e.s, gouvernements, organismes, citoyen.ne.s, etc.). De plus, afin d'optimiser le partage des connaissances acquises sur la réduction des émissions de GES, un bilan des apprentissages à destination des municipalités et des citoyen.ne.s sera développé, ainsi qu'un mode d'emploi disponible sur la plateforme ECHO, accessible gratuitement à tous. Afin d'assurer le succès du projet de carte carbone, celle-ci sera co-créée avec les utilisateurs finaux de première ligne (Ville de Montréal, CAE, citoyen.ne.s). Grâce à cet accès privilégié, ces utilisateurs finaux auront l'occasion d'orienter le développement de la carte selon leurs besoins. Des ateliers de transfert de connaissance seront proposés aux partenaires du projet et pourront servir dans le futur pour d'autres municipalités. Les utilisateurs finaux potentiels (chercheur.se.s, entreprises, organismes, citoyen.ne.s, etc.) seront rejoints grâce à une diffusion large à la fois par des communications spécialisées (trois articles scientifiques, trois mémoires, conférences) et vers le grand public (médias sociaux, groupes de travail, séminaires, ateliers). En fin de projet, afin d'assurer la transparence et l'accessibilité à tous les utilisateurs finaux, la carte carbone sera rendue publique avec données et publications en libre accès. Un bilan des apprentissages sera aussi développé pour les municipalités désirant développer leur propre carte carbone afin de les soutenir dans une démarche vers la carboneutralité.

Objectif f : Le financement de ce projet fera un effet de levier avec les sommes du FECC pour aller chercher d'autres financements, notamment auprès du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG), afin de développer une carte carbone de la Ville de Montréal incluant tous les secteurs d'émissions (bâtiments, industries, matières résiduelles, etc.), tout en assurant sa réplicabilité à d'autres municipalités québécoises et canadiennes.

Ce projet est en adéquation avec les axes de recherche 1 (l'aménagement du territoire et le rôle des municipalités) et 5 (les données et l'intégration des solutions de mobilité). En effet, il constitue le premier jalon du développement et de la mise à l'essai d'une plateforme technologique de visualisation et de gestion des émissions urbaines de GES. Concernant l'axe 1, l'outil développé favorisera le développement par les municipalités de solutions d'aménagement urbain visant la réduction des émissions de GES du transport routier grâce à l'utilisation de données concrètes à l'échelle d'un territoire municipal. La carte carbone permettra de visualiser les émissions des GES du secteur routier et de cibler les segments de routes avec les plus fortes émissions de GES, à différents moments de la journée, de la semaine ou de l'année. Ces informations pourront, par exemple, permettre d'identifier les meilleures solutions en termes de transport en commun ou de transport actif. Les futurs projets de développement du territoire proposés pourraient bénéficier de la carte carbone en soutenant le développement de TOD aux arrêts des transports en commun situés en fonction des segments les plus carbonés, ce qui entraînerait une réduction importante des émissions de GES. Un autre exemple possible serait l'optimisation de la localisation de nouvelles bornes de recharge et stations de covoiturage. Concernant l'axe 5, une fois la carte carbone de base créée, les données alimenteront à la fois des outils de mesures de scénarios d'atténuation et des applications pour l'éducation et la mobilisation En tant qu'outil technologique, la carte carbone pourra aussi, à l'inverse, être alimentée en données par différents outils technologiques tels que des applications de traçage des déplacements.

Formation à la recherche

Identifier et décriver l'implication des étudiants et des stagiaires de recherche postdoctorale en précisant leur rôle et les responsabilités qui leur seront confiées, ainsi que l'encadrement dont ils bénéficieront. Préciser également, s'il y a lieu, leur participation à un stage dans un milieu de recherche hors Québec de même que la réalisation d'un mémoire ou d'une thèse dans le cadre du projet de recherche. Indiquer également le nombre de professionnels de recherche et de techniciens de recherche qui participent au projet, en précisant leur rôle.

Formation à la recherche

L'équipe d'encadrants, composée de chercheuses spécialisées en comptabilisation carbone (Levasseur), en mobilité (Morency) et en mobilisation citoyenne (Champagne St-Arnaud et Kikano), fournira un environnement permettant aux étudiant.e.s de développer des compétences très recherchées dans les organisations industrielles, gouvernementales et universitaires. La collaboration continue entre les chercheuses, les étudiant.e.s, l'associée de recherche et les partenaires du projet (Ville de Montréal et CAE) créera un environnement de recherche interdisciplinaire unique. Le financement demandé permettra de fournir une bourse de 18 000$ par année à chaque étudiant.e pendant les deux années du projet, ce qui leur permettra de se concentrer sur leurs études. Sous la supervision de Levasseur et Morency, le rôle de PHQ1 sera d'étudier différentes sources de données d'activités détaillées pour améliorer la résolution spatiale et temporelle des émissions de GES de la carte carbone (partie 1.4). Sous la supervision de Champagne St-Arnaud et Kikano, le rôle de PHQ2 sera d'étudier l'efficacité de certaines stratégies de communication en termes de changement de comportement en mobilité des citoyen.ne.s à partir de sondages expérimentaux (partie 2.1). Sous la supervision de Champagne St-Arnaud, Kikano et Levasseur, le rôle de PHQ3 sera de quantifier et de visualiser sur la carte carbone le potentiel de réduction des émissions de GES des messages précédemment étudiés par PHQ2 (partie 2.2). Ces trois étudiant.e.s de deuxième cycle rédigeront des mémoires et participeront à la rédaction d'au moins un article scientifique chacun. Sous la supervision de Levasseur, l'associée de recherche Sandrine Quéré coordonnera le projet et réalisera la carte carbone de base (partie 1.2). Les interactions entre les membres de l'équipe sont primordiales, car les résultats des recherches sur la mobilisation citoyenne influenceront la conception de la carte carbone. Des rencontres auront lieu sur une base régulière afin d'assurer ces interactions. L'équipe de chercheuses s'engage à mettre en place un climat de travail propice en favorisant des mesures d'intégration, de conciliation et d'accommodements, tout en restant sensible aux modes de connaissance et aux façons de faire avec lesquels elles sont moins familières. Un suivi du bien-être des étudiant.e.s et de l'associée de recherche sera réalisé dans les rencontres entre ceux-ci et leurs encadrants et des ressources leur seront proposées au besoin. Dès le début du projet, pendant les activités de brainstorming avec l'équipe de recherche, les étudiant.e.s pourront développer leurs compétences en collaboration et en leadership en participant à la conception des activités de recherche, puis à la planification des réunions et d'ateliers spécialisés. Ils et elles auront aussi de nombreuses occasions d'approfondir leurs compétences professionnelles en interagissant avec le milieu industriel (CAE) et municipal (Ville de Montréal). Pour le recrutement, les appels à candidature seront diffusés sur des plateformes variées, incluant des plateformes dédiées aux personnes faisant partie de groupes sous-représentés, telles que les Ingénieuses à l'ÉTS, afin de favoriser une diversité de profils et la rédaction épicène sera employée. Des critères de sélection préétablis seront développés afin de limiter l'impact des biais systémiques.

Budget

Pour chaque catégorie de dépense admissible, indiquer le montant prévu des dépenses excluant la participation des partenaires spécifiques au projet, s'il y a lieu.

Le montant demandé ne doit pas dépasser les limites permises par le Guide d'appel de propositions.

Aperçu des dépenses admissibles

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SÉJOUR	Année 2022 /2023	Année 2023 /2024	Supprimer
	Fonctionnement	Fonctionnement	
Congrès (séminaires, symposiums, conférences)			
Conférences		5000$	
Sous-total		**5000$**	
Total		**5000$**	

SOUTIEN AUX ÉTUDIANTS - BOURSES ET COMPLÉMENTS DE BOURSES	Année 2022 /2023	Année 2023 /2024	Supprimer
	Fonctionnement	Fonctionnement	
Étudiants et étudiantes de 2e cycle - bourses			
PHQ1	18000$	18000$	
PHQ2	18000$	18000$	
PHQ3	18000$	18000$	
Sous-total	**54000$**	**54000$**	
Total	**54000$**	**54000$**	

HONORAIRES ET DÉDOMMAGEMENT	Année 2022 /2023	Année 2023 /2024	Supprimer
	Fonctionnement	Fonctionnement	
Participants et participantes de l'étude			
Sondage	5000$		
Sous-total	**5000$**		
Total	**5000$**		

MATÉRIEL, ÉQUIPEMENTS ET RESSOURCES	Année 2022 /2023	Année 2023 /2024	Supprimer
	Fonctionnement	Fonctionnement	
Fournitures informatiques			
Ordinateurs et logiciels	5050$		
Sous-total	**5050$**		

Total	**5050$**		
FRAIS DE DIFFUSION ET DE TRANSFERT DE CONNAISSANCES	**Année 2022 /2023**	**Année 2023 /2024**	**Supprimer**
	Fonctionnement	**Fonctionnement**	
Publications démontrant la contribution de la production à l'avancement des connaissances, destinées à la communauté de la recherche			
Publications libre accès		5050$	
Sous-total		**5050$**	
Total		**5050$**	
SOUTIEN AUX CHERCHEURS ET AUX PARTENAIRES	**Année 2022 /2023**	**Année 2023 /2024**	**Supprimer**
	Fonctionnement	**Fonctionnement**	
Chercheurs ou chercheuses de collège - Soutien salarial			
Faten Kikano - CÉRSÉ	12500$	12500$	
Sous-total	**12500$**	**12500$**	
Total	**12500$**	**12500$**	
SOUTIEN AU PERSONNEL HAUTEMENT QUALIFIÉ	**Année 2022 /2023**	**Année 2023 /2024**	**Supprimer**
	Fonctionnement	**Fonctionnement**	
Professionnels et professionnelles de recherche - rémunération (incluant les avantages sociaux)			
Associée de recherche senior - Sandrine Quéré	73450$	73450$	
Sous-total	**73450$**	**73450$**	
Total	**73450$**	**73450$**	
Grand total	**150000$**	**150000$**	

FICHIER JOINT - Justification des dépenses prévues

En respectant les Normes de présentation des fichiers joints (PDF) aux formulaires FRQnet disponibles dans la section Documents du portfolio électronique FRQnet, joindre un fichier PDF d'une page maximum pour justifier les dépenses prévues.

Nom du fichier	Type de document	Date	Taille (Ko)
LEVASSEUR_LEVAN0701_Justification_du_budget.pdf	Justification des dépenses prévues	12/04/2022	271459

Une associée de recherche senior recevra un salaire de l'École de technologie supérieure de 50$/h plus les charges sociales de 13%, pour 25 heures de travail par semaine sur toute la durée du projet. Le montant total est de 73 450$ par année. Il s'agira de Sandrine Quéré, qui détient un doctorat en physique de l'Université Paul Sabatier (1999). Son expérience est en modélisation et visualisation des données massives. Madame Quéré coordonnera le projet dans son ensemble, en plus d'être spécifiquement responsable de la réalisation de la carte carbone de base (étape 1.2) et du développement de scénarios d'atténuation (étape 1.3). Elle collaborera aussi à l'étude des options de visualisation (étape 1.1).

Trois étudiant.e.s de deuxième cycle recevront chacun.e 18 000$ par année pour la durée du projet. Le montant total est de 54 000$ par année. Ces trois étudiant.e.s seront responsables respectivement de la modélisation améliorée du transport routier (étape 1.4), de l'évaluation du potentiel de changement de comportement de différentes stratégies de communication (étape 2.1) et de l'évaluation du potentiel de réduction des émissions de GES de différentes stratégies et de leur visualisation sur la carte (étape 2.2). Ils contribueront également à l'étude des options de visualisation (étape 1.1).

La chercheuse de collège, Faten Kikano, recevra un montant de 12 500$ par année pour la durée du projet. Sa contribution est estimée à environ 180 heures par année à un taux de 69,32$/h incluant les charges sociales. Elle sera responsable du bilan des apprentissages (étape 3) et collaborera à l'étude des options de visualisation (étape 1.1) et à l'évaluation du potentiel de réduction des émissions de GES de différentes stratégies de communication (étape 2.1).

Un montant de 5 050$ est prévu pour la première année du projet pour l'achat de deux ordinateurs (un pour l'associée de recherche et un pour l'étudiant.e de deuxième cycle travaillant sur la modélisation améliorée du transport) et de licences de logiciel (logiciel d'analyse statistique SPSS, logiciel de simulation du trafic Aimsun).

Un montant de 5 000$ est prévu pour la première année du projet pour la participation de citoyen.ne.s à des études (sondages) visant à tester l'efficacité de certaines stratégies de communication.

Un montant de 5 050$ est prévu pour la deuxième année du projet en frais de diffusion pour trois publications scientifiques en accès libre.

Un montant de 5 000$ est prévu pour la deuxième année du projet en frais de déplacement et de séjour pour la participation à des congrès, conférences ou toute autre activité de diffusion des résultats de la recherche.

Le budget total demandé pour le projet est de 150 000$ par année pour une période de deux ans.

Contribution des partenaires du projet

Il est obligatoire d'ajouter ici tous les partenaires de milieu pratique ayant complété une attestation de contributions.

Contribution des partenaires du projet		2022/2023	2023/2024	TOTAL
CAE	F	0	0	**40000**
	M	2500	2500	
	H	17500	17500	
Ville de Montréal	F	0	0	**30000**
	M	0	0	
	H	15000	15000	

Justifier et expliquer les contributions financières (F), matérielles (M) et ressources humaines (H) des partenaires spécifiques au projet s'il y a lieu.

Justification des contributions des partenaires

La Ville de Montréal appuie le projet par la contribution du Bureau de la transition écologique et de la résilience et le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM). La contribution de 30 000 $ en nature pour la durée du projet correspond aux salaires du personnel cadre, scientifique, professionnel et technique des personnes qui apporteront leur expertise afin de vérifier l'adéquation et la mise en œuvre du projet de carte carbone avec le Plan climat de la Ville. Le modèle de simulation du trafic développé par le Service d'urbanisme et de mobilité est aussi une contribution importante au projet, tout comme son expertise en modélisation du transport et des émissions.

CAE Inc. (auparavant Canadian Aviation Electronics), leader mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation destinées, entre autres, à l'aviation civile, soutient le projet. CAE et va fournir la plateforme de données géoréférencées et ouvertes ECHO sur laquelle se greffera la carte carbone sous la forme d'une couche d'information supplémentaire. Cette contribution correspond à 5 000 $ en nature pour deux ans (stockage des données et calculs des processeurs). De plus, CAE va participer grâce à une contribution en nature de 35 000 $ pour la durée du projet, ce qui correspond aux salaires du personnel professionnel et technique qui va participer aux transferts de connaissance et à l'intégration des données et du narratif dans ECHO (concepteur avec 80 heures ; ingénieur-programmeur avec 160 heures Front-end et 80 heures Back-end).

Nom : Levasseur, Annie
Numéro du dossier : 323187

Autres documents

Joindre les documents annexes à votre demande de financement. Ils seront ajoutés à la fin du formulaire. **Un seul fichier par type de document est permis.** S'assurer d'utiliser toutes les options possibles pour optimiser la taille de vos documents (noir/blanc, taille des images, options d'optimisation d'Acrobat, etc.) De plus, s'assurer que les documents PDF ne sont pas protégés et qu'ils ne contiennent pas de signets (bookmarks).

Consulter les Normes de présentation des fichiers joints (PDF) aux formulaires FRQnet disponibles dans la section **Documents** du portfolio électronique FRQnet pour prendre connaissance de toutes les instructions de présentation.

Consulter les règles du programme pour savoir quels documents sont requis selon votre situation et quelles informations précises fournir dans chaque document. Tout document non requis sera retiré de la demande de financement pour son évaluation par le comité scientifique.

Nom du fichier	Type de document	Date	Taille (Ko)
Contribution partenaires.pdf	Attestations des contributions	11/04/2022	894547

Fonds de recherche Nature et technologies Québec

ANNEXE A

FORMULAIRE D'ATTESTATION DES CONTRIBUTIONS À TITRE DE PARTENAIRE DE MILIEU PRATIQUE

Programme de recherche en partenariat sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre Concours Volet Mobilité durable

ATTENDU que, dans le cadre du programme de recherche en partenariat sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le projet de recherche doit être réalisé conjointement avec au moins un partenaire de milieu pratique[1] œuvrant au Québec et que l'ensemble des contributions doit représenter au moins 10 % du montant de la subvention demandée au FRQNT, chaque partenaire de milieu pratique doit remplir et signer le présent formulaire. Le chercheur principal ou la chercheuse principale doit par la suite joindre le présent formulaire signé, en format PDF, à la section « *Autres documents* » de son formulaire électronique FRQnet avant la date limite du concours. S'il y a plus d'un partenaire, tous les formulaires d'attestation signés doivent être regroupés en un seul PDF.

TITRE DU PROJET : Carte carbone de Montréal pour la mobilité
CHERCHEUR OU CHERCHEUSE PRINCIPAL : Annie Levasseur - ÉTS

PARTENAIRE DE MILIEU PRATIQUE OEUVRANT AU QUÉBEC :	
Identification du partenaire de milieu pratique : Ville de Montréal	Adresse : 155, rue Notre-Dame Est, Annexe, 1er étage, local 1.200.K Montréal (Québec) H2Y 1B5
Identification du représentant participant aux travaux de recherche: Andres Beltran + Multiples	
Téléphone : 514 872-7657	Courriel: andres.beltran@montreal.ca
Votre organisation est-elle ☐ du secteur privé? Si oui : ☐ Organisme à but lucratif? Organisme à but non lucratif?	
Votre organisation est-elle X du secteur public? Si oui : x Organisme public, parapublic, gouvernemental ou municipalité? ☐ Établissement du secteur de la santé et des services sociaux? ☐ Établissement du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche?	
Votre organisation est-elle ☐ autre? Précisez :	

CONTRIBUTION DU PARTENAIRE DE MILIEU PRATIQUE :		
Type de ressources	1re année	2e année

Financière		
Matérielle		
Humaine	15 000 $	15 000 $
TOTAL	15 000 $	15 000 $

[1]*Le partenaire de milieu pratique se définit comme une organisation active et légalement constituée œuvrant au Québec. Il peut s'agir d'un ministère, d'un organisme public, d'une municipalité, d'une entreprise, d'une coopérative ou d'un organisme sans but lucratif, intéressé par les résultats du projet de recherche et susceptible de les mettre en application.*

Décrivez brièvement, en tant que partenaire de milieu pratique, comment vous entendez contribuer au bon déroulement du projet de recherche :

La Ville de Montréal appuie le projet via le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER) et le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM). Le *BTER* s'assure que la Ville de Montréal transforme ses façons de faire et augmente sa résilience face aux enjeux tels que la lutte et l'adaptation aux changements climatiques. En décembre 2020, la Ville de Montréal a publié le Plan climat 2020-2030. Ce plan de réduction des émissions de GES et d'adaptation aux changements climatiques est compatible avec les objectifs de l'Accord de Paris. Ce plan contribue à l'objectif de l'administration municipale de rendre Montréal résiliente aux changements climatiques et de réduire de 55% ses émissions de GES, en vue d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050.

Le projet de recherche présenté par la professeure Annie Levasseur est directement en lien avec ces objectifs de réduction des émissions de GES. La Ville de Montréal contribuera au projet en nature via différents services et arrondissements pour un total annuel de 15 000 $. Cette dernière contribution correspond aux salaires du personnel cadre, scientifique, professionnel et technique des personnes qui apporteront leur expertise afin de vérifier l'adéquation et la mise en œuvre du projet de carte carbone avec le Plan climat. Le SUM a développé un modèle de simulation du trafic routier sur le logiciel Aimsun à partir des données du ministère des Transports du Québec et de l'Enquête Origine-Destination de la région métropolitaine de Montréal. Son personnel contribuera au projet en fournissant des données de simulation du trafic routier tirées du modèle maintenu par la Ville. De plus, ils supporteront, par leur expertise, les étudiants et les chercheurs impliqués dans le projet, dans l'estimation des émissions de GES à haute résolution spatiale et temporelle du transport terrestre.

Décrivez brièvement, en tant que partenaire de milieu pratique, comment vous pourrez bénéficier des résultats des travaux de recherche :

Le BTER ayant pour mission d'assurer que la Ville de Montréal transforme ses façons de faire et augmente sa résilience face aux enjeux tels que la lutte et l'adaptation aux changements climatiques, grâce à une approche axée sur la transition écologique équitable et sur la résilience, considère que ce projet concorde avec plusieurs de ces objectifs, notamment ceux associés à la réduction des émissions de GES du transport routier et la mobilisation des citoyens. En ce sens, les résultats du projet de carte carbone contribueront à développer une meilleure compréhension des zones de concentration des émissions de carbone du transport routier et ainsi mieux cibler les interventions. Le projet de carte carbone débutera par l'arrondissement Saint-Laurent qui est la première entité municipale de plus de 100 000 habitants au Québec à avoir complété les étapes du Plan partenaires pour le climat de la Fédération canadienne des municipalités. L'arrondissement fournira les données des inventaires récents des émissions de GES de son territoire. Dans son plan climat 2020-2030, la Ville de Montréal compte miser sur l'accès à l'information et mettre en place des mesures d'accompagnement de même que des incitatifs pour opérer les changements nécessaires. Les applications en mobilisation et pédagogie citoyenne de la carte répondent à ce besoin. En somme, le projet de carte carbone aidera la Ville de Montréal à quantifier, démocratiser et réduire les émissions de GES afin d'atteindre ses objectifs.

Par la présente, le signataire atteste de la contribution aux travaux de recherche qui seront réalisés dans le cadre du projet mentionné ci-dessus.

Jonathan Théorêt, chef de division Transport, Énergie et Bâtiment, Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville de Montréal. 7 décembre 2021.

Nom, prénom du gestionnaire autorisé Signature Date (en caractère d'imprimerie)

Fonds de recherche Nature et technologies Québec

ANNEXE A

FORMULAIRE D'ATTESTATION DES CONTRIBUTIONS À TITRE DE PARTENAIRE DE MILIEU PRATIQUE

Programme de recherche en partenariat sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre
Concours Volet Mobilité durable

ATTENDU que, dans le cadre du programme de recherche en partenariat sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le projet de recherche doit être réalisé conjointement avec au moins un partenaire de milieu pratique[1] œuvrant au Québec et que l'ensemble des contributions doit représenter au moins 10 % du montant de la subvention demandée au FRQNT, chaque partenaire de milieu pratique doit remplir et signer le présent formulaire. Le chercheur principal ou la chercheuse principale doit par la suite joindre le présent formulaire signé, en format PDF, à la section « *Autres documents* » de son formulaire électronique FRQnet avant la date limite du concours. S'il y a plus d'un partenaire, tous les formulaires d'attestation signés doivent être regroupés en un seul PDF.

TITRE DU PROJET : Carte carbone de Montréal pour la mobilité
CHERCHEUR OU CHERCHEUSE PRINCIPAL : Annie Levasseur

PARTENAIRE DE MILIEU PRATIQUE OEUVRANT AU QUÉBEC :		
Identification du partenaire de milieu pratique : CAE		Adresse : 8585 Chem. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent, QC H4T 1G6, Canada
Identification du représentant participant aux travaux de recherche: Anthoine Dufour		
Téléphone : +1 514-341-6780		Courriel: anthoine.dufour@cae.com
Votre organisation est-elle	☑ du secteur privé? Si oui :	☑ Organisme à but lucratif? ☐ Organisme à but non lucratif?
Votre organisation est-elle	☐ du secteur public? Si oui :	☐ Organisme public, parapublic, gouvernemental ou municipalité? ☐ Établissement du secteur de la santé et des services sociaux? ☐ Établissement du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche?
Votre organisation est-elle	☐ autre?	Précisez :

CONTRIBUTION DU PARTENAIRE DE MILIEU PRATIQUE :		
Type de ressources	1re année	2e année
Financière		
Matérielle	$2.500,00	
Humaine	$17.500,00	
TOTAL	$20.000,00	$20.000,00

[1] *Le partenaire de milieu pratique se définit comme une organisation active et légalement constituée œuvrant au Québec. Il peut s'agir d'un ministère, d'un organisme public, d'une municipalité, d'une entreprise, d'une coopérative ou d'un organisme sans but lucratif, intéressé par les résultats du projet de recherche et susceptible de les mettre en application.*

Décrivez brièvement, en tant que partenaire de milieu pratique, comment vous entendez contribuer au bon déroulement du projet de recherche :

CAE va supporter les efforts de design et d'ingénierie liés à la plateforme ECHO:
- la création de la visualisation de la couche de donnée
- la visualisation du narratif

De plus, CAE va supporter les couts d'infrastructure liés à la plateforme Echo

Ventilation:
Support humain:
designer : 80hrs
Front end : 160 hrs
Back end : 80 hrs

ressources cloud (storage + compute) 5000 $ max

Décrivez brièvement, en tant que partenaire de milieu pratique, comment vous pourrez bénéficier des résultats des travaux de recherche :

CAE supporte le projet en intégrant les données et le narratif dans l'environnement géo référencé et ouvert qu'est ECHO. Cet environnement va catalyser et faciliter la communication des résultats de recherche aux citoyens et preneurs de décision. De plus, le jeux étant ouvert, les citoyens pourront réutiliser et valoriser le jeux de données pour des projets connexes.
En contrepartie, cette couche va augmenter la visibilité et l'attraction d'ECHO dans les domaines de ville intelligente et de développement durable

Par la présente, le signataire atteste de la contribution aux travaux de recherche qui seront réalisés dans le cadre du projet mentionné ci-dessus.

ANTHOINE DUFOUR	Anthoine Dufour Digitally signed by Anthoine Dufour DN: DU=CAE, CN=Anthoine Dufour, E=anthoine.dufour@cae.com Reason: I am the author of this document Location: Montreal Date: 2022.04.19 09:45:17-04'00' Foxit PDF Reader Version: 11.2.1	8/4/22
Nom, prénom du gestionnaire autorisé (en caractère d'imprimerie)	**Signature**	**Date**

Signature et transmission

ENGAGEMENTS DE LA CANDIDATE OU DU CANDIDAT

Je déclare et j'atteste ce qui suit:

1. Tous les **renseignements** contenus dans la demande de financement et tous les renseignements que je fournirai par la suite en lien avec ce formulaire ou un éventuel octroi (documents ou précisions demandés par le Fonds, rapports, etc.) sont et seront **exacts et complets.** Je signalerai sans délai tout changement à un renseignement déjà soumis.

2. Les cochercheurs ou cochercheuses cités dans ma demande de financement comme prenant part au projet ou programmation de recherche et les autres collaborateurs ou collaboratrices, le cas échéant, m'ont confirmé leur volonté de participer au projet ou programmation de recherche et j'ai **obtenu l'autorisation de ces tiers afin de fournir tous renseignements personnels et confidentiels les concernant.**

3. J'ai lu et je m'engage à respecter les obligations décrites aux ***Règles générales communes*** des Fonds de recherche du Québec (Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies, Fonds de recherche du Québec – Santé, Fonds de recherche du Québec – Société et culture, ci-après les : « FRQ ») et à la ***Politique de diffusion en libre accès*** des FRQ, telles qu'elles sont mises à jour périodiquement (voir l'onglet « DOCUMENTS »), et à respecter l'ensemble des conditions décrites dans les ***Règles du programme*** pour lequel je fais une demande de financement et toute autre condition imposée dans la lettre d'octroi et au moment des versements.

4. J'ai lu et je m'engage à respecter les normes d'éthique et d'intégrité définies, notamment, dans le document ***Politique d'éthique et d'intégrité scientifique du FRQNT*** (voir l'onglet « DOCUMENTS »), tel qu'il est mis à jour périodiquement, compte tenu des adaptations applicables au Québec et les obligations en découlant, ainsi qu'à souscrire aux pratiques exemplaires propres à mon domaine de recherche.

5. J'ai lu et je m'engage à respecter les dispositions de la ***Politique sur la conduite responsable en recherche*** des FRQ (voir l'onglet « DOCUMENTS »), telle qu'elle est mise à jour périodiquement, de même que celles de la politique institutionnelle en matière de conduite responsable en recherche applicable à mes activités de recherche. En cas de manquement avéré à la conduite responsable en recherche visant mes activités de recherche, j'accepte que le rapport d'examen de la plainte (incluant les renseignements personnels me concernant) soit communiqué aux FRQ afin qu'ils puissent prendre des mesures appropriées. Ces mesures peuvent inclure des sanctions relatives au financement des FRQ ou à mon admissibilité à recevoir un tel financement. Si une intervention urgente était nécessaire pour prévenir ou cesser un dommage, l'établissement pourrait également communiquer toute information pertinente aux FRQ sans attendre l'issue du processus d'examen de la plainte.

6. Je ne suis pas présentement non admissible à recevoir du financement d'une agence publique de financement de la recherche au Canada ou à l'étranger, en raison d'un **manquement avéré à la conduite responsable en recherche.**

7. Je m'engage à aviser immédiatement le Fonds auquel je transmets la présente demande de financement si je deviens non admissible à faire une demande de financement ou à détenir des fonds d'une agence publique de financement de la recherche au Canada ou à l'étranger, en raison d'un **manquement avéré à la conduite responsable en recherche**. Le maintien d'un éventuel octroi des FRQ pourra alors faire l'objet d'un examen par le comité en conduite responsable en recherche des FRQ.

8. Je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts réel ou potentiel avec le partenaire du milieu pratique : ni moi ni une personne pour qui j'ai un intérêt particulier (p. ex. : un membre de ma famille ou un ami proche) n'avons de lien direct ou indirect avec le partenaire du milieu pratique en y possédant directement ou indirectement des intérêts financiers (p. ex. : actions, parts, promesse d'achat d'actions ou toute autre forme de rémunération – sont exclus de cette énumération les fonds communs de placement), en étant membre de son conseil d'administration, un de ses dirigeants, un de ses représentants ou un de ses consultants ou en y ayant des activités en tant que bénévole ou en tant que lobbyiste.

9. Je comprends que le **non-respect de l'un ou l'autre de ces engagements** peut entrainer le retrait d'une demande de financement en cours d'évaluation, ou encore la suspension, le retrait, la cessation ou même le remboursement d'un octroi ou l'imposition de toute autre **sanction administrative** liée aux privilèges que peuvent accorder les FRQ.

AUTORISATION RELATIVE AUX RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET CONFIDENTIELS TRANSMIS DANS LE FORMULAIRE DE DEMANDE

Les renseignements saisis dans les formulaires de demande de financement et tout autre formulaire complété en lien avec la gestion d'un éventuel octroi sont traités de manière confidentielle. Ces informations sont traitées conformément à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1) (ci-après : la Loi sur l'accès) ainsi que ***l'Énoncé relatif à la protection des renseignements personnels et confidentiels des dossiers des candidats, candidates et titulaires d'un octroi*** (voir l'onglet « DOCUMENTS ») (ci-après : l'Énoncé).).

1. **J'ai lu *l'Énoncé*** et j'autorise le Fonds à conserver, utiliser et communiquer tous les renseignements personnels et scientifiques contenus dans mon dossier conformément aux modalités décrites dans cet *Énoncé* et dans la Loi sur l'accès, sous la condition que les personnes ayant accès à des renseignements personnels s'engagent à en respecter le caractère confidentiel.

Identification Annie Levasseur

J'accepte
- (•) Oui
- ( ) Non

Fonds de recherche
Nature et
technologies
Québec

Québec, le 14 février 2022

Madame Annie Levasseur
École de technologie supérieure

Objet : Projets de recherche orientée en partenariat / Réduction des émissions de gaz à effet de serre
Dossier : 322518

Bonjour Madame Levasseur,

La pré-demande (lettre d'intention) que vous avez présentée dans le cadre du programme mentionné en rubrique a été récemment soumise au comité d'évaluation chargé d'examiner la pertinence des projets.

À la suite de cette évaluation, j'ai le plaisir de vous inviter à soumettre une demande d'aide financière pour votre projet intitulé « Carte carbone de Montréal pour la mobilité ». Vous pouvez accéder au formulaire via votre Portfolio électronique FRQnet sous la section « Concours disponibles ». Cette demande doit être rédigée conformément aux normes de présentation décrites dans les règles du programme et être transmise électroniquement **au plus tard à 16 h le mercredi 12 avril 2022.**

Je vous rappelle que votre établissement doit préalablement approuver votre demande d'aide financière avant que celle-ci ne soit transmise au FRQNT. Il est donc très probable qu'une date limite interne antérieure à celle mentionnée précédemment ait été établie par votre établissement. Veuillez vous en informer afin de transmettre vos documents à temps.

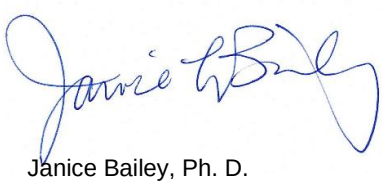
Je vous rappelle également que toutes les personnes figurant dans la section *Cochercheurs* du formulaire doivent soumettre un CV et avoir un statut admissible tel que défini dans les règles du programme. Dans la section *Collaborateurs* du formulaire doivent figurer les autres personnes qui contribuent aussi à la réalisation du projet, mais sans être des cochercheurs ou des cochercheuses. Ces personnes ne soumettent pas de CV. Notez également que tous les formulaires d'attestation des contributions des partenaires de milieu pratique doivent être déposés à nouveau.

Pour tout renseignement supplémentaire relatif à votre dossier, je vous invite à communiquer avec Gérald Dermont, Ph.D.,, responsable de programmes, par courriel à gerald.dermont@frq.gouv.qc.ca.

En ce contexte pandémique, nous comprenons que vous avez été confronté à des défis exceptionnels et à jamais gravés. L'impact de la crise sanitaire sur votre bien-être personnel et votre parcours professionnel n'est pas anodin et a nécessité beaucoup de résilience de votre part.

Je profite de l'occasion pour vous féliciter et vous souhaiter le meilleur des succès dans la réalisation de vos travaux de recherche.

La directrice scientifique,



Janice Bailey, Ph. D.

c. c. Monsieur Samuel Morissette

Louis Côté, Conseiller Stratégique, École de technologie supérieure

140, Grande Allée Est, bureau 450
Québec (Québec) G1R 5M8
Téléphone : 418 643-8560
Télécopieur : 418 643-1451
www.frqnt.gouv.qc.ca

Service des communications
Direction image de marque et stratégie numérique

Juin 2018

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL

Guide d'application du protocole de visibilité pour les organismes subventionnés, les arrondissements et les services de la Ville

Montréal

Entente sur le développement culturel de Montréal

L'Entente sur le développement culturel de Montréal conclue entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCC) permet la réalisation de nombreuses initiatives qui visent à consolider le statut de Montréal, métropole culturelle.

La Ville et le MCC ont signé un protocole de visibilité qui s'applique à tous les projets soutenus dans le cadre de cette Entente, qu'ils soient réalisés par un organisme externe, un arrondissement ou un service de la Ville.

Guide d'application du protocole de visibilité

L'organisme subventionné, l'arrondissement ou le service de la Ville doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au ministère de la Culture et des Communications du Québec. En fonction de l'importance du soutien financier accordé et des impacts médiatiques du projet, il est essentiel de :

1. VISIBILITÉ

1.1. Développer et présenter au responsable du projet de la Ville une stratégie ou des actions de communication et en assurer la réalisation.

1.2. Faire approuver le positionnement des logotypes de tous les partenaires du projet au Service des communications de la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant toute publication.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité ainsi que la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

2.1. Reconnaissance de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec

- Faire état de la contribution de la Ville et du gouvernement du Québec et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville (@MTL_Ville pour Twitter et @mtlville pour Facebook) et le gouvernement du Québec (@MCCQuebec pour Twitter et @mccquebec pour Facebook) pour leur soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du gouvernement du Québec lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les outils de communication imprimés et numériques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le programme officiel, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, les objets promotionnels, etc.

  Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule.

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville et du gouvernement du Québec n'est pas possible, l'organisme doit ajouter la phrase suivante : **Projet financé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal conclue entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec.**

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et du gouvernement du Québec et tous les documents où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, ils devront être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville et du MCC (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville et du gouvernement du Québec, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville et le ministère de la Culture et des Communications :
  - Inviter par écrit la mairesse et la ministre de la Culture et des Communications à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif et au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif et au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

1) Pour envoyer une invitation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif ou pour une demande de citation dans un communiqué ou un mot de la mairesse, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2) Pour envoyer une invitation au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications ou demander un mot de la ministre, écrivez à : ministre@mcc.gouv.qc.ca.

Dans les deux cas, il est important de préciser que le projet ou l'activité est subventionné(e) par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.3. Normes graphiques et positionnement à respecter

Sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.) :

- Logos : respecter les normes et règles d'utilisation du logo de la Ville et de celui du gouvernement du Québec disponibles sur : http://ville.montreal.qc.ca/culture/logos-et-signatures-graphiques
- Positionnement : respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville, du gouvernement du Québec et des autres partenaires.

  De façon générale, le logo du gouvernement du Québec doit toujours se retrouver à l'extrême droite.

  Quelques cas de figure :

  Montréal + Québec

  Canada + Montréal + Québec

  Arrondissement + Montréal + Québec

  Canada + arrondissement + Montréal + Québec

  Organisme + arrondissement + Montréal + Québec

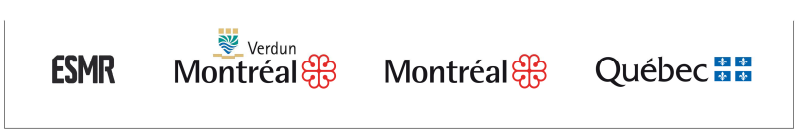
  Note : il est important que tous les logos aient la même taille.

Exemples de positionnement :









- À NOTER : Afin de respecter le visuel convenu avec le ministère de la Culture et des Communications, les panneaux de chantier doivent être réalisés par le Studio de design graphique du Service des communications de la Ville.
  À cet effet, vous devez transmettre votre demande à visibilite@ville.montreal.qc.ca en indiquant qu'il s'agit d'un projet réalisé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et au MCC, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **30 jours ouvrables** à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré de la page 3 du présent document.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville et du gouvernement du Québec dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics (autres que les événements médiatiques)

- Inviter la mairesse et la ministre de la Culture et des Communications à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec les deux cabinets politiques en avisant le responsable du projet de la Ville.
- Valider les règles protocolaires des deux cabinets en matière d'événements publics.

Pour joindre les cabinets politiques pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré de la page 3 du présent document, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre au responsable du projet de la Ville en annexe au bilan, en format numérique :
  - tous les outils de communication développés pour la publicité et l'information publique relative aux activités du projet ou de l'activité (ex : images des mentions, logos sur les affiches, etc);
  - s'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions verbales ou écrites diffusées à la radio ou à la télévision, dans les journaux et imprimés de même que sur le web;
  - s'il y a lieu, une photo des différents montages où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec (ex. : conférence de presse).

Pour faire approuver un texte ou un document, ou si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville, veuillez adresser votre demande par courriel au Service des communications de la Ville : **visibilite@ville.montreal.qc.ca**

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec : **visibilite@mcc.gouv.qc.ca**

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038 (Codification administrative)

***MISE EN GARDE** : Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements.*

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

CODIFICATION ADMINISTRATIVE AU 21 JUIN 2021
(18-038, modifié par 18-038-1, 18-038-2)

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du 18 juin 2018, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influence » : les communications orales ou écrites avec un titulaire d'une charge publique en vue d'influencer ou pouvant raisonnablement être considérées comme étant susceptibles d'influencer la prise de décisions relativement à l'attribution ou l'adjudication d'un contrat, à l'exception des communications avec le Bureau de l'inspecteur général, le Bureau du contrôleur général et des suivantes :

a) les communications faites dans le cadre de procédures judiciaires ou juridictionnelles ou préalablement à de telles procédures;

b) les communications faites dans le cadre d'une séance publique de la Ville;

c) les communications faites par une personne ou un organisme énuméré aux articles 1 et 2 du Règlement relatif au champ d'application de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011, r. 1);

d) les communications faites, en dehors de tout processus d'attribution ou d'adjudication d'un contrat, dans le seul but de faire connaître l'existence et les caractéristiques d'un produit ou d'un service auprès d'un titulaire d'une charge publique;

e) les communications faites dans le cadre de la négociation, postérieure à son attribution ou à son adjudication, des conditions d'exécution d'un contrat;

f) les communications faites dans le cadre de la négociation d'un contrat individuel ou collectif de travail ou de la négociation d'une entente collective de services professionnels, notamment une entente visée par la Loi sur l'assurance maladie (RLRQ, chapitre A-29);

g) les communications faites, dans le cadre de leurs attributions, par les titulaires d'une charge publique;

h) les communications faites en réponse à une demande écrite d'un titulaire d'une charge publique;

i) les communications dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à la sécurité d'un titulaire d'une charge publique ou de toute autre personne;

j) les communications ayant pour seul objet de s'enquérir de la nature ou de la portée des droits ou obligations d'un client, d'une entreprise ou d'un groupement en application de la loi;

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire ou l'adjudicataire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période déterminée en vertu de l'article 24 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : désigne, selon le cas :

a) la personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et la société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;

b) le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible;

c) la personne à laquelle la personne déclarée inadmissible est associée au sein d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

d) la personne morale ou la société en nom collectif, en commandite ou en participation qui est contrôlée par le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible;

10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

12.1° « soumissionnaire » : désigne, selon le cas, la personne qui s'est procuré les documents d'appel d'offres ou la personne qui a déposé une soumission dans le cadre de l'appel d'offres;

12.2° « titulaire d'une charge publique » : désigne un élu, un membre du personnel de cabinet ainsi qu'un fonctionnaire ou employé de la Ville;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

_____

18-038, a. 1; 18-038-1, a. 1.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

_____

18-038, a. 2.

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique aux démarches visant la conclusion d'un contrat, à tous les contrats conclus par la Ville ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur. Il est réputé faire partie intégrante de tous ces contrats.

_____

18-038, a. 3; 18-038-1, a. 2.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2 DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

_____

18-038, a. 4.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute situation susceptible de le placer en conflit d'intérêts si elle survient pendant l'exécution du contrat.

_____

18-038, a. 5; 18-038-1, a. 3.

5.1. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare tout lien, au sens du paragraphe 9° de l'article 1, que lui-même ou l'un de ses administrateurs, associés, dirigeants ou actionnaires détenteurs d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote peut avoir avec une personne qui a contrevenu au présent règlement. Il s'engage également à informer par écrit la Ville sans délai de l'existence de tout tel lien survenant en cours d'exécution de contrat.

_____

18-038-1, a. 4.

SECTION II
COMMUNICATIONS

_____
18-038; 18-038-1, a. 5.

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES

_____
18-038; 18-038-1, a. 6.

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci sauf lorsqu'il s'agit de discussions effectuées dans le cadre de l'utilisation d'un système de pondération et d'évaluation des offres conformément aux articles 573.1.0.5 et 573.1.0.6 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ou dans le cadre des négociations qui sont effectuées conformément à l'article 573.1.0.10 de la même loi.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec la personne responsable du traitement et de l'examen des plaintes désignée conformément à l'article 573.3.1.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ou avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

_____
18-038, a. 6; 18-038-1, a. 7.

7. *[Abrogé]*.

_____
18-038, a. 7; 18-038-1, a. 8.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications ont été effectuées conformément au présent règlement, à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011), au Code de déontologie des lobbyistes et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et avec qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

_____
18-038, a. 8; 18-038-1, a. 9.

9. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit à un soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier d'effectuer une communication d'influence avec un titulaire d'une charge publique au sujet de cet appel d'offres, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes.

En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence conformément au premier alinéa.

_____

18-038, a. 9; 18-038-1, a. 10.

10. Tout titulaire d'une charge publique doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes.

_____

18-038, a. 10; 18-038-1, a. 11.

11. Tout titulaire d'une charge publique qui est approché par une personne cherchant à influencer, au sens du paragraphe 2° de l'article 1, une prise de décision sur un sujet visé par le présent règlement, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, le titulaire d'une charge publique doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

_____

18-038, a. 11; 18-038-1, a. 12.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

_____

18-038, a. 12.

13. Tout intervenant ou titulaire d'une charge publique doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

_____

18-038, a. 13; 18-038-1, a. 13.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA FRAUDE ET DE MANŒUVRES DOLOSIVES

_____

18-038; 18-038-1, a. 14.

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la fraude, une manœuvre dolosive ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

_____

18-038, a. 14; 18-038-1, a. 15.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT ET PERSONNE LIÉE

_____

18-038; 18-038-1, a. 16.

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles ou avec une personne qui leur est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1 dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

_____

18-038, a. 15; 18-038-1, a. 17.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible ou une personne qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant. Le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

_____

18-038, a. 16; 18-038-1, a. 18.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concernée, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

_____
18-038, a. 17; 18-038-1, a. 19.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

_____
18-038, a. 18.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

_____

18-038, a. 19.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

_____

18-038, a. 20.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

_____

18-038, a. 21; 18-038-1, a. 20.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout titulaire d'une charge publique qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

_____
18-038, a. 22; 18-038-1, a. 21.

23. *[Abrogé]*.

_____
18-038, a. 23; 18-038-1, a. 22.

24. La Ville peut, en cas de contravention aux articles 5, 5.1, 6, 8, 9, 13, 14, 15 ou 16, à sa seule discrétion et suivant la réception d'une recommandation à cet effet, prévoir l'une ou l'autre, ou une combinaison, des sanctions suivantes :

1° déclarer inadmissible le contrevenant pour une période maximale de 5 ans. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée, au sens du paragraphe 9° a) de l'article 1, à ce dernier ainsi que toute personne pour laquelle il agissait lors de la contravention;

2° lorsque la contravention est commise en cours d'exécution de contrat, imposer au cocontractant toute pénalité monétaire ne pouvant excéder le montant le moins élevé entre 10 % de la valeur du contrat au moment de l'octroi et :

a) 10 000 $, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 100 000 $;

b) 50 000 $, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 1 000 000 $;

c) 100 000 $, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 10 000 000 $;

d) 200 000 $, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est de 10 000 000 $ ou plus;

3° imposer toute mesure particularisée de contrôle adaptée à la contravention commise.

Aux fins du paragraphe 1° du premier alinéa, la durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats débute à la date de la décision de l'instance décisionnelle compétente de la Ville, sous réserve de l'article 32.

_____
18-038, a. 24; 18-038-1, a. 23; 18-038-2, a. 1.

24.1. La Ville ne peut imposer une sanction prévue à l'article 24 que si les conditions suivantes sont remplies :

1° elle fait suite au constat d'une contravention à l'un ou l'autre des articles 5, 5.1, 6, 8, 9, 13, 14, 15 ou 16 du présent règlement;

2° le constat de la contravention et la sanction recommandée sont consignés par écrit dont copie a été transmise au contrevenant;

3° un délai d'au moins 10 jours de la réception de la copie de l'écrit visé au paragraphe 2° a été accordé au contrevenant afin qu'il puisse transmettre, par écrit, tout commentaire à la personne désignée dans l'avis transmis par la Ville;

4° les commentaires transmis en vertu du paragraphe 3° ont été examinés et considérés, le cas échéant.

La sanction devient définitive en étant approuvée par l'instance décisionnelle compétente de la Ville. Une copie de la décision est transmise au contrevenant.

_____

18-038-1, a. 24.

24.2. La Ville détermine la sanction à imposer conformément à l'article 24 en tenant compte notamment des facteurs suivants :

1° les avantages tirés du fait de la commission de la contravention;

2° le degré de planification lié à la contravention et la période au cours de laquelle elle a été commise;

3° les conséquences de la contravention pour la Ville;

4° les contraventions et les sanctions antérieures pour des agissements similaires;

5° l'adoption de mesures en vue de réduire la probabilité de commission d'autres contraventions.

_____

18-038-1, a. 24.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

_____

18-038, a. 25.

25.1. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5.1, 6 ou 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

_____

18-038-1, a. 25.

25.2. Lorsqu'une personne déclare, conformément à l'article 5.1, avoir un lien avec une personne inadmissible et qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Lorsqu'une telle déclaration survient en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible. Le cas échéant, l'article 24.1 s'applique en y faisant les adaptations nécessaires.

_____

18-038-1, a. 25.

26. *[Abrogé]*.

_____

18-038, a. 26; 18-038-1, a. 26.

27. *[Abrogé]*.

_____

18-038, a. 27; 18-038-1, a. 26.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

_____

18-038, a. 28.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l’utilisation d’un progiciel ou d’un logiciel :

a) d’assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d’auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d’exécuter des travaux d’enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d’installations d’aqueduc, d’égout, d’électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d’huile ou d’autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l’entretien d’équipements spécialisés parce qu’elle les a fabriqués ou parce qu’elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d’exécuter des travaux sur l’emprise d’une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu’une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

_____

18-038, a. 29.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d’un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d’un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter;

5° lorsqu'il s'agit d'un contrat de location immobilière.

_____

18-038, a. 30; 18-038-1, a. 27.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles ou qui ont contrevenu au présent règlement.

_____

18-038, a. 31; 18-038-1, a. 28.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'inadmissibilité est prolongée, le cas échéant, pour la durée déterminée en vertu de l'article 24 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'inadmissibilité est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1 déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

_____

18-038, a. 32; 18-038-1, a. 29.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR FAVORISER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

_____

18-038; 18-038-1, a. 30.

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

_____

18-038, a. 33.

34. La Ville ne peut conclure un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de cet article si ce contrat est en cours ou est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 autres personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

_____

18-038, a. 34; 18-038-1, a. 31.

CHAPITRE V.1
MESURES POUR FAVORISER LES BIENS ET SERVICES QUÉBÉCOIS ET LES ÉTABLISSEMENTS AU QUÉBEC

_____

18-038-2, a. 2.

34.1. Pour tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), la Ville sollicite au moins 3 fournisseurs, assureurs ou entrepreneurs qui offrent des biens ou services québécois ou qui ont un établissement au Québec, s'ils s'en trouvent, en mesure de réaliser le contrat.

Les mesures prévues au premier alinéa doivent demeurer en vigueur minimalement jusqu'au 25 juin 2024.

_____

18-038-2, a. 2.

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

_____

18-038, a. 35.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

_____

18-038, a. 36.

ANNEXE 1
ENGAGEMENT SOLENNEL

_____

Cette codification du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038) contient les modifications apportées par les règlements suivants :

- *18-038-1 Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038), adopté à l'assemblée du 23 mars 2020;*
- *18-038-2 Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038), adopté à l'assemblée du 14 juin 2021.*

ANNEXE 1

Montréal

Engagement solennel

Unité d'affaires : _____

Mandat : Appel d'offres XX-XXXXX

(TITRE) _____

Nous, soussigné(e)s, nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection [ou technique], à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération, selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenu(e)s, quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection [ou technique] et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection [ou technique].

Signature des membres du comité de sélection [ou technique]

Nom (lettres moulées)	Provenance (sigle)	Signature
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	

Signature du secrétaire du comité de sélection [ou technique]

_____

Signé à _____, le _____

Dernière mise à jour : 21 juin 2021

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 18-024 (Codification administrative)

***MISE EN GARDE** : Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements.*

RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

CODIFICATION ADMINISTRATIVE AU 21 JUIN 2021
(RCG 18-024, modifié par RCG 18-024-1, RCG 18-024-2)

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du 21 juin 2018, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influence » : les communications orales ou écrites avec un titulaire d'une charge publique en vue d'influencer ou pouvant raisonnablement être considérées comme étant susceptibles d'influencer la prise de décisions relativement à l'attribution ou l'adjudication d'un contrat, à l'exception des communications avec le Bureau de l'inspecteur général, le Bureau du contrôleur général et des suivantes :

a) les communications faites dans le cadre de procédures judiciaires ou juridictionnelles ou préalablement à de telles procédures;

b) les communications faites dans le cadre d'une séance publique de la Ville;

c) les communications faites par une personne ou un organisme énuméré aux articles 1 et 2 du Règlement relatif au champ d'application de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011, r. 1);

d) les communications faites, en dehors de tout processus d'attribution ou d'adjudication d'un contrat, dans le seul but de faire connaître l'existence et les caractéristiques d'un produit ou d'un service auprès d'un titulaire d'une charge publique;

e) les communications faites dans le cadre de la négociation, postérieure à son attribution ou à son adjudication, des conditions d'exécution d'un contrat;

f) les communications faites dans le cadre de la négociation d'un contrat individuel ou collectif de travail ou de la négociation d'une entente collective de services professionnels, notamment une entente visée par la Loi sur l'assurance maladie (RLRQ, chapitre A-29);

g) les communications faites, dans le cadre de leurs attributions, par les titulaires d'une charge publique;

h) les communications faites en réponse à une demande écrite d'un titulaire d'une charge publique;

i) les communications dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à la sécurité d'un titulaire d'une charge publique ou de toute autre personne;

j) les communications ayant pour seul objet de s'enquérir de la nature ou de la portée des droits ou obligations d'un client, d'une entreprise ou d'un groupement en application de la loi;

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire ou l'adjudicataire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période déterminée en vertu de l'article 24 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : désigne, selon le cas :

a) la personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et la société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;

b) le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible;

c) la personne à laquelle la personne déclarée inadmissible est associée au sein d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

d) la personne morale ou la société en nom collectif, en commandite ou en participation qui est contrôlée par le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible;

10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

12.1° « soumissionnaire » : désigne, selon le cas, la personne qui s'est procuré les documents d'appel d'offres ou la personne qui a déposé une soumission dans le cadre de l'appel d'offres;

12.2° « titulaire d'une charge publique » : désigne un élu, un membre du personnel de cabinet ainsi qu'un fonctionnaire ou employé de la Ville;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

_____
RCG 18-024, a. 1; RCG 18-024-1, a. 1.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

_____
RCG 18-024, a. 2.

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique aux démarches visant la conclusion d'un contrat, à tous les contrats conclus par la Ville ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur. Il est réputé faire partie intégrante de tous ces contrats.

_____
RCG 18-024, a. 3; RCG 18-024-1, a. 2.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2 DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

_____
RCG 18-024, a. 4.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute situation susceptible de le placer en conflit d'intérêts si elle survient pendant l'exécution du contrat.

_____
RCG 18-024, a. 5; RCG 18-024-1, a. 3.

5.1. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare tout lien, au sens du paragraphe 9° de l'article 1, que lui-même ou l'un de ses administrateurs, associés, dirigeants ou actionnaires détenteurs d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote peut avoir avec une personne qui a contrevenu au présent règlement. Il s'engage également à informer par écrit la Ville sans délai de l'existence de tout tel lien survenant en cours d'exécution de contrat.

_____
RCG 18-024-1, a. 4.

SECTION II
COMMUNICATIONS

_____
RCG 18-024; RCG 18-024-1, a. 5.

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES

_____
RCG 18-024; RCG 18-024-1, a. 6.

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci sauf lorsqu'il s'agit de discussions effectuées dans le cadre de l'utilisation d'un système de pondération et d'évaluation des offres conformément aux articles 573.1.0.5 et 573.1.0.6 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ou dans le cadre des négociations qui sont effectuées conformément à l'article 573.1.0.10 de la même loi.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec la personne responsable du traitement et de l'examen des plaintes désignée conformément à l'article 573.3.1.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ou avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

_____
RCG 18-024, a. 6; RCG 18-024-1, a. 7.

7. *[Abrogé].*

_____
RCG 18-024, a. 7; RCG 18-024-1, a. 8.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications ont été effectuées conformément au présent règlement, à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011), au Code de déontologie des lobbyistes et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et avec qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

_____
RCG 18-024, a. 8; RCG 18-024-1, a. 9.

9. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit à un soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier d'effectuer une communication d'influence avec un titulaire d'une charge publique au sujet de cet appel d'offres, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes.

En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence conformément au premier alinéa.

_____
RCG 18-024, a. 9; RCG 18-024-1, a. 10.

10. Tout titulaire d'une charge publique doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes.

_____
RCG 18-024, a. 10; RCG 18-024-1, a. 11.

11. Tout titulaire d'une charge publique qui est approché par une personne cherchant à influencer, au sens du paragraphe 2° de l'article 1, une prise de décision sur un sujet visé par le présent règlement, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, le titulaire d'une charge publique doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

_____
RCG 18-024, a. 11; RCG 18-024-1, a. 12.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

_____
RCG 18-024, a. 12.

13. Tout intervenant ou titulaire d'une charge publique doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

_____

RCG 18-024, a. 13; RCG 18-024-1, a. 13.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA FRAUDE ET DE MANŒUVRES DOLOSIVES

_____

RCG 18-024; RCG 18-024-1, a. 14.

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la fraude, une manœuvre dolosive ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

_____

RCG 18-024, a. 14; RCG 18-024-1, a. 15.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT ET PERSONNE LIÉE

_____

RCG 18-024; RCG 18-024-1, a. 16.

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles ou avec une personne qui leur est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1 dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

_____

RCG 18-024, a. 15; RCG 18-024-1, a. 17.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible ou une personne qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant. Le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

_____

RCG 18-024, a. 16; RCG 18-024-1, a. 18.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concernée, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

_____
RCG 18-024, a. 17; RCG 18-024-1, a. 19.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

_____
RCG 18-024, a. 18.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000$, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000$, incluant toutes les taxes applicables.

_____
RCG 18-024, a. 19.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

_____
RCG 18-024, a. 20.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

_____
RCG 18-024, a. 21; RCG 18-024-1, a. 20.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout titulaire d'une charge publique qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

_____
RCG 18-024, a. 22; RCG 18-024-1, a. 21.

23. *[Abrogé]*.

_____
RCG 18-024, a. 23; RCG 18-024-1, a. 22.

24. La Ville peut, en cas de contravention aux articles 5, 5.1, 6, 8, 9, 13, 14, 15 ou 16, à sa seule discrétion et suivant la réception d'une recommandation à cet effet, prévoir l'une ou l'autre, ou une combinaison, des sanctions suivantes :

1° déclarer inadmissible le contrevenant pour une période maximale de 5 ans. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée, au sens du paragraphe 9° a) de l'article 1, à ce dernier ainsi que toute personne pour laquelle il agissait lors de la contravention;

2° lorsque la contravention est commise en cours d'exécution de contrat, imposer au cocontractant toute pénalité monétaire ne pouvant excéder le montant le moins élevé entre 10 % de la valeur du contrat au moment de l'octroi et :

a) 10 000 $, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 100 000 $;

b) 50 000 $, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 1 000 000 $;

c) 100 000 $, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 10 000 000 $;

d) 200 000 $, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est de 10 000 000 $ ou plus;

3° imposer toute mesure particularisée de contrôle adaptée à la contravention commise.

Aux fins du paragraphe 1° du premier alinéa, la durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats débute à la date de la décision de l'instance décisionnelle compétente de la Ville, sous réserve de l'article 32.

_____
RCG 18-024, a. 24; RCG 18-024-1, a. 23; RCG 18-024-2, a. 1.

24.1. La Ville ne peut imposer une sanction prévue à l'article 24 que si les conditions suivantes sont remplies :

1° elle fait suite au constat d'une contravention à l'un ou l'autre des articles 5, 5.1, 6, 8, 9, 13, 14, 15 ou 16 du présent règlement;

2° le constat de la contravention et la sanction recommandée sont consignés par écrit dont copie a été transmise au contrevenant;

3° un délai d'au moins 10 jours de la réception de la copie de l'écrit visé au paragraphe 2° a été accordé au contrevenant afin qu'il puisse transmettre, par écrit, tout commentaire à la personne désignée dans l'avis transmis par la Ville;

4° les commentaires transmis en vertu du paragraphe 3° ont été examinés et considérés, le cas échéant.

La sanction devient définitive en étant approuvée par l'instance décisionnelle compétente de la Ville. Une copie de la décision est transmise au contrevenant.

_____

RCG 18-024-1, a. 24.

24.2. La Ville détermine la sanction à imposer conformément à l'article 24 en tenant compte notamment des facteurs suivants :

1° les avantages tirés du fait de la commission de la contravention;

2° le degré de planification lié à la contravention et la période au cours de laquelle elle a été commise;

3° les conséquences de la contravention pour la Ville;

4° les contraventions et les sanctions antérieures pour des agissements similaires;

5° l'adoption de mesures en vue de réduire la probabilité de commission d'autres contraventions.

_____

RCG 18-024-1, a. 24.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

_____

RCG 18-024, a. 25.

25.1. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5.1, 6 ou 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

_____
RCG 18-024-1, a. 25.

25.2. Lorsqu'une personne déclare, conformément à l'article 5.1, avoir un lien avec une personne inadmissible et qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Lorsqu'une telle déclaration survient en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible. Le cas échéant, l'article 24.1 s'applique en y faisant les adaptations nécessaires.

_____
RCG 18-024-1, a. 25.

26. *[Abrogé].*

_____
RCG 18-024, a. 26; RCG 18-024-1, a. 26.

27. *[Abrogé].*

_____
RCG 18-024, a. 27; RCG 18-024-1, a. 26.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

_____
RCG 18-024, a. 28.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

RCG 18-024, a. 29.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter;

5° lorsqu'il s'agit d'un contrat de location immobilière.

_____

RCG 18-024, a. 30; RCG 18-024-1, a. 27.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles ou qui ont contrevenu au présent règlement.

_____

RCG 18-024, a. 31; RCG 18-024-1, a. 28.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'inadmissibilité est prolongée, le cas échéant, pour la durée déterminée en vertu de l'article 24 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'inadmissibilité est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1 déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

_____

RCG 18-024, a. 32; RCG 18-024-1, a. 29.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR FAVORISER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

_____

RCG 18-024; RCG 18-024-1, a. 30.

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

_____

RCG 18-024, a. 33.

34. La Ville ne peut conclure un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de cet article si ce contrat est en cours ou est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 autres personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

_____
RCG 18-024, a. 34; RCG 18-024-1, a. 31.

CHAPITRE V.1
MESURES POUR FAVORISER LES BIENS ET SERVICES QUÉBÉCOIS ET LES ÉTABLISSEMENTS AU QUÉBEC

_____
RCG 18-024-2, a. 2.

34.1. Pour tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), la Ville sollicite au moins 3 fournisseurs, assureurs ou entrepreneurs qui offrent des biens ou services québécois ou qui ont un établissement au Québec, s'ils s'en trouvent, en mesure de réaliser le contrat.

Les mesures prévues au premier alinéa doivent demeurer en vigueur minimalement jusqu'au 25 juin 2024.

_____
RCG 18-024-2, a. 2.

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 24 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

_____
RCG 18-024, a. 35.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 25 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 24 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

_____
RCG 18-024, a. 36.

ANNEXE 1
ENGAGEMENT SOLENNEL

Cette codification du Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024) contient les modifications apportées par les règlements suivants :

- *RCG 18-024-1 Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024), adopté à l'assemblée du 26 mars 2020;*
- *RCG 18-024-2 Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024), adopté à l'assemblée du 17 juin 2021.*

ANNEXE 1

Montréal

Engagement solennel

Unité d'affaires : _____

Mandat : Appel d'offres XX-XXXXX

(TITRE) _____

Nous, soussigné(e)s, nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection [ou technique], à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération, selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenu(e)s, quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection [ou technique] et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection [ou technique].

Signature des membres du comité de sélection [ou technique]

Nom (lettres moulées)	Provenance (sigle)	Signature
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	

Signature du secrétaire du comité de sélection [ou technique]

_____

Signé à _____, le _____

Dernière mise à jour : 21 juin 2021

CE : 20.017

2023/03/15 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.018

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1229653001

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue des fiduciaires pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 15 ans, à compter du 1er mai 2023, des espaces situés aux 4e, 5e, 6e et 7e étages de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 78 158 pi² (7261,11 m²), à des fins de bureaux, pour les besoins du Service de l'évaluation foncière, du Service de l'approvisionnement ainsi que pour le Service des infrastructures du réseau routier pour une dépense totale de 40 086 152, 26 $, incluant les taxes. (Bâtiment 3678-005)

Il est recommandé :
1- d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de ALEX AVERY, RENZO BARAZZUOL, NAVDEEP GILL, STEPHEN LOUKAS, SAMIR MANJI, BRETT MILLER, BEN RODNEY, RYAN ROSS ET JONATHAN WENER, chacun en sa qualité de fiduciaire pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 15 ans, à compter du 1er mai 2023, des espaces situés au 4e, 5e, 6e et 7e étage de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie de 7261, 11 m², à des fins de bureaux, pour les besoins du Service de l'évaluation foncière, du Service de l'approvisionnement ainsi que le pour le Service des infrastructures du réseau routier pour une dépense totale de 40 086 152,26 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera assumée à 42,71 % par la Ville centre pour un montant 17 119 993.92 $ incluant taxes et à 57,29 % par l'agglomération pour un montant de 29 966 158,35 $ incluant taxes.

Signé par Philippe KRIVICKY **Le** 2023-02-13 10:27

Signataire : Philippe KRIVICKY

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Économie et rayonnement de

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1229653001**
Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue des fiduciaires pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 15 ans, à compter du 1er mai 2023, des espaces situés aux 4e, 5e, 6e et 7e étages de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 78 158 pi² (7261,11 m²), à des fins de bureaux, pour les besoins du Service de l'évaluation foncière, du Service de l'approvisionnement ainsi que pour le Service des infrastructures du réseau routier pour une dépense totale de 40 086 152, 26 $, incluant les taxes. (Bâtiment 3678-005)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plusieurs années, la Ville loue des fiduciaires pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar (Cominar), des locaux d'une superficie de 78 158 pi², situés au 4e, 5e, 6e et 7e étages de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est. L'édifice abrite aujourd'hui plusieurs unités administratives de la Ville telles que le Service de l'évaluation foncière (SEF), le Service de l'approvisionnement (SA) ainsi que le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR). L'ensemble des baux pour ces trois services viennent tous à échéance le 30 avril 2023.
La Division Ouest du SEF occupe, depuis le 1er août 1993, un local d'une superficie de 7 502 pi² situé au 1868, boulevard des Sources, dont le bail vient à échéance le 30 avril 2023.

Depuis la pandémie, le SEF fonctionne selon le mode hybride préconisé par la Ville, ce qui a laissé certains postes de travail vacants au 7e étage. Étant donné que les baux du SEF arrivent à échéance tous en même temps, le Service de la stratégie immobilière (SSI) a reçu le mandat de renouveler les baux tout en analysant les différentes possibilités immobilières permettant de réduire une partie des espaces locatifs actuels. En collaboration avec le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI), l'analyse a permis de conclure, en accord avec le SEF, qu'il est plus rentable financièrement et opérationnellement de libérer la location de la Division Ouest située au 1868, boulevard des Sources. Ainsi, les employés de la Division Ouest, au nombre de 25, seraient rapatriés au 255, boul. Crémazie Est, 7e étage.

Historiquement dans l'édifice, il y avait 4 baux en vigueur soit 2 pour le SEF, 1 pour le SA et 1 pour le SIRR. Afin de simplifier la gestion dans cette location, il a été convenu d'un commun accord avec Cominar, de regrouper ces 4 baux en 1 seul.

Par conséquent, le présent sommaire vise à faire approuver auprès des autorités compétentes ce projet de bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Pour le SEF (255, Crémazie Est, 5e et 6e étage):

CG15 0621 – 29 octobre 2015 - Approuver un projet d'une deuxième convention de modification de bail par lequel la Ville loue des fiduciaires pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, des espaces de bureaux situés aux 5e et 6e étages du 255, boulevard Crémazie Est à Montréal, pour les besoins du Service de l'évaluation foncière, pour un terme de sept ans et un mois, soit du 1er avril 2016 au 30 avril 2023, pour une dépense totale de 4 875 516,50 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

CG11 0218 - 22 juin 2011 - Approuver le renouvellement du bail de 5 ans, pour la période du 1er avril 2011 au 31 mars 2016.

Décision 5778 - 16 août 2000 - Approuver le bail pour une durée de 10 ans, pour la période du 1er avril 2001 au 31 mars 2011.

Pour le SEF (255, Crémazie Est, 7e étage):

CG15 0616 – 29 octobre 2015 - Approuver un projet de troisième convention de modification de bail par lequel la Ville loue des fiduciaires pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, des espaces de bureaux situés au 7e étage du 255, boulevard Crémazie Est à Montréal, utilisés par le Service de l'évaluation foncière, pour une période de 7 ans, soit du 1er mai 2016 au 30 avril 2023 - Dépense totale de 3 566 459,88 $, taxes incluses

CG11 0255 - 25 août 2011 - Approuver la deuxième convention de modification de bail de 5 ans pour la période du 1er mai 2011 au 30 avril 2016.

CG10 0143 - 22 avril 2010 - Approuver la première convention de modification de bail d'un an pour la période du 1er mai 2010 au 30 avril 2011.

CM05 0012 - 24 janvier 2005 - Approuver le bail de 5 ans pour la période du 1er mai 2005 au 30 avril 2010.

Pour le SEF (1868, boulevard des Sources):

CG15 0617 – 29 octobre 2015 - Approuver un projet de quatrième convention de modification de bail par lequel la Ville loue de Société en commandite Boulevard des Sources un espace de bureaux d'une superficie de 696,96 m², situé au 1868, boulevard des Sources à Pointe-Claire, pour les besoins du Service de l'évaluation foncière, pour un terme de 7 ans et 2 mois, soit du 1er mars 2016 au 30 avril 2023, pour un loyer total de 1 470 166,94 $, taxes incluses.

CG11 0201 - 22 juin 2011 - Approuver le projet de troisième convention de modification de bail par lequel la Ville loue de Société en commandite Boulevard des Sources des espaces de bureaux d'une superficie de 696,96 m², au 1868, boulevard des Sources à Pointe-Claire, utilisés par la Direction de l'évaluation foncière du Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière pour une période de 5 ans, soit du 1er mars 2011 au 29 février 2016, moyennant un loyer total de 961 582 $, taxes incluses

Décision 5780 - 16 août 2000 - Approbation de la deuxième convention de modification de bail pour une durée de 10 ans.

Décision 5573 - 21 octobre 1998 - Approbation de la première convention de modification de bail pour une durée de 2 ans et 1 mois.

Décision 4834 - 16 juin 1993 - Approbation du bail de l'Ex-cum pour une durée de 5 ans et 6 mois.

Pour le SA (255, Crémazie Est, 4e et 5e étage):

CM16 0346 – 21 mars 2016 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue du Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 6 ans et huit mois, à compter du 1er septembre 2016, des espaces situés au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 2 452,73 m², à des fins de bureaux pour le Service de l'approvisionnement, pour une dépense totale de 7 460 684,04 $, taxes incluses

Pour le SIRR (255, Crémazie Est, 5e étage)

CG15 0620 – 29 octobre 2015 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue des fiduciaires pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, un espace de bureaux situé au 255, Crémazie Est à Montréal, pour les besoins de la Division de l'expertise et du soutien technique de la Direction des infrastructures pour un terme de 7 ans et 5 mois, soit du 1er décembre 2015 au 30 avril 2023, pour une dépense totale de 1 565 079,99 $, taxes incluses / Approuver un projet de bail à cet effet

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue des fiduciaires pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 15 ans, à compter du 1er mai 2023, des espaces de bureaux situés au 4e, 5e, 6e et 7e étages de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 78 158 pi²,incluant 159 places de stationnement sans frais, pour les besoins opérationnels du Service de l'évaluation foncière, du Service de l'approvisionnement ainsi que pour le Service des infrastructures du réseau routier pour une dépense totale de 40 086 152, 26 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.
Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour un (1) terme additionnel de cinq (5) ans, aux mêmes termes et conditions,

À compter de la signature du bail, sur un avis de 12 mois, la Ville pourra rétrocéder en tout temps sans pénalité, en tout ou en partie par phase, jusqu'à la fin du bail, un maximum de 24 840 pi², soit 31,78 % des Lieux Loués.

À compter de la 5e année, sur un avis de 12 mois, la Ville pourra rétrocéder en tout temps sans pénalité, en tout ou en partie par phase, jusqu'à la fin du bail, un maximum de 33 673 pi² additonnel, soit 43,08 % des Lieux Loués.

Le Locateur s'engage à ses frais à rénover les espaces communs ainsi que les salles de bain du 6e étage. Il s'engage également, toujours à ses frais, à rendre accessible universellement, les salles de bains du 4e étage.

Comme la valeur de ce contrat dépasse la somme de 10 000 000 $, ce dossier devra être soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats de mars prochain pour son approbation.

JUSTIFICATION

La localisation géographique de l'immeuble répond aux besoins des différents services et le bail comprend une clause de rétrocession et de loyer gratuit. Le SSI recommande de

prolonger le bail pour les espaces situés aux 255, boulevard Crémazie Est, pour une durée de 15 ans à compter du 1er mai 2023.
Le Locateur accorde un crédit de loyer de 104 414,42$ la 1ère année, 2 mois de loyer de base gratuit pour l'année 2 et 1 mois de loyer gratuit par année pour les années 3 à 15, totalisant ainsi l'équivalent de 17 mois de loyer de base gratuit, pour la durée du terme du bail. De plus, le Locateur accorde à la Ville une allocation monétaire de 400 000 $ pour effectuer des améliorations locatives dans les Lieux Loués ou des demandes de services additionnels. Cette allocation monétaire, à la convenance de la Ville, peut également être convertie en totalité ou en partie en crédit de loyer.

Des clauses de rétrocession des espaces sans pénalité ont été négociées permettant de réduire la superficie de 24 840 pi² et jusqu'à 33 673 pi²,à l'année 1 et à l'année 5 du bail. À terme, c'est 75% de l'espace qu'il sera possible de rétrocéder dans cette location.

La fin de la location au 1868 boulevard des Sources permettra une économie annuelle de loyer d'environ 216 126 $, net de taxes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant représente la dépense totale. Cette dépense sera comptabilisée comme une location exploitation.

	Total du 1er mai 2023 au 30 avril 2038
Superficie (pi²)	78 158
Loyer total	**36 277 035,70 $**
Gratuité de loyer	**(1 411 932,63 $)**
Loyer total avec gratuité	**34 865 103,07 $**
TPS (5%)	1 743 255,15 $
TVQ (9,975%)	3 477 794,03 $
Total taxes incluses	**40 086 152,26 $**
Ristourne de TPS	1 743 255,15 $
Ristourne TVQ (50%)	1 738 897,02 $
Loyer net total	**36 604 000,09 $**

Pour le détail annuel du loyer, voir le dossier « Détail annuel du loyer » en pièce jointe.

La dépense totale de loyer pour le terme de 15 ans représente un montant de 40 086 152,26 $, incluant les taxes.

Pour ce nouveau projet de bail, le coût du loyer sera assumé par le SSI à même son enveloppe budgétaire.

Cette dépense sera assumée à 42,71 % par la Ville centre pour un montant 17 119 993.92 $ incluant taxes et à 57,29 % par l'agglomération pour un montant de 29 966 158,35 $ incluant taxes.

La division des analyses immobilières du SSI estime en date d'évaluation du 13 décembre 2022, que la valeur locative de ces espaces se situe entre 25,00 $ et 30,00 $ le pied carré sur une base brute. Le taux de location pour les 15 années du bail de cet espace est de 29,85 $ le pi² brut en moyenne.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Ce dossier contribue à l'atteinte des engagements en changements climatiques, et ne contribue pas aux

engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'un projet de bail à des fins de bureaux pour les employés municipaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que l'approbation du nouveau bail soit refusée, la Ville de Montréal devra trouver une nouvelle location dans le même secteur et devra investir pour des travaux d'aménagement.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a aucun impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication sera préparé par le SEF afin de faire connaître aux citoyens le nouvel emplacement de la Division Ouest.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE du 22 février 2023
Commission sur l'examen des contrats du 8 mars 2023
CE du 15 mars 2023
CM du 20 mars 2023
CG du 23 mars 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Bernard COTÉ, Service de l'évaluation foncière
France MOUSSEAU, Service de l'évaluation foncière
Martin ROBIDOUX, Service de l'approvisionnement
Houda KAMIL, Service de l'approvisionnement
Sylvain ROY, Service des infrastructures du réseau routier
Jocelyn LAVOIE, Service des infrastructures du réseau routier

Martin T THERIAULT, Service de la gestion et planification des immeubles
Nathalie ORTEGA, Service de la stratégie immobilière
Sophie LALONDE, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

Sophie LALONDE, 8 février 2023
Nathalie ORTEGA, 6 février 2023
Martin ROBIDOUX, 2 février 2023
Jocelyn LAVOIE, 1er février 2023
Martin T THERIAULT, 1er février 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Sebastien OUELLETTE
Conseiller en immobilier

Tél : 438 874-3657
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-01-20

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations en remplacement de Mme Francine Fortin pour la période du 3 au 10 février 2023 inclusivement
Tél : 514 609-3252
Approuvé le : 2023-02-08

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1229653001*
Unité administrative responsable : *Service de la stratégie immobilière (SSI)*
Projet : Nouveau bail */ 255 boulevard Crémazie Est*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 1 : Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.* *Priorité 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Ajout dans le bail de plusieurs clauses en lien avec le Plan Montréal 2030 à savoir : Ajout de fontaine d'eau et interdiction de vente de bouteille d'eau à usage unique. Demander d'installer un service de compost dans l'immeuble. Fournir les données de consommation énergétique de l'immeuble.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

BAIL

3678-005

255, boul. Crémazie est

4e, 5e, 6e et 7e Étage

Paraphes	
Locateur	Locataire

BAIL

ENTRE : **ALEX AVERY, RENZO BARAZZUOL, NAVDEEP GILL, STEPHEN LOUKAS, SAMIR MANJI, BRETT MILLER, BEN RODNEY, RYAN ROSS ET JONATHAN WENER**, chacun en sa qualité de fiduciaire de et pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar / Cominar Real Estate Investment Trust, un fonds de placement immobilier constitué en vertu des lois de la province de Québec par contrat de fiducie portant la date du 31 mars 1998, tel qu'amendé ou réitéré, ayant, pour les fins de ladite fiducie, leur domicile au Complexe Jules-Dallaire – T3, 2820, boulevard Laurier, bureau 750, dans la ville de Québec, province de Québec, G1V 0C1, agissant aux présentes et représentés par Sébastien Dubois et Marie-Andrée Boutin, dûment autorisés pour les fins des présentes, tel qu'ils le déclarent;

TPS : 872 969 795 RT0001

TVQ : 1021 137 916 TQ0001

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de :

a) la résolution numéro CM03 0836; et

b) la résolution numéro CG_____, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du _____ 2023;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

Paraphes	
Locateur	Locataire

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes :** aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Locateur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de l'Immeuble, y compris le Locataire, ainsi que leurs invités et employés.

1.2 **Bail :** le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable :** dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrits à l'article 2.

1.5 **Expert :** tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'exploitation :** toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager, le recyclage et le compostage des Lieux loués, les primes d'assurance, la surveillance, l'entretien et les réparations mineures de l'Immeuble. Toutes les Dépenses de nature capitalisable sont exclues des Frais

Paraphes	
Locateur	Locataire

d'exploitation de l'Immeuble. Sont inclus, les frais de gestion des frais d'exploitation et pour la gestion des cartes de stationnement.

Sont également exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières ainsi que toute dépense encourue par le Locateur pour le compte des autres locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres locataires et les pertes résultant des loyers impayés.

1.7 **Immeuble :** l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice ainsi que les espaces de stationnement décrits à l'article 2.0.

1.8 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.9 **Services au Locataire** : Le Locataire paiera au Locateur à titre de loyer additionnel, les services exclusifs fournis par le Locateur au Locataire à l'intérieur des Lieux Loués. Les Services au Locataire constituent, sans limitations, l'entretien et les réparations des Lieux Loués et tous les services rendus par le Locateur au Locataire dans les Lieux Loués qui requièrent une facture. Les parties devront mettre en place des procédures pour l'approbation des coûts pour les Services au Locataire.

1.10 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toute taxe spéciale imposée sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt qui est propre au Locateur, à titre d'exemple seulement, toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.11 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toute taxe les remplaçant ou toute nouvelle taxe payable par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.12 **Transformations** : toute modification apportée par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.13 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, pour rencontrer les exigences des plans et devis ou pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, la démolition, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** Des locaux situés aux 4e ,5e ,6e et 7e étage du bâtiment sis au 255, Crémazie Est, à Montréal, province de Québec, H2M 1L5, tels que montrés sur le plan joint au Bail comme Annexe A. Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 1 998 610 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2.2 **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative des Lieux loués est fixée à soixante-dix-huit mille cent cinquante-huit pieds carrés (78 158 pi^2) selon la répartition suivante :

Local 400 :	21 100 pi²
Local 500 :	7 500 pi²
Local 520 :	7 272 pi²
Local 530 :	5 301 pi²
Local 600 :	19 645 pi²
Local 700 :	17 340 pi²
Superficie locative totale :	78 158 pi²

2.3 **Superficie locative de l'Édifice :** La Superficie locative de l'Édifice est fixée à deux cent quarante et un mille quatre-vingt-deux pieds carrés (241 082 pi^2).

2.4 **Quote-part d'occupation :** La Superficie locative des Lieux loués équivaut à trente et un virgule quatre-vingt-dix-neuf (32,42 %) de la superficie locative de l'Édifice. Advenant que le Locataire se prévale de l'article 17, soit la réduction des lieux loués, la quote-part d'occupation sera alors révisée en fonction de la superficie restante.

Par ailleurs, si la Superficie locative de l'Édifice est augmentée, le Locateur devra faire mesurer par un Expert, selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, la superficie de tous les espaces de l'Édifice destinés à la location incluant cette augmentation de superficie, qu'ils soient loués ou non, au plus tard trois (3) mois de la fin des travaux visant toute telle augmentation de la Superficie locative de l'Édifice. Cette modification liera les parties à compter de la date de la fin des travaux et le Locateur devra faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention.

2.5 **Stationnement :** Le Locateur doit permettre au Locataire d'utiliser les espaces de stationnement intérieur rattachés à l'Immeuble à l'usage des employés du

Paraphes	
Locateur	Locataire

Locataire, sans attribution spécifique et sans frais additionnels, pour un minimum de cent cinquante-sept (157) places de stationnement intérieures et deux (2) places de stationnement extérieures.

Il est entendu qu'à compter du 1er mai 2023 le Locateur remettra au Locataire 314 cartes d'accès de stationnement afin d'optimiser le stationnement en mode hybride. Il est entendu qu'un maximum de 157 places à la fois sera utilisé par le Locataire. Le Locateur devra fournir un système d'accès permettant de faire la gestion en fonction du nombre de places assigné à chacune des suites déterminées par le Locataire.

Le Locateur doit permettre au Locataire d'utiliser les stations de recharges électriques qui sont disponibles dans l'immeuble, à ses frais. À défaut de pouvoir utiliser les services offerts par le Locateur, le Locateur doit permettre au Locataire durant la durée du Bail, d'installer des stations de recharge électrique, aux places de stationnement désignées et identifiées à l'usage exclusif du Locataire, le tout aux frais du Locataire. Le Locataire s'engage à rembourser au Locateur les frais afférents à la consommation d'énergie, selon le coût réel défrayé par le Locateur, le tout accompagné des pièces justificatives, et ce, suivant la réception de la facture.

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de quinze (15) ans, commençant le premier (1er) mai deux mille vingt-trois (2023) et se terminant le trente (30) avril deux mille trente-huit (2038).

3.2 **Option de renouvellement :** Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour un (1) terme additionnel de cinq (5) ans, aux mêmes termes et conditions, sous réserve de modifications raisonnables pouvant être demandées par l'une ou l'autre des parties et, sauf quant au loyer qui sera alors à négocier selon le taux du marché, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins douze (12) mois avant l'échéance du Bail, Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de cent vingt (120) jours à

Paraphes	
Locateur	Locataire

compter de la demande du Locateur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et toutes celles restantes, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

3.3 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de soixante (60) jours.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer :** Le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel, payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs, auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Bail, sous réserve d'ajustements prévus ci-dessous.

4.2 **Loyer unitaire :** Le loyer, qui inclut les Frais d'exploitation, les Taxes foncières et le Service au locataire, se compose des coûts unitaires annuels suivants :

► Loyer de base	- du 1er mai 2023 au 30 avril 2025	11,75 $/pi^2
	- du 1er mai 2025 au 30 avril 2027	12,25 $/pi^2
	- du 1er mai 2027 au 30 avril 2029	12,75 $/pi^2
	- du 1er mai 2029 au 30 avril 2031	13,25 $/pi^2
	- du 1er mai 2031 au 30 avril 2033	13,75 $/pi^2
	- du 1er mai 2033 au 30 avril 2035	14,25 $/pi^2
	- du 1er mai 2035 au 30 avril 2037	14,75 $/pi^2
	- du 1er mai 2037 au 30 avril 2038	15,25 $/pi^2

► Taxes foncières estimées pour l'année 2023 — 6,15 $/pi^2
(Ajusté selon les conditions prévues à l'article 4.3)

► Frais d'exploitation estimé pour l'année 2023 — 11,24 $/pi^2
(Ajusté selon les conditions prévues à l'article 4.4)

Paraphes	
Locateur	Locataire

► Service au locataire estimé pour l'année 2023 (Ajusté selon les conditions prévues à l'article 4.5)	0,15 $/pi^2
► Frais gestion carte de stationnement pour l'année 2023 (Ajusté selon les conditions prévues à l'article 4.4)	0,02 $/pi^2
Total pour la première année :	29,31 $/pi^2

4.3 **Ajustement des Taxes foncières :** Les Taxes foncières seront ajustées annuellement à la date d'anniversaire du Bail, selon le coût réel défrayé par le Locateur, le tout calculé aux proratas d'occupation établis conformément aux dispositions de l'article 2.4. À cette fin, le Locateur devra produire annuellement au Locataire, une copie des comptes de Taxes foncières acquittés.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est supérieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une copie des comptes de Taxes foncières acquittés.

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locateur accordera au Locataire un crédit égal au montant trop-perçu par le Locateur.

Pour ces ajustements, les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des Taxes foncières payables pendant la durée du Bail suite à une révision de l'évaluation municipale due à une contestation devant l'organisme compétent. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire, sans délai, de toute telle révision, et ce, même après l'expiration du Bail.

La provision pour taxes foncières ne pourra être ajustée en cours de bail. Advenant une vente de la propriété et que le Locateur à trop-perçu de loyer pour les Taxes foncières, le Locataire pourra prendre compensation sur un loyer à venir du nouveau Locateur.

4.4 **Ajustement des Frais d'exploitation** : Chaque année, à la date d'anniversaire du Bail, soit le 1er mai, un ajustement automatique des Frais d'exploitation sera fait selon la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour le troisième mois précédant la première journée du Bail et le troisième mois précédant la date d'anniversaire du Bail. Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation

Paraphes	
Locateur	Locataire

est ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par Statistique Canada (Montréal). L'ajustement des Frais d'exploitation annuels ne pourra jamais être supérieur à 4 %.

Le 1er mai 2028 et 2033, le loyer unitaire des Frais d'exploitation sera ajusté à la hausse ou à la baisse à partir des Frais d'exploitation réellement encourus au cours de la période d'une année débutant le 1er janvier et se terminant le 31 décembre précédent la date d'ajustement. Pour ce faire, le Locateur devra, au plus tard un (1) mois avant la date d'ajustement susmentionnée, déposer les états financiers pour l'année en question. Le nouveau loyer unitaire des Frais d'exploitation sera établi, après vérification par le Locataire des états financiers de l'Immeuble pour l'année financière du 1er janvier au 31 décembre de l'année précédant la date d'ajustement. Ce nouveau loyer unitaire sera par la suite indexé le 1er mai de chaque année suivant selon les conditions stipulées au premier paragraphe du présent article.

Pendant la période de réalisation des travaux d'aménagement de rétrocession des espaces, réaliser par le Locateur, viser par l'article 17, le Locataire ne sera pas tenu de payer les frais d'entretien ménager estimés à 1,58 $/pi² pour 2023. Cet arrêt de paiement prendra effet au moment où les Lieux Loués seront sous la responsabilité de l'entrepreneur désigné. Le Locataire recommencera à payer ces frais au moment où il pourra réintégrer ses locaux à la fin des travaux.

4.5 **Services au Locataire** : Les Services au Locataire seront ajustés toutes les années à la date anniversaire du Bail selon le coût réel défrayé par le Locateur. À cette fin, le Locateur devra produire au Locataire, un rapport des Services au locataire comptabilisé séparément.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours de l'année est supérieur au montant des Services au Locataire versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une facture à cet effet.

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant des Services au Locataire versé par le Locataire au Locateur, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même ses versements de loyer jusqu'à pleine compensation.

Paraphes	
Locateur	Locataire

4.6 **<u>Période de gratuité</u>** : Le Locataire ne sera pas tenu de payer le Loyer de base prévu à l'article 4.2 pour un total équivalant à dix-sept (17) mois selon la répartition suivante :

Année 1: le premier (1er) mai 2023 le loyer sera réduit de 104 414,42 $ avant les taxes

Année 2: le premier (1er), mai et le premier (1er) avril 2024 le Locataire ne sera pas tenu de payer son loyer de base sur la superficie restante

Année 3 à 15 : le premier (1er), mai de chaque année, le Locataire ne sera pas tenu de payer son loyer de base sur la superficie restante

4.7 **<u>Allocation pour travaux</u> :**

Le Locateur accorde au Locataire une allocation monétaire au montant de quatre cent mille dollars (**400 000 $**) plus les taxes applicables, pour effectuer les améliorations locatives des Lieux Loués ou des demandes de services additionnels. Le Locataire pourra en tout temps, en tout ou en partie, convertir cette somme en crédit de loyer.

ARTICLE 5
<u>TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS ET DEMANDE DE SERVICES EN COURS DE BAIL</u>

5.1 **<u>Travaux sous la responsabilité du Locataire</u>** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement additionnels à ceux réalisés au début du Bail dans les Lieux loués. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés.

Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix.

Toutefois, si ces travaux influent sur la structure ou les systèmes électromécaniques des Lieux loués, le Locataire devra obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission écrite du Locateur, laquelle ne pourra être refusée ni retardée sans motifs raisonnables.

5.2 **<u>Travaux d'aménagement additionnels et demande de service sous la responsabilité du Locateur</u>** : Si le Locataire demande au Locateur d'effectuer ces Travaux d'aménagement additionnels ou un service, un prix pour ces

Paraphes	
Locateur	Locataire

travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix pour les travaux d'aménagement additionnels, sauf pour les demandes de service, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenue par le Locateur.

Dans tous ces cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire réaliser tous les travaux et les demandes de service, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus cinq pour cent (5 %) ce prix, incluant les Frais d'administration et de gestion ainsi que les profits.

Le Locateur devra réaliser les travaux et les demandes de services dans le délai convenu avec le Locataire.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Nonobstant toute disposition du *Code civil du Québec* ou de toute autre loi concernant l'entretien ou les réparations, Le Locateur doit, à ses frais :

6.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps durant les heures normales d'occupation pendant la durée du Bail en s'assurant que l'Immeuble réponde aux normes d'accessibilité universelle. Le Locataire reconnaît qu'en dehors des heures normales d'occupation, les employés devront utiliser une carte d'accès.

6.2 **Heures normales d'occupation :** fournir à l'occasion dans les Lieux loués, sur demande du Locataire, en dehors des heures normales d'occupation, sans frais additionnels, les mêmes conditions que durant les heures normales d'occupation. Les heures normales d'occupation sont : du lundi au vendredi, entre sept (7) heures et dix-neuf (19) heures.

6.3 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conforme aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables ainsi qu'à celles décrites au Programme fonctionnel et

Paraphes	
Locateur	Locataire

technique, le cas échéant. Dans un tel cas, le Locataire s'engage à remettre préalablement au Locateur ce Programme fonctionnel et technique, qui devra contenir des conditions raisonnables. Il produira à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

6.4 **Entretien ménager :** faire l'entretien ménager de manière écologique des Lieux loués et de l'Immeuble tel que prévu au devis joint au Bail comme Annexe B. De plus, le Locateur devra, sur demande, fournir avec diligence un registre des travaux d'entretien, à l'exception des travaux quotidiens.

Le Locateur s'engage à offrir le service de collecte sélective des déchets et des matières organiques. Dans l'impossibilité d'offrir un tel service, le Locateur avisera le Locataire afin de prévoir une autre alternative pour pallier cette impossibilité.

6.5 **Entretien et réparations à l'intérieur :** maintenir, en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations ainsi que l'Édifice en bon état et propre à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations. De plus, le Locateur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection tel que prévu au devis joint au Bail comme Annexe C.

6.6 **Entretien et réparations à l'extérieur :** maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides;

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant, lorsque requis;

c) nettoyer les graffitis;

d) laver les vitres extérieures.

6.7 **Registre d'entretien :** tenir un registre contenant les informations attestant du bon entretien de l'Édifice suivant les exigences de la Régie du bâtiment du Québec, maintenir ce registre conforme aux exigences de la réglementation en

Paraphes	
Locateur	Locataire

vigueur et permettre au Locataire de le consulter sur demande. Le registre doit contenir, notamment lorsque la réglementation l'exige :

a) des informations d'ordre administratives, permettant d'identifier l'Édifice et décrire ses caractéristiques principales (plan de tous les étages, superficies, équipements, etc.);

b) consignation des données et résultats concernant l'inspection et la mise à l'essai des systèmes de détection et d'alarme incendie, d'éclairage d'urgence, d'alimentation électrique de secours, des dispositifs et d'équipements de protection incendie, des dispositifs d'obturation, des installations de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air (CVCA), de cuisson commerciale, ainsi que les rapports d'exercice d'évacuation;

c) le cas échéant, des données concernant les inspections spécifiques des équipements et fonctionnalités requises de lutte à l'incendie et de contrôle des fumées dans le cas de bâtiment de grande hauteur;

d) le cas échéant, des données concernant les inspections spécifiques des façades, ainsi que les travaux correctifs effectués aux immeubles de cinq (5) étages et plus;

e) le cas échéant, des données concernant les inspections et vérifications spécifiques aux parcs de stationnement étagés assujettis, ainsi que les travaux correctifs effectués.

6.8 **Plan stratégique Montréal 2030 et le Plan Climat 2030** : Prendre connaissance du Plan stratégique Montréal 2030 et le Plan Climat 2030 du Locataire, dont une copie a été remise au Locateur et tenter de s'y conformer.

Le Locateur comprend que l'un des objectifs de ces plans est la réduction de la consommation énergétique et l'émission de GES de l'immeuble. Par conséquent, le Locateur s'engage à remettre, au Locataire, à chaque date d'anniversaire du Bail, les données concernant la consommation énergétique de l'Immeuble. Advenant le refus du Locateur de transmettre l'information demandée au Locataire, celui-ci pourra retenir son loyer jusqu'à ce que l'information soit fournie à la satisfaction du Locataire.

6.9 **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

Paraphes	
Locateur	Locataire

6.10 Température : chauffer, ventiler, climatiser et maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, les conditions suivantes :

Été : température minimale de 21°C et maximale de 26°C;
Taux d'humidité relative maximum de 55 %.

Hiver : température minimale de 20°C et maximale de 24°C;
Taux d'humidité relative minimum de 30 %.

Advenant que la température à l'intérieur des lieux loués soit inférieure ou supérieure à 4°C de ces normes, le Locateur s'engage à négocier avec le Locataire une réduction de loyer afin de compenser la période ou le Locataire n'a pas pu utiliser les Lieux Loués.

6.11 Air frais : maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une gestion d'air frais respectant les normes généralement applicables pour les immeubles locatifs de cette catégorie/usage.

6.12 Eau : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Locataire.

6.13 Éclairage : assurer à ses frais, le remplacement de tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé

6.14 Électricité : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire, et payer le coût de cette consommation électrique.

6.15 Assurance : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locataire.

6.16 Sécurité incendie : assurer, à ses frais, la protection des occupants des Lieux loués, en prenant à sa charge la vérification, l'entretien et la réparation des

Paraphes	
Locateur	Locataire

équipements dans les Lieux loués, notamment le système d'alarme incendie, les extincteurs, les panneaux d'éclairage d'urgence et le système de gicleurs.

Faire parvenir au Locataire, au plus tard le 1er avril de chaque année, une copie d'une attestation de mise à jour annuelle du plan de sécurité incendie signée par un préventionniste d'une entreprise spécialisée dans la préparation de plans de mesures d'urgence.

Fournir un plan d'évacuation des Lieux loués, conformément aux règles en vigueur, en prenant soin d'harmoniser les informations et directives avec les exigences des occupants de l'Édifice en matière de sécurité et d'évacuation.

Procéder, conformément aux règles en vigueur, à l'inspection des extincteurs portatifs et autres équipements de sécurité des Lieux loués et effectuer, avec l'accord du Locataire, tous les travaux requis d'amélioration, réparation, ajustements et remplacements requis.

6.17 Développement durable : respecter les directives 01, 04 et 05 du Plan stratégique de développement durable du Locataire qui est joint au Bail comme Annexe D.

Obtenir des certificats de conformité au code du bâtiment tels que BOMA BEST et/ou LEED-CI argent dans les douze (12) premiers mois de l'entrée en vigueur du présent Bail. Le Locateur remettra au Locataire une copie de la certification et devra maintenir en vigueur cette certification pour toute la durée du Bail et tout renouvellement subséquent du Bail.

6.18 Voies d'accès : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé et que l'accès des piétons soit séparé de celui des véhicules motorisés.

6.19 Signalisation : installer, à ses frais, l'équipement requis pour la signalisation extérieure du Locataire aux endroits qui lui seront désignés par le Locataire. De plus, le Locateur doit installer et fournir, à ses frais, à l'extérieur, dans le hall d'entrée et aux étages, une signalisation conforme aux normes du Locataire.

6.20 Communication et affichage : adresser toute communication au Locataire en français et voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la Charte de la langue française et ses règlements, à savoir que tel affichage soit rédigé en français ou qu'il soit exprimé en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

Paraphes	
Locateur	Locataire

6.21 <u>Désignation de responsables et remise des clés</u> : fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Locateur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoint en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locateur en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Locateur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

6.22 <u>Inconvénients</u> : prendre toutes les mesures raisonnables requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués par le Locataire s'il désire effectuer, à ses frais, des Transformations ou des Travaux de base. Le Locateur devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux loués.

6.23 <u>Stationnement et remisage</u> : assurer au Locataire la pleine jouissance des espaces de stationnement et de remisage, le cas échéant.

6.24 <u>Sous-location et cession</u> : permettre et par les présentes, permet au Locataire de sous-louer les Lieux loués, en tout ou en partie, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

a) le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Locataire en vertu du Bail;

b) le sous-locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée de la sous-location, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que le sous-locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la sous-location, de l'occupation ou de l'usage des Lieux loués, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur; et

c) le Locataire et le sous-locataire demeureront solidairement responsables de l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire prévues au Bail.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Par ailleurs, le Locataire ne pourra céder ses droits dans le Bail à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans motif raisonnable.

6.25 Zonage : s'assurer que le règlement de zonage autorise l'usage prévu du Locataire dans les Lieux loués et devra obtenir, à ses frais, tout permis nécessaire.

Le Locateur devra, à ses frais, exécuter promptement et se conformer à tous les lois, ordres, décrets, ordonnances et règlements émis par les autorités municipales, provinciales ou fédérales et par tout ministère ou service en faisant partie, et par toute autre autorité gouvernementale compétente quant aux Lieux loués, leur occupation par le Locataire où les affaires y étant exercées, sous réserve à ce qu'il s'agisse d'une obligation devant être assumée par le Locateur en vertu du présent Bail.

6.26 Bouteilles à usage unique : Interdire la vente et la distribution de bouteilles d'eau à usage unique à l'intérieur de l'Immeuble, et tendre vers une installation graduelle de fontaines d'eau pourvues d'une fonction de remplissage de bouteille. Le Locataire reconnaît que cette interdiction ne s'applique pas aux locataires déjà en place, sous réserve d'un changement à la règlementation municipale applicable aux occupants ou à l'immeuble.

6.27 Rénovation espaces communs : Le Locateur devra, à ses frais, rendre accessible universellement les salles de bain situées au quatrième (4e) étage, et ce le plus rapidement possible. Au début du bail, le Locateur devra à tout le moins avoir débuté les travaux.

Suivant le choix de l'étage choisi par le Locataire dans la première année du Bail, le Locateur entamera la rénovation esthétique du lobby de l'étage, des salles de bain communes et des corridors de l'étage choisi. Les travaux de rénovation esthétiques du lobby devront être réalisés en même temps que les travaux d'aménagement additionnels des lieux exclusifs du Locataire visés par la clause 17. En date de la signature du bail, le 6e étage est prédestiné à être choisi.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

7.1 Publication : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement, conformément aux

Paraphes	
Locateur	Locataire

dispositions de l'article 2999.1 du *Code civil du Québec* et l'avis de publication devra être préalablement approuvé par le Locateur. Tel avis pourra uniquement décrire les parties, les Lieux Loués et le Terme. À l'expiration du Terme ou à la résiliation du Bail, le Locataire devra publier, à ses frais, tout document de publication requis pour attester de l'expiration du Terme ou de la résiliation du Bail.

7.2 **Usage** : n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureau administratif.

7.3 **Responsabilité et assurance :** tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toute réclamation, de tout jugement, y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toute action intentée contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Locataire se tiendra responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux. Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.

7.4 **Avis :** aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

7.5 **Réparations** : permettre au Locateur de faire toute réparation urgente et nécessaire, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

7.6 **Visites** : permettre, pendant les six (6) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00).

7.7 **Priorité ou hypothèque :** Le Locataire convient de ne pas permettre, faire ou causer quoi que ce soit dans les Lieux Loués qui puisse provoquer la publicité ou l'inscription d'une priorité ou hypothèque, selon le cas, ou créance prioritaire, droit, charge ou affectation quelconque (les « Sûretés ») contre les Lieux Loués ou l'Immeuble.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Il est bien convenu que tout travail effectué ou demandé à être exécuté par le Locataire le sera en son nom, et que le Locataire n'est pas le mandataire du Locateur. Le Locataire veillera à tenir le bâtiment et l'Immeuble franc et exempt de toute Sûreté pouvant résulter de tels travaux, et dédommagera et tiendra le Locateur indemne contre toute réclamation, toute perte, tous frais légaux ou autres, et toute demande se rapportant à de tels travaux.

7.8 **Respect des lois :** Le Locataire devra se conformer aux lois, règlements, codes ou décrets alors en vigueur pendant la durée du Terme.

7.9 **Attestation (Certificat du Locataire) :** Le Locataire doit signer et délivrer au Locateur, dans les 10 jours d'une demande à cet effet, une attestation écrite sous forme de lettre, conforme aux dispositions du présent paragraphe. Cette attestation doit notamment indiquer :

a) la superficie des Lieux Loués;
b) le montant du loyer payable incluant, le cas échéant, les Frais d'occupation;
c) la date d'entrée en vigueur et le Terme.
d) Les options de renouvellement
e) Confirmation que le propriétaire n'est pas en défaut.

ARTICLE 8
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locataire, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, les règles suivantes s'appliqueront :

8.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation et si applicables, les modalités de relocalisation du Locataire.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence,

Paraphes	
Locateur	Locataire

étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

8.2 **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible, mais au plus tard, dans les soixante (60) jours de tels dommages ou destruction et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après. En ce qui concerne les aménagements du Locataire, le Locateur sera tenu de réparer les Lieux loués de manière à redonner au Locataire des aménagements de base. Les aménagements locatifs faits par le Locataire demeurent la responsabilité du Locataire, et le Locateur n'est pas tenu de les reconstruire.

Le Locateur devra faire son possible entre-temps pour relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

Le loyer sera de nouveau exigible à partir du moment où les aménagements de base auront été complétés par le Locateur.

8.3 **Résiliation :** Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, et ce, même si le Locateur décide de procéder aux réparations, de mettre fin au Bail, à condition que le Locataire avise le Locateur par écrit de sa décision avant que le Locateur ait commencé à procéder aux réparations, et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 9
DÉFAUT DU LOCATEUR

9.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locataire, agissant raisonnablement, signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas ou ne commence pas à remédier à ce défaut :

a) dans les dix (10) jours à compter de la réception de cet avis écrit; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, mais qui devra être raisonnable, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui, agissant raisonnablement, s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Locateur devra assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte pas ces frais lorsqu'il en sera requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu du Bail.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, agissant raisonnablement, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locateur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu du Bail.

Toute réparation effectuée par le Locataire pour le compte du Locateur demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier.

Par ailleurs, l'encaissement par le Locateur d'un chèque après toute telle déduction ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle déduction.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées, de façon raisonnable, par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les

Paraphes	
Locateur	Locataire

cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

ARTICLE 11
AMIANTE

11.1 **Déclaration :** Le Locateur déclare qu'il n'y a pas actuellement d'amiante friable dans l'Édifice.

11.2 **Test d'air** : Le Locateur s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans l'Édifice, à en informer le Locataire. Le Locateur devra alors, à ses entiers frais, réaliser un test d'air par année, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CSST). Le Locateur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

11.3 **Correctifs** : Le Locateur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

11.4 **Défaut :** Advenant le défaut du Locateur de respecter les engagements du présent Article 11, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur. De plus, le Locataire pourra réclamer du Locateur tous les coûts raisonnables inhérents à la relocalisation du Locataire.

ARTICLE 12
FIN DE BAIL ET ESPACES RÉTROCÉDÉS

12.1 **Remise en état :** À l'échéance du Bail ou à la date de rétrocession d'un espace, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever, en tout ou en partie, incluant le mobilier intégré, les serrures numériques, les chemins de clés, les composantes du système d'alarme. Dans le cas où le Locataire décide d'enlever les aménagements en tout ou en partie, le Locataire remettra les Lieux loués en aussi bon état et condition qu'au commencement du présent Bail, sauf l'usure et le dépérissement normaux. Il est entendu entre les parties que le Locateur ne pourra exiger du Locataire que les murs soient repeints et que les tapis soient changés. Le Locateur devra, sans frais, remettre au Locataire dans les dix (10) jours suivant la fin du Bail, toute la signalisation du Locataire et, dans la mesure où ceux-ci appartiennent au Locataire, les

Paraphes	
Locateur	Locataire

serrures numériques, les chemins de clés, ainsi que toutes les composantes du système d'alarme.

Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissés dans ou sur les Lieux loués après la rétrocession ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

ARTICLE 13
DIVERS

13.1 Rubriques : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 Renonciation : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 Accord complet : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparlers, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite tout aussi formelle que la présente.

13.4 Force majeure : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, pandémie, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toute autorité gouvernementale et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

13.5 Lois applicables : Le présent Bail est régi par les lois du Québec. Tout différend ou toute procédure judiciaire découlant directement ou indirectement

Paraphes	
Locateur	Locataire

de ce Bail devra être soumis exclusivement aux tribunaux compétents situés dans le district judiciaire de Montréal.

13.6 **Commission :** Toute commission ou autre rémunération de quelque nature que ce soit payable à un courtier ou agent relativement à la présente location sera assumée exclusivement par le Locateur, le tout à la complète exonération du Locataire.

ARTICLE 14
RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

14.1 **Règlement :** Le Locataire a adopté un règlement sur la gestion contractuelle conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le Locateur déclare en avoir pris connaissance.

ARTICLE 15
ANNEXES

15.1 **Énumération :** Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- ► Annexe A : Plan des Lieux loués
- ► Annexe B : Devis d'entretien ménager
- ► Annexe C : Devis d'entretien électromécanique
- ► Annexe D : Plan stratégique de développement durable

15.2 **Interprétation :** En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

ARTICLE 16
ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 **Adresses** : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier ou par courriel aux adresses suivantes :

► **Pour le Locateur** :

Complexe Jules-Dallaire – T3
2820, boulevard Laurier
Bureau 750
Québec (Québec) G1V 0C1

Paraphes	
Locateur	Locataire

À l'attention de : Affaires juridiques
Courriel : legal@cominar.com
Numéro de télécopieur : 418 681-2946

avec une copie au :

3400, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 1600
Montréal (Québec) H3Z 3B8

À l'attention de : Mme Marie-Andrée Boutin
Courriel : marie-andree.boutin@cominar.com
Numéro de télécopieur : 514 931-1618

► **Pour le Locataire :**

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la stratégie immobilière
Division des locations
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8
Courriel : immeubles.locations@montreal.ca

16.2 **Modification** : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

16.3 **Avis** : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

ARTICLE 17
RÉDUCTION DES LIEUX LOUÉS

17.1 **Modalités :** Le Locataire pourra, en tout temps, en tout ou en partie, par phase, à partir de la signature du bail, sans pénalité, remettre au Locateur jusqu'à un maximum de vingt-quatre mille huit cent quarante pieds carrés (**24 840 pi²)** des Lieux loués. Pour se prévaloir de ce droit, le Locataire devra aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au plus tard douze (12) mois avant la date de remise d'espace.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Le Locataire pourra, en tout temps, en tout ou en partie, par phase, à partir de la cinquième (5) année du bail, soit à partir du 1er mai 2028, sans pénalité, remettre au Locateur jusqu'à un maximum de trente-trois mille six cent soixante-treize pieds carrés (**33 673 pi²**) additionnels des Lieux loués. Pour se prévaloir de ce droit, le Locataire devra aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au plus tard douze (12) mois avant la date de remise d'espace.

17.2 **Réduction du loyer :** Si les Lieux loués sont ainsi réduits, le loyer payable sera ajusté au prorata de la nouvelle Superficie locative des Lieux loués par rapport à la Superficie locative de l'Édifice, et ce, à compter de la date de remise de cette superficie par le Locataire.

17.3 **Stationnement :** Lorsque le Locataire exercera son droit de rétrocéder prévu au premier (1er) paragraphe de l'article 17,1, il remettra au Locateur à la date de rétrocession décrite dans l'avis, 14 places de stationnement intérieur. Si le Locataire exerce le droit de rétrocéder prévu au deuxième (2e) paragraphe de l'article 17,1, il remettra au Locateur à la date de rétrocession décrite dans l'avis, 25 places intérieures de stationnement pour les locaux 400 et 530. Si la rétrocession vise le local 520, 3 places intérieures et 2 places de stationnement extérieures seront rétrocédées. Advenant que ces locaux ne soient rétrocédés qu'en partie, le Locataire devra céder des espaces de stationnement selon le ratio établi pour chacun de ces locaux.

17.4 **Libération du Locataire :** Sous réserve des obligations du Locataire relativement à la remise de la portion rétrocédée et du paiement du loyer jusqu'à la date effective de rétrocession, selon le cas, conformément aux termes du Bail, les parties seront, pour le futur, libéré de toutes leurs obligations au terme du Bail pour la portion rétrocédée, sous réserve toutefois des obligations qui, par leur nature ou selon les termes du Bail, doivent survivre à la terminaison du Bail et plus particulièrement, sous réserve de toutes les obligations nées avant la date effective de rétrocession, et des ajustements des frais d'exploitation et taxes foncières, le cas échéant.

17.5 **Modalités Travaux d'aménagement permettant la rétrocession des espaces :** Le Locateur devra réaliser les Travaux d'aménagement permettant la rétrocession des espaces (« Travaux d'aménagement additionnels ») dans le délai convenu avec le Locataire et selon les exigences du Programme fonctionnel et technique rédigé par le Locataire et selon les modalités suivantes :

Paraphes	
Locateur	Locataire

17.5.1 Le Locateur devra embaucher un Expert pour la réalisation des plans préliminaires et les plans d'exécution qui devront être approuvés par le Locataire. Ces plans, une fois approuvés par le Locataire, seront considérés comme finaux et les travaux du Locateur devront être conformes à ceux-ci. L'approbation du Locataire se limite toutefois à l'aspect architectural des Lieux loués et n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité d'effectuer les travaux conformément aux normes et standards prévus au Programme fonctionnel et technique.

17.5.2 Un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix. À défaut d'entente sur le prix, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenue par le Locateur.

17.5.3 Le Locateur et le Locataire conviennent qu'aucun coût supplémentaire (extra), s'il y a lieu, ne sera payé sans avoir fait préalablement l'objet d'une approbation écrite du Locataire.

17.5.4 Si le Locateur effectue des travaux non conformes au Programme fonctionnel et technique ou aux plans d'exécution, il sera responsable de tous les coûts supplémentaires résultant de tous tels travaux.

17.5.5 Dans tous les cas, le Locateur sera responsable de conclure les contrats avec les architectes, ingénieurs, consultants, entrepreneurs, surveillants de travaux et autres intervenants, le tout en son nom et pour son compte. Le Locateur tiendra indemne le Locataire de toute poursuite, action ou réclamation, de quelque nature que ce soit, qui pourrait lui être adressée relativement aux Travaux d'aménagement additionnels.

17.5.6 L'entrepreneur et les principaux sous-traitants devront être des entreprises connues, faisant affaire au Québec et ayant une réputation établie dans le domaine. Le Locataire pourra soumettre une liste d'entrepreneurs que le Locateur s'engage à inviter à soumissionner s'ils lui sont acceptables. Le Locateur s'engage à communiquer au Locataire, par écrit, le nom de l'entrepreneur choisi.

Paraphes	
Locateur	Locataire

17.5.7 Le Locateur devra obtenir un permis de construction et tout autre permis nécessaire dont il fera partie du coût des Travaux d'aménagement additionnels.

17.5.8 Le Locataire pourra suivre l'évolution des Travaux d'aménagement additionnels afin de s'assurer, notamment, que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes. La présence du représentant du Locataire, le cas échéant, n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité quant aux Travaux d'aménagement additionnels.

17.5.9 Le Locateur s'engage à faire en sorte que l'architecte, l'entrepreneur, les sous-traitants, fournisseurs de matériaux et de services, ouvriers et tout autre intervenant coopèrent raisonnablement avec le représentant du Locataire pour permettre à ce dernier de suivre l'évolution des Travaux d'aménagement additionnels afin de s'assurer que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes.

17.5.10 Le Locataire pourra désigner toute autre personne que son représentant désigné pour visiter le chantier pendant les travaux, pour prendre des mesures ou pour faire toute inspection concernant les travaux. Un tel geste ne devra pas être interprété comme étant une prise de possession de la part du Locataire, ni une renonciation à quelque droit prévu au Bail.

17.6 **Fin des travaux :** Les Travaux d'aménagement additionnels devront être terminés et avoir fait l'objet d'une acceptation provisoire selon les modalités prévues à l'article 17.7 au plus tard à la date convenue entre les parties.

17.7 **Acceptation provisoire :** Dès que les Travaux d'aménagement additionnels seront terminés et que les Lieux loués seront prêts à l'usage auxquels ils sont destinés, un Expert accompagné du représentant du Locataire en feront l'examen en vue de leur acceptation provisoire. L'Expert attestera par écrit la conformité des Travaux d'aménagement, sous réserve de certains travaux à corriger ou à parachever dont il dressera une liste. Le certificat de parachèvement des Travaux, lequel indiquera les délais dans lesquels les déficiences devront être corrigées par le Locateur, devra être approuvé par le Locataire. Le délai maximum sera de quinze (15) jours, à moins qu'il s'agisse de travaux d'une complexité nécessitant un délai plus long.

17.8 **Acceptation définitive** : Lorsque tous les Travaux d'aménagement additionnel à corriger et à parachever mentionnés à la liste dressée lors de l'acceptation

Paraphes	
Locateur	Locataire

provisoire auront été complétés, l'Expert attestera par écrit l'acceptation définitive des Travaux d'aménagement additionnels.

Cette acceptation définitive des travaux ne couvre pas les vices ou malfaçons non apparents, de même que les travaux pour lesquels une inspection raisonnable ne peut être faite à cause d'une non-utilisation temporaire ou autre raison similaire, telle que le système de chauffage lorsque l'acceptation des travaux se fait pendant l'été ou la climatisation et l'état du stationnement lorsque l'acceptation des travaux a lieu en hiver.

17.9 **Retard :** Si les Travaux d'aménagement additionnels ne sont pas terminés à la date prévue à l'article 17.6, à moins que le retard soit dû à un acte ou à une faute du Locataire, auquel cas cette date sera reportée d'un nombre de jours équivalant à la période d'un tel retard, le Locataire pourra, à sa seule et entière discrétion, exercer l'une ou l'autre des options suivantes :

a) consentir au Locateur un délai supplémentaire pour lui permettre de terminer les Travaux d'aménagement additionnels, auquel cas les dates prévues au Bail seront reportées en conséquence; ou

b) terminer lui-même les Travaux d'aménagement additionnels, aux entiers frais du Locateur, mais agissant raisonnablement. Le Locataire devra être remboursé pour les coûts de construction raisonnablement encourus (qui comprennent, entre autres, les coûts de base et les coûts accessoires), plus des frais d'administration et de gestion de cinq pour cent (5 %) sur les coûts encourus. Le Locataire sera autorisé à opérer compensation, contre toute somme payable au Locateur en vertu du Bail.

Il est convenu entre les Parties que sur réception par le Locateur de l'avis de rétrocession de 12 mois d'un espace, le Locataire ne sera plus tenu de payer son loyer pour l'espace rétrocédé à compter de l'échéance de la période de 12 mois, à moins qu'un acte ou à une faute du Locataire ait causé le retard auquel cas cette date sera reportée d'un nombre de jours équivalant à la période d'un tel retard.

17.10 **Paiement des travaux d'aménagement additionnels :** Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement additionnels payé par le Locateur, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur, les frais d'administration et de gestion de cinq pour cent (5 %) et les honoraires professionnels, seront payés par le Locataire de la façon suivante : quatre-vingt-cinq pour cent (85 %) lors de l'acceptation provisoire et solde, soit quinze pour cent (15 %), lors de l'acceptation définitive.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 18
RECONNAISSANCE

18.1 Les parties reconnaissent et conviennent que les obligations du Locateur en vertu du présent Bail ne lient pas personnellement les fiduciaires du Fonds de placement immobilier Cominar, ni aucun détenteur de parts du Fonds de placement immobilier Cominar (un « Détenteur »), ou tout participant en vertu d'un régime pour lequel un Détenteur agit à titre de fiduciaire ou de porteur, et il n'existe aucun recours, et aucun recours ne sera entrepris, contre l'une ou l'autre des personnes qui précèdent ou leurs biens respectifs, et que tout recours ne sera qu'à l'encontre des biens du Locateur. Sans limiter la portée générale de ce qui précède, chaque Détenteur et chaque participant, en vertu d'un régime pour lequel un Détenteur agit à titre de fiduciaire ou de porteur, a droit aux bénéfices de la seconde phrase de l'article 1322 du *Code civil du Québec* en regard des obligations ci-avant mentionnées.

[Signatures sur la page suivante]

Paraphes	
Locateur	Locataire

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective et acceptent de recevoir leur copie du Bail signé électroniquement.

Le 2 février 2023

LE LOCATEUR

ALEX AVERY, RENZO BARAZZUOL, NAVDEEP GILL, STEPHEN LOUKAS, SAMIR MANJI, BRETT MILLER, BEN RODNEY, RYAN ROSS ET JONATHAN WENER, chacun en sa qualité de fiduciaire de et pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar

Par : Sébastien Dubois

Par : Marie-Andrée Boutin

Le _____ 2023

LE LOCATAIRE

VILLE DE MONTRÉAL

Par : Domenico Zambito

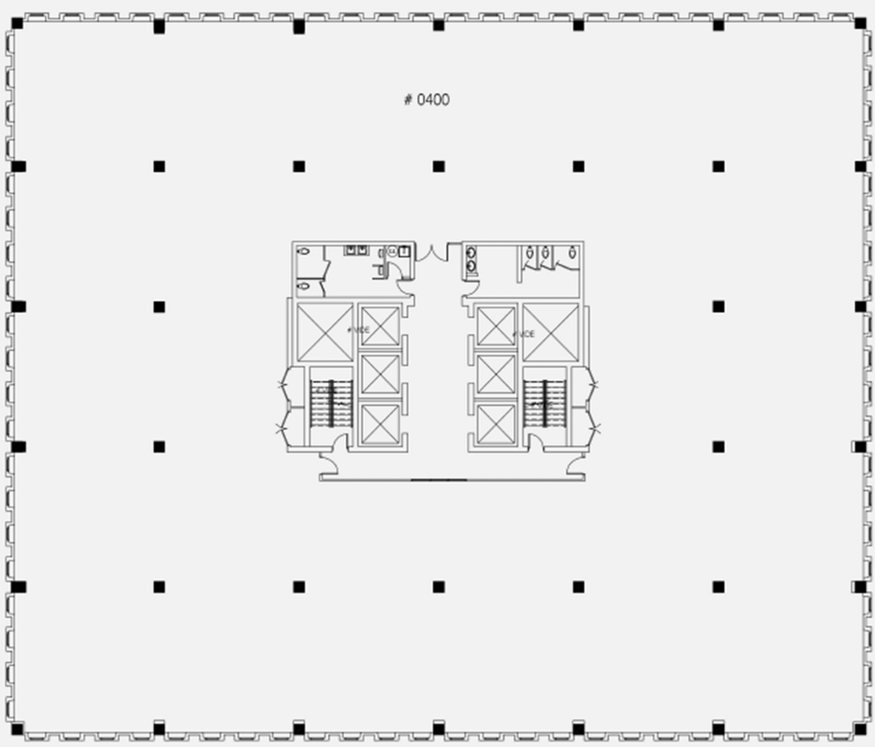
Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe A

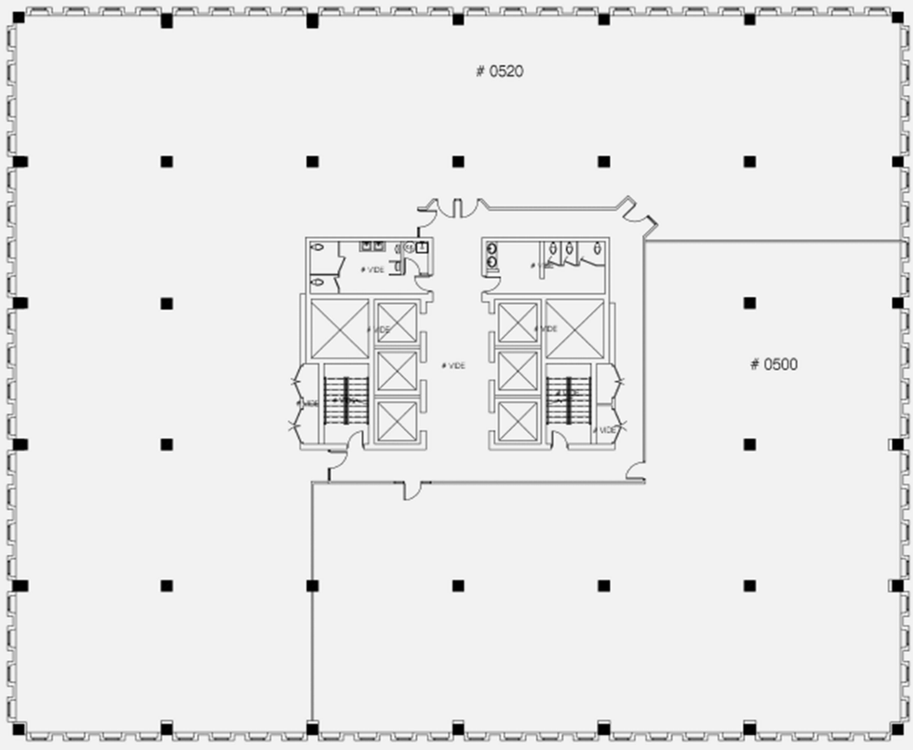
Plan des Lieux loués

Paraphes	
Locateur	Locataire

PLAN 4E ÉTAGE

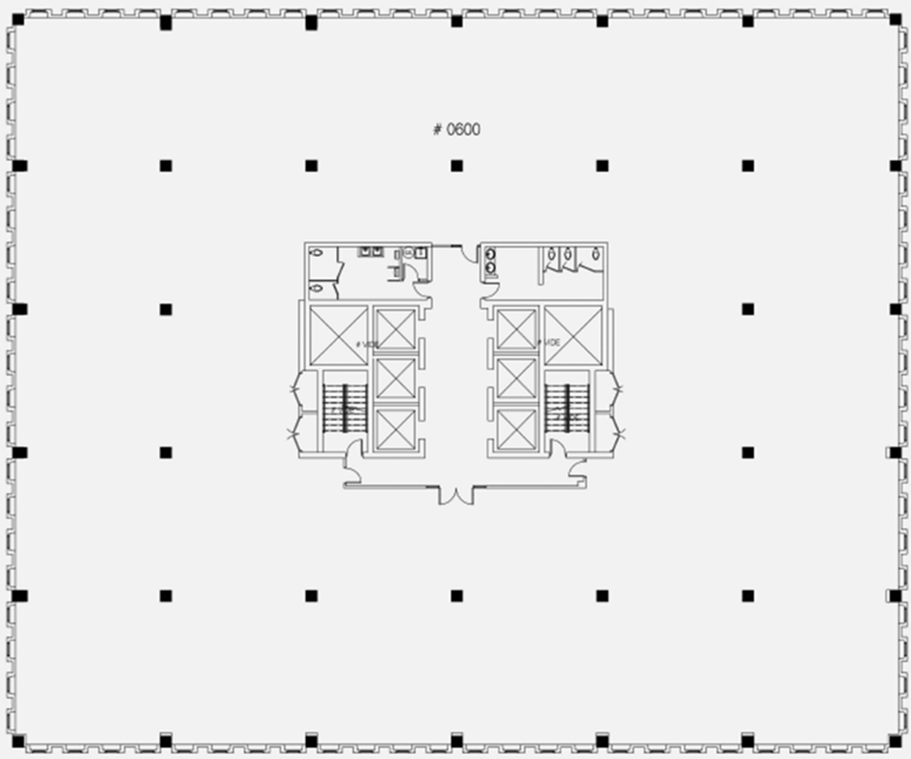


PLAN 5E ÉTAGE

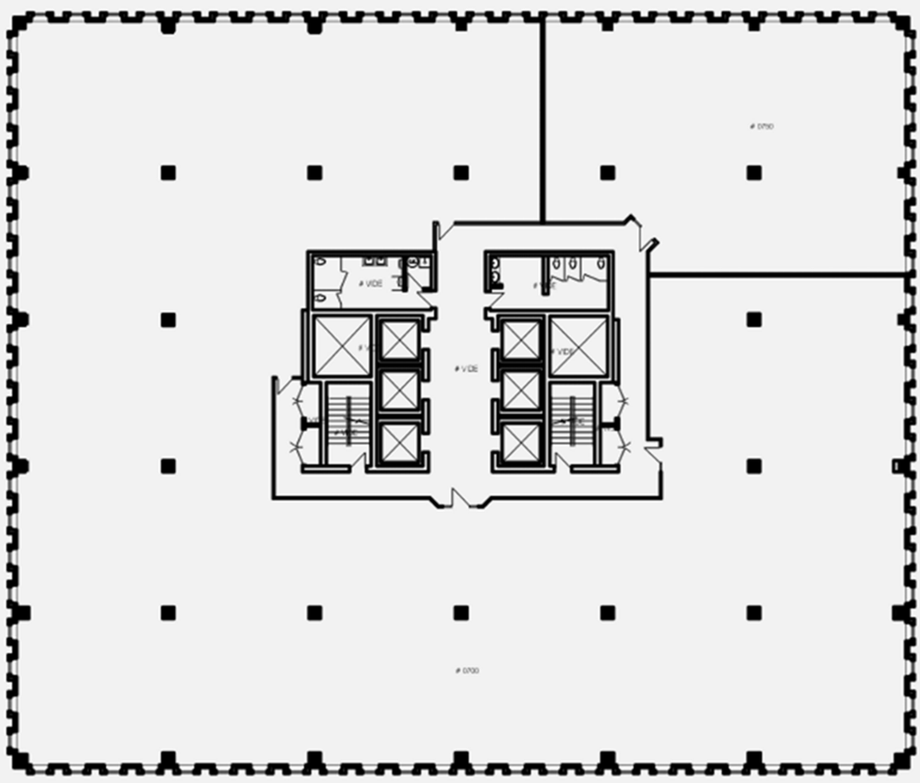


Paraphes	
Locateur	Locataire

PLAN 6E ÉTAGE



PLAN 7E ÉTAGE



Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe B

Devis d’entretien ménager

Paraphes	
Locateur	Locataire

GÉNÉRALITÉS

6.1.1 PORTÉE

Le Locateur doit fournir toute la main-d'œuvre, les matériaux, les échafaudages, les outils et autres accessoires nécessaires pour exécuter tous les travaux décrits au présent chapitre au même niveau de qualité, quelles que soient les fluctuations d'occupation et d'achalandage et la période de l'année. Les matériaux utilisés ne doivent pas détériorer les biens du Locataire, ni être nocifs pour la santé.

6.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien ménager doivent être effectués après 17:00 heures, tous les jours indiqués au tableau intitulé "LISTE DES TRAVAUX ET FRÉQUENCES". À son départ, le responsable de l'entretien ménager doit vérifier les portes et les fenêtres afin qu'elles soient fermées et verrouillées.

Toutefois, le Locataire pourra en tout temps, par avis écrit au Locateur, changer cet horaire en tout ou en partie. Cet avis devra toutefois parvenir au Locateur sept (7) jours avant son entrée en vigueur.

6.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

Les employés du Locateur ne doivent déplacer aucun papier, document ou objet laissé sur le mobilier. En aucune circonstance, il n'est permis aux employés du Locateur d'ouvrir les tiroirs du mobilier.

Il est strictement interdit de déposer les chaises, paniers à papier, etc., sur le mobilier, à moins d'avoir, au préalable, recouvert les meubles d'une toile protectrice appropriée. En aucun cas, le personnel ne doit se servir du mobilier, comme échafaudage pour exécuter ses travaux.

6.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS

Le Locateur doit fournir sur demande du Locataire les renseignements énumérés ci-dessous au Locataire, pour chaque employé, dès le début d'occupation des lieux par le locataire. Par la suite, il doit faire de même pour toute modification de personnel.

Renseignements requis:

- le nom de l'employé
- sa date de naissance

6.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

Le Locateur doit fournir un registre des travaux d'entretien à l'exception des travaux quotidiens.

6.2 EXIGENCES FONCTIONNELLES

6.2 .1 DISPOSITION DES ORDURES/GESTION DES DECHETS

Toute ordure doit être transportée quotidiennement en dehors des espaces loués au point central d'entreposage des ordures. Le Locateur doit disposer des ordures en se conformant au service de collecte des ordures et à son calendrier et défrayer le coût de tout service additionnel. De plus, le Locateur devra s'assurer que la collecte des ordures à l'intérieur des lieux loués inclut un processus de

Paraphes	
Locateur	Locataire

recyclage de papier et une collecte de compost dans les cafétérias et cafés si requis.

6.2.2 APPAREILS D'ÉCLAIRAGE

Le Locateur doit remplacer à ses frais les ampoules, les démarreurs, les régulateurs et les tubes fluorescents dès qu'ils sont défectueux ou brûlés et nettoyer en même temps les luminaires. Ces frais seront rechargés au Locataire.

Mettre en place un programme pour maintenir le niveau de mercure en dessous de la limite de 100 picogrammes/lumen heure pour toutes les ampoules contenant du mercure, par moyenne pondérée de toutes les ampoules contenant du mercure pour le bâtiment existant et son terrain. Lors du remplacement d'un ballast de fluorescent, le nouveau ne contiendra aucun BPC.

6.2.3 LOCAL POUR ENTRETIEN MÉNAGER

Les locaux mis à la disposition des préposés à l'entretien ménager doivent être propres en tout temps. Ils ne doivent pas dégager de mauvaises odeurs et doivent être désinfectés au besoin.

6.2.4 ENTRÉES

Du 15 mai au 1er novembre, les entrées extérieures doivent être balayées et lavées aussi souvent que nécessaire.

De plus, du 1er novembre au 15 mai, les entrées extérieures doivent être déneigées et maintenues libres de toute glace, boue et sable. Le Locateur doit fournir, installer et entretenir des tapis absorbants, avec bordure de caoutchouc, dans les vestibules, les halls d'entrée, etc. Dans des conditions particulières, le Locataire pourra exiger des tapis supplémentaires.

En tout temps, les entrées principales et de service seront maintenues libres de débris tels que papiers, cartons, boites vides, etc.

Toutes les entrées où il y a une forte circulation seront munies de systèmes d'entrée permanents (paillassons, grilles gratte-pieds, etc.) pour capter la saleté, les particules, etc.

6.2.5 STATIONNEMENT

Le stationnement sera nettoyé en tout temps et maintenu libre de glace.

6.3 TRAVAUX

6.3.1 DÉTACHAGE QUOTIDIEN

En plus des activités journalières indiquées dans ce chapitre, le Locateur doit effectuer le détachage quotidien de toute surface qui le nécessite. Tout élément chromé ou en acier inoxydable doit être tenu exempt de taches et d'empreintes digitales.

6.3.2 LUMINAIRES

Au besoin, le Locateur doit nettoyer les diffuseurs intérieurs et extérieurs de toute accumulation d'insectes.

6.3.3 FOURNITURES / ÉQUIPEMENTS

Les poubelles et récipients doivent être munis de sacs de plastique avec un

Paraphes	
Locateur	Locataire

contenu recyclé post-consommation d'au moins 50%.

Ces derniers devront être remplacés une fois par semaine ou plus fréquemment, à la demande du Locataire, lorsqu'il y a des risques de contamination et de dégagement de mauvaises odeurs.

Le Locateur doit installer et pourvoir en matériel tous les accessoires requis dans les salles de toilette: essuie-mains ou séchoirs, savon liquide ou autres, papier hygiénique (2 plis), désinfectant, miroir, poubelle sanitaire, gobelets de papier, réceptacle et distributeur de serviettes sanitaires. De plus, le Locateur doit également installer et pourvoir en matériel tous les accessoires requis dans les salles de repos spécifiquement les essuie-mains et le savon liquide ou autre.

Tous les produits d'entretien ménager doivent être écologiques.

6.3.4 PLANCHERS

Pour le décapage des planchers recouverts de linoléum, de carreaux de linoléum ou de vinyle, etc., de même que pour le lavage des tapis à la machine, tout le mobilier y compris les écrans acoustiques, les plantes, etc., à l'exception des classeurs et des armoires, doivent être déplacés et replacés au même endroit par le Locataire.

Toutefois, étant donné leur fragilité, les appareils informatiques et les meubles avec annexe ne seront pas déplacés.

Le Locateur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour prévenir les taches de rouille ou autres sur le plancher. Il sera de plus tenu responsable de tout bris et de toute détérioration causés au mobilier et au revêtement au cours de ces travaux, sauf si un tel bris ou détérioration résulte du déplacement ou replacement du mobilier par le Locataire.

6.3.5 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES

Le lavage de vitres comprend le lavage des vitres proprement dites, des meneaux, des cadres et des châssis.

6.3.6 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES (suite)

Lorsque les fenêtres sont ouvrantes et non scellées, toutes les surfaces de verre et de cadre doivent être lavées. Le démontage et la remise en place des contre-fenêtres, moustiquaires ou autres, requis pour le lavage doivent se faire en assurant une coordination du lavage des deux côtés de la surface vitrée (intérieure ou extérieure).

6.3.7 GARNITURES DE FENÊTRES

Dans le cas de garnitures de fenêtres qui appartiennent au Locataire, toute défectuosité qui nécessite une réparation doit être rapportée par écrit à ce dernier. Si les défectuosités ne sont pas rapportées avant d'enlever le store ou les tentures, le Locataire considérera qu'ils ont été endommagés durant le nettoyage et le Locateur devra les remettre en bon état à ses propres frais.

Le nettoyage doit être fait selon les recommandations du fabricant. De plus, le Locateur doit faire des essais de nettoyage sur les draperies afin de prévenir toute détérioration, en particulier le rétrécissement, la décoloration et la dégradation du traitement ignifuge des draperies.

Les garnitures doivent être réinstallées à leur place respective. Au besoin, les ajuster afin d'en assurer le bon fonctionnement.

Paraphes	
Locateur	Locataire

6.3.8 CONTROLE DES ORGANISMES NUISIBLES

Mettre en place et gérer une politique de lutte intégrée contre les organismes nuisibles à l'intérieur du bâtiment de manière à minimiser le recours à des produits à haute toxicité.

La politique mettra en vigueur :

- Les méthodes intégrées ;
- Les inspections de bâtiment ou d'organismes nuisibles ;
- Des contrôles de population d'organismes nuisibles ;
- Une analyse du besoin de lutte intégrée contre les organismes nuisibles ;
- Une ou plusieurs méthodes de lutte intégrée, incluant le nettoyage, des réparations structurales, des contrôles mécaniques et vivants, d'autres méthodes non-chimiques et, si des moyens non toxiques sont irréalistes, le recours au pesticide le moins toxique possible.

Ce plan doit être accompagné d'une stratégie de communication et d'un programme de formation des occupants. On doit y retrouver la liste des produits potentiellement toxiques, les coordonnées de la personne responsable à contacter en cas d'intoxication, l'information pertinente sur le produit (fiches MSDS).

Un avis doit être émis à tous les occupants 72 heures avant l'épandage d'un produit toxique. Indiquer dans le plan les circonstances où cette règle ne pourrait être respectée et avisées au moins 24 heures à l'avance avant l'application en urgence de tout produit.

6.4 TÂCHES À ACCOMPLIR

6.4.1 LISTE

Les tâches à accomplir sont énumérées à la liste des tâches et fréquences ci-jointes. Les exigences minimales établies dans cette liste ne limitent en rien la responsabilité du Locateur d'effectuer, selon les règles du métier, tous les travaux d'entretien requis pour assurer toute la qualité et la continuité de service exigées au présent chapitre, en tenant compte des fluctuations physiques périodiques et irrégulières.

6.4.2 FRÉQUENCE

Les fréquences énoncées pour chaque tâche sont un strict minimum requis que le Locateur doit ajuster selon les besoins. Quels que soient l'utilisation, le taux d'occupation, l'achalandage du public, la période de l'année, etc., il doit assurer toute la qualité et la continuité de services exigés au présent chapitre et cela à la satisfaction du Locataire.

Paraphes	
Locateur	Locataire

LISTE DES TÂCHES ET FRÉQUENCES

LÉGENDE

J	tous les jours
2J	tous les 2 jours
S	toutes les semaines
2S	toutes les 2 semaines
M	tous les mois
4A	4 fois par année (aux 3 mois)
2A	2 fois par année (aux 6 mois)
1A	4 fois par année (aux 3 mois)
B	2 fois par année (aux 6 mois

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
1. PLANCHERS SANS TAPIS	vadrouillage humide	J+B
	lavage et rinçage	J+B
	décapage, cirage et polissage	2A
2. ESCALIERS	vadrouillage	S
rampes pour handicapés	rampes pour handicapés	S
3. PLANCHERS AVEC TAPIS	nettoyage à la machine	2A
aires de circulation	aspiration au complet	J
aires de bureaux	aspiration au complet	2S
4. PLANCHER SURÉLEVÉ DE SALLE D'INFORMATIQUE	aspiration	J
	nettoyage au linge humide et vadrouille	B
5. GRILLE ET BASSIN GRATTE-PIEDS, PERRON, GALERIE,ESCALIERS, ETC	nettoyage	S+B
6. PLAFOND	nettoyage ou détachage (si requis)	B
7. MURS ET CLOISONS	époussetage et lavage	1A
fini tapis	détachage	B
fini plâtre, bois, placoplâtre, briques	aspiration	M
8. ÉCRANS ACOUSTIQUES	détachage	B
	aspiration	1A
	époussetage	M
9. VITRES		
portes et cloisons d'entrée vitrées	lavage	S
portes et cloisons intérieures vitrées	lavage	2S+B
fenêtres: - vitres intérieures	lavage (mai et octobre)	2A
vitres extérieures	lavage (mai, août, octobre)	3A
cloisons vitrées de sécurité	nettoyage	S+B
rez-de-chaussée. extérieures	lavage	M
10. FENÊTRES	nettoyage	M
appui et rebord	époussetage	M
11. STORES		
verticaux	nettoyage	1A
horizontaux	nettoyage	2A
12. PORTES et cadres de portes	nettoyage	M+B
13. SALLES polyvalente, rencontre de groupes et entrevue (multiservice)	entretien et nettoyage régulier	J

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
14. CUISINES - AIRES DE REPOS		
planchers	lavage	J+B
murs	époussetage et détachage	B
	lavage	J
mobilier (comptoir)	lavage	J
céramique	lavage	S+B
Lave-vaisselle	lavage	B
	vider	B
papier, serviettes	approvisionnement	J
savon	approvisionnement	J
compost	vider les contenants dans le bac à compost central	J
15. SALLES DE TOILETTES		
planchers	lavage et balayage	J+B
	décapage	M
murs (céramique)	lavage	J
cloisons (intér.)	détachage	B
	lavage complet	S
cloisons (ext.)	lavage	S
murs	lavage	S
urinoirs	lavage et désinfection	J
cuvettes et sièges	lavage et désinfection	J
éviers et douches	lavage et désinfection	J
miroirs	lavage	J
réceptacle à savon	lavage	J
séchoirs à main	lavage	J
poubelles + accès.	désinfection	J
sacs de plastique	remplacement	J
papier et serviettes	approvisionnement	J
savon	approvisionnement	J
désinfectant	approvisionnement	J
16. ASCENSEURS		
planchers, mains courantes	nettoyage	J
intérieur	nettoyage complet	S
rainures de portes	nettoyage complet	S
portes et encadrement	nettoyage où requis	J
plafond	nettoyage complet	1A
17. ESCALIERS MÉCANIQUES		
rainures, mains courantes	nettoyage et aspiration	J
panneaux métalliques	nettoyage	S
18. MONTE-CHARGE		
planchers	nettoyage	J
cabine	nettoyage	S

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
19. MOBILIER		
chaises et fauteuils bois,cuirette, plastique, fibre de verre	lavage	4A
tissus	aspiration	1A
	détachage	B
bureaux, tables, classeurs et étagères	époussetage	S
	détachage	B
	lavage	1A
20. FONTAINES À BOIRE	nettoyage	J
	désinfection	2S
21. CENDRIERS	vider et nettoyer	J
	changer le sable	M
corbeilles à rebuts	vider et nettoyer	J
poubelles à déchets alimentaires	vider,nettoyer et désinfecter	J
22. BACS DE RÉCUPÉRATION		
aux postes (papier)	vider dans bac de récupération de papier principal du bâtiment	J
du département ou de l'étage (papier, carton, verre, plastiqueet métal)	vider dans bacs de récupération principaux du bâtiment	J
23. TÉLÉPHONES		
appareils de bureau	nettoyage	M
appareils dans la salle multiservice	nettoyage en profondeur	S
24. TABLEAUX POUR ÉCRIRE	nettoyage et lavage	J
25. BABILLARDS D'AFFICHAGE	époussetage	M
26. EXTINCTEURS	époussetage	M
	lavage	1A
27. ARMOIRES BOYAUX INCENDIE	époussetage	1A
	lavage	1A
28. PANNEAUX SIGNALISATION		
(interne)	époussetage	2A
(externe)	lavage	2A
29. RADIATEURS, CALORIFÈRES,CONVECTEURS	époussetage	S
	nettoyage	2A
30. GRILLES, DIFFUSEURS D'AIR	nettoyage	1A
31. GARAGE ET ENTREPOT	lavage du plancher	B+2A
	nettoyage des murs	1A

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
32. ÉCLAIRAGE INCANDESCENT ET FLUORESCENT (luminaires, diffuseurs,réflecteurs, lampes)	nettoyage à l'aide d'une solution antistatique	1A+B
33. AIRES PAVÉES, COURS INTÉRIEURS STATIONNEMENT	nettoyage	B
34. BACS DE COMPOSTAGE		
dans les cafés des départements, dans les salles de repos	vidé dans le bac de compostage central du bâtiment., nettoyer les contenants locaux	J
	entretenir le bac à compost central et assurer son fonctionnement	B
	récolter le compost du bac central et le distribué selon les directives du programme retenu.	B

6.5 TÂCHES DU PROPRIÉTAIRE

6.5.1 AJUSTER LES POLITIQUES D'APPROVISIONNEMENT

Une fois l'audit des déchets est complétée, ajuster les politiques d'approvisionnement pour répondre aux résultats en réduisant la quantité de déchets de l'édifice le plus possible à la source (ex. choisir des produits avec un emballage recyclable, ou sans emballage).

6.5.2 FORMATION DES USAGERS DU BÂTIMENT

Mettre en place et gérer un programme d'éducation et de sensibilisation des usagers au programme de recyclage et tri des déchets du bâtiment. S'assurer que les bacs locaux de recyclage (par étage ou département) sont clairement identifiés et accessibles aux usagers.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe C

Devis d’entretien électromécanique

TABLE DES MATIÈRES

7.1 GÉNÉRALITÉS

7.1.1 PORTÉE
7.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX
7.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ
7.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS
7.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

7.2 TRAVAUX

7.2.1 COMPÉTENCE DU PERSONNEL
7.2.2 RELAMPAGE PONCTUEL
7.2.3 CERTIFICATION DES TRAVAUX

7.1 GÉNÉRALITÉS

7.1.1 PORTÉE

Le Locateur doit fournir toute la main-d'oeuvre, les matériaux, les pièces de remplacement, les échafaudages, les outils spécialisés et autres accessoires nécessaires pour exécuter tous les travaux décrits au présent chapitre quelle que soit la période de l'année. Les matériaux ou les méthodes utilisés ne doivent pas détériorer la qualité de vie des usagers des locaux loués ni être nocifs pour la santé.

7.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien d'équipement et de protection qui risquent d'affecter significativement la bonne opération des systèmes devront être effectués après les heures normales de travail, sauf en cas d'impondérable majeur. Dans ce cas, le Locateur devra prendre les mesures nécessaires afin de limiter les inconvénients au Locataire. À son départ, le responsable de l'entretien doit s'assurer que tous les systèmes soient opérationnels.

Toutefois, le Locateur pourra, après entente avec le Locataire et confirmé par avis écrit, modifier raisonnablement cet horaire. Cet avis devra toutefois parvenir au Locataire dix (10) jours avant son application.

7.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

Le Locateur et/ou ses représentants doivent assurer la protection des biens du Locataire et de ses occupants.

7.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS

Dès le début de l'occupation des locaux loués par le Locataire et à sa demande, le Locateur doit lui fournir la liste du personnel ou des entrepreneurs qui assureront l'entretien des équipements électromécaniques. Par la suite, il doit faire de même pour toute modification de cette liste.

Renseignements requis pour les responsables: noms, numéros de téléphone, adresses postales, adresses Internet (si disponible).

7.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

Trente (30) jours après l'occupation des lieux par le Locataire, le Locateur doit lui remettre un registre des travaux d'entretien électromécanique ainsi que la fréquence de ces travaux.

7.2 TRAVAUX

7.2.1 COMPÉTENCE DU PERSONNEL

Le Locateur devra à ses frais assurer l'entretien de tous les équipements électromécaniques du bâtiment. Les travaux devront être exécutés par du personnel qualifié ou par des entrepreneurs externes qualifiés.

7.2.2 RELAMPAGE PONCTUEL

Le Locateur procédera, suite à sa vérification, dans un délai de 24 heures au remplacement de fluorescent et transformateur d'allumage (ballast) défectueux.

7.2.3 CERTIFICATION DES TRAVAUX

Un certificat écrit et signé par le Locateur ou par l'entrepreneur externe devra être envoyé par courrier certifié une fois l'an, confirmant que les travaux d'entretien des disciplines ci-dessous mentionnées ont été effectués ainsi que la fréquence de cet entretien respectée ;

- transport vertical;
- alarme-intrusion;
- protection-incendie;
- alarme-incendie;
- éclairage d'urgence;
- tous les équipements électriques (entrée principale, distribution, etc.) ;
- tous les équipements mécaniques (ventilation, chauffage, climatisation, plomberie, circuit d'eau chaude et réfrigérée, pompes, filtres, humidificateur, volets, persiennes, et tous les autres équipements nécessitant de l'entretien);
- toute la régulation automatique (micro-climat etc.).

Annexe D

Les directives 01, 04 et 05

du Plan stratégique de développement durable

Directive # 01
Peinture sans composés organiques volatiles

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal et vise à promouvoir l'utilisation de produits sains *(ou écologiques)* pour une meilleure qualité de l'environnement intérieur dans les projets d'entretien/rénovation/agrandissement/construction de bâtiments de la Ville de Montréal.

1. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux projets d'entretien, de réaménagement, de rénovation, d'agrandissement ou de construction des bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

2. DÉFINITIONS

C.O.V. : composés organiques volatiles qui sont considérés comme un danger pour l'environnement car ils contribuent à réduire la qualité de l'air intérieur. Les C.O.V. peuvent s'avérer un irritant avec des effets variables sur la santé d'une personne à l'autre. Les effets comprennent la toux, les maux de tête, les étourdissements ou des malaises plus graves. (sources : Environnement Canada et SCHL)

Peinture sans C.O.V. : peinture ne dégageant pas de composés organiques volatiles.

3. OBJET

Lorsque l'usage permet l'utilisation de peinture à base d'eau, utiliser des peintures sans C.O.V. Les peintures sélectionnées devront avoir obtenu le certificat environnemental « Green seal » émis par le « Master Painters Institute » (MPI).
Lorsque l'usage requiert des peintures à base de solvant chimique, favoriser les produits avec la plus faible teneur de C.O.V. disponible sur le marché et figurant sur la liste des produits approuvés du MPI Green Performance Standard. Pour information consultez le site internet : http://www.specifygreen.com/APL/ProductIdxByMPInum.asp

4. RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. Pour tout commentaire relativement à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais (acazelais @ville.montreal.qc.ca) qui les acheminera au comité.

5. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types ou par l'approvisionnement de peintures sans C.O.V. pour les projets en régie.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction de immeubles. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

Directive # 04
Utilisation de produits d'entretien sains et produits de papiers

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal et vise à promouvoir l'utilisation de produits sains *(ou écologiques)* pour une meilleure qualité de l'environnement intérieur dans les projets d'entretien/rénovation/agrandissement/construction de bâtiments de la Ville de Montréal.

1. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

2. DÉFINITIONS

(Produits sains ou écologique). Produits identifiés avec le sceaux (Green Seal) ou avec le logo programme choix environnemental du (P.C.E.)

3. OBJET

Obliger les entrepreneurs/locateurs à utiliser les produits écologiques disponibles afin de minimiser l'impact environnemental aussi bien à partir de la production que leur utilisation et finalement leur disposition.
Les entrepreneurs/locateurs doivent fournir la liste des produits avec leur soumission au représentant du directeur.

Les produits d'entretien sains et les produits de papiers homologués possibles sont:

- (Green Seal) veuillez consulter la liste à l'adresse suivante *http://www.greenseal.org/findaproduct/index.cfm*
- (P.C.E.) choix environnemental veuillez consulter l'adresse suivante *http://www.environmentalchoice.com*

Dans le cas des produits non listés, tels que les nettoyants à tapis et des décapants à planchers, le soumissionnaire doit favoriser les produits répondant aux normes les plus strictes. De plus l'utilisation de produit sans composé organique volatile (COV) et sans chlore doit être préférée. L'acceptation de produits ne répondant pas à une des normes citées précédemment est à la discrétion du directeur.

RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. Pour tout commentaire relatif à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais qui les acheminera au comité.

4. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types ou par l'approvisionnement de produits sains pour les projets en régie.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction de immeubles. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

Directive # 05
Gestion des déchets de construction

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal. Elle vise à détourner de l'élimination dans un site d'enfouissement les déchets de CRD (déchets issus de la construction, de la rénovation ou de la démolition) dans les projets d'entretien / construction / rénovation / agrandissement / démolition de bâtiments de la Ville de Montréal.

L'importance de cette directive découle du fait que les déchets de CRD représentent environ 30% des matières résiduelles générées au Québec, soit 3,5 millions de tonnes produites chaque année. Or, on estime que 90% de ces résidus de CRD peuvent être mis en valeur et, ainsi, détournés de l'enfouissement (source : Recyc-Québec).

Le recyclage des résidus de CRD permet de réduire l'impact sur l'environnement créé lorsqu'ils sont enfouis (par exemple, contamination de la nappe phréatique par les liquides qui se dégagent de la décomposition du gypse ou du bois, biogaz dégagés dans l'atmosphère par la décomposition du bois)

De plus, dans certains cas, la récupération des matériaux permet de réduire les coûts de démolition, notamment lorsque la quantité de métaux non ferreux à récupérer est importante. Cette affirmation sera d'autant plus vraie que les coûts de disposition des déchets dans les sites d'enfouissement augmenteront bientôt de façon significative en raison de la fermeture du site d'enfouissement au Complexe environnemental Saint-Michel.

2. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux projets d'entretien, de construction, de rénovation, d'agrandissement ou de démolition des bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

3. DÉFINITIONS

Déchets de CRD : déchets de construction, rénovation, démolition. Ce terme désigne toutes les matières résiduelles amenées et produites sur un chantier ainsi que les éléments non-utilisés laissés sur place. Les déchets de CRD inclus également les déchets générés par les travailleurs (canettes, papiers, etc.) et les emballages.

Valorisation des déchets de CRD : la collecte, la transformation, la commercialisation et l'utilisation de matériaux qui ont été détournés ou récupérés du volume des déchets

solides qui autrement auraient été éliminés dans les sites d'enfouissement. Y est incluse la valorisation énergétique autant que le recyclage et la réutilisation.

Réutilisation : la stratégie de remettre les matériaux ou équipements en utilisation active dans la même capacité ou dans une capacité similaire avec ou sans restauration / ré usinage.

Déconstruction sélective : Façon d'effectuer la démolition en tout ou en partie d'un bâtiment en démantelant et en triant les composantes et les matériaux résiduels sur place lors des travaux. Le but est d'améliorer la valeur des matières en augmentant leur possibilité de réemploi et de favoriser les conditions de mise en marché. L'entrepreneur s'occupe alors lui-même de trouver des débouchés pour ces différents matériaux. Il en va de son propre profit. Le processus peut être un peu plus long qu'une démolition conventionnelle mais il est généralement moins dispendieux.

Filière d'élimination : Lieux d'élimination des déchets (récupération, recyclage, enfouissement, etc.).

Séparation à la source : le tri des déchets de CRD directement au chantier en fonction du type de matière (ex. : bois, métal, granulats, etc.) en vue d'une réutilisation immédiate, de leur revente à des récupérateurs / recycleurs pour fin de valorisation.

Métaux non-ferreux : aluminium, cuivre, plomb, zinc. Ces métaux ont une grande valeur de revente. La valeur de revente des métaux non-ferreux diminue beaucoup s'ils sont mélangés dans un même conteneur avec des métaux ferreux. Les métaux ferreux transformés tels que l'acier inoxydable et le laiton ont une valeur moindre sur le marché.

4. OBJET

- **Pour les travaux d'entretien** effectués par le personnel de la Ville, les déchets de CRD doivent être envoyés dans l'un des six (6) écocentres. Les résidus de CRD y sont acceptés gratuitement dans la mesure où ils sont livrés par un véhicule municipal de taille moyenne (les véhicules à benne versante sont refusés). Les catégories de déchets triés récupérés dans les écocentres pour valorisation sont :

Le bois	La terre
Le métal	Les résidus verts
Le roc et le béton	Les matières recyclables (carton, papier, verre, plastique)

Les matériaux ou objets réutilisables tels que lavabos ou autres peuvent également être déposés dans les entrepôts du réemploi des écocentres qui favoriseront par la suite leur réutilisation. Ils peuvent également être envoyés dans un centre de réemploi tels que ceux cités plus loin (Boytech, Habitat pour l'Humanité).

Les déchets dangereux tels que peintures, tubes fluorescents, détecteurs de fumée et batteries ne sont acceptés par les écocentres qu'en petite quantité. Les quantités plus importantes doivent être envoyées chez des récupérateurs spécialisés tels que :

- AMB inc.
  4450, rue Garand, St-Laurent Qc (514) 332-7577
- Consortium Écho-Logique
  9705, rue Clément, LaSalle Qc (514) 323-2999
- Recycleur de lampes fluorescentes Contech inc.
  725, av. Meloche, Dorval Qc (514) 637-3111

Pour plus d'informations et pour les adresses, consulter le guide de gestion des Écocentres (voir les références Internet).

- **Pour les chantiers de construction neuve et de rénovation,** il faut planifier les travaux et rédiger les documents d'appels d'offres de façon à :
  - Spécifier le maximum de matériaux fabriqués à partir de produits recyclés et le maximum de matériaux / équipements réutilisés tels quels ou restaurés / ré usinés;
  - Penser dès le départ à faciliter la déconstruction sélective à la fin de la vie utile du projet de façon faciliter la récupération des résidus de CRD (par exemple en favorisant des assemblages mécaniques au lieu d'utiliser de la colle, en ne favorisant pas l'utilisation de matériaux composites qui ne peuvent être séparés lors de leur disposition);
  - Récupérer le maximum de déchets de CRD produits par le chantier pour fin de valorisation (au minimum viser un taux de 50%). Dans la plupart des cas, la façon la plus simple est d'exiger que l'entrepreneur retienne les services d'une compagnie spécialisée qui fournit les conteneurs, les récupèrent et, dans leurs ateliers, font le tri des résidus de CRD en vrac. Il faut alors exiger un rapport indiquant quels sont les matériaux qui ont pu être recyclés et dans quelle quantité. Il est cependant profitable que les métaux (notamment les non ferreux) soient triés immédiatement au chantier dans un conteneur distinct car il est très payant de les revendre directement.

Actuellement, les deux principales entreprises à offrir ce genre de service intégré sont :

- Centre de tri Mélimax inc.
  210-b, boul. Industriel, Châteauguay Qc (450) 699-6862
- Multi-recyclage S.D. inc.
  3630, Montée St-François, Laval Qc (450) 625-9191

Pour les matériaux et équipements en bon état et réutilisables (lavabos, armoires de cuisine, portes, moulures, etc.), le chargé de projet est invité à :

- Trouver une nouvelle utilisation dans le même ou un autre bâtiment;
- À vérifier avec les équipes d'entretien s'ils veulent en garder comme pièces de remplacement;
- À vérifier s'ils peuvent être envoyés dans un centre de réemploi tel que :
  - Éco-Réno
    6631, ave. Papineau, Montréal Qc (514) 725-9990
  - Boytech Démolition
    5, rue des noyers, Mercier Qc (514) 918-0248
  - Habitat pour l'humanité / ReStore
    7177, boul. Newman, LaSalle Qc (514) 907-8991

- **Pour la démolition** en tout ou en partie de bâtiments, il faut spécifier la déconstruction sélective et exiger de l'entrepreneur un rapport indiquant quels sont les matériaux qui ont pu être recyclés et dans quelle quantité.

5. RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. À la fin de chaque projet, il faut fournir le bilan par écrit des matériaux recyclés. Pour tout commentaire relativement à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais qui les acheminera au comité.

6. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la Direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types, l'ajout d'exigences spécifiques additionnelles dans les documents contractuels d'un projet ou par la planification de travaux d'entretien exécutés en régie ou à contrats.

Pour fins de statistiques, les chargés de projet doivent transmettre le bilan de la récupération des déchets de CRD pour chacun de leurs projets à André Cazelais.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction des immeubles comme requérant. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

7. RÉFÉRENCES INTERNET

SITE D'INFORMATION GÉNÉRALE
Écocentres, guide de gestion :
http:/ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRONNEMENT_FR/MEDIA/DOCUMENTS/GUIDE%20%C9COCENTRES%20VERSUIB%208.PDF

SITES OFFRANT LISTE DE RÉCUPÉRATEURS / RECYCLEURS
Recyc-Québec : www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/clent/fr/repertoires/rep-recuperateurs.asp.
Regroupement des récupérateurs et des recycleurs de matériaux de construction et de démolition du Québec (3R MCDQ) : www.3rmcdq.qc.ca/membres.htlm

SITES DE RÉCUPÉRATEURS / RECYCLEURS
Mélimax : www.mélimax.com
Multi Recyclage S.D. : www.multirecyclage.com
Éco-réno : www.ecoreno.com
Boytech Démolition : www.boytechdemolition.com
Habitat pour l'Humanité / Re Store : www.habitatmontreal.qc.ca

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

Détail annuel de la dépense

	Loyer actuel	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	Total du 1er mai 2023 au 30 avril 2038
	(12 mois)	(8 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(4 mois)	
Loyer total avant taxes	2 079 002,80 $	1 527 207,32 $	2 290 810,98 $	2 316 863,65 $	2 329 889,98 $	2 355 942,65 $	2 368 968,98 $	2 395 021,65 $	2 408 047,98 $	2 434 100,65 $	2 447 126,98 $	2 473 179,65 $	2 486 205,98 $	2 512 258,65 $	2 525 284,98 $	2 551 337,65 $	854 787,99 $	**36 277 035,70 $**
Gratuité de loyer	- $	(104 414,42) $	(153 059,42) $	(79 786,29) $	(79 786,29) $	(83 042,88) $	(83 042,88) $	(86 299,46) $	(86 299,46) $	(89 556,04) $	(89 556,04) $	(92 812,63) $	(92 812,63) $	(96 069,21) $	(96 069,21) $	(99 325,79) $		**(1 411 932,63) $**
Loyer total avec gratuité		1 422 792,90 $	2 137 751,56 $	2 237 077,36 $	2 250 103,69 $	2 272 899,77 $	2 285 926,11 $	2 308 722,19 $	2 321 748,52 $	2 344 544,61 $	2 357 570,94 $	2 380 367,02 $	2 393 393,36 $	2 416 189,44 $	2 429 215,77 $	2 452 011,86 $	854 787,99 $	**34 865 103,07 $**
TPS	103 950,14 $	71 139,65 $	106 887,58 $	111 853,87 $	112 505,18 $	113 644,99 $	114 296,31 $	115 436,11 $	116 087,43 $	117 227,23 $	117 878,55 $	119 018,35 $	119 669,67 $	120 809,47 $	121 460,79 $	122 600,59 $	42 739,40 $	1 743 255,15 $
TVQ	207 380,53 $	141 923,59 $	213 240,72 $	223 148,47 $	224 447,84 $	226 721,75 $	228 021,13 $	230 295,04 $	231 594,42 $	233 868,32 $	235 167,70 $	237 441,61 $	238 740,99 $	241 014,90 $	242 314,27 $	244 588,18 $	85 265,10 $	3 477 794,03 $
Total	**2 390 333,47 $**	**1 635 856,14 $**	**2 457 879,86 $**	**2 572 079,69 $**	**2 587 056,72 $**	**2 613 266,51 $**	**2 628 243,54 $**	**2 654 453,34 $**	**2 669 430,36 $**	**2 695 640,16 $**	**2 710 617,19 $**	**2 736 826,98 $**	**2 751 804,01 $**	**2 778 013,81 $**	**2 792 990,83 $**	**2 819 200,63 $**	**982 792,50 $**	**40 086 152,26 $**
Ristourne de TPS	103 950,14 $	71 139,65 $	106 887,58 $	111 853,87 $	112 505,18 $	113 644,99 $	114 296,31 $	115 436,11 $	116 087,43 $	117 227,23 $	117 878,55 $	119 018,35 $	119 669,67 $	120 809,47 $	121 460,79 $	122 600,59 $	42 739,40 $	1 743 255,15 $
Ristourne TVQ (50%)	103 690,26 $	70 961,80 $	106 620,36 $	111 574,23 $	112 223,92 $	113 360,88 $	114 010,56 $	115 147,52 $	115 797,21 $	116 934,16 $	117 583,85 $	118 720,81 $	119 370,49 $	120 507,45 $	121 157,14 $	122 294,09 $	42 632,55 $	1 738 897,02 $
Loyer net	2 182 693,06 $	1 493 754,70 $	2 244 371,92 $	2 348 651,59 $	2 362 327,61 $	2 386 260,65 $	2 399 936,67 $	2 423 869,71 $	2 437 545,73 $	2 461 478,77 $	2 475 154,79 $	2 499 087,83 $	2 512 763,85 $	2 536 696,89 $	2 550 372,91 $	2 574 305,95 $	897 420,54 $	36 604 000,09 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229653001

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue des fiduciaires pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 15 ans, à compter du 1er mai 2023, des espaces situés aux 4e, 5e, 6e et 7e étages de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 78 158 pi² (7261,11 m²), à des fins de bureaux, pour les besoins du Service de l'évaluation foncière, du Service de l'approvisionnement ainsi que pour le Service des infrastructures du réseau routier pour une dépense totale de 40 086 152, 26 $, incluant les taxes. (Bâtiment 3678-005)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Imputer l a dépense tel qu'indiqué dans le fichier ci-joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1229653001 - 255 Crémazie Est (4e, 5e, 6e et 7e étage) V2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-01-31

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-8914
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.018

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1229653001

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue des fiduciaires pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 15 ans, à compter du 1er mai 2023, des espaces situés aux 4e, 5e, 6e et 7e étages de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 78 158 pi² (7261,11 m²), à des fins de bureaux, pour les besoins du Service de l'évaluation foncière, du Service de l'approvisionnement ainsi que pour le Service des infrastructures du réseau routier pour une dépense totale de 40 086 152, 26 $, incluant les taxes. (Bâtiment 3678-005)

Rapport_CEC_SMCE229653001.pdf

Dossier # :1229653001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
montreal.ca/sujets/commissions-permanentes

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

M. Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences

M^me^ Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M^me^ Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres

M^me^ Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

M^me^ Julie Brisebois
Village de Senneville

M^me^ Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

M^me^ Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

M. Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

M^me^ Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

M^me^ Stéphanie Valenzuela
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Le 23 mars 2023

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE229653001

Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue des fiduciaires pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 15 ans, à compter du 1er mai 2023, des espaces situés aux 4e, 5e, 6e et 7e étages de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 78 158 pi² (7261, 11 m²), à des fins de bureaux, pour les besoins du Service de l'évaluation foncière, du Service de l'approvisionnement ainsi que pour le Service des infrastructures du réseau routier pour une dépense totale de 40 086 152, 26 $, incluant les taxes. (Bâtiment 3678-005)

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Katherine Fortier
Coordonnatrice,
Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE229653001

Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue des fiduciaires pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 15 ans, à compter du 1er mai 2023, des espaces situés aux 4e, 5e, 6e et 7e étages de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 78 158 pi² (7261, 11 m²), à des fins de bureaux, pour les besoins du Service de l'évaluation foncière, du Service de l'approvisionnement ainsi que pour le Service des infrastructures du réseau routier pour une dépense totale de 40 086 152, 26 $, incluant les taxes. (Bâtiment 3678-005)

À sa séance du 22 février 2023, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 8 mars 2023, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de la stratégie immobilière et du Service de l'évaluation foncière ont d'abord expliqué que le Service de l'approvisionnement, le Service des infrastructures du réseau routier et le Service de l'évaluation foncière occupent une superficie totale de 78 159 pi² au 255, boulevard Crémazie Est. Le Service de l'évaluation foncière a également un autre point de services au 1868, boulevard des Sources où la Division Ouest occupe 7 502 pi². Les baux pour les deux bâtiments arrivant à échéance le 30 avril 2023, le Service de la gestion et de la planification des immeubles, de concert avec le Service de l'évaluation foncière, ont convenu de rapatrier tous les bureaux dans l'édifice du boulevard Crémazie. Cette démarche s'inscrit dans le Programme d'optimisation des espaces, qui vise à réduire une partie des espaces locatifs actuels, dont l'usage a diminué avec le travail hybride.

Les personnes invitées ont ensuite offert une description du nouveau bail ainsi que des incitatifs obtenus. Le bail est d'une durée de 15 ans, avec une option de renouvellement

de cinq ans, pour une superficie locative totale de 78 159 pi^2. Les bénéfices obtenus sont notamment : l'équivalent de 17 mois de loyer de base gratuit; une allocation monétaire de 400 000 $ pouvant être convertie en crédit de loyer; 159 espaces de stationnement et l'exécution de certains travaux aux frais du locateur. Les responsables ont voulu attirer l'attention des commissaires sur les clauses de rétrocession sans pénalité. À compter du 1er mai 2023, la Ville pourra rétrocéder 24 840 pi^2 et 33 673 pi^2 additionnels dès le 1er mai 2028, ce qui représente à terme 75 % de la superficie totale du bail.

Pour permettre à la Commission de bien mesurer la valeur du contrat, les services ont présenté certaines données financières pour comparer le prix du bail à celui du marché locatif. Alors que le loyer moyen sur le marché pour un immeuble de classe B est d'environ 15,18 $/pi^2 sur une base nette, le taux de location moyen pour les 15 ans du bail est de 13,50 $/pi2, et ce, excluant les incitatifs obtenus. Selon les responsables, la Ville a obtenu un bon prix et de bons avantages.

Au terme de la présentation, les commissaires ont demandé des clarifications sur la période du bail. Pourquoi 15 ans, alors que les précédents étaient plus courts? D'après les services, la Ville prévoit d'effectuer certains travaux, la durée du bail permet de protéger ses actifs. Également, la négociation s'est faite en conformité avec l'orientation de la Ville afin d'optimiser les espaces de bureau. Un plan de réaménagement et des travaux permettront de diminuer la superficie qu'occupera la Ville dans ce bâtiment.

La Commission a aussi voulu savoir si l'option d'achat a été prise en compte. Dans l'éventualité où la Ville conserve les espaces tels quels, elle devra payer au final 40 M$. D'après les responsables, l'option d'achat n'est pas rentable pour cet immeuble, car la Ville occupe qu'une fraction de la superficie. L'idée d'acheter et de relocaliser n'a pas été analysée. Dans le cadre du plan d'optimisation, le Service de la gestion et de la planification des immeubles cherche d'abord à relocaliser les employés dans des lieux appartenant à la Ville, mais ce n'est pas toujours possible. L'analyse d'optimisation a plutôt mené dans ce cas-ci au rapatriement de l'ensemble des employés dans l'édifice du boulevard Crémazie et à la réduction progressive de la superficie occupée. Il est aussi important de conserver des points de services un peu partout sur l'île.

Les explications étant à la satisfaction de la Commission, le président a remercié le Service de la stratégie immobilière et le Service de l'évaluation foncière pour leurs interventions au cours de la séance de travail.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 10 M$;*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE229653001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.019

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1238514001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division planification des réseaux et programmation des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 12 500 $, à même le budget de fonctionnement, à l'organisme Vivre en Ville pour l'organisation de la 7e édition du Rendez-vous Collectivités viables qui se tiendra le 8 juin 2023 à Montréal. / Approuver un projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 12 500 $, à même le budget de fonctionnement, à l'organisme Vivre en Ville dans le cadre du 7e Rendez-vous Collectivités viables qui se tiendra le 8 juin 2023 à Montréal;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2023-02-27 13:25

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1238514001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division planification des réseaux et programmation des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 12 500 $, à même le budget de fonctionnement, à l'organisme Vivre en Ville pour l'organisation de la 7e édition du Rendez-vous Collectivités viables qui se tiendra le 8 juin 2023 à Montréal. / Approuver un projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plus de 20 ans, l'organisme Vivre en Ville contribue au développement de collectivités viables partout au Québec. L'organisme œuvre tant à l'échelle du bâtiment, de la rue, du quartier que de l'agglomération.
Chaque année, Vivre en Ville organise l'événement phare Rendez-vous Collectivités viables qui attire plus de 300 professionnels, élus, acteurs immobiliers et personnalités politiques autour d'enjeux majeurs tels que *Planifier une croissance urbaine à faible impact climatique* (2017), *Réconcilier commerce et aménagement urbain durable* (2018), *Oui dans ma cour!* (2019), *Traverser les crises - de la résilience climatique à l'abordabilité du logement* (2021) et *Réussir les transitions énergétique, écologiq u e, économique et juste* (2022). L'édition 2020 avait été annulée en raison de la pandémie de COVID-19. La Ville de Montréal contribue financièrement aux éditions du Rendez-vous Collectivités viables depuis 2017.

Le 8 juin 2023, Vivre en Ville tiendra le Rendez-vous Collectivités viables 2023 à Montréal. L'organisme a de nouveau sollicité la Ville de Montréal à titre de partenaire financier pour la 7e édition de l'événement. La contribution financière demandée en 2023 s'élève à 12 500 $. Le Service de l'urbanisme et de la mobilité et le Bureau de la transition écologique et de la résilience désirent répondre favorablement à cette demande.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 0860 - Le 25 mai 2022 - Accorder un soutien financier non récurrent de 7 500 $, à même le budget de fonctionnement, à Vivre en Ville dans le cadre du 6e Rendez-vous Collectivités viables sous le thème de la transition écologique et de la résilience des milieux de vie, qui se tiendra le 22 juin 2022 / Approuver un projet de convention entre la Ville de

Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.
CE21 1539 - Le 1er septembre 2021 - Accorder un soutien financier non récurrent de 12 500 $ à l'organisme Vivre en Ville dans le cadre du 5e Rendez-vous Collectivités viables sur le thème « Traverser les crises - De la résilience climatique à l'abordabilité du logement » qui se tiendra les 6 et 7 octobre 2021 au Marché Bonsecours / Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.

CE19 1062 - Le 26 juin 2019 - Accorder un soutien financier non récurrent de 12 500 $ à l'organisme Vivre en Ville dans le cadre du 4e Rendez-vous Collectivités viables « Oui dans ma cour ! » sur le thème de la densification urbaine désirable, qui s'est tenu le jeudi 25 avril 2019 à la gare Dalhousie / Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement financier de ce soutien financier.

CE18 0714 - Le 2 mai 2018 - Accorder un soutien financier non récurrent de 10 000 $ à l'organisme Vivre en Ville dans le cadre du 3e Rendez-vous Collectivités viables sur le thème « Réconcilier commerce et aménagement urbain durable, » qui se tiendra le jeudi 10 mai 2018 au Centre des sciences de Montréal / Approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.

CE17 0772 - Le 10 mai 2017 - Accorder un soutien financier non récurrent de 10 000 $ à l'organisme Vivre en Ville dans le cadre du 2e Rendez-vous Collectivités viables sur le thème « Planifier une croissance urbaine à faible impact climatique » qui se tiendra le jeudi 25 mai 2017 à Montréal / Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.

DESCRIPTION

Face à l'urgence d'agir devant les défis posés par les changements climatiques, Vivre en Ville présentera son 7e Rendez-vous Collectivités viables 2023 dont le thème est : « *Défi collectif, réponse municipale : ensemble dans l'action climati q u e* ». Cet événement, qui se tiendra le 8 juin prochain, au Marché Bonsecours, rassemblera et mobilisera le milieu municipal pour stimuler et accélérer l'action climatique. Les organisateurs souhaitent que les participants repartent avec des idées visant la mise en place, dans leur milieu, de projets structurants pour le climat aussi bien à court terme qu'à long terme.
Un programme préliminaire de l'événement a été présenté par l'organisme et est joint au sommaire décisionnel.

La contribution de 12 500 $ demandée par Vivre en Ville correspond à 5 % du budget global de l'événement Rendez-vous Collectivités viables 2023.

JUSTIFICATION

Les thèmes de la transition écologique et de l'action climatique abordés lors de cet événement sont en lien direct avec la Stratégie montréalaise pour une ville résiliente, qui vise à améliorer la capacité d'anticipation, de prévention et d'adaptation pour mieux faire face aux problématiques et aux risques pouvant affecter les Montréalais et les Montréalaises, ainsi qu'avec le Plan climat de la Ville de Montréal, Montréal 2030 et le Projet de ville 2050.
Cet événement se veut l'occasion pour plusieurs professionnels et professionnelles de l'urbanisme de partager des expériences inspirantes pour adapter nos villes aux changements climatiques et aux autres risques.

Le soutien financier de 12 500 $ offert par le Service de l'urbanisme et de la mobilité et le Bureau de la transition écologique et de la résilience place la Ville de Montréal au rang de partenaire principal en lui offrant la visibilité attendue dans le Protocole de visibilité de la Ville de Montréal.

Vivre en Ville possède une grande compétence en urbanisme, mobilité, verdissement, design urbain, politiques des administrations publiques, efficacité énergétique, etc. Cette expertise diversifiée fait de l'organisation un acteur reconnu, tant pour ses activités de recherche, de formation et de sensibilisation que pour son implication dans le débat public et ses services de conseil et d'accompagnement. Considérant que Vivre en Ville déploie un large éventail de compétences au bénéfice de la communauté, il est approprié pour la Ville de Montréal de soutenir cet organisme qui travaille à améliorer les connaissances dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, notamment dans le cadre d'initiatives telles que le Rendez-vous Collectivités viables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce soutien financier de 12 500 $ non récurrent sera financé par le budget de fonctionnement de l'année 2023 du Service de l'urbanisme et de la mobilité, pour un montant de 7 500 $, et du Bureau de la transition écologique et de la résilience, pour un montant de 5 000 $. Cette dépense est entièrement assumée par la ville centrale.

Vivre en Ville	2018	2019	2021	2022	Soutien recommandé en 2023
Rendez-vous Collectivités viables	10 000 $	12 500 $	12 500 $	7 500 $	**12 500 $**
Pourcentage (%) de la valeur du soutien par rapport au projet global	Non disponible	8 %	Non disponible	4 %	**5 %**

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Ceux-ci sont partagés par l'organisme Vivre en Ville et sont sous-jacents aux thématiques abordées lors de l'événement.
Le dossier est cohérent avec une contribution à la diminution des vulnérabilités climatiques puisque le thème de l'événement est en lien direct avec ce sujet. Certaines présentations pourraient aborder la question de la réduction des émission de gaz à effet de serre qui provoquent les changements climatiques. La Ville de Montréal pourra, le cas échéant, s'inspirer des solutions qui seront présentées aux participants durant l'événement.

Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que la nature et le thème de l'événement ne mènent pas directement à l'identification de solutions dans ce domaine ou à des interventions.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce dossier ne comporte aucun impact majeur pour la Ville de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact n'est anticipé dans le cadre de ce dossier puisque les mesures en vigueur au Québec depuis le 12 mars 2022 indiquent que la capacité des salles pour un événement public n'est plus limitée. Malgré cela, l'organisme s'assurera de respecter les règles sanitaires en vigueur au moment de l'événement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera préparée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications en conformité avec les dispositions du Protocole de visibilité.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 15 mars 2023

- Rendez-vous Collectivités viables : 8 juin 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marieke CLOUTIER, Direction générale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Robert BESSETTE
Conseiller en amenagement

Tél : 514-868-4336
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-07

Floriane VAYSSIERES
chef(fe) de division - developpement des projets en transport

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél :
Approuvé le : 2023-02-27

Lucie CAREAU
Directrice de service

Tél :
Approuvé le : 2023-02-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1238514001*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité*
Projet : *Rendez-vous Collectivités viables 2023*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- 1 - Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.
- 3 - Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous.
- 10 - Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision.
- 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorités 3. 10, 20

Le sixième Rendez-vous des collectivités viables va réunir des professionnels et des élus oeuvrant à Montréal, au Québec, au
Canada et à l'international dans les domaines de l'urbanisme, de l'architecture et de l'environnement. Ils seront présents en tant que
participants, présentateurs ou diffuseurs de connaissances et d'expériences. Cette rencontre permettra de créer des réseaux
d'échanges, de faire rayonner des initiatives montréalaises et de partager le savoir-faire de professionnels et décideurs.

Priorités 1

Le thème de l'événement, soit « Défi collectif, réponse municipale : ensemble dans l'action climatique », indique que les présentations porteront sur l'expérience acquise jusqu'à présent au niveau municipal et les actions à entreprendre pour s'attaquer à l'évolution rapide des changements climatique et ses effets. L'adaptation aux changements climatiques sera abordée. Plusieurs communautés et localités viendront démontrer leurs actions sur plan climatiques. En soutenant financièrement l'événement, la Ville de Montréal permet aux intervenants municipaux locaux de s'inspirer des meilleures pratiques et des expériences réussies, ici et ailleurs.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

VIVRE EN VILLE
la voie des collectivités viables

Rendez-vous Collectivités viables 2023

8 juin 2023 - Marché Bonsecours

Défi collectif, réponse municipale : ensemble dans l'action climatique

PROGRAMMATION PRÉLIMINAIRE (en date du 8 Février 2023)

Face à l'urgence d'agir à toutes les échelles pour répondre au défi du dérèglement climatique, le Rendez-vous des Collectivités viables 2023 est organisé sous le thème *Défi collectif, réponse municipale - Ensemble dans l'action climatique*.

S'adressant aux élu·es, décideur·euses et professionnel·les, il rassemblera et mobilisera le milieu municipal québécois pour y stimuler et accélérer l'action climatique. L'événement offrira des clés, outils, exemples et innovations permettant aux municipalités de mettre en place des projets structurants qui contribueront à la lutte et l'adaptation aux changements climatiques.

Le déroulé ci-dessous est une programmation préliminaire qui a pour objectif de fournir des indications quant à la ligne éditoriale de l'événement et la nature des discussions. L'ordre et le titre des conférences et panels, ainsi que les différents conférenciers et panélistes pourront changer.

8h30	Mot de bienvenue
Bloc 1 - Approche globale pour s'engager dans l'action	
9h00	Conférence d'ouverture
9h30	Conférence : Les actions structurantes pour réduire les émissions collectives
10h00	Conférence : Conjuguer croissance urbaine et sobriété territoriale *Vivre en Ville*
10h30	*Pause*
Bloc 2 - Régénérer et optimiser les différents milieux de vie	
11h00	Panel : La transformation des milieux de vie au service du climat
11h30	Conférence : À déterminer
12h00	Conférence : À déterminer
12h30	*Dîner*
13h30	Des nouvelles de Vivre en Ville *C. Savard - Directeur général, et J. Robin - Directrice principale*

VIVRE EN VILLE
la voie des collectivités viables

Rendez-vous Collectivités viables 2023

8 juin 2023 - Marché Bonsecours

Défi collectif, réponse municipale : ensemble dans l'action climatique

Bloc 3 - Adaptation climatique : préparer les milieux de vie aux aléas	
13h45	Conférence : Reconstruire les milieux sinistrés
14h15	Panel : Bâtir la résilience
Bloc 4 - Mobiliser les parties prenantes	
15h00	Panel : guider l'action climatique
15h45	*Pause*
16h00	Panel : perspectives économiques
16h45	*Pause*
17h00	**Grande conférence : tissu social, tissu urbain**
17h45	*Cocktail réseautage*

Allocution(s)

Une invitation à prononcer une allocution a été envoyée à Mme Valérie Plante, Mairesse de Montréal. D'autres invitations seront transmises à certains cabinets ministériels et acteurs institutionnels au cours des prochaines semaines.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, Personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito. Greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **VIVRE EN VILLE,** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 870, avenue De Salaberry, bureau 311, Québec (Québec), G1R 2T9, agissant et représentée par Christian Savard, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription d'organisme de charité : 879983161 RR 0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme conseillère auprès de ses partenaires municipaux afin de contribuer au développement de collectivités viables. Pour ce faire, l'organisme réalise des recherches et traduit celles-ci dans des publications. Il s'implique dans la communauté par ses activités de formation et de sensibilisation, par son implication dans le débat public, ainsi que par ses services en conseil et en accompagnement;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme du Rendez-vous Collectivités viable 2023 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie préliminaire du Programme du Rendez-vous Collectivités viables 2023**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre

document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville,

lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de douze mille cinq cents dollars (12 500 $, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de six mille deux cent cinquante dollars (6 250 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de six mille deux cent cinquante dollars (6 250 $), au plus tard le 8 juillet 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par

l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 8 juillet 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle

concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 870, avenue De Salaberry, bureau 311, Québec (Québec), G1R 2T9, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 7^{e} étage, Montréal (Québec), H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de ..... 20__

VIVRE EN VILLE

Par : _____
Christian, directeur général

Cette Convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CE……..).

ANNEXE 1

PROJET

Le 7e Rendez-vous Collectivités viables 2023, un événement organisé par l'organisme Vivre en Ville, rassemblera et mobilisera le milieu municipal québécois pour stimuler et accélérer l'engagement dans l'action climatique. Les personnes participantes repartiront avec des idées et des données pour mettre en place, dans leur milieu, des projets structurants pour le climat, autant à court terme qu'à long terme.

Le Rendez-vous s'adresse aux élu·es, décideur·es, professionnel·les et partenaires des municipalités, tant rurales que périurbaines et urbaines. Sur un ton résolument positif et ancré dans le concret, l'événement fera l'économie de la pédagogie des changements climatiques pour se concentrer à offrir des clés, outils, exemples et innovations.

La programmation officielle sera dévoilée au printemps 2023. L'événement se tiendra au Marché Bonsecours, à Montréal, le 8 juin 2023.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que Vivre en Ville (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;

- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
    - en informer la personne responsable de la Ville,
    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
    - le nombre d'abonnés ;
    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
    - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1238514001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division planification des réseaux et programmation des aménagements
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 12 500 $, à même le budget de fonctionnement, à l'organisme Vivre en Ville pour l'organisation de la 7e édition du Rendez-vous Collectivités viables qui se tiendra le 8 juin 2023 à Montréal. / Approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1238514001 - portion BTER.xlsm

Certification des fonds 1238514001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 868-3203

Arianne Allard
Co-Auteur
Conseillère budgétaire
514-872-4785

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-20

Julie MOTA
Conseillère budgétaire

Tél : 515 868-3837

Division : Division du conseil et du soutien financier

Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.020

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1229622004

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier total et maximal de 105 000$ à l'organisme Vélo Québec Association pour le soutien des activités d'animation, de promotion et de développement du vélo pour la population montréalaise à la Maison des cyclistes pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. D'accorder un soutien financier de 105 000$, soit 35 000 $ par année pour 2023, 2024 et 2025 à l'organisme Vélo Québec Association afin de soutenir les activités d'animation, de promotion et de développement du vélo pour les Montréalais à la Maison des cyclistes;
2. D'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. La dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2023-02-28 08:58

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général par intérim
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1229622004**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier total et maximal de 105 000$ à l'organisme Vélo Québec Association pour le soutien des activités d'animation, de promotion et de développement du vélo pour la population montréalaise à la Maison des cyclistes pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025 / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Vélo Québec est un organisme sans but lucratif composé de trois divisions : Vélo Québec Association (VQA), Vélo Québec Éditions et Vélo Québec Événements. La mission de VQA consiste à encourager et à faciliter la pratique libre et sécuritaire du vélo à des fins utilitaires, de loisir, de tourisme et de transport.
Depuis 1994, VQA reçoit annuellement 35 000 $ de la Ville de Montréal pour l'accueil ainsi que la distribution d'informations et de services grand public à la Maison des cyclistes située à l'angle des rues Rachel et Boyer. Pour la prochaine entente, l'objectif principal identifié est de promouvoir le vélo comme activité physique par le biais des activités suivantes :

- Diffusion d'informations sur les lieux de pratique du vélo à Montréal en offrant 35 heures de service par semaine pendant 50 semaines annuellement;
- Offre de conférences sur la promotion de la pratique du vélo (minimum de 3 conférences offertes annuellement).

Le projet 2023-2025 (en annexe 1 de la convention) déposé dans le cadre de cette demande présente en détail les objectifs de la Maison des cyclistes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 0945 - 1er juin 2022
Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et Vélo Québec Association d'une durée d'un an (2022) pour le soutien des activités d'animation, de promotion et de

développement du vélo pour la population montréalaise à la Maison des cyclistes et verser une contribution financière totalisant 35 000 $

CE21 0338 - 10 mars 2021
Accorder un soutien financier de 35 000 $ à Vélo Québec Association, pour l'année 2021, pour le soutien des activités d'animation, de promotion et de développement du vélo pour la population montréalaise à la Maison des cyclistes / Approuver un projet de convention à cet effet

CE20 0185 - 12 février 2020
Accorder un soutien financier de 35 000 $ à Vélo Québec Association pour 2020 afin de soutenir les activités d'animation, de promotion et de développement du vélo pour la population montréalaise dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports / Approuver un projet de convention à cet effet

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande l'approbation d'un projet de convention d'une durée de trois ans (2023-2025) avec VQA, incluant un soutien financier de 35 000 $ annuellement, pour un total de 105 000$. Le montant accordé serait identique au montant de la dernière entente. Cette contribution sera entièrement dédiée à la proposition de la Maison des cyclistes 2023-2025 déposée en annexe 1 de la convention, soit : accueillir, informer et offrir des services grand public à la Maison des cyclistes.

JUSTIFICATION

À titre de partenaire de la Ville, VQA bonifie l'offre de services à la population montréalaise en matière de vélo. Il est le seul organisme à offrir, sur le territoire montréalais, les services décrits plus haut. VQA est également active dans la promotion d'une pratique sécuritaire du vélo à Montréal, notamment par l'offre de conseils sur la sécurité auprès des citoyens.
La contribution financière aide l'organisme à offrir ses activités gratuitement ou à des tarifs abordables. De plus, les activités de représentation, de sensibilisation et d'éducation actuellement réalisées par l'organisme à l'étranger ou auprès des touristes à Montréal engendrent une visibilité pour Montréal. Les efforts multiples de l'organisme contribuent non seulement à la notoriété de Vélo Québec, mais également au positionnement de Montréal comme première ville cyclable en Amérique du Nord.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les montants nécessaires à ce dossier sont prévus au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS). Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre. La dépense sera imputée au poste budgétaire indiqué dans l'intervention financière.
Selon la reddition de compte reçue en 2022, le soutien de la Ville représenterait environ 42% du budget global pour le volet de la Boutique et comptoir d'accueil de la Maison des cyclistes. Les autres sources de revenus de ce projet proviennent entre autres des ventes de produits et de services. En prenant en compte l'ensemble des activités de Vélo Québec Association, le total des revenus en produits et services de VQA représente moins de 25% des revenus de l'organisme dans sa globalité.

VQA	Montant accordé annuellement				
	2021	2022	2023	2024	2025
Activités d'animation, de promotion et de	35 000 $	35 000 $	35 000 $	35 000 $	35 000 $

développement du vélo pour les Montréalais					
Pourcentage (%) de la valeur du soutien par rapport au budget du projet (Maisons des cyclistes) - Boutique et comptoir d'accueil	Environ 38%	Environ 42 %	Estimé à 41 %	Estimé à 40 %	Estimé à 39 %
Pourcentage (%) des revenus en produits et services par rapport au budget total de VQA	Environ 21%	Environ 25%	N/D	N/D	N/D

MONTRÉAL 2030

Le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes de la Stratégie 2030 de la Ville de Montréal :

- Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive;
- Priorité #19 | Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;
- Priorité #20 | Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du SGPMRS, soit d'inciter à une vie active et sportive.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le non-renouvellement de la convention et l'absence de contribution financière, l'organisme serait dans l'obligation d'augmenter ses tarifs et/ou de réduire ses services, ce qui pourrait nuire à la pratique du vélo dans un contexte de sédentarité de plus en plus préoccupant.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La convention est maintenue telle quelle si la Santé publique du Québec maintien l'autorisation de la tenue d'activités organisées ou libres.
Advenant le cas où la Santé publique ne permette pas la tenue d'activités organisées ou libres, la Maison des cyclistes devant fermer ses portes, VQA ne pourra pas réaliser les services prévus dans le cadre de cette entente. Dans cette éventualité, la convention prévoit la suspension de toute somme n'ayant pas servi à sa réalisation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité, décrit à l'annexe 2 de la convention, est en vigueur et doit être

appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Nov 2023 Reddition de compte de l'année 2023
Janv 2024 Versement de la contribution financière pour l'année 2024
Nov 2024 Reddition de compte de l'année 2024
Janv 2025 Versement de la contribution financière pour l'année 2025
Nov 2025 Reddition de compte de l'année 2025
Déc 2025 Fin de l'entente 2023-2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume FILIATRAULT
Conseiller en planification

Tél : 5148687471
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-14

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : (514) 557-7235
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456

Approuvé le : 2023-02-27 **Approuvé le :** 2023-02-28

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229622004
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique*
Projet : Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et Vélo Québec Association d'une durée de trois ans (2023-2025) pour le soutien des activités d'animation, de promotion et de développement du vélo pour la population montréalaise à la Maison des cyclistes et verser une contribution financière annuelle de 35 000 $ totalisant 105 000$ sur trois ans. .

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive

- Priorité #19 | Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

- Priorité #20 | Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité #4 : Le projet de la maison des cyclistes fait la promotion du transport actif par l'utilisation du vélo. Vélo Québec encourage sans relâche l'utilisation du vélo afin d'améliorer l'environnement, la santé et le bien-être des citoyens.

Priorité #19: Vélo Québec communique régulièrement les bons comportements à adopter derrière le guidon afin d'assurer un bon partage de la route et d'accroître la sécurité des cyclistes. Le projet a aussi pour but d'assurer un service d'information en personne, au téléphone et en ligne, ainsi qu'une offre de formations et d'encadrement pour les cyclistes.

Priorité #20 : Une des missions de la maison des cyclistes est de promouvoir le vélo à Montréal, par la diffusion d'information au grand public et d'assurer la promotion du réseau cyclable du grand Montréal. De plus, ce projet permet d'offrir, grâce à un partenaire d'activité, des visites touristiques à vélo.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE VELO QUEBEC ASSOCIATION (220.CA.21.02.10) TENUE LE 10 FEVRIER 2021

Résolution

Il est résolu que la Société soit et est, par les présentes, autorisée à conclure et à exécuter ses obligations en vertu d'un contrat avec la Ville de Montréal (la « **Convention avec la Ville de Montréal** »), le tout selon les modalités et conditions prévues au projet de Convention avec la Ville de Montréal.

Il est résolu que Jean-François Rheault, président-directeur général, Josée Monette, vice-présidente marketing et service à la clientèle et Martin Tremblay, vice-président finances et administration, chacun agissant seul, soit et est, par les présentes, mandaté et autorisé à signer la Convention avec la Ville de Montréal, pour le compte et au nom de la Société, à faire toutes choses et à signer tout autre document nécessaire ou utile afin de donner effet à la Convention avec la Ville de Montréal et à lui apporter toutes additions, modifications et corrections qu'il ou elle jugera nécessaires et dans le meilleur intérêt de la Société, sa signature à la Convention avec la Ville de Montréal constituant une preuve concluante et suffisante de l'approbation des administrateurs de la Société.

220.CA.21.02.10.06 Adopté à l'unanimité

marc.delesclefs@mcgill.ca

Digitally signed by marc.delesclefs@mcgill.ca
DN: cn=marc.delesclefs@mcgill.ca
Date: 2021.02.11 09:03:51 -05'00'

Administrateur

MarshMcLennan Agency | VÉZINA
A Marsh & McLennan Agency LLC Company

Vézina assurances inc. | Vézina & associés inc.
Cabinet de services financiers
4374, ave. Pierre-De Coubertin
Montréal | Québec H1V 1A6
T +1 514 253 5221 | +1 877 253 5221
Vezinainc.com

CERTIFICAT D'ASSURANCE

Le présent certificat atteste que les assurances ci-dessous sont en vigueur à ce jour et que les polices d'assurance énumérées ont été établies au nom de l'assuré désigné dans ce certificat pour la période d'assurance indiquée, nonobstant toute exigence, modalité ou condition de tout contrat ou autre document à l'égard duquel le présent certificat peut être établi ou peut se rapporter.

LE PRÉSENT CERTIFICAT EST ÉMIS À :

Détenteur du certificat

VILLE DE MONTRÉAL
275, RUE NOTRE-DAME EST,
MONTREAL, QC H2Y 1C6

Nom et adresse de l'Assuré

VELO QUEBEC & AL.
1251, RUE RACHEL EST
MONTREAL, QUEBEC H2J 2J9

	GENRE D'ASSURANCE	ASSUREUR	Nº DE POLICE	PÉRIODE (J / M / A)	GARANTIES/FRANCHISES	LIMITE DE LA GARANTIE
☒	**A) Assurance responsabilité civile générale** incluant :	Markel	CAS617518-03	01/04/2022 AU 01/04/2023	Limite combinée pour les dommages corporels et les dommages matériels ☒ base d'évènement ☐ base de réclamation présentée	**5 000 000 $** Chaque événement
☒	Produits et opérations complétées					**5 000 000 $** Limite d'ensemble annuelle
☒	Préjudice personnel					
☒	Responsabilité contractuelle - restreinte					
☒	Responsabilité réciproque					
☒	Responsabilité patronale contingente					
☒	Responsabilité locative – Limite 5 000 000 $				Franchise applicable à : Dommages matériels **2 500 $** Dommages corporels **2 500 $** Franchise USA **10 000 $**	
☒	Automobile des non-propriétaires (F.P.Q. Nº 6)					**5 000 000 $** Chaque événement
☒	**B) Assurance responsabilité automobile F.P.Q. Nº 1** ☒ uniquement les véhicules désignés	Chubb du Canada	99498247	01/04/2022 AU 01/04/2023	Limite combinée pour les dommages corporels et les dommages matériels	**2 000 000 $** Chaque événement

Lieux et/ou activités : **ORGANISATION VISANT LA PROMOTION DE L'UTILISATION DE LA BICYCLETTE, Y COMPRIS L'ORGANISATION DE DIVERS EVENEMENTS CYCLISTE.**

Assuré additionnel : **Ville de Montréal** est ajouté à titre d'assuré additionnel sur la police **Responsabilité civile générale** # **CAS617518-03,** mais uniquement en ce qui a trait aux activités de l'assuré nommé

N.B. L'assurance que procurent les polices décrites aux présentes est assujettie à toutes les modalités, exclusions et conditions desdites polices. Ce certificat ne modifie, n'étend ni ne change la protection offerte par les polices énumérées ci-haut.

Les limites indiquées peuvent avoir été réduites par le règlement de sinistres. Les limites d'assurance ci-haut mentionnées sont en devises canadiennes (CDN).

Si une des polices devait être résiliée avant sa date d'expiration, la compagnie l'ayant établie enverra un préavis de **30** jours au détenteur du certificat selon les termes et conditions de la police.

Manon Gouin, C.d'A.Ass.
Courtier en assurance de dommages

Émis le **1er avril 2022**

Contributions financières versées à Vélo Québec Association depuis 2018

Nom fournisseur	No fournisseur	Unité d'affaires	No résolution	Entité	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Totaux					**105 111,35**	**176 838,40**	**95 500,00**	**167 000,00**	**76 000,00**	**150 497,50**
Velo Quebec Association	117124	Diversité et inclusion sociale	CA22 25 0131	2101 - AF - Général - Ville de Montréal	-	-	-	-	-	8 000,00
			CE17 0098	2101 - AF - Général - Ville de Montréal	7 611,35	-	-	-	-	-
			CE19 0398	2101 - AF - Général - Ville de Montréal	-	-	35 000,00	-	-	-
			CE20 0185	2101 - AF - Général - Ville de Montréal	-	-	-	35 000,00	-	-
			CE21 0338	2101 - AF - Général - Ville de Montréal	-	-	-	-	35 000,00	-
			CE22 0945	2101 - AF - Général - Ville de Montréal	-	-	-	-	-	25 000,00
			CG22 0381	1001 - AF - Général - Agglomération	-	-	-	-	-	96 000,00
		Grands parcs, mont Royal et sports	CM16 0098	2101 - AF - Général - Ville de Montréal	35 000,00	35 000,00	-	-	-	-
			-	2422 - AF - Plateau-Mont-Royal	-	-	-	25 000,00	-	-
			CA19 250368	2422 - AF - Plateau-Mont-Royal	-	-	10 500,00	-	-	-
			ca21 250085	2422 - AF - Plateau-Mont-Royal	-	-	-	-	8 000,00	2 000,00
			CA22 25 0055	2422 - AF - Plateau-Mont-Royal	-	-	-	-	-	8 000,00
		Plateau Mont-Royal	-	2422 - AF - Plateau-Mont-Royal	-	7 500,00	-	-	-	-
			-	1050 - AF - Fonds du transport - Agglomération	40 000,00	35 000,00	40 000,00	35 000,00	-	-
				2101 - AF - Général - Ville de Montréal	-	-	-	50 000,00	-	-
			CE16 1400	1050 - AF - Fonds du transport - Agglomération	7 500,00	-	-	-	-	-
			CE17 1782	1050 - AF - Fonds du transport - Agglomération	15 000,00	-	10 000,00	-	-	-
			CE19 1658	1050 - AF - Fonds du transport - Agglomération	-	-	-	22 000,00	33 000,00	-
			CE21 1831	1050 - AF - Fonds du transport - Agglomération	-	-	-	-	-	11 497,50
		Urbanisme et mobilité	CG17 0449	1050 - AF - Fonds du transport - Agglomération	-	99 338,40	-	-	-	-

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **VÉLO QUÉBEC ASSOCIATION**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est au 1251, rue Rachel Est, Montréal, Québec, H2J 2J9, agissant et représentée par monsieur Jean-François Rheault, président-directeur général, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 105504229
Numéro d'inscription TVQ : 1000613874
Numéro d'organisme de charité :

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'encourager et faciliter, outre tous les modes de transport actifs, la pratique libre et sécuritaire de la bicyclette à des fins de loisir, de tourisme et de transport par des actions de représentation, de concertation, de recherche, d'éducation et de diffusion, avec comme objectif d'améliorer la santé et l'environnement, de recruter et représenter des membres individuels ou collectifs, qui partagent cette vision, dans toutes les régions du Québec;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE l'Organisme se fixe l'objectif de promouvoir le vélo comme activité physique par le biais des activités suivantes:

- Diffusion d'informations sur les lieux de pratique à Montréal en offrant 35 heures de service par semaine pendant 50 semaines annuellement;
- Offre de conférences sur la promotion de la pratique du vélo (minimum de 3 conférences offertes annuellement).

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : Aide-mémoire pour la Reddition de compte;

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

2.4 « **Responsable** » : la Directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 3;

2.8« **Unité administrative** » : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de cent cinq mille dollars (105 00$) pour

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

la période 2023-2025, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 **Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements comme suit :

- un premier versement d'un montant maximal de trente-cinq mille dollars (35 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention par la Ville pour l'année 2023;

- un deuxième versement d'un montant maximal de trente-cinq mille dollars (35 000 $), au plus tard le 30 mars 2024, suite à l'approbation de la reddition de compte de l'année 2023;

- un troisième versement d'un montant maximal de trente-cinq mille dollars (35 000 $), au plus tard le 30 mars 2025, suite à l'approbation de la reddition de compte de l'année 2024;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 15 novembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 ASSURANCES

5.3.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.3.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

5.4 ASPECTS FINANCIERS

5.4.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite annuellement selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.4.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.4.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.4.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.4.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.4.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.4.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable, les 31 janvier 2024, 2025 et 2026 un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.5 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.5.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.5.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatif au le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.6 RESPECT DES LOIS

5.6.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.6.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils sont rédigés en français, ou qu'ils sont exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.7 STATUT D'OBSERVATEUR

5.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.8 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 9, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.9 **SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 12.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 10
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

10.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

10.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

10.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

10.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

10.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

10.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

10.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 10.3.1 à 10.3.4.

10.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

11.1 L'Organisme déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ENTENTE COMPLÈTE**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 **DIVISIBILITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

12.3 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

12.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

12.5 **MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

12.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

12.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

12.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1251, rue Rachel, Montréal, Québec, H2J 2J9, et tout avis doit être adressé à l'attention du président-directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 8e jour de Fevrier 2023

VÉLO QUÉBEC ASSOCIATION

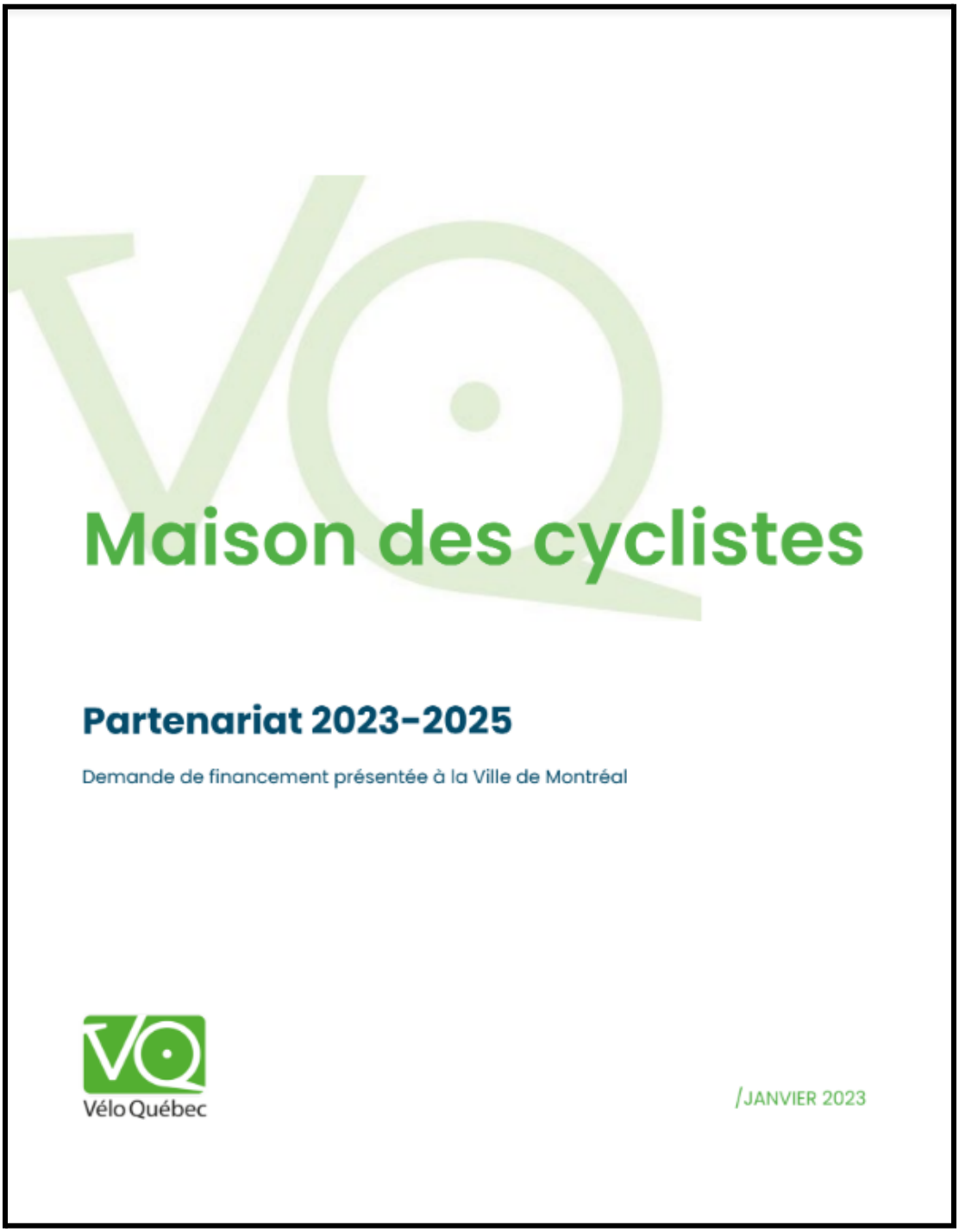
Par : DocuSigned by: Jean-François Rheault 477BE60E240B4B2...
Jean-François Rheault
Président-directeur général

La présente convention a été approuvée par le conseil exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …… 20__ (Résolution …….)

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET



Disponible en pièce jointe

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que Vélo Québec Association (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après la « Convention »).

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la Convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la Convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet de la Maison des cyclistes est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de la Convention de contribution en culture, sports et loisirs » ;
- « Vélo Québec Association remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet de la Maison des cyclistes » ;
- « Le projet de la Maison des cyclistes est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- « Le projet de la Maison des cyclistes est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
    - en informer la personne responsable de la Ville,
    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
  - @accesculture pour les projets culturels,
  - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
  - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
  - @accesculture pour les projets culturels,
  - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
  - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés ;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la Convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la Convention ou du programme de la Maison des cyclistes.

DocuSign Envelope ID: 13E50786-3296-4A13-B8D7-7F72D4A4A376

ANNEXE 3

AIDE-MÉMOIRE POUR LA REDDITION DE COMPTES

Transmettre annuellement :

- ❑ lettres patentes de l'Organisme en cas de modification;
- ❑ règlements généraux de l'Organisme en cas de modification;
- ❑ résolution du conseil d'administration mandatant un signataire au nom de l'Organisme;
- ❑ assurance responsabilité civile;
- ❑ prévisions budgétaires ventilées (ventilation du budget dédié au Projet).
- ❑ plan d'action de l'Organisme et du Projet pour la durée de la convention;
- ❑ calendrier d'activités (événements, conférences, etc);
- ❑ programmation détaillée et grilles horaires hebdomadaires en lien avec le Projet;
- ❑ publicités s'il y a lieu (dépliants ou autres).

À remettre lors de la reddition de compte annuelle (31 décembre):

- ❑ photographies et/ou vidéos officiels, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet de la Ville ou tout autre support média;
- ❑ si un sondage a été réalisé auprès du public, nous le transmettre le cas échéant;
- ❑ résultats d'inscriptions par activités et/ou ou rapport mensuel de fréquentation;
- ❑ portrait de la clientèle rejointe;
- ❑ les bénéfices ou les retombées du Projet pour la Ville;
- ❑ états financiers de l'Organisme;
- ❑ bilan budgétaire ventilées (ventilation du budget dédié au Projet);
- ❑ le bilan annuel ou les rapports d'activités de l'Organisme.

Advenant un changement au Projet suite à la COVID-19, l'Organisme devra déposer à la Ville un Projet modifié avec des prévisions budgétaires ventilées dédié au Projet ajustées à la situation.

Maison des cyclistes

Partenariat 2023-2025

Demande de financement présentée à la Ville de Montréal

Vélo Québec

/JANVIER 2023

Présentation de l'organisme

Planification budgétaire 2023-2025

Objectifs et indicateurs 2023-2025

Présentation de l'organisme

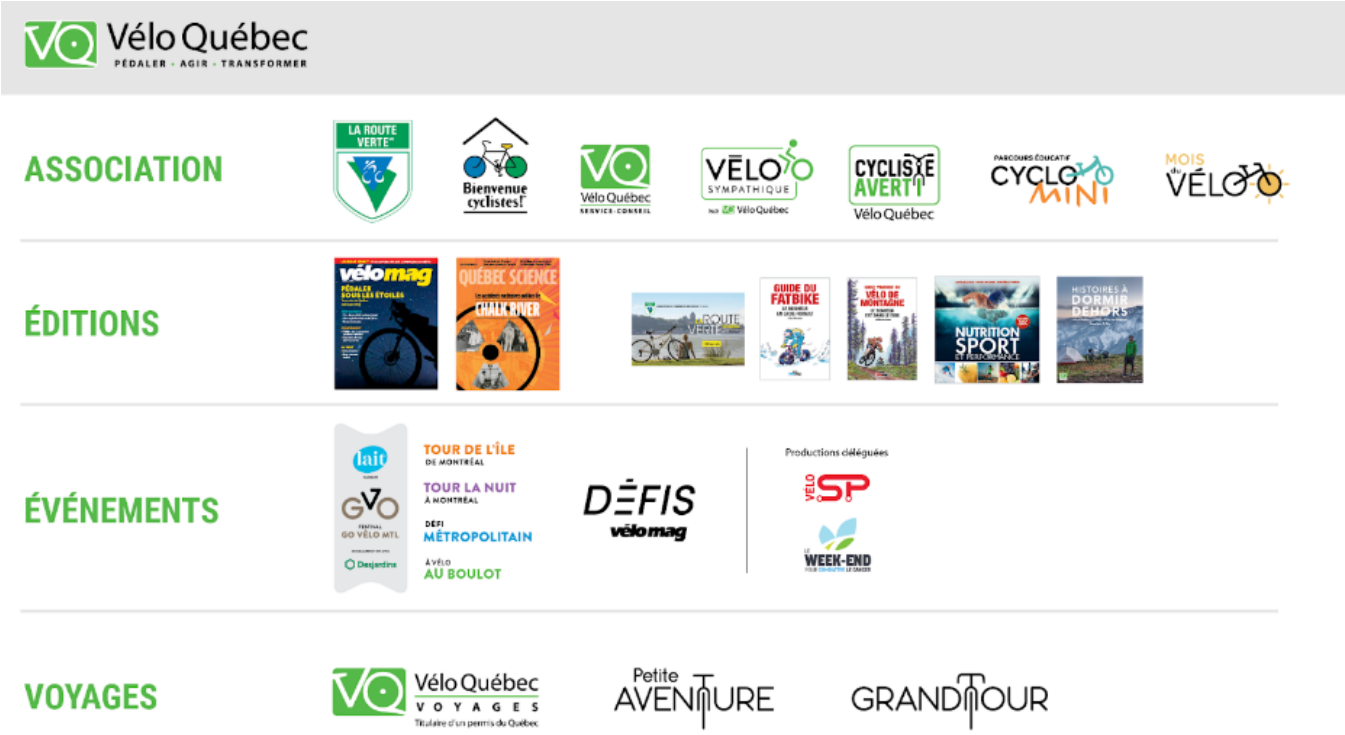
Mission

À travers une variété d'actions, Vélo Québec touche chaque année plus de 250 000 passionnés. Ils sont des milliers à venir rouler lors des événements et voyages. Des milliers encore suivent l'actualité vélo par les infolettres, les sites web, les médias sociaux et les magazines. D'autres joignent les rangs de l'association afin de faire avancer la cause cycliste.

Vélo Québec a pignon sur rue grâce à la **Maison des cyclistes**. Cette vitrine permet d'accueillir, d'informer le public et les cyclistes et d'offrir des activités sur la thématique du vélo (conférence, formation, accueil de bénévoles, etc.), et ce, douze mois par année.

Organigramme et activités





La Maison des cyclistes 2023-2025

La vocation de la Maison des cyclistes

Depuis plus de 50 ans, Vélo Québec, organisme sans but lucratif, fait figure d'incontournable dans le paysage cycliste québécois. Que ce soit à des fins de loisir ou de tourisme, ou comme moyen de transport propre et actif, Vélo Québec encourage sans relâche l'utilisation du vélo afin d'améliorer l'environnement, la santé et le bien-être des citoyens. De plus, Vélo Québec communique régulièrement les bons comportements à adopter derrière le guidon afin d'assurer un bon partage de la route et d'accroitre la sécurité des cyclistes.

La vocation première de la Maison des cyclistes est d'offrir un espace de rencontre et d'information pour les cyclistes que ce soit en personne, au téléphone ou sur le Web.

Activités réalisées par l'entremise de la Maison des cyclistes

Vélo Québec poursuit sa vocation d'accueil, d'information du public, d'offre de services et de promotion du vélo à la Maison des cyclistes grâce aux activités suivantes :

- ✓ Information générale sur le vélo à Montréal et dans son agglomération
- ✓ Halte de restauration, de services pour les cyclistes et borne de réparation vélo
- ✓ Conférences en mode hybride sur le vélo (dernière semaine de septembre à première semaine de décembre – première semaine de janvier de janvier à première semaine de mai)
- ✓ Formations d'encadreur
- ✓ Recrutement, formation et encadrement des bénévoles
- ✓ Promotion des événements cyclistes
- ✓ Offre de visites touristiques à vélo au départ de la Maison des cyclistes, grâce à un partenaire d'activités
- ✓ Organisation de soirées de discussion sur des enjeux vélo dans l'espace Vélo Québec, au rez-de-chaussée de la Maison des cyclistes.

Planification budgétaire 2023-2025

Vélo Québec Association
Maison des cyclistes
Budget prévisionnel présenté à la Ville de Montréal
Exercice 2023 à 2025

	2023	2024	2025
Produits			
Revenus autonomes			
Ventes de produits et services	50 000 $	52 500 $	55 000 $
Coût des marchandises vendues	(35 500) $	(37 275) $	(39 050) $
Marge brute	14 500 $	15 225 $	15 950 $
Contributions publiques			
Ville de Montréal	35 000 $	35 000 $	35 000 $
	49 500 $	**50 225 $**	**50 950 $**
Charges			
Salaires et charges sociales	44 500 $	45 800 $	47 200 $
Frais d'opération	2 175 $	2 300 $	2 400 $
Loyer	13 325 $	13 700 $	14 000 $
	60 000 $	**61 800 $**	**63 600 $**
Déficit (Contribution de Vélo Québec)	**(10 500) $**	**(11 575) $**	**(12 650) $**

Objectifs et indicateurs 2023-2025

Objectif	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateurs 2023-2025
Poursuivre la vocation d'accueil, d'information du public, d'offre de services et de promotion du vélo	Offrir aux citoyens et aux visiteurs un carrefour Infovélo dédié aux besoins des cyclistes.	Assurer un service d'information en personne, au téléphone et en ligne. Offrir une halte de service Installer un placottoir 6 mois par année	✓ Nombre d'heures d'ouverture par semaine : 35h/sem. 50 semaines ✓ Nombre estimé de visiteurs, d'appels et de courriels ✓ 50 Places de stationnement pour vélos ✓ Nombre de gonflages à la pompe annuels
	Offrir une programmation variée d'activités et d'animation cycliste aux citoyens de la ville et aux visiteurs.	Programmer des conférences sur le vélo urbain, le vélo d'hiver et les voyages à vélo. Organiser des soirées de discussion sur des enjeux vélo. Formations d'encadrement	✓ Un minimum de trois conférences offertes ✓ Nombre de soirées ✓ Nombre de formations en encadrement
	Former des bénévoles	Formation de bénévoles	✓ Nombre de soirées de formations
	Promouvoir le vélo à Montréal	Diffusion d'information par la Maison des cyclistes Assurer la promotion du réseau cyclable du grand Montréal	✓ Nombre d'abonnés à l'infolettre, Facebook, Twitter et Instagram ✓ Nombre de cartes distribuées
	Offrir, grâce à un partenaire d'activité, des visites touristiques à vélo	Visites touristiques à vélo au départ de la Maison des cyclistes	✓ Nombre de participants par année

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229622004

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un soutien financier total et maximal de 105 000$ à l'organisme Vélo Québec Association pour le soutien des activités d'animation, de promotion et de développement du vélo pour la population montréalaise à la Maison des cyclistes pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025 / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Certification des fonds_GDD 1229622004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-23

Alpha OKAKESEMA
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.021

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1238468001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente pour une somme maximale de 25 000 $ à Réseau Environnement pour la tenue de l'événement Americana 2023, qui se tiendra au Palais des congrès de Montréal du 20 au 22 mars 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :
- d'accorder une contribution financière non récurrente pour une somme maximale de 25 000 $ au Réseau Environnement pour la tenue de l'événement Americana 2023, qui se tiendra au Palais des congrès de Montréal du 20 au 22 mars 2023;

- d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et le Réseau Environnement, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2023-03-02 10:46

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1238468001**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente pour une somme maximale de 25 000 $ à Réseau Environnement pour la tenue de l'événement Americana 2023, qui se tiendra au Palais des congrès de Montréal du 20 au 22 mars 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Réseau Environnement a transmis au SDÉ le 18 janvier 2023, une demande de contribution financière pour un montant de 50 000 $ pour l'organisation de l'événement Americana 2023 qui se tiendra au Palais des congrès de Montréal du 20 au 22 mars prochain. Réseau Environnement, qui en est l'organisateur, est un organisme à but non lucratif qui œuvre dans le milieu environnemental depuis plus de 50 ans. Depuis maintenant 28 ans, le Forum sur l'environnement et Salon international des technologies environnementales Americana, qui se tient à Montréal aux 2 ans, est reconnu comme le plus grand événement multisectoriel nord-américain en environnement. Lors de sa dernière édition en 2021, plus de 150 exposants, modérateurs et panélistes ont permis aux spécialistes d'assister à des conférences sur des sujets d'actualités répartis en 60 conférences. Americana 2021 avait alors dû être tenu en mode virtuel en raison de la situation sanitaire. Pour l'édition 2023, Réseau Environnement retourne à une formule en mode présentiel et vise une participation de 7000 personnes provenant d'une vingtaine de pays.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 0358 - 15 mars 2017 (1161063004) - Accorder une contribution de 25 000 $ à Réseau Environnement pour l'organisation du Salon international des technologies environnementales Americana 2017 incluant la Rencontre internationale des municipalités efficaces / Approuver un projet de convention à cet effet

DESCRIPTION

Plus de 100 conférences, panels et ateliers dédiés à l'environnement, portant principalement sur des thèmes liés à l'économie verte et aux innovations. Les principaux secteurs environnementaux sont également au cœur de la programmation, soit l'eau, les matières résiduelles, les sols et les eaux souterraines, l'air, les changements climatiques et l'énergie, et la biodiversité.
Les principaux objectifs de cet événement, tel que présentés par les organisateurs, sont :

- la mise en place de partenariat;
- la présence de conférenciers de qualité et de conférenciers internationaux;
- d'atteindre un minimum de 1 161 inscriptions payantes;
- de fournir une plateforme de réseautage;
- de prévoir une logistique permettant un bon parcours participant; et
- la présence d'un minimum de 170 exposants au salon d'exposition.

Le budget total estimé pour la tenue pour la tenue d'Americana 2023 est de 1 305 279 $. La contribution financière de 25 000 $ qui serait octroyée à Réseau Environnement représente 1,9 % de ce budget.

JUSTIFICATION

Il s'agit à la fois d'une occasion de rayonnement pour Montréal, de même que d'opportunités de maillage de notre organisation avec des acteurs économiques importants du territoire. Si nous souhaitons atteindre nos objectifs ambitieux en matière d'émissions de GES et de gestion des matières résiduelles, il faut s'assurer de la participation active du secteur privé. Le salon Americana devient donc pour la Ville un lieu de prédilection pour établir des relations avec le secteur privé et une tribune pour faire connaître les ambitions et les projets de la Ville auprès de ces acteurs.
La tenue de cette conférence est arrimée avec les objectifs de la Ville de Montréal en matière de développement économique en permettant d'appuyer le développement des entreprises d'économie sociale et de répondre aux besoins en matière de développement de compétences et de talent.

Par ailleurs, le salon des exposants dans le cadre de cet événement permettra, d'une part, de stimuler la croissance des entreprises participantes et, d'autre part, de renforcer les liens au sein de l'écosystème de développement économique. Cela renforcera certainement la notoriété de Montréal comme place d'affaires. De plus, avec plus de 100 conférences, panels et ateliers sur divers enjeux environnementaux, Americana permettra de mettre en valeur l'écosystème du savoir et de contribuer au rayonnement international de Montréal en lien avec des thématiques touchant la transition écologique et le développement durable.

L'événement offrira aussi l'occasion pour des entreprises de présenter des solutions environnementales. Cet objectif correspond à une ambition du SDÉ de développer ce secteur économique d'avenir. La Ville s'était d'ailleurs engagée à promouvoir les technologies vertes sur son territoire auprès du réseau Solar Impulse à l'automne dernier lors de la COP27 en Égypte.

Une série de billets pourront ainsi être offerts aux jeunes entreprises ayant des solutions environnementales via l'Esplanade (super cohorte en action climatique) et le Réseau PME MTL. Aussi, il pourrait être discuté auprès des organisateurs de l'intérêt de présenter des jeunes pousses montréalaises à impact environnemental. Le SDÉ soutient d'ailleurs plusieurs incubateurs d'entreprises en transition écologique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 25 000 $. Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique pour des projets visant à améliorer le soutien à la commercialisation d'innovations (Entente 150 M$ MEIE 2022-2025 / Réflexe)
Le tableau suivant illustre les soutiens accordés les dernières années aux organismes de ce dossier par la Ville pour le même ou pour différents types de projet ainsi que les versements prévus pour le soutien financier recommandé :

Organisme	Projet	Soutien accordé	Soutien	Versements	Soutien

		2019	2020	2021	recommandé 2023	1er versement à la signature de la convention (2023)	2e versement à la réception et analyse de la Reddition de comptes (2023)	Ville / Global projet
Réseau Environnement	Americana	0 $	0 $	0 $	25 000 $	20 000 $	5 000 $	25 000 $ / 1 305 2079 $ équivalent à 1,9%

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en ciblant notamment les priorités suivantes :
1- Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050;
14- Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité
20- Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Consolider le leadership canadien et international de la Ville de Montréal et de l'écosystème économique montréalais en matière de développement durable et d'accès à des technologies propres afin de favoriser la croissance des entreprises montréalaises du secteur et d'attirer de nouveaux joueurs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Tenant compte les règles sanitaires actuelles, il n'est pas prévu qu'il y ait un impact majeur lié à la Covid sur la tenue de l'événement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 du projet de convention, et doivent être appliquées par l'organisme partenaire

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Mise en oeuvre de l'entente : de mars à juillet 2023;
- Élaboration des éléments de communication: mars 2023;
- Tenue de l'événement : du 20 au 22 mars 2023;
- Bilan : Été 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Florentina ILIUTA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samir TOUHAMI
Commissaire - developpement economique

Tél : 514-261-6233
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-28

Valérie POULIN
Directrice de la direction de l'intelligence économique et du rayonnement international

Tél : 438 274-1735
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Eric LABELLE
directeur(-trice) de service - developpement economique
Tél :
Approuvé le : 2023-03-02

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Le présent document constitue la grille d'analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d'accompagnement - Grille d'analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l'intranet. Ce guide d'accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l'offre d'accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d'analyse ainsi qu'un glossaire.

Veuillez, s'il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en ciblant notamment les priorités suivantes :* *1 - Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050;* *14 -Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité* *20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Pour la priorité 1 : Échanges d'expertises et solutions en technologies propres pour contribuer à la réduction des GES; Pour la priorité 14 : Démonstration des solutions et initiatives applicables aux entreprises et à leurs processus d'innovation;			

Pour la priorité 20 : Démontrer l’engagement de Montréal pour une économie plus verte auprès de l'écosystème et du public étranger.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale;	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **RÉSEAU ENVIRONNEMENT INC**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif, dont l'adresse principale est au 295, Place d'Youville, Montréal (Québec) H2Y 2B5, agissant et représentée par Mathieu Laneuville, Président-Directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 888487253RT001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1018598708

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme est l'initiateur et l'organisateur d'Americana, Forum sur l'environnement et du Salon des technologies environnementales du Québec et publie la revue spécialisée Vecteur Environnement;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Le directeur du Service du développement économique ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Le Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations ou locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil

d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard *quatre-vingt-dix (90) jours* après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **VINGT-CINQ MILLE** dollars (**25 000 $),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **VINGT MILLE** dollars (**20 000 $**) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention ;

- un deuxième versement au montant de **CINQ MILLE** dollars (**5 000 $**) dans les trente (30) jours après le dépôt et l'analyse de la Reddition de comptes à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par

l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le **31 mars 2023**.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 295, Place d'Youville, Montréal (Québec) H2Y 2B5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Président-directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, Montréal, Québec, H3B 5M2 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 1er jour de mars 2023

RÉSEAU ENVIRONNEMENT INC.

Par : 
Mathieu Laneuville, Président-Directeur général

Cette Convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CE …….).

ANNEXE 1

PROJET

Depuis maintenant 28 ans, le Forum sur l'environnement et Salon international des technologies environnementales Americana, qui se tient à Montréal aux 2 ans, est reconnu comme le plus grand événement multisectoriel nord-américain en environnement. Lors de sa dernière édition en 2021, plus de 150 exposants, modérateurs et panélistes ont permis aux spécialistes d'assister à des conférences sur des sujets d'actualités répartis en 60 conférences. Americana 2021 avait alors dû être tenu en mode virtuel en raison de la situation sanitaire. Ce sont tout de même près de 1000 personnes qui ont participé à cette édition.

Pour l'édition 2023 qui se tiendra au Palais des congrès de Montréal du 20 au 22 mars, Réseau Environnement retourne à une formule en mode présentiel et vise une participation de 7000 personnes provenant d'une vingtaine de pays.

Les principaux objectifs de cet événement tel que présentés par les organisateurs sont :

- la mise en place de partenariat;
- la présence de conférenciers de qualité et de conférenciers internationaux;
- d'atteindre un minimum de 1 161 inscriptions payantes;
- de fournir une plateforme de réseautage;
- de prévoir une logistique permettant un bon parcours participant; et
- la présence d'un minimum de 170 exposants au salon d'exposition.

La contrepartie offerte à la Ville de Montréal pour sa contribution financière prendra la forme suivante :

- Remplacer le logo dans le vecteur (déjà publiés), par une allocution de 3 minutes sur votre protocole sur l'économie circulaire au kiosque ou au début de la session sur l'économie circulaire
- Promotion web avant l'évènement - Logo avec hyperlien sur la page de l'événement Americana 2023 à partir de la signature du contrat
- Promotion et visibilité pendant l'évènement :
    - Mot de bienvenue de 3 minutes à l'ouverture de l'événement
    - Remerciements lors du discours d'ouverture de l'événement
    - Logo ou mention sur tous les éléments visuels d'affichage de l'événement au Palais des congrès de Montréal
    - Mention dans le communiqué de presse
- Mention dans l'infolettre de remerciements envoyée à toutes les participantes et tous les participants
- Autres avantages : Possibilité d'inclure un demi (1/2) page de publicité dans la revue Vecteur Environnement et quatre (4) Bandeaux publicitaires dans le bulletin électronique "À la Une"
- 19 Billets délégués : accès 3 jours incluant la Cérémonie des Distinctions et les dîners

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou leprincipal partenaire ;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville deMontréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutienfinancier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville deMontréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville deMontréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;

- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie deMontréal et du comité exécutif :
    - en informer la personne responsable de la Ville,
    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurerque :
    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image ;

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées,soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
  - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avecle savoir, les affaires et le développement économique,
  - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
  - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaireset le développement économique,
  - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le

site ;

- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tardtrente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'unsondage de satisfaction et le nombre de participants ;des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés ;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médiasnumériques ;
  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où laVille a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à unlogo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complémentau Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et desautres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors ducontexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir unerétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et descommunications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moinsquinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basserésolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1238468001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente pour une somme maximale de 25 000 $ à Réseau Environnement pour la tenue de l'événement Americana 2023, qui se tiendra au Palais des congrès de Montréal du 20 au 22 mars 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1238468001 - organisme Réseau Environnement.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Florentina ILIUTA
Préposée au budget
Tél : 514-872-5763

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-03-01

Habib NOUARI
conseiller budgétaire
Tél : (514) 872-0984
Division : Service des finances, Pôle Développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.022

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1231025001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de l'expertise technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Bureau Veritas Canada (2019) inc. au montant de 1 106 120,78 $ pour une période de trente-six (36) mois, prévoyant une option de prolongation de douze (12) mois, pour la fourniture sur demande d'un service d'analyses externes en laboratoire - Appel d'offres public 22-19660 - Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités au contrat totalisant un montant équivalent à 15 % de celui octroyé, soit 165 918,12 $ pour un montant total estimé de 1 272 038,90 $

Il est recommandé :
1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de trente-six (36) mois, prévoyant une option de prolongation de douze (12) mois, par laquelle Bureau Veritas Canada (2019) inc., seul soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, la fourniture sur demande d'un service d'analyses externes en laboratoire, pour une somme maximale totale 1 106 120.78 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19660

Firmes	Montant (taxes incluses)
Bureau Veritas Canada (2019) inc	1 106 120.78 $

2. d'autoriser une dépense de 165 918.12 $, taxes incluses, à titre de budget de variations de quantités;

3. de procéder à une évaluation du rendement;

4. d'imputer ces dépenses au rythme des besoins à combler.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2023-02-24 16:42

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1231025001**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de l'expertise technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Bureau Veritas Canada (2019) inc. au montant de 1 106 120,78 $ pour une période de trente-six (36) mois, prévoyant une option de prolongation de douze (12) mois, pour la fourniture sur demande d'un service d'analyses externes en laboratoire - Appel d'offres public 22-19660 - Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités au contrat totalisant un montant équivalent à 15 % de celui octroyé, soit 165 918,12 $ pour un montant total estimé de 1 272 038,90 $

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une entente-cadre visant la fourniture sur demande d'un service d'analyses en laboratoire, principalement pour la réalisation de tests chimiques et bactériologiques sur différents types d'échantillons provenant de diverses matrices ainsi que pour la rédaction de rapports. Cette entente-cadre serait accessible uniquement au Service de l'environnement.
En mars 2020, deux ententes-cadres (analyses chimiques et bactériologiques pour les paramètres non effectués dans nos laboratoires) ont été octroyées, conformément aux documents de l'appel d'offres public (20-17881) au plus bas soumissionnaire, sans option de prolongation.

En date du 10 janvier 2023, la consommation sur l'entente-cadre était de 637 077,07 $, incluant les taxes, ce qui représentait 68 % du contrat octroyé.

L'appel d'offres public 22-19660 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le Journal le Devoir. La publication s'est déroulée sur une période de trente-quatre (34) jours civils, soit du 9 novembre au 13 décembre 2022. Les soumissions reçues sont valides pour une période de cent vingt (120) jours civils, c'est-à-dire jusqu'au 12 avril 2023.

Durant la période de sollicitation, nous avons publié l'addenda 1 (devis + bordereau de prix) visant à clarifier le bordereau de prix et à ajouter l'exigence de fournir une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0112 – 26 mars 2020 : Conclure deux ententes-cadres avec les firmes Eurofins-Environex (lot 1: 62 416,48 $) et Bureau Veritas Canada (2019) inc.(lot 2: 811 857,79 $) pour une période de trente-six (36) mois, prévoyant une option de prolongation de douze (12) mois, pour la fourniture sur demande d'un service d'analyses externes en laboratoire - Appel d'offres public 20-17881 (2 soum.).

CE17 0250 - 1er mars 2017 : Conclure avec la firme Maxxam Analytique International Corporation, une entente-cadre pour la fourniture sur demande de réalisation d'analyses chimiques spécifiques sur des échantillons provenant de différentes matrices, pour une période de trente-six (36) mois. Appel d'offres public 16-15543. 2 soumissionnaires conformes et 1 soumissionnaire non conforme. (Montant total estimé de l'entente: 488 777,70 $, incluant les taxes).

CE16 0877 - 1er juin 2016 : Autoriser une dépense additionnelle de 59 983,80 $, incluant les taxes, afin d'exercer l'option de prolongation de douze (12) mois de l'entente-cadre conclue avec AGAT Laboratoires ltée (CE13 0741), pour la fourniture des services d'un laboratoire, pour la réalisation d'analyses chimiques sur des échantillons de sols, et la rédaction d'un rapport à la suite de l'appel d'offres 13-12774, majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 163 592,18 $ à 223 575,98 $, incluant les taxes.

DESCRIPTION

La présente entente-cadre vise à retenir les services de laboratoire analytique pour la réalisation d'analyses chimiques et microbiologiques, conformément à la réglementation en vigueur. Les analyses effectuées par le laboratoire analytique comprennent, notamment, l'appareillage, l'équipement, les réactifs et le personnel requis pour l'exécution des analyses. L'adjudicataire doit également fournir des certificats d'analyses validés par des chimistes et prendre à sa charge les frais d'entreposage, de congélation et d'élimination des échantillons au laboratoire. Ce service d'analyses de laboratoire permet d'obtenir des analyses d'eau potable, d'eaux de lixiviation, d'eaux souterraines, d'eaux de piscines, d'eaux de rejets industriels, de boues et de cendres.
Cette entente-cadre sera accessible uniquement au service de l'environnement.

Les quantités prévues au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement. Elles sont basées sur les historiques de consommation des trente-six (36) derniers mois et sur les prévisions de consommation pour une période de trente-six (36) mois, mais celles-ci n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

Le volume total des analyses, sur trente-six (36) mois, a été estimé à 4478 analyses.

Les prix seront haussés de 2 % pour la deuxième année de l'entente et de 2 % supplémentaire pour la 3e année de l'entente.

JUSTIFICATION

Suite à une caractérisation de ce dossier concernant le mode d'adjudication, la méthode d'octroi au plus bas soumissionnaire conforme a été sélectionnée. Il est constaté que la majeure partie du mandat est réalisé par des techniciens et que la seule implication des professionnels se limite à un rôle de supervision et à la signature du rapport d'analyses. Rapport qui se veut strictement factuel et qui ne comporte aucune analyse ou interprétation des données techniques qui y sont inscrites.
Les services d'analyse d'un laboratoire externe sont nécessaires pour réaliser les paramètres qui ne sont pas effectués dans nos laboratoire et qui sont requis par les règlements en vigueur.

La conclusion de l'entente-cadre permettra d'assurer la constance et la facilité de l'approvisionnement.

Preneurs du cahier des charges (4) :
- Bureau Veritas Canada (2019) Inc.;
- H2Lab. Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis.

Soumissionnaires (1):

- Bureau Veritas Canada (2019) inc.;

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX RÉVISÉS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Bureau Veritas Canada (2019) Inc.	1 106 120,79 $	165 918,12 $	1 272 038,91 $
Dernière estimation réalisée ($)	957 885,83 $	143 682,87 $	1 101 568,71 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			170 470,20 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			15,48 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			n/a
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			n/a

L'écart entre le prix soumis et l'estimation de la Ville dans le cas est acceptable. Lors de l'estimation, les prix utilisés pour ce lot lors des demandes d'analyses pour des matrices ont été déterminés à l'aide des prix du dernier appel d'offres, sans majoration. L'écart de 15,48 % entre l'estimation et le prix soumis est acceptable puisqu'il est moins élevé que la hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) des trois dernières années, qui se situe à près de 6 %. Le contexte COVID ayant causé la hausse de l'IPC, avec le relâchement des mesures sanitaires, nous avons prévu un accroissement initial de 4,8 % (Selon IPC anticipé 2023) pour la première année du contrat et une augmentation plus sobre pour la 2e et la 3e année de l'entente de service, soit une augmentation annuelle de 2 %.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier ne doit être déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Le présent dossier d'appel d'offres exige la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) pour le lot, si requis (en fonction du type et du montant du contrat). La firme Bureau Veritas Canada (2019) inc., l'adjudicataire a quant à lui fourni son attestation de l'AMP.

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'environnement a effectué un estimé préalable de la dépense. Celle-ci s'élève à 957 885,83 $ incluant les taxes, et ce, pour les trente-six (36) prochains mois.

Les estimations sont basées sur les consommations antérieures des trente-six (36) derniers mois. Les prix utilisés pour effectuer les estimations sont basés sur des soumissions budgétaires demandées en septembre 2022 aux deux derniers adjudicataires de la précédente entente datant de 2020. Une majoration de prix de 4,8 % a été appliquée à cette estimation en plus d'une augmentation de 2 % pour la deuxième année de l'entente et de 2 % supplémentaires pour la troisième année de l'entente pour un total estimé de 9.0 %.

Le montant total de l'entente-cadre, pour la période de trente-six (36) mois est de 962 052,30 $ + 48 102,67 $ (TPS) + 95 964,81 (TVQ), soit 1 106 120,78 $

Un montant équivalent à 15 % du montant total octroyé, soit 165 918,12 $, incluant les taxes, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantités au contrat.

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, en fonction des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

MONTRÉAL 2030

Depuis quelques années, la firme Bureau Veritas Canada (2019) inc. a adopté une politique d'approvisionnement durable, c'est-à-dire que le cadre de référence conçu pour assurer les pratiques de gestion de la chaîne d'approvisionnement de l'organisation prend en considération l'aspect financier, environnemental et social. Afin de respecter ses engagements et de prendre les meilleures décisions d'affaires, des critères spécifiques ont été établis, tels la nécessité, la durabilité, l'efficacité énergétique, la source responsable, la réutilisation, les répercussions sur l'environnement, la faisabilité et le coût.
Les services analytiques en environnement qui sont couverts par des entreprises telles que Bureau Veritas Canada (2019 inc., sont des instruments essentiels au développement de pratiques durables et respectueuses de l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement pour ce type de service en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume.
La conclusion de l'entente-cadre exclusive permettra, outre la constitution des volumes économiques profitables, d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement, le niveau de qualité et de service obtenu.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19 devrait affecter les services d'analyses.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement émettra une entente-cadre avec la firme retenue.
Comité exécutif: 15 mars 2023
Conseil municipal : 20 mars 2023
Conseil d'agglomération : 23 mars 2023
Début du contrat : 1er avrili 2023
Fin du contrat : 31 mars 2026
Fin du contrat, incluant l'année d'option : 31 mars 2027

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Geneviève LEARY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karolanne PERREAULT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Karolanne PERREAULT, 14 février 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laurent LAROCHE
Chef de section chimie env. & controle de la qualite de l'eau

Tél : 514 209-3058

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-07

Denise ARBIC
Chef de section chimie de l'environnement et microbiologie alimentaire

Tél : 514 238-8238

Télécop. : 514 872-3333 **Télécop. :** 514 280-4285

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
directeur(-trice) de service - environnement
Tél : 514-795-4732
Approuvé le : 2023-02-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1231025001*
Unité administrative responsable : *23000902000 Service de l'Environnement, Div. Expertise technique*
Projet : *Analyses en externe 2023-2026*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

16-Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international

19-Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

16- En association avec des universités, telles École Polytechnique de Montréal, Université de Montréal, université McGill et UQUAM, collaborer à des études afin d'optimiser certain processus de traitement ou rechercher des molécules non réglementés pouvant avoir un impact sur la santé et la qualité esthétique.

19- Assurer un respect de la réglementation municipale, provinciale et fédérale de l'eau potable, de l'eau des bassins d'eau artificiels dédiés à la baignade, des rejets des eaux usées et des émissions atmosphériques et des sols contaminés

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 16 juillet 2021

BUREAU VERITAS CANADA (2019) INC.
A/S MADAME GENTIANA DYRMISHI
500-1919, MINNESOTA CRT
MISSISSAUGA (ON) L5N 0C9

N° de décision : 2021-DAMP-1627
N° de client : 3001324111

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

BUREAU VERITAS
BV LABS
LABORATOIRES BV
MAXXAM ANALYTIQUE

BUREAU VERITAS LABORATORIES
LABORATOIRES BUREAU VERITAS
MAXXAM ANALYTICS

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. BUREAU VERITAS CANADA (2019) INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 juillet 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1231025001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de l'expertise technique
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Bureau Veritas Canada (2019) inc. au montant de 1 106 120,78 $ pour une période de trente-six (36) mois, prévoyant une option de prolongation de douze (12) mois, pour la fourniture sur demande d'un service d'analyses externes en laboratoire - Appel d'offres public 22-19660 - Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités au contrat totalisant un montant équivalent à 15 % de celui octroyé, soit 165 918,12 $ pour un montant total estimé de 1 272 038,90 $

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19660 PV.pdf
22-19660 SEAO _ Liste des commandes.pdf
22-19660 Intervention Appro.pdf
22-19660_TCP révisé .pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève LEARY
Agente d'approvisionnement 2
Tél : 514-868-5955

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-20

Elie BOUSTANI
Chef de section
Tél : 514-280-1994
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19660 — No du GDD : 1231025001

Titre de l'appel d'offres : Analyses de divers échantillons (matrices propres et sales) d'eau et de solides (aliments et corps étrangers)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 9 - 11 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 13 - 12 - 2022

Ouverture faite le : 13 - 12 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 1 - 12 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 4 - 2023

Date d'échéance révisée : 12 - 4 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

La recommandation d'octroi du contrat en entier vise la firme cochée √

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	En entier
Bureau Veritas Canada (2019) Inc. Montant révisé au fin d'octroi : 1 106 120,79$	1 126 650,12 $	√	

Information additionnelle

Le soumissionnaire recommandé pour l'octroi du contrat n'est pas inscrits au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'est pas rendu non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Une demande de révision de prix a été transmise au soumissionnaire unique Bureau Veritas Canada (2019) Inc. Celui-ci a révisé son prix soumis à 1 106 120,79$ au lieu de 1 126 650,12$

Un preneur de documents sur le SEAO n'a pas déposé de soumission

Préparé par : Daniel Léger — Le 10 - 1 - 2023

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
22-19660

Agent d'approvisionnement
Stéphanie Morel

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Données	
					Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Bureau Veritas Canada (2019) Inc.						
Total (Bureau Veritas Canada (2019) Inc.)					**962 053,30 $**	**1 106 120,78 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19660
Numéro de référence : 1660969
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Analyses de divers échantillons (matrices propres et sales) d'eau et de solides (aliments et corps étrangers)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Bureau Veritas Canada (2019) Inc. 2690 avenue Dalton Québec, QC, G1P 3S4 http://www.bvna.com	Madame Nadia Michaud Téléphone : 418 658-5784 Télécopieur :	**Commande : (2113023)** 2022-11-14 16 h 02 **Transmission :** 2022-11-14 16 h 02	3833070 - 22-19660 Addenda no 1 (devis) 2022-12-01 14 h 02 - Courriel 3833071 - 22-19660 Addenda no 1 (bordereau) 2022-12-01 14 h 02 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
H2Lab inc. 180 boul. Norbert-Morin Sainte-Agathe-des-Monts, QC, J8C 2W5 http://www.h2lab.ca	Monsieur André Langlais Téléphone : 819 326-8690 Télécopieur : 819 326-9324	**Commande : (2113188)** 2022-11-15 8 h 12 **Transmission :** 2022-11-15 8 h 12	3833070 - 22-19660 Addenda no 1 (devis) 2022-12-01 14 h 02 - Courriel 3833071 - 22-19660 Addenda no 1 (bordereau) 2022-12-01 14 h 02 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.023

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1239303001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour l'exécution des travaux de restauration et d'installation de l'oeuvre d'art Mastodo au square Viger - Dépense totale de 918 197,25 $, taxes incluses (contrat : 798 432,39 $ + contingences : 119 764,86 $) - Appel d'offres public 22-6753 - 1 soumissionnaire.

Il est recommandé :

1. d'accorder à St-Denis Thompson inc., seul soumissionnaire, celui-ci ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de restauration et d'installation de l'oeuvre d'art Mastodo au square Viger, au montant de 798 432,39 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-6753;

2. d'autoriser une dépense de 119 764,86 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale, pour une dépense totale de 918 197,25 $, taxes incluses.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2023-03-13 10:31

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1239303001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour l'exécution des travaux de restauration et d'installation de l'oeuvre d'art Mastodo au square Viger - Dépense totale de 918 197,25 $, taxes incluses (contrat : 798 432,39 $ + contingences : 119 764,86 $) - Appel d'offres public 22-6753 - 1 soumissionnaire.

CONTENU

CONTEXTE

L'îlot II du square Viger comporte, depuis 1984, une sculpture-fontaine intitulée Mastodo, conçue par l'artiste Charles Daudelin. En 2016, préalablement aux travaux de réaménagement du site par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), l'œuvre Mastodo a été transportée dans un entrepôt de la Ville de Montréal et partiellement démontée, en vue de sa restauration. Les travaux de réaménagement au square Viger étant terminés, il est maintenant requis de restaurer et de réinstaller l'œuvre, afin de finaliser complètement l'aménagement prévu et annoncé par la Ville de Montréal.
Au total, 3 appels d'offres publics ont été lancés depuis les 2 dernières années pour la restauration de cette oeuvre d'art :

- Mars 2021 : Premier appel d'offres public pour les travaux de restauration et d'installation de l'œuvre. Les principaux restaurateurs du Québec et de l'Ontario ont été informés de l'appel d'offres en cours. Aucune soumission n'a été reçue.

- Octobre 2021 : Deuxième appel d'offres public pour des services techniques de restauration, excluant l'installation de l'œuvre sur le site. Les principaux restaurateurs du Québec et de l'Ontario ont été informés à nouveau de cet appel d'offres en cours, par le Service de l'approvisionnement. L'appel d'offres a été fait selon le système à une enveloppe et impliquait un comité de sélection. Une seule soumission a été déposée par l'entrepreneur général St-Denis Thompson inc., avec un prix 125 % plus élevé que la dernière estimation réalisée à l'externe. Le devis technique de cet appel d'offres exigeait la participation d'un restaurateur professionnel, or, St-Denis Thompson inc. a omis de présenter dans son offre de services un restaurateur qualifié. Pour ces raisons, le SGPMRS, en concertation avec le Bureau d'art public du Service de la culture, a décidé de ne pas octroyer ce contrat et

d’annuler l’appel d’offres.

- Décembre 2022 : Troisième appel d'offres public pour les travaux de restauration et d'installation de l'oeuvre. L'octroi de ce contrat fait l'objet du présent sommaire décisionnel.

Le présent sommaire s'inscrit à l'intérieur de la phase 1 du réaménagement du square Viger (îlots I et II). Ce projet est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu l’approbation du Comité exécutif (CE) le 2 septembre 2020 de poursuivre la phase Exécution; le mandat d'exécution révisé # SMCE205330005 a été émis.

Processus d'adjudication

Le processus suivi dans ce dossier est un appel d’offres public ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux exigences des clauses administratives incluses au cahier des charges. Les principaux restaurateurs du Québec et de l'Ontario ont été informés de l'appel d'offres en cours, par le Bureau des soumissions du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

L’appel d’offres a été lancé le 13 décembre 2022 et devait se terminer le 26 janvier 2023. L’addenda no. 2 a reporté l’ouverture des soumissions au 9 février 2023. La durée initiale était donc de 45 jours, mais la durée réelle a été de 59 jours.

L’appel d’offres a été publié sur le site du Système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec (SEAO) durant toute la période d’appel d’offres. Il a aussi été annoncé dans le journal Le Devoir.

Trois addendas ont été émis et rendus disponibles aux preneurs du cahier des charges, dans les délais prescrits.

No.	Date	Portée	Impact sur le prix
1	20-12-2022	Modifications au cahier des charges.	Oui
2	20-01-2023	Report de la date d’ouverture des soumissions, modifications au cahier des charges et réponses à des questions des soumissionnaires.	Oui
3	31-01-2023	Réponses à des questions des soumissionnaires.	Non

Les soumissions sont valides 90 jours suivant la date d’ouverture, soit jusqu'au 9 mai 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 1141 - 16 novembre 2020 - Autoriser une dépense additionnelle de 3 011 766,88 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau inc. (CM18 1001), majorant ainsi le montant total du contrat de 59 934 340,68 $ à 62 946 107,56 $, taxes et contingences incluses; approuver le transfert, vers le budget de contingences, de crédits libérés par le retrait de certains travaux initialement prévus, pour un montant total de 3 885 473,95 $, taxes incluses.
CM18 1001 – 21 août 2018 – Autoriser une dépense de 63 222 620,09 $, taxes incluses, pour le réaménagement complet des îlots I et II du square Viger et pour la réfection des rues et des trottoirs limitrophes aux îlots I et II du square Viger (rues Saint-Antoine, Berri, Saint-Denis et avenue Viger), comprenant tous les frais incidents; accorder à Pomerleau inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 59 934 340,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-6870.

DESCRIPTION

Les travaux du présent contrat visent à restaurer, modifier et installer l'œuvre d'art Mastodo dans la fontaine de l'îlot II du square Viger. Il est prévu que les travaux débutent au printemps 2023 et se poursuivent jusqu'à l'automne 2023. De façon plus détaillée, le contrat inclut, sans s'y restreindre, les travaux suivants :
- transport de l'oeuvre, à partir du lieu d'entreposage actuel vers l'atelier de l'entrepreneur
- restauration complète de l'oeuvre en atelier
- modification de la structure de l'oeuvre
- ajout de tuyaux dans l'oeuvre pour l'alimentation en eau, ainsi que leur raccordement à la plomberie de la fontaine existante
- ajout d'éléments fonctionnels requis, en bronze
- fourniture et installation des ancrages sur le site
- transport, assemblage et installation de l'oeuvre sur le site
- essais fontainiers et mise en service

Ces travaux ont été élaborés et coordonnés en collaboration avec le Bureau d'art public du Service de la culture, qui s'est assuré de tenir informée la famille de l'artiste Charles Daudelin.

Compte tenu de la particularité et de la délicatesse de ces travaux, le pourcentage de contingences a été fixé à 15 %. Aucun budget pour les variations de quantités, ni de dépenses incidentes ne sont prévus pour ce contrat.

Le délai de réalisation des travaux prévu au cahier des charges est de 165 jours calendrier. En cas de retard de l'adjudicataire à terminer les travaux à l'intérieur de ce délai, les dispositions contractuelles prévoient une pénalité de 1 000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu au contrat dans l'éventualité où les travaux seraient terminés avant le délai d'exécution contractuel.

JUSTIFICATION

Sur les 9 preneurs du cahier des charges, 1 seul a déposé une soumission (11 %) et 8 n'ont pas déposé de soumission (89 %).
Il est à noter toutefois que parmi les preneurs du cahier des charges, on en compte 3 qui ne sont pas des entrepreneurs en construction : il y a la firme GLT+ inc. qui a réalisé l'estimation de contrôle du projet, le journal Le Devoir, probablement en lien avec la rédaction d'un article paru le 27 janvier 2023, et la firme NIPPAYSAGE inc. qui a élaboré les plans et devis du réaménagement du square Viger.

Un seul preneur du cahier des charges a transmis un avis de désistement. Les motifs indiqués étaient que le délai de réalisation des travaux était trop restreint et qu'il était difficile de garantir la fourniture de certains métaux dans ce délai.

Pour les 4 autres preneurs du cahier des charges, il est fort probable que la nature particulière des travaux ne correspond pas à leur expertise, ce qui expliquerait pourquoi ils n'ont pas déposé de soumission. La liste complète des preneurs est incluse en pièce jointe du présent sommaire.

La soumission obtenue s'est avérée conforme. Étant donné que St-Denis Thompson inc. est le seul soumissionnaire, celui-ci ayant présenté une soumission conforme, suivant l'article 573.3.3 de la *L oi sur les cités et villes* , le Bureau des soumissions du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) lui a proposé de réviser son prix à la baisse. Cette proposition a été refusée par le soumissionnaire.

Soumissions conformes	**Pris soumis** (taxes incluses)	**Contingences (15 %)** (taxes incluses)	**Total** (taxes incluses)

St-Denis Thompson inc.	798 432,39 $	119 764,86 $	918 197,25 $
Dernière estimation réalisée à l'externe (par GLT+ inc.)	583 078,64 $	87 461,80 $	670 540,44 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme - estimation)*			247 656,81 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme - estimation)/estimation) x 100*			36,9 %

Le prix déposé par le plus bas soumissionnaire conforme est supérieur de 36,9 % à la dernière estimation réalisée à l'externe, par la firme GLT+ inc. Cette estimation tient compte normalement des prix actuels du marché de la construction. La nature particulière des travaux, leur complexité et la délicatesse qu'ils exigeront peuvent possiblement expliquer cet écart. De plus, afin d'assurer la qualité du travail, le cahier des charges oblige l'entrepreneur à fournir ou à s'adjoindre les services d'un restaurateur professionnel spécialisé en sculptures ou en ouvrages métalliques. Puisqu'il y a très peu d'entreprises et de personnes qualifiées pour ce type de travaux dans le marché canadien, il est probable que cette exigence ait fait en sorte d'augmenter le prix de la soumission. Il est plus difficile d'évaluer l'impact de ce type de conditions particulières sur le prix.

Les 2 catégories d'items affichant des écarts importants sont :
- les métaux
- les travaux de restauration

Comme la fourniture de certains métaux est difficile et dispendieuse en ce moment, il est possible que St-Denis Thompson inc. ait usé de prudence afin de garantir ces items dans les délais requis. De plus, cet entrepreneur semble davantage spécialisé dans les travaux de restauration de bâtiments patrimoniaux que d'oeuvres d'art. Il se peut qu'il ait anticipé plus de temps et de risques pour les activités de restauration du contrat. Aussi, lors de son refus de revoir à la baisse le prix soumis, St-Denis Thompson inc. a mentionné que les contraintes d'installation au square Viger, en lien avec les capacités portantes du site, rendaient ces travaux plus risqués.

Conformité de l'adjudicataire recommandé
L'autorisation à contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise pour ce contrat, car celui-ci n'est pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.*

Les autres vérifications requises ont été effectuées, afin de valider que l'adjudicataire recommandé :
- n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)
- n'a pas de restriction imposée sur son permis de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)
- n'est pas rendu non conforme en vertu du *Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal* et n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Évaluation du rendement
En conformité avec l'encadrement administratif portant sur l'évaluation du rendement des adjudicataires, puisque la dépense nette de ce contrat d'exécution de travaux est inférieure à 1 000 000 $ et que l'évaluation du risque n'a pas identifié un risque significatif, aucune évaluation du rendement ne sera effectuée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de la dépense est de 918 197,25 $, taxes incluses, incluant un montant brut pour le contrat de 798 432,39 $, taxes incluses, et un montant de 119 764,86 $, taxes

incluses, pour les contingences.
Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centre et représente un coût net de 838 436,48 $ en considérant les ristournes pour la TPS et la TVQ.

Le montant de 838 436,48 $ net des ristournes sur les taxes (montant net maximal des travaux prévus de 729 075,20 $ et montant net maximal des contingences associées aux travaux de 109 361,28 $) sera financé par le budget de fonctionnement du Service de la culture. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

Le présent contrat n'est pas éligible à des subventions.

À partir de 2024, le dossier entraînera également des frais récurrents supplémentaires en budget de fonctionnement. De l'ordre de 20 000 $ par année, cette prévision comprend les travaux d'entretien suivants pour l'oeuvre Mastodo :
- le nettoyage des graffitis et de la saleté
- le remplacement de la cire protectrice
- la location d'une nacelle

Ces frais récurrents seront assumés par le Service de la culture et les travaux seront effectués par l'équipe d'entretien de la collection municipale d'art public. L'entretien du système fontainier existant sera effectué par l'arrondissement de Ville-Marie; le coût de cet entretien est déjà prévu dans son budget de fonctionnement pour l'entretien général du square Viger.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en accessibilité universelle. La grille d'analyse correspondante est jointe au présent sommaire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Considérant qu'il s'agit du troisième appel d'offres public, advenant le cas où l'octroi du présent contrat était annulé, il faudrait procéder éventuellement à l'aliénation de l'oeuvre d'art Mastodo. Ceci équivaudrait à perdre un élément important du patrimoine artistique de Montréal, ainsi qu'à priver les citoyens et les citoyennes de l'aménagement complet du square Viger, tel que prévu et annoncé. De plus, les engagements de la Ville envers la famille Daudelin ne seraient pas respectés. Il est également important de considérer les coûts défrayés à ce jour pour les travaux de construction de la fontaine actuellement en place au square Viger, ainsi que pour les services professionnels déployés pour la conception du projet de restauration et l'élaboration des cahiers des charges successifs.
Dans le cas de l'annulation ou du report de l'octroi de ce contrat, il est aussi important de mentionner qu'il y aurait des dépenses supplémentaires pour la Ville, afin de déplacer et d'entreposer l'oeuvre d'art ailleurs, puisque l'entrepôt où elle se trouve actuellement sera démoli au cours des prochains mois.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST et les prescriptions des clauses administratives générales du cahier des charges du contrat, la pandémie de la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication à court terme, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications. Lors de l'installation de l'oeuvre au square Viger, à l'automne 2023, une opération de communication devrait avoir lieu (à confirmer plus tard).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

20 mars 2023 : Présentation du dossier décisionnel au conseil municipal pour l'octroi du contrat
Avril 2023 : Début des travaux
Septembre 2023 : Fin des travaux

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières (Amelie Josian ONGMAHAN BEHALAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie ROSE, Service de la culture
Eve MALÉPART, Direction générale
Gustavo RIBAS, Direction générale
Juan Carlos RESTREPO, Ville-Marie

Lecture :

Stéphanie ROSE, 10 mars 2023
Eve MALÉPART, 8 mars 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Julie LAPENSEE
Architecte paysagiste - division Aménagement des espaces publics et réalisation des travaux

Tél : 514-977-9362
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-16

Jasmin CORBEIL
Chef de division - Aménagement des espaces publics et réalisation des travaux

Tél : 514-820-7092
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur

Tél :
Approuvé le : 2023-03-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice - Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2023-03-09

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1239303001
Unité administrative responsable : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Projet : Restauration et installation de l'oeuvre d'art Mastodo au square Viger

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 15 : Mise en valeur et pérennisation d'une œuvre d'art public conçue dans les années 80 et, par le fait même, mise en valeur de l'artiste responsable (Charles Daudelin). De manière plus générale, renforcement de la présence de l'art public au centre-ville de Montréal.

Priorité 20 : Contribution au pouvoir d'attraction et au rayonnement de la Ville par le parachèvement du réaménagement d'une place publique historique à Montréal (square Viger), avec une facture contemporaine. Mise en valeur du patrimoine artistique montréalais, en restaurant et réinstallant une œuvre d'art faisant partie de l'aménagement original du square Viger.

Section B - Test climat

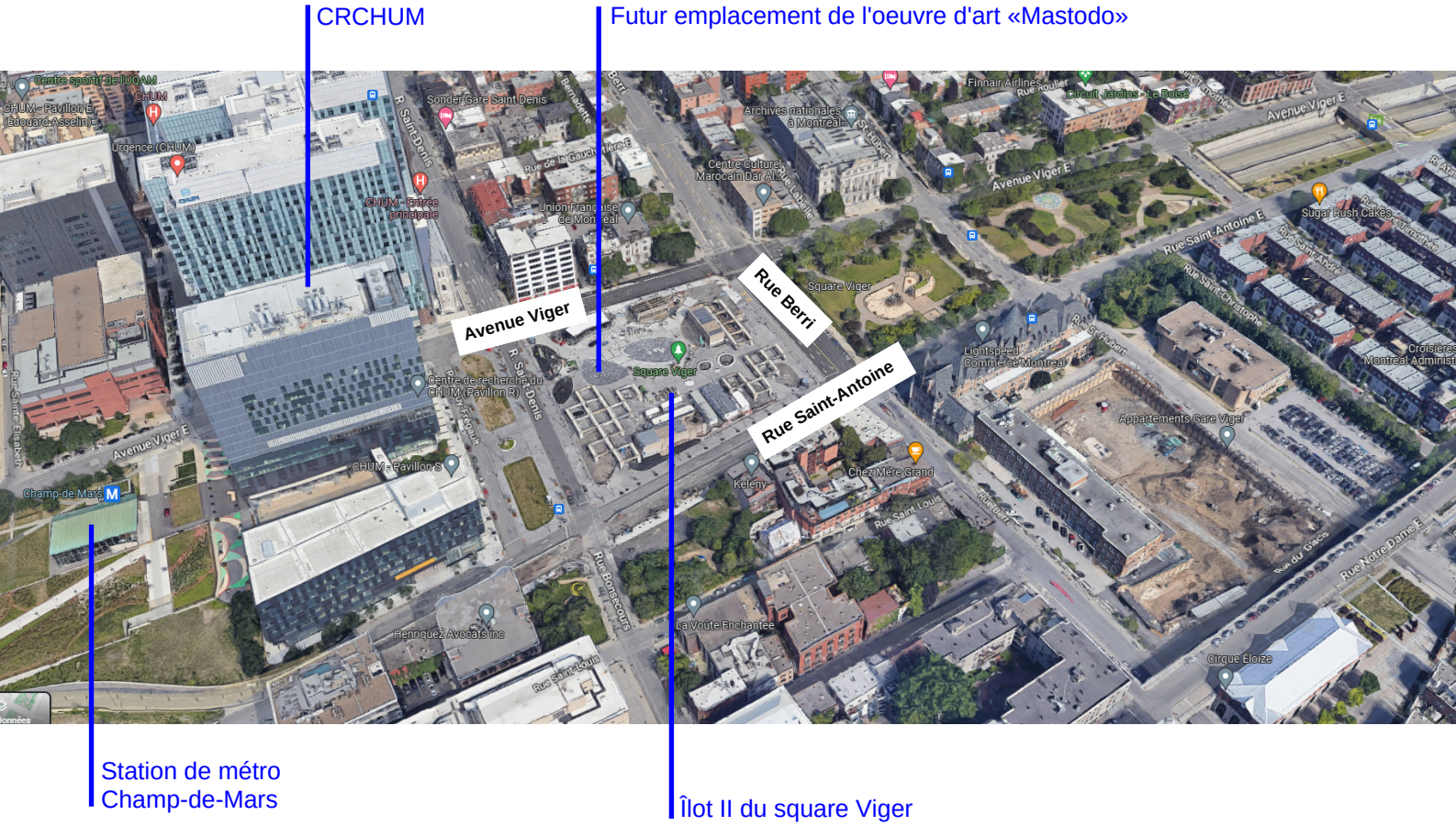
Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

Restauration et installation de l'oeuvre d'art «Mastodo» au square Viger

Plan de localisation



Nom du service : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Nom de la direction, division, etc. : Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics, Division aménagement des espaces publics et réalisations

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES
Date de publication : 13 décembre 2022
Date d'ouverture : 9 février 2023

Liste des preneurs des cahiers des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	9118-3210 QUÉBEC INC.
2	CELEB CONSTRUCTION LTÉE
3	DL HÉRITAGE INC.
4	GLT+ INC.
5	INDY-CO INC.
6	LE CONSORTIUM JACK WORLD INC.
7	LE DEVOIR INC.
8	NIPPAYSAGE INC.
9	ST-DENIS THOMPSON INC.
10	
11	
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.024

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1237211006

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat , Division des grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Autoriser une augmentation de 2 007 165,96 $ de la dépense maximale pour la conception et la réalisation du prolongement de la rue Marc-Cantin de Carrie Derick au boulevard Gaétan-Laberge dans l'arrondissement du Sud-Ouest portant ainsi le montant de la dépense de 13 403 445,50$ (CM13 0163) à 15 410 611,46$ (taxes incluses).

Il est recommandé :
1) d'autoriser une dépense additionnelle de 2 007 165,96$, taxes incluses, pour la conception et la réalisation du prolongement de la rue Marc-Cantin de Carrie-Derick au boulevard Geatan-Laberge dans l'arrondissement du Sud-Ouest, dans le cadre des travaux du projet REM, majorant ainsi le montant total de la dépense de 13 403 445,50 $ à 15 410 611,46$, taxes incluses.

2) d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centre.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2023-03-10 09:03

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1237211006**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat , Division des grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Autoriser une augmentation de 2 007 165,96 $ de la dépense maximale pour la conception et la réalisation du prolongement de la rue Marc-Cantin de Carrie Derick au boulevard Gaétan-Laberge dans l'arrondissement du Sud-Ouest portant ainsi le montant de la dépense de 13 403 445,50$ (CM13 0163) à 15 410 611,46$ (taxes incluses).

CONTENU

CONTEXTE

La Caisse de dépôt et placement du Québec - Infrastructure (CDPQ Infra inc. (CDPQi)), par l'entremise du consortium NouvLR, effectue la conception-construction du Réseau Express Métropolitain (REM). Ces travaux sont encadrés par la Loi concernant le Réseau électrique métropolitain (la "Loi sur le REM"). La réalisation de ce projet de 67 km nécessite la construction de nouvelles infrastructures qui se raccorderont au réseau de drainage de l'Île de Montréal. Toute infrastructure municipale, réalisée dans le cadre du projet REM, est encadrée par une entente entre la CDPQ Infra et la Ville de Montréal (la « Ville »), à titre de municipalité centrale de l'agglomération, responsable de la coordination avec les villes liées. Il s'agit de l'entente visée à l'article 14 de la Loi sur le REM ("l'Entente").
Dans le cadre des travaux REM, la Ville souhaite demander à CDPQi de réaliser les travaux pour le prolongement de la rue Marc Cantin depuis le MEL'S (Carrie Derick) jusqu'au boulevard Gaétan Laberge en continuité avec la voie existante au nord (Lot A) et de créer une voie structurante dans ce secteur, en offrant de nouveaux usages pour le transport actif (trottoir et piste cyclable) et en conservant l'utilisation actuelle pour le transport collectif par la Société de transport de Montréal et les aires de stationnement utilisées par les entreprises riveraines. Ces travaux seront réalisés par l'entrepreneur de CDPQi, tel qu'il est prévu à l'Entente.

Dans ce contexte, le Conseil Municipal a autorisé une dépense de 13 403 445,50 $, pour la conception et la réalisation de cette infrastructure, lors de la séance tenue le 20 février 2023 (CM23 0163).

Le présent dossier vise à autoriser l'augmentation de la valeur de la dépense d'une somme

additionnelle de 2 007 167,46 $ majorant ainsi la dépense totale à 15 410 611,46 $ afin d'y inclure une modification pour le montant des taxes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM23 0163 - 20 février 2023 - D'autoriser une dépense de 13 403 445,50 $, taxes incluses, pour la conception et la réalisation du prolongement de la rue Marc-Cantin, de la rue Carrie-Derrick au boulevard Gaétan-Laberge dans l'arrondissement du Sud-Ouest, dans le cadre des travaux du projet du REM.
CM22 1379 - 15 décembre 2022 - Adoption du programme décennal d'Immobilisation 2023-2032 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

CG22 0531 - 25 août 2022 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 99 776 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de Réseau express métropolitain (REM)

CM22 0016 - 20 janvier 2022 - Décréter la publication d'un document explicatif du budget 2022 et du PDI 2022-2031 pour l'exercice financier 2022 (volet agglomération).

CG20 0639 - 11 décembre 2020 - Décréter qu'un document explicatif du budget 2021 et du Programme décennal d'immobilisations (PDI) 2021-2030 pour l'exercice financier 2021 (volet agglomération) soit publié dans un journal diffusé sur le territoire de la Ville, conformément à l'article 474.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ c. C-19).

CE20 1829 - 12 novembre 2020 - Décréter qu'un document explicatif du budget 2021 et du PDI 2021-2030 pour l'exercice financier 2021 (volet ville centrale) soit publié dans un journal diffusé sur le territoire de la Ville, conformément à l'article 474.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ c. C-19).

CE17 1172 - 5 juillet 2017 - D'entériner, sous réserve de l'adoption de la Loi concernant le Réseau électrique métropolitain (Projet de loi 137), le projet d'entente intitulée « Entente visée à l'article 14 de la Loi concernant le Réseau électrique métropolitain (la « Loi sur le REM ») » entre CDPQ Infra inc. et la Ville de Montréal relativement au projet du REM.

CG16 0754 – 22 décembre 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 14 000 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de réseau électrique métropolitain (REM).

CE16 1120 - 22 juin 2016 - Adopter la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

La future voie publique se trouve dans le prolongement de la rue Marc Cantin existante, aux environs du chaînage 204+ 300 à 204+ 700 du projet du REM.
La construction complète, par son prolongement, de la rue Marc Cantin permettra de réaliser une voirie complète dans le secteur, en parallèle du boulevard Bonaventure, et de répondre aux enjeux actuels de mobilité. La rue sera une voie de desserte pour les entreprises importantes du secteur depuis le Pont Samuel-de-Champlain et l'Ile-des-Soeurs et permettra de transiter vers le centre ville. Elle permettra aussi de relier les pistes cyclables du Pont Samuel-de-Champlain, du pont de l'Île-des-Soeurs et de Bonaventure (projet) et de conforter le réseau cyclable du secteur.

De plus, en cas d'incident ou de travaux sur le boulevard Gaétan Laberge, cette nouvelle rue servirait de voie de report de circulation.

Situés sur l'antenne Rive Sud du REM, les travaux de construction prévus comprennent entre autres :
- Construction d'une nouvelle voie locale;
- Ajout d'un trottoir multifonctionnel du côté sud de la voie ferroviaire du REM ;
- Ajout d'un système de drainage des eaux pluviales ;
- Ajout d'un aqueduc avec l'implantation de bornes fontaines pour assurer la protection incendie de la plateforme aérienne du REM et du secteur.

Les travaux indiqués dans ce dossier seront réalisés en suivant les directives de la Ville et de l'arrondissement Sud-Ouest et en respectant les normes et les règlements en vigueur à la Ville , par NouvLR, l'entrepreneur mandaté par CDPQi en vertu de l'Entente.

JUSTIFICATION

La Ville n'aurait pas pu réaliser ces travaux dans l'emprise de maîtrise d'oeuvre du REM. La réalisation du prolongement de la rue Marc Cantin par le REM permet une réduction substantielle des impacts sur les usagers ainsi que sur l'utilisation de la voie qui sera en place dès la mise en service du REM

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La majoration prévue pour la conception et la réalisation du prolongement de la rue Marc-Cantin de Carrie Derick au boulevard Gaétan-Laberge dans l'arrondissement du Sud-Ouest est de 2 007 165,96$ $. Cette dépense correspond à un coût net de 1 832 810,06 $ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales. Cette dépense sera financée par un virement provenant du règlement d'emprunt numéro RC 22-034 du projet REM de l'ouest (75050). Cette dépense sera assumée à 100 % par la compétence corpo. Le service de l'urbanisme et mobilité (SUM) agit en tant que requérant et exécutant. Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances. Considérant ce qui a été énoncé dans l'objet de ce dossier décisionnel, la dépense totale de la Ville associée à ce mandat est de 15 410 611,46$ incluant toutes les taxes applicables (le contrat total étant, quant à lui, majoré de 13 403 445,50 $ à 15 410 611,46$). Le coût net total du mandat est 14 071 942,34$

Description	Montant Initial (taxes incluses) (A)	Montant initial (Net de ristourne) (B)	Montant majoré (taxes incluses) (C)	Montant majoré (Net de ristourne) (D)	Écart montant majoré (taxes incluses) (C-A)	Écart montant majoré (Net de ristorune) (C-A)
AMV*: Conception et la réalisation du prolongement de la rue Marc-Cantin de Carrie Derick au boulevard Geatan-Laberge dans l'arrondissement du Sud-Ouest dans le cadre des travaux du projet REM.	13 403 445,50$	12 239 132,28$	15 410 611,46$	14 071 942,34$	2 007 165,96$	1 832 810,06$
Total	**13 403 445,50$**	**12 239 132,28$**	**15 410 611,46$**	**14 071 942,34$**	**2 007 165,96$**	**1 832 810,06$**

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques.
La grille d'analyse Montréal 2030 se trouve en pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En ce moment, la Ville ne peut réaliser elle-même les travaux de cette section de la rue Marc-Cantin à cause des travaux du REM : expropriation temporaire de certains lots et maîtrise d'oeuvre sous la responsabilité de CDPQi. Sans ces travaux, l'accès des riverains du secteur sera compromis lors de la mise en service du REM. Le coût de la conception construction des travaux exécutés par NouvelR et CDPQi à la demande de la Ville seront remboursés à CDPQi par décompte progressif sur présentation des pièces justificatives demandées par la Ville.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte pas d'impact en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est à prévoir en lien avec ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 15 mars 2023
Conseil municipal : 20 mars 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia THOMPSON
Cheffe de section, Grands projets partenaires, Portefeuille 2

Tél : 514 513-4207
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-03-07

Isabelle LEBRUN
Cheffe de division - Grands projets partenaires

Tél : 514 229-0802
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

David THERRIEN
Directeur
Tél : 514 872-7092
Approuvé le : 2023-03-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
Directrice de service
Tél :
Approuvé le : 2023-03-09

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1237211006
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction des grands projets de transport en partenariat, Division des grands projets partenaires
Projet : Autoriser une augmentation de 2 007 165,96 $ de la dépense maximale pour la conception et la réalisation du prolongement de la rue Marc-Cantin de Carrie Derick au boulevard Gaétan-Laberge dans l'arrondissement du Sud-Ouest portant ainsi le montant de la dépense de 13 403 445,50$ (CM13 0163) à 15 410 611,46$ (taxes incluses).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 1: Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

Priorité 3: Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous.

Priorité 9: Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

Priorité 19: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

Priorité 20: Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Ce dossier permettra de mettre en œuvre un lien de piste cyclable et de bonifier le réseau de transport en commun. Développer et privilégier ces modes de transport dans le secteur contribue à la réduction des gaz à effet de serre. Priorité 1

- Ce projet a pour but d'améliorer le réseau de pistes cyclables et le rendre plus accessible au Montréalais. Priorité 3

- Ce projet contribue à diversifier le réseau de transport en mettant en place à la fois un réseau automobile et cycliste. De plus, le réseau de transport en commun sera étendu afin de mieux desservir la zone, tout en laissant la possibilité d'utiliser un mode de transport plus actif. Priorité 9.

- Intégration de réseau cyclable, amélioration de la mobilité durable aura un impact positif sur l'attractivité de la Ville. Priorité 20

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 Ce dossier permettra de mettre en œuvre un lien de piste cyclable et de bonifier le réseau de transport en commun. Développer et privilégier ces modes de transport dans le secteur contribue à la réduction des gaz à effet de serre	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? ● Aucun moyen quantitatif ne permet de lier le projet à une diminution des vulnérabilités climatiques		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		

c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
28 NOV. 2017
POUR
DIRECTRICE
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE VISÉE À L'ARTICLE 14 DE LA *LOI CONCERNANT LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE MÉTROPOLITAIN* (la « Loi sur le REM »)

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public légalement constituée dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-0004, article 6;

Ci-après nommée la «**Ville**»

ET :

CDPQ INFRA INC, personne morale incorporée en vertu de Loi sur sociétés par actions (Québec) dont l'adresse principale est au 1000, Place Jean-Paul Riopelle, Montréal, Québec, H2Z 2B3 représentée par M. Jean-Marc Arbaud et par M. Thomas Assimes, dûment autorisé(e)s aux fins des présentes tels qu'ils(elles) le déclarent;

Ci-après nommée «**Infra**»

(la Ville et Infra étant collectivement appelées les «**Parties**»)

LESQUELLES ONT PRÉALABLEMENT DÉCLARÉ ET EXPOSÉ CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Gouvernement du Québec et la Caisse de Dépôt et Placement du Québec ont conclu, en juin 2015, une entente relative à la réalisation de projets d'infrastructures;

ATTENDU QU'Infra a amorcé la planification du système de transport collectif dans l'axe A10/ Centre-ville de Montréal / Sainte-Anne-de-Bellevue et Deux-Montagnes, appelé Réseau Électrique Métropolitain (ci-après le « **Projet**»);

ATTENDU QUE qu'une société en commandite composée d'un seul commandité et d'un seul commanditaire chacun étant une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec au sens de l'article 88.15 de la *Loi sur les transports* sera constituée par Infra dans le but de réaliser ce Projet et qu'en conséquence cette société appelée REM sera assimilée à un mandataire de l'État dans le cadre de ses activités de réalisation et exploitation du Projet conformément à l'article 3 de la Loi sur le REM;

ATTENDU QUE la présente Entente est signée par Infra pour et au nom de cette société en commandite à être constituée sous le nom de REM et qu'elle est conclue au bénéficie de REM conformément à la *Loi sur le REM*;

ATTENDU QUE bien que la construction du Projet sera effectuée par un Entrepreneur, Infra (ou Rem après sa constitution) sera seule et unique responsable, vis-à-vis la Ville, du respect des termes et obligations prévues aux présentes;

ATTENDU QUE la réalisation du Projet sur le territoire de l'agglomération de Montréal nécessite la participation et la collaboration de la Ville;

ATTENDU QUE l'article 14 de la Loi sur le REM prévoit la possibilité de conclure une entente avec une municipalité aux fins de la réalisation du Projet;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent conclure une telle entente, laquelle couvrira notamment les aspects prévus à l'article 14 de la Loi sur le REM ainsi que les modalités de collaboration entre les Parties durant les phases de planification, de conception et de réalisation des Travaux du Projet;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 15 de la Loi sur le REM, la conclusion de la présente entente est une compétence de l'agglomération de Montréal;

PAR CONSÉQUENT LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. MISE EN CONTEXTE

Le préambule fait partie intégrante de la présente Entente.

La présente Entente conclue en vertu des articles 14 et 15 de la Loi sur le REM vise l'occupation temporaire des voies publiques ainsi que les réseaux d'aqueducs, d'égouts et/ou de conduits souterrains et autres Infrastructures municipales qui se trouvent sur ou sous la surface des voies publiques visées par la présente Entente. La présente Entente vise également l'occupation temporaire d'autres parties du Domaine public de la Ville, et ce, afin de permettre de traiter au sein d'une seule convention l'ensemble des droits et biens de la Ville affectés par la réalisation des Travaux du Projet.

Malgré la présente Entente, les Parties s'en remettent aux dispositions de l'article 20 de la Loi sur le REM, lequel aura seul force de loi entre les Parties relativement aux règles d'occupation permanente de parties de voies publiques et relatives aux transferts de propriété qui y sont établis suite à la construction d'un étagement, d'un ouvrage ou d'une installation devant faire partie du Projet sur ou sous une partie de voie publique de la Ville. Les Parties reconnaissent que conformément à l'article 20 de la Loi sur le REM, les transferts de propriétés qui y sont prévus se feront en faveur d'une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec au sens de l'article 88.15 de la *Loi sur les transports* laquelle constitue une corporation incluse dans la définition du mot « Caisse » à la Loi sur le REM.

Enfin, relativement à l'article 57 de la Loi sur le REM, les Parties confirment que la présente constitue une entente conclue entre les Parties au sens du sixième alinéa de l'article 194 de l'Annexe C de la Charte de la ville de Montréal (c. C-11.4) aux termes de laquelle Infra est autorisée à procéder à ses travaux de construction et son exploitation du Projet tels qu'envisagés.

2. DÉFINITIONS

Aux fins de la présente Entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **Arrondissements Affectés** : signifie les arrondissements suivants de la ville de Montréal : Sud-Ouest, Verdun, Ville-Marie, St-Laurent, Ahuntsic, Pierrefonds-Roxboro, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et Outremont;

2.2 **Appel de propositions** : signifie l'appel de propositions par Infra visant à permettre aux Soumissionnaires de formuler leurs propositions de contrat de conception et construction du Projet;

2.3 **Certificateur indépendant** : signifie l'ingénieur indépendant mandaté aux termes de la Convention relative au Projet pour, entre autres, l'inspection de l'ensemble des infrastructures qui seront construites ou modifiées dans le cadre du Projet;

2.4 **Convention relative au Projet** : désigne la convention à intervenir entre Infra et l'Entrepreneur à l'égard du Projet;

2.5 **Date de Réception Définitive** : signifie la date de prise de possession par REM du Projet à la suite de son développement et de sa construction complète, tel que confirmé par avis écrit par REM à la Ville;

2.6 **Domaine public** : désigne les rues, ruelles, squares et places publiques y compris les trottoirs, terre-pleins, voies cyclables hors rue et l'emprise excédentaire de la voie publique, les parcs et les jardins publics, incluant le Parc du Mont-Royal et les autres immeubles composant le Domaine public de la Ville ou d'une Ville liée;

2.7 **Droits Existants** : signifie l'ensemble des droits réels et personnels connus et existants en date des présentes en faveur de tiers et pouvant avoir un impact sur le développement, la construction ou l'opération du Projet sur le territoire de la ville de Montréal, y compris tout droit réel et personnel affectant les Immeubles;

2.8 **Entente** : désigne le présent document, lequel vise la coordination des échanges et communications entre la Ville et Infra concernant la réalisation des Travaux relatifs au Projet et le partage d'Informations durant les phases de planification et de conception-construction du Projet, le tout dans le cadre de la Convention relative au Projet;

2.9 **Entente de confidentialité** : a le sens qui lui est donné à l'article 20;

2.10 **Entrepreneur**: désigne la partie qui sera sélectionnée par Infra à la suite du processus compétitif d'approvisionnement pour la réalisation du Projet conformément aux dispositions de la Convention relative au Projet;

2.11 **Immeubles**: signifie l'ensemble des immeubles requis aux fins de la construction du Projet, situés sur le territoire de l'agglomération de Montréal et identifiés en Annexe A aux présentes;

2.12 **Informations** : désigne toute information pertinente à la conception ou à la modification des Ouvrages Municipaux, à la protection des Infrastructures municipales, y compris les exigences techniques, normes particulières, dessins, données, études, plans relatifs à ces Ouvrages municipaux et ces Infrastructures municipales;

2.13 **Infrastructures municipales** : désigne, à l'exception des Ouvrages municipaux, toute infrastructure municipale existante de la Ville, incluant le Mobilier urbain et les infrastructures de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) situés dans ou à proximité de l'emprise du Projet;

2.14 **Loi sur le REM** : signifie la *Loi concernant le Réseau électrique métropolitain* ch. 17 des lois du Québec de 2017;

2.15 **Mobilier urbain** : signifie les arbres, arbustes, abribus, bancs, bollards, bornes d'alimentation du métro, bornes d'incendie, bornes géodésiques, bornes repères, buttes de décélération, câbles, chambres de vannes, clôtures, conduits, fontaines, grilles, lampadaires, monuments, murs, murets, panneaux de signalisation, feux de circulation, parcomètres, poteaux, poubelles, puisards, puits d'accès, regards, réverbères, revêtement d'asphalte, de gazon ou de béton, tuyaux, voûtes et autres choses semblables d'utilité ou d'ornementation, mis en place par la Ville ou une Ville liée;

2.16 **Ouvrages municipaux**: désigne les infrastructures municipales conçues, construites, modifiées ou améliorées par l'Entrepreneur et qui seront transférées à la Ville;

2.17 **Parties** : désigne collectivement la Ville et Infra;

2.18 **Plan de Gestion de la Circulation** : signifie le plan de gestion de la circulation de l'Entrepreneur applicable au territoire de la Ville ou d'une Ville Liée et mentionné au paragraphe 13.8.4;

2.19 **Projet** : a le sens qui lui est conféré au préambule des présentes, et inclut l'ensemble des activités et travaux relatifs à la conception, la construction, le financement, l'exploitation ou l'entretien du Réseau Électrique Métropolitain;

2.20 **REM** : désigne la société en commandite à être constituée aux fins de la réalisation et exploitation du Projet, laquelle est représentée par son commandité, Rem Commandité Inc., toutes ces entités étant des filiales d'Infra, étant entendu que REM deviendra, dès sa constitution et sous réserve de l'article 23 des présentes, partie à la présente Entente en substitution d'Infra;

2.21 **Soumissionnaire(s)** : désigne toute(s) personne(s) morale(s) ou regroupement(s) de personnes morales de droit privé (consortium) s'étant qualifiée(s) pour répondre à l'Appel de propositions;

2.22 **Travaux** : signifie l'ensemble des travaux relatifs au Projet effectués par Infra et son Entrepreneur;

2.23 **Travaux Anticipés** : signifie tout ouvrage ou construction incluant toute addition ou modification ou rénovation d'un ouvrage public sous le contrôle de la Ville, qui existe en date des présentes, qui est présentement en voie d'exécution, qui a déjà été approuvé par la Ville ou qui est à sa connaissance en voie de planification sans être encore approuvé par la Ville;

2.24 **Ville** : La ville de Montréal agissant au nom de l'agglomération de Montréal conformément à l'article 15 de la Loi sur le REM;

2.25 **Villes liées** : Les villes de Baie D'Urfé, Beaconsfield, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Kirkland, Mont-Royal, Pointe-Claire, Sainte-Anne – de –Bellevue.

3 MISE EN CONTEXTE ET OBJET DE L'ENTENTE

La présente Entente a pour objet d'octroyer à Infra les droits d'occupation du Domaine public qui lui sont nécessaires pendant les Travaux, et ce, pour la durée de la présente Entente. La présente Entente a également pour objet la mise en place entre Infra et la Ville d'un processus de collaboration dans le cadre du Projet durant les phases de planification, de conception et de construction, notamment pour la réalisation et la réception des Ouvrages municipaux, la protection des Infrastructures municipales ainsi que le raccordement des ouvrages construits dans le cadre du Projet aux Infrastructures municipales. La présente Entente a comme objectif supplémentaire de faciliter les communications et les échanges entre Infra et la Ville, étant entendu que la Ville à titre de coordonnatrice des relations avec Infra sur le territoire de l'agglomération partagera avec les Villes liées et Arrondissements, le cas échéant, les informations et demandes reçues d'Infra ou destinées à Infra dans le cadre de la réalisation du Projet. Ce rôle de coordination permettra à la Ville de planifier les ressources municipales qui seront affectées par elle pour assurer une collaboration nécessaire lors de la réalisation du Projet.

4 PORTÉE DE L'ENTENTE

Le Projet comporte plusieurs antennes :

1. l'Antenne Rive-Sud A10/ Centre-ville de Montréal;
2. l'Antenne Deux-Montagnes;
3. l'Antenne Aéroport de Montréal;
4. l'Antenne Sainte-Anne-de-Bellevue.

La présente Entente de collaboration vise les composantes 1 à 4.

5 COLLABORATION / COMMUNICATION ENTRE LA VILLE ET INFRA

Une fois complétées la sélection de l'Entrepreneur et la signature de la Convention relative au Projet finalisée, un comité de coordination des Travaux du Projet présidé par Infra sera mis en place. Infra, l'Entrepreneur, la Ville et s'il y a lieu, la Ville liée concernée par les Travaux, participeront à ce comité.

Les Travaux de ce comité permettront, entre autres, de définir la conception détaillée des Travaux relatifs aux Ouvrages municipaux et ceux ayant un impact sur les Infrastructures municipales et de permettre sa réalisation.

Conformément à l'article 18 de la présente Entente, les Parties conviennent de mettre en place plusieurs comités se rapportant, le cas échéant, à ce comité afin de traiter des enjeux propres au Projet. La participation des Parties et de l'Entrepreneur au sein de ces comités est requise.

6 PERMIS MUNICIPAUX

Dans le cadre de la réalisation du Projet, malgré qu'elle bénéficie du statut de mandataire de l'État, Infra acceptera, sans renoncer d'aucune façon aux immunités dont elle bénéficie, de requérir de l'Entrepreneur qu'il dépose des formulaires de demandes de permis municipaux à l'égard des Travaux ainsi que des demandes de permission d'occuper le Domaine public pour toute occupation de voies publiques ou autres parties du Domaine public. Infra accepte cette particularité afin de permettre à la Ville, de concert avec les Arrondissements et les Villes liées de coordonner l'ensemble des Travaux effectués sur leur territoire. La soumission de ces formulaires de demandes de permis ne pourra être interprétée comme une demande de permis ni comme une obligation d'obtenir un tel permis sauf lorsque requis par la loi de la part d'un mandataire de l'État.

Nonobstant ce qui précède, Infra convient que les Travaux relatifs aux Ouvrages municipaux ou à toute autre Infrastructure de la Ville ou d'une Ville liée située sur les immeubles visés par ces demandes de permissions seront réalisés et exécutés conformément aux règlements et normes applicables de la Ville concernée avec demande de permis en conséquence, lesquels permis devront être émis par la Ville (ainsi que par l'Arrondissement Affecté ou la Ville liée pertinente, selon le cas), le tout selon les modalités et à l'intérieur des délais plus spécifiquement prévus à l'article 13 ci-après. Relativement aux Travaux anticipés ou effectués affectant les Infrastructures municipales ou les citoyens de façon importante, Infra pourra, en lieu et place de fournir ces demandes de permis d'occuper le Domaine public, fournir à la Ville mensuellement une liste desdits Travaux anticipés.

Pour plus de précision, aucun tarif municipal ne sera exigé par la Ville dans le cadre de la réalisation du Projet.

7 PÉRIODE D'APPEL DE PROPOSITIONS

Pendant la période qui suit la publication de l'Appel de propositions, Infra pourra soumettre à la Ville les questions que les Soumissionnaires qui se sont qualifiés pourraient avoir relativement aux Infrastructures municipales.

La Ville convient de plus de mettre à la disposition du Soumissionnaire souhaitant les rencontrer ses professionnels/spécialistes (incluant ceux des Villes liées) à l'égard de toutes questions qui concernent les Travaux ayant un impact sur les Infrastructures municipales ou qui concernent une expertise municipale, notamment lorsqu'il est question de l'évaluation de la signature architecturale du Projet telle que proposée par un Soumissionnaire. L'ensemble des personnes compétentes tentera de répondre aux questions anticipées, et ce, dans un délai pouvant varier entre cinq (5) et sept (7) jours ouvrables après une demande écrite d'Infra à cet effet.

Durant cette période, la Ville reverra, dans son rôle consultatif, les sections du devis de performance relatives aux Ouvrages municipaux, ainsi que les sections du devis concernant la circulation et la gestion des impacts.

La Ville nommera également un représentant pour participer au Comité d'évaluation de la signature architecturale et de l'intégration architecturale, urbaine et paysagère.

8 PÉRIODE DE RÉALISATION DU PROJET / PROCÉDURE DE REVUE

8.1 Conformément à la Convention relative au Projet, le Soumissionnaire qui sera choisi par Infra aura l'obligation de suivre une procédure de revue qui comprend entre autres les étapes suivantes :

8.1.1 Conception générale (équivalant à un avancement de 30% des plans et devis de l'ensemble du Projet);

8.1.2 Conception préliminaire (équivalant à un avancement de 70% des plans et devis de l'ensemble du Projet);

8.1.3 Conception définitive (équivalant à un avancement de 100% des plans et devis de l'ensemble du Projet).

Pour chacune de ces étapes, l'Entrepreneur prépare et fournit à Infra les plans et devis pertinents accompagnés des documents, demandes et avis en appui.

La Ville et Infra conviennent que lorsque les plans et devis concernent un Ouvrage municipal, affectent une Infrastructure municipale ou consistent en des Travaux en surface dans le site patrimonial du Mont-Royal le cas échéant, la Ville participe avec Infra à l'analyse de ces plans et devis, et ce, à chaque phase de conception. La Ville aura alors l'opportunité de fournir des commentaires à Infra, qui le cas échéant, transmettra ces commentaires au Soumissionnaire et au Certificateur indépendant. La Ville, en tant que coordonnatrice, avise le représentant de la Ville liée ou de l'Arrondissement Affecté le cas échéant, où seront réalisés les Travaux et s'assure de communiquer à Infra les commentaires ainsi reçus de la Ville liée en question.

8.2 Étant donné que le calendrier et les délais de réponse du Soumissionnaire ne sont pas encore établis, les Parties conviennent que la Ville fournira ses commentaires (incluant ceux de la Ville liée ou Arrondissement Affecté, le cas échéant) à Infra au plus tard à la date qui est cinq (5) jours ouvrables précédant la date à laquelle Infra doit répondre à l'Entrepreneur. Si la Ville ou une Ville liée n'a pas fourni de réponse dans les délais établis, la Ville ou la Ville liée, le cas échéant, sera présumée ne pas avoir de commentaires. Infra reconnaît que dans la mesure du possible, la Ville devra disposer d'un minimum de 10 jours pour analyser et commenter les plans et devis qui lui sont soumis.

9 AUDITS LIÉS AUX OUVRAGES MUNICIPAUX

La Ville ou une Ville liée affectée pourra participer avec Infra à tous les audits touchant les Ouvrages municipaux. La présence d'un représentant de la Ville ou d'une Ville liée ainsi que d'un représentant d'Infra sera requise lors de toute inspection. Infra prendra en considération les commentaires formulés par la Ville ou la Ville liée suite à son inspection.

10 PROCÉDURE GÉNÉRALE DE CERTIFICATION ET D'ATTESTATION DURANT LA PHASE DE CONCEPTION-CONSTRUCTION

10.1 Conformément à la Convention relative au Projet, l'Entrepreneur a l'obligation de suivre une procédure de certification et d'attestation définie dans la Convention relative au Projet durant la phase de conception-construction pour les objets suivants :

10.1.1 Lors de l'achèvement substantiel des ouvrages; sous réserve des droits d'inspection et d'identification des déficiences prévus aux procédures ci-après;

10.1.2 Lors de l'achèvement définitif des ouvrages; soit lors de l'attestation d'achèvement final d'un ouvrage par le Certificateur indépendant.

10.2 Les attestations sont émises par le Certificateur indépendant.

La Convention relative au Projet prévoira que le délai de soumission des documents accompagnant les demandes de certification sera fixé dans un échéancier qui sera convenu entre Infra et l'Entrepreneur.

À l'égard d'un Ouvrage municipal, Infra sera avisée par l'Entrepreneur, et elle avisera la Ville, de la date prévue de l'achèvement substantiel de celui-ci au moins 60 jours avant telle date, lequel avis invitera la Ville à inspecter cet Ouvrage municipal, et ce, au terme d'une procédure de réception anticipée prévue à la Convention relative au Projet.

10.3 Pour toute certification (et attestation) liée aux Ouvrages municipaux ou toute infrastructure construite par Infra dont la mise en service ou l'exploitation pourrait avoir une incidence sur le réseau d'infrastructures de la Ville ou d'une Ville liée (incluant les Infrastructures municipales), Infra sollicitera la collaboration de la Ville (qui avisera la Ville liée, le cas échéant) pour la revue et l'analyse des certificats et documents soumis par l'Entrepreneur au Certificateur indépendant et à Infra. La Ville disposera d'un délai de huit (8) jours ouvrables pour remettre ses commentaires écrits à Infra. Infra les transmettra au Certificateur indépendant.

10.4 Dans le cas de questions spécifiques suffisamment complexes, la Ville dans son rôle de coordonnatrice auprès des Villes liées, pourra faire une demande écrite à Infra pour justifier une prolongation du délai. Si l'échéancier du Projet et les modalités de la Convention relative au Projet le permettent, Infra avisera alors l'Entrepreneur et le Certificateur indépendant de la prolongation du délai.

10.5 Compte tenu de l'échéancier accéléré du Projet, certaines Informations pourraient n'être développées ou identifiées qu'après le début des Travaux de construction. À la demande d'Infra, la Ville fournira, dans la mesure du possible et le plus rapidement possible, les Informations requises si elles sont disponibles.

10.6 Dans la mesure où la Ville n'a fourni aucun document ni aucune observation dans le cadre de l'émission d'un certificat par le Certificateur indépendant, ce dernier pourra procéder à l'émission d'un tel certificat sans autre délai.

10.7 Pour plus de précision, le Certificateur indépendant n'émettra une attestation ou des avis qu'après analyse de l'ensemble des documents en appui, dont les documents de la Ville et Infra, à condition que ceux-ci aient été transmis à l'intérieur des délais prescrits. Le Certificateur indépendant ne sera pas lié par les commentaires reçus par la Ville ou par Infra.

11 CONDITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À L'INSPECTION DES OUVRAGES MUNICIPAUX

11.1 Dans les 10 jours qui suivront la certification de l'achèvement substantiel d'un Ouvrage municipal, comme prévu à l'article 10 ci-dessus, la Ville qui invitera la Ville liée concernée, le cas échéant sera invitée par Infra à effectuer l'inspection de l'Ouvrage municipal. La Ville avisera Infra, le cas échéant, de toute déficience concernant l'Ouvrage municipal devant être corrigée par l'Entrepreneur, ainsi que de tout commentaire de la Ville concernée sur les documents fournis par l'Entrepreneur dans le cadre de la procédure de certification et d'attestation de l'achèvement substantiel de l'Ouvrage municipal.

L'Entrepreneur devra corriger les déficiences et prendre en compte les commentaires de la Ville concernée concernant l'Ouvrage municipal.

L'Entrepreneur émettra ensuite une attestation écrite au Certificateur indépendant comme quoi les déficiences et commentaires soumis par la Ville ou la Ville liée ont été corrigés et pris en compte. Une copie de cette attestation sera remise à la Ville.

Sur émission de l'attestation d'achèvement final de l'Ouvrage municipal par le Certificateur indépendant, la Ville concernée par les Travaux reçoit l'Ouvrage municipal et la responsabilité de cet Ouvrage municipal échoit à la Ville dès cet instant.

Dans les 5 jours suivant l'attestation de l'achèvement définitif d'un Ouvrage municipal, l'Entrepreneur émettra les plans finaux de l'Ouvrage municipal concerné à la Ville.

12 PROPRIÉTÉ DES INFRASTRUCTURES DU PROJET

12.1 Les Parties reconnaissent le principe que toute composante des infrastructures du Projet construites ou développées par Infra est en tout temps la propriété exclusive d'Infra.

Toutefois, sans déroger aux prescriptions de la loi contenue à l'article 20 et suivants de la Loi sur le REM, les Parties confirment s'en remettre aux principes établis en Annexe B afin de déterminer la limite des voies publiques nouvelles aménagées par Infra qui, à la fin des Travaux, reviennent à la Ville ou à une Ville liée, selon le cas. La présente ne constitue pas une entente au sens de l'article 20, mais vise simplement à préciser l'étendue des droits des Parties à l'égard de la voie publique nouvelle aménagée par Infra dont la propriété est à la Ville ou une Ville liée, selon le cas.

Infra reconnait son obligation de procéder à tous les Travaux concernant les Ouvrages municipaux de manière conforme aux normes de la Ville concernée, applicables à ces Ouvrages municipaux, étant entendu qu'Infra ne sera pas responsable des coûts additionnels découlant de quelque modification auxdites structures municipales demandée par la Ville, la Ville concernée assumant les coûts rattachés aux modifications en question. Pour plus de précision, les modifications peuvent inclure notamment la prolongation, l'agrandissement ou la mise en commun d'infrastructures existantes.

De plus, la Ville reconnait que l'intervention d'Infra et de l'Entrepreneur à l'égard des Ouvrages municipaux se limitera à l'emprise du Projet sous réserve des dommages que l'exécution des Travaux pourrait occasionner aux Infrastructures municipales.

13 PERMISSION D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC

13.1 Permission

13.1.1 Sous réserve des termes, engagements et obligations de la présente Entente, la Ville, agissant dans sa compétence d'agglomération et en conséquence au nom de de chaque

Ville liée et de chacun des Arrondissements Affectés, autorise Infra à occuper les immeubles identifiés au paragraphe 13.2 aux conditions suivantes :

13.1.1.1 à occuper de façon exclusive, pour toute la durée de la présente Entente, les Immeubles afin d'y réaliser tous les Travaux;

13.1.1.2 à maintenir sur, sous ou au-dessus des Immeubles, pendant la durée de la présente Entente, ses propres constructions;

13.1.1.3 à couper, émonder, enlever et détruire, de quelque manière que ce soit et en tout temps, tous arbres, arbustes, branches, buissons et racines se trouvant sur, sous ou au-dessus des Immeubles et de déplacer hors des Immeubles tous objets, Mobilier urbain, qui s'y trouveraient et qui pourraient nuire à l'exercice des droits accordés aux présentes, étant entendu que, dans la mesure où cela est réalisable en pratique, tout Mobilier urbain appartenant à la Ville, détruit, enlevé ou déplacé de quelque manière, devra être remplacé ou replacé à la satisfaction de la Ville dans le respect des principes établis à l'article 13.3 ci-après;

13.1.1.4 à travailler, passer et circuler sur les Immeubles, en tout temps, à pied, en véhicule de tout genre et avec de la machinerie de tout genre étant entendu qu'Infra devra, en tout temps, respecter les limites de charge légale dans l'exercice des droits consentis aux termes de la présente Entente;

13.1.1.5 à réaliser toutes les activités et tous les travaux complémentaires nécessaires, utiles ou opportuns pour accomplir l'ensemble des Travaux, tels que, notamment les études géotechniques et environnementales ainsi que les travaux d'aménagement temporaire ;

13.1.1.6 à maintenir, entretenir et utiliser sur les Immeubles, le temps nécessaire à la réalisation du Projet, l'équipement, le matériel, les outils, la machinerie et les installations, de quelque nature que ce soit, nécessaires à la réalisation et à l'exécution des Travaux (tels que, des abris, roulottes, grues, machineries lourdes, murs et barrières de protection, éclairage, affiches et panneaux de signalisation et autres);

13.1.1.7 à prendre toutes les mesures nécessaires, utiles ou opportunes pour protéger et sécuriser les lieux et assurer la sécurité des personnes;

13.1.1.8 à prendre entente avec les compagnies d'utilité publique (Hydro-Québec, Bell Canada, Gaz Métro, etc.) pour le déplacement, la modification et la protection de leur réseau respectif à l'intérieur des Immeubles. Lorsqu'il s'agit du réseau de la Commission des services électriques de la Ville, Infra convient de traiter ce réseau comme une Infrastructure municipale.

13.1.2 Pour éviter toute ambigüité, la permission prévue au présent article 13 est également accordée à l'Entrepreneur et pourra être exercée, en tout temps pendant la durée de la présente Entente, par l'Entrepreneur, ses employés, représentants, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, ayants droit, mandataires et par toute autre personne dûment autorisée par ledit Entrepreneur. Il est toutefois entendu que l'Entrepreneur devra respecter tous et chacun des termes, obligations et engagements de la présente Entente et plus particulièrement l'Entrepreneur devra fournir un certificat d'assurance responsabilité civile et biens tous risques et y ajouter la Ville et les Villes liées à titre d'assurées additionnelles.

13.1.3 La présente permission est accordée à Infra pour la réalisation des Travaux lesquels seront effectués par l'Entrepreneur dans le cadre du Projet.

13.2 **Identification des immeubles**

Les droits prévus et accordés aux termes du paragraphe 13.1 de la présente Entente pourront être exercés par Infra et l'Entrepreneur, sur, sous ou au-dessus des Immeubles dont la liste est jointe à l'Annexe A des présentes.

Si d'autres immeubles que ceux identifiés à l'Annexe A sont requis aux fins du Projet, la Ville s'engage à autoriser Infra à occuper ces parties du Domaine public selon les termes et conditions de la présente Entente.

13.3 **Conditions relatives à l'occupation**

13.3.1 La permission prévue et consentie à l'article 13 de la présente Entente est assujettie aux conditions suivantes :

13.3.1.1 À moins qu'il ne s'agisse d'un Ouvrage municipal, Infra ne pourra installer ou construire de nouvelles Infrastructures municipales ou modifier celles existantes autrement qu'aux fins de remise en état ou de réparation de ces infrastructures, en raison de l'exécution des Travaux du Projet;

13.3.1.2 Préalablement à la signature de la présente Entente, la Ville a autorisé Infra à effectuer sur les Immeubles, conformément aux lois, règlements, directives et politiques applicables en matière environnementale, des vérifications environnementales. Suivant ces vérifications, si des travaux de caractérisation environnementale sont requis afin de déterminer l'état environnemental des Immeubles, Infra pourra y procéder avant le début des Travaux. Le cas échéant, Infra transmettra à la Ville une copie des rapports environnementaux dans un délai de dix (10) jours ouvrables suivant leur réception. Ces rapports feront foi de l'état environnemental des Immeubles avant le début des Travaux. Tous les frais reliés à ces travaux de caractérisation et de décontamination s'il y a lieu sont à la charge d'Infra et sont sous son entière responsabilité, étant entendu qu'Infra ne pourra exiger le remboursement de ces frais ni autre compensation de la part de la Ville;

13.3.1.3 Infra devra, à ses frais, dans la mesure où cela est réalisable en pratique, remettre les Immeubles dans l'état où ils se trouvaient avant l'exécution des Travaux, incluant leur état environnemental, ce qui comprend notamment la réparation ou la remise en état, selon les règles de l'art et à ses frais, des Infrastructures municipales et du Mobilier urbain appartenant à la Ville situés sur, sous et aux abords des Immeubles qui auraient pu être endommagés ou dont le fonctionnement aurait pu être affecté par les Travaux. Lorsque la remise en état antérieure aux Travaux est impossible, Infra s'engage à fournir des biens de remplacement équivalents situés dans des endroits convenus entre les Parties.

13.3.1.4 À l'égard des Ouvrages municipaux, Infra reconnait son obligation de procéder à tous les Travaux les concernant de manière conforme aux normes de la Ville concernée applicables à ces Ouvrages municipaux, étant entendu qu'Infra ne sera pas responsable de tous les coûts additionnels découlant de quelque modification auxdites Infrastructures municipales demandée par la Ville ou une Ville liée, cette ville assumant les coûts rattachés aux modifications en question. Pour plus de précision, les modifications peuvent inclure notamment

la prolongation, l'agrandissement ou la mise en commun d'infrastructures existantes.

13.3.2 Responsabilité civile et indemnisation

Infra sera responsable, pendant toute la durée de la présente permission d'occupation du Domaine public, de tout dommage ou préjudice, aux biens ou à la personne, qui pourrait être subi par la Ville ou la Ville liée concernée ou par toute autre personne se trouvant sur les Immeubles, lorsque ce dommage ou préjudice résulte de l'exercice des droits consentis à Infra par le présent article 13.

Infra doit prendre fait et cause et doit tenir la Ville ou la Ville liée concernée indemne de toute réclamation qui pourrait être faite contre cette dernière, de toute action qui pourrait lui être intentée et de tout jugement qui pourrait être rendu contre ladite Ville, y compris les frais et accessoires s'y rattachant, lorsque telle réclamation, telle action ou tel jugement résulte de l'exercice des droits consentis à Infra par le présent article 13.

13.3.3 Assurances

Préalablement à la clôture financière confirmant la lancée du Projet, Infra doit fournir à la Ville une copie du certificat d'assurance de responsabilité civile et biens tous risques d'un montant de dix (10) millions de dollars par sinistre ou évènement. Cette assurance doit contenir un avenant qui précise que la Ville et les Villes liées sont désignées comme assurées additionnelles au contrat d'assurance.

Le contrat d'assurance doit être émis par une compagnie d'assurance détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenir une autorisation à exercer l'activité d'assurance au sens du règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1).

Cette assurance devra être maintenue par Infra durant toute la période d'occupation jusqu'à la réception définitive des Travaux. Elle ne pourra être annulée ou modifiée sans d'abord avoir fait l'objet d'un préavis écrit de 30 jours adressé à la Ville et aux la Villes liées.

13.3.4 Infra ne pourra occuper les Immeubles qu'aux seules fins prévues et aux conditions prévues à la présente Entente.

13.4 **Obligations de la Ville**

13.4.1 La Ville s'engage à n'accorder et veiller à ce qu'aucune Ville liée n'accorde aucun autre droit à une personne physique ou morale sur les Immeubles, sans avoir préalablement consulté Infra, et ce, afin d'assurer une coordination efficace des Travaux. La Ville s'engage de plus à ne rien faire qui tende à diminuer les droits consentis aux termes de la présente Entente ou à rendre la réalisation et l'exécution des Travaux plus incommodantes.

13.5 **Durée de l'Entente**

13.5.1 La présente Entente prend effet à compter de la date de la dernière signature par les Parties.

13.5.2 La présente Entente demeure en vigueur jusqu'à l'expiration du sixième (6) mois suivant la Date de Réception Définitive.

13.6 **Considération**

13.6.1 En considération des Travaux relatifs aux Ouvrages Municipaux, la permission prévue au paragraphe 13.1 des présentes est consentie à Infra et à l'Entrepreneur, sans contrepartie, ni frais, droits ou redevance payable à la Ville, ou une Ville liée quelle qu'en soit la nature et pour quelque raison que ce soit, étant entendu toutefois que tout permis délivré à l'Entrepreneur l'est au bénéfice d'Infra.

13.7 **Opérations cadastrales**

13.7.1 La Ville reconnait qu'Infra pourrait devoir préparer des documents ou écrits permettant la création d'un ou plusieurs lots distincts aux fins de l'identification des Immeubles, le tout aux frais d'Infra. La Ville s'engage à coopérer avec Infra à cette fin étant de plus entendu qu'en sa qualité de mandataire de l'État, aucune contribution aux fins de parc n'est exigible à l'occasion de toute demande de lotissement ou construction sur les Immeubles.

13.8 **Gestion de la circulation**

Compte tenu de l'impact sur la mobilité urbaine qu'auront les Travaux et l'occupation du Domaine public prévue à la présente Entente, Infra et la Ville conviennent des principes qui suivent afin d'établir un plan de gestion de la circulation selon les principes ci-après :

13.8.1 Étape 1 : Plan de gestion conceptuel

Les concepts généraux du plan de gestion de la circulation proposé pour le Projet seront soumis par Infra à la Ville au plus tard à la date à laquelle un Soumissionnaire est choisi par Infra pour devenir l'Entrepreneur; ces concepts généraux seront fondés sur le plan de gestion de la circulation conceptuel (ou des plans essentiellement équivalents) contenu dans l'offre finale présentée par l'Entrepreneur à l'égard du Projet et devra être commentés et approuvés par la Ville en priorité après sa transmission, soit dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours ouvrables après sa transmission.

13.8.2 Étape 2 : Planification des fenêtres d'intervention

l'Entrepreneur préparera et proposera des fenêtres d'intervention dans la gestion de la circulation établissant le lieu des Travaux projetés et les fermetures totales ou partielles de voies publiques anticipées à des fins d'approbation par la Ville et Infra avant la date à laquelle la Convention relative au Projet est signée par l'Entrepreneur et Infra et ce, à l'égard des travaux devant être effectués au cours de la période d'au moins douze (12) mois suivant cette date.

Tous les six (6) mois après la signature de la Convention relative au Projet, soit les 1er mai et 1er novembre de chaque année, l'Entrepreneur mettra à jour lorsque nécessaire ou préparera et proposera, le cas échéant, des fenêtres d'intervention pour les travaux devant être effectués dans la période débutant six (6) mois plus tard et ce, pour une période d'au moins six (6) mois suivants. Ainsi, les fenêtres d'intervention soumises le 1er novembre d'une année seront relatives aux travaux devant être effectués pour la période du 1er mai jusqu'au minimum au 1er novembre suivant. La Ville s'engage à commenter et approuver ces fenêtres d'intervention au plus tard dans les trente (30) jours suivant sa réception de celles-ci.

À l'exception des situations urgentes ou de force majeure, la Ville s'abstiendra d'imposer comme condition d'une telle approbation des modalités ou des conditions qui constituent un écart important par rapport aux concepts généraux prévus au paragraphe 13.8.1.

13.8.3 Étape 3 : Plan de gestion détaillé de la circulation

Au moment d'établir de façon détaillée la gestion de la circulation sur le territoire et pendant la période visée aux fenêtres d'intervention établies conformément au paragraphe précédent, l'Entrepreneur préparera et soumettra, aussi souvent que nécessaire, des plans de gestion de la circulation détaillés à des fins d'approbation par la Ville et Infra selon les principes ci-après, étant entendu que la Ville s'abstiendra (et verra à ce que chaque Ville liée et chaque Arrondissement s'abstienne) d'imposer comme condition de telle approbation, des modalités ou des conditions qui constituent un écart important par rapport aux concepts généraux prévus aux paragraphe 13.8.1 ou aux fenêtres d'intervention établies au paragraphe 13.8.2. Ainsi :

13.8.3.1 Tel que prévu à l'article 6, Infra ou l'Entrepreneur aura, en tout temps, l'obligation d'envoyer une demande de permis à la Ville, l'Arrondissement ou la Ville liée concernée le cas échéant avant d'occuper une partie du Domaine public ou de débuter quelques Travaux en lien avec les Ouvrages municipaux. La demande de permis prévue aux présentes prendra la forme d'une demande de permis d'occupation du Domaine public de l'arrondissement ou de la Ville liée où sont situés les Travaux. En aucun cas cette demande ne constituera une nécessité d'obtenir ledit permis, cette demande n'étant formulée qu'afin de permettre à la Ville de gérer les diverses occupations et travaux entrepris sur son territoire notamment ceux d'Infra.

13.8.3.2 La demande de permis d'occupation du Domaine public devra être déposée au bureau de l'Arrondissement ou de la Ville liée avec copie à la Ville au moins dix (10) jours ouvrables avant le début desdits Travaux. À l'expiration d'un délai de cinq (5) jours ouvrables, la Ville liée ou l'Arrondissement Affecté devra répondre à l'Entrepreneur et lui indiquer si la demande, telle que formulée, est complète et si les Travaux projetés représentent un enjeu majeur ou un enjeu majeur particulièrement complexe pour la Ville (telles que ces expressions sont définies ci-après). Si le dossier est complet et ne représente pas un enjeu majeur ni un enjeu majeur particulièrement complexe, l'Arrondissement Affecté ou la Ville liée doit émettre le permis demandé au plus tard le dixième (10^{e}) jour ouvrable à compter de la date du dépôt de la demande. Lorsqu'il s'agit d'un enjeu majeur, l'Arrondissement Affecté ou la Ville liée devra en informer l'Entrepreneur à l'intérieur des cinq (5) jours ouvrables et le délai obligatoire pour l'émission des permis sera alors de vingt (20) jours ouvrables calculé à compter de la date du dépôt de la demande.

13.8.3.3 Par ailleurs, si la Ville détermine que les Travaux projetés représentent un enjeu majeur particulièrement complexe, le délai d'émission du permis pourra être prolongé pour permettre une analyse complète des impacts et tout enjeu à cet égard sera traité par le Comité de coordination des travaux prévu au paragraphe 18.4; étant entendu que le permis devra être émis le plus rapidement possible afin de ne pas indûment retarder les activités d'Infra et de l'Entrepreneur.

13.8.3.4 Lorsque la demande de permis déposée par Infra ou l'Entrepreneur est incomplète, tel que déterminé par la Ville liée ou l'Arrondissement Affecté, agissant raisonnablement et conformément à ses pratiques antérieures, le délai de réponse initial de cinq (5) jours ouvrables est calculé de nouveau à compter de la réception par la Ville des informations additionnelles.

13.8.3.5 Les permis relatifs à la fermeture d'une borne d'incendie devront être émis deux (2) jours ouvrables après la demande, calculés à compter de la date du dépôt de la demande.

13.8.3.6 Lorsque la demande de permis est relative à une fermeture de rue, complète ou partielle, Infra ou l'Entrepreneur devra joindre son plan détaillé de la circulation, conformément au présent paragraphe 13.8.3.3.

13.8.3.7 Aux fins des présentes, l'expression «**enjeu majeur**» signifie des Travaux relatifs aux Ouvrages Municipaux qui sont susceptibles d'interrompre ou d'entraver de façon importante les activités de la Ville liée ou Arrondissement Affecté ou les services essentiels offerts aux citoyens tels que la fermeture de rue, la déviation de la circulation, le fait d'entraver ou de démolir, en tout ou en partie, une rue, un trottoir ou une piste cyclable, la coupure de l'alimentation en eau, la contamination de l'eau potable ou le risque de telle contamination, le déplacement des feux de circulation et autre mesure similaire.

13.8.3.8 Aux fins des présentes, l'expression «**enjeu majeur particulièrement complexe**» signifie un enjeu majeur susceptible d'avoir un impact sur la sécurité et d'affecter une grande proportion des citoyens de la Ville concernée.

13.8.3.9 Sans restreindre la généralité de ce qui précède, il est expressément convenu que tous les Travaux qui font l'objet d'une demande de permis, conformément au présent article, devront être exécutés et réalisés de manière à causer le moins d'impacts possibles aux activités de la Ville ou de la Ville liée selon le cas ainsi que de leurs citoyens.

13.8.4 Plan de gestion de la circulation définitif

Au fur et à mesure que les propositions visées au paragraphe 13.8.3 ci-dessus auront été approuvées par la Ville et Infra, celles-ci seront réputées constituer le «Plan de gestion de la circulation» aux fins du Projet et l'Entrepreneur procèdera à sa mise en œuvre et sera tenu de respecter celui-ci.

13.8.5 Coordination avec les Arrondissements et les Villes Liées

La Ville, dans son rôle de coordonnatrice du Projet sur le territoire de l'agglomération de Montréal et dans le cadre de l'exercice de sa compétence d'agglomération en matière de transport collectif, verra à coordonner avec les Arrondissements Affectés et Villes Liées les interactions nécessaires de façon à obtenir les commentaires et approbations de ces Arrondissements Affectés et/ou Villes Liées, le cas échéant, à l'intérieur des délais et selon les paramètres décrits à la présente Entente, notamment au présent article 13.8.

14 DEMANDE DE CHANGEMENT AUX EXIGENCES TECHNIQUES

La Ville (à la demande d'une Ville liée le cas échéant), peut transmettre par écrit à Infra toute demande de modifications qu'elle souhaite voir apportée aux exigences techniques de la Convention relative au Projet. Cette demande doit être motivée quant à la nature des changements (incluant une analyse de l'effet des modifications sur le calendrier ou le coût du Projet) et doit comprendre un engagement de la Ville concernée à payer le coût de ces changements. Toute demande de modifications doit être autorisée par Infra. À défaut d'une telle autorisation, la nature et les paramètres du Projet seront maintenus. Les demandes de modifications approuvées par Infra sont par la suite acheminées par celui-ci à l'Entrepreneur, conformément aux modalités et délais prévus à la Convention relative au Projet.

15 SURVEILLANCE DES TRAVAUX

15.1 La surveillance des Travaux est la seule responsabilité de l'Entrepreneur qui émet les demandes de certification telles que décrites à la présente Entente. Sur la base de ces documents, le Certificateur indépendant émet des attestations qu'il remet à l'Entrepreneur et à Infra. Le

Certificateur indépendant vérifie que la conception et la réalisation des Travaux du Projet sont conformes aux exigences techniques de la Convention relative au Projet et aux engagements de l'Entrepreneur.

15.2 Pour éviter toute ambigüité lors de la réalisation des Travaux, l'Entrepreneur et le Certificateur indépendant ne répondent qu'aux demandes formulées par Infra en ce qui concerne les Travaux relatifs au Projet. Toute demande de la Ville ou d'une Ville Liée relative à ces Travaux doit être transmise à Infra qui décidera du suivi nécessaire.

16 INFORMATIONS NÉCESSAIRES À L'APPEL DE PROPOSITIONS

16.1 Droits Existants

Infra a identifié les Droits Existants pouvant avoir un impact sur le développement, la construction ou l'opération du Projet et Infra a transmis cette liste de Droits Existants à la Ville le 21 novembre 2016 ainsi qu'aux Villes liées à différents moments. La Ville convient de transmettre ses commentaires écrits à Infra relativement à cette liste des Droits Existants.

Si Infra souhaite y procéder, Infra sera responsable des négociations avec les détenteurs de Droits Existants de manière à racheter ces mêmes droits ou en obtenir les modifications de façon à satisfaire ses besoins. Toute telle entente qui résultera de ces négociations sera aux frais d'Infra.

À compter de la date des présentes, la Ville s'engage à ne pas céder et faire en sorte que les Villes liées ne cèdent pas de droits nouveaux ou à permettre à tout bénéficiaire de Droits Existants d'en modifier les termes si une telle modification peut entrainer un impact négatif sur la réalisation du Projet.

16.2 Travaux Anticipés

La Ville partagera les Informations qu'elle possède relativement à sa planification triennale sur le réseau artériel prévue par la Ville afin de permettre au Soumissionnaire de pouvoir tenir compte des Travaux Anticipés dans le cadre de sa propre soumission. La Ville confirme que les Informations ainsi fournies reflètent les intentions de la Ville en date des présentes et ne constituent pas une garantie d'exécution des Travaux aux moments anticipés.

La Ville convient d'obtenir des informations similaires relativement aux routes et autres voies publiques sous la gestion des Arrondissements Affectés ou des Villes liées, selon le cas, pour communiquer ces mêmes informations avec diligence à Infra.

Infra reconnait que ces Informations n'identifient pas les travaux municipaux d'urgence.

17 PRIORITÉ D'EXÉCUTION ET PERSONNE CONTACT

17.1 Priorité d'exécution

La Ville convient de traiter l'ensemble des Travaux dans le cadre du développement et la construction du Projet comme étant une grande priorité, tenant compte toutefois de l'existence d'autres projets majeurs actuellement en cours de construction sur son territoire et la Ville s'engage à répondre rapidement à l'ensemble des demandes d'information, étant entendu que pour obtenir des réponses rapides, Infra a convenu séparément d'une entente de services professionnels visant la fourniture des ressources additionnelles par la Ville à cet effet.

La Ville convient de négocier de bonne foi pendant la phase de conception avec Infra les modifications nécessaires aux Travaux Anticipés afin de prioriser, dans toute la mesure possible,

les travaux relatifs au Projet, de ne pas nuire aux Travaux d'Infra dans le cadre du Projet et de n'entamer ni n'approuver aucun autre ouvrage qui pourrait affecter les droits d'Infra contenus aux présentes sous réserve des situations urgentes qui peuvent affecter les services publics ou la sécurité publique.

17.2 **Personne contact**

Infra reconnait l'importance que toutes les communications soient coordonnées par un seul représentant de la Ville et en conséquence, la Ville identifie M. Claude Carette, Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou tout autre représentant désigné par ce dernier ou son successeur pour agir comme coordonnateur principal des relations entre Infra et la Ville aux fins du Projet.

De son côté, Infra identifie M. Jean-Marc Arbaud, Directeur général adjoint d'Infra ou tout autre représentant désigné par ce dernier ou son successeur, pour agir comme coordonnateur principal des relations entre Infra et la Ville aux fins du Projet.

18 COMITÉS

Les Parties conviennent d'identifier des représentants pour former les comités ou sous-comités suivants :

18.1 **Comité de mobilité de Montréal** : Ce comité présidé par le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec a le mandat de planifier et coordonner les déplacements à Montréal. Infra s'engage à participer avec la Ville et les autres parties qui forment ce comité incluant une ou plusieurs Ville(s) liée(s) s'il y a lieu.

18.2 **Comités de bon voisinage** : Les Parties conviennent qu'il sera nécessaire de former des comités de bon voisinage afin de répondre aux préoccupations des citoyens affectés par les Travaux. Le mandat de ces comités sera d'informer les citoyens affectés par les Travaux d'Infra et des mesures mises en place pour atténuer les impacts de ces Travaux. Il sera présidé par Infra et la Ville.

18.3 **Comité stratégique des Ville liées** : Ce comité sera formé par des représentants de la Ville et des Villes liées et d'Infra. Il aura comme mandat consultatif de traiter des enjeux propres aux Villes liées et des communications destinées aux citoyens.

18.4 **Comité de coordination des travaux :** Ce comité, auquel il est fait référence à l'article 5, permettra aux représentants de la Ville et/ou d'une Ville liée, selon le cas, de planifier et suivre les Travaux en cours, d'anticiper les demandes d'informations et de permis, le cas échéant, et de préparer les mesures à mettre en place pour atténuer les impacts engendrés par ces Travaux. Ce comité pourra varier selon le lieu ou la ville où sont effectués les Travaux. Il sera présidé par Infra.

18.5 **Comité directeur**: Ce comité sera composé d'un représentant de la haute direction de la Ville et d'Infra. Il sera l'instance responsable des grands enjeux et de la résolution de différends, le cas échéant.

18.6 **Comité aviseur relativement à la signature architecturale et à l'intégration urbaine** : Ce comité aviseur et consultatif, dont les membres, la structure et le fonctionnement seront établis par Infra après consultation de la Ville, sera mis en place par Infra pour discuter des questions d'intégration urbaine et architecturale des ouvrages du Projet. Tous les membres de ce comité devront, avant la clôture financière du Projet et avant d'entrer en fonction, avoir confirmé leur engagement de réserve à l'égard de l'ensemble de la documentation dont ils pourront prendre connaissance dans le cadre de leur mandat, le tout aux termes d'une convention à cet effet préparée par Infra. Via ce comité, Infra sollicitera des avis sur les plans d'aménagement liés à

l'intégration urbaine, l'aménagement du paysage et les rendus architecturaux du Projet à chacune des étapes de la conception générale (30%) et préliminaire (70%) et (100%). Les avis du comité demeurent consultatifs pour Infra et ses mandataires. Il est entendu que ces documents seront remis à la Ville et aux directeurs généraux de chacune des Villes liées.

19 COMMUNICATIONS

19.1 Les Parties collaboreront à la préparation d'un plan de communication relatif aux Travaux de construction du Projet effectués par l'Entrepreneur.

19.2 Infra et la Ville conviennent de ne diffuser aucun communiqué grand public relativement au Projet par quelque moyen que ce soit sans d'abord avoir coordonné ladite communication avec l'autre partie. La partie désirant diffuser un communiqué devra avoir transmis le texte de son projet de communiqué à l'autre partie 48 heures avant toute publication dans les médias.

20 CONDITIONS PARTICULIÈRES EN MATIÈRE DE PARTAGE D'INFORMATIONS

20.1 Confidentialité

La Ville verra à recueillir les Informations nécessaires auprès des Villes Liées et des Arrondissements Affectés aux fins de la réalisation du Projet. Infra soumettra à la Ville des gabarits ou directives afin de faciliter et de standardiser la cueillette des Informations.

20.2 Le partage d'Informations prévu à la présente Entente est assujetti à l'Entente de partage d'information et de confidentialité en vigueur depuis le 17 mars 2016 (« **Entente de confidentialité** »), incluant sans s'y limiter les dispositions concernant l'utilisation et la confidentialité. Sujet aux dispositions de l'Entente de confidentialité, la Ville fournira les Informations nécessaires à Infra.

20.3 Sans limiter la portée générale de la clause 2 de l'Entente de confidentialité, les Parties conviennent que les discussions qui se déroulent entre les Parties, Infra, le Certificateur indépendant et/ou l'Entrepreneur dans le cadre de la présente Entente sont confidentielles à moins que les Parties n'en conviennent autrement. Dans le cas d'Infra, les informations confidentielles telles que définies dans l'Entente de confidentialité reçues de la Ville peuvent être divulgués au Certificateur indépendant, aux Soumissionnaires et à leurs administrateurs, employés, mandataires ou représentants respectifs. La divulgation d'informations confidentielles entre les Parties ne devra en aucun cas être réputée constituer un octroi de licence ou droit de propriété. Au besoin, Infra et la Ville concluront des ententes subséquentes afin de traiter, notamment, mais sans s'y limiter, du partage de ces Informations avec des tiers et de l'octroi de licences pour permettre l'utilisation optimale des Informations partagées.

21 AUCUN PARTENARIAT NI DÉLÉGATION

Il est entendu et convenu qu'aucune disposition de la présente Entente ni aucune action d'Infra, de la Ville ou de leurs représentants, employés ou mandataires respectifs n'établit ni n'est réputée établir un partenariat, une coentreprise, une relation mandant-mandataire ou une relation employeur-employé de quelque façon que ce soit entre les Parties ou entre la Ville et l'Entrepreneur.

22 MODIFICATION

La présente Entente ne peut être amendée ou autrement modifiée que par une entente écrite signée par les Parties, et ce, sous réserve des autorisations requises.

23 CESSION

L'ensemble des droits et obligations de l'une des Parties ne peut être cédé à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie. Toutefois, à compter de la constitution de REM, Infra pourra céder l'ensemble de ses droits aux présentes à cette société en commandite tel que prévu à l'article 3 de la Loi sur le REM étant entendu que cette dernière devra s'engager par écrit à respecter les termes et conditions des obligations d'Infra aux présentes. Suite à cette cession en faveur de Rem, celle-ci est substituée à Infra qui est alors libérée de ses obligations aux présentes.

[Signature page suivante]

EN FOI DE QUOI les Parties ont signé la présente Entente laquelle porte la date formelle du 15 décembre 2017, comme suit :

Ville de Montréal

Par : _____

Nom : ● Me Yves Saindon
Fonction : ● Greffier

Date: 4 décembre 2017

CDPQ Infra Inc.

Par : _____

Nom : ● M. Jean-Marc Arbaud
Fonction : ● Directeur général adjoint

Par : _____

Nom : ● M. Thomas Assimes
Fonction : ● Directeur – Finances et services aux projets

Date: 15 decembre 2017

Cette entente a été approuvée
le 5 juillet 2017
(Résolution CE17 1172)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1237211006

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat , Division des grands projets partenaires
Objet :	Autoriser une augmentation de 2 007 165,96 $ de la dépense maximale pour la conception et la réalisation du prolongement de la rue Marc-Cantin de Carrie Derick au boulevard Gaétan-Laberge dans l'arrondissement du Sud-Ouest portant ainsi le montant de la dépense de 13 403 445,50$ (CM13 0163) à 15 410 611,46$ (taxes incluses).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1237211006.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-03-07

Cédric AGO
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-1444
Division : Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.001

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1228934001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves , Division de la gestion stratégique des actifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de services du conseil d'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge les travaux de rapiéçage mécanique sur la rue Notre-Dame entre la 1ere avenue et le boulevard Saint-Jean-Baptiste; inclus au réseau artériel administratif de la ville (RAAV), dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles prévus au printemps 2023.

Il est recommandé d'accepter l'offre de services du conseil d'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge des travaux de rapiéçage mécanique sur la rue Notre-Dame entre la 1ere avenue et le boulevard Saint-Jean-Baptiste; inclus au réseau artériel administratif de la ville (RAAV), dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles prévus au printemps 2023.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2023-03-02 10:43

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228934001**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves , Division de la gestion stratégique des actifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de services du conseil d'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge les travaux de rapiéçage mécanique sur la rue Notre-Dame entre la 1ere avenue et le boulevard Saint-Jean-Baptiste; inclus au réseau artériel administratif de la ville (RAAV), dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles prévus au printemps 2023.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) est responsable de la réfection et du maintien des actifs du réseau de voirie artérielle de la Ville de Montréal (RAAV), compétence relevant du conseil de la Ville en vertu de la Charte de la Ville (Art. 87(6) et Art. 105). Sachant que la rue sur laquelle il souhaite intervenir relèvent de la juridiction du conseil de la Ville, l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles a offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal qui stipule que « Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la Ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la Ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ».
L'acceptation de l'offre de services du conseil d'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, reçue relativement aux travaux palliatifs par rapiéçage mécanique sur la rue Notre-Dame entre la 1ere avenue et le boulevard Saint-Jean-Baptiste du RAAV, prévus pour réalisation au printemps 2023, constitue l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

07 décembre 2022 : CA 22 30 12 0364: Approbation de la demande d'offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ., c. C-11.4), de prendre en charge le programme du SIRR de maintien des infrastructures pour des travaux de rapiéçage mécanique sur la rue Notre-Dame entre la 1ere avenue et le boulevard Saint-Jean-Baptiste, inclus au réseau artériel administratif de la ville (RAAV), dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles.

DESCRIPTION

Le tronçon de la rue Notre-Dame Est compris entre la 1ere avenue et le boulevard Saint-

Jean-Baptiste, faisant partie du réseau artériel administratif de la Ville (RAAV) est planifié pour être reconstruit par le SIRR en 2024.
Dans l'intervalle, une intervention palliative rapide est à apporter afin d'assurer que le tronçon demeure carrossable étant donné son état de dégradation avancée.

Le début des travaux palliatifs est prévu pour le printemps 2023.

JUSTIFICATION

En effet, le revêtement d'enrobé bitumineux de la chaussée sur la rue Notre-Dame Est entre la 1ere avenue et le boulevard Saint-Jean-Baptiste dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles présente des déficiences majeures telles des fissurations majeures, le carrelage et les nids-de-poules.
Par conséquent, les travaux palliatifs sont nécessaires afin de remédier à ces dégradations pour assurer la sécurité et la circulation des usagers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le SIRR - Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves s'engage à assumer les coûts de réalisation des travaux palliatifs sur la rue Notre-Dame Est entre la 1ere avenue et le boulevard Saint-Jean-Baptiste dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles à l'intérieur du budget d'investissement du programme décennal d'investissement 2023-2032 (55861-Programme de réhabilitation de chaussées par planage revêtement - Artériel).
Selon l'estimation de l'arrondissement, un budget de 350 000$ taxes incluses serait requis.

Tout dépassement de l'estimation des coûts devra faire l'objet d'une approbation préalable par la Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves du SIRR. Les travaux doivent être réalisés au printemps en 2023.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisqu'il s'agit d'un dossier de nature administrative (voir grille d'analyse en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'offre de services de l'arrondissement n'est pas acceptée, il ne sera pas possible de réaliser les travaux. Cela pourrait avoir comme conséquence que la sécurité des usagers serait compromise, que la fluidité de la circulation serait compromise, et que certains arrêts d'autobus le long du tronçon concerné ne pourraient plus être desservis par la STM.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toute activité de communication dans le cadre de ce dossier devra faire l'objet d'une coordination avec le service des communications de la ville centre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Échéancier préliminaire :
20 mars 2023 : Acceptation de l'offre de services à venir du conseil d'arrondissement par le

conseil municipal

Avril 2023 : Octroi du contrat.

Mai 2023 : Début des travaux.
Juin 2023 : Fin des travaux.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Abdelwahid BEKKOUCHE, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Luc CASTONGUAY, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Amar SADOUN, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Roxana Lidia FLORES-RAMOS, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stanley LEUNG
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-6376
Télécop. : 514 872-0145

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-12-07

Patrick RICCI
chef(fe) de section - conception et realisation des projets d'ingenierie

Tél : 514-872-4471
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur par intérim

Tél : 514 872-9485

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
directeur(-trice) de service - infrastructures du reseau routier et transports
Tél :

Approuvé le : 2023-03-01

Approuvé le : 2023-03-02

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228934001
Unité administrative responsable : SIRR / DGIUE / Division de gestion stratégique des actifs
Projet : Accepter l'offre de services de l'arrondissement (article 85 de la Charte) de prendre en charge les travaux de rapiéçage mécanique sur la rue Notre-Dame entre la 1ere avenue et le boulevard Saint-Jean-Baptiste; inclus au réseau artériel administratif de la ville (RAAV), dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles prévus au printemps 2023.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*		**x**	
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.002

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1237999001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prolonger la déclaration de compétence du conseil de la Ville, pour une période de cinq ans à compter du 22 mars 2023, quant à l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des véhicules en libre-service n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et à la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi qu'à certaines activités d'entretien (pose, enlèvement, entretien, remplacement) liées aux bornes de recharge, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec

Il est recommandé :

de prolonger, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, la déclaration de compétence du conseil de la Ville, pour une période de cinq ans à compter du 22 mars 2023, quant à l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des véhicules en libre-service n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et à la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi qu'à certaines activités d'entretien (pose, enlèvement, entretien, remplacement) liées aux bornes de recharge.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2023-02-06 13:03

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1237999001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prolonger la déclaration de compétence du conseil de la Ville, pour une période de cinq ans à compter du 22 mars 2023, quant à l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des véhicules en libre-service n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et à la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi qu'à certaines activités d'entretien (pose, enlèvement, entretien, remplacement) liées aux bornes de recharge, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec

CONTENU

CONTEXTE

Depuis août 2016, la Ville de Montréal a mis en place un encadrement réglementaire relatif au stationnement des véhicules en libre-service (VLS) par le biais du Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre service (16-054) (CM16 0990). Ce règlement vient préciser les exigences à respecter pour la délivrance des permis de stationnement universels pour les VLS, dont certaines conditions de délivrance sont déterminées par ordonnance du comité exécutif. Ces permis universels sont nécessaires pour que les compagnies d'autopartage puissent offrir leur service de VLS intégral dans les rues de Montréal. Le règlement 16-054 vient également limiter les secteurs dans lesquels le stationnement des VLS avec permis universels est autorisé. Ces permis de stationnement universels ont la particularité de permettre de stationner les VLS autorisés dans les zones SRRR (stationnement sur rue réservé aux résidents). Depuis 2020, ils permettent aussi aux usagers de laisser un VLS autorisé sur une place avec parcomètre au centre-ville.
Afin de mettre en place les dispositions du règlement 16-054, le conseil de la Ville s'est déclaré compétent à l'égard de la réglementation liée au stationnement des VLS sur le réseau de voirie locale, qui consiste en une compétence propre aux conseils d'arrondissement. Le 16 mai 2016, le conseil de la Ville s'est donc déclaré compétent, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (Charte), pour une période de deux ans, quant à l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des VLS n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et à la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi qu'à certaines activités d'entretien (pose, enlèvement, entretien, remplacement) liées aux bornes de recharge (CM16 0614).

De plus, en vertu de l'article 85 de la Charte, l'arrondissement de Ville-Marie a offert au conseil de la Ville de prendre en charge la délivrance des permis de stationnement des VLS dans le cadre du déploiement du modèle de véhicules électriques en libre-service (CA16

240317); offre que le conseil de la Ville a acceptée (CM16 0782).

Actuellement, ce sont 15 arrondissements qui ont ouvert leur territoire aux VLS, dont 2 qui se sont ajoutés depuis la dernière prolongation de rapatriement en 2021 et l'arrondissement de Ville-Marie selon certaines conditions. La déclaration de cette compétence est venue affirmer la volonté de la Ville d'accompagner le déploiement de l'électrification du parc de VLS.

Par ailleurs, la Ville de Montréal s'est engagée à réduire de façon significative la production de gaz à effet de serre (GES) sur son territoire, entres autres avec le levier que présente l'électrification des transports. En effet, dans le contexte de production énergétique québécois, les véhicules électriques n'émettent pratiquement pas de GES lorsqu'ils roulent et ils émettent 65 % moins de GES qu'un véhicule à combustion fossile sur l'ensemble de leur cycle de vie. Pour parvenir à électrifier massivement les transports, Montréal mise sur un cocktail de solutions de rechange, lequel fait appel à un ensemble de partenaires, notamment privés et institutionnels. Il n'en demeure pas moins que l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques (BRVÉ) sur le domaine public par la Ville de Montréal est essentielle, comme dans les quartiers denses et pour la recharge des véhicules-taxis ou des véhicules d'autopartage. Les BRVÉ publiques étant considérées comme du mobilier urbain, la pose, l'enlèvement, l'entretien et le remplacement de ces bornes sont cependant de compétence d'arrondissement lorsqu'elles sont situées sur le réseau de voirie locale.

Alors que les premières BRVÉ publiques étaient installées dès 2014, c'est en 2016 que la Ville adoptait un premier programme d'installation de 1000 BRVÉ publiques de niveau 2 qui devaient être implantées avant la fin de 2020 conformément à sa première stratégie d'électrification des transports Électrisons Montréal (2016-2020). Dès lors, le conseil de la Ville s'est déclaré compétent à l'égard de l'exploitation des BRVÉ publiques de niveau 2 pour optimiser le processus (CM16 0614). Dans le cadre de la première stratégie d'électrification des transports, la Ville de Montréal a mis en service près de 900 BRVÉ. Puis, lors de l'adoption de la deuxième stratégie d'électrification des transports en 2021, Montréal a annoncé l'installation de 600 nouvelles BRVÉ publiques de type 2 pour la période 2021-2023 et de 400 BRVÉ publiques additionnelles pour la période 2024-2025. Avec l'interdiction future de vente de véhicules à essence en 2035, la Ville de Montréal se doit de poursuivre le déploiement de conditions favorables afin de pouvoir desservir efficacement sa population en recharge électrique. Ainsi, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) déterminera de nouvelles cibles pour la période 2025-2030, qui devraient être connues en 2023.

Le 23 avril 2018, le conseil de la Ville a prolongé pour une période de trois ans, conformément à l'article 85.5 de la Charte, la déclaration de compétence quant à l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des VLS n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et à la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi qu'à certaines activités d'entretien (pose, enlèvement, entretien, remplacement) liées aux bornes de recharge (CM18 0521).

Le 22 mars 2021, le conseil de la Ville prolongeait à nouveau cette déclaration de compétence pour deux ans (CM21 0321). Cette prolongation arrive donc à échéance le 22 mars 2023.

Le présent sommaire décisionnel a pour objet de prolonger pour cinq années cette déclaration de compétence.

Pour toute prolongation qui a pour effet de rendre applicable la déclaration de compétence pour une période excédant deux ans, un vote aux deux tiers des voix du conseil de la Ville est nécessaire, ce qui est le cas pour le présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CM22 1096 - 19 septembre 2022 - Approuver un projet d'addenda 1 à l'entente-cadre intervenue entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable (CM19 1364), notamment afin de préciser les rôles et responsabilités de chaque partie dans la gestion des terrains de stationnement
- CM22 1102 - 19 septembre 2022 - Approuver le Document d'orientations 2023-2025 de l'Agence de mobilité durable
- CM21 0784 - 14 juin 2021 - Adopter le Plan stratégique organisationnel 2021-2030 de l'Agence de mobilité durable
- CM21 0321 - 22 mars 2021 - Prolonger, jusqu'au 22 mars 2023, l'application de la déclaration de compétence concernant le stationnement sur le réseau de voirie locale des VLS n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi que certaines activités d'entretien liées aux bornes de recharge, conformément à l'article 85.5 de la Charte
- CM18 0861 - 18 juin 2018 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs à des parcs et équipements ainsi qu'à l'aménagement et au réaménagement du domaine public dans le secteur du centre-ville (08-056) » afin que le conseil de la Ville reprenne sa compétence quant à la pose, à l'enlèvement et au remplacement des bornes de recharge pour véhicules électriques dans le secteur désigné comme le centre-ville et délimité à l'annexe E de la Charte
- CM18 0522 - 23 avril 2018 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054) » et le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2018) (18-002) »
- CM18 0521 - 23 avril 2018 - Prolonger la déclaration de compétence du conseil de la Ville, pour une période de trois ans, quant à l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des VLS n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et à la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi qu'à certaines activités d'entretien (pose, enlèvement, entretien, remplacement) liées aux bornes de recharge, conformément à l'article 85.5 de la Charte
- CM16 0990 - 22 août 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service » et le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091) »
- CM16 0782 - 20 juin 2016 - Accepter l'offre du conseil d'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge la délivrance des permis de stationnement des VLS n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue, dans le cadre du déploiement du modèle de véhicules électriques en libre-service, conformément à l'article 85 de la Charte
- CM16 0805 - 20 juin 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) », afin que le conseil de la Ville reprenne sa compétence à l'égard du stationnement sur le réseau de voirie artérielle des VLS n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et de la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi que des activités d'entretien en lien avec les bornes de recharge pour véhicules électriques, à l'exception de celles liées à la signalisation et au marquage de la chaussée
- CA16 240317 - 14 juin 2016 - Conseil d'arrondissement de Ville-Marie - Offrir au conseil de la Ville de Montréal, en vertu de l'article 85 de la Charte, de prendre en charge la délivrance des permis de stationnement des VLS n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue, dans le cadre du déploiement du

modèle de véhicules électriques en libre-service
- CM16 0614 - 16 mai 2016 - Déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte, le conseil de la Ville compétent, pour une période de deux ans, quant à l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des VLS n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et à la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi qu'à certaines activités d'entretien (pose, enlèvement, entretien, remplacement) liées aux bornes de recharge

DESCRIPTION

Avant la déclaration de compétence et l'adoption du règlement 16-054 en 2016, les permis de stationnement universels étaient autorisés dans plusieurs arrondissements, selon différentes modalités. La déclaration de compétence du conseil de la Ville a fait en sorte que la portée des permis de stationnement universels couvre un territoire beaucoup plus large qu'un seul arrondissement. Actuellement, seuls quatre arrondissements n'ont pas encore ouvert leur territoire au VLS en vertu du règlement 16-054. En effet, le service d'autopartage en libre-service sans station offert aux Montréalaises et Montréalais permet à ses usagères et usagers de se stationner dans plusieurs arrondissements en vertu d'un seul règlement. Une centralisation de la gestion de la réglementation permet une action cohérente sur l'ensemble du territoire, une analyse des données de mobilité transmises par les exploitants fournissant une aide à la décision basée sur ces données et une simplification de la gestion et de la réglementation au bénéfice de la population montréalaise qui désire utiliser ces services.
La déclaration de compétence inclut aussi certaines activités d'entretien (pose, enlèvement, entretien, remplacement) liées aux bornes de recharge. Avec ces responsabilités viennent celles de la planification du réseau et de son financement. Actuellement, c'est au SUM que reviennent la responsabilité de ces activités et les budgets inhérents. Les arrondissements demeurent toutefois grandement impliqués dans le processus de sélection des sites et de la planification du réseau sur leur territoire. Le rapatriement de la compétence a permis au SUM de développer un vaste réseau de BRVÉ publiques de niveau 2 caractérisé par une forte intégration et une grande homogénéité. On compte aujourd'hui 1470 BRVÉ publiques réparties dans l'ensemble des 19 arrondissements.

Arrondissements	BRVÉ publiques installées
Ahuntsic-Cartierville	94
Anjou	47
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	130
Lachine	44
LaSalle	34
Le Plateau-Mont-Royal	74
Le Sud-Ouest	118
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	12
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	115
Montréal-Nord	26
Outremont	26
Pierrefonds-Roxboro	23
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	36
Rosemont–La Petite-Patrie	165
Saint-Laurent	92
Saint-Léonard	21
Verdun	79

Ville-Marie	206
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	128
Total	1470

La planification des sites d'implantation de bornes tient compte des critères propres à chaque arrondissement tout en respectant les critères de base liés à l'implantation des sites. Cette planification a été bonifiée avec la création de processus collaboratifs permettant plus facilement l'intégration de bornes de recharge dans les projets d'infrastructures planifiés. Le maintien de la centralisation de la gestion permettrait de poursuivre les travaux, de maximiser l'importante expertise développée par le SUM, d'assurer la pérennité du programme d'installation des bornes et de bénéficier d'économies d'échelle ainsi que d'un pouvoir de négociation accru auprès des gestionnaires de programmes d'aide gouvernementaux. La centralisation permet aussi de simplifier les communications auprès des nombreux partenaires impliqués dans l'installation, la gestion et les opérations du réseau public de bornes de recharge.

En 2019, un rapport du vérificateur général (VG) de la Ville de Montréal recommandait d'ailleurs à l'Administration d'améliorer sa gestion des bornes de recharge (remboursement des coûts d'électricité aux arrondissements, mise en place de processus, harmonisation et simplification des tableaux de suivi, amélioration de l'analyse de données de performance, programme d'entretien et satisfaction de la clientèle). Le SUM a rapidement répondu à ces recommandations en implantant un guichet unique sur les bornes de recharge pour véhicules électriques qui permet à tous les partenaires internes et externes de la Ville de communiquer avec une adresse courriel simplifiée. Depuis, ce guichet a créé des répertoires de planification collaboratifs avec les arrondissements, répond aux différents partenaires internes (arrondissements, services centraux, service 311, déneigement) et externes (Hydro-Québec, AXSO, Circuit électrique et AddÉnergie) et assure l'exploitation optimale des bornes de recharge. Ce guichet travaille aussi à ajouter de l'intelligence dans la gestion des bornes de recharge en créant des interfaces entre les bases de données de la Ville (Info-Neige, réglementation de stationnement, paiement intégré au stationnement tarifé) et l'exploitation des bornes de recharge. Le SUM a donc su répondre aux attentes du VG et même les surpasser.

Depuis janvier 2023, notamment grâce à l'expertise développée dans le dossier des bornes de recharge, les ressources affectées aux bornes de recharge sont aussi responsables de l'installation des stations BIXI électriques sur les terrains appartenant à la Ville. Les activités liées au déploiement de ce nouvel actif s'apparentent à celles des bornes de recharge et mettent à profit tant l'expertise nécessaire que le réseau de contacts établis. Il est déjà acquis que la Ville misera sur l'intégration de ces deux actifs dans ses nouveaux déploiements afin de diminuer les coûts associés aux infrastructures souterraines et de génie civil nécessaires.

JUSTIFICATION

Le présent dossier décisionnel vise à prolonger pour une période de cinq ans, à compter du 22 mars 2023, le rapatriement de la compétence concernant l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des VLS n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et à la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi qu'à certaines activités d'entretien (pose, enlèvement, entretien, remplacement) liées aux bornes de recharge.
La nature des activités concernées par le présent dossier décisionnel recommande de maintenir une gouvernance centralisée, ce qui permet :

- de poursuivre le développement des services d'autopartage en libre-service sans station sur le territoire montréalais (planification et développement de l'offre, harmonisation des pratiques favorisant l'adoption de l'autopartage par la population,

analyses des données);
- de soutenir la reconduction du programme d'installation de bornes de recharge et de répondre aux besoins grandissants de recharge des véhicules des citoyennes et citoyens à l'approche de la cible gouvernementale de 2035 visant l'interdiction de vente des véhicules à essence;
- de garantir un développement optimal et harmonisé du réseau de BRVÉ publiques par la Ville de Montréal et d'éviter un ralentissement de la cadence de déploiement;
- de maintenir le guichet unique pour les partenaires et ainsi de contribuer à optimiser les opérations et la gestion du parc de BRVÉ publiques (Hydro-Québec s'est d'ailleurs, à titre de partenaire, prononcé en faveur d'un guichet unique);
- de poursuivre la prise en compte des critères propres à chaque arrondissement tout en respectant les critères de base liés à l'implantation des sites de recharge;
- d'éviter la perte d'une expertise essentielle et unique au pays en matière de développement de BRVÉ publiques et la fragilisation d'un réseau de collaborateurs efficace;
- de diminuer les coûts d'installation, d'entretien et de remplacement des bornes et de maximiser l'utilisation des sources de financement gouvernementales.

Par ailleurs, une prolongation pour cinq années permettra :

- de réduire l'incertitude autour de la planification de l'autopartage et de l'offre de recharge publique pour véhicules électriques;
- d'envisager le transfert de certaines activités à l'Agence de mobilité durable comme prévu dans ses différents documents stratégiques tant pour l'autopartage (expertise en stationnement et en surveillance par la gestion de l'autopartage pour les VLS) que pour les bornes de recharge (participer à l'entretien et l'exploitation des bornes de recharge).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

À l'égard de l'autopartage :
Sans objet.

À l'égard des BRVÉ :

Dans la foulée de l'annonce de la deuxième stratégie d'électrification des transports et de sa cible d'implanter 1000 nouvelles BRVÉ publiques de niveau 2 en 5 ans, la Ville a dévoilé en décembre 2020 son programme décennal d'immobilisations 2021-2030 qui reconduit son programme d'installation de BRVÉ. Un montant de 22 500 000 $ était alors affecté à la réalisation de cette cible.

Pour financer l'installation de ces nouvelles bornes de recharge, la Ville a aussi eu recours à deux programmes d'aide financière pour payer une partie de l'installation de BRVÉ en 2021; la première aide financière provenant de Ressources naturelles Canada (Programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro) pour l'installation de 150 bornes de recharge publiques et la seconde d'Hydro-Québec (Programme de subvention pour l'installation de 4500 bornes de recharge) pour l'installation de 50 autres bornes de recharge. Au cours de l'année 2022, la Ville de Montréal a également obtenu une aide financière particulière de la part du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) afin de couvrir la totalité des dépenses liées au déploiement des 800 bornes de recharge restant à ce moment à installer pour atteindre l'objectif de la Stratégie d'électrification des transports 2021-2023. Cette aide permet aussi aujourd'hui d'anticiper le devancement d'un an de l'objectif parce qu'elle a rendu possible l'embauche de deux nouvelles ressources qui se sont jointes au SUM pour

trois ans. Les dépenses associées à ces ressources sont également payées par cette même subvention. La gestion des demandes de subventions et l'obtention de ressources humaines ont nécessité des efforts importants de la part du SUM et du Bureau de la transition écologique et de la résilience.

MONTRÉAL 2030

Section A - Plan stratégique Montréal 2030
Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec plusieurs priorités Montréal 2030. Il répond aux priorités suivantes :
- Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050 (priorité 1);
- Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous (priorité 3).

Les principaux résultats attendus sont :
- Augmentation du nombre de véhicules électriques, lesquels émettent 65 % moins de GES qu'un véhicule à moteur thermique sur l'ensemble de son cycle de vie;
- Augmentation du nombre de véhicules d'autopartage et de VLS, lesquels ont des effets bénéfiques sur le taux de motorisation, puis indirectement, sur la réduction des déplacements motorisés qui émettent des GES.

Section B - Test climat
Le dossier est cohérent avec les engagements en matière de réduction des GES. Il contribue à la réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990.

Cependant, il n'est pas possible de quantifier précisément les réductions d'émissions de GES parce que la décision permet uniquement la mise en place de prérequis pour la matérialisation de futures réductions d'émissions.

Section C - ADS+
Le dossier contribue aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle. Il vise un déploiement sur l'ensemble du territoire pour avoir une équité territoriale et offrir des services alternatifs à l'automobile.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans la prolongation de la déclaration de compétence, les conseils d'arrondissement seraient responsables de la gestion de la réglementation relative aux VLS sur leur réseau de voirie locale tandis que le conseil de la Ville en serait responsable sur le réseau de voirie artérielle. Cela occasionnerait une multiplication des réglementations sur le territoire de la Ville de Montréal, provoquant une grande confusion pour les fournisseurs et les usagères et usagers. Nous pourrions donc assister à une diminution du territoire couvert par le service, voire à un arrêt de service. Grâce au rapatriement de la compétence et à l'offre de l'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge la délivrance des permis de stationnement des VLS, le Bureau Accès Montréal de Ville-Marie constitue le guichet unique pour les demandes de permis de stationnement universels, simplifiant ainsi les démarches pour les fournisseurs de VLS.

De plus, la possibilité d'appliquer un seul règlement à l'échelle de la Ville pour le stationnement des VLS accroît la compréhension du service pour les usagères et usagers et les possibilités de développement de ce service, en cohérence avec les grandes orientations stratégiques de la Ville de Montréal. En effet, afin de rendre ce type de mobilité attractif pour les Montréalaises et Montréalais et d'en faire une véritable alternative à la possession d'un véhicule personnel, il faut éviter une variation dans les conditions de stationnement d'un

arrondissement à un autre qui pourrait être dissuasive pour les usagères et usagers.

Concernant les BRVÉ publiques, le refus de reconduire le rapatriement de compétence aurait pour effet de retourner aux 19 arrondissements la responsabilité assumée par le SUM. Chacun des 19 arrondissements devrait non seulement planifier, installer, gérer, maintenir et entretenir les BRVÉ sur son territoire, mais aussi financer leur acquisition, leur installation et leur réparation. Les arrondissements devraient trouver du personnel qualifié pouvant répondre aux nombreux partenaires impliqués et bénéficier des programmes d'aide offerts. Cela induirait une augmentation des coûts administratifs et d'exploitation, à la charge des arrondissements, pour faire un suivi spécifique sur le réseau local de chaque arrondissement. Une réduction de la qualité de l'offre de service à la population serait à prévoir.

Finalement, le fait de ne pas prolonger la déclaration de compétence mettrait en péril le transfert envisagé de certaines activités en lien avec les VLS ainsi que l'entretien et l'exploitation des BRVÉ publiques à l'Agence de mobilité durable.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le présent dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 15 mars 2023
Conseil de la Ville: 20 mars 2023

Échéance de la déclaration de compétence actuelle : 22 mars 2023
Échéance de la déclaration de compétence proposée : 22 mars 2028

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jonathan HAMEL-NUNES, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Hugues BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Yannick ROY, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Hugues BESSETTE, 22 janvier 2023
Jonathan HAMEL-NUNES, 19 janvier 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon PAWLAS
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-280-2918
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-01-05

Pascal LACASSE
Chef de division

Tél : 514-566-0658
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél :
Approuvé le : 2023-02-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
Directrice de service

Tél :
Approuvé le : 2023-02-03

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1*237999001*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division des stratégies de mobilité et sécurité des aménagements.*
Projet : *Prolongation de la déclaration de compétence du conseil de la Ville, pour une période de cinq ans à compter du 22 mars 2023, quant à l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des véhicules en libre-service n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et à la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi qu'à certaines activités d'entretien (pose, enlèvement, entretien, remplacement) liées aux bornes de recharge, conformément à l'article 85.5 de la Charte.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? - Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050 (priorité 1); - Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous (priorité 2).			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** - La Ville de Montréal a annoncé l'installation de 600 nouvelles BRVÉ publiques de type 2 pour la période 2021 à 2023 et de 400 additionnelles pour la période 2024 à 2025 - Augmentation éventuel du nombre de véhicules électriques, lesquels émettent 65% moins de GES qu'un véhicule à moteur thermique sur l'ensemble de son cycle de vie.			

- Le nombre de véhicules en libre-service, à la disposition de la population montréalaise dans le cadre du règlement 16-054, a augmenté de 31% depuis 2019 et de 92% depuis 2020. Ces véhicules ont des effets bénéfiques sur le taux de motorisation, puis indirectement, sur la décarbonation du parc de véhicules.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1237999001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Objet :	Prolonger la déclaration de compétence du conseil de la Ville, pour une période de cinq ans à compter du 22 mars 2023, quant à l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des véhicules en libre-service n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et à la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi qu'à certaines activités d'entretien (pose, enlèvement, entretien, remplacement) liées aux bornes de recharge, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ., c. C-11.4), puisqu'il en va de l'intérêt général de la ville, le conseil peut prolonger, à compter du 22 mars 2023, sa déclaration de compétence quant à l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des véhicules en libre-service n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et à la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi qu'à certaines activités d'entretien liées aux bornes de recharge.

Puisque la période pour laquelle le conseil déclare sa compétence excède deux ans, la résolution doit être approuvée à la majorité des deux tiers des voix des membres du conseil.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514-872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-01-24

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514-872-8594
Division : Droit public et législation

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.003

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1226335004

Unité administrative responsable :	Service des finances , Dépenses communes , Bureau des régimes de retraites
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente modifiée entre la Ville de Montréal et le Secrétariat du Conseil du trésor, à l'égard des modalités financières du transfert du Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal au Régime de retraite de certains juges du Québec, afin de remplacer les termes "en date du transfert" par "en date de la veille de la date de transfert"

Il est recommandé :

- d'approuver l'entente modifiée entre la Ville de Montréal et le Secrétariat du Conseil du trésor, à l'égard des modalités financières du transfert du Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal au Régime de retraite de certains juges du Québec, afin de remplacer les termes "en date du transfert" par "en date de la veille de la date de transfert" à certains endroits de la section B de l'entente.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2023-03-01 10:50

Signataire : Serge LAMONTAGNE

_____

directeur(-trice) general(e)
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 27 octobre 2022 Séance tenue le 27 octobre 2022	Résolution: CG22 0653

Approuver le transfert des obligations rattachées au Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal ainsi que celles rattachées au Régime de prestations supplémentaires des juges de la Cour municipale de Montréal au Régime de retraite de certains juges du Québec et approuver le transfert de leur administration à Retraite Québec

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2022 par sa résolution CE22 1666;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par Mme Dominique Ollivier

Et résolu :

1- d'approuver le projet d'Entente à l'égard des modalités financières du transfert du Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal au Régime de retraite de certains juges du Québec;

2- d'approuver le transfert des obligations rattachées au Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal (le « RRJCMM ») au Régime de retraite de certains juges du Québec (le « RRCJQ ») selon l'Entente à l'égard des modalités financières du transfert du Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal au Régime de retraite de certains juges du Québec*;*

3- de procéder au transfert de l'actif de la caisse de retraite du RRJCMM à la caisse de retraite du RRCJQ selon l'Entente à l'égard des modalités financières du transfert du Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal au Régime de retraite de certains juges du Québec*;*

4- de procéder au paiement en espèce du déficit du RRJCMM, estimé à 45 M$ à la date du transfert, conformément à l'Entente à l'égard des modalités financières du transfert du Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal au Régime de retraite de certains juges du Québec*;* et

5- de transférer l'administration du RRJCMM à Retraite Québec, qui est l'administrateur du RRCJQ, à compter de la date du transfert.

Aux fins de la présente recommandation, le RRJCMM inclut le Régime de prestations supplémentaires des juges de la Cour municipale de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1226335004
/cb

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Emmanuel TANI-MOORE
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 28 octobre 2022

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1226335004**
Unité administrative responsable :	Service des finances , Dépenses communes , Bureau des régimes de retraites
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente modifiée entre la Ville de Montréal et le Secrétariat du Conseil du trésor, à l'égard des modalités financières du transfert du Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal au Régime de retraite de certains juges du Québec, afin de remplacer les termes "en date du transfert" par "en date de la veille de la date de transfert"

CONTENU

CONTEXTE

Contexte du sommaire décisionnel 1226335004

Le Régime de retraite de certains juges du Québec (le "RRCJQ") s'applique aux juges de la Cour du Québec, aux juges municipaux à titre exclusif de certaines cours municipales et aux juges de paix magistrats et est administré par Retraite Québec, anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. En 1992 et en 2001, par résolution du comité exécutif, la Ville de Montréal (la "Ville") avait choisi de ne pas participer au RRCJQ. La Ville a plutôt décidé d'établir le Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal (le "RRJCMM") dont les dispositions sont équivalentes à celles prévues au RRCJQ. Pour les fins de ce sommaire décisionnel, le RRJCMM inclut également le Régime de retraite supplémentaire des juges de la Cour municipale de Montréal. Le Bureau des régimes de retraite de Montréal (le "BRRM") administre le RRJCMM.

En 2020, le Ministère de la Justice et le Conseil du trésor ont communiqué avec le BRRM afin de voir l'intérêt de la Ville à transférer au RRCJQ les obligations rattachées au RRJCMM ainsi que son administration à Retraite Québec. À la suite d'un tel transfert, le RRCJQ aurait un nombre suffisant d'employeurs afin de respecter la définition de régime multi-employeurs aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu.* Ce statut permettrait aux juges actifs, incluant ceux qui participent actuellement au RRJCMM, de continuer de participer à leur régime de retraite tout en recevant une rente d'un autre régime d'un employeur participant au RRCJQ. Plusieurs juges de la Cour municipale de Montréal n'ont pu profiter d'un tel arrangement dans les dernières années.

À la suite de plusieurs échanges entre le BRRM et le Conseil du Trésor, un document d'entente portant sur les modalités financières du transfert a été préparé par le Secrétariat du Conseil du Trésor et revu par le Service des affaires juridiques de la Ville ainsi que par l'actuaire du BRRM. Le Service des finances, le Service des ressources humaines et le juge-président de la Cour municipale de Montréal ont tous été rencontrés

et ont donné leur aval à ce transfert.

Modifications apportées à l'entente

Le sommaire décisionnel 1226335004 a fait l'objet d'une résolution du Conseil d'agglomération lors de sa séance du 27 octobre 2022. L'entente a été signée par le greffier adjoint le 3 novembre 2022 et transmise par la suite au Secrétariat du Conseil du trésor. Toutefois, le BRRM a été avisé le 25 janvier 2023 que le Secrétariat du Conseil du trésor avait apporté de légères modifications au texte de l'entente. En effet, à trois endroits de la section B de l'entente, les termes "en date du transfert" ont été remplacés par "en date de la veille de la date de transfert". Ces modifications ont été faites afin que l'entente et, par le fait même, la rédaction législative ne laissent pas sous-entendre qu'un juge puisse participer à deux régimes de retraite en même temps. Ces ajustements n'ont aucune incidence sur les termes de l'entente et n'ont aucun impact financier additionnel pour la Ville. Ce ne sont que des modifications servant à préciser une situation qui était déjà sous-entendue par les parties impliquées.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis-Paul SIMARD
Conseiller - caisses de retraite

514 872-6520
Tél :
Télécop. : 000-0000

ENTENTE À L'ÉGARD DES MODALITÉS FINANCIÈRES DU TRANSFERT DU RÉGIME DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL

AU RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS JUGES DU QUÉBEC

CONVENUE ENTRE LES PARTIES SUIVANTES :

LA VILLE DE MONTRÉAL ET

LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

Québec, le JJ MM 2023

Préambule

Le régime de retraite de certains juges du Québec (RRCJQ) s'applique aux juges de la Cour du Québec (JCQ), aux juges municipaux à titre exclusif (JME) de certaines cours municipales (soit Québec et Laval) et aux juges de paix magistrats (JPM). Les JME de la Cour municipale de Montréal (CMM) ne sont pas assujettis au RRCJQ et participent à un régime miroir administré par la ville.

L'assujettissement des juges de la CMM au RRCJQ permettra d'optimiser la gestion et l'administration des bénéfices offerts aux juges en matière de retraite en les regroupant à l'intérieur d'un seul et même régime de retraite. Des modifications législatives seront requises à cet effet.

Les dispositions du RRCJQ sont inscrites dans la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16) (ci-après la « Loi »), sous la responsabilité du ministre de la Justice du Québec. Toutefois, les modalités financières des régimes de retraite du secteur public pour les prestations à la charge du gouvernement sont encadrées par la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001), qui détermine les pouvoirs et responsabilités du ministre des Finances et du président du Conseil du trésor en cette matière.

La présente entente vise les modalités financières relatives au transfert du RRJCMM au RRCJQ. Des discussions devront par la suite avoir lieu entre les représentants de la ville de Montréal, de Retraite Québec et du ministère de la Justice en vue d'assurer une transition harmonieuse de l'administration du régime transféré. La présente entente ne vise pas les modalités administratives qui devront être mises en place.

Aux fins de cette entente, le RRJCMM inclut le régime de retraite agréé et le régime de retraite supplémentaire des juges de la CMM.

Dans cet esprit, les parties ont convenu ce qui suit :

A. MODALITÉS GÉNÉRALES DU TRANSFERT

1. L'entièreté du passif du RRJCMM sera transféré au RRCJQ à la date du transfert.

2. En contrepartie, la ville de Montréal versera au gouvernement un montant égal au passif transféré, ce passif étant déterminé selon les modalités décrites à la section B de la présente entente. Le montant sera payé au gouvernement selon les modalités prévues à la section C de la présente entente.

3. À compter de la date du transfert, le gouvernement sera responsable du paiement et de l'accumulation de toutes les prestations des juges de la CMM.

4. À compter de la date du transfert, le seul engagement financier de la ville de Montréal envers le régime de retraite de ses juges sera de verser au gouvernement la contribution déterminée en application de l'article 246.26.1 relative aux régimes de retraite prévus à la partie V.1 et à la partie VI de la Loi, de l'article 17 du Régime de prestations supplémentaires des juges auxquels s'applique le régime de retraite prévu à la Partie V.1 de la Loi (chapitre T-16, r. 6) et de l'article 16.2 du Régime de prestations supplémentaires des juges auxquels s'applique le régime de retraite prévu à la Partie VI de la Loi (chapitre T-16, r. 7).

5. Comme des modifications législatives sont requises pour le transfert du RRJCMM au RRCJQ ainsi qu'un décret du gouvernement afin d'assujettir la Ville de Montréal pour permettre la participation des juges de la CMM à ce régime, la date du transfert est tributaire de l'échéancier lié à ces modifications législatives et à la sanction de la Loi.

    a. La date du transfert sera prospective à la date de sanction de la Loi.

B. MISE À JOUR DES ÉVALUATIONS ACTUARIELLES

1. Une mise à jour des évaluations actuarielles du RRJCMM au 31 décembre 2019 devra être produite en date de la veille de la date de transfert par la firme d'actuaires-conseils actuelle du régime.

2. Un rapport signé par un actuaire Fellow de l'Institut canadien des actuaires devra être produit par la firme d'actuaires-conseils pour faire état de la mise à jour. La firme aura 60 jours après la date du transfert pour livrer son rapport final aux parties.

3. La mise à jour aura pour seule fin la détermination du passif du RRJCMM en date de la veille de la date de transfert.

4. Les données des participants et les hypothèses actuarielles du RRJCMM seront mises à jour en date de la veille de la date de transfert.

5. Les bases et méthodologies ayant servi à déterminer les hypothèses actuarielles lors de la production des évaluations actuarielles du RRJCMM au 31 décembre 2019 devront demeurer les mêmes. Notamment :

    a. La marge pour écarts défavorables incluse dans le taux d'actualisation du régime agréé devra demeurer inchangée.
    b. Une provision pour frais prévus liés à la gestion passive de l'actif et à l'administration du régime devra être incluse dans le taux d'actualisation du régime agréé, comme c'était le cas lors de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019.

6. Les hypothèses actuarielles utilisées devront être approuvées par les parties avant le dépôt du rapport final. L'actuaire responsable de la mise à jour devra justifier tout changement aux hypothèses par rapport à celles utilisées lors des évaluations actuarielles au 31 décembre 2019.

7. Les frais afférents à la production de la mise à jour des évaluations actuarielles seront à la charge de la ville de Montréal.

C. VERSEMENT DU MONTANT PAR LA VILLE DE MONTRÉAL

1. Le versement de la ville de Montréal au gouvernement du montant égal au passif transféré devra se faire dans les 30 jours suivants le dépôt aux parties du rapport final de la firme d'actuaires-conseils. Le versement proviendra de deux sources, soit de la caisse de retraite du régime agréé et des fonds de la ville de Montréal.

2. Le montant sera payé en espèce.

3. Le montant sera versé avec intérêts accumulés entre la date du transfert et la date du versement du montant.

    a. La partie du montant à verser relative au régime agréé porte intérêts selon le taux d'actualisation du régime agréé tel que déterminé dans la mise à jour produite par la firme d'actuaires-conseils.
    b. La partie du montant à verser relative au régime supplémentaire porte intérêts selon le taux d'actualisation du régime supplémentaire tel que déterminé dans la mise à jour produite par la firme d'actuaires-conseils.

Signé à Montréal, le JJ MM 2023.

Ville de Montréal
M[e] Domenico Zambito
Greffier adjoint

Signé à Québec, le JJ MM 2023.

Gouvernement du Québec
Secrétariat du Conseil du trésor
Alexandre Hubert,
Secrétaire associé
Sous-secrétariat aux ressources humaines gouvernementales

Gouvernement du Québec
Secrétariat du Conseil du trésor
Reda Diouri,
Négociateur en chef adjoint, Secrétaire adjoint
Bureau adjoint des régimes particuliers de négociation et de la rémunération globale

Cette entente a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le JJ MM 2023. (Résolution : CGXX XXXX)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1226335004

Unité administrative responsable :	Service des finances , Dépenses communes , Bureau des régimes de retraites
Objet :	Approuver l'entente modifiée entre la Ville de Montréal et le Secrétariat du Conseil du trésor, à l'égard des modalités financières du transfert du Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal au Régime de retraite de certains juges du Québec, afin de remplacer les termes "en date du transfert" par "en date de la veille de la date de transfert"

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous visons quant à sa forme et à son contenu le projet d'entente modifié par le Secrétariat du Conseil du trésor, joint au présent sommaire addenda, entre la Ville de Montréal et la le Secrétariat du Conseil du trésor, à l'égard des modalités financières du transfert du Régime de retraite des juges de la cour municipal de Montréal au Régime de retraite de certains juges du Québec

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocate

Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-22

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division par intérim

Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.003

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1226335004

Unité administrative responsable :	Service des finances , Dépenses communes , Bureau des régimes de retraites
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Approuver le transfert des obligations rattachées au Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal ainsi que celles rattachées au Régime de prestations supplémentaires des juges de la Cour municipale de Montréal au Régime de retraite de certains juges du Québec et approuver le transfert de leur administration à Retraite Québec.

Il est recommandé :

- d'approuver le transfert des obligations rattachées au Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal (le "RRJCMM") au Régime de retraite de certains juges du Québec (le "RRCJQ") selon l'*Entente à l'égard des modalités financières du transfert du Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal au Régime de retraite de certains juges du Québec;*

- de procéder au transfert de l'actif de la caisse de retraite du RRJCMM à la caisse de retraite du RRCJQ selon l'*Entente à l'égard des modalités financières du transfert du Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal au Régime de retraite de certains juges du Québec;*

- de procéder au paiement en espèce du déficit du RRJCMM, estimé à 45 M$ à la date du transfert, conformément à l'*Entente à l'égard des modalités financières du transfert du Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal au Régime de retraite de certains juges du Québec;* et

- de transférer l'administration du RRJCMM à Retraite Québec, qui est l'administrateur du RRCJQ, à compter de la date du transfert.

Aux fins de la présente recommandation, le RRJCMM inclut le Régime de prestations supplémentaires des juges de la Cour municipale de Montréal.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-10-03 09:57

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226335004**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Dépenses communes , Bureau des régimes de retraites
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Approuver le transfert des obligations rattachées au Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal ainsi que celles rattachées au Régime de prestations supplémentaires des juges de la Cour municipale de Montréal au Régime de retraite de certains juges du Québec et approuver le transfert de leur administration à Retraite Québec.

CONTENU

CONTEXTE

Le Régime de retraite de certains juges du Québec (le "RRCJQ") s'applique aux juges de la Cour du Québec, aux juges municipaux à titre exclusif de certaines cours municipales et aux juges de paix magistrats et est administré par Retraite Québec, anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. En 1992 et en 2001, par résolution du comité exécutif, la Ville de Montréal (la "Ville") avait choisi de ne pas participer au RRCJQ. La Ville a plutôt décidé d'établir le Régime de retraite des juges de la Cour municipale de Montréal (le "RRJCMM") dont les dispositions sont équivalentes à celles prévues au RRCJQ. Pour les fins de ce sommaire décisionnel, le RRJCMM inclut également le Régime de retraite supplémentaire des juges de la Cour municipale de Montréal. Le Bureau des régimes de retraite de Montréal (le "BRRM") administre le RRJCMM.
En 2020, le Ministère de la Justice et le Conseil du trésor ont communiqué avec le BRRM afin de voir l'intérêt de la Ville à transférer au RRCJQ les obligations rattachées au RRJCMM ainsi que son administration à Retraite Québec. À la suite d'un tel transfert, le RRCJQ aurait un nombre suffisant d'employeurs afin de respecter la définition de régime multi-employeurs aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu.* Ce statut permettrait aux juges actifs, incluant ceux qui participent actuellement au RRJCMM, de continuer de participer à leur régime de retraite tout en recevant une rente d'un autre régime d'un employeur participant au RRCJQ. Plusieurs juges de la Cour municipale de Montréal n'ont pu profiter d'un tel arrangement dans les dernières années.

À la suite de plusieurs échanges entre le BRRM et le Conseil du Trésor, un document d'entente portant sur les modalités financières du transfert a été préparé par le Secrétariat du Conseil du Trésor et revu par le Service des affaires juridiques de la Ville ainsi que par l'actuaire du BRRM. Le Service des finances, le Service des ressources humaines et le juge-président de la Cour municipale de Montréal ont tous été rencontrés et ont donné leur aval à ce transfert.

Par la suite, des discussions devront avoir lieu entre les représentants de la Ville, de Retraite

Québec et du Ministère de la Justice en vue d'assurer une transition harmonieuse de l'administration du régime transféré.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE04 2173 - 10 novembre 2004 - Ne pas adhérer au régime de retraite prévu à la partie V.1 de *Loi sur les tribunaux judiciaires* et administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Établir un régime de retraite enregistré et un régime supplémentaire équivalents à ceux établis par le gouvernement applicables aux juges nommés après le 31 décembre 2000 et aux juges nommés avant cette date, mais ayant opté pour le nouveau régime.

CE92 03422 - 22 décembre 1992 - Ne pas adhérer aux régimes de retraite prévus aux parties VI et VI.1 de *Loi sur les tribunaux judiciaires* et administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Établir un régime supplémentaire équivalent à celui établi par le gouvernement applicable à compter du 1er janvier 1992.

DESCRIPTION

L'entente entre la Ville et le Secrétariat du Conseil du trésor prévoit les modalités suivantes :

- L'entièreté du passif du RRJCMM sera transféré au RRCJQ à la date du transfert;
- En contrepartie, la Ville versera au gouvernement un montant égal au passif transféré accumulé avec intérêts de la date du transfert jusqu'à la date de paiement selon les modalités prévues à l'entente;
- À compter de la date du transfert :
    - Retraite Québec sera responsable de l'administration du RRJCMM;
    - Le seul engagement financier de la Ville consistera à débourser sa part du coût du RRJCMM pour le service futur.

Des modifications législatives sont requises pour le transfert du RRJCMM au RRCJQ ainsi qu'un décret du gouvernement afin d'assujettir la Ville pour permettre la participation des juges de la Cour municipale de Montréal au RRCJQ. La date du transfert est donc tributaire de l'échéancier lié à ces modifications législatives et à la sanction de la Loi.

JUSTIFICATION

La présente entente entre la Ville et le Secrétariat du Conseil du trésor est avantageuse pour la Ville pour les raisons suivantes :

- La délégation de l'administration du RRJCMM à Retraite Québec entraînera une diminution des coûts d'administration;
- Les suivis législatifs et l'expertise interne concernant le RRJCMM, qui est un régime de retraite particulier, ne seront plus requis;
- Élimination de l'impact fiscal du coût du RRJCMM pour la Ville;
- Le déficit à payer est cristallisé à la date du transfert, ce qui élimine les fluctuations futures du déficit et réduit les coûts d'intérêts futurs;
- Immunisation contre les risques futurs liés aux régimes (amélioration de la mortalité, risque de taux d'intérêt et de dépréciation de la valeur de l'actif, etc.);
- Diminution du taux d'intérêt sur la dette (taux d'intérêt sur les obligations du RRJCMM vs taux d'emprunt de la Ville).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les impacts financiers estimatifs du transfert du RRJCMM sont les suivants :

- Déboursés lors du transfert : 45 M$ représentant le déficit du RRJCMM (actif vs passif). Ce montant représente le déficit selon l'évaluation actuarielle en date du 31 décembre 2019 projeté jusqu'au 31 décembre 2022;
- Déboursés lors des années subséquentes : Économie de 0,6 M$ par année. Cette économie résulte du fait que la Ville n'aurait plus à verser les rentes du régime de prestations supplémentaires de son fonds général;
- Impact sur la taxation lors du transfert : Charge de 2,1 M$ correspondant à la reconnaissance immédiate de pertes non reconnues à ce jour;
- Impact sur la taxation lors des années subséquentes : Économie de 5,6 M$ par année correspondant à l'élimination de la charge de retraite annuelle à la suite du transfert;
- Économies sur les frais d'administration : 70 000 $ par année.

Il est à noter que le déboursé de 45 M$ lors du transfert correspond au paiement anticipé des coûts futurs des obligations du RRJCMM. Conséquemment, s'il n'y a pas de transfert, ce paiement devra tout de même être capitalisé par la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une fois le transfert effectué, un avis sera envoyé à tous les participants du RRJCMM leur indiquant que leur régime de retraite a été transféré au RRCJQ et que c'est maintenant Retraite Québec qui assure l'administration de leur régime. Cet avis indiquera que le transfert ne change en rien leurs droits acquis et futurs. Les coordonnées du nouvel administrateur ainsi que les renseignements pertinents leur seront également communiqués.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Une fois l'approbation de l'entente par le Conseil d'agglomération, l'Assemblée nationale du Québec devra l'approuver à son tour et sanctionner les modifications législatives requises;

- Une évaluation actuarielle sera préparée à la date du transfert par l'actuaire du BRRM afin d'établir le montant exact du passif du RRJCMM en date du transfert et, par le fait même, le montant correspondant au déficit que devra débourser la Ville;
- Comme le RRJCMM est enregistré auprès de l'Agence du revenu du Canada ("ARC"), le formulaire T920 (*Demande de modification d'un régime de pension agrée*) sera complété et transmis à l'ARC afin de procéder au transfert du RRJCMM au RRCJQ;
- Le BRRM se chargera de la communication nécessaire auprès des juges de la Cour municipale de Montréal, en collaboration avec Retraite Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis-Paul SIMARD
Conseiller - Caisses de retraite

Tél : 514 872-6520
Télécop. : 514 872-1855

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-29

Genevieve OUELLET
c/d - actuariat et developpement

Tél : 514 872-5450
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gabriel MORIN
C/d - gestion des rentes
Tél : 514 872-8378
Approuvé le : 2022-09-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2022-09-30

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.004

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1237862002

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à conclure une entente-cadre pour des travaux civils à taux horaire pour une durée de trois (3) années et deux (2) années d'option, à la firme « Les Pavages Dancar (2009) Inc. », et ce, conformément à l'appel d'offres public 20230113PUB et autoriser une dépense maximale à cette fin de 2 693 001,94 $, toutes taxes incluses.

Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à conclure une entente-cadre pour des travaux civils à taux horaire pour une durée de trois (3) années et deux (2) années d'option, à la firme « Les Pavages Dancar (2009) Inc. », et ce, conformément à l'appel d'offres public 20230113PUB et autoriser une dépense maximale à cette fin de 2 693 001,94 $, toutes taxes incluses.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2023-03-03 09:13

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1237862002**

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à conclure une entente-cadre pour des travaux civils à taux horaire pour une durée de trois (3) années et deux (2) années d'option, à la firme « Les Pavages Dancar (2009) Inc. », et ce, conformément à l'appel d'offres public 20230113PUB et autoriser une dépense maximale à cette fin de 2 693 001,94 $, toutes taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La Société doit s'adjoindre les services de firmes externes pour être en mesure d'effectuer des travaux de petite et moyenne envergure sur son territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA 2023-09 - Séance du 23 février 2023 - Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à octroyer un contrat pour des travaux civils à taux horaire pour une durée de trois (3) années et deux (2) années d'option, à la firme « Les Pavages Dancar (2009) Inc. », et ce, conformément à l'appel d'offres public 20230113PUB et autoriser une dépense totale à cette fin de 2 693 001,94 $, toutes taxes incluses.

CA 2022-27 - Séance du 28 avril 2022 – Autoriser un budget additionnel de 307 793,09 $, taxes incluses, sur le contrat octroyé à la firme « Pier-Teck Construction Inc. », conformément à l'appel d'offres public 20190205PUB, pour la réalisation de travaux civils à taux horaire, portant ainsi la valeur totale du contrat à 1 846 758,56 $, toutes taxes incluses.

CA 2019-23 - Séance du 28 mars 2019 – Octroi de contrat à la firme « Pier-Teck Construction Inc. » pour la réalisation de travaux civils à taux horaire.

DESCRIPTION

Le mandat de la firme consistera en la prestation de services visant la réalisation de travaux civils, incluant, sans s'y limiter :

- Resurfaçage
- Pavage

- Réfection de dalles de béton
- Gazonnement

JUSTIFICATION

Les travaux civils liés à ce contrat sont nécessaires pour permettre à la Société du parc Jean-Drapeau de maintenir le site sécuritaire en effectuant des travaux ponctuels. Les travaux doivent débuter au mois d'avril 2023, à la suite de l'approbation de la Ville de Montréal, pour rencontrer les demandes, entre autres, en lien avec les nouveaux produits que le parc Jean-Drapeau offrira à sa clientèle.
Voici une liste plus détaillée des types d'interventions qui seront effectuées avec notre contrat cadre de travaux civils a taux horaire :

- L'aménagement du débarcadère de la STM près du pôle de mobilité métro
- Travaux d'excavation de tranchées et l'électrification de place de stationnement
- Fourniture et installation d'abreuvoir
- Installation de dalles de béton pour du mobilier urbain
- Construction de nouvelles entrées charretières
- La reconstruction de puisards
- Réfection de sentier en asphalte

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La ventilation de la dépense de 2 693 001,94$, taxes incluses pour 2023-2027 sera comme suit :

Numéro de Projet	**Description**	**Numéro de projet Simon**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**Investissement annuel 2023-2027 (en millers de $)**
43010	Maintien de l'actif	177604	491,9 $	491,8 $	491,8 $	491,8 $	491,8 $	2 459,1 $

Un montant net de ristourne de 2 459 069,72 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 22-014.

La dépense est incluse dans le cadre du programme décennal d'immobilisations 2023-2032 pour la protection du Maintien d'actif de la Société du parc Jean-Drapeau.
Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération puisqu'elle concerne le Parc Jean-Drapeau.

Soumissions conformes	**Prix soumis (Taxes incluses)**	**AUTRES (contingences + variation de quantité) (Taxes incluses)**	**TOTAL (Taxes incluses)**
Les pavages Dancar (2009) Inc.	**2 693 001,94 $**		2 693 001,94 $
Pier-Teck Construction Inc.	**3 348 089,25**		3 348 089,25 $

	$		
Construction Morival Ltée	**3 967 258,47 $**		3 967 258,47 $
Excavation E.S.M. Inc.	**4 334 380,32 $**		4 334 380,32 $
Environnement Routier NRJ Inc.	**5 710 938,25 $**		5 710 938,25 $
Eurovia Québec Construction Inc.	**6 527 281,95 $**		6 527 281,95 $
Dernière estimation réalisée ($)			4 492 296,19 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (La plus basse conforme moins estimation)			- 1 799 294,25 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) (la plus basse conforme moins estimation/estimation) x 100			- 40,1 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse moins la plus basse)			655 087,31 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) (la deuxième plus basse moins la plus basse/la plus basse) x 100			24,3 %

L'estimation des travaux avait été estimé par une firme externe. À la suite de l'ouverture de l'appel d'offres public 20230113PUB, huit (8) soumissions ont été déposées et analysées, 6 conformes et 2 non conformes. Le montant des soumissions variait de 2 693 001,94 $ à 6 527 281,95 $ (toutes taxes incluses).

La firme « Les Pavages Dancar (2009) Inc. » a déposé la plus basse soumission conforme, au coût total de 2 693 001,94 $, taxes incluses, offrant des taux unitaires plus bas que l'estimation.

L'écart de -40,1 % s'explique par le fait que la firme a réalisé ce mandat de 2016 à 2018 et connait la teneur des travaux à effectuer. De plus, les taux déposés ne sont pas indexés, ce qui représente environ 10 % de l'écart ci-dessus.

La conformité des soumissionnaires a été validée par le service des affaires corporatives et les vérifications d'usage ont été effectuées, vérification du Registre des Entreprises Non Admissibles (RENA) et du Registre des entreprises.

Cette dépense sera imputée au Programme décennal d'immobilisations 2023-2032 au maintien des actifs.

MONTRÉAL 2030

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision tardive ou défavorable à l'égard de la demande faisant l'objet du présent dossier risquerait d'entraîner un retard dans les travaux nécessaires à l'exploitation du parc Jean-Drapeau

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications seront coordonnées avec les services de la Ville de Montréal

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François J MATHIEU
Directeur Finances et administration

Tél : 514 872-7326
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-23

Jean-François J MATHIEU
Dir. principal, services administratifs

Tél : 514-872-7326
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Véronique DOUCET
Directrice générale
Tél : 514 872-5574
Approuvé le : 2023-02-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice générale
Tél : 514 872-5574
Approuvé le : 2023-02-24

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.005

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1234784003

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations gouvernementales et municipales
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la Ville de Montréal à s'associer à titre de partenaire des Assises 2023 de l'Union des municipalités du Québec qui se tiendront à Gatineau du 3 au 5 mai 2023 - Dépense de 18 400 $, non taxable.

Il est recommandé:

1. d'autoriser la Ville de Montréal à s'associer à titre de partenaire des Assises de l'Union des municipalités du Québec qui se tiendront à Gatineau du 3 au 5 mai 2023.

2. d'autoriser une dépense de 18 400 $, non taxable.

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décision.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2023-03-01 10:47

Signataire : Serge LAMONTAGNE

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1234784003**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations gouvernementales et municipales
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la Ville de Montréal à s'associer à titre de partenaire des Assises 2023 de l'Union des municipalités du Québec qui se tiendront à Gatineau du 3 au 5 mai 2023 - Dépense de 18 400 $, non taxable.

CONTENU

CONTEXTE

Les Assises annuelles de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) se déroulent aux trois ans à Montréal en alternance avec les villes de Québec et Gatineau. Cette année, elles auront lieu à Gatineau du 3 au 5 mai 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 0490 - 30 mars 2022 - Autoriser la Ville de Montréal à s'associer à titre de partenaire des Assises 2022 de l'Union des municipalités du Québec qui se tiendront au Centre des congrès de Québec les 12 et 13 mai 2022.
CE21 0462 - 31 mars 2021 - Autoriser la Ville de Montréal à s'associer à titre de partenaire des Assises 2021 de l'Union des municipalités du Québec qui se tiendront de façon virtuelle du 12 au 14 mai 2021.

CE20 0193 - 12 février 2020 - Autoriser la Ville de Montréal à s'associer à titre de partenaire principal aux 99e assises annuelles de l'Union des municipalités du Québec qui se tiendront au Palais des congrès de Montréal, les 20, 21 et 22 mai 2020.

CE 0726 - 3 mai 2017 - Autoriser la Ville de Montréal à s'associer à titre de partenaire principal aux 96e assises annuelles de l'Union des municipalités du Québec qui se tiendront à Montréal les 4 et 5 mai 2017, pour une somme de 39 600.

DESCRIPTION

Il est recommandé que la Ville de Montréal s'associe aux Assises annuelles 2023 de l'UMQ à titre de partenaire par une visibilité sur l'application mobile de l'événement. L'application sera disponible avant et pendant l'événement et diffusera l'information sur le programme et les activités des assises en temps réel. Elle demeure accessible pour consultation tout au long de l'année, et cela jusqu'aux prochaines assises. Solution écologique et écoresponsable, l'application mobile offre une expérience stimulante et se transforme en un véritable compagnon d'événement pour l'utilisateur. On retrouvera le logo ainsi qu'un message de bienvenue de la Ville de Montréal sur la page d'accueil de l'application. À titre de partenaire, la Ville de Montréal bénéficiera de cinq inscriptions gratuites aux Assises, d'une valeur de 820

$ chacune.

JUSTIFICATION

Cette entente de partenariat permet de positionner la Ville de Montréal comme partenaire de l'UMQ et assume ainsi son rôle de métropole du Québec.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits de 18 400 $ sont disponibles au budget du Bureau des relations gouvernementales et municipales. Ce dossier ne comporte donc aucun impact sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce partenariat permettra un large rayonnement pour Montréal, dans le cadre de Assises annuelles de l'UMQ en 2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucun

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction des revenus (Boutaina AZZIMANI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hugo HENDERSON
Conseiller en relations gouvernementales

Tél : 514 872-4460
Télécop. : 514 872-6067

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-24

Jean THERRIEN
Directeur - Bureau des relations gouvernementales et municipales

Tél : 514-872-1574
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1234784003*
Unité administrative responsable : *Bureau des relations gouvernementales et municipales*
Projet : *Autoriser la Ville de Montréal à s'associer à titre de partenaire des Assises 2023 de l'Union des municipalités du Québec qui se tiendront à Gatineau du 3 au 5 mai 2023 - Dépense de 18 400 $, non taxable.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Aucune			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

umq.qc.ca

- R

Le 17 février 2023

Proposition de partenariat

Application mobile (webview)

Assises 2023

Présentée à :

Me Hugo Henderson
Coordonnateur-Montréal, métropole culturelle
Bureau des relations gouvernementales et municipales
Direction générale
Ville de Montréal

Par:

Marilyn Sévigny
Conseillère aux événements
Union des municipalités du Québec (UMQ)

La voix des GOUVERNEMENTS de proximité

Cette page est laissée blanche volontairement pour l’impression recto verso du document.

DESCRIPTION

L'application mobile sera disponible avant, pendant et après l'événement et diffusera l'information sur le programme et les activités des assises. Elle demeure accessible pour consultation tout au long de l'année, et cela jusqu'aux prochaines assises.

Solution écologique et écoresponsable, l'application mobile offre une expérience stimulante et se transforme en un véritable compagnon d'événement pour l'utilisateur.

Rayonnement

- Positionnement du logo de la Ville de Montréal sur la page d'ouverture de l'application mobile de l'événement;
- L'interface de l'application mobile est personnalisée à l'événement des assises de l'UMQ et elle inclut le logo de la Ville de Montréal ;
- Création d'une page unique dédiée à la Ville de Montréal. Cette page intégrera les éléments suivants :
    - Le logo du partenaire et un lien hypertexte ;
    - Un mot de bienvenue du partenaire (144 à 200 caractères) ;
    - Les coordonnées complètes du partenaire ;
    - L'adresse du site web du partenaire.
- Le logo de la Ville de Montréal figure en tête de liste de la page des partenaires;
- Promotion de l'application mobile et mention de la Ville de Montréal dans le message de rappel des Assises 2023, envoyé par courriel à tous les membres et non-membres de l'UMQ dans les 72h avant la tenue de l'événement
- Le partenariat de la Ville de Montréal sera mentionné dans l'allocution des coprésidents de la Commission des assises 2023 lors de la Cérémonie d'ouverture du jeudi matin;
- Positionnement de la Ville de Montréal dans le courriel de promotion de l'application mobile envoyé aux personnes inscrites aux assises;
- Mention systématique de la Ville de Montréal dans toutes les promotions liées à l'application mobile des assises;
- Le partenariat de la Ville de Montréal sera promu dans divers outils de communication afin d'encourager les déléguées et délégués à l'utiliser, dont :
    - Le bulletin Carrefour municipal de l'UMQ;
    - Une demi-page publicitaire dans l'édition spéciale Assises du magazine URBA (la publicité sera produite par l'UMQ);
    - Autres médias.
- Cinq (5) inscriptions gratuites sont offertes pour la durée des Assises. Cette inscription donne accès à une participation à toutes les activités officielles du congrès, incluant la soirée gala, mais à l'exception des caucus d'affinité et de l'assemblée générale annuelle qui se tiennent à huis-clos;
- Une affiche pour la promotion de l'application mobile est conçue et installée par l'UMQ dans un endroit stratégique;

- Positionnement du logo de la Ville de Montréal sur des affichettes ou autres supports disposés à des endroits stratégiques faisant la promotion du code QR pour télécharger l'application mobile.

- Inscription gratuite de la Ville de Montréal dans le répertoire numérique des entreprises sur le site WEB de l'UMQ (section Événements). Mention à titre de partenaire.

  Forfait OR

  - L'image de la Ville de Montréal dans le bandeau (420x420 px);
  - Le nom de la Ville de Montréal;
  - Le logo de la Ville de Montréal (140x70px);
  - La description détaillée de la Ville de Montréal (144 à 200 caractères);
  - Le nom, le prénom, la fonction et les coordonnées complètes de la personne-ressource au sein de la Ville de Montréal;
  - Les coordonnées complètes de la Ville de Montréal;
  - L'adresse du site web de la Ville de Montréal;
  - Une vidéo (lien YouTube) ou une image publicitaire (660x440px).

- Le logo de la Ville de Montréal figure sur la page de remerciements dédiée aux partenaires dans :

  - Le site officiel des Assises annuelles 2023
  - Le répertoire numérique des entreprises;
  - L'application mobile des assises à la section des partenaires;
  - Un panneau de remerciements à l'entrée du site.

- Un lien hypertexte dédié aux partenaires est créé sur la page de remerciements dans les outils promotionnels suivants :
  - Le site officiel des Assises annuelles 2023;
  - Le répertoire numérique des entreprises;
  - L'application mobile des assises à la section des partenaires.

PROPOSITION

La proposition énoncée ci-dessus représente un investissement pour la Ville de Montréal de l'ordre de :

18 400 $ (Certains montants sont assujettis à la taxe.)

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, VOUS POUVEZ CONTACTER :

Marilyn Sévigny
Conseillère aux événements
Union des municipalités du Québec
2020, boulevard Robert-Bourassa
Bureau 210
Montréal (Québec) H3A 2A5
Cell : 438 523-2982
Courriel : msevigny@umq.qc.ca

Cette page est laissée blanche volontairement pour l’impression recto verso du document.

La voix des GOUVERNEMENTS de proximité

Union des municipalités du Québec
2020, boulevard Robert-Bourassa, Bureau 210, Montréal (Québec) H3A 2A5
514 282-7700 umq.qc.ca

Rassembler
Affirmer
Accompagner

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction des revenus

Dossier # : 1234784003

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations gouvernementales et municipales
Objet :	Autoriser la Ville de Montréal à s'associer à titre de partenaire des Assises 2023 de l'Union des municipalités du Québec qui se tiendront à Gatineau du 3 au 5 mai 2023 - Dépense de 18 400 $, non taxable.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



GDD 1224784003 UMQ.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Boutaina AZZIMANI
Préposée au budget
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-28

Michelle DE GRAND-MAISON
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.006

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1239622002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder le statut de reconnaissance à 28 organismes dans le cadre de la nouvelle Politique de reconnaissance en sport régional pour la période 2024-2026

Il est recommandé:
D'accorder le statut de reconnaissance aux 28 organismes suivants pour la période 2024-2026 dans le cadre de la Politique de reconnaissance en sport régional:

Sport	Nom de l'organisme	Statut de la reconnaissance
Athlétisme	Association régionale d'athlétisme de Montréal	Reconnu
Badminton	Association de badminton de la région de Montréal	Reconnu
Baseball	Baseball Québec - Région Montréal	Reconnu
Gymnastique	Association régionale de gymnastique Montréal Concordia	Reconnu
Hockey	Hockey Québec - Lac St-Louis	Reconnu
Kin-ball	Association régionale de Kin-Ball de Montréal	Reconnu
Multiservice	Conseil du sport de Montréal	Reconnu
Multiservice	Sport et loisir de l'île de Montréal	Reconnu
Natation artistique	Club aquatique de l'Est de Montréal	Reconnu
Patinage artistique	Patinage Montréal	Reconnu
Patinage de vitesse	Association régionale de patinage de vitesse de Montréal	Reconnu
Ringuette	Ringuette 96 Mtl-Nord	Reconnu

Ringuette	Association régionale de ringuette de Montréal	Reconnu
Rugby	Association Régionale de Rugby de Montréal	Reconnu
Ski de fond	Ski de fond Montréal	Reconnu
Soccer	Association Régionale de soccer Bourassa	Reconnu
Soccer	Association Régionale de soccer Concordia. Inc.	Reconnu
Soccer	Association Régionale de soccer Lac-St-Louis	Reconnu
Sports de balle	ASSOCIATION DES SPORTS DE BALLE À MONTRÉAL	Reconnu
Tennis	Tennis Montréal	Reconnu
Ultimate Frisbee	Ultimate grand Montréal	Reconnu
Cricket	Cricket Québec	Reconnu sous certaines conditions
Cyclisme	Fédération québécoise des sports cyclistes	Reconnu sous certaines conditions
Hockey	Hockey Québec - Région Montréal	Reconnu sous certaines conditions
Judo	Conseil de zone de Judo Québec de la région de Montréal	Reconnu sous certaines conditions
Natation	Association régionale de natation de Bourassa-Montréal	Reconnu sous certaines conditions
Natation	Association régionale de natation du Lac St-Louis	Reconnu sous certaines conditions
Taekwondo	Association régionale de Taekwondo du Lac St-Louis	Reconnu sous certaines conditions

Signé par Alain DUFORT **Le** 2023-03-03 10:37

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général par intérim
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1239622002**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder le statut de reconnaissance à 28 organismes dans le cadre de la nouvelle Politique de reconnaissance en sport régional pour la période 2024-2026

CONTENU

CONTEXTE

En août 2022, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) a proposé une offre de service formelle aux 19 arrondissements quant à son intervention en sport régional, autorisant notamment la rédaction et la mise en place d'une politique de reconnaissance en sport régional. Les 19 arrondissements ont accepté cette offre de service via un sommaire décisionnel entre septembre 2022 et février 2023.
Le SGPMRS reconnaît l'importance de l'apport de l'ensemble des organismes à but non lucratif (OBNL) sur le territoire dans le développement de la pratique sportive pour la population montréalaise. C'est dans cet esprit de partenariat avec le milieu sportif organisé que la politique de reconnaissance en sport régional a été mise en place.

La politique de reconnaissance et de soutien prend ancrage dans la Déclaration sur le sport régional. Elle définit l'admissibilité, les critères de reconnaissance et le type de soutien offert aux organismes sportifs à vocation régionale. Elle sera appuyée d'un Programme de soutien financier en sport régional aux organismes reconnus (Programme) ainsi que d'un cadre de référence afin de permettre une harmonisation des pratiques et de tendre vers une meilleure équité du partage des ressources municipales. Un sommaire décisionnel sera produit pour faire adopter le financement en lien avec le Programme de soutien financier pour les associations sportives régionales.

Cette politique permet d'accorder un statut privilégié aux organismes ayant une mission en adéquation avec celle de la Ville et ses responsabilités en matière d'offre de service en sport à la population montréalaise. Cette reconnaissance permet l'accessibilité à du soutien de la Ville sur les plans professionnel, financier, en installations et en événementiel. La politique présente également les obligations auxquelles les organismes doivent se conformer pour obtenir et maintenir cette reconnaissance.

Objectifs généraux de la politique de reconnaissance

- Bâtir un système sportif montréalais cohésif et dynamique;
- Harmoniser la qualité de l'intervention sportive au niveau régional sur le territoire;
- Exercer un leadership favorisant la concertation de l'ensemble des organismes afin de contribuer à l'accessibilité, la complémentarité et à la qualité de l'offre de service à la population;
- Accompagner et soutenir les organismes dont les activités sont en adéquation avec les orientations de la Ville;
- Collaborer avec les organismes du milieu afin d'assurer une meilleure accessibilité des activités et des services sur le territoire municipal;
- Utiliser de manière optimale les ressources publiques disponibles à l'intérieur d'un cadre équitable pour les organismes concernés.

Le processus de reconnaissance des organismes en sport régional a débuté en novembre 2022. Les organismes avaient jusqu'au 31 janvier 2023 pour déposer leur demande. Au total, ce sont 31 demandes de reconnaissance qui ont été reçues par la Direction des sports. Le présent sommaire décisionnel a pour objectif de confirmer l'octroi de la reconnaissance à 28 de ces organisations pour la période 2024-2026 suite au processus d'évaluation des demandes. Les organismes qui souhaiteraient déposer une demande après le présent processus, pourront le faire à l'automne 2023 (date limite du 1er octobre).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 1328 - 22 novembre 2022
Adopter la politique de reconnaissance et de soutien en sport régional, ainsi que le Programme de soutien financier des associations régionales et le cadre de référence en octroi de plateaux sportifs qui s'y rattachent

CM22 0980 - 23 août 2022
Offrir aux 19 arrondissements de la Ville de Montréal, la prise en charge par la Direction des sports du SGPMRS de la coordination du sport régional, soit la gestion de la concertation relative au sport régional et de la reconnaissance et du soutien en sport régional, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4)

CM10 0767 - 25 octobre 2010
Adopter la Déclaration sur le sport régional « La collaboration au bénéfice de nos jeunes »

DESCRIPTION

Suite à une évaluation des demandes par le comité d'analyse de la reconnaissance en sport régional, formé de 3 professionnels des arrondissements et d'une personne représentant la Direction des sports, 21 demandes sont jugées admissibles, 7 demandes sont admissibles sous certaines conditions à respecter et 3 demandes sont non admissibles (AFL Québec, Association de tir à l'arc de Montréal et Cyclo-club Lachine).
Le présent sommaire décisionnel officialise l'octroi de la reconnaissance aux organismes suivants pour la période 2024-2026 :

Sport	Nom de l'organisme
Athlétisme	Association régionale d'athlétisme de Montréal
Badminton	Association de badminton de la région de Montréal
Baseball	Baseball Québec - Région Montréal
Gymnastique	Association régionale de gymnastique Montréal-Concordia
Hockey	Hockey Québec - Lac St-Louis

Kin-ball	Association régionale de Kin-Ball de Montréal
Multiservice	Conseil du sport de Montréal
Multiservice	Sport et loisir de l'île de Montréal
Natation artistique	Club aquatique de l'Est de Montréal
Patinage artistique	Patinage Montréal
Patinage de vitesse	Association régionale de patinage de vitesse de Montréal
Ringuette	Ringuette 96 Mtl-Nord
Ringuette	Association régionale de ringuette de Montréal
Rugby	Association Régionale de Rugby de Montréal
Ski de fond	Ski de fond Montréal
Soccer	Association Régionale de soccer Bourassa
Soccer	Association Régionale de soccer Concordia. Inc.
Soccer	Association Régionale de soccer Lac-St-Louis
Sports de balle	ASSOCIATION DES SPORTS DE BALLE À MONTRÉAL
Tennis	Tennis Montréal
Ultimate Frisbee	Ultimate grand Montréal

De plus, les organismes suivants seront reconnus s'ils remplissent les conditions mentionnées à leur dossier d'évaluation (Annexe 1) :

Sport	**Nom de l'organisme**
Cricket	Cricket Québec
Cyclisme	Fédération québécoise des sports cyclistes
Hockey	Hockey Québec - Région Montréal
Judo	Conseil de zone de Judo Québec de la région de Montréal
Natation	Association régionale de natation de Bourassa-Montréal
Natation	Association régionale de natation du Lac St-Louis
Taekwondo	Association régionale de Taekwondo du Lac St-Louis

La reconnaissance est acquise pour une durée de trois (3) ans au terme de laquelle une demande de renouvellement devra être déposée. Le maintien du statut d'organisme reconnu reste conditionnel au respect des critères et exigences reliés à la reconnaissance en tout temps pendant le terme de trois (3) ans. Toutefois, advenant un changement majeur durant cette période, la Direction des sports se réserve le droit d'effectuer une révision du statut de l'organisme. Un organisme pourrait voir son statut d'organisme reconnu révoqué dans certaines situations, telles que :

- Être en défaut de satisfaire les obligations générales ou spécifiques liées à la reconnaissance ou à la reddition de comptes;
- Avoir utilisé l'organisme comme prête-nom à des fins personnelles ou pour un tiers;
- Avoir commis un manquement éthique;
- Avoir été radié d'office par le Registraire des entreprises du Québec;
- Avoir cessé, de façon temporaire ou permanente, les activités en vertu desquelles il a été reconnu.

L'organisme reconnu par la Direction des sports doit fournir annuellement une reddition de comptes au plus tard cent vingt (120) jours suivant la date de fin de son année financière. Les documents exigés sont obligatoires et nécessaires au maintien de la reconnaissance. À la suite de la réception des dits documents, la Direction des sports procédera à l'évaluation annuelle de l'organisme afin de confirmer ou d'infirmer le maintien de la reconnaissance et du soutien.

Tout organisme qui ne répond plus aux critères et exigences reliés à la reconnaissance verra son statut d'organisme reconnu révoqué ainsi que tout le soutien dont il bénéficiait. Cette révocation devra être adoptée par la même instance qui a accordé la reconnaissance, soit le comité exécutif.

JUSTIFICATION

La Politique de reconnaissance et de soutien vise à officialiser, sur des bases équitables, les relations entre la Ville et les organismes du milieu sportif à vocation régionale. Ces relations, basées sur la réciprocité, permettent un échange entre l'organisme qui offre des services aux citoyens et la Ville qui lui fournit un soutien pour ce faire. La reconnaissance constitue un préalable essentiel à tout type de soutien de la Ville. Ce processus permet de resserrer les liens entre les différentes associations sportives sur le territoire et de clarifier la porte d'entrée officielle des organisations à vocation régionale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il n'y a pas d'aspect financier directement lié à la reconnaissance des organismes en sport régional.

MONTRÉAL 2030

Le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes de la Stratégie 2030 de la Ville de Montréal :
Priorité #9 | Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire
Priorité #18 | Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire
Priorité #19 | Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du SGPMRS, soit d'inciter à une vie active et sportive.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cas où la reconnaissance des organismes n'est pas octroyée, le SGPMRS ne pourrait pas pleinement jouer son rôle de soutien du sport régional tel que recommandé lors de la démarche de consultation, et ce, malgré l'accord des 19 arrondissements. Dans le cas où le sommaire décisionnel se verrait retardé, ce délai engendrerait un impact pour les organismes sportifs qui attendent ce processus de reconnaissance pour obtenir du soutien (financier, professionnel et en prêt de plateaux sportifs) de la Ville de Montréal.
Si la reconnaissance des organismes est octroyée, ceux-ci pourront soumettre une demande de soutien financier dans les délais prévus afin d'obtenir un soutien financier à partir de 2024. De plus, des liens officiels pourront être créés avec de nouveaux organismes sportifs, leur donnant accès à du soutien professionnel, événementiel et en installations.

Finalement, le présent dossier permet de respecter les engagements liés à la Déclaration du Sport régional adoptée par le conseil municipal et par l'ensemble des arrondissements.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'impacts liés à la COVID-19 dans le cadre de ce dossier décisionnel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication prévue à la population. Le SGPMRS prévoit un envoi courriel officiel de réponse à l'ensemble des organismes qui ont déposé une demande de reconnaissance suite à l'adoption de ce dossier décisionnel.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

29 mars 2023 : Octroi de la reconnaissance aux organismes par le SGPMRS
5 avril 2023 : Lancement du programme de soutien financier par le SGPMRS
Automne 2023 : Confirmation du soutien financier aux associations sportives régionales par le SGPMRS
1er janvier 2024 : Début du cycle de reconnaissance et de financement en sport régional
31 décembre 2026 : Fin de la période de reconnaissance et de soutien en sport régional

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pascal PELLETIER, Ahuntsic-Cartierville
Chantal BRETON, Anjou
Sonia ST-LAURENT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Geneviève LAPOSTOLLE, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Lynn THIBAULT, Lachine
Roch LANGELIER, LaSalle
Evelyne CHICOINE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Karine BOULAY, Montréal-Nord
Marie-Andrée L'ESPÉRANCE, Outremont
Jay-Sun RICHARD, Pierrefonds-Roxboro
Katherine CREVIER, Le Plateau-Mont-Royal
Frederik VACHON, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Alain LAVOIE, Rosemont - La Petite-Patrie
Éric SIGOUIN, Saint-Laurent
Hugo A BÉLANGER, Saint-Léonard
Geneviève FRAPPIER, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Jean-François ARIANO-LORTIE, Le Sud-Ouest
Patrick LEVEILLE, Verdun
Frédéric STÉBEN, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Marie-Claude OUELLET, Ville-Marie

Lecture :

Geneviève LAPOSTOLLE, 2 mars 2023
Karine BOULAY, 1er mars 2023
Evelyne CHICOINE, 28 février 2023
Chantal BRETON, 24 février 2023
Frédéric STÉBEN, 24 février 2023
Frederik VACHON, 24 février 2023
Lynn THIBAULT, 24 février 2023
Alain LAVOIE, 24 février 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume FILIATRAULT
Conseiller en planification

Tél : 5148687471
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-14

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : (514) 557-7235
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2023-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2023-03-03

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1239622002*
Unité administrative responsable : *Service des Grands parcs, du Mont-Royal et des sports*
Projet : *Accorder le statut de reconnaissance à 28 organismes dans le cadre de la Politique de reconnaissance en sport régional*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité #9 | Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Priorité #18 | Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire

Priorité #19 | Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité #9 : Par le biais de la reconnaissance des organismes en sport régional, le résultat attendu est d'officialiser la relation de partenariat entre la municipalité et les organismes en sport régional afin d'offrir un soutien professionnel, financier, événementiel et en installations.

Priorité #18: Travailler de manière équitable avec les organismes reconnus qui offrent des services aux citoyens au sein des 19 arrondissements de Montréal.

Priorité #19: Offrir un meilleur soutien aux organismes sportifs régionaux et aux arrondissements afin de mieux desservir la population au niveau sportif dans son milieu

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Recommandation de la reconnaissance 2023 (cycle 2024-2026)

Date évaluation : 9 février 2023

Composition comité d'évaluation : Hugo Bélanger, C/D St-Léo; Evelyne Chicoine, C/D MHM; Jay-sun Richard, C/D PR; Catherine Bélanger, C/É SGPMRS

Prochaines étapes :

- Lancement programme de soutien financier (11 avril)
- Accompagnement des ASR (avril à juin)
- Dépôt des demandes de soutien financier (15 juin)

			Territoire desservi					
Sport	**Nom de l'organisme**	**Nouvelle reconnaissance (N=nouvelle)**	**Grand MTL**	**Concordia**	**Lac-Saint-Louis**	**Bourassa**		**Recommandation du comité**
Athlétisme	Association régionale d' athlétisme de Montréal		x				✓	Reconnaissance avec accompagnement de l'organisme afin de stabiliser la gouvernance (élire des administrateurs au CA) et la mise à jour de l'offre de service et des finances (prévisions budgétaires détaillées et création de revenus autonomes)
Badminton	Association de badminton de la région de Montréal			x			✓	Reconnaissance avec un accompagnement concernant la gouvernance et la participation démocratique des membres (nombre de membres sur le CA, identification claire du membership, taux de présence à l'AGA)
Baseball	Baseball Québec - Région Montréal	N	x				✓	Reconnaissance avec un accompagnement afin de valider l'étendue du territoire à desservir
Cricket	Cricket Québec	N	x				!	Reconnaissance sous condition de mettre en place un comité de sport régional montréalais avec les organismes de la région
Cyclisme	Cyclo-club Lachine	N					✗	Non-admissible en raison de la non-reconnaissance de son mandat de sport régional par sa fédération sportive québécoise
Cyclisme	Fédération québécoise des sports cyclistes	N	x				!	Reconnaissance sous condition de mettre en place un comité de sport régional montréalais avec les clubs de la région
Football australien	AFL Québec	N					✗	Non-admissible en raison de la non-reconnaissance au niveau provincial et national
Gymnastique	Association régionale de gymnastique Montréal Concordia			x			✓	Reconnaissance
Hockey	Hockey Québec - Lac St-Louis	N			x		✓	Reconnaissance
Hockey	Hockey Québec - Région Montréal			x		x	!	Reconnaissance sous conditions de remettre les redditions de compte manquantes au dossier, incluant une comptabilité distincte de l'utilisation de la subvention de la Ville. Dans un deuxième temps, à la suite de la réception de la reddition de compte, il sera demandé à l'organisme de réviser certaines politiques administratives à convenir dans l'entente avec l'organisme.
Judo	Conseil de zone de Judo Québec de la région de Montréal	N	x				!	Reconnaissance sous condition de la confirmation du membership montréalais, de la réception des documents manquants (avenant d'assurance, comptabilisation du membership et des prévisions budgétaires)
Kin-ball	Association régionale de Kin-Ball de Montréal		x				✓	Reconnaissance
Multiservice	Conseil du sport de Montréal		x				✓	Reconnaissance
Multiservice	Sport et loisir de l'île de Montréal	N	x				✓	Reconnaissance
Natation	Association régionale de natation de Bourassa-Montréal	N		x		x	!	Reconnaissance sous condition de recevoir la documentation manquante (preuve d'assurance, comptabilisation du membership)
Natation	Association régionale de natation du Lac St-Louis	N			x		!	Reconnaissance sous condition de recevoir les données de membership
Natation artistique	Club aquatique de l'Est de Montréal	N	x				✓	Reconnaissance
Patinage artistique	Patinage Montréal			x			✓	Reconnaissance avec accompagnement sur la gouvernance (Nombre d'administrateurs sur le CA)
Patinage de vitesse	Association régionale de patinage de vitesse de Montréal			x			✓	Reconnaissance
Ringuette	Ringuette 96 Mtl-Nord	N				x	✓	Reconnaissance avec un accompagnement pour confirmer le découpage territoire et les clubs desservis
Ringuette	Association régionale de ringuette de Montréal			x			✓	Reconnaissance avec un accompagnement pour confirmer le découpage territoire et les clubs desservis
Rugby	Association Régionale de Rugby de Montréal			x			✓	Reconnaissance avec un accompagnement au niveau de la gouvernance (participation à l'AGA, prévisions budgétaires, procès-verbal, rencontres du CA)
Ski de fond	Ski de fond Montréal	N	x				✓	Reconnaissance
Soccer	Association Régionale de soccer Bourassa	N				x	✓	Reconnaissance
Soccer	Association Régionale de soccer Concordia. Inc.			x			✓	Reconnaissance
Soccer	Association Régionale de soccer Lac-St-Louis	N			x		✓	Reconnaissance
Sports de balle	ASSOCIATION DES SPORTS DE BALLE À MONTRÉAL			x			✓	Reconnaissance
Taekwondo	Association régionale de Taekwondo du Lac St-Louis	N			x		!	Reconnaissance sous condition de la confirmation du membership montréalais
Tennis	Tennis Montréal		x				✓	Reconnaissance avec un accompagnement pour stimuler la participation en AGA
Tir à l'arc	Association régionale de tir à l'arc de Montréal						✗	Non-admissible en raison de la décision de la fédération de ne pas reconnaître l'organisme comme mandataire du sport régional
Ultimate Frisbee	Ultimate grand Montréal		x				✓	Reconnaissance
		16	12	10	4	4	31	

Politique de reconnaissance et de soutien en sport régional



Table des matières

Mot de la mairesse **3**
Mot de la responsable **4**
1. Préambule **5**
1.1 Repères historiques et cadre légal 5
Le sport, pour promouvoir la solidarité, l'équité et l'inclusion à Montréal 5
La Déclaration sur le sport régional 6
La Politique du sport et de l'activité physique 6
1.2 Soutien municipal 7
La Direction des sports alignée avec les orientations municipales 7
Contexte actuel 7
2. Définitions **8**
3. Fondements de la politique **9**
3.1 Principes d'interventions 10
3.2 Objectifs généraux 10
4. Domaine d'intervention **10**
5. Modalités de reconnaissance des organismes **11**
5.1 Critères d'admissibilité et de reconnaissance 11
5.1.1 Statut juridique 11
5.1.2 Fonctionnement administratif 11
5.1.3 Offre de service 11
5.2 Exclusion 12
6. Le soutien **12**
6.1 Soutien en installations 12
6.2 Soutien événementiel 12
6.3 Soutien professionnel 12
6.4 Soutien financier 12
7. Demande de reconnaissance **13**
7.1 Dépôt de la demande 13
7.2 Cheminement de la demande 14
7.3 Documentation administrative exigée 14
7.4 Officialisation de la reconnaissance 14
7.5 Processus d'appel 14
8. Conditions liées au maintien de la reconnaissance **15**
8.1 Période de validité et de renouvellement 15
8.2 Maintien 15
8.3 Reddition de comptes annuelle et évaluation 15
8.4 Révocation de la reconnaissance 15
8.5 Arrêt d'activités et résiliation 16

Mot de la mairesse


Crédit photo : VDM / Sylvain Légaré

Ville sportive par excellence, Montréal est fière de présenter sa Politique de reconnaissance et de soutien en sport régional. Elle a été élaborée dans le but premier d'accorder un statut privilégié aux organismes ayant des liens avec la mission de la Ville et ses responsabilités en matière d'offre de services sportifs à la population montréalaise.

Ce nouvel encadrement permettra d'accroître la visibilité du sport par la valorisation d'initiatives régionales, ainsi que par le soutien aux réseaux de compétition et à la formation. Les athlètes montréalais pourront ainsi briller et s'épanouir dans la pratique de leur sport.

En se dotant de cette politique, Montréal met de l'avant la relation de partenariat avec les organismes sportifs. Elle renforce la collaboration avec les arrondissements en matière de soutien de la pratique sportive régionale et de l'accès aux plateaux sportifs.

Nous souhaitons que le lancement de cette Politique reflète l'importance qu'accorde la Ville au bien-être de sa population, et positionne notre métropole comme chef de file en matière de développement du sport régional.

Mme Valérie Plante
Mairesse de Montréal

Mot de la responsable



Ville olympique, Montréal a des racines sportives profondes qui n'ont cessé de croître depuis 1976. C'est donc avec joie et fébrilité que nous présentons la Politique de reconnaissance et de soutien en sport régional qui permet d'offrir un soutien officiel aux différents partenaires qui assurent le développement de la pratique sportive régionale à Montréal.

Imprégnée du volet Montréal active du Plan nature et sports de la Ville, la Politique de reconnaissance et de soutien permet de clarifier les rôles et les responsabilités des différents interlocuteurs en sport régional. Par la création de cette Politique, Montréal met de l'avant un soutien équitable et de qualité en sport régional sur l'ensemble de son territoire afin de faire de notre métropole une ville toujours plus active.

Fruit d'un travail rigoureux et concerté, cette Politique officialise une offre de service à plus grande échelle qui favorise une véritable synergie entre l'ensemble des acteurs gravitant dans les 19 arrondissements. Ultimement, ce travail permet d'améliorer le développement sportif de nos jeunes athlètes.

Nous croyons fermement qu'en participant au soutien de nos organismes régionaux, nous arriverons à améliorer le service actuel et à tendre vers une harmonisation des pratiques sur tout le territoire de la ville, et ce, au bénéfice des tous les montréalais·es.

Ensemble, nous faisons et continuerons de faire de Montréal une métropole sportive vibrante pour la jeunesse.



Mme Caroline Bourgeois
Vice-présidente du comité exécutif et responsable des grands parcs,
des sports et loisirs, du Mont-Royal, du parc Jean-Drapeau,
d'Espace pour la vie et de l'Est de Montréal

1. Préambule

1.1 Repères historiques et cadre légal

Le sport, pour promouvoir la solidarité, l'équité et l'inclusion à Montréal

Depuis 2002, la Charte de la Ville de Montréal attribue la compétence du sport, incluant le sport d'élite, aux conseils d'arrondissement, tel que le précise l'article 141 : « […] *le conseil d'arrondissement est également responsable de l'organisation des loisirs sportifs et socioculturels. Il peut notamment à cette fin soutenir financièrement des organismes dont le but est d'organiser et de favoriser l'activité physique et culturelle.* »

Ainsi, la majorité des responsabilités liées au sport ont été transférées aux conseils d'arrondissement. Indépendamment et pour leur seul territoire, ces derniers décident des ressources qu'ils accordent au sport, de l'initiation à l'élite, principalement :

- en offrant des équipements sportifs spécialisés pour l'entraînement et la compétition;
- en appuyant financièrement les OBNL partenaires de l'offre de service;
- en fournissant au besoin une expertise.

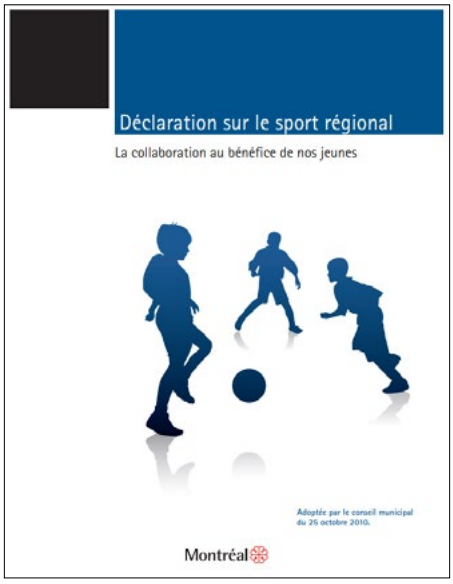
Si, à partir de 2002, le sport est devenu une compétence d'arrondissement à la Ville de Montréal, c'est dès son entrée en vigueur en 2006 que le conseil d'agglomération de Montréal a été chargé des compétences en « aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale »[1].

D'autre part, en vertu de l'article 94 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil municipal est responsable de certains équipements et infrastructures d'intérêt collectif tels que l'aréna Maurice-Richard, le centre de tennis du parc Jarry (Stade IGA), le complexe sportif Claude-Robillard, le stade de soccer de Montréal, le TAZ, le complexe sportif Marie-Victorin et les équipements du parc Jean-Drapeau.

L'intervention de la Ville de Montréal en sport prend appui, entre autres, sur la Déclaration sur le sport régional qui met en évidence l'importance de la collaboration et de la mise en commun des ressources au bénéfice des jeunes. Par son engagement, la Ville reconnaît les bienfaits de la pratique sportive et son impact sur le développement global des jeunes sportifs. Pour y parvenir, la Ville prévoit des orientations reflétant sa volonté de promouvoir et de rendre plus accessible la pratique sportive et ses installations sportives municipales.

1 En vertu de l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal 1229-2005 qui précise que « l'aide à l'élite sportive et aux événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale » est une activité d'intérêt collectif.

La Déclaration sur le sport régional



En 2010, la Ville et les arrondissements s'engagent à reconnaître le sport régional comme faisant partie intégrante de leur offre de service.
Par cette déclaration, les conseils d'arrondissement et le conseil municipal déclarent que le développement optimal des jeunes sportifs repose sur les cinq conditions essentielles suivantes:

- l'appui des parents, de la communauté et des décideurs
- l'accès des jeunes sportifs à des plateaux sportifs de qualité
- l'accès des jeunes sportifs à des clubs sportifs et organismes régionaux dynamiques et bien organisés
- l'accès des jeunes sportifs à un bassin de participants adéquat et à des entraîneurs qualifiés
- l'accès des jeunes sportifs à un réseau de compétitions bien organisé et bien réparti

La Politique du sport et de l'activité physique



La Ville de Montréal a adopté sa première Politique du sport et de l'activité physique à l'automne 2014 et mis de l'avant des orientations qui s'intègrent parfaitement aux quatre grands axes établis lors du Sommet Montréal physiquement active, soit :

- un aménagement des milieux de vie en faveur de l'activité physique
- l'accessibilité des transports actifs et du plein air urbain
- la valorisation de la pratique sportive et de ses événements
- la promotion et la communication d'un mode de vie physiquement actif

1.2 Soutien municipal

À la suite d'une révision des responsabilités municipales ainsi que de consultations sur la pratique sportive régionale, la Direction des sports, du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), se voit confier la coordination des mandats en sport régional et ce, à compter du 1er janvier 2021. Ceux-ci consistent à la gestion des conventions de partenariat relatives au *Programme de soutien aux associations sportives régionales*, ainsi qu'à la gestion des réservations des terrains sportifs extérieurs pour le territoire Montréal-Concordia.

Afin que le SGPMRS puisse être responsable de l'organisation du sport régional et de la gestion de la Politique de reconnaissance et de soutien, les arrondissements de la Ville de Montréal lui ont délégué les compétences en sport régional, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

Le SGPMRS reconnaît l'importance de l'apport de l'ensemble des organismes à but non lucratif (OBNL) sur le territoire dans le développement de la pratique sportive pour la population montréalaise. C'est donc dans cet esprit de partenariat avec le milieu sportif organisé que cette politique est mise en place.

La Direction des sports alignée avec les orientations municipales

La mission de la Direction des sports est d'« *Assurer une cohérence des interventions en sport sur le territoire de la Ville, en concertation avec les arrondissements et divers organismes, et de contribuer, par son expertise, son leadership et ses installations d'envergure, au développement de la pratique du sport et de l'activité physique et au rayonnement de Montréal en tant que ville olympique et métropole sportive de premier plan.* »



En 2021, avec le déploiement de la stratégie *Montréal Active*, la Direction des sports réitère ses engagements dans le soutien aux arrondissements, tout en contribuant aux objectifs de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La stratégie s'appuie sur les principes d'inclusion et d'équité, de concertation et de collaboration, de leadership et d'innovation, de résilience et de développement durable. Le volet *Montréal Active* du Plan nature et sports énonce des objectifs de réduction de la sédentarité et propose des actions innovantes pour rendre Montréal plus active. En synergie avec les arrondissements, les autres services municipaux et les organismes du milieu, la stratégie Montréal Active vise à mettre en place des environnements et des conditions favorables pour **« Bouger + au quotidien dans notre métropole ! »**

Trois principes directeurs orientent les actions du SGPMRS pour atteindre les objectifs visés par la stratégie *Montréal Active* :

1. Inciter à une vie active et sportive
   - Implantation de conditions favorables
   - Concertation de l'écosystème sportif montréalais
2. Offrir un réseau d'infrastructures durables et de qualité
   - Consolidation des infrastructures municipales
   - Mise en réseau des infrastructures collectives
3. Encourager le tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs
   - Leadership métropolitain auprès des organismes et promoteurs
   - Priorisation à la tenue d'événements sportifs diversifiés, durables et de qualité

Contexte actuel

Entre le conseil d'agglomération, le conseil municipal et les conseils d'arrondissement, la répartition des responsabilités sur le plan du sport régional n'était pas clairement définie. Un des principaux objectifs de cette politique est d'assurer un développement cohérent du sport régional à Montréal.

Les organisations sportives, quant à elles, ont été consultées à plusieurs occasions au cours de la démarche. Que ce soit lors des Sommets du sport de 2016, 2018 et 2020, organisés par le Conseil du sport de Montréal, ou encore lors de la consultation menée par la Ville de Montréal en 2019 auprès des partenaires et des intervenants de la pratique

sportive régionale montréalaise (221 répondants au sondage et 8 groupes de discussions), les constats demeurent les mêmes. Le support financier et l'accès aux plateaux sportifs pour la pratique régionale sont au cœur des préoccupations et des besoins du milieu.

2. Définitions

Clubs sportifs locaux

Un club sportif présentant une offre de service dans l'arrondissement où il est situé, ouvert à tous et qui compte des membres actifs provenant majoritairement de son arrondissement. Cet organisme a pour mission le développement de son sport dans l'arrondissement et est reconnu comme tel par sa fédération sportive.

Clubs sportifs supralocaux ou régionaux

Un organisme structuré et fédéré encadrant le développement des athlètes dans une discipline sportive ayant une finalité de performance au sein des réseaux régionaux, provinciaux, nationaux et internationaux. Le club sportif est un organisme unidisciplinaire ou multidisciplinaire regroupant des membres qui partagent un même intérêt pour la pratique de leur sport. Sa clientèle provient de plusieurs arrondissements ou villes liées.

Clubs sportifs à vocation élite ou de haut niveau

Leur encadrement, leur expertise et les installations qu'ils utilisent attirent des athlètes de partout. Ils forment et encadrent des athlètes performants au Québec, au Canada et à l'international de manière continue. Ceux-ci sont identifiés espoir, relève, élite ou excellence par leur fédération sportive.

Association sportive régionale

Un organisme regroupant des membres qui partagent un intérêt commun pour le développement régional d'un ou plusieurs sports reconnus soit par une fédération sportive provinciale, nationale ou par une instance officielle. Il promouvoit et soutient le sain développement des athlètes et de leur sport, au niveau récréatif et compétitif :

- en prolongeant en région la mission de sa fédération sportive, le cas échéant;
- en encadrant, et parfois en dirigeant, les compétitions de son sport sur le territoire;
- en soutenant l'organisation et la réalisation d'événements à divers niveaux, tel que les finales régionales des Jeux du Québec et les Jeux de Montréal;
- en offrant des services à ses membres, comme des formations aux entraîneurs, aux officiels ou d'autres types de services;
- en favorisant le développement et l'encadrement des clubs locaux et des athlètes sous sa responsabilité;
- en favorisant la concertation et la collaboration entre ses membres et la concertation avec les organismes partenaires;
- en assurant le respect des règles de la fédération sportive, tant sur le plan technique qu'au niveau de la pratique sécuritaire et éthique;
- en mettant en place des structures de concertation régionales démocratiques et transparentes;
- en recrutant et en formant des bénévoles compétents, afin d'assurer la saine gestion et le développement optimal de son sport.

Fédération sportive

Les fédérations québécoises reconnues par le MÉES ou les fédérations canadiennes reconnues par Sport Canada (uniquement en l'absence d'une fédération québécoise reconnue par le MÉES). Une fédération sportive a comme responsabilité :

- d'élaborer et mettre en œuvre un plan de développement de l'excellence sportive;
- de mettre en œuvre des programmes de formation et de perfectionnement des cadres sportifs;
- de collaborer à l'élaboration et à la gestion d'un réseau de compétitions sur son territoire dans sa ou ses disciplines;
- de régir la ou les disciplines dans son champ d'activité;
- de représenter la structure de son ou ses sports auprès des autres institutions (fédérations nationales ou internationales).

Organisme multiservice

Un organisme qui présente une offre de plusieurs services à ses membres, sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, et qui compte des membres actifs provenant majoritairement de la Ville. Cet organisme offre plusieurs services aux associations sportives régionales, aux clubs non représentés par une association régionale ou à des acteurs partenaires du milieu sportif montréalais.

Exemple des services offerts :

- représentation auprès des diverses instances;
- concertation des différents acteurs du milieu;
- soutien au niveau de l'administration des organismes membres;
- appui aux membres pour les relations avec les médias;
- etc.

Organisme multisports

Un organisme qui présente une offre de service sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal et qui compte des membres actifs provenant majoritairement de la Ville. Cet organisme offre plusieurs sports tout en favorisant le développement des sports tant au niveau récréatif qu'au niveau compétitif. Cet organisme doit être reconnu par une fédération sportive provinciale.

Les équipements relevant de la Ville de Montréal (Ville centre)

Ces équipements sont identifiés dans la charte de la Ville, il s'agit des arénas Maurice-Richard et Michel-Normandin, du Centre de tennis du parc Jarry, du Complexe sportif Claude-Robillard, du Stade de soccer de Montréal, du TAZ et du Complexe sportif Marie-Victorin qui sont gérés directement par la Direction des sports, plus spécifiquement la Division de la gestion des installations sportives (DGIS).

Les équipements sportifs supralocaux

Les équipements supralocaux sont des équipements d'arrondissement dont la desserte et le rayonnement dépassent largement l'arrondissement dans lequel ils sont situés. Ils se distinguent par la concentration d'athlètes de haut niveau parmi leur clientèle, leur capacité d'accueil de compétitions d'envergure ou par leur clientèle provenant de plusieurs arrondissements. Ces équipements constituent des pôles de pratique sportive spécialisés. Ils contribuent à la vitalité des territoires ainsi qu'au développement des athlètes de haut niveau.

Territoire

Cette politique concerne le territoire de la Ville de Montréal qui regroupe les 19 arrondissements dont elle est constituée.

Point de service

Lieu de pratique régulier ou permanent de l'organisme.

3. Fondements de la politique

La politique de reconnaissance et de soutien prend ancrage dans la Déclaration sur le sport régional. Elle définit l'admissibilité, les critères de reconnaissance et le soutien offert aux organismes sportifs à vocation régionale. Elle est appuyée d'un Programme de soutien financier en sport régional aux organismes reconnus (*Programme*) ainsi que d'un cadre de référence afin de permettre une harmonisation des pratiques et de tendre vers une meilleure équité du partage des ressources municipales.

Cette Politique permet d'accorder un statut privilégié aux organismes ayant des liens avec la mission de la Ville et ses responsabilités en matière d'offre de service en sport à la population montréalaise. Cette reconnaissance permet l'accessibilité à une gamme de services de la Ville de Montréal. La *Politique* présente également les obligations auxquelles les organismes doivent se conformer pour obtenir et maintenir cette reconnaissance.

La Politique de reconnaissance et de soutien vise à officialiser, sur des bases équitables, les relations entre la Ville et les organismes du milieu sportif à vocation régionale. Ces relations, basées sur la réciprocité, permettent un échange entre l'organisme qui offre des services aux citoyens et la Ville qui lui fournit un soutien pour le faire. La reconnaissance constitue un préalable essentiel à tous types de soutien de la Ville.

3.1 Principes d'interventions

- Placer la jeunesse au cœur des priorités en sport régional
- Favoriser le développement d'une synergie entre les divers acteurs du milieu par la collaboration et la concertation
- Assurer la complémentarité dans l'offre de service et du soutien offert aux divers organismes sportifs sur le territoire
- Faciliter l'accès aux installations sur le territoire à toute la population montréalaise et aux organismes sportifs régionaux
- Identifier clairement les modes d'attribution des ressources, qui devront être équitables, transparents et adaptés aux besoins de chacun des organismes en fonction des ressources disponibles et des priorités municipales

3.2 Objectifs généraux

- Bâtir un système sportif montréalais cohésif et dynamique
- Harmoniser la qualité de l'intervention sportive au niveau régional sur le territoire
- Exercer un leadership favorisant la concertation de l'ensemble des organismes afin de contribuer à l'accessibilité, la complémentarité et à la qualité de l'offre de service à la population
- Accompagner et soutenir les organismes dont les activités sont en adéquation avec les orientations de la Ville
- Collaborer avec les organismes du milieu afin d'assurer une meilleure accessibilité des activités et des services sur le territoire municipal
- Utiliser de manière optimale des ressources publiques disponibles à l'intérieur d'un cadre équitable pour les organismes concernés.

4. Domaine d'intervention

Pour la Direction des sports (DS), la coordination du sport régional a comme objectif d'unir les efforts et d'axer les interventions de la Ville de Montréal, de ses arrondissements et de ses collaborateurs (partenaires) sur les besoins et le développement des athlètes, en priorisant la clientèle jeunesse, afin de faciliter leur progression dans un réseau de compétition et leur accessibilité aux installations, sans égard à leur lieu de résidence ou territoire sportif.

En accord avec la mission, la vision et les valeurs, ainsi que le cadre d'intervention de la Direction des sports, les domaines d'intervention de la Politique de reconnaissance et de soutien sont les suivants :

- Associations sportives régionales
- Organismes multisports
- Organismes multiservices

5. Modalités de reconnaissance des organismes

Cette Politique permet d'identifier, à partir de critères précis, la nature des liens et de l'accessibilité à l'octroi possible d'un soutien financier dont pourrait bénéficier chaque organisme à portée régionale lorsqu'il souhaite collaborer avec la Ville.

5.1 Critères d'admissibilité et de reconnaissance

La première étape du processus permet d'évaluer si un organisme est admissible à la reconnaissance. Un organisme qui ne se conforme pas à l'un ou l'autre des critères ne pourra être reconnu.
La conformité aux critères ne garantit pas l'obtention de la reconnaissance de la Ville. Une analyse de la demande sera réalisée par un comité d'experts qui recommandera la reconnaissance à accorder.

5.1.1 Statut juridique

- Être un OBNL en règle, dûment constitué, selon la loi sur les compagnies, partie III (LRQ, c. C-38) ou la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (L.C. 2009, c23)
- Maintenir ce statut actif au Registraire des entreprises
- Être légalement constitué et actif depuis au moins 2 ans[2]
- Respecter les lois, politiques et règlements fédéraux et provinciaux, ainsi que les politiques et règlements de la Ville de Montréal

5.1.2 Fonctionnement administratif

- Avoir son siège social sur l'île de Montréal
- Contribuer par des revenus autonomes au financement de ses activités et démontrer une gestion financière saine et transparente
- Être doté de règlements généraux à jour favorisant la participation et le fonctionnement démocratique de l'organisme
- Être constitué d'un conseil d'administration élu démocratiquement et tenir obligatoirement une assemblée générale annuelle
- Pour une association régionale, être affiliée à une fédération québécoise reconnue par le MEES ou à une fédération canadienne reconnue par Sport Canada, uniquement en l'absence d'une fédération québécoise reconnue par le MEES, et déposer une lettre confirmant une reconnaissance ainsi que le mandat qui est attribué à l'organisme par celle-ci
- Détenir une police d'assurance responsabilité civile ayant la Ville de Montréal comme coassurée dans la mesure où l'organisme utilise des installations appartenant à la Ville de Montréal

5.1.3 Offre de service

- Avoir une mission compatible avec celle de la direction des sports de la Ville de Montréal, notamment au niveau de l'impact de l'offre de service dans le milieu et de son lien avec les priorités identifiées par la Direction.
- Posséder des lettres patentes comportant des objets reliés à l'offre de service régionale dans l'intérêt de l'ensemble de la population
- Intervenir dans un domaine d'activité du sport régional
- Exercer ses activités sur le territoire et proposer une offre de service publique et inclusive
- Opérer minimalement un point de service sur le territoire de la Ville de Montréal
- Assurer une programmation diversifiée, de qualité et l'accessibilité à ses activités et s'engager à ce qu'aucune forme de discrimination ne limite la participation
- Par souci de complémentarité, se différencier d'un autre organisme soit par l'offre de service, soit par la clientèle rejointe, soit par la desserte territoriale

Même si un organisme répond à la totalité des critères, cela ne constitue pas nécessairement un droit à la reconnaissance, à l'obtention d'un financement ou d'une autre ressource. Le SGPMRS et les arrondissements sont assujetties à plusieurs impératifs, notamment la disponibilité des ressources.

2 L'organisme comptant moins de 2 ans d'existence peut adresser une demande d'admissibilité et de reconnaissance à la Ville de Montréal. Les conditions de la reconnaissance éventuelle ainsi que les modalités de reddition de comptes seront évalués au cas par cas.

5.2 Exclusion

Cette Politique s'adresse aux OBNL œuvrant sur le territoire de la Ville de Montréal. Certains organismes dont l'action ne répond pas à la mission de la DS sont exclus.
Bien que constitués en tant qu'OBNL, ceux-ci ne s'inspirent pas, dans leur intervention, des critères définissant la pratique du sport régional. Il s'agit des organismes suivants :

- Les organismes institutionnels, publics ou parapublics avec lesquels des ententes spéciales peuvent être convenues
- Les entreprises privées à but lucratif
- Les équipes professionnelles ou semi-professionnelles
- Les établissements, les comités, les organismes, les groupes ou les fondations issus du milieu scolaire
- Les ligues adultes
- Les ordres professionnels et les organisations syndicales qui ont uniquement pour mission de soutenir, de régir ou de protéger des intérêts du milieu professionnel, des affaires, du travail ou de ses propres membres
- Les organisations à caractère religieux et politique
- Les fondations et les organismes à vocation philanthropique qui ont uniquement pour mission de recueillir et de distribuer des fonds
- Les organismes déjà reconnus par d'autres instances de la Ville de Montréal
- Les organismes œuvrant principalement dans les champs de compétences différents de ceux de la Ville de Montréal

6. Le soutien

Dans les limites des ressources dont ils disposent, le SGPMRS et les arrondissements, offrent aux organismes reconnus un ensemble de services (outils, soutien, accompagnement) afin de faciliter la réalisation de leurs activités. Le soutien devra respecter les Règlements sur les tarifs en vigueur dans les arrondissements.

6.1 Soutien en installations

Prêt ou location de salles, plateaux sportifs, locaux d'entreposage, espaces administratifs et équipements spécifiques pour la réalisation de l'offre de service par le biais d'un contrat de prêt ou de location de plateaux.

6.2 Soutien événementiel

Prêt ou location de matériel ou soutien technique à l'organisation des événements qui se déroulent sur le domaine public (parcs) ou dans les installations de la Ville.

6.3 Soutien professionnel

Accompagnement professionnel par des employés de la Ville pour résoudre des enjeux et des défis organisationnels tels que :

- la gouvernance
- le recrutement et la rétention des ressources humaines
- le développement sportif
- la recherche de financement
- le respect des obligations municipales

Ce service offert par le personnel de la Ville peut prendre différentes formes selon les besoins (expertise conseil, outils administratifs, références, etc.).

6.4 Soutien financier

La Ville de Montréal met à la disposition des OBNL des programmes de soutien financier récurrents :

- Programme de soutien financier des associations sportives reconnues
- Programme de soutien aux activités sportives et de loisirs nautiques
- Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains (PSES)

Des appels de projets ou d'initiatives peuvent être déployés de façon ponctuelle, selon la disponibilité financière et la conjoncture (ex. : appel d'initiatives de relance post-COVID-19). Les arrondissements offrent également du soutien financier aux organismes reconnus localement.

7. Demande de reconnaissance

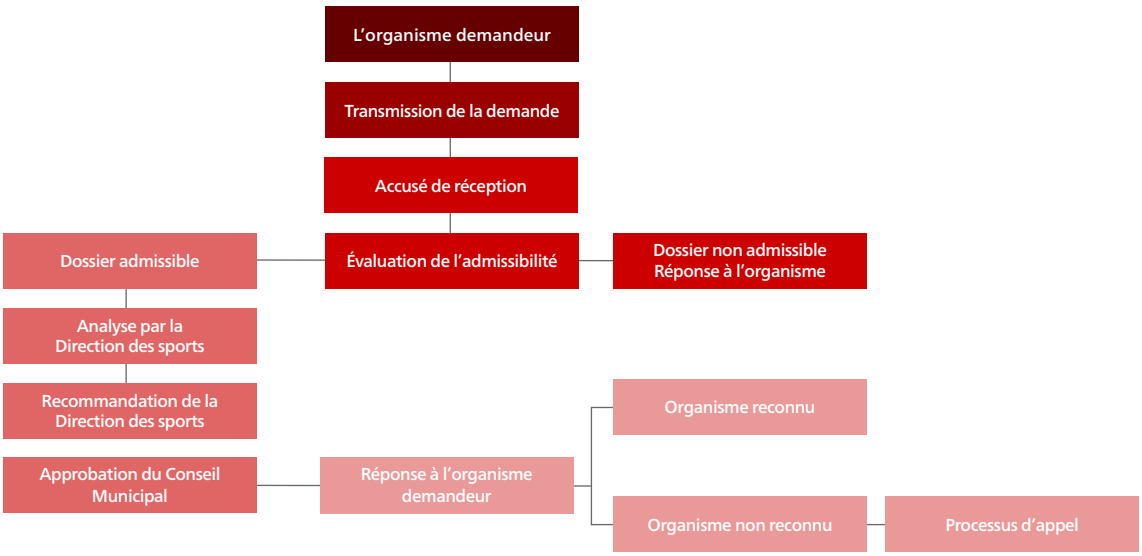
7.1 Dépôt de la demande

Les demandes seront examinées une fois par année par la Direction des sports. Tout organisme souhaitant être reconnu doit remplir le formulaire de demande de reconnaissance prévu à cet effet (Annexe 1) et le faire parvenir accompagné des documents exigés pour l'analyse de sa candidature. L'organisme demandeur a l'obligation de déposer un dossier complet sans quoi la demande pourrait être jugée inadmissible.

Les demandes de reconnaissance seront reçues **au plus tard le 1er octobre de chaque année à partir de 2023**. Le formulaire de demande de reconnaissance doit être rempli et transmis à l'adresse suivante : sportregional@montreal.ca

Pour obtenir de l'aide ou pour tout complément d'information concernant le dépôt d'une demande de reconnaissance, les organismes sont invités à communiquer avec les agents de développement par courriel à l'adresse sportregional@montreal.ca

7.2 Cheminement de la demande



7.3. Documentation administrative exigée

Aux fins de l'étude de l'admissibilité et de la reconnaissance d'un organisme, les documents permettant de vérifier la conformité doivent être envoyés à l'adresse courriel sportregional@montreal.ca. La liste des documents exigés se trouve dans l'aide-mémoire pour la reddition de comptes (Annexe 5).

7.4. Officialisation de la reconnaissance

Le Conseil municipal, par voie de résolution, accordera en décembre de chaque année, le statut d'organisme reconnu aux organismes demandeurs qui se seront qualifiés. Une réponse écrite formulée par la Direction des sports et précisant la date de début et la durée de la reconnaissance sera alors acheminée à l'organisme. En cas de refus, l'organisme aura la possibilité de déposer une nouvelle demande après un délai de trois (3) ans (une demande possible chaque trois ans).

7.5. Processus d'appel

Une nouvelle demande de reconnaissance pourra être déposée avant le délai de trois (3) ans, si l'organisme démontre par écrit que des changements importants ont été apportés aux éléments pour lesquels la reconnaissance lui avait été refusée.

Si l'organisme est en désaccord avec la décision émise, soit la non reconnaissance, il pourra faire appel en faisant parvenir une lettre expliquant son point de vue à la Direction des sports .

Advenant l'un ou l'autre de ces cas, un comité de révision constitué de professionnels de la direction des sports et des arrondissements sera mis en place afin de réévaluer la demande de reconnaissance.

8. Conditions liées au maintien de la reconnaissance

8.1 Période de validité et de renouvellement

La reconnaissance est acquise pour une durée maximale de trois (3) ans au terme de laquelle une demande de renouvellement devra être déposée. Aussi, l'organisme doit respecter la date limite de dépôt, soit le premier octobre de l'année du terme de la reconnaissance, en remplissant le formulaire de demande de reconnaissance en plus de fournir l'ensemble des documents exigés.

8.2 Maintien

Le maintien du statut d'organisme reconnu reste conditionnel au respect des critères et exigences reliés à la reconnaissance en tout temps pendant le terme de trois (3) ans. Toutefois, advenant un changement majeur durant cette période, la Direction des sports se réserve le droit d'effectuer une révision du statut de l'organisme.

Un organisme pourrait voir son statut d'organisme reconnu révoqué dans certaines situations, dont :

- Être en défaut de rencontrer les obligations générales ou spécifiques liées à la reconnaissance ou à la reddition de comptes
- Avoir utilisé l'organisme comme prête-nom à des fins personnelles ou pour un tiers
- Avoir commis un manquement éthique
- Avoir été radié d'office par le Registraire des entreprises du Québec
- Avoir cessé, de façon temporaire ou permanente, les activités en vertu desquelles il a été reconnu.

8.3 Reddition de comptes annuelle et évaluation

L'organisme reconnu par la Direction des sports doit fournir annuellement une reddition de comptes au plus tard cent vingt (120) jours suivant la date de fin de son année financière. Les documents exigés sont obligatoires et nécessaires au maintien de la reconnaissance. Il est également possible que la Direction des sports demande des documents supplémentaires aux fins d'évaluation de la demande.

À la suite de la réception desdits documents, la Direction des sports procédera à l'évaluation annuelle de l'organisme afin de confirmer ou infirmer le maintien de la reconnaissance et du soutien.

8.4 Révocation de la reconnaissance

Tout organisme qui ne répond plus aux critères et exigences reliés à la reconnaissance verra son statut d'organisme reconnu révoqué ainsi que tout le soutien dont il bénéficiait. Cette révocation sera entérinée par la Direction des sports selon les étapes suivantes :

1. Premier avis écrit informant l'organisme des mesures et modalités nécessaires au maintien de la reconnaissance
2. Rencontre entre l'organisme et la Direction des sports pour expliquer les critères à respecter pour éviter la révocation
3. Deuxième avis écrit spécifiant les mesures nécessaires au maintien et le délai à respecter pour s'y conformer
4. Avis officiel de la révocation de la reconnaissance et retrait de la liste des organismes régionaux reconnus

8.5 Arrêt d'activités et résiliation

En cas de cessation des activités, la reconnaissance est suspendue jusqu'à ce que l'organisme ait signifié par avis écrit à la Direction des sports son intention d'arrêter irrévocablement ou de reprendre ses activités. Après un arrêt d'un an, l'organisme doit déposer une nouvelle demande de reconnaissance.

En tout temps et de sa propre initiative, un organisme peut demander la résiliation de sa reconnaissance en faisant parvenir à la Direction des sports une lettre signée par son mandataire désigné ainsi que la résolution du conseil d'administration attestant cette demande.

En cas de dissolution, l'organisme doit faire parvenir à la Direction des sports, un acte de dissolution.

Annexes

Annexe 1 : Formulaire de demande de reconnaissance

Annexe 2 : Gabarit - Résolution du conseil d'administration pour la demande de reconnaissance

Annexe 3 : Modèle de lettre de l'attestation de la fédération sportive

Annexe 4 : Gabarit de membership

Annexe 5 : Aide-mémoire pour la reddition de comptes

Montréal

montreal.ca

Ville de Montréal (09-22) 28457

Déclaration sur le sport régional

La collaboration au bénéfice de nos jeunes



Adoptée par le conseil municipal
du 25 octobre 2010.

Montréal

Préambule

Le sport est source d'apprentissages, de plaisir et de bien-être pour nos jeunes. Outre ces notions, maintes études ont reconnu les bienfaits de la pratique sportive sur la santé et l'adoption de saines habitudes de vie par les jeunes. La pratique sportive agit efficacement sur le plan de la prévention, elle permet de contrer plusieurs problématiques sociales en diminuant l'isolement et en favorisant l'estime de soi, l'esprit communautaire et un meilleur rendement scolaire.

Le sport facilite l'intégration culturelle et sociale des jeunes et met en valeur la fierté, le dynamisme et la volonté des sportifs, notamment des athlètes handicapés.

Pour ces motifs, les instances municipales doivent orienter leurs interventions sur les besoins des jeunes et unir leurs actions afin de permettre à ceux-ci de s'épanouir à travers leur expérience sportive. Par conséquent, les conseils d'arrondissement et le conseil municipal adoptent la Déclaration suivante :

ATTENDU QUE

- L'UNESCO, dans la Charte internationale de l'éducation physique et du sport, reconnaît que chacun doit avoir toutes les possibilités de pratiquer le sport et de parvenir au niveau de performance correspondant à ses dons; [1]

- Le gouvernement du Canada, dans la Politique canadienne du sport, reconnaît que chaque niveau de pratique sportive, autant l'initiation, que la compétition ou l'excellence, est essentiel; [2]

- Le gouvernement du Québec, dans le Cadre d'intervention gouvernementale en matière de loisir et de sport, réaffirme le rôle de la municipalité à titre de premier corps public de référence en loisir et en sport; [3]

- Montréal, dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités, s'engage à favoriser l'accessibilité aux activités sportives et aux équipements collectifs pour les citoyennes et citoyens; [4]

- Montréal reconnaît le rôle essentiel du sport au développement global des personnes et en tant que facteur prépondérant de la qualité de vie des Montréalaises et Montréalais.

[1] Éléments tirés de la Charte internationale de l'éducation physique et du sport, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO en 1978.

[2] Éléments inspirés de la Politique canadienne du sport approuvée par les ministres des provinces du Canada en 2002.

[3] Le rôle de maître d'œuvre du développement et de l'organisation du loisir a été conféré aux municipalités par le gouvernement du Québec dans le Livre blanc sur le loisir en 1979. Le cadre d'intervention gouvernementale en matière de loisir et de sport de 1997 réaffirme ce principe d'intervention.

[4] Éléments tirés de la Charte montréalaise des droits et responsabilités, adoptée par le conseil municipal en 2005 et entrée en vigueur en 2006.

Les conseils d'arrondissement et le conseil municipal déclarent que le développement optimal des jeunes sportifs repose sur les cinq conditions essentielles suivantes :

CONDITION 1 L'APPUI DES PARENTS, DE LA COMMUNAUTÉ ET DES DÉCIDEURS

Car tous reconnaissent que

- Le sport est important pour le développement global des jeunes;
- Les jeunes ont besoin de s'entraîner pour progresser dans leur discipline sportive;
- Les jeunes doivent compétitionner avec d'autres jeunes, car c'est la nature même du sport;
- Les jeunes Montréalais doivent pouvoir accéder à toute installation, sans égard à leur lieu de résidence.

CONDITION 2 L'ACCÈS DES JEUNES SPORTIFS À DES PLATEAUX SPORTIFS DE QUALITÉ

Considérant que

- Pour tenir leurs activités régionales, l'entraînement des athlètes et les compétitions, les clubs sportifs locaux ont besoin d'accéder à des plateaux de qualité;
- Les sports comptant le plus d'adeptes sont pratiqués dans la grande majorité des 19 arrondissements tandis que ceux nécessitant des installations spécialisées ou regroupant moins de participants se concentrent dans certains d'entre eux;
- La collaboration entre les arrondissements est essentielle pour assurer l'offre de service régionale;
- La rénovation des installations sportives et la construction de nouveaux équipements nécessitent des investissements importants.

CONDITION 3 L'ACCÈS DES JEUNES SPORTIFS À DES CLUBS SPORTIFS ET ORGANISMES RÉGIONAUX DYNAMIQUES ET BIEN ORGANISÉS

Considérant que

- Les clubs sportifs locaux sont au cœur du développement des activités régionales;
- Le sport compétitif se développe en réseau et s'étend sur l'ensemble de l'île de Montréal;
- Les jeunes ont le droit d'être soutenus équitablement peu importe leur territoire sportif.

CONDITION 4 L'ACCÈS DES JEUNES SPORTIFS À UN BASSIN DE PARTICIPANTS ADÉQUAT ET À DES ENTRAÎNEURS QUALIFIÉS

Considérant que

- Une masse critique d'adeptes d'un sport est essentielle à la naissance d'un club et à son développement;
- Les jeunes ont le droit d'accéder à une grande diversité de sports indépendamment de leur territoire sportif;
- La progression des jeunes dans leur discipline sportive est liée à leur accès :
    - à un bassin de participants adéquat;
    - à des entraîneurs certifiés;
- Les jeunes doivent avoir la chance de vivre des expériences positives et enrichissantes en compétition.

CONDITION 5 L'ACCÈS DES JEUNES SPORTIFS À UN RÉSEAU DE COMPÉTITIONS BIEN ORGANISÉ ET BIEN RÉPARTI

Considérant que

- Un minimum d'équipes et de clubs est nécessaire pour constituer un réseau compétitif fort et bien structuré;
- Il est bénéfique que les jeunes s'initient à la compétition dans des installations situées près de chez eux;
- Les jeunes doivent accéder à un réseau de compétitions répondant à leur niveau d'habileté, offert dans une pluralité de sports, et ce, sur l'île de Montréal.

Engagements

1. La Ville et les arrondissements s'engagent à :

1.1 reconnaître le sport régional comme faisant partie de leur offre de service;

1.2 allouer des heures pour l'entraînement et les compétitions du sport régional dans leurs installations;

1.3 mettre en place des mécanismes interarrondissements formels d'échanges de services et à adhérer à des moyens de coordination notamment pour le partage de plateaux et le financement de nouvelles installations;

1.4 réaliser et actualiser un plan directeur des installations sportives pour chaque arrondissement et pour la Ville;

1.5 inviter le milieu du sport à redéfinir les territoires sportifs sur l'île de Montréal afin :

- d'accroître l'accès des jeunes à une grande diversité de sports;
- de favoriser la progression des athlètes dans leur discipline sportive;
- de favoriser l'accessibilité des participants à un réseau de compétitions bien organisé et bien réparti.

2. Les arrondissements s'engagent à :

2.1 sensibiliser leurs clubs sportifs locaux à l'importance de s'investir dans l'organisation des activités régionales et à soutenir ces clubs.

3. La Ville s'engage à :

3.1 poursuivre la mise en place de mesures de soutien financier, au bénéfice des arrondissements, pour la rénovation et la construction des installations sportives qui servent au sport régional;

3.2 appuyer un seul organisme dédié au sport et ayant des mandats municipaux en sport régional pour l'ensemble de l'île de Montréal. Cet organisme interviendrait notamment sur le plan de la concertation pour créer une synergie d'actions entre les acteurs impliqués et pour favoriser un soutien équitable pour tous les jeunes afin qu'ils progressent dans la discipline sportive de leur choix en adéquation avec leurs aspirations et leur talent.

Studio de design graphique, **Ville de Montréal** 000361-2188 (06-10)


Organisme reconnu en sport régional
Ville de Montréal


Organisme reconnu en sport régional
Ville de Montréal



35/35

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.007

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1230843002

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien aux élus
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la dépense estimée de 1 001,80 $ relative au déplacement de Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal, et de Mme Alia Hassan-Cournol, conseillère associée, pour prendre part au Grand rassemblement des Peuples autochtones et des municipalités du Québec qui se tiendra du 22 au 24 mars 2023, à Gatineau (Québec).

Il est recommandé :

1. d'autoriser la dépense estimée de 1 001,80 $ relative au déplacement de Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal, et de Mme Alia Hassan-Cournol, conseillère associée, pour prendre part au Grand rassemblement des Peuples autochtones et des municipalités du Québec qui se tiendra du 22 au 24 mars 2023, à Gatineau (Québec);

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2023-03-02 14:07

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1230843002**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien aux élus
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la dépense estimée de 1 001,80 $ relative au déplacement de Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal, et de Mme Alia Hassan-Cournol, conseillère associée, pour prendre part au Grand rassemblement des Peuples autochtones et des municipalités du Québec qui se tiendra du 22 au 24 mars 2023, à Gatineau (Québec).

CONTENU

CONTEXTE

Du 22 au 24 mars 2023, les maires et mairesses des municipalités du Québec ainsi que les cheffes et chefs des Peuples autochtones ont reçu l'invitation de se rendre à Gatineau pour assister au Grand Rassemblement 2023, un événement fusionnant la 3e édition du Sommet des Premières Nations et des municipalités sur la réconciliation et le 3e Cercle économique régional.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Ce sommaire vise à autoriser la dépense estimée de 1 001,80 $ relative au déplacement de Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal, et de Mme Alia Hassan-Cournol, conseillère associée, pour prendre part au Grand rassemblement des Peuples autochtones et des municipalités du Québec qui se tiendra du 22 au 24 mars 2023, à Gatineau.

JUSTIFICATION

Le Grand rassemblement 2023 permettra de souligner de fructueuses collaborations entre les municipalités du Québec et les Peuples autochtones. De plus, le Grand rassemblement 2023 permettra de renforcer nos liens, de poursuivre la réconciliation et d'encourager des partenariats citoyens, culturels et d'affaires.
Les éditions précédentes du Sommet ont permis à toutes et à tous d'apprendre à mieux se connaître. Maintenant, il est temps de faire passer ces relations à un niveau supérieur. C'est pourquoi la Ville de Gatineau a décidé de rejoindre la mission du Grand cercle économique des Peuples autochtones du Québec, qui vise une plus grande participation des entreprises et communautés des Peuples autochtones dans l'économie du Québec, en accueillant un événement qui s'adressera spécifiquement aux personnes élues et aux cheffes et chefs des Peuples autochtones. Les personnes représentant le domaine du développement économique des deux parties seront aussi conviées à cette édition.

Le Grand rassemblement 2023 sera l'occasion idéale de continuer les discussions entamées lors des sommets précédents, et ce, dans l'atteinte d'une véritable réconciliation et de la création d'une sincère amitié entre nations, communautés, villes et municipalités.

La présence de la Ville de Montréal, qui est d'ailleurs partenaire de l'événement, et plus particulièrement celle de la mairesse de Montréal et de la conseillère associée à la réconciliation avec les peuples autochtones, est importante.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier est prévu à la Division du soutien aux élus du Service du greffe. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Budget de fonctionnement :

Imputer la dépense (estimée) comme suit :

	2023
2101.0010000.100248.01101.53201.010001.0000.000000.00000.00000 Division Soutien aux élus Frais de déplacement et hébergement Non admissible loi 90	1 001,80 $

MONTRÉAL 2030

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Renforcer nos liens avec les Peuples autochtones et les autres municipalités du Québec

- Favoriser des partenariats

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu VICK, Service du greffe
Mary-Ann BRETON, Service du greffe

Lecture :

Mary-Ann BRETON, 2 mars 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte MCSWEEN
Responsable du soutien aux élus

Tél : 514245-6838
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-03-01

Marie-José CENCIG
Chef de division soutien aux élus - direction du greffe (ce)

Tél : 514-772-0121
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Emmanuel TANI-MOORE
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2023-03-01

ANNEXE D

Montréal

DEMANDE D'AUTORISATION ET DE REMBOURSEMENT
Absence, voyage et frais

NOM DE LA PERSONNE ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LE DÉPLACEMENT		FOURNISSEUR EXTERNE (s'il y a lieu)	
Nom : PLANTE, Valérie	Sommaire no : 1230843002	Nom :	
Unité d'affaires assumant les frais : Division du soutien aux élu.es		Numéro de fournisseur :	
Matricule (9 chiffres) : 100108967		Numéro du bon de commande :	
Numéro de fournisseur : **N/A**		ou Numéro d'engagement :	
Lieu(x) du déplacement : Gatineau			
Date(s) du déplacement : 22 et 23 mars 2023		*Cochez :*	*Québec : X*
Objet du déplacement : Grand rassemblement des Peuples autochtones et des municipalités			*Hors Québec :*

DESCRIPTION	PARTIE 1 (À REMPLIR AVANT LE DÉPART) DÉPENSES ESTIMÉES			PARTIE 2 (À REMPLIR AU RETOUR) DÉPENSES RÉELLES		
	Montant payé par la personne qui fera le déplacement	Montant payé par la Ville		Montant payé par la personne qui a fait le déplacement	Montant payé par la Ville	
		Carte d'achat	BC ou SDF		Carte d'achat	BC ou SDF
FRAIS DE TRANSPORT						
Transport en commun						
Bus ou train (classe économique)						
Taxi						
Automobile personnelle *(joindre le formulaire rempli)*						
Transport aérien						
Total des émissions de GES		-			-	
Quantité crédits carbone nécessaires -						
Conversion en tonnes *0,0000*						
FRAIS DE REPAS						
Déplacement en Amérique du Nord (selon indemnités prévus à l'Appendice C du Conseil national mixte)	100,00					
Déplacement à l'extérieur de l'Amérique du Nord (selon indemnités prévus à l'Appendice D du Conseil national mixte)						
FRAIS D'HÉBERGEMENT						
Établissement hôtelier ou logements commerciaux		180,00				
Hébergement dans un logement non commercial (forfaitaire 50 $/nuit)						
Frais médicaux (ex. : vaccins)						
AUTRES FRAIS						
Frais d'inscription (colloque, congrès, etc.)						
Faux frais : indemnité pour chaque nuitée dans un hôtel, dont la limite est fixée selon le pays (voir Appendice C ou D). Elle inclut les frais de téléphone, d'internet, de nettoyage de vêtements, etc.	17,30					
Frais de représentation *:* selon les dépenses admissibles à la directive «Frais de réunion de travail, d'accueil et de réception et frais de représentation» (joindre le formulaire rempli)						
Sous-total (incluant les taxes)	117,30 $	180,00 $	- $	- $	- $	- $
TOTAL DES FRAIS			**297,30 $**			**- $**

IMPUTATION BUDGÉTAIRE (ESPACE RÉSERVÉ AUX FINANCES)											
Entité	Source	Centre Resp.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter opér.	Projet	Autre	Cat. actifs	Futur	Montant brut
											0,00 $
											0,00 $
											0,00 $

Solde à rembourser ou à recevoir de la personne qui a fait le déplacement	**0,00 $**
Dépenses non approuvées à réclamer par la personne qui a fait le déplacement	**0,00 $**
Solde final à rembourser ou à recevoir de la personne qui a fait le déplacement	**0,00 $**

REQUÉRANTE OU REQUÉRANT : Nom et titre en lettres moulées : Valérie Plante, mairesse	Signature :	Date :

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT		
REQUÉRANTE OU REQUÉRANT : Nom et titre en lettres moulées : **PAR RÉSOLUTION CE23**	Signature :	Date :

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT À INTERNATIONAL SEULEMENT		
RESPONSABLE NIVEAU 2 Nom et titre en lettres moulées :	**N/A** Signature :	Date :
RESPONSABLE NIVEAU 3 Nom et titre en lettres moulées :	**N/A** Signature :	Date :

APPROBATION DU PAIEMENT FINAL		
RESPONSABLE : Nom et titre en lettres moulées : Brigitte McSween	Signature :	Date :

ANNEXE D

PARTIE 3

DÉPENSES RÉELLES QUOTIDIENNES DÉTAILLÉES

Nom : PLANTE, Valérie						**Matricule : 100108967**					
Mois	**Jour**	Transport	Émissions GES *	Inscription	Repas	Hébergement	Faux frais	Stationnement	Frais de représentation	Divers	**TOTAL**
03	22										- $
03	23										- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
		- $	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**

***** *Le remboursement pour compenser les émissions de GES se fait globalement, à la fin de chaque année.*

Montants des indemnités applicables pour les repas (référence : Appendice C ou D du Conseil national mixte)	
Petit-déjeuner :	22,80 CAD
Déjeuner :	23,05 CAD
Dîner :	56,60 CAD
Faux frais :	17,30 CAD

ANNEXE D

Montréal

DEMANDE D'AUTORISATION ET DE REMBOURSEMENT
Absence, voyage et frais

NOM DE LA PERSONNE ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LE DÉPLACEMENT		FOURNISSEUR EXTERNE (s'il y a lieu)	
Nom : HASSAN-COURNOL, Alia	Sommaire no : 1230843002	Nom :	
Unité d'affaires assumant les frais : Division du soutien aux élu.es		Numéro de fournisseur :	
Matricule (9 chiffres) : 100318532		Numéro du bon de commande :	
Numéro de fournisseur : **N/A**		ou Numéro d'engagement :	
Lieu(x) du déplacement : Gatineau			
Date(s) du déplacement : 22 au 24 mars 2023		*Cochez :*	*Québec : X*
Objet du déplacement : Grand rassemblement des Peuples autochtones et des municipalités			*Hors Québec :*

DESCRIPTION	PARTIE 1 (À REMPLIR AVANT LE DÉPART) DÉPENSES ESTIMÉES			PARTIE 2 (À REMPLIR AU RETOUR) DÉPENSES RÉELLES		
	Montant payé par la personne qui fera le déplacement	Montant payé par la Ville		Montant payé par la personne qui a fait le déplacement	Montant payé par la Ville	
		Carte d'achat	BC ou SDF		Carte d'achat	BC ou SDF
FRAIS DE TRANSPORT						
Transport en commun						
Bus ou train (classe économique)						
Taxi	100,00					
Automobile personnelle *(joindre le formulaire rempli)*						
Transport aérien						
Total des émissions de GES		-			-	
Quantité crédits carbone nécessaires -						
Conversion en tonnes *0,0000*						
FRAIS DE REPAS						
Déplacement en Amérique du Nord (selon indemnités prévus à l'Appendice C du Conseil national mixte)	204,90					
Déplacement à l'extérieur de l'Amérique du Nord (selon indemnités prévus à l'Appendice D du Conseil national mixte)						
FRAIS D'HÉBERGEMENT						
Établissement hôtelier ou logements commerciaux		365,00				
Hébergement dans un logement non commercial (forfaitaire 50 $/nuit)						
Frais médicaux (ex. : vaccins)						
AUTRES FRAIS						
Frais d'inscription (colloque, congrès, etc.)						
Faux frais : indemnité pour chaque nuitée dans un hôtel, dont la limite est fixée selon le pays (voir Appendice C ou D). Elle inclut les frais de téléphone, d'internet, de nettoyage de vêtements, etc.	34,60					
Frais de représentation *:* selon les dépenses admissibles à la directive «Frais de réunion de travail, d'accueil et de réception et frais de représentation» (joindre le formulaire rempli)						
Sous-total (incluant les taxes)	339,50 $	365,00 $	- $	- $	- $	- $
TOTAL DES FRAIS			**704,50 $**			**- $**

IMPUTATION BUDGÉTAIRE (ESPACE RÉSERVÉ AUX FINANCES)											
Entité	Source	Centre Resp.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter opér.	Projet	Autre	Cat. actifs	Futur	Montant brut
											0,00 $
											0,00 $
											0,00 $

Solde à rembourser ou à recevoir de la personne qui a fait le déplacement	**0,00 $**
Dépenses non approuvées à réclamer par la personne qui a fait le déplacement	**0,00 $**
Solde final à rembourser ou à recevoir de la personne qui a fait le déplacement	**0,00 $**

REQUÉRANTE OU REQUÉRANT : Nom et titre en lettres moulées : Alia Hassan-Cournol, conseillère ass.	Signature :	Date :

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT		
REQUÉRANTE OU REQUÉRANT : Nom et titre en lettres moulées : **PAR RÉSOLUTION CE23**	Signature :	Date :

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT À INTERNATIONAL SEULEMENT		
RESPONSABLE NIVEAU 2 Nom et titre en lettres moulées :	**N/A** Signature :	Date :
RESPONSABLE NIVEAU 3 Nom et titre en lettres moulées :	**N/A** Signature :	Date :

APPROBATION DU PAIEMENT FINAL		
RESPONSABLE : Nom et titre en lettres moulées : Brigitte McSween	Signature :	Date :

ANNEXE D

PARTIE 3

DÉPENSES RÉELLES QUOTIDIENNES DÉTAILLÉES

Nom : HASSAN-COURNOL, Alia						**Matricule : 100318532**					
Mois	**Jour**	Transport	Émissions GES *	Inscription	Repas	Hébergement	Faux frais	Stationnement	Frais de représentation	Divers	**TOTAL**
03	22						17,30 $				17,30 $
03	23						17,30 $				17,30 $
03	24										- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
		- $	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**34,60 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**34,60 $**

***** *Le remboursement pour compenser les émissions de GES se fait globalement, à la fin de chaque année.*

Montants des indemnités applicables pour les repas (référence : Appendice C ou D du Conseil national mixte)	
Petit-déjeuner :	22,80 $
Déjeuner :	23,05 $
Dîner :	56,60 $
Faux frais :	17,30 $

CE : 30.008

2023/03/15 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.009

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1239100001

Unité administrative responsable :	Commission de la fonction publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renouveler le mandat de Mme Marie-Chantal Lamothe à titre de vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal pour une durée de 4 ans.

Renouveler le mandat de Mme Marie-Chantal Lamothe à titre de vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal pour une durée de 4 ans.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2023-02-27 15:21

Signataire : Serge LAMONTAGNE

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1239100001**
Unité administrative responsable :	Commission de la fonction publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renouveler le mandat de Mme Marie-Chantal Lamothe à titre de vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal pour une durée de 4 ans.

CONTENU

CONTEXTE

Conformément aux dispositions prévues à la Charte de la Ville de Montréal (art. 57.7) et au règlement municipal 04-061 intitulé *Règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal,* la Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM) est gérée par une présidente et deux vice-présidentes nommées par le Conseil municipal. Le mandat de Mme Marie-Chantal Lamothe viendra à échéance le 26 mars 2023. Il convient donc de procéder à son renouvellement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 1024 - 24 septembre 2013 : Renouveler le mandat de M. Florent Francoeur à titre de vice-président de la CFPM et maintenir la rémunération de chacun des vice-présidents à quinze mille dollars (15 000$) par année.
CM15 0228 - 24 février 2015 : Nommer Mme Marie-Chantal Lamothe à titre de vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal pour un mandat de 4 ans, à compter du 24 février 2015.

CM17 0824 - 13 juin 2017 : Nommer Mme Micheline Van-Erum à titre de vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM) pour un mandat de 4 ans, à compter du 13 juin 2017.

CE19 0416 - 13 mars 2019 : Renouveler le mandat de Mme Marie-Chantal Lamothe à titre de vice-présidente pour un mandat de 4 ans et maintenir la rémunération de chacun des vice-présidents à quinze mille dollars (15 000 $).

CM19 0363 – 28 mars 2019 : Nommer Mme Marie-Chantal Lamothe à titre de vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal pour un mandat de 4 ans, à compter du 26 mars 2019.

DESCRIPTION

Il est recommandé de renouveler le mandat Mme Marie-Chantal Lamothe à titre de vice-présidente de la CFPM, et ce, pour une durée de quatre (4) ans.

JUSTIFICATION

Mme Lamothe détient un baccalauréat en administration des affaires des HEC et une maîtrise en administration de la productivité humaine de l'Université de Sherbrooke. Elle est membre de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés. Elle cumule plus de vingt-sept ans d'expérience en gestion des ressources humaines et en gestion du changement, acquises chez des employeurs tels que le Groupe Jean-Coutu, la Banque Laurentienne, Deloitte, Bombardier Aéronautique et Ernst & Young. Elle est actuellement cheffe des ressources humaines à Banque de développement du Canada. Ses compétences et son expérience des huit dernières années au sein de la CFPM font d'elle la candidate toute désignée pour ce deuxième mandat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que stipulé dans la résolution CM13 1024, Mme Lamothe aura droit à une rémunération maximale de quinze mille dollars (15 000$) par année.
Le budget est disponible à la Commission de la fonction publique de Montréal. Il n'y a donc pas d'impact sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane ZAMBLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adolphine LUZAYDAY
secretaire de direction

Tél : 438 825 0993
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-23

Isabelle C CHABOT
Présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal

Tél : 514 267 9073
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 12391000014
Unité administrative responsable : Commission de la fonction publique de Montréal
Projet : Renouveler le mandat de Mme Marie-Chantal Lamothe à titre de vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal pour une durée de 4 ans.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Renforcer la solidarité, l'équité et l'Inclusion* ***8 Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous***			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** - La CFPM contribue à l'adoption d' une approche transversale de lutte contre le racisme et les discriminations à la Ville de Montréal; - Poursuivre l'intégration de l'analyse différenciée entre les sexes et intersectionnelle (ADS+) à l'ensemble des politiques, des programmes et des initiatives de la Ville.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1239100001

Unité administrative responsable :	Commission de la fonction publique de Montréal , Direction
Objet :	Renouveler le mandat de Mme Marie-Chantal Lamothe à titre de vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal pour une durée de 4 ans.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1239100001 Renouvellement mandat VP CFPM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane ZAMBLE
Préposée au budget
Tél : 514

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-24

Ronald ST-VIL
Conseiller Budgétaire
Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 30.010

2023/03/15 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.011

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1223838003

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Ratifier une dépense supplémentaire de 1 546 360 $ pour l'entente-cadre avec la firme Innotex inc., pour l'acquisition, l'inspection, l'entretien et la réparation des habits de combat (appel d'offres public 13-12804), initialement approuvée pour un montant total de 7 340 978,01 $ lors de la résolution CG13 0336.

Il est recommandé :

1. de ratifier une dépense supplémentaire de 1 546 360 $ pour l'entente-cadre avec la firme Innotex inc., pour l'acquisition, l'inspection, l'entretien et la réparation des habits de combat (appel d'offres public 13-12804), initialement approuvée pour un montant total de 7 340 978,01 $ lors de la résolution CG13 0336 ;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2023-03-14 17:02

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1223838003**

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Ratifier une dépense supplémentaire de 1 546 360 $ pour l'entente-cadre avec la firme Innotex inc., pour l'acquisition, l'inspection, l'entretien et la réparation des habits de combat (appel d'offres public 13-12804), initialement approuvée pour un montant total de 7 340 978,01 $ lors de la résolution CG13 0336.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) a pour obligation d'assurer en tout temps la fourniture, l'entretien et la conformité des habits de combat en raison des normes et des exigences de santé et sécurité auxquelles il est soumis.
Ainsi en 2013, la firme Innotex Inc. a été mandatée pour l'acquisition, l'inspection, l'entretien et la réparation des habits de combat pour une période de 12 ans. Un achat de 3 337 habits de combat était réparti et prévu durant 5 ans (2013-2017) pour un montant total de 5 233 903 $. Le montant total du contrat - 7 340 978,01 $, appel d'offres 13-12804, résolution CG13 0336 .

Le montant estimé pour l'entretien était de 1 439 712 $ (entretiens pour la durée de l'entente-cadre).

En avril 2021, le Service des finances alerte sur l'absence de fond nécessaire dans l'entente pour payer une facture. Une analyse du Service de l'approvisionnement a permis de remettre l'entente en conformité selon les montants initialement alloués au titre du contrat.

En octobre 2022, les factures sont bloquées par le Service des finances en raison d'une surconsommation identifiée sur l'entente. En effet, un montant additionnel a été consommé en dehors de l'entente entre 2014 et 2018 incluant l'achat et l'entretien des habits supplémentaires ainsi que des réparations additionnelles pour les habits des années 2013 et 2014 (réparations réalisées entre 2021-2022).

Le total du montant dépassé de l'entente est de **1 546 360** $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0496 - 25 août 2022 - Conclure une entente-cadre avec Innotex inc. pour la fourniture d'habits de combat et de services de nettoyage et d'inspection avancés et de réparation, pour une période de dix ans (Montant estimé de l'entente : 10 564 236,43 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 22-19163 (2 soum.)
CG18 0446 - 23 août 2018 - Conclure une entente-cadre d'une durée de dix ans avec Thibault et associés pour la fourniture d'habits de combat et de services de nettoyage et d'inspection avancés et de réparation - Appel d'offres public 17-16527 (2 soum.)

CG13 0336 - 29 août 2013 - Conclure une entente-cadre d'une durée de 144 mois avec Innotex inc. pour l'acquisition, l'inspection, l'entretien et la réparation des habits de combat, pour une somme maximale de 7 340 978,01 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12804 (2 soum. 1 seul conforme) et autoriser une dépense de 1 436 871,32, taxes incluses, pour l'acquisition de 937 habits de combat pour l'année 2013

CG10 0286 - 26 août 2010 - Conclure une entente-cadre, d'une durée de 60 mois, avec Sperian vêtements Protection ltée pour la fourniture d'habits de combat pour le Service de sécurité incendie de Montréal - Appel d'offres public 10-11263 (2 soumissionnaires), au prix prix estimé de 3 626 673,75 $

CE05 1322 - 6 juillet 2005 - Autoriser une dépense de 3 726 810 $, taxes incluses, pour l'acquisition de 2 700 habits de combat pour les pompiers de la Ville de Montréal, conformément au programme d'acquisition des habits de combat du Service de sécurité incendie de Montréal. D'accorder à la firme Innotex inc. le contrat pour une période de 36 mois, avec possibilité de deux années supplémentaires, pour un montant total de 3 7 26 810 $, taxes incluses - Appel d'offres public 0-5-8331.

DESCRIPTION

Après la résolution du dossier en août 2013, la première commande a été faite en 2013 pour un total de 937 habits de combat. Cette commande avait été liée à l'entente en vigueur. L'acquisition de 900 habits en 2014 pour un montant total de : 1 096 918 $ n'a pas été liée à l'entente.

Les habits de combat des années subséquentes ont été correctement comptabilisés dans l'entente.

Néanmoins, le total d'habits de combat acquis à l'entente a été de 3 723 versus les 3 337 estimés. Ce dépassement équivaut à 386 habits avec des coûts d'acquisition et d'entretien supplémentaires.

Entre 2021 et 2022, avec le délai de la nouvelle entente d'acquisition d'habits de combat, les réparations des habits de combat de la marque Innotex ont surpassé les estimations, surtout au niveau des réparations hautement spécialisées. En 2022, uniquement les réparations ont représenté 937 000$ dont 54% ont été effectués sur des habits 2013 et 2014.

JUSTIFICATION

Analyse des consommations réalisée par le Service de l'Approvisionnement (Division Acquisition) :
L'entente C899907 avec la compagnie Innotex avait été consommée en sa totalité à la fin mars 2021 selon le Service des finances (avec des engagements actifs).

L'entente originale 899907 disposait d'un montant de 1 240 196,50 $ (sans contingences). Suite à la conversion des ententes en 2017 (bascule des ententes contractuelles vers permanentes), l'entente 899907 a été fermée et convertie en C899907. La bascule avait créé un écart des montants transférés (l'entente d'origine 899907 était consommée à 30% avant la bascule).

Étant donné que le contrat prévoyait des contingences de 10%, celles-ci ont été prélevées à partir de l'entente 899907, soit un montant de 124 019,65$ avant taxes qui a été ajouté à l'entente C899907 pour régler les engagements financiers.

À cela s'ajoute l'entente 899904 non convertie et fermée en 2018, d'un montant de 5 020 631 $, dont le niveau de consommation était déjà de 70%.

Le montant initial a été porté de 1 015 450,10 $ à 2 476 640,37 $, sans les taxes, soit une augmentation de 1 461 190,28 $. Ce montant correspondait au montant disponible de l'entente inactive 899904 qui n'avait pas été convertie.

En octobre 2021, après une demande d'ajustement des prix (indexation statutaire) par le fournisseur, il y a constat d'une indexation erronée. Les prix unitaires ont été multipliés par 1,5 au lieu de 1,5 %. La Ville subit un écart négatif. Un ajustement suite à une analyse a été appliqué en conséquence et un crédit a été émis par Innotex au début de l'année 2022.

Le suivi contractuel de ce dossier par le Service de l'Approvisionnement a été très complexe au fil des années, dès 2014 des montants non liés à l'entente ont créé un écart et des lacunes de suivi dans la conversion des ententes.

En annexe A du présent dossier décisionnel figure l'historique des ententes associées à ce contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne le Service de sécurité incendie de Montréal, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. Les montants dépassés seront entièrement assumés au budget de fonctionnement du SIM.

Le montant déjà payé: 958 686 $

Le montant à payer de factures du septembre au décembre 2022 : 588 000 $

Conséquemment ce dossier ne comporte aucun incidence sur le cadre financier de la Ville.

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Paiement des engagements de septembre à décembre de 2022.

- Entretien des habits de combat de la marque Innotex (2013-2018) pour le reste de 2022.
- 1 546 360 $ de consommation de plus au-delà de ce qui a été stipulé dans la résolution du contrat.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Compléter le paiement des engagements 2022
- Appel d'offres en 2023 pour l'inspection, l'entretien et la réparation des habits de combat de la marque Innotex (modèles 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Raef RAZGUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jacky MOHAMAD, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Jacky MOHAMAD, 14 décembre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabriela IBARRA IZQUIERDO
Chef de section

Tél : 438 830-3732
Télécop. : 514 872-6894

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-12-09

Sylvain LECOURS
Chef de division

Tél : 514-872-4711
Télécop. : 514 872-6894

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Philippe GAUTHIER
directeur(-trice)-adjoint(e)-securite incendie
Tél :
Approuvé le : 2023-01-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard LIEBMANN
Directeur
Tél : 514 872-4298
Approuvé le : 2023-02-16

Annexe A

Tableau sommaire des ententes liées au contrat:

Entente	Date d'approbation	Montant	Dates	Notes
899904 ENTENTE D'ACHAT CONTRACTUELLE	10 oct. 2013	$4,564,210.00	Date de début : 10- OCT-2013 Date de fin : 09- OCT-2018	
899904 ENTENTE D'ACHAT CONTRACTUELLE AMENDÉE (1)	17 sept. 2014	$4,564,210.00	Date de début : 10- OCT-2013 Date de fin : 09- OCT-2018	
899904 ENTENTE D'ACHAT CONTRACTUELLE AMENDÉE (2)	24 juil. 2015	$4,564,210.00	Date de début : 10- OCT-2013 Date de fin : 09- OCT-2018	
899904 ENTENTE D'ACHAT CONTRACTUELLE AMENDÉE (3)	20 janv. 2017	$5,020,631.00	Date de début : 10-OCT-2013 Date de fin : 09-OCT-2018	Ajout de la contingence (10%) - 456 421$
899907 ENTENTE D'ACHAT CONTRACTUELLE	10 oct. 2013	$1,240,196.50	Date de début : 10-OCT-2013 Date de fin : 09-OCT-2025	
899907 ENTENTE D'ACHAT CONTRACTUELLE AMENDÉE (1)	17 sept. 2014	$1,240,196.50	Date de début : 10-OCT-2013 Date de fin : 09-OCT-2025	
899907 ENTENTE D'ACHAT CONTRACTUELLE AMENDÉE (2)	24 juil. 2015	$1,240,196.50	Date de début : 10-OCT-2013 Date de fin : 09-OCT-2025	
899907 ENTENTE D'ACHAT CONTRACTUELLE AMENDÉE (3)	25 sept. 2017	$1,240,196.50	Date de début : 10-OCT-2013 Date de fin : 25-SEP-2017	
C899907 ENTENTE	25 sept. 2017	$891,430.45	Date de début :	

Entente	Date d'approbation	Montant	Dates	Notes
D'ACHAT PERMANENTE AMENDÉE			05-SEP-2017 Date de fin : 09-OCT-2025	
C899907 ENTENTE D'ACHAT PERMANENTE AMENDÉE (1)	25 sept. 2017	$891,430.45	Date de début : 05-SEP-2017 Date de fin : 09-OCT-2025	
C899907 ENTENTE D'ACHAT PERMANENTE AMENDÉE (2)	24 sept. 2018	$891,430.45	Date de début : 05-SEP-2017 Date de fin : 09-OCT-2025	
C899907 ENTENTE D'ACHAT PERMANENTE AMENDÉE (3)	11 oct. 2018	$891,430.45	Date de début : 05-SEP-2017 Date de fin : 09-OCT-2025	
C899907 ENTENTE D'ACHAT PERMANENTE AMENDÉE (4)	29 oct. 2018	$891,430.45	Date de début : 05-SEP-2017 Date de fin : 09-OCT-2025	
C899907 ENTENTE D'ACHAT PERMANENTE AMENDÉE (5)	2 oct. 2019	$891,430.45	Date de début : 05-SEP-2017 Date de fin : 09-OCT-2025	
C899907 ENTENTE D'ACHAT PERMANENTE AMENDÉE (6)	8 nov. 2019	$891,430.45	Date de début : 05-SEP-2017 Date de fin : 09-OCT-2025	
C899907 ENTENTE D'ACHAT PERMANENTE AMENDÉE (7)	12 janv. 2021	$891,430.45	Date de début : 05-SEP-2017 Date de fin : 09-OCT-2025	
C899907 ENTENTE D'ACHAT PERMANENTE AMENDÉE (8)	1 avr. 2021	$1,015,450.10	Date de début : 05-SEP-2017 Date de fin : 09-OCT-2025	Ajout contingence (124 019 $)
C899907 ENTENTE D'ACHAT PERMANENTE	5 mai 2021	$2,476,640.38	Date de début : 05-SEP-2017 Date de fin :	

Entente	Date d’approbation	Montant	Dates	Notes
AMENDÉE (9)			09-OCT-2025	
C899907 ENTENTE D'ACHAT PERMANENTE AMENDÉE (10)	24 janv. 2022	$2,476,640.38	Date de début : 05-SEP-2017 Date de fin : 09-OCT-2025	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1223838003

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques
Objet :	Ratifier une dépense supplémentaire de 1 546 360 $ pour l'entente-cadre avec la firme Innotex inc., pour l'acquisition, l'inspection, l'entretien et la réparation des habits de combat (appel d'offres public 13-12804), initialement approuvée pour un montant total de 7 340 978,01 $ lors de la résolution CG13 0336.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Intervention appro_Contrat Innotex-.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Raef RAZGUI
Agent d'approvissionnement 151
Tél : 514 868-5959

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-03-14

Elie BOUSTANI
c/s app.strat.en biens
Tél : 514 838-4519
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Intervention du Service de l'approvisionnement

Dossier décisionnel 1223838003

OBJET :
Ratifier une dépense supplémentaire de 1 546 360 $ pour l'entente-cadre avec la firme Innotex inc., pour l'acquisition, l'inspection, l'entretien et la réparation des habits de combat (appel d'offres public 13-12804), initialement approuvée pour un montant total de 7 340 978,01 $ lors de la résolution CG13 0336.

INTERVENTION :
L'intervention du Service de l'approvisionnement vise à présenter l'intérêt de la présente démarche de régularisation relative au Contrat d'acquisition, d'inspection, d'entretien et de réparation d'habits de combat du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM).

En l'espèce, comme tenu de l'historique présenté au dossier décisionnel, les factures émises par l'Adjudicataire du Contrat entre septembre 2022 et décembre 2022 pour des prestations déjà exécutées (faits accomplis), n'ont pu être payées, les Finances ayant bloqué toutes transactions sur le compte.

Afin d'honorer les obligations contractuelles qui incombent au Donneur d'ordre en matière de règlement de prestations exécutées et réputées acceptées, le Service de l'approvisionnement a évalué les options possibles. De plus, le montant de la dépense supplémentaire, étant supérieur à la délégation accordée à la Direction du SIM, ne peut être soumis qu'à l'approbation de l'instance ayant approuvé le Contrat initial.

Fort de ce constat, le Service de l'approvisionnement, soucieux de respecter et d'appliquer les meilleures pratiques, recommande en toute transparence, l'émission du présent dossier décisionnel au Conseil d'agglomération, dernière instance, ayant octroyé le Contrat initial, afin de régulariser la situation.

À noter que le présent dossier décisionnel ne vise pas l'approbation de fonds supplémentaires mais plutôt l'autorisation de ratifier une dépense déjà provisionnée sur le budget de fonctionnement du SIM. En l'espèce, cette demande n'engendre aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

En outre, la situation a conduit à l'expiration prématurée du Contrat initial et un nouvel appel d'offres est en préparation afin de couvrir les besoins essentiels d'entretien des habits de combat jusqu'à environ 2026.

Enfin, le Service de l'approvisionnement travaille d'ores et déjà sur l'implantation d'outils et de pratiques optimales afin de suivre au plus près le niveau de consommation des ententes et, in fine, mieux accompagner ses partenaires d'affaires internes dans la gestion de leurs contrats.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1223838003

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques
Objet :	Ratifier une dépense supplémentaire de 1 546 360 $ pour l'entente-cadre avec la firme Innotex inc., pour l'acquisition, l'inspection, l'entretien et la réparation des habits de combat (appel d'offres public 13-12804), initialement approuvée pour un montant total de 7 340 978,01 $ lors de la résolution CG13 0336.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1223838003 - Ratifier entente 2013-2024 Innotex.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent de gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-2774

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-12-16

Hélène DÉRY
Chef d'équipe - Professionnelle d'expertise
Tél : 514 872-9782
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.001

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1227031001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction salubrité et programmes , Division salubrité
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver le protocole d'entente de financement entre la Société d'habitation du Québec (SHQ) et la Ville de Montréal du Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités (Volet II) / Approuver l'Entente de financement entre la Société d'habitation du Québec (SHQ), l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) et de la Ville de Montréal du Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités (Volet III) / Adopter une ordonnance à l'effet de prolonger le Programme complémentaire au Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités de la SHQ pour la période allant du 1er avril 2022 au 31 décembre 2025.

De recommander au comité exécutif:

- d'approuver le protocole d'entente de financement entre la Société d'habitation du Québec (SHQ) et la Ville de Montréal du Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités (Volet II);
- d'approuver le protocole d'entente de financement entre la Société d'habitation du Québec (SHQ), l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) et de la Ville de Montréal du Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités (Volet III);
- d'autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer lesdites ententes pour et au nom de la Ville;
- d'adopter une ordonnance à l'effet de prolonger le Programme complémentaire au Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités de la SHQ pour la période allant du 1er avril 2022 au 31 décembre 2025.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2023-02-24 14:17

Signataire : Peggy BACHMAN

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227031001**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction salubrité et programmes , Division salubrité
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver le protocole d'entente de financement entre la Société d'habitation du Québec (SHQ) et la Ville de Montréal du Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités (Volet II) / Approuver l'Entente de financement entre la Société d'habitation du Québec (SHQ), l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) et de la Ville de Montréal du Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités (Volet III) / Adopter une ordonnance à l'effet de prolonger le Programme complémentaire au Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités de la SHQ pour la période allant du 1er avril 2022 au 31 décembre 2025.

CONTENU

CONTEXTE

Montréal a connu en 2022 sa plus forte hausse de loyer en 20 ans, soit 5,4 % (3,7 % en 2021). La crise sanitaire qui se prolonge depuis plus de deux ans a fragilisé la situation socio-économique de nombreux ménages. La faiblesse de l'offre de logements salubres et abordables rend plus difficile la recherche de logements. De plus, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) estime que pour les appartements de 2 chambres, il y avait un écart de 28 % entre le loyer moyen des unités ayant accueilli de nouveaux locataires (1 235 $) et celui d'un logement où les locataires étaient restés les mêmes (963 $).
À la suite des trois années (2020 - 2022) au cours desquelles les besoins d'aide en relogement se sont grandement accrus, la Ville a mis en place des mesures d'urgence renforcées afin de répondre aux ménages en difficulté à l'échéance de leurs baux.

Dans son rapport sur le marché locatif 2022, la SCHL confirme que le taux d'inoccupation est passé de 3,7% à 2,3% sur l'île de Montréal.

Le 8 juin 2022, le gouvernement du Québec a adopté le décret 837-2022, réactivant le Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités (PAU). Le volet II du programme est offert à l'ensemble des municipalités, et prévoit que la Société d'habitation du Québec (SHQ) rembourse à la municipalité 50 % des dépenses admissibles assumées dans l'année civile visée, jusqu'à concurrence d'un montant de 0,80 $ par habitant de la municipalité. Le volet III du programme rembourse l'OMHM pour les frais administratifs encourus dans le cadre de l'aide au relogement, jusqu'à concurrence de 180 000$.

Compte tenu du contexte qui demeure difficile, des demandes à la hausse et des dépenses également en croissance, le présent sommaire vise la prolongation du Programme

complémentaire au PAU par ordonnance, ce qui permettra à la Ville d'accéder au volet II et à l'OMHM d'accéder au volet III du Programme de la SHQ pour la période allant du 1er avril 2022 au 31 mars 2023.

Il est à noter qu'une disposition, ajoutée au point 4 du règlement en 2020, prévoit que "le comité exécutif peut, par ordonnance, prolonger la durée du Programme complémentaire d'aide d'urgence aux ménages sans logis" institué en vertu du présent règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CE22 0144 - 2 février 2022 : Prolonger le Programme complémentaire au Programme d'aide d'urgence de la SHQ pour la période allant du 1er juillet 2021 au 31 mars 2022;
- CM21 1181 - 27 septembre 2021 : Autoriser une dépense additionnelle maximale de 850 000 $ pour l'année 2021 et 1 865 000 $ pour l'année 2022 pour le remboursement à l'Office municipal d'habitation de Montréal des frais supplémentaires encourus pour l'hébergement temporaire et les autres mesures d'urgence reliés principalement à l'Opération 1er juillet dans le cadre des activités du Service de référence pour les personnes sans logis en vertu de l'entente approuvée par le conseil municipal (CM19 1118);
- CM20 1165 - 16 novembre 2020 : Autoriser une dépense additionnelle maximale de 1 015 000 $ pour les années 2020 et 2021 pour le remboursement à l'Office municipal d'habitation de Montréal des frais supplémentaires encourus pour l'hébergement temporaire et les autres mesures d'urgence reliés principalement à l'Opération 1er juillet dans le cadre des activités du Service de référence pour les personnes sans logis en vertu de l'entente approuvée par le conseil municipal (CM19 1118);
- CM20 0839 - 24 août 2020 : Adopter le Règlement sur le Programme complémentaire au Programme d'aide d'urgence 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatif;
- CE20 0920 - 10 juin 2020 : Approuver le protocole d'entente de gestion du Programme complémentaire au Programme d'aide d'urgence 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs (Volet III) entre la Société d'habitation du Québec (SHQ) et la Ville de Montréal (Ville);
- CE20 0481 - avril 2020 : Approuver un projet de protocole d'entente avec la SHQ concernant l'application du Programme d'aide d'urgence aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs (année 2019);
- CM19 1118 - octobre 2019 : Accorder une contribution financière maximale à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) de 1 198 786 $ en 2020, 1 242 875 $ en 2021 et 1 288 650 $ en 2022, pour la poursuite des activités du Service de référence pour les personnes sans-logis et l'accompagnement des ménages vulnérables à la préparation de leur logement avant une intervention d'extermination / Autoriser une dépense annuelle maximale de 385 000 $ pour le remboursement à l'OMHM des frais d'hébergement temporaire et des autres mesures d'urgence;
- CM19 1020 - septembre 2019 : Autoriser une dépense additionnelle maximale de 480

000 $ pour l'année 2019 pour le remboursement à l'OMHM des frais encourus pour l'hébergement temporaire et autres mesures d'urgence;

- CM16 1261 - novembre 2016 : Accorder un soutien financier maximal de 675 000 $ en 2017, 685 000 $ en 2018 et 695 000 $ en 2019 pour la poursuite des activités du Service pour les personnes sans logis et l'accompagnement des ménages vulnérables à la préparation de leur logement avant une extermination.

DESCRIPTION

Le règlement sur le *Programme complémentaire au Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités* établit les modalités d'application de l'entente avec la SHQ et permet de recevoir l'aide de la Société. L'entente qui lui est jointe en pièce jointe décrit les dépenses pouvant faire l'objet d'un remboursement.
À cet égard, l'entente prévoit couvrir 50 % des dépenses suivantes :

- déménagements et entreposage sécuritaire des biens des ménages sans logis;
- hébergement temporaire des ménages sans logis;
- toutes autres dépenses autorisées par la Société d'habitation du Québec dans le cadre du programme complémentaire au programme d'aide d'urgence.

JUSTIFICATION

La Ville offre sur une base continue, au cours de l'année, des services d'aide d'urgence aux ménages sans logis par l'intermédiaire du Service de référence de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM). En 2020, 2021 et 2022, les services mis en place pour la période du 1er juillet ont été augmentés pour faire face à un accroissement des demandes provenant de personnes sans logis confrontées au resserrement du marché locatif. L'entente entre la Ville de Montréal et l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) a été renouvelée pour la période 2023-2025.
Les problèmes d'accès au logement vécus par les locataires montréalais se sont amplifiés en 2022, dans un contexte de pénurie de logements abordables et de précarisation de la situation de nombreux ménages montréalais. Le Service de référence de l'OMHM continue de recevoir un nombre élevé de ménages en difficulté : en 2022, on comptait 882 demandes, un légère baisse par rapport aux 937 demandes de 2021, toutefois, le nombre de ménages accompagnés activement a été de 402, par rapport aux 397 ménages accompagnés de 2021.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En 2020, les dépenses réclamables en vertu du programme s'élevaient à 699 278 $, remboursables à la Ville à hauteur de 338 446 $.
En 2021, les dépenses réclamables en vertu du programme s'élevaient à 832 205 $, remboursables à la Ville à hauteur de 488 543 $.

Pour 2022, les dépenses réclamables devraient poursuivre la croissance observée au cours des deux dernières années.

Le budget pour l'aide aux sans logis relève à 100 % de la ville centrale.

MONTRÉAL 2030

L'aide aux ménages sans logis constitue un geste de solidarité sociale qui s'inscrit dans les orientations de Montréal 2030.

- Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan Montréal 2030 et des engagements en matière d'inclusion et d'équité.
- Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en matière de changements climatiques ; le dossier concerne le soutien financier au dispositif d'aide à des ménages sans logis.

La grille d'analyse de la conformité au Plan Montréal 2030, au plan climat et à l'ADS+ apparaît en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de ce règlement permettra à la Ville de réclamer des montants qu'elle aurait autrement assumés seule.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le présent dossier constitue un élément de réponse aux effets de la pandémie sur les ménages montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications, aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature des l'ententes de financement dans le cadre du Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités (volet 2 et 3). Voir pièce jointe.
Transmission d'une réclamation à la SHQ pour les frais encourus par l'Opération 1er juillet pour la période allant du 1er avril 2022 au 31 mars 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie FORTIER, Service des affaires juridiques

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christian LEFEBVRE
conseiller(-ere) en developpement - habitation

Tél : 438-820-3779
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-08

Isabelle LUSSIER
Chef de division, Salubrité

Tél : 514-796-2052
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2023-02-24

Grille d'analyse Montréal 2030
Numéro de dossier :1227031001
Unité administrative responsable : Service de l'habitation, division de la salubrité
Projet : Adopter une ordonnance à l'effet de prolonger le Programme complémentaire au Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités de la SHQ pour la période allant du 1er avril 2022 au 31 mars 2023

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable. 18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** P7: Grâce aux interventions menées dans le cadre de ce Programme, des citoyens pourront accéder à un logement salubre, adéquat et abordable. P18: Grâce aux interventions menées dans le cadre de ce Programme, des citoyens éviteront de se trouver à la rue et de nourrir les rangs de l'itinérance.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Société d'habitation Québec

No entente :

No organisme :

Réservé SHQ

ENTENTE DE FINANCEMENT DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SUPPLÉMENT AU LOYER D'URGENCE ET DE SUBVENTION AUX MUNICIPALITÉS (VOLET 2)

ENTRE :

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC, organisme public légalement constitué en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (RLRQ, chapitre S-8), représentée par monsieur Marc Tremblay, directeur général de l'habitation sociale et du soutien opérationnel des programmes, dûment autorisé en vertu du Règlement sur la délégation de pouvoirs et de signature de certains documents de la Société d'habitation du Québec (RLRQ, chapitre S-8, r. 6.1), ayant son siège à l'Édifice Marie-Guyart, aile Jacques-Parizeau, 3e étage, au 1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau, Québec (Québec), G1R 5E7;

ci-après : « Société »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, ayant son adresse principale au 303, Notre-Dame E, Montréal, Qc H2Y 3Z1 agissant et représentée par Clotilde Tarditi, Directrice du Service de l'habitation, dûment autorisé(e) aux fins des présentes par la résolution CE22 0144;

ci-après : « Municipalité »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE depuis 2001 les taux d'inoccupation des logements sur le marché locatif privé ont chuté de façon notoire dans les grands centres urbains du Québec;

ATTENDU QUE cette situation a eu pour conséquence de provoquer une hausse du coût des logements disponibles et a occasionné des difficultés sérieuses aux ménages à revenu faible ou modeste en recherche de logements, particulièrement dans la période entourant le 1er juillet ou encore à la suite de sinistres;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 3 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, la Société prépare et met en œuvre, avec l'autorisation du gouvernement, les programmes lui permettant de rencontrer ses objets;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 837-2022 du 18 mai 2022, la Société est autorisée à mettre en œuvre le Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités (Programme);

Initiales

ATTENDU QUE ce programme prévoit qu'une municipalité doit, pour être admissible à son volet 2, offrir des services d'urgence aux ménages qui se retrouvent sans logis, sans égard au fait que ces ménages soient ou non admissibles au volet 1 du Programme;

ATTENDU QUE la Société souhaite soutenir la Municipalité afin qu'elle maintienne son soutien auprès des ménages sans logis en raison d'une pénurie de logements ou à la suite d'un sinistre par des services d'aide d'urgence;

ATTENDU QU'en vertu du Programme, la Société et la Municipalité doivent conclure une entente de financement;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

SECTION I
OBJET DE L'ENTENTE

1. La présente entente a pour objet de convenir des obligations de chacune des parties et des conditions entourant le versement d'une subvention par la Société à la Municipalité, afin d'appuyer cette dernière dans son offre de services d'aide d'urgence aux ménages sans logis en raison d'une pénurie de logements ou à la suite d'un sinistre.

SECTION II
SUBVENTION ET MODALITÉS DE VERSEMENT

2. La subvention est versée par la Société à la Municipalité à la suite de la signature de la présente entente, conformément aux dispositions de l'entente et du Programme municipal.

3. La Société verse à la Municipalité une subvention du montant maximal indiqué à l'Annexe 1. Cette dernière correspondant à 50 % des dépenses admissibles assumées par la Municipalité dans l'année civile visée, jusqu'à concurrence d'un montant de 0,80 $ par habitant de la Municipalité, comme établi au Répertoire des municipalités du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

4. Malgré l'article 3 de la présente entente, la Société pourra rembourser à la Municipalité la totalité des dépenses admissibles assumées par celle-ci à la suite d'un sinistre majeur au sens de la Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).

5. Le versement de l'aide financière est conditionnel à la disponibilité des fonds affectés au Programme. La Société se réserve le droit, lors de l'approbation du cadre budgétaire de la Municipalité à l'Annexe 1, de limiter l'aide financière octroyée à la Municipalité afin de tenir compte de la disponibilité de ces fonds.

SECTION III
DÉPENSES ADMISSIBLES, NON ADMISSIBLES ET RÉCLAMATIONS

6. Sont des dépenses admissibles aux fins du Programme les frais liés :

- au déménagement et à l'entreposage sécuritaire des biens et des meubles des ménages sans logis;
- à l'hébergement temporaire;
- à toute autre dépense en lien avec la sécurité des ménages ou de leurs biens pour laquelle la municipalité aura présenté un budget autorisé par la Société.

Les dépenses admissibles à un remboursement conformément à la présente entente correspondent à celles approuvées par la Société et prévues au cadre budgétaire de l'Annexe 1.

7. Ne sont pas admissibles aux fins de la présente entente :

- les dépenses pour des services réalisés par des entreprises inscrites au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics;
- les dépenses remboursées par un tiers;
- les dépenses qui ne sont pas prévues au cadre budgétaire de l'Annexe 1.

8. La Municipalité doit soumettre à la Société une réclamation pour recevoir la subvention. Cette réclamation doit être effectuée selon un modèle approuvé par la Société et doit contenir des détails sur les ménages sans logis qui utilisent les services d'aide d'urgence ainsi que sur ces services et les coûts qui y sont rattachés.

9. Les réclamations doivent être accompagnées de pièces justificatives comportant les informations suivantes : nom du ménage, description du bien ou du service, la date du service, sa durée, le donneur de service et montant de la dépense à la fin des services rendus.

SECTION IV
OBLIGATIONS DE LA MUNICIPALITÉ

10. La Municipalité est responsable de dispenser ou de faire dispenser des services d'aide d'urgence aux ménages sans logis situés sur son territoire dans le cadre de l'application du Programme, sans égard au fait que ces ménages soient ou non admissibles à un supplément au loyer alloué conformément au volet 1 du Programme.

11. La Municipalité s'engage à respecter les règles administratives établies par la Société afin de préciser ou de définir les modalités et conditions d'application du Programme.

12. La Municipalité doit donner à la Société le nom d'un répondant pour l'application de la présente entente. Ce répondant doit être un employé permanent de la Municipalité. Il est celui qui approuve les différents documents ou informations transmis à la Société dont, notamment, le cadre budgétaire, les réclamations et les données statistiques.

13. La Municipalité doit transmettre à la Société ou au MAMH tout document et tout renseignement que ces derniers, ou leurs représentants peuvent exiger en lien avec la

reddition de comptes prévue à la section VI de la présente entente ainsi qu'avec le Programme.

14. La Municipalité doit respecter le cadre budgétaire prévu à l'Annexe 1. Elle ne peut réclamer à la Société le remboursement d'un service concerné par la présente entente lorsqu'il est effectué en dehors de la période autorisée à ce cadre budgétaire.

15. La Municipalité doit aviser la Société de toute aide financière reçue en remboursement de dépenses admissibles prévues à l'Annexe 1.

16. La Municipalité doit assumer en totalité toute dépense faite en contravention de la présente entente ou dont le remboursement est réclamé par la Société en cas de contravention à celle-ci.

17. La Municipalité doit soumettre à l'approbation de la Société, le cas échéant, tout programme complémentaire pris en vertu du Programme, et ce, conformément à l'article 3.1.1 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

SECTION V
OBLIGATION DE LA SOCIÉTÉ

18. La Société s'engage à verser à la Municipalité la subvention prévue à la section II de la présente entente.

SECTION VI
REDDITION DE COMPTES

19. La Municipalité produit périodiquement, à l'intention de la Société ou à la demande de celle-ci, un rapport de ses activités réelles. Tout rapport doit respecter les règles administratives que la Société peut communiquer à la Municipalité concernant le contenu d'un tel document.

20. La Municipalité doit soumettre à la Société un état des revenus perçus et des dépenses effectuées au cours de l'année civile. Cet état doit être audité lorsque la subvention accordée à la Municipalité est supérieure à 150 000 $. La mission d'audit doit être réalisée conformément aux normes d'audit généralement reconnues au Canada. L'auditeur doit s'assurer que les revenus et les dépenses de l'année civile visée ont été engagés en conformité avec les dispositions de la présente entente et des règles administratives du Programme.

L'auditeur de l'état des revenus perçus et des dépenses effectuées est désigné par la Municipalité.

21. L'état des revenus et des dépenses doit être transmis à la Société au plus tard le 31 mars suivant la fin de l'année civile concernée.

22. La Société, après analyse, prend acte de l'état des revenus et des dépenses et en avise la Municipalité. Si besoin est, un paiement ultérieur est ajusté de l'écart entre le

Initiales

montant versé durant l'année précédente et le montant de réclamation admissible. Dans le cas où aucun paiement ultérieur n'est effectué et qu'une somme doit être récupérée de la Municipalité, une réclamation sera transmise par la Société.

23. La Municipalité doit conserver les dossiers au moins sept (7) ans après le versement de l'aide financière.

SECTION VII
VÉRIFICATION

24. La Société, le MAMH ou l'un de leurs représentants peuvent procéder en tout temps à une vérification des dossiers en lien avec la présente entente ou le Programme.

Toute personne autorisée à cette fin par la Société ou le MAMH a, en tout temps, accès à tous les livres, registres, dossiers et autres documents liés à l'application du Programme ou de l'entente et peut en prendre copie.

SECTION VIII
ÉVALUATION

25. Dans l'éventualité où la Société ou le MAMH décidait de réaliser une évaluation du Programme, la Municipalité s'engage à collaborer et à donner accès à tous ses dossiers afin que toutes les informations jugées pertinentes puissent être recueillies.

SECTION IX
COMMUNICATIONS

26. La Municipalité informe la Société des activités de communication qu'elle souhaite entreprendre sur son territoire en lien avec l'application du Programme et de l'entente.

27. Toutes les communications relatives au Programme devront mentionner la contribution de la Société. Elles devront être approuvées par la Société et, à cette fin, lui être soumises cinq (5) jours ouvrables avant leur diffusion. Tous les moyens et activités de communication sont assujettis à cette clause.

28. Les signatures visuelles et logos utilisés dans les communications relatives au Programme doivent accorder une visibilité égale à la Municipalité et à la Société. Le logo de la Société doit être utilisé dans le respect des normes du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

SECTION X
MODIFICATIONS ET CESSION

29. La présente entente peut être modifiée par écrit en tout temps avec le consentement mutuel des parties.

30. Les droits et les obligations contenus à la présente entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés à un ou des tiers, en tout ou en partie.

Initiales

_____

_____

Initiales

SECTION XI
DURÉE ET FIN DE L'ENTENTE

31. Chaque partie peut, unilatéralement et en tout temps, mettre fin à la présente entente, en donnant à l'autre partie un avis écrit de trente (30) jours à cet effet.

32. La présente entente prend fin automatiquement et sans préavis à la fin du Programme.

33. La fin de la présente entente en application des articles 31 et 32 de l'entente n'a pas pour effet de restreindre les droits et les recours des parties ni de mettre fin aux engagements contractés par elles en vertu de cette entente, avant, selon le cas, l'expiration du délai de (30) jours de l'article 31 ou la date prévue à l'article 32.

SECTION XII
DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

34. Aux fins de l'application de la présente entente, l'adresse de chacune des parties est la suivante :

La Société :
Société d'habitation du Québec
Direction du soutien opérationnel des programmes
Édifice Marie-Guyart
1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau
Aile Louis-Alexandre-Taschereau, 3e étage
Québec (Québec)
G1R 5E7

La Municipalité :
Ville de Montréal
Service de l'habitation
Complexe Chossegros-de-Léry
303, Notre-Dame E, 4e étage
Montréal (Québec)
H2Y 3Y8

35. Aux fins de la présente entente, les parties élisent domicile dans le district judiciaire de Québec. Toute procédure judiciaire se rapportant à la présente entente doit être instituée dans ce district.

36. L'Annexe 1 fait partie intégrante de l'entente. Les parties déclarent en avoir pris connaissance et l'acceptent.

37. La présente entente a effet depuis le **18 mai 2022**.

Initiales

EN FOI DE QUOI, LA PRÉSENTE ENTENTE A ÉTÉ SIGNÉE EN DOUBLE EXEMPLAIRE, AUX DATES ET AUX ENDROITS CI-DESSOUS MENTIONNÉS :

POUR LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

À _____

LE _____

PAR _____
MARC TREMBLAY
Directeur général de l'habitation sociale et du soutien opérationnel des programmes

POUR

À _____

LE _____

PAR _____
CLOTILDE TARDITI
Directrice Service de l'Habitation

Initiales
_____
_____

ANNEXE 1

Cadre budgétaire

Période autorisée pour l'application du cadre

Du 1er avril 2022 au 31 mars 2023.

Montant maximal alloué par la Société

La Société verse à la Municipalité une somme maximale de **1 427 745 $**[1]**.**

Dépenses admissibles

Les dépenses de la Municipalité admissibles à un remboursement par la Société correspondent aux biens et services suivants :

- déménagement et entreposage sécuritaire des biens et des meubles des ménages sans logis;
- hébergement temporaire des ménages sans logis;
- inscrire les autres dépenses autorisées par la Société, le cas échéant :

Les biens et les services octroyés par la Municipalité doivent être utilisés par les ménages durant la période autorisée. De même, pour être admissibles, les dépenses doivent avoir été effectuées durant cette période.

Toute contribution financière perçue par la Municipalité pour les services qu'elle rend aux ménages sans logis diminue d'autant les dépenses admissibles à un remboursement.

Dépenses non admissibles

Les dépenses de la Municipalité qui ne sont pas admissibles à un remboursement par la Société sont :

- les dépenses pour des services réalisés par des entreprises inscrites au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics;
- les dépenses remboursées par un tiers.

Les dépenses non admissibles ne pourront pas faire l'objet d'un remboursement par la Société.

[1] Pour une année civile donnée, la somme maximale peut être révisée en fonction de la mise à jour de la population de la Municipalité au Répertoire des municipalités du MAMH.

Initiales

_____

_____

Société d'habitation Québec

No entente :
No organisme :

Réservé SHQ

ENTENTE DE FINANCEMENT DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SUPPLÉMENT AU LOYER D'URGENCE ET DE SUBVENTION AUX MUNICIPALITÉS (VOLET 3)

ENTRE :

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC, organisme public légalement constitué en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (RLRQ, chapitre S-8), représentée par monsieur Marc Tremblay, directeur général de l'habitation sociale et du soutien opérationnel des programmes, dûment autorisé en vertu du Règlement sur la délégation de pouvoirs et de signature de certains documents de la Société d'habitation du Québec (RLRQ, chapitre S-8, r. 6.1), ayant son siège à l'Édifice Marie-Guyart, aile Jacques-Parizeau, 3e étage, au 1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau, Québec (Québec), G1R 5E7;

ci-après : « Société »,

ET :

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL, personne morale dûment constituée le 8 mai 2001 en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (R.L.R.Q.), c. S-8, ayant son siège au 400 boul. Rosemont, Montréal, Québec H2S 0A2, agissant et représenté par Mme Danielle Cécile, directrice générale, et [un autre signataire autorisé : son nom et son titre], dûment autorisés à agir aux fins des présentes conformément à la délégation de pouvoirs établie par la résolution numéro 1302 adoptée par son Conseil d'administration à l'assemblée tenue le 15 octobre 2008, tel qu'ils le déclarent;

ci-après : « Office »,

ET :

VILLE DE MONTREAL, personne morale de droit public, ayant son adresse principale au au 303, Notre-Dame E, Montréal, Qc H2Y 3Z1, agissant et représentée par Clotilde TARDITI, directrice du Service de l'habitation, dûment autorisé(e)s aux fins des présentes par la résolution ;

ci-après : « Municipalité »,

ci-après collectivement : « Parties ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE depuis 2001 les taux d'inoccupation des logements sur le marché locatif privé ont chuté de façon notoire dans les grands centres urbains du Québec;

ATTENDU QUE cette situation a eu pour conséquence de provoquer une hausse du coût des logements disponibles et a occasionné des difficultés sérieuses aux ménages à revenu faible ou modeste en recherche de logements, particulièrement dans la période

entourant le 1er juillet ou encore à la suite d'un sinistre;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 3 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, la Société prépare et met en œuvre, avec l'autorisation du gouvernement, les programmes lui permettant de rencontrer ses objets;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 837-2022 du 18 mai 2022, la Société est autorisée à mettre en œuvre le Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités (Programme);

ATTENDU QUE le volet 3 de ce programme prévoit l'octroi de subventions à des offices d'habitation afin que ces derniers informent, orientent et accompagnent tout ménage sans logis dans sa recherche de logement;

ATTENDU QUE la Société et la Municipalité souhaitent soutenir l'Office afin qu'elle maintienne son appui auprès des ménages sans logis en raison d'une pénurie de logements ou à la suite d'un sinistre par des services d'aide à la recherche de logement;

ATTENDU QU'en vertu de ce programme, les Parties doivent conclure une entente de financement;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

SECTION I
OBJET DE L'ENTENTE

1. La présente entente a pour objet de convenir des obligations de chacune des Parties et des conditions entourant le versement d'une subvention par la Société et la Municipalité à l'Office, afin d'appuyer ce dernier dans son offre d'aide à la recherche de logement (SARL), temporaire ou permanente, aux ménages sans logis.

SECTION II
SUBVENTION ET MODALITÉS DE VERSEMENT

2. La Société verse à l'Office la subvention indiquée au cadre budgétaire de l'Annexe 1. Cette dernière correspond à 90 % des dépenses admissibles prévues à cette annexe et assumées par l'Office dans l'année civile visée, et ce, jusqu'à concurrence d'un montant de :

- 45 000 $ pour un SARL temporaire;
- 180 000 $ pour un SARL permanent.

3. L'Office reçoit, à la signature de l'entente, 90 % de la part de la Société selon le cadre budgétaire soumis et accepté par cette dernière. Le dernier 10 % de la part de la Société sera versé à l'Office à la suite du dépôt du rapport final d'activités prévu à la clause 18 de la présente entente. Ce rapport devra être à la satisfaction de la Société avant le versement.

4. Le versement de la subvention de la Société est conditionnel à la disponibilité des fonds affectés au Programme. La Société se réserve le droit, lors de l'approbation du cadre budgétaire de l'Office à l'Annexe 1, de limiter la subvention octroyée à ce dernier afin de tenir compte de la disponibilité de ces fonds.

5. La Municipalité verse à l'Office la subvention indiquée à l'Annexe 1 de la présente entente, selon des modalités qui seront convenues entre la Municipalité et l'Office. Cette portion de la subvention correspond à 10 % des dépenses admissibles prévues à l'Annexe 1, au prorata de leur population, le cas échéant.

SECTION III
DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

6. Sont des dépenses admissibles aux fins de la présente entente, celles associées aux activités du SARL, soit :

- les frais généraux : locaux, matériel de bureau, infrastructure technologique;
- les salaires et avantages sociaux des employés qui administrent le SARL;
- les frais liés au développement et à la mise en œuvre d'un registre partagé.

7. Ne sont pas admissibles aux fins de la présente entente :

- les dépenses pour des services réalisés par des entreprises inscrites au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics;
- les dépenses remboursées par un tiers.

Les dépenses non admissibles ne pourront pas faire l'objet de la subvention prévue à la section II.

SECTION IV
OBLIGATIONS DE L'OFFICE

8. L'Office est responsable d'offrir un SARL sur le territoire de la Municipalité dans le cadre de l'application du Programme, sans égard au fait que les ménages qui se retrouvent sans logis soient ou non admissibles à un supplément au loyer alloué conformément au volet 1 du Programme.

9. L'Office doit respecter le cadre budgétaire prévu à l'Annexe 1 et le budget particulier transmis à la Société lors de la présentation de sa demande d'aide financière. L'Office ne peut réclamer à la Société le remboursement d'un service concerné par la présente entente lorsqu'il est effectué en dehors de cette période.

10. L'Office doit aviser la Société de toute aide financière reçue en remboursement de dépenses admissibles prévues à l'Annexe 1.

11. L'Office doit rembourser à la Société toute somme reçue en vertu de la présente entente qui n'a pas été engagée pour des dépenses admissibles.

12. L'Office est responsable d'effectuer tout suivi nécessaire à la mise en œuvre du Programme avec la Municipalité.

13. L'Office est responsable de faire parvenir à la Municipalité le rapport final d'activités prévu à la clause 18 ainsi que les informations financières en lien avec le SARL les concernant. Le cas échéant, il devra faire les ajustements qui découlent de l'analyse de son rapport financier et de toute vérification de la Société ou du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) auprès de la Municipalité.

14. L'Office et la Municipalité doivent assumer en totalité toute dépense faite en contravention de la présente entente ou dont le remboursement est réclamé en cas de contravention de celle-ci. Cela comprend toute somme réclamée par la Société lorsqu'il a été porté à la connaissance de celle-ci tout fait qui rend la demande d'aide financière de l'Office fausse, inexacte ou incomplète ou qui a pu en rendre la production irrégulière.

SECTION V
OBLIGATIONS DE LA MUNICIPALITÉ

15. La Municipalité s'engage à verser à l'Office la subvention prévue à la section II de la présente entente, selon les modalités qu'elles conviendront conjointement.

16. La Municipalité doit assumer en totalité toute dépense faite en contravention de la présente entente ou dont le remboursement est réclamé en cas de contravention de celle-ci.

SECTION VI
OBLIGATION DE LA SOCIÉTÉ

17. La Société s'engage à verser à l'Office la subvention prévue à la section II de la présente entente, selon les modalités qui y sont prévues.

SECTION VII
REDDITION DE COMPTES

18. Trois mois après la fin de la période déterminée dans l'annexe 1, l'Office doit faire parvenir à la Société un rapport final d'activités concernant le SARL qui a été mis en place.

Ce rapport devra contenir des précisions sur l'utilisation de la subvention accordée et les fins pour lesquelles elle a été versée ainsi que toute donnée demandée par la Société ou le MAMH quant à l'appréciation des résultats du Programme. Le nombre de ménages ayant fait appel au SARL et le nombre de ménages ayant pu être aidé devront notamment être indiqués dans ce rapport.

19. Au plus tard, trois mois après la fin de son année financière, l'Office doit soumettre à la Société un état des revenus perçus et des dépenses effectuées au cours de l'année. Ce dernier devra être inclus dans le rapport financier annuel que l'Office transmet déjà à la Société.

La Société pourra, après analyse, le cas échéant, ajuster les sommes versées à l'Office.

20. L'Office doit conserver, au moins sept (7) ans après le versement de la subvention, les documents à l'appui de chacun des services d'aide octroyés et qui sont nécessaires pour déterminer l'admissibilité d'une dépense, pour valider la conformité du versement de la subvention ou des encaissements faits par l'Office, pour retracer les divers gestes administratifs posés et pour toute évaluation du Programme.

SECTION VIII
VÉRIFICATION

21. La Société et le MAMH peuvent procéder en tout temps à une vérification des dossiers en lien avec la présente entente ou le Programme, incluant son évaluation.

22. L'Office doit transmettre à la Société ou au MAMH tout document ou renseignement nécessaires à l'évaluation du Programme, à la demande de ces derniers ou leurs représentants.

23. Toute personne autorisée à cette fin par la Société ou au MAMH, en tout temps, accès à tous les livres, registres, dossiers et autres documents liés à l'application du Programme ou son évaluation et peut en prendre copie.

SECTION IX
COMMUNICATIONS

24. L'Office et la municipalité informent la Société des activités de communication qu'ils souhaitent entreprendre sur leur territoire en lien avec l'application du Programme.

25. Toutes les communications relatives au Programme devront mentionner la contribution de la Société. Elles devront être approuvées par la Société et, à cette fin, lui être soumises cinq (5) jours ouvrables avant leur diffusion. Tous les moyens et activités de communication sont assujettis à cette clause.

26. Les signatures visuelles et logos utilisés dans les communications relatives au Programme doivent accorder une visibilité égale à l'Office, à la Municipalité et à la Société. Le logo de la Société doit être utilisé dans le respect des normes du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

SECTION X
MODIFICATION ET CESSION

27. La présente entente peut être modifiée par écrit en tout temps avec le consentement mutuel des Parties.

28. Les droits et les obligations contenus à la présente entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés à un ou des tiers, en tout ou en partie.

SECTION XI
DURÉE ET FIN DE L'ENTENTE

29. Chaque partie peut, unilatéralement et en tout temps, mettre fin à la présente entente, en donnant à l'autre partie un avis écrit de trente (30) jours à cet effet.

30. La présente entente prend fin automatiquement et sans préavis à la fin du Programme.

31. La fin de la présente entente en application des articles 29 et 30 de l'entente n'a pas pour effet de restreindre les droits et les recours des parties ni de mettre fin aux engagements contractés par elles en vertu de cette entente, avant, selon le cas, l'expiration du délai de (30) jours de l'article 29 ou la date prévue à l'article 30.

SECTION XII
DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

32. Aux fins de l'application de la présente entente, l'adresse de chacune des parties est la suivante :

La Société : Société d'habitation du Québec
Direction du soutien opérationnel des programmes
Édifice Marie-Guyart
1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau
Aile Louis-Alexandre-Taschereau, 3e étage Québec (Québec)
G1R 5E7

L'Office : Office municipale d'habitation de Montréal
400, boulevard Rosemont¸
Montréal (Québec)
H2S 0A2

La Municipalité : Ville de Montréal
Service de l'habitation
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, Notre-Dame E,
Montréal, Qc
H2Y 3Z1

33. Aux fins de la présente entente, les parties élisent domicile dans le district judiciaire de Québec. Toute procédure judiciaire se rapportant à la présente entente doit être instituée dans ce district.

34. La présente entente a effet depuis le 18 mai 2022.

35. L'Annexe 1 fait partie intégrante de l'entente. Les Parties déclarent en avoir pris connaissance et l'acceptent.

EN FOI DE QUOI, LA PRÉSENTE ENTENTE A ÉTÉ SIGNÉE EN DOUBLE EXEMPLAIRE, AUX DATES ET AUX ENDROITS CI-DESSOUS MENTIONNÉS :

POUR LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

À _____

LE _____

PAR _____
MARC TREMBLAY
Directeur général de l'habitation sociale et du soutien opérationnel des programmes

POUR L'OFFICE MUNICIPAL DE MONTREAL

À _____

LE _____

PAR _____
DANIELLE CECILE
Directrice Générale

À _____

LE _____

PAR _____
VINCENT BROSSARD
Directeur de la gestion des demandes, des logements abordables et suppléments au loyer

POUR LA MUNICIPALITÉ

VILLE DE MONTREAL

À _____

LE _____

PAR _____
Clotilde TARDITI
Directrice du Service de l'habitation

ANNEXE 1

Cadre budgétaire

Période autorisée pour l'application du cadre

Du 18 mai 2022 au 31 mars 2023.

Type de SARL

☒ SARL permanent
☐ SARL temporaire du au

Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles autorisées par la Société et la Municipalité correspondent à :

Dépenses	Montant prévu
Salaires et avantages sociaux	692 570
Déplacement et représentation	4 384
Frais de communications	5 400
Assurances	10 000
Location espaces de bureau et entretien ménager	16 200
Acquisition Mobilière, équipement bureau et fournitures	2 000
Frais d'administration	87 666
Taxes frais d'administration	13 150
Total :	831 370

Ces dépenses doivent respecter le budget particulier de l'Office pour le SARL transmis à la Société lors de la présentation de la demande d'aide financière.

Montant maximal alloué par la Société

La Société verse à l'Office un montant maximal de : 180 000 $.

Montant maximal alloué par la Municipalité

La Ville de Montréal contribue financièrement (somme supérieure à 20 000 $ - 10% du maximum des dépenses admissibles), selon l'entente de service intervenue entre l'OMHM et la Ville de Montréal se terminant au 31 décembre 2022 (en cours de négociation pour son prolongement), pour la réalisation des taches liées à l'accompagnement des ménages sans logis dans la recherche de logement.

Municipalité	Population	$
Montréal	2 033 041	+ 20 000 $

Note :
Dans le cadre du Programme, la Municipalité rembourse à l'Office 10 % des dépenses admissibles. Lorsque plus d'une municipalité participe, chacune doit verser sa part au prorata de sa population. La population reconnue est celle établie par le Répertoire des municipalités du MAMH.

RÈGLEMENT MUNICIPAL POUR LA CRÉATION D'UN PROGRAMME COMPLÉMENTAIRE AU PROGRAMME DE SUPPLÉMENT AU LOYER D'URGENCE ET DE SUBVENTION AUX MUNICIPALITÉS

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ MONTRÉAL

PROGRAMME COMPLÉMENTAIRE AU PROGRAMME DE SUPPLÉMENT AU LOYER D'URGENCE ET DE SUBVENTION AUX MUNICIPALITÉS

ATTENDU QUE, par le décret numéro 837-2022 du 18 mai 2022, la Société d'habitation du Québec (ci-après : « Société ») est autorisée à mettre en œuvre le Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités (ci-après : « Programme »);

ATTENDU QUE ce Programme remplace le Programme d'aide d'urgence 2004 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs autorisé par le décret numéro 101-2004 du 11 février 2004 et modifié par le décret numéro 136-2004 du 25 février 2004 et 985-2018 du 3 juillet 2018 ainsi que le Programme d'aide d'urgence 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs autorisé par le décret numéro 461-2005 du 11 mai 2005 et modifié par les décrets numéros 209-2014 du 5 mars 2014, 451-2018 du 28 mars 2018, 985-2018 du 3 juillet 2018, 649-2019 du 26 juin 2019, 515-2020 du 13 mai 2020, 598-2020 du 10 juin 2020, du 928-2020 du 9 septembre 2020, 806-2021 du 19 juin 2021 et 837-2022 du 18 mai 2022.

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 3.1.1 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (RLRQ, chapitre S-8) ce programme doit, pour avoir effet, être approuvé par la Société;

ATTENDU QUE depuis 2001 les taux d'inoccupation des logements sur le marché locatif privé ont chuté de façon notoire dans les grands centres urbains du Québec;

ATTENDU QUE cette situation a eu pour conséquence de provoquer une hausse du coût des logements disponibles et a occasionné des difficultés sérieuses aux ménages à revenu faible ou modeste en recherche de logements, particulièrement dans la période entourant le 1er juillet ou encore à la suite de sinistres;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 3 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, la Société prépare et met en œuvre, avec l'autorisation du gouvernement, les programmes lui permettant de rencontrer ses objets;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 837-2022 du 18 mai 2022, la Société est autorisée à mettre en œuvre le Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités (Programme);

ATTENDU QUE ce programme prévoit qu'une municipalité doit, pour être admissible à son volet 2, offrir des services d'urgence aux ménages qui se retrouvent sans logis, sans égard au fait que ces ménages soient ou non admissibles au volet 1 du Programme;

ATTENDU QUE la Société souhaite soutenir la Municipalité afin qu'elle maintienne son soutien auprès des ménages sans logis en raison d'une pénurie de logements ou à la suite d'un sinistre par des services d'aide d'urgence;

ATTENDU QU'en vertu du Programme, la Société et la Municipalité doivent conclure une entente de financement;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été régulièrement donné à la séance tenue en vue de l'adoption du présent règlement;

Le conseil de la Municipalité de [Montréal] décide ce qui suit :

SECTION I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Le présent programme instaure un programme municipal complémentaire au Programme, afin de permettre l'octroi de services d'urgence à certains ménages de la Municipalité qui se retrouvent sans logis.

2. Ce programme permet à la Municipalité d'apporter les services d'urgence prévus à la sous-section 2 de la section II du présent programme à des ménages qui se retrouvent sans logis et de recevoir une aide financière de la Société pour couvrir une partie des coûts de ces services.

3. La Société participe financièrement à l'application du présent programme selon les règles prévues au Programme et à l'Entente de financement (ci-après : « Entente »).

SECTION II
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

§1. Ménages admissibles

4. Est admissible tout ménage sans logis, sans égard au fait que ce ménage soit ou non admissible à un supplément au loyer d'urgence alloué en vertu du volet 1 du Programme.

§2. Services d'urgence offerts

5. La Municipalité peut offrir les services d'urgence suivants aux ménages sans logis :

5.1. le déménagement de biens et de meubles;

5.2. l'entreposage sécuritaire de biens et de meubles;

5.3. l'hébergement temporaire;

5.4. Aide à la préparation pré-extermination

5.5. Extermination

5.6. Aide à la préparation au déménagement (mise en boîte, mise à la rue, etc.)

5.7. Frais de déplacement des ménages vers le lieu d'hébergement

5.8. [services offerts en dehors du cadre budgétaire, s'il y a lieu].

6. Seuls les services indiqués aux articles 5.1 à 5.8 du présent programme peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement auprès de la Société.

§3. Aide financière

7. La Société verse une subvention à la Municipalité afin de lui rembourser les dépenses admissibles effectuées.

8. Les dépenses admissibles à un remboursement correspondent à celles indiquées au cadre budgétaire prévu à l'annexe 1 de l'Entente, tel qu'approuvé par la Société.

   Seules les dépenses admissibles en vertu de ce cadre budgétaire seront remboursées à la Municipalité par la Société.

SECTION III
DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

9. Le présent programme, de même que toute modification subséquente, est soumis à l'approbation de la Société.

10. Le présent programme entre en vigueur à la date de la signature de l'Entente.

_____

[Maire(-esse) de la Municipalité]

_____

[Greffier(-ière) ou secrétaire-trésorier(-ière) de la Municipalité]

VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XXX

ORDONNANCE Numéro XXX

ORDONNANCE RELATIVE AU PROLONGEMENT DU PROGRAMME COMPLÉMENTAIRE AU PROGRAMME D'AIDE D'URGENCE AUX MÉNAGES SANS LOGIS ET AUX MUNICIPALITÉS CONNAISSANT UNE PÉNURIE DE LOGEMENTS LOCATIFS

Vu l'article 4 du Règlement sur le programme complémentaire au programme d'aide d'urgence aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs (20-034);

À la séance du 15 mars 2023, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. La durée du programme instauré par le Règlement sur le programme complémentaire au programme d'aide d'urgence aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs (20-034) est prolongé jusqu'au 31 décembre 2025.

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX.

GDD 1227031001

CE : 40.002

2023/03/15 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.003

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1224334014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) un Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment situé sur les lots 1 573 542, 1 573 543, 1 573 544, 1 573 545 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement dans le cadre d'un programme de logement social - 5001-5013, rue Saint-Ambroise

De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) un Règlement autorisant la construction d'un bâtiment à des fins d'hébergement dans le cadre d'un programme de logement social sur le terrain situé sur sur les lots 1 573 542, 1 573 543, 1 573 544, 1 573 545 du cadastre du Québec.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-11-22 22:13

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général par intérim
Direction générale , Cabinet du directeur général

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 14 novembre 2022	Résolution: CA22 22 0360

Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) un Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment situé sur les lots 1 573 542, 1 573 543, 1 573 544 et 1 573 545 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement dans le cadre d'un programme de logement social (dossier 1224334014)

Il est proposé par Craig Sauvé

appuyé par Tan Shan Li

ET RÉSOLU :

De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) un Règlement autorisant la construction d'un bâtiment à des fins d'hébergement dans le cadre d'un programme de logement social sur le terrain situé sur les lots 1 573 542, 1 573 543, 1 573 544 et 1 573 545 du cadastre du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.07 1224334014

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Sylvie PARENT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 17 novembre 2022

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.003

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1224334014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) un Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment situé sur les lots 1 573 542, 1 573 543, 1 573 544, 1 573 545 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement dans le cadre d'un programme de logement social. - 5001-5013, rue Saint-Ambroise

De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) un Règlement autorisant la construction d'un bâtiment à des fins d'hébergement dans le cadre d'un programme de logement social sur le terrain situé sur sur les lots 1 573 542, 1 573 543, 1 573 544, 1 573 545 du cadastre du Québec.

Signé par Sylvain VILLENEUVE **Le** 2022-10-24 11:39

Signataire : Sylvain VILLENEUVE

_____

Directeur d'arrondissement
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1224334014**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) un Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment situé sur les lots 1 573 542, 1 573 543, 1 573 544, 1 573 545 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement dans le cadre d'un programme de logement social. - 5001-5013, rue Saint-Ambroise

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine de l'arrondissement du Sud-Ouest aux fins d'autoriser certains paramètres réglementaires pour permettre la cession d'un terrain et la réalisation de logements sociaux et communautaires dans le cadre d'une entente visée par le Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041).

Le conseil d'agglomération peut adopter un règlement conformément au 4e paragraphe de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) pour la réalisation d'unités de logement social, abordable et familial.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Contexte :
Le propriétaire a l'intention de céder le terrain à la Ville dans le cadre d'une entente visée par le Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041) en lien avec le projet de construction du 1957, rue Hunter dans le quartier Griffintown.

Le site est situé dans le quartier Saint-Henri et est composé de quatre lots (1 573 542, 1 573 543, 1 573 544, 1 573 545) ayant front sur les rues Saint-Ambroise et Saint-Rémi. Localisé aux numéros civiques 5001-5013, rue Saint-Ambroise, le site comporte deux bâtiments. Le premier, implanté à l'angle des rues Saint-Ambroise et Saint-Rémi est un garage d'un étage. Le second, sur la rue Saint-Ambroise est un bâtiment de 2 étages.

L'ensemble des bâtiments est aujourd'hui vacant. Le terrain comprend aussi un lot vacant adjacent au bâtiment de 2 étages. Le site est adjacent au Woonerf Saint-Pierre (ruelle à l'arrière).

Projet de règlement :
Le projet de règlement contient des dispositions réglementaires relatives à la catégorie d'usage résidentiel et aux logements en sous-sol qui doivent être autorisés. La démolition des bâtiments occupant le site y est également autorisée.

Paramètre	Plan d'urbanisme	Règlement 01-280	Terrain
Usage (affectation) :	Résidentiel	H.1-4	**H.6**
Implantation :	Faible ou moyen	70 %	**-**
Hauteur (étages) :	2 à 4	2 à 3	3 étages
Hauteur (m) :	-	12,5 mètres	11 mètres

JUSTIFICATION

Conformément au 4e paragraphe de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil d'agglomération peut adopter un règlement autorisant un projet dérogeant à l'un ou l'autre des règlements d'urbanisme, pour la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement dans le cadre d'un programme de logement social.
Il n'y a pas de critères d'évaluation spécifiques relatifs aux règlements adoptés en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec. Cependant, le projet de règlement a fait l'objet d'un avis favorable du comité consultatif d'urbanisme de l'Arrondissement et a reçu la confirmation par le Service de l'habitation de la Ville de Montréal que le terrain est acceptable et viable aux fins de contribution pour le logement social.

Le projet permet de bonifier l'offre en logement social dans le quartier Saint-Henri. Étant donné que le zonage ne permet pas la construction d'un nombre de logement suffisant pour assurer la viabilité d'un éventuel projet de logements sociaux, des dispositions réglementaires relatives à l'usage résidentiel et aux logements en sous-sol doivent être autorisées pour le site afin d'optimiser la réalisation de logements sociaux sur le terrain. Suivant cette modification, la superficie résidentielle servant au calcul de la contribution en vertu du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041) pourra être effectuée.

Avis du comité consultatif d'urbanisme :
Lors de la séance du 17 octobre 2022, le comité a émis un avis favorable au projet de règlement autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel à des fins d'hébergement dans le cadre d'un programme de logement social.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, notamment à la priorité 7 "Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable ".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Calendrier prévisionnel:
Conseil d'arrondissement: 14 novembre 2022
Recommandation du Comité exécutif : 7 décembre 2022
Résolution du Conseil municipal : 19 décembre 2022
Avis de motion et adoption du projet de règlement par le Conseil d'agglomération : 22 décembre 2022
Adoption du règlement par le Conseil d'agglomération : Janvier 2023
Certificat de conformité et entrée en vigueur : Hiver 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Hélène BINET-VANDAL
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-4508
Télécop. : 514-827-1945

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-21

Julie NADON
Chef de division

Tél : 514-868-5037
Télécop. : 514-872-1945

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc-André HERNANDEZ
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-868-3512
Approuvé le : 2022-10-24

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1224334014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) un Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment situé sur les lots 1 573 542, 1 573 543, 1 573 544, 1 573 545 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement dans le cadre d'un programme de logement social. - 5001-5013, rue Saint-Ambroise

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document joint.

FICHIERS JOINTS

2022-10-26 Projet regl 89-4_5001 Saint-Ambroise.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat
Tél : 438 833-6487

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-26

Jean-Philippe GUAY
Avocat, chef de division
Tél : 514 893-0302
Division : Droit public

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN BÂTIMENT SITUÉ SUR LES LOTS 1 573 542, 1 573 543, 1 573 544, 1 573 545 DU CADASTRE DU QUÉBEC À DES FINS D'HÉBERGEMENT DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE LOGEMENT SOCIAL

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 et l'article 89.1.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil de l'agglomération de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé des lots 1 573 542, 1 573 543, 1 573 544 et 1 573 545 du cadastre du Québec tel qu'il est illustré au plan joint en annexe A.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire d'application, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement dans le cadre d'un programme de logement social sont autorisées conformément aux conditions prévues au présent règlement.

À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 137 et 151.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280).

Il est également permis de démolir les bâtiments portant les numéros civiques 5001, 5011, 5011A et 5013, rue Saint-Ambroise.

3. Toute disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

CHAPITRE III
CONDITIONS

4. La catégorie d'usage H.6 de la famille habitation est autorisée.

5. Les logements au sous-sol sont autorisés. L'ensemble de la superficie du plafond d'un logement au sous-sol doit s'élever à au moins 1 mètre du niveau du sol.

CHAPITRE IV
DÉLAI DE RÉALISATION

6. Les travaux de construction visés par le présent règlement doivent débuter dans les 20 ans suivant son entrée en vigueur.

En cas de défaut, les autorisations prévues au présent règlement sont nulles et sans effet.

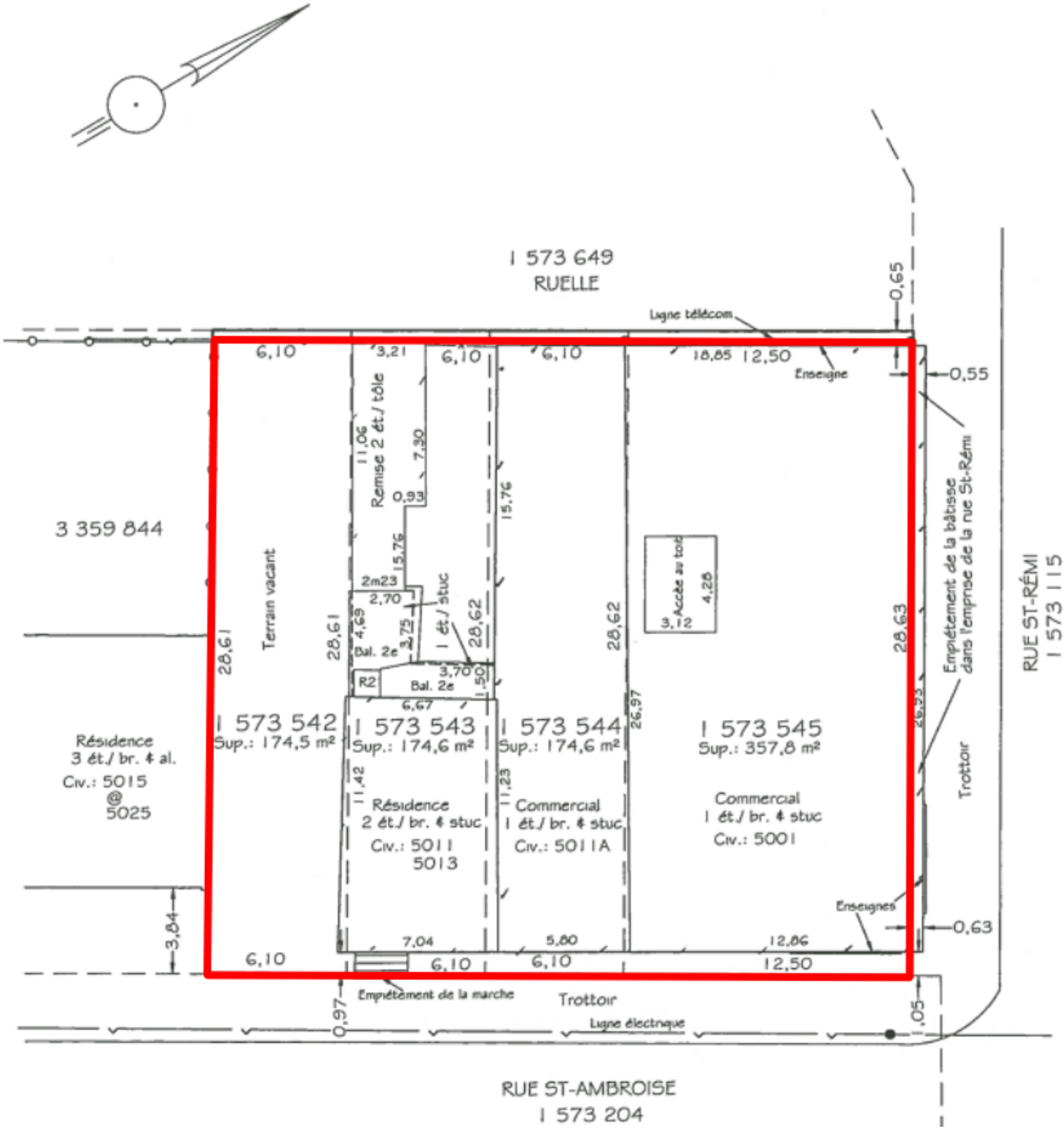
CHAPITRE V
DISPOSITION PÉNALE

7. À défaut de se conformer au présent règlement, les dispositions pénales prévues à l'article 689 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280) s'appliquent.

ANNEXE A
TERRITOIRE D'APPLICATION

GDD : 1224334014

ANNEXE A
Territoire d'application



XX-XXX/3

CE : 40.004

2023/03/15 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.005

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1228309002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du développement du logement abordable
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	-
Objet :	Adopter, sans changement, le projet de règlement modifiant le règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial afin d'y ajouter cinq zones de logement abordable dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Ville-Marie, du Sud-Ouest et d'Ahuntsic-Cartierville

Il est recommandé :
d'adopter, sans changement, le projet de règlement modifiant le règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial afin d'y ajouter cinq zones de logement abordable dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Ville-Marie, du Sud-Ouest et d'Ahuntsic-Cartierville

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2023-03-03 16:55

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 20 février 2023 Séance tenue le 20 février 2023	Résolution: CM23 0195

Avis de motion, dépôt et adoption de projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041) » afin d'y ajouter cinq zones de logement abordable dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Ville-Marie, du Sud-Ouest et d'Ahuntsic-Cartierville / Mandater le Service de l'habitation pour tenir une consultation publique / Délégation de pouvoirs au greffier

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DE PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. Alex Norris de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041) » afin d'y ajouter cinq zones de logement abordable dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Ville Marie, du Sud-Ouest et d'Ahuntsic-Cartierville, lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

ADOPTION DE PROJET DE RÈGLEMENT

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par Mme Dominique Ollivier

Et résolu :

1- d'adopter le projet de règlement intitulé «Règlement modifiant le règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041) » afin d'y ajouter cinq zones de logement abordable dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Ville Marie, du Sud-Ouest et d'Ahuntsic-Cartierville;

2- de mandater le Service de l'habitation pour tenir l'assemblée publique de consultation prévue à l'article 125 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;*

3- de déléguer au greffier de la Ville les pouvoirs de fixer la date, l'heure et le lieu sur le territoire de la Ville de Montréal de l'assemblée publique de consultation à tenir aux fins de l'adoption du règlement pour faire suite au présent projet de règlement.

Adopté à l'unanimité.

43.01 1228309002
/mt

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Emmanuel TANI-MOORE
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Règlement P-20-041-7

Signée électroniquement le 22 février 2023

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1228309002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du développement du logement abordable
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	-
Objet :	Adopter, sans changement, le projet de règlement modifiant le règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial afin d'y ajouter cinq zones de logement abordable dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Ville-Marie, du Sud-Ouest et d'Ahuntsic-Cartierville

CONTENU

CONTEXTE

Suivant l'adoption par le conseil municipal le 20 février 2023 du projet de règlement modifiant le règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial afin d'y ajouter cinq zones de logement abordable dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Ville-Marie, du Sud-Ouest et d'Ahuntsic-Cartierville, une assemblée publique de consultation s'est tenue le jeudi 2 mars 2023 en conformité avec la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.
Un avis public a été publié en amont à cet effet le 22 février 2023, soit plus de 7 jours avant la tenue de l'assemblée publique de consultation. Le procès-verbal de cette assemblée se trouve en pièce jointe du présent sommaire.

Par ailleurs, en amont de l'assemblée publique de consultation, les citoyens étaient invités à transmettre leurs commentaires par téléphone ou par écrit via un formulaire disponible en ligne du 22 février 2023 au 2 mars 2023. Aucune question n'a été transmise au Service de l'habitation durant cette période.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Philippe COSSETTE
conseiller(-ere) en developpement - habitation

438-864-6573
Tél :
Télécop. : 000-0000

Procès verbal : Modification du Règlement pour une métropole mixte (20-041)

Dossier 1228309002 | Ajout de cinq zones de logement abordable

Description

La modification consiste à remplacer l'annexe B du règlement afin d'y ajouter cinq zones de logement abordable découlant de modifications au Plan d'urbanisme adoptées par le conseil municipal pour les secteurs suivants :

- Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce : secteur Crowley et Décarie;
- Ville-Marie : secteur de l'hôpital du Royal Victoria;
- Sud-Ouest : secteur du 1295, rue Laprairie;
- Ahuntsic-Cartierville : secteur du 50-150, rue de Louvain Ouest.

Contexte

En conformité avec la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, une assemblée publique de consultation s'est tenue le jeudi 2 mars 2023 à 18h00 à la salle 6A-35 située au 303, rue Notre-Dame Est, 6ième étage, Montréal, Québec, H2Y 3Y8.

En amont de cette consultation, les citoyens étaient aussi invités à transmettre leurs commentaires par téléphone ou par écrit via un formulaire disponible en ligne pendant la période du 22 février 2023 au 2 mars 2023.

Pour le dossier 1228309002, un avis public a été publié à cet effet le 22 février 2023, soit plus de 7 jours avant la tenue de l'assemblée publique de consultation.

Commentaires reçus

Aucun commentaire n'a été reçu pour ce dossier lors de l'assemblée publique de consultation du 2 mars 2023 ainsi que par téléphone et par courriel lors de la période du 22 février 2023 au 2 mars 2023, inclusivement.

M. Benoit Langevin
Conseiller de la Ville, arrondissement Pierrefonds-Roxboro, district Bois-de-Liesse

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.005

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1228309002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du développement du logement abordable
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	-
Objet :	Modifier le règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial afin d'y ajouter cinq zones de logement abordable dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Ville-Marie, du Sud-Ouest et d'Ahuntsic-Cartierville

Il est recommandé:
de modifier le règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial afin d'y ajouter cinq zones de logement abordable dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Ville-Marie, du Sud-Ouest et d'Ahuntsic-Cartierville.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2023-01-27 10:44

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228309002**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du développement du logement abordable
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	-
Objet :	Modifier le règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial afin d'y ajouter cinq zones de logement abordable dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Ville-Marie, du Sud-Ouest et d'Ahuntsic-Cartierville

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement 20-041 - Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, aussi appelé Règlement pour une métropole mixte prévoit des exigences en matière de logement abordable pour tous les projets résidentiels de plus 450 m² qui se situent à l'intérieur d'une zone abordable 1 ou 2 identifiée à ce même règlement.
À l'action 2.3 de l'orientation 1 («Assurer une offre de logements diversifiée et équilibrée qui répond aux besoins des ménages montréalais»), il est prévu au Plan d'urbanisme que des exigences additionnelles en matière de logement abordable s'appliquent progressivement dans certains secteurs en lien avec les nouvelles possibilités de densification résidentielle qu'il offrira.

Conformément à l'action 2.3, lorsqu'une modification du Plan d'urbanisme a pour effet de hausser significativement le potentiel constructible résidentiel dans un secteur, il y a lieu de modifier le règlement 20-041 pour y ajouter une zone de logement abordable.

Les balises suivantes ont été élaborées afin de guider les modifications futures du règlement 20-041. Ces balises ont été formulées dans le dossier décisionnel du règlement (1207252001) et utilisées lors de l'ajout subséquent de zones de logement abordable.

Impact de la modification au Plan d'urbanisme	Exigence associée
Modification du coefficient d'occupation du sol ou de la hauteur (calculée en mètres ou en étages) permettant de hausser la superficie résidentielle constructible de 20 % à 40 %, en tenant compte des autres paramètres du Plan d'urbanisme (zone abordable 1)	10 % de logement abordable

Modification du coefficient d'occupation du sol ou de la hauteur (calculée en mètres ou en étages) permettant de hausser la superficie résidentielle constructible de plus de 40 %, en tenant compte des autres paramètres du Plan d'urbanisme (zone abordable 2)	20 % de logement abordable
Changement d'affectation afin d'autoriser la composante résidentielle (zone abordable 2)	20 % de logement abordable

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 22 0014 (2023-01-16) - Adopter un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement à la hauteur maximale en étages sur les lots 1 381 212 et 6 294 730 du cadastre du Québec
CA22 170342 - (2022-12-12) - Avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) - secteur de planification détaillée Crowley/Décarie; Adoption d'un projet de règlement modifiant le *Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) - secteur de planification détaillée Crowley/Décarie;*

CA22 09 0322 (2022-12-04) - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » dans le but d'agrandir une aire de catégorie d'affectation du sol « Secteur d'activités diversifiées » à même une aire de catégorie d'affectation du sol « Secteur d'emplois » et de créer un secteur à transformer 01-T14 à même une partie du secteur 01-06 pour un emplacement situé à l'intersection sud-est de la rue de Louvain Ouest et de l'avenue de L'Esplanade (site 50-150, rue de Louvain Ouest) - Lots 1 487 577 et 1 999 283 du cadastre du Québec.

CM22 1371 (2022-11-29) - Adoption du règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition, la construction, la transformation et l'occupation de bâtiments ainsi que l'aménagement des espaces extérieurs sur le site de l'hôpital Royal Victoria »

CA22 1334 (2022-11-22) - Modification du Règlement pour une métropole mixte afin d'y ajouter une zone de logement abordable de type 1 sur le territoire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension

CM22 1115 (2022-09-20) - Modification du Règlement pour une métropole mixte afin d'y ajouter une zone de logement abordable dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

CM22 1009 (2022-08-23) - Modification du Règlement pour une métropole mixte afin d'y ajouter des zones de logement abordable dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de Ville-Marie et de Saint-Léonard

CM22 0525 (2022-04-26) - Modification du Règlement pour une métropole mixte afin d'y ajouter une zone de logement abordable dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal

CM21 1243 (2021-09-27) - Modification du Règlement pour une métropole mixte afin d'y ajouter des zones de logement abordable sur le territoire des arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, de Montréal-Nord, de Saint-Léonard, de Rivière-des-Prairies–Pointes-aux-Trembles et de Ville-Marie

CM21 0804 (2021-06-15) - Modification du Règlement pour une métropole mixte afin d'y ajouter une zone de logement abordable dans l'arrondissement d'Outremont

CM21 0103 (2021-01-26) - Adoption, avec changement, du règlement intitulé « Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial »

CM20 1192 (2020-11-17) - Modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial

CM20 0451 (2020-05-25) - Dépôt du rapport de l'OCPM au Conseil municipal

CM19 0784 (2019-06-18) - Adoption du projet de règlement intitulé « Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial»

CM19 0785 (2019-06-18) - Adoption du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial »

DESCRIPTION

La modification consiste à remplacer l'annexe B du règlement 20-041 afin d'ajouter deux zones de logement 2 à Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, une zone de logement abordable 2 à Ville-Marie, une zone abordable 2 au Sud-Ouest et une zone abordable 2 à Ahuntsic-Cartierville, le tout en lien avec des modifications au Plan d'urbanisme engendrant des augmentations de potentiels résidentiels constructibles. Un tableau et des cartes illustrant cette modification sont inclus en pièce jointe.

JUSTIFICATION

La modification au Plan d'urbanisme dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (1226290052) vise notamment à modifier le découpage de certains secteurs et à hausser les hauteurs et les densités maximales de certains secteurs, ce qui a pour effet d'augmenter la superficie résidentielle constructible de plus de 40% par endroit. Cette modification du Plan d'urbanisme mène à la création de deux zones de logement abordable 2 selon les balises.
La modification au Plan d'urbanisme dans l'arrondissement de Ville-Marie (1217400001) vise notamment à changer l'affectation du sol d'une partie de terrain, de la catégorie Grande propriété institutionnelle vers la catégorie Secteur d'activités diversifiées, autorisant par ce fait la composante résidentielle *(encadrée par le Règlement autorisant la démolition, la construction, la transformation et l'occupation de bâtiments ainsi que l'aménagement des espaces extérieurs sur le site de l'hôpital Royal Victoria).* Cette intervention mène à la création d'une zone de logement abordable 2 selon les balises.

La modification au Plan d'urbanisme dans l'arrondissement du Sud-Ouest (1228677004) vise notamment à hausser la densité maximale d'un secteur en augmentant la superficie résidentielle constructible de plus de 40%. Cette intervention mène à la création d'une zone de logement abordable 2 selon les balises.

La modification au Plan d'urbanisme dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (1229141010) vise notamment à changer l'affectation du sol d'un terrain, de la catégorie Secteur d'emplois vers la catégorie Secteur d'activités diversifiées, autorisant par ce fait la composante résidentielle. Cette intervention mène à la création d'une zone de logement abordable 2 selon les balises.

En lien avec ces modifications au Plan d'urbanisme et selon les balises mises de l'avant dans le dossier décisionnel 1207252001 (CM20 1191), il s'avère donc pertinent de modifier le Règlement 20-041 pour créer cinq nouvelles zones de logement abordable de type 2 (exigence de 20% en logement abordable).

Ces balises ont guidé la création des zones de logement abordable qui apparaissent déjà au

règlement. La présente modification s'inscrit donc en cohérence avec ces décisions antérieures.

Rappelons que les balises mises en place pour la création des zones abordables reposent sur l'analyse des retombées financières d'une modification de densité. Les exigences en logement abordable se concentrent uniquement dans les secteurs où une modification du Plan d'urbanisme a haussé la densité résidentielle. Les économies d'échelle et la valeur créées par la hausse du potentiel constructible dans ces secteurs permettent de compenser le coût des logements abordables exigés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. La grille d'analyse est incluse en pièce jointe.
Ce dossier contribue également à l'atteinte des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle (ADS+), notamment en agissant activement sur le manque de logement social, abordable et familial ; en assurant une offre en habitation qui soit accessible et diversifiée ; et en favorisant l'accès à un logement convenable pour toutes et tous.

Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques parce qu'il n'est pas susceptible d'accroître, maintenir ou réduire les émissions de GES.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sur la base des informations disponibles sur les zones ciblées, les retombées potentielles pour les zones de logement abordable ajoutées équivalent à environ 619 logements abordables. Une estimation des retombées est intégrée en pièce jointe. Divers projets envisagés sur ces zones pourraient se retrouver exemptés de l'application du Règlement 20-041 pour différents motifs, comme la réalisation de projets à vocation de logements sociaux, la réalisation d'un projet financé à plus de 80% dans le programme de Financement de la construction de logements locatifs de la SCHL ou par la cession de terrains municipaux dont l'entente de cession comporte des engagements visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable ou familial.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En soutenant le développement d'une offre de logements abordables, l'ajout d'une zone abordable au règlement 20-041 s'additionne aux mesures et programmes qui contribuent à résorber les impacts de la pandémie sur les ménages à revenus faibles et modestes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication a été mis au point avec le Service des communications, dans la continuité des communications effectuées dans le cadre du Règlement 20-041.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Parution de l'avis publique : 22 février
Accès à la documentation : 22 février au 2 mars
Consultation écrite : 22 février au 2 mars
Assemblée de consultation publique : 2 mars

Adoption de la modification du règlement : 20 mars

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sahra CHEBLI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline LÉPINE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Louis ROUTHIER, Ville-Marie
Julie NADON, Le Sud-Ouest
Sébastien MANSEAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Clément CHARETTE, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

Caroline LÉPINE, 25 janvier 2023
Clément CHARETTE, 25 janvier 2023
Sébastien MANSEAU, 25 janvier 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Philippe GAGNON
Conseiller en développement de l'habitation

Tél : 514 893-0444
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-01-13

Martin ALAIN
chef(fe) de division - planification des strategies residentielles

Tél : 514 467-3601
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél : 514-269-1026
Approuvé le : 2023-01-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1227345002*
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation, Direction, Division du développement du logement abordable*
Projet : *Modifier le règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial afin d'y ajouter des zones de logement abordable dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Ville-Marie, du Sud Ouest et d'Ahuntsic-Cartierville*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***#07** : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable. **#18** : Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire. **#19** : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins **#20** : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *#07, 18, 19 et 20 : Le Règlement pour une métropole mixte (RMM) contribue à réaliser les engagements de la Ville en matière de solidarité, d'égalité et d'inclusion. Les objectifs du RMM sont de préserver la mixité sociale des quartiers en assurant une offre en habitation qui soit accessible et diversifiée,ainsi que de favoriser l'accès à un logement convenable pour toutes et tous. Le RMM participe également à une planification intégrée et concertée en habitation. En vertu du RMM, la création de zones de logement abordable de type 1 et de type 2 permet d'exiger respectivement aux promoteurs la réalisation de 10 % ou de 20 % de logements abordables. Cela peut également prendre la forme d'une contribution financière. Cette exigence s'applique à tous les projets résidentiels de plus 450 m² (équivalant à environ 5 logements) qui se situent à l'intérieur de la zone de logement abordable.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Sommaire 1228309002 - Pièce jointe

Résumé des modifications au Plan d'urbanisme - terrains situés dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

ID Secteur	Type de modification	Modification concernée	Hausse de potentiel estimée	Impact
1	Hausse de la hauteur et de la densité maximales	Densité maximale théorique de 1,95 passe à une densité maximale de 6 dans le nouveau secteur 04-T08 ET Densité maximale théorique de 1,95 passe à une densité maximale de 7 dans le nouveau secteur 04-T09 (partie gauche)	208% et 259%	Zone abordable 2
2	Hausse de la hauteur et de la densité maximales	Densité maximale théorique de 1,95 passe à une densité maximale de 4,5 dans le nouveau secteur 04-T10 (partie gauche) ET Densité maximale théorique de 1,95 passe à une densité maximale de 3,5 dans le nouveau secteur 04-T11 (partie gauche)	131% et 79%	Zone abordable 2

Retombées estimées

Sur la base des informations disponibles, on évalue les retombées de ces nouvelles zones abordables à environ 26 logements abordables. Les engagements des propriétaires en matière de logement abordable peuvent également prendre la forme de contributions financières.

Il est envisagé que le secteur 1 accueille la réalisation d'un projet social et d'un projet de logements abordables financés par le programme de Financement de la construction de logements locatifs de la SCHL. De tels projets sont exemptés de l'application du Règlement pour une métropole mixte.


Montréal
Service de l'habitation
février 2023
1
2
chemin Upper-Lachine
Av. Crowley
Av. Crowley
Av. Prud'homme
Boul. Décarie
Boul. Décarie
Rue Addington
Autoroute 15
Autoroute 15
0
50
100
150 m

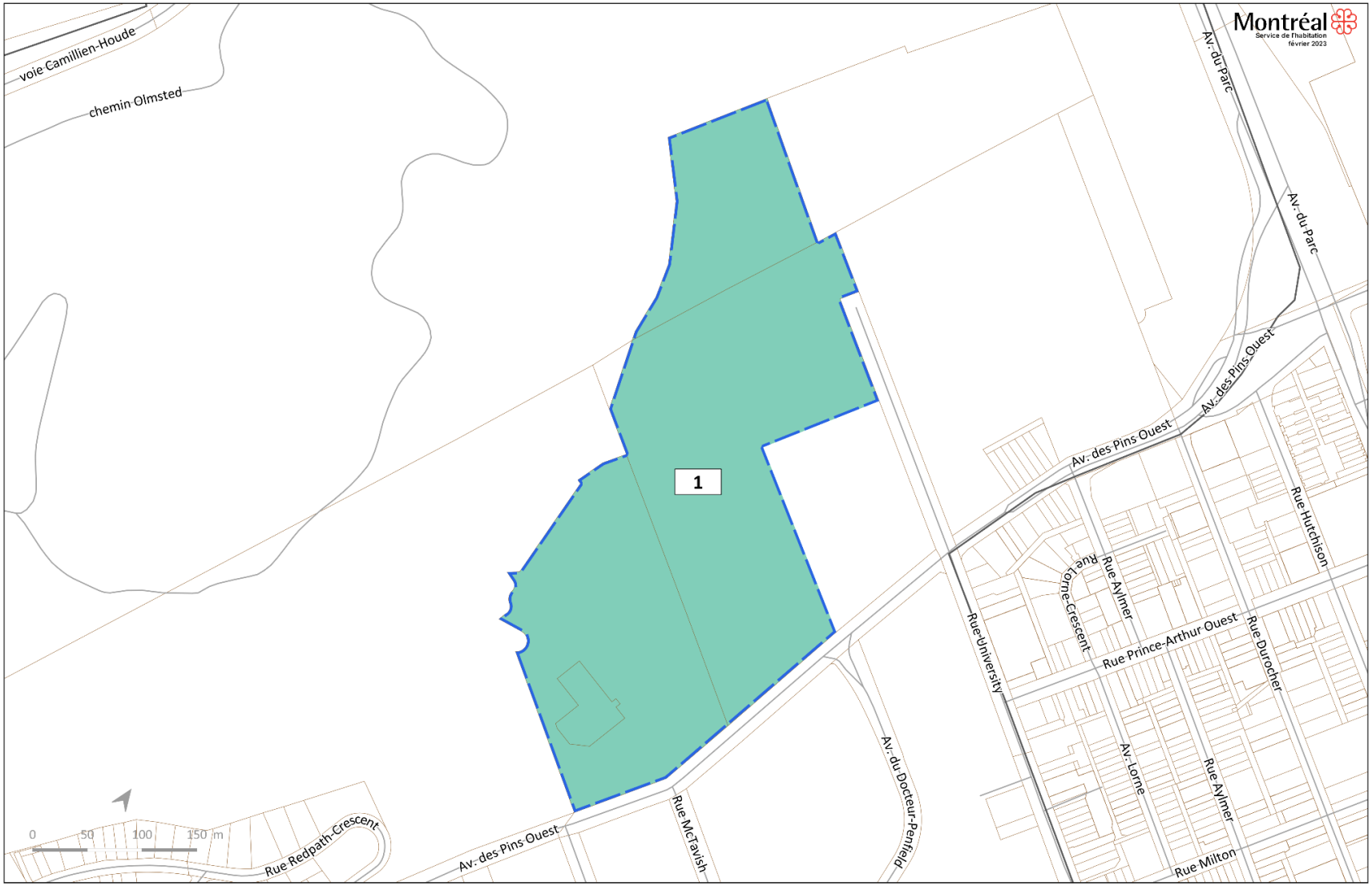
Résumé des modifications au Plan d'urbanisme - terrains situés dans l'arrondissement de Ville-Marie

ID Secteur	Type de modification	Modification concernée	Hausse de potentiel estimée	Impact
1	Changement d'affectation autorisant la composante résidentielle	Grand équipement institutionnel vers Secteur d'activités diversifiées	n.a.	Zone abordable 2

Retombées estimées

L'usage résidentiel se trouve encadré par le *Règlement autorisant la démolition, la construction, la transformation et l'occupation de bâtiments, ainsi que l'aménagement des espaces extérieurs sur le site de l'ancien Hôpital Royal Victoria* (CM22 1371). Cependant, aucun développement résidentiel n'est prévu par le propriétaire des lots concernés par le présent dossier. Ainsi, la Ville ne s'attend pas à ce que cette nouvelle zone abordable entraîne la réalisation de logements abordables.

Cependant, advenant qu'un projet résidentiel soit finalement réalisé à cet emplacement, le propriétaire serait tenu de réaliser 20% de logements abordables ou de verser une contribution financière, tel que prévu par le Règlement pour une métropole mixte.


Montréal
Service de l'habitation
février 2023
voie Camillien-Houde
chemin Olmsted
1
Av.-du Parc
Av.-des Pins Ouest
Rue Hutchison
Rue Aylmer
Rue Lorne-Crescent
Rue Prince-Arthur Ouest
Rue Durocher
Rue University
Av.-Lorne
Rue Aylmer
Rue Milton
Av.-du Docteur-Penfield
Rue McTavish
Av.-des Pins Ouest
Rue Redpath-Crescent
0
50
100
150 m

Résumé des modifications au Plan d’urbanisme - terrains situés dans l’arrondissement du Sud Ouest

ID Secteur	Type de modification	Modification concernée	Hausse de potentiel estimée	Impact
1	Hausse de la hauteur maximale	Densité maximale théorique passe de 2,6 à 3,9 dans le nouveau secteur 12-02	50%	Zone abordable 2

Retombées estimées

Sur la base des informations disponibles, on évalue les retombées de cette nouvelle zone abordable à environ 14 logements abordables. Les engagements des propriétaires en matière de logement abordable peuvent également prendre la forme de contributions financières.

Cependant, il est prévu que le site accueille la réalisation d’un projet mixte social (52 unités de logements financés par le PHAQ) et communautaire (4 organismes). Les projets visant exclusivement la réalisation de logements sociaux sont exemptés de l’application du Règlement pour une métropole mixte et pour cette raison il n’y aura probablement pas de logements abordables réalisés dans cette nouvelle zone abordable.


Montréal
Service de l'habitation
février 2023
Rue Augustin-Cantin
1
Rue Ropery
Rue Saint-Charles
Rue Laprairie
Rue Island
Rue Richardson
Rue du Centre
0
50
100
150 m

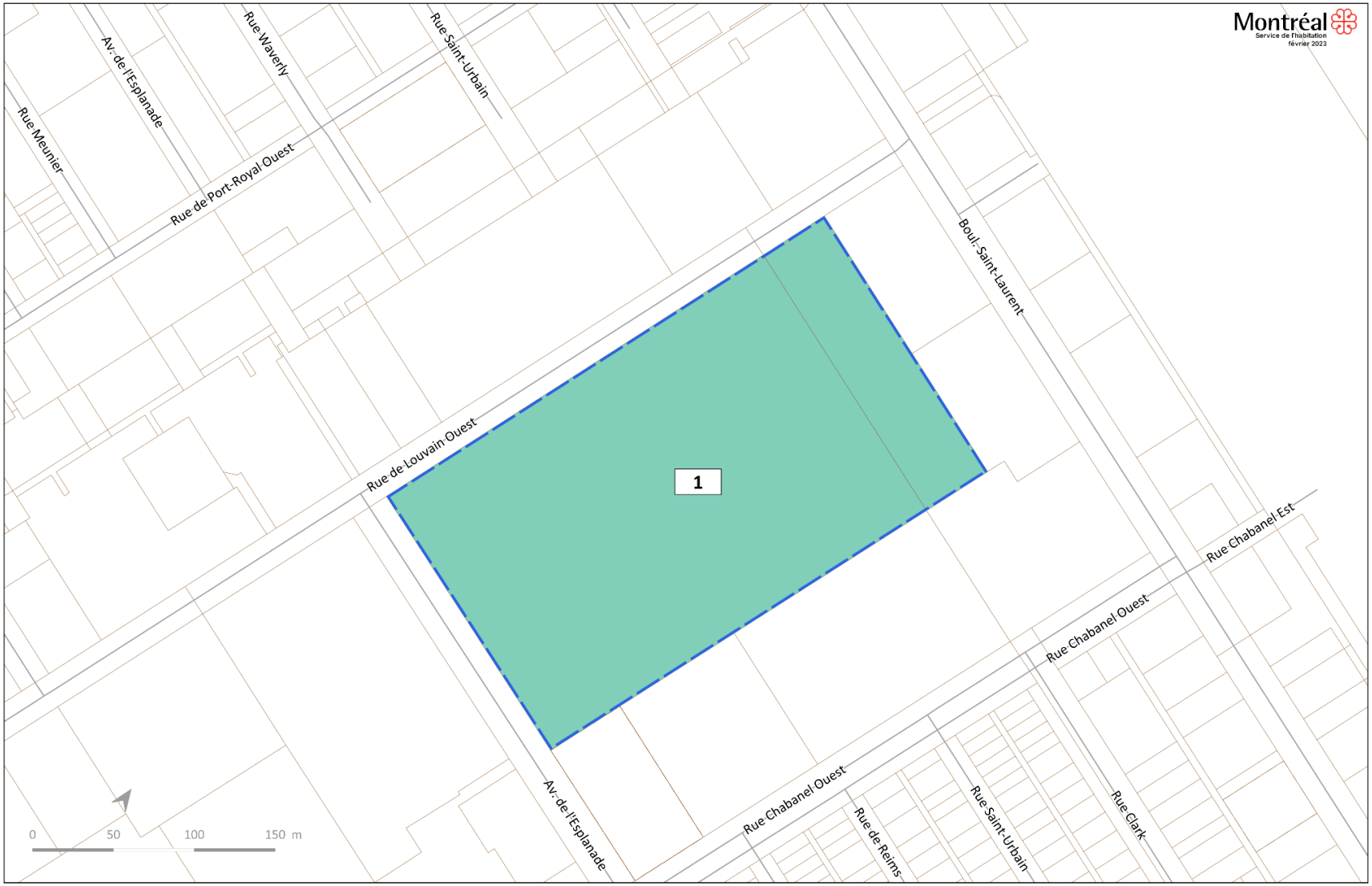
Résumé des modifications au Plan d'urbanisme - terrains situés dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

ID Secteur	Type de modification	Modification concernée	Hausse de potentiel estimée	Impact
1	Changement d'affectation autorisant la composante résidentielle	Secteur d'emploi vers Secteur d'activités diversifiées	n.a.	Zone abordable 2

Retombées estimées

Sur la base des informations disponibles, on évalue que ce projet créera un potentiel d'environ 600 logements abordables.

Rappelons que les projets résidentiels issus d'une entente avec la Ville dans le cadre de la cession d'un immeuble municipal sont exempté de l'application du Règlement pour une métropole mixte, à la condition que l'entente de cession comprenne des engagements visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable ou familial. Cette exemption permettra à la Ville de conclure des ententes avec les futurs promoteurs du site qui comprendront des engagements en matière de logement social, abordable et familial plus élevés que les exigences du règlement.


Montréal
Service de l'habitation
février 2023
Rue Meunier
Av. de l'Esplanade
Rue Waverly
Rue Saint-Urbain
Rue de Port-Royal Ouest
Boul. Saint-Laurent
Rue de Louvain Ouest
1
Rue Chabanel Est
Rue Chabanel Ouest
Av. de l'Esplanade
Rue Chabanel Ouest
Rue de Reims
Rue Saint-Urbain
Rue Clark
0
50
100
150 m

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1228309002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du développement du logement abordable
Objet :	Modifier le règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial afin d'y ajouter cinq zones de logement abordable dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Ville-Marie, du Sud-Ouest et d'Ahuntsic-Cartierville

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Règlement modifiant le RMM (20-041)_février 2023_VF.docx

Annexe 1 (finale)_1228309002_version compressée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sahra CHEBLI
Avocate - Division droit public et législation
Tél : (514) 864-6230

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-01-25

Sahra CHEBLI
Avocate
Tél : (514) 864-6230
Division : Droit public et législation

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.006

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1239734001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2023) (22-054) de la Cité-des-Hospitalières

Il est recommandé :

1. d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2023) (22-054), afin de modifier les tarifs de la location d'espaces et de donner au comité exécutif le pouvoir d'adopter des ordonnances visant les tarifs à la Cité-des-Hospitalières.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2023-03-03 16:22

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1239734001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2023) (22-054) de la Cité-des-Hospitalières

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a fait l'acquisition de l'immeuble situé au 201-251A, avenue des Pins Ouest (maintenant la Cité-des-Hospitalières) en 2017. En 2021, la phase d'occupation transitoire du site a été lancée. Depuis ce temps, les espaces ont graduellement été mis à la disposition du public et des organismes via des appels à projets. L'occupation graduelle des espaces permet de construire les conditions d'occupation les plus adaptées au lieu, aux usagers et au type d'occupation recherché pour cette propriété de nature exceptionnelle, tout en respectant les principes directeurs enchâssés à l'acte de vente.
La tarification relative à la location des lieux est prévue dans le Règlement sur les tarifs de la Ville de Montréal (exercice financier 2023). En raison d'un nouvel appel à projets dont les modalités et les conditions d'occupation ont été ajustées en fonction de l'expérience récente du projet d'occupation transitoire, les tarifs applicables à la location de la grande chapelle doivent être modifiés, incluant l'octroi d'une réduction aux OBNL. Des tarifs doivent également être ajoutés pour la location d'espaces individuels dans le noviciat, nouvellement formalisé en tant qu'espace de cotravail. Pour ce faire, il est requis de modifier le Règlement sur les tarifs.

Compte tenu du contexte expérimental de la phase transitoire, lequel nécessite de la flexibilité organisationnelle, il est également proposé que le comité exécutif dispose du pouvoir d'adopter des ordonnances visant les espaces disponibles pour location à la Cité-des-Hospitalières et leur tarification. Cette nouvelle disposition prévue dans le règlement permettrait au comité exécutif de pouvoir répondre plus efficacement aux besoins opérationnels de la Cité-des-Hospitalières, considérant le caractère évolutif de l'occupation transitoire d'un immeuble d'une grande envergure.

L'article 244.1 de la Loi sur la fiscalité municipale L.R.Q., c. F-2.1, indique qu'une municipalité peut, par règlement, prévoir que ses biens, services ou activités, en tout ou en partie, seront financés au moyen d'un mode de tarification.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 1513 - 19 décembre 2022 - Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les tarifs (exercice financier 2023) ».
CM21 0571 -17 mai 2021 - Approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel Atelier Entremise s'engage à fournir à la Ville les services requis pour assurer la gestion de l'occupation transitoire à la Cité-des-Hospitalières pour une durée de 28 mois, pour une somme maximale de 364 699 $, taxes incluses, dans le cadre du budget de la Direction générale, conformément à son offre de service en date du 8 avril 2021 et selon les termes et conditions stipulées au projet de convention.

CM17 0777- 12 juin 2017 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert des Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph, à des fins municipales, l'immeuble situé au 201-251A, avenue des Pins Ouest, ainsi que le terrain vacant situé sur l'avenue Duluth Ouest, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, pour une somme de 14 550 000 $, plus les taxes applicables.

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but d'apporter des modifications au Règlement sur les tarifs (exercice financier 2023) pour y amender les articles relatifs à la location d'espaces à la Cité-des-Hospitalières :

- modification des tarifs applicables à la location de la grande chapelle, incluant l'octroi d'une réduction aux OBNL;
- ajout de tarifs pour la location d'espaces individuels dans le noviciat ;
- ajout d'un article visant à donner au comité exécutif le pouvoir d'adopter des ordonnances visant les tarifs concernant la location d'espaces à la Cité-des-Hospitalières.

JUSTIFICATION

Les modifications proposées, incluant l'octroi d'un pouvoir d'ordonnance au comité exécutif, permettront de favoriser l'approfondissement de la phase d'occupation transitoire de la Cité-Des-Hospitalières, en permettant d'ajouter des espaces à ceux déjà offerts en location, en variant davantage les clientèles pouvant être accueillies et les types d'occupation possible et en augmentant les revenus de location pouvant être générés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les tarifs ajoutés ou modifiés sont cohérents par rapport à ceux déjà en vigueur pour les autres espaces disponibles à la Cité-des-Hospitalières.

MONTRÉAL 2030

Le projet d'occupation transitoire de la Cité-des-Hospitalières s'inscrit dans la Vision Montréal 2030 :
- en lien avec la priorité visant le développement de modèles de gouvernance intelligente et une culture de l’innovation reposant sur une approche d’expérimentation centrée sur l’impact afin d’accompagner les transformations internes et externes;
- en lien avec les intentions d'assurer la conservation et la mise en valeur de tous les patrimoines (matériel, immatériel, paysager et naturel) et de protéger les éléments patrimoniaux contribuant à forger et distinguer l’identité montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard dans l'adoption du Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice

financier 2023), dont l'adoption en deuxième lecture est prévue au conseil municipal d'avril 2023, entraînerait un retard dans le déploiement des projets sélectionnés pour la grande chapelle de même que dans l'ouverture de l'espace de cotravail du noviciat.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

20 mars 2023 Présentation au conseil municipal d'un avis de motion;

- 17 avril 2023 Adoption de la modification au règlement sur les tarifs;
- Entrée en vigueur à la suite de la publication du nouveau règlement dans les journaux.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Francine FORTIN, Service de la stratégie immobilière

Lecture :

Francine FORTIN, 2 mars 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roxane PILON
Conseillère en planification - Cité-des-Hospitalières

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-01-25

Patrice ALLARD
c/d diversite sociale

Tél :	438-865-6836	**Tél :**	514-872-1274
Télécop. :		**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN
Directrice
Tél : (514) 872-3510
Approuvé le : 2023-03-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1239734001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , -
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2023) (22-054) de la Cité-des-Hospitalières

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1239734001- Règl. modif. règl tarifs ville 2023 Cité hospitalières - 20230126.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-01-26

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 438-873-6396
Division : Chef de division Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2023) (22-054)

Vu les articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 56 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2023) (22-054) est modifié par:

1° Le remplacement du paragraphe 1° par le suivant :

« 1° grande chapelle, pour un maximum de 280 personnes :

a) l'heure, pour un minimum de 2 heures	51,50 $
b) par bloc récurrent de 2 heures ou de 3 heures, l'heure	34,00 $
c) par demi-journée pour un maximum de 4 heures	206,00 $
d) demi-journées récurrentes, maximum de 4 heures par demi-journée	136,00 $
e) par jour, pour un maximum de 7 heures	309,00 $
f) jours consécutif pour un maximum de 6 jours, ou jour récurrents, pour un maximum de 7 heures, par jour	206,00 $
g) par semaine	1081,50$
h) semaines consécutives pour un maximum de 3 semaines ou semaines récurrentes, par semaine	714,00 $
i) par mois	2 855,00 $

2° l'insertion, après le paragraphe 4°, du paragraphe suivant :

« 4.1° poste de travail dans l'espace de co-travail du noviciat, pour une personne :

a) par semaine 75,00 $

b) par mois 140,00 $ »

3° l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Un rabais de 40 % est offert aux organismes à but non lucratif sur les tarifs prévus au paragraphe 1° du présent article.».

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 57, du suivant :

« 57.1. Aux fins de la présente section, le comité exécutif peut, par ordonnance, définir ou établir de nouvelles catégories d'espaces, de locaux ou d'utilisation et en fixer le tarif.

GDD 1239734001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.007

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1229399038

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demande au conseil d'agglomération d'adopter un règlement, en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), autorisant la démolition partielle d'un bâtiment, la construction d'un bâtiment résidentiel comprenant un maximum de 18 logements et son occupation à des fins de logement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, sur le terrain situé sur le lot 2 135 288 du cadastre du Québec

Demander au conseil d'agglomération d'adopter un règlement, en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), autorisant la démolition partielle d'un bâtiment, la construction d'un bâtiment résidentiel comprenant un maximum de 18 logements et son occupation à des fins de logement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, sur le terrain situé sur le lot 2 135 288 du cadastre du Québec.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2023-03-09 11:53

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Lachine
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 6 mars 2023	Résolution: CA23 19 0051

Demande au conseil d'agglomération d'adopter un règlement, en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), autorisant la démolition partielle d'un bâtiment, la construction d'un bâtiment résidentiel comprenant un maximum de 18 logements et son occupation à des fins de logement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, sur le terrain situé sur le lot 2 135 288 du cadastre du Québec

Il est proposé par Vicki Grondin

appuyé par Micheline Rouleau

Demander au conseil d'agglomération d'adopter un règlement, en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), autorisant la démolition partielle d'un bâtiment, la construction d'un bâtiment résidentiel comprenant un maximum de 18 logements et son occupation à des fins de logement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, sur le terrain situé sur le lot 2 135 288 du cadastre du Québec.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

40.08 1229399038

Ann TREMBLAY
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 mars 2023

Direction Aménagement urbain
et services aux entreprises
Arrondissement de Lachine – Ville de Montréal
1800, boulevard Saint-Joseph
Lachine (Québec) H8S 2N4

Extrait du procès-verbal

RÉUNION DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

TENUE EN PRÉSENTIEL et EN TÉLÉPHONIE

LE 9 novembre 2022

PROJET DE RÈGLEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 89, PARAGRAPHE 4 DE LA CHARTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, MÉTROPOLE DU QUÉBEC.

Emplacement : 605-615, rue William-MacDonald

La Direction a présenté le projet et la procédure prévue à l'article 89,4 de la Charte de la Ville de Montréal.

La particularité de la demande est la clientèle vulnérable et marginalisée qui logera dans les futurs logements. Ainsi, la démarche vise l'autorisation d'un projet de nature exceptionnelle et sensible afin de déroger à la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement, sans faire l'objet d'une consultation publique.

La proposition prévoit la démolition d'une grande partie du bâtiment principal, mais en maintenant en place les deux murs des façades donnant sur la rue William-MacDonald et la 6e Avenue, et ce dans le but de construire des logements sociaux.

Cela permettra l'agrandissement et l'aménagement de dix-huit (18) nouveaux logements (13 studios et 5 logements d'une chambre fermée) pour personne ayant vécu une situation d'itinérance.

Le projet comprend aussi des dérogations concernant principalement les éléments suivants :

- Le nombre de logements par bâtiment autorisé dans la zone M-414 est de trois (3) logements et non de dix-huit (18) logements;
- L'usage résidentiel de classe 160-multifamilial max. 4 étages n'est pas autorisé dans la zone M-414 où se situe l'immeuble;
- Le pourcentage d'occupation au sol maximum autorisé dans la zone M-414 est de 40 % et non de 58 % ;
- Le coefficient d'occupation du sol maximum autorisé dans la zone M-414 est de 0,8 et non de 1,16;
- Le nombre de cases de stationnement est de 0, alors que le règlement de zonage en vigueur en exige 27;

- L'implantation du bâtiment est dérogatoire en ce qui a trait à la somme des marges, à la marge latérale et la marge latérale pour un lot de coin.

Les membres ont pris connaissance de la proposition et se réjouissent du maintien des façades faisant face à la rue William-MacDonald et 6e Avenue et à la restauration de la corniche du bâtiment d'origine.

Toutefois, les membres ont exprimé leurs inquiétudes concernant le bruit que pourrait engendrer l'espace de rassemblement aménagé à l'arrière du bâtiment et suggèrent que cet espace soit le plus loin possible des voisins résidentiels.

En réponse à cette préoccupation, la DAUSE explique aux membres que l'espace à l'arrière fait face à un commerce de type garage-mécanique.

La discussion s'est achevée sur un appui unanime des membres à la proposition.

Pour les raisons précédemment citées, il est :

UNANIMEMENT RÉSOLU

De recommander au conseil d'arrondissement de recommander au conseil municipal :

- D'adopter le Règlement autorisant la démolition, l'agrandissement, la transformation et l'occupation du bâtiment aux fins d'habitation, bâtiment situé au 605-615, rue William-MacDonald, conformément au paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ,C.C-11,4).



Rédigé par :
Meriem Essafi
Conseillère en aménagement
Aménagement urbain et services aux entreprises



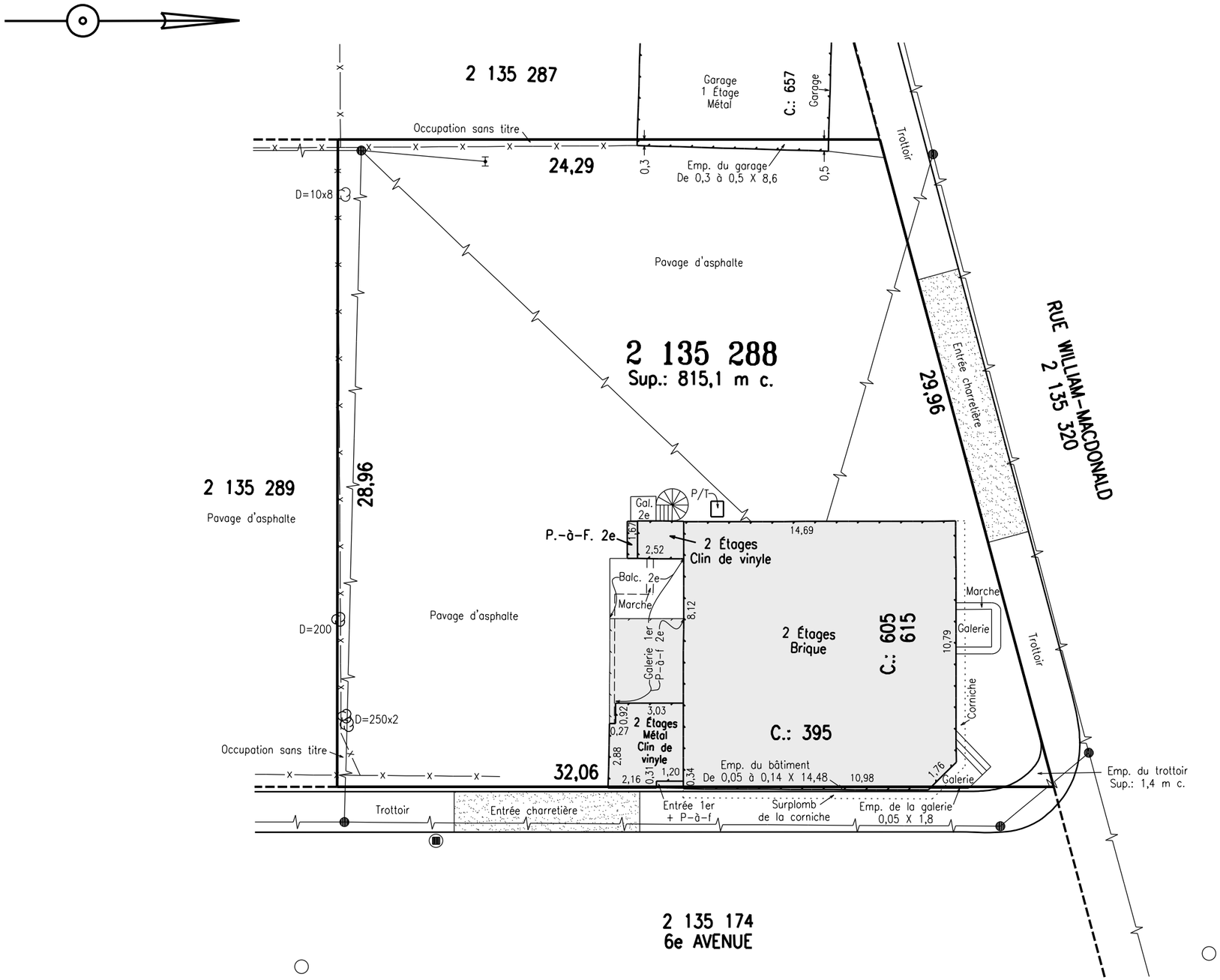
Approuvé par :
Michel Séguin
Directeur
Aménagement urbain et services aux entreprises

Objectifs	***Critères***	***Proposition***
Conservation physique des volumes et des façades	L'intervention projetée cherche à préserver physiquement les parties constitutives du volume d'origine du bâtiment.	Le cœur du projet est la préservation physique des façades avant qui constitue l'élément clé du bâtiment d'origine.
		Le concepteur a tenu à restaurer et maintenir les deux façades faisant face à la voie publique. La transformation des façades favorise la conservation et la restauration des éléments architecturaux du bâtiment qui fait le coin de rue. L'intervention cherche aussi à mettre l'emphase sur les éléments marquant du style d'origine, soit réaliser une fenestration qui fait un clin d'œil à son passé commercial par l'ajout d'une « vitrine commerciale » au rez-de-chaussée. À faire une distinction entre le rez-de-chaussée et les étages par la mise en place d'un entablement. À maintenir les ouvertures de type à guillotine sur les façades d'origine. À maintenir un parement de brique d'argile sur l'ensemble des volumes et des façades du bâtiment que ça soit d'origine ou proposé.
Unité d'ensemble des façades	Préserver ou rétablir l'unité stylistique de l'ensemble des composantes, caractéristiques et façades du bâtiment.	L'unité stylistique est rétablie dans la présente demande, par le choix d'une implantation sans aucune marge avant, par le maintien d'un toit plat avec parapet ornemental.
	L'intervention projetée sur le bâtiment cherche à traiter les façades publiques et les façades qui sont apparentes de l'espace public avec un grand souci d'authenticité stylistique.	Le concepteur a tenu à conserver l'apparence d'époque du bâtiment en restaurant la corniche d'origine qui refait revivre l'authenticité stylistique de l'immeuble.
Préserver ou rétablir la cohérence de la composition d'ensemble de chaque façade et de l'ensemble des façades du bâtiment	L'intervention projetée sur le bâtiment cherche à obtenir une cohérence de composition de l'ensemble de toutes les façades et, particulièrement, des façades apparentes à partir de la rue ou d'un parc public.	La proposition est cohérente par le choix de la préservation des façades existantes et le choix d'un revêtement de couleur brique sur l'ensemble des volumes existants et proposés.

Contribution de la partie agrandie d'un bâtiment au milieu bâti	L'intervention projetée doit prendre en considération ses effets sur le terrain et sur les constructions voisines, de manière à préserver ou mettre en valeur le caractère du terrain ou du milieu dans lequel il se trouve ou y être compatible, en accord avec leur valeur.	La démolition et l'agrandissement permet de contribuer à l'image de qualité du milieu bâti qui l'entoure, par le choix d'une architecture qui s'harmonise avec le voisinage tout en ajoutant des composantes d'architecture qui rappellent le style du bâtiment (corniche, fenêtre à guillotine pour la partie ancienne).
	L'intervention projetée doit respecter, mettre en valeur ou s'adapter aux qualités du terrain et au caractère d'ensemble du milieu ou y être compatible quant à la forme et aux matériaux, en accord avec la valeur et l'homogénéité du milieu.	Le choix de la forme et des matériaux contribuent à tout le voisinage par son esthétisme qui s'agence adéquatement à son milieu et son histoire.
	L'intervention projetée doit participer à la cohérence de l'îlot, de l'intersection, de la rue ou du milieu, en accord avec son emplacement, sa visibilité et sa signification dans la ville.	La proposition contribue significativement à la cohérence de son milieu par son style architecture et par son emplacement significatif.
	L'intervention projetée, dans le cas où les bâtiments du milieu n'ont pas de caractéristiques communes ou dans le cas où le caractère du milieu ne présente pas d'intérêt architectural ou urbain compatible avec le caractère des milieux voisins, le projet doit contribuer à atténuer les irrégularités du milieu en se basant sur les caractéristiques des bâtiments ayant le plus d'intérêt architectural ou urbain et les caractéristiques communes des milieux voisins, de manière à rehausser la valeur de l'ensemble.	Le bâtiment existant et l'agrandissement proposé favorise le rehaussement de la valeur d'ensemble en étant en plus un bâtiment de coin, la proposition ajoutera du cachet à son milieu.
Implantation du bâtiment : **1- Assembler l'agrandissement horizontal projeté au bâtiment existant de manière à prolonger logiquement l'implantation de celui-ci ou à s'y subordonner, en regard de l'orientation des façades et de la largeur totale de la façade principale** **2- Mettre en valeur la façade principale d'origine du bâtiment agrandi en regard du recul, de l'alignement, de la configuration des cours avant et latérale sur rue et de la largeur totale de la façade principale**	Le plan de façade le plus avancé de l'agrandissement projeté, du côté de la façade principale du bâtiment existant, est suffisamment en recul pour ne pas éclipser le plan principal de façade du bâtiment existant et n'est préférablement pas plus avancé que le tiers de la largeur de celui-ci. Pour les bâtiments résidentiels, le recul de l'agrandissement doit préférablement être supérieur au recul du bâtiment principal.	En raison de l'implantation du bâtiment d'origine, le recul de l'agrandissement n'est pas significativement supérieur avec le bâtiment principal, mais il y a un léger recul pour permettre de distinguer le volume d'origine par rapport à celui proposé.
	La façade principale de l'agrandissement projeté est préférablement orientée dans le même sens que celle du bâtiment existant.	Oui, l'orientation est dans le même sens.

Dimensionnement du bâtiment : **1- Assembler l'agrandissement horizontal projeté au bâtiment existant de manière à faire corps avec ce dernier et à en respecter la logique apparente de construction en regard du niveau du rez-de-chaussée, de la hauteur apparente sous le rez-de-chaussée, de la hauteur du rez-de-chaussée, du nombre d'étages, de la hauteur totale de la façade principale, de la hauteur des étages et de la largeur des travées d'ouverture** **2- Ne pas écraser la façade principale d'origine du bâtiment existant, en regard du nombre d'étages et de la hauteur totale de cette façade**	Le niveau du rez-de-chaussée de l'agrandissement projeté est préférablement en continuité avec celui du bâtiment existant.	Le niveau est similaire et en continuité avec celui du bâtiment existant.
	La hauteur apparente sous le rez-de-chaussée de l'agrandissement projeté est du même ordre de grandeur que celle du bâtiment existant.	Les hauteurs sont similaires.
	Le nombre d'étages de l'agrandissement projeté, hormis toute partie d'une façade publique située profondément au-delà de l'alignement de façade, n'est préférablement pas plus grand que celui du bâtiment existant.	Le nombre d'étages est similaire à celui du bâtiment existant.
	La hauteur totale de la façade principale de l'agrandissement projeté, hormis toute partie de cette façade située profondément au-delà de l'alignement de façade, ne dépasse préférablement pas celle de la façade principale du bâtiment existant.	La façade principale est prédominante par rapport aux façades des deux volumes (agrandissement proposé).
	La hauteur des étages de l'agrandissement projeté est équivalente à celle du bâtiment existant. Les niveaux d'étages de l'agrandissement projeté sont préférablement égaux à ceux du bâtiment existant.	Il y a le respect des hauteurs existantes vis-à-vis les hauteurs des volumes proposés.
	La largeur des travées d'ouverture en façade de l'agrandissement projeté est équivalente à celle des travées d'ouverture en façade du bâtiment existant.	Il y a le respect des largeurs des travées d'ouverture.
Volumétrie du bâtiment **1- Assembler l'agrandissement projeté au bâtiment existant de manière à faire corps avec ce dernier, en regard de la volumétrie globale et de la forme de la toiture.** **2- Préserver et mettre en valeur la volumétrie d'origine du bâtiment existant, en regard de la volumétrie globale.**	Le volume de l'agrandissement projeté prolonge à l'horizontale celui du bâtiment existant, en suivant les plans de façade de ce dernier.	La proposition préserve le volume d'origine tout en ayant un volume proposé qui ne dénature pas l'existant.

	Les pentes de toit de l'agrandissement projeté sont préférablement égales à celles du bâtiment existant.	*Le toit est plat que ça soit sur le bâtiment d'origine ou proposé.*



LÉGENDE

BORD BOISÉ	ARBRE
CÂBLES AÉRIENS	BORNE-FONTAINE
CLÔTURE	HAUBAN
FOSSÉ	LAMPADAIRE
HAIE	POTEAU
LIMITE DE TALUS	PUISARD
BÂTIMENT	REGARD
LIGNE DE LOT	REPÈRE D'ARPENTAGE
LIMITE DE PROPRIÉTÉ	VALVE D'EAU

NOTES:

LES DIMENSIONS DES STRUCTURES ET LEURS RATTACHEMENTS AUX LIMITES DE PROPRIÉTÉ SONT DONNÉS À PARTIR DU REVÊTEMENT EXTÉRIEUR.

D=150 INDIQUE LE DIAMÈTRE DES ARBRES EN MILLIMÈTRES

CE PLAN ET LE RAPPORT QUI L'ACCOMPAGNE FONT PARTIE INTÉGRANTE DU PRÉSENT DOCUMENT. IL NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ OU INVOQUÉ POUR D'AUTRES FINS QUE CELLES MENTIONNÉES AU RAPPORT CI-JOINT.

CERTIFICAT DE LOCALISATION

LOT(S)	2 135 288
CADASTRE	DU QUÉBEC
CIRC. FONC.	MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	LACHINNE
ÉCHELLE	1=200 SYSTÈME INTERNATIONAL
RECHERCHÉS	18 NOVEMBRE 2021
TERRAIN	3 DÉCEMBRE 2021
DESSIN	2110-82

COPIE CONFORME LE

SIGNÉ À MONTRÉAL LE 9 DÉCEMBRE 2021

Martin Gascon a.-g.

MINUTE : 18788 DOSSIER : 2110-82

Gascon a.-g. inc.
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
4244, RUE DE SALABERRY
MONTRÉAL (QUÉBEC) H4J 1H3
Tél.: 514 337-6141 Fax: 514 337-6142
Courriel: info@gasconag.com

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1229399038

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Demande au conseil d'agglomération d'adopter un règlement, en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), autorisant la démolition partielle d'un bâtiment, la construction d'un bâtiment résidentiel comprenant un maximum de 18 logements et son occupation à des fins de logement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, sur le terrain situé sur le lot 2 135 288 du cadastre du Québec

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents ci-joint.

FICHIERS JOINTS

2023-02-08 Regl 89 (4) (finale).doc

Annexe A Territoire d'application.pdf

Annexe B PROPOSITION-MAISON TENAQUIP-RÉVISÉE LE 2 NOVEMBRE 2022.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat
Tél : 438 833-6487

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-09

Jean-Philippe GUAY
Avocat, chef de division
Tél : 514 898.0302
Division : Droit public

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA DÉMOLITION, LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN BÂTIMENT SITUÉ SUR LE LOT 2 135 288 DU CADASTRE DU QUÉBEC À DES FINS DE LOGEMENT POUR PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE ET D'ASSISTANCE

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé du lot 2 135 288 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré au plan joint en annexe A.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire d'application, la démolition d'un bâtiment existant, la construction d'un bâtiment résidentiel comprenant un maximum de 18 logements et son occupation à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sont autorisées conformément au présent règlement.

À ces fins, il est notamment permis de déroger :

1° aux articles 4.14.4.16, 7.6.3 et 7.7.2 du Règlement numéro 2710 sur le zonage de l'arrondissement de Lachine;

2° aux dispositions relatives aux usages prévus à la Grille des usages numéro 16A/38A pour la zone M-414 qui est incluse à l'annexe C du Règlement numéro 2710 sur le zonage de l'arrondissement de Lachine;

3° au nombre maximal de logement par bâtiment, au pourcentage d'occupation du sol, ainsi qu'au coefficient d'occupation au sol prévus à la Grille des normes d'implantation 16B/38B pour la zone M-414 qui est incluse à l'annexe C du Règlement numéro 2710 sur le zonage de l'arrondissement de Lachine.

3. Toute disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

CHAPITRE III
CONDITIONS

SECTION 1
DÉMOLITION

4. Les façades du bâtiment faisant face à la rue William-MacDonald et à la 6e Avenue doivent être conservées.

5. La corniche du bâtiment d'origine doit être restaurée.

6. Toute demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée d'une demande de permis de construction relative à une construction autorisée au présent règlement.

SECTION 2
USAGE

7. Seul l'usage résidentiel de la classe « 160- multifamilial max. 4 étages » est autorisé.

8. Le nombre de logement maximum autorisé est de 18.

SECTION 3
BÂTIMENT

9. Le pourcentage d'occupation du sol maximum autorisé est de 60 %.

10. Le coefficient d'occupation du sol maximum autorisé est de 1,2.

11. L'implantation du bâtiment doit être conforme à celle illustrée à la page A010 du document intitulé « Proposition-maison Tenaquip – révisée le 2 novembre 2022 » joint en annexe B.

SECTION 4
STATIONNEMENT

12. Le nombre de cases de stationnement autorisé est de zéro.

SECTION 5
AMÉNAGEMENT DU SITE

13. L'aménagement paysager du site doit être conforme à celui illustré à la page A015 du document intitulé « Proposition-maison Tenaquip – révisée le 2 novembre 2022 » joint en annexe B.

14. L'aménagement du site doit prévoir un espace dédié à l'entreposage des matériaux résiduels pour les jours de collecte seulement et doit être conforme à l'aménagement illustré à la page A015 du document intitulé « Proposition-maison Tenaquip – révisée le 2 novembre 2022 » joint en annexe B.

SECTION 6
ÉQUIPEMENTS

15. Les appareils de climatisation et les équipements techniques ne doivent pas être visibles d'une voie publique.

16. Les équipements techniques et les équipements mécaniques situés sur le toit du bâtiment doivent être dissimulés derrière un écran.

SECTION 7
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

17. Toute demande de permis visant la construction du bâtiment est assujettie à l'approbation préalable d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale par le conseil d'arrondissement conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (R-2561-3).

18. En plus des objectifs et critères prévus au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (R-2561-3), les travaux de construction visés au présent règlement doivent également être approuvés conformément aux objectifs et aux critères suivants :

1° Objectifs :

a) préserver ou rétablir la cohérence de la composition d'ensemble de chaque façade et de l'ensemble des façades du bâtiment;

b) accroitre la présence de la végétation sur le site.

2° Critères :

a) l'architecture des bâtiments doit tendre à respecter celle illustrée aux pages A301, A302 et A953 du document intitulé « Proposition-maison Tenaquip – révisée le 2 novembre 2022 » joint en annexe B;

b) l'intervention projetée sur le bâtiment doit chercher à obtenir une cohérence de composition de l'ensemble de toutes les façades et particulièrement des façades apparentes à partir de la rue ou d'un parc public;

c) l'aménagement du terrain doit maintenir ou accroitre l'espace végétalisé;

d) l'aménagement paysager doit assurer un lien entre le domaine privé et le domaine public.

SECTION 8
GARANTIE MONÉTAIRE

19. La délivrance de l'autorisation de démolition visée par le présent règlement est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de 45 000 $.

La garantie visée au premier alinéa doit demeurer en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de soixante (60) jours suivant la fin des travaux de construction visés par le présent règlement.

20. Si les travaux ne sont pas réalisés conformément au présent règlement et aux plans approuvés faisant l'objet du permis de construction, l'arrondissement de Lachine peut encaisser la garantie bancaire.

CHAPITRE IV
DÉLAIS DE RÉALISATION

21. Les travaux de démolition et de construction doivent débuter dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

22. Les travaux d'aménagement des espaces extérieurs doivent être complétés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction.

23. En cas de non-respect des délais prévus au présent chapitre, les autorisations prévues au présent règlement deviennent nulles et sans effet.

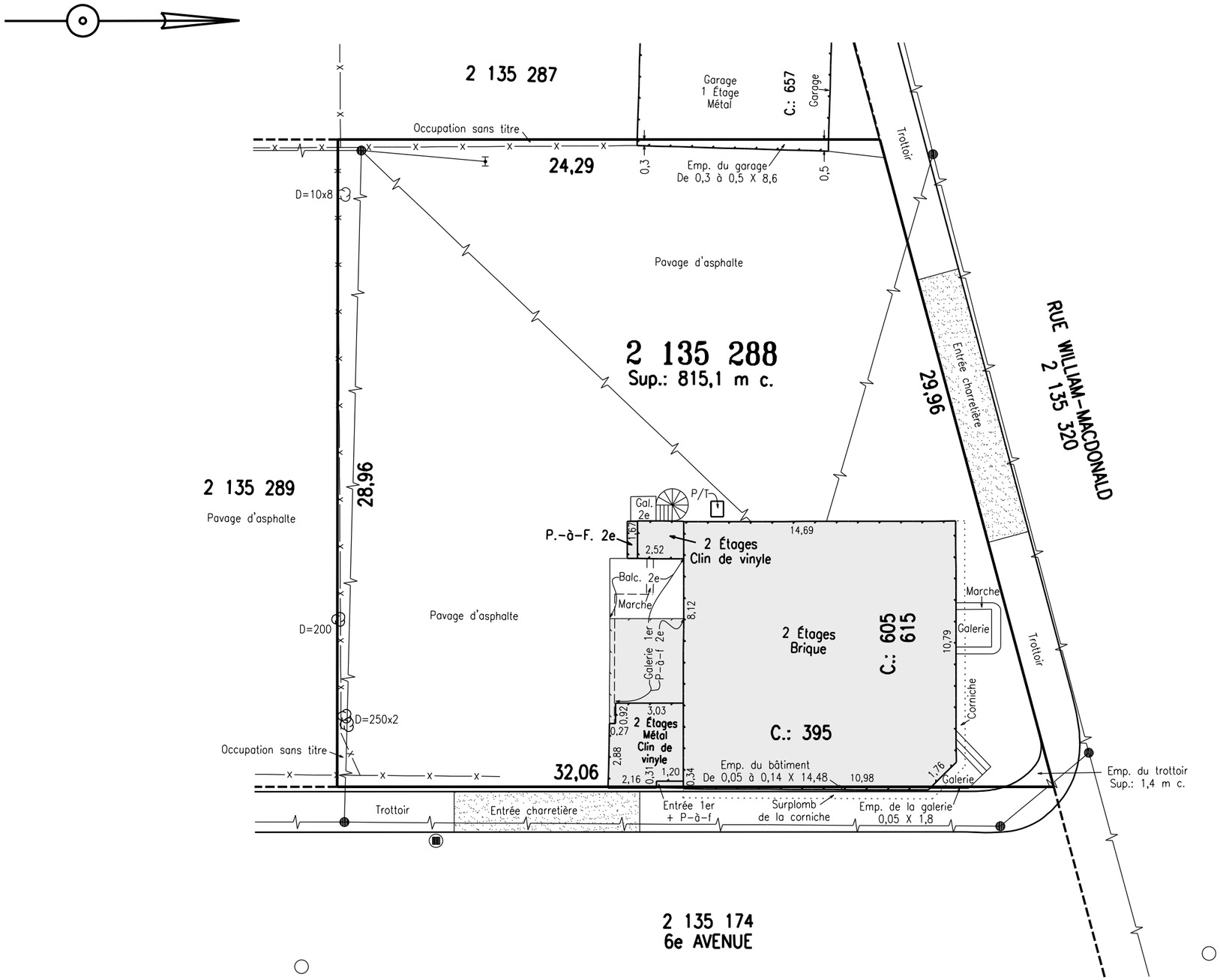
CHAPITRE V
DISPOSITION PÉNALE

24. À défaut de se conformer au présent règlement, les dispositions pénales prévues à l'article 2.2. du Règlement numéro 2710 sur le zonage de l'arrondissement de Lachine s'appliquent.

ANNEXE A
TERRITOIRE D'APPLICATION

ANNEXE B
PROPOSITION-MAISON TENAQUIP-RÉVISÉE LE 2 NOVEMBRE 2022

GDD : 1229399038



LÉGENDE

BORD BOISÉ	ARBRE
CÂBLES AÉRIENS	BORNE-FONTAINE
CLÔTURE	HAUBAN
FOSSÉ	LAMPADAIRE
HAIE	POTEAU
LIMITE DE TALUS	PUISARD
BÂTIMENT	REGARD
LIGNE DE LOT	REPÈRE D'ARPENTAGE
LIMITE DE PROPRIÉTÉ	VALVE D'EAU

NOTES:

LES DIMENSIONS DES STRUCTURES ET LEURS RATTACHEMENTS AUX LIMITES DE PROPRIÉTÉ SONT DONNÉS À PARTIR DU REVÊTEMENT EXTÉRIEUR.

D=150 INDIQUE LE DIAMÈTRE DES ARBRES EN MILLIMÈTRES

CE PLAN ET LE RAPPORT QUI L'ACCOMPAGNE FONT PARTIE INTÉGRANTE DU PRÉSENT DOCUMENT. IL NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ OU INVOQUÉ POUR D'AUTRES FINS QUE CELLES MENTIONNÉES AU RAPPORT CI-JOINT.

CERTIFICAT DE LOCALISATION

LOT(S)	2 135 288
CADASTRE	DU QUÉBEC
CIRC. FONC.	MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	LACHINNE
ÉCHELLE	1=200 SYSTÈME INTERNATIONAL
RECHERCHÉS	18 NOVEMBRE 2021
TERRAIN	3 DÉCEMBRE 2021
DESSIN	2110-82

COPIE CONFORME LE

SIGNÉ À MONTRÉAL LE 9 DÉCEMBRE 2021

Martin Gascon a.-g.

MINUTE : 18788 DOSSIER : 2110-82

Gascon a.-g. inc.
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
4244, RUE DE SALABERRY
MONTRÉAL (QUÉBEC) H4J 1H3
Tél.: 514 337-6141 Fax: 514 337-6142
Courriel: info@gasconag.com



LE DOCUMENT ANNEXE B - PROPOSITION MAISON TENAQUIP (43 MO), DE L'INTERVENTION DU SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES, EST DISPONBILE DANS LE GDD

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.007

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1229399038

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demande au conseil d'agglomération d'adopter un règlement, en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), autorisant la démolition partielle d'un bâtiment, la construction d'un bâtiment résidentiel comprenant un maximum de 18 logements et son occupation à des fins de logement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, sur le terrain situé sur le lot 2 135 288 du cadastre du Québec

Demander au conseil d'agglomération d'adopter un règlement, en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), autorisant la démolition partielle d'un bâtiment, la construction d'un bâtiment résidentiel comprenant un maximum de 18 logements et son occupation à des fins de logement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, sur le terrain situé sur le lot 2 135 288 du cadastre du Québec.

Signé par André HAMEL **Le** 2023-02-21 16:48

Signataire : André HAMEL

_____

Directeur d'arrondissement
Lachine , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229399038**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demande au conseil d'agglomération d'adopter un règlement, en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), autorisant la démolition partielle d'un bâtiment, la construction d'un bâtiment résidentiel comprenant un maximum de 18 logements et son occupation à des fins de logement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, sur le terrain situé sur le lot 2 135 288 du cadastre du Québec

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) de Lachine, afin de construire un bâtiment résidentiel destiné à loger une clientèle ayant besoin d'aide en matière d'hébergement, de soins ou de protection.

Le conseil d'agglomération peut adopter un règlement autorisant le projet, conformément au paragraphe 4 de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Contexte du projet
La présente demande consiste à démolir une partie du bâtiment existant afin de pouvoir l'agrandir et ainsi accueillir dix-huit (18) nouveaux logements (13 studios et 5 logements d'une chambre fermée) pour personnes ayant vécu une situation d'itinérance.

Le bâtiment était auparavant d'usage mixte, le rez-de-chaussée abritait une ancienne taverne (bar) et il y avait deux logements à l'étage. Il est à noter que le projet a été reçu favorablement par le Service de l'habitation de la Ville de Montréal. Il est également soutenu par la Division sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Lachine, et l'organisme Mission Old Brewery participera aux rencontres du Comité d'actions en sécurité urbaine de l'arrondissement de Lachine à compter de janvier 2023.

Projet

Le projet prévoit ainsi la démolition d'une grande partie du bâtiment principal, mais en maintenant en place les deux murs des façades donnant sur la rue William-MacDonald et la 6e Avenue, et ce, dans le but de construire des logements sociaux s'intégrant bien dans le contexte urbain existant.

L'intention du projet est d'ajouter un point de service supplémentaire afin d'offrir une meilleure offre de service à l'ouest de l'île de Montréal, et à 15 km des installations principales de la Mission Old Brewery, propriétaire du terrain et du bâtiment.

Implantation
La proposition consiste à maintenir la même implantation et le volume de l'ancienne taverne qui se retrouve au coeur du projet d'agrandissement.

Architecture
Les concepteurs ont opté pour une architecture qui préserve les caractéristiques d'origine du bâtiment par la présence d'une brique d'argile rouge, sa corniche de ferblanterie restaurée et ses grandes vitrines au rez-de-chaussée, tout en ajoutant deux ailes en retrait de facture plus contemporaine arborant un revêtement de brique rouge d'argile dans un mélange de trois tons du rouge d'origine.

Stationnement
Aucune case de stationnement n'est proposée.

Aménagement paysager
L'espace libéré par l'implantation forme une cour intérieure intime de manière à permettre d'accéder du bâtiment vers celle-ci par une grande porte vitrée avec imposte s'ouvrant sur le jardin et son généreux coin potager, ses bancs invitants et ses platebandes luxuriantes, et la présence de stationnement à vélos, et ce, afin de favoriser les échanges et la communication entre les habitants.

Gestion des matières résiduelles
La gestion des matières résiduelles se fait principalement à l'intérieur, dans un espace situé en façade arrière. Pour les jours de collecte, un espace bétonné faisant face à l'espace intérieur dédié à la gestion des matières résiduelles sera aménagé.

JUSTIFICATION

La DAUSE est favorable à cette demande pour les raisons suivantes :
Démolition
La présente proposition prévoit la démolition d'une bonne partie du bâtiment qui a été construit au début des années 1910. Les raisons qui justifient la démolition sont l'affaissement de la fondation en moellon, les défaillances structurales et la présence d'amiante.

La DAUSE ne s'oppose pas à la demande de démolition, car la présente demande maintiendra la préservation des deux murs des façades donnant sur la rue William-MacDonald et la 6e Avenue. De plus, la proposition permettra la conservation et la restauration de la corniche existante qui fera en sorte de retrouver les caractéristiques architecturales d'origine des deux façades.

Le bâtiment à l'étude est de style architectural du type « mixte faubourien » qui se caractérise par l'implantation d'un bâtiment sans marge avant et la présence d'une vitrine commerciale au rez-de-chaussée, tout en ayant un élément d'angle pour les bâtiments de coin. Les éléments architecturaux énumérés plus haut définissent parfaitement l'immeuble à l'étude.

Ainsi, l'arrivée du style architectural « mixte faubourien » à Montréal date de l'époque de l'industrialisation de la ville aux alentours des années 1850 à 1880, dans les quartiers ouvriers qui étaient situés à proximité des voies maritimes et ferroviaires avec une forte présence d'activités industrielles.

L'utilité première de ce type d'architecture était de permettre aux plus petites industries de s'insérer autour des plus grandes tout en ayant une mixité fonctionnelle, par la présence d'habitations au sein du même bâtiment.

La DAUSE est d'avis que la présente proposition conservera le cachet d'origine du bâtiment tout en respectant l'histoire de l'environnement immédiat par le maintien des deux façades donnant sur la 6e Avenue et la rue William-MacDonald.

Analyse réglementaire

Milieu d'insertion
Le projet est situé dans le secteur du Vieux-Lachine, à la limite du secteur industriel de Lachine-Est qui est présentement en requalification.

Tel est le cas du bâtiment à l'étude qui s'inscrit adéquatement dans une phase de changement, afin de poursuivre la revitalisation et la mise en valeur du Vieux-Lachine, en améliorant les conditions de vie des résidents des secteurs à revitaliser.

La présente demande encourage l'enrichissement du parc de logements sociaux et contribue aussi à la mixité sociale dans le quartier. De plus, la proposition favorise une insertion qui s'agence bien avec l'environnement immédiat grâce au choix d'un style d'architecture qui est en harmonie avec l'histoire du milieu bâti du secteur.

La procédure prévue à l'article 89, paragraphe 4 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) s'applique à la réalisation d'un projet relatif à de l'habitation destinée à des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement, notamment dans le cadre d'un programme de logement social mis en oeuvre en vertu de la *Loi sur la Société d'habitation du Québe c* .

La démarche vise aussi l'autorisation d'un projet de nature exceptionnelle et sensible afin de déroger à la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement, sans faire l'objet d'une consultation publique.

La particularité de la demande est la clientèle vulnérable et marginalisée qui logera dans les futurs logements. Cela pourrait impliquer un refus et une opposition des résidents à proximité qui pourraient juger que le projet porte atteinte à la qualité de leur cadre de vie.

Ainsi, la DAUSE est d'avis que l'article 89, paragraphe 4 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) est la procédure adéquate pour traiter la demande, afin d'accueillir sur son territoire des logements sociaux pour itinérants.

Concept proposé
L'agrandissement projeté est implanté au coin de la 6e Avenue et la rue William-MacDonald. Les volumes ajoutés seront situés en façade arrière et latérale droite de la partie existante. Pour le traitement de l'enveloppe, le choix des requérants s'est porté sur une brique de couleur rouge. Une issue donnant sur la 6e Avenue sera surmontée d'une marquise. La fenestration proposée pour le bâtiment existant est de modèle à guillotine, avec des fenêtres fixes au niveau rez-de-chaussée, de manière à faire un petit rappel de l'histoire commerciale du bâtiment. Les volumes de l'agrandissement auront une fenestration à battant plus grande afin d'offrir plus de luminosité au logement de type studio.

a. *Les éléments dérogatoires principaux*
Le projet soumis est situé dans un secteur permettant un usage trifamilial d'un maximum de 3 logements, occupant un maximum de 40 % du terrain, avec un C.O.S de 0,8. La proposition déroge donc autant à l'usage qu'à la densité.

1. Nombre de logements et catégorie d'usage

- L'usage résidentiel de la classe 160- multifamilial maximum 4 étages qui se définit ainsi « les habitations multifamiliales d'un maximum de quatre (4) étages, d'un minimum de huit (8) logements partageant une entrée et corridor communs» n'est pas autorisé dans la zone M-414 où se situe l'immeuble (Grille des usages 16A/38A).

- Le nombre de logements par bâtiment autorisé dans la zone M-414 est de trois (3) logements et non de dix-huit (18) logements, tel que proposé par l'actuelle demande (grille des normes d'implantation16B/38B).

Le projet prévoit dix-huit (18) unités de logement, soit quinze de plus que le nombre autorisé par la réglementation dans le secteur et fait en sorte que les unités supplémentaires changent la catégorie d'usage du bâtiment à « 160- Multifamilial max 4 étages », non autorisé dans la grille des usages.

Dans ce cas-ci, le nombre d'unités n'impacte pas l'environnement immédiat, car il est situé dans un coin de rue. Aussi, la hauteur du bâtiment respecte la réglementation en vigueur et permet d'atténuer l'effet créé par l'ajout de plusieurs logements.

2. Pourcentage d'occupation du sol et coefficient d'occupation au sol (Taux d'implantation et C.O.S)

- Le pourcentage d'occupation au sol maximum autorisé dans la zone M-414 est de 40 % et non de 58 %, tel que proposé par l'actuelle demande (grille des normes d'implantation 16B/38B).

- Le coefficient d'occupation au sol maximum autorisé dans la zone M-414 est 0,8 et non de 1,16, tel que proposé par l'actuelle demande (grilles des normes d'implantation 16B/38B).

Le bâtiment proposé occupe près de 58 % du terrain visé par la demande, soit plus que l'implantation prévue à la grille des normes d'implantation. Le Plan d'urbanisme prévoit, pour sa part, 70 %, ce qui rend le projet conforme à celui-ci. Bien que l'implantation soit plus importante, l'absence totale de stationnement sur le site a permis de libérer le terrain pour favoriser le verdissement et les airs d'agrément pour les futurs locataires du bâtiment en vue d'améliorer leur qualité de vie.

b. Autres éléments dérogatoires

L'analyse réglementaire a mis de l'avant les éléments dérogatoires suivants :

1. Nombre de cases de stationnement

La présente proposition est dérogatoire de vingt-sept (27) cases de stationnement.

Le ratio en vigueur pour toute habitation de moins de cinq (5) étages et de 1,5 case par unité est une disposition qui a été adoptée pour des projets résidentiels de grande densité, en raison de l'absence de transport en commun et afin d'éviter de surcharger le stationnement sur rue.

Toutefois, ce ratio est peu applicable pour des terrains de moindre envergure comme la

présente proposition; de son côté, le plan d'urbanisme préconise une densité importante pour le redéveloppement des secteurs désuets, ce qui rend le nombre de cases de stationnement difficilement atteignable.

La DAUSE est aussi d'avis que la présence de cases de stationnement est superflue et non réaliste en raison de la nature du projet qui est d'offrir des logements sociaux à une clientèle itinérante.

2. Implantation du bâtiment

- **Somme des marges/ Marge latérale**

Les marges de recul à respecter pour la classe 160-Multifamilial selon l'article 7.6.3 du règlement de zonage en vigueur est une somme des marges latérales de 6,0 mètres et une marge de recul latérale de 3,0 mètres.

Dans le présent cas, nous observons une somme des marges latérales de 1,5 mètre et une marge de recul latérale de 1,5 mètre.

La DAUSE estime que la proposition est justifiable afin de permettre la réalisation du projet.

La DAUSE est aussi d'avis que la proposition actuelle aidera à l'insertion du projet dans son milieu et permettra ainsi d'améliorer le cachet de la rue.

- **Marge latérale pour un lot de coin**

Pour un bâtiment implanté sur un lot de coin, la marge de recul latérale adjacente à une rue doit être au minimum à 1,5 mètre de la ligne de lot, selon l'article 7.7.2 du *Règlement numéro 2710 sur le zonage* en vigueur. La présente proposition est à 0,45 mètre en marge latérale gauche donnant sur la 6^{e} Avenue.

La DAUSE est d'avis que si la marge latérale pour un lot de coin doit être à 1,5 mètres, tel qu'exigé dans le *Règlement numéro 2710 sur le zonage* en vigueur, l'intégration de l'agrandissement avec le volume existant ne serait pas en harmonie avec la façade faisant face à la 6^{e} Avenue, et ferait aussi en sorte de réduire l'aménagement intérieur et rendre la fonctionnalité du site difficilement réalisable.

Ainsi, considérant cet élément en plus de la forme irrégulière du terrain et l'implantation du bâtiment existant, la DAUSE est d'avis que l'impact des éléments dérogatoires énumérés ci-haut est minime.

La DAUSE recommande l'implantation du bâtiment, car il donne de l'intérêt au coin de rue, de plus l'immeuble n'est pas en hauteur et aura peu d'impact sur les usagers de la rue William-MacDonald.

***Critères de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4)**

a. *Contribution à la qualité de l'espace public*
Le projet met l'accent sur la qualité des aménagements extérieurs qui établissent une relation avec le domaine public et contribuent à son animation et sa convivialité par, notamment, la présence de stationnement à vélo. La présence de stationnement à vélo encouragera les locataires à profiter des pistes cyclables à proximité de leur résidence. La proposition inclut aussi des aménagements extérieurs, largement verdis pour rendre l'espace attrayant et agréable pour les futurs locataires des logements.

b. *Amélioration du paysage urbain*
Le concept architectural proposé maintient les caractéristiques architecturales du bâtiment d'origine tout en améliorant le paysage urbain par l'image de qualité apportée par le projet.

c. *Réduction des impacts environnementaux*
Pour répondre aux exigences élevées en termes d'efficacité énergétique, les simulations sont calculées par Écohabitation. Le concepteur a fait en sorte, pour simplifier la mise en oeuvre, de s'assurer de réduire les coûts de construction, la conception retient des matériaux standards et des techniques conventionnelles (construction à ossature légère en bois avec parement de brique d'argile).

d. *Contribution à la mise en valeur du patrimoine bâti*
La transformation et l'agrandissement du bâtiment ne compromet aucunement la valeur historique, mais au contraire mettent l'accent sur la mise en valeur du patrimoine bâti, en s'assurant de restaurer les façades faisant face à la rue.

Critères de PIIA
Le détail de l'étude multicritères complète est consigné dans la pièce 03b jointe au présent dossier.

Le présent bâtiment est inscrit dans un secteur d'intérêt patrimonial qui met l'accent sur la conservation et la préservation des caractéristiques architecturales des bâtiments visé par le *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale* (R-2561-11).

a. I*mplantation et volumétrie*
La proposition permet de rétablir l'unité d'ensemble des façades par une unité stylistique qui aide à maintenir les composantes et caractéristiques architecturales des façades du bâtiment d'origine et proposé, par le choix des ouvertures (fenêtres à guillotine) et le choix d'un revêtement de brique de couleur rouge.

De plus, la restauration et la conservation des éléments architecturaux (exemple : corniche) favorisent aussi le maintien du souci d'authenticité stylistique de l'ensemble de la propriété.

b. *Intégration architecturale*
L'intervention projetée témoigne d'une sensibilité et du respect des éléments d'origine par le maintien du style architectural d'origine et par la restauration de la corniche et le remplacement des divers éléments architecturaux significatifs (fenestration).

c. *L'aménagement paysager*
L'aménagement paysager proposé a été conçu de manière à favoriser le verdissement et la plantation d'arbres en façade avant ou arrière. La proposition met l'emphase sur le partage et l'accessibilité de la cour arrière par la mise en place d'un potager et de zones de repos afin d'encourager les échanges et la communication entre les habitants.

Avis du Comité consultatif d'urbanisme :

Lors de la séance du 9 novembre 2022, le Comité a émis un avis favorable au projet de *Règlement autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel à des fins de logements pour personne ayant besoin d'aide et d'assistance* .

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en

changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, notamment à la priorité 7 qui est de « Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquats et abordable ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement (CA) - Demande au conseil d'agglomération d'adopter le règlement

- Conseil exécutif (CE) - Inscription à l'ordre du jour du conseil d'agglomération pour avis de motion
- Conseil municipal (CM) - Orientation pour l'adoption du règlement
- Conseil d'agglomération (CG) - Avis de motion et adoption du projet de règlement
- Conseil d'agglomération (CG) - Adoption du règlement
- Parution d'un avis public et entrée en vigueur du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Cette demande est conforme aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4).
À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline LÉPINE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Caroline LÉPINE, 9 février 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Meriem ESSAFI
conseillère en aménagement

Tél : 514639-2136
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-09

Michel SÉGUIN
Directeur - Aménagement urbain et services aux entreprises

Tél : 514 639-2145
Télécop. :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.008

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1238399001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Adoption - règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis à des fins d'habitation.

Il est recommandé :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis à des fins d'habitation. » sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2023-03-09 14:04

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1238399001**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Adoption - règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis à des fins d'habitation.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal œuvre activement depuis plusieurs années à la création de logements sociaux et abordables afin d'offrir aux ménages montréalais des logements sains répondant à leur besoin et à leur capacité de payer. Les efforts de la Ville en ce sens se poursuivent de manière soutenue notamment depuis, l'adoption en mars 2020, du «Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social» (RCG 20-012), suivi de l'adoption en février 2022, du «Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins d'habitation» (CM22 0383).
L'adoption de ces règlements a permis à la Ville d'intervenir avec plus d'agilité et d'assujettir des immeubles à des fins d'habitation. Plusieurs immeubles ont été acquis depuis l'adoption de ces règlements et permettront éventuellement de bonifier l'offre en logements sociaux et abordables. Alors que l'offre de logements abordables se raréfie, il devenait indispensable d'agir afin de préserver et d'accroître l'abordabilité résidentielle pour répondre aux besoins de la population montréalaise. Soulignons toutefois que les acquisitions peuvent s'effectuer aussi de gré à gré ou autrement.

Les projections réalisées pour estimer le montant du règlement d'emprunt s'appuient sur le rythme et le coût des acquisitions observées durant les dernières années.

Le présent dossier porte sur l'adoption d'un nouveau règlement d'emprunt de 80 000 000 $ qui s'inscrit dans une stratégie d'investissement sur 10 ans qui, à terme, cumulera plusieurs règlements d'emprunts totalisant 380 000 000 $. Ces règlements permettront de financer l'acquisition de terrains et de bâtiments par la Ville pour conserver le caractère abordable des logements locatifs existants et aussi pour développer de nouveaux logements abordables. Les acquisitions à cette fin sont de compétence corporative.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 1500 - 19 décembre 2022 - Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé pour une durée de 10 ans et qui peuvent être ainsi acquis aux fins d'habitation
CM22 1101 - 20 septembre 2022 - Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé pour une durée de 10 ans et qui peuvent être ainsi

acquis aux fins d'habitation

CM22 0985 – 23 août 2022 - Adopter la résolution du conseil municipal de Montréal modifiant la résolution CM22 0779 pour ajouter la durée d'assujettissement des immeubles au droit de préemption et qui pourront être acquis aux fins d'habitation.

CM22 0779 - 14 juin 2022 - Adopter une résolution du conseil municipal de Montréal désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui peuvent être ainsi acquis aux fins d'habitation

CM22 0794 - 14 juin 2022 - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis pour la réalisation de logements, notamment de logements abordables

CM22 0366 - 21 mars 2022 - Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins d'habitation

CM22 0383 - 21 mars 2022 - Adoption - Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins d'habitation

DESCRIPTION

Au-delà des acquisitions, le règlement d'emprunt visé par le présent dossier décisionnel permettrait dans des circonstances exceptionnelles, de financer d'autres dépenses permettant d'effectuer certains travaux préalablement à la mise en valeur des immeubles. Ces dépenses (incluant les frais professionnels, d'expertises et autres dépenses incidentes s'y rattachant) pourraient se produire dans les cas où des interventions d'urgence ou pour sécuriser les lieux seraient requises sur les immeubles acquis (par exemple, mise aux normes des systèmes d'alarme incendie, solidifier un mur extérieur de bâtiment qui risque de s'effondrer, une structure déficiente et dangereuse à sécuriser ou dans des cas plus extrêmes, la déconstruction complète d'un bâtiment dangereux et irrécupérable).

JUSTIFICATION

Les acquisitions visées par l'adoption d'un nouveau règlement d'emprunt permettront à la Ville d'agir sur une composante essentielle du parc immobilier montréalais aujourd'hui menacée par l'augmentation rapide des valeurs. La création d'une banque de terrains et de bâtiments, réservés à des fins d'habitation, permettra à la Ville de maintenir et d'augmenter notamment l'offre de logements abordables, et ce faisant

- de répondre aux objectifs de maintien et d'agrandissement du parc résidentiel réservé à des fins d'habitation établis par l'administration municipale;
- de répondre aux objectifs de réalisation d'immeubles à des fins d'habitation fixés dans le cadre de planification détaillée de secteurs prioritaires (PDUES, PPU, etc.);
- de profiter d'opportunités du marché immobilier afin de bonifier les réserves foncières de la Ville destinée à la réalisation de logements, notamment abordables;
- de permettre les acquisitions dans des secteurs stratégiques de manière à soustraire des immeubles d'une éventuelle spéculation immobilière.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement du règlement d'emprunt pour ce nouveau programme présenté au PDI 2023-2032 (fiche #13003), s'effectuera sur une période qui ne doit pas excéder 20 ans. Ce

règlement d'emprunt est de compétence corporative et la disponibilité des crédits doit être assurée par le service municipal requérant soit le Service de l'habitation dans le cas présent. Ce règlement d'emprunt sera approuvé par la suite par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).
Les immeubles acquis de gré à gré, en vertu du droit de préemption ou autres types d'acquisitions, destinés notamment à la réalisation ou au maintien de logements abordables, sont acquis à la valeur marchande.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. La grille d'analyse Montréal 2030 apparaît en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La diminution du parc locatif abordable existant et le retrait d'immeubles propices à la réalisation de logements à des fins d'habitation pourrait se poursuivre et s'accentuer.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact relié à la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communications, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Approbation par le Conseil municipal : Lundi 20 mars 2023
- Approbation MAMH

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire du dossier décisionnel atteste de sa conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Gabriel COTE-GARANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Olivier PAPINEAU
Conseiller en aménagement

Tél : 438-822-1566
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-22

Martin ALAIN
chef(fe) de division - planification des strategies residentielles

Tél : (514) 467-3601
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2023-03-09

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1238399001
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet : *Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis à des fins d'habitation. » sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipale et de l'Habitation.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *7-* Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 7- Pour la période 2022 à 2031, les acquisitions projetées permettront la réalisation de nouveaux logements abordables ainsi que le maintien de logements abordables existants.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • **Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990** • **Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030** • **Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales**			**X**

• **Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050**			
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1238399001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Objet :	Adoption - règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis à des fins d'habitation.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1238399001 - Habitation 20230309.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-03-09

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 80 000 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION D'IMMEUBLES REQUIS À DES FINS D'HABITATION

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil municipal décrète :

1. Un emprunt de 80 000 000 $ est autorisé afin de financer l'acquisition d'immeubles requis à des fins d'habitation, notamment pour la réalisation de logements abordables.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, les coûts relatifs aux interventions nécessaires à la sécurisation des immeubles acquis et à leur mise aux normes, et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1238399001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1238399001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Objet :	Adoption - règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis à des fins d'habitation.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1238399001 - 13003 Habitation.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gabriel COTE-GARANT
Agent comptable analyste

Tél : 514-872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-03-09

Pascal-Bernard DUCHARME
Chef de section - conseil et soutien financiers
Tél : (514) 503-3296
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.009

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1238845001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement 90-58-105 de la Ville de Kirkland.

Il est recommandé :

- d'approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement 90-58-105, adopté le 6 février 2023 par le conseil municipal de la Ville de Kirkland;
- d'autoriser le greffier à délivrer un certificat de conformité à son égard et à transmettre une copie certifiée conforme du certificat à la Ville de Kirkland.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2023-03-03 09:13

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1238845001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement 90-58-105 de la Ville de Kirkland.

CONTENU

CONTEXTE

Le 7 février 2023, la Ville de Montréal a reçu, pour examen de conformité, le règlement 90-58-105 transmis par la Ville de Kirkland et adopté le 6 février 2023. Le règlement 90-58-105 est adopté afin de modifier certaines dispositions particulières applicables au verdissement, ainsi qu'aux zones industrielles dont les zones 301M, 303M, 305M, 306M et 325M.
Le présent règlement vise des dispositions du document complémentaire (DC) du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma).

Conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) et au règlement RCG 15-073 sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC, doit faire l'objet d'un examen de conformité aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC un règlement dont l'objet est visé par une disposition du DC, ce qui s'applique au règlement 90-58-105.

Puisque le règlement concerne une ville liée, c'est le comité exécutif qui procède à l'examen et à l'approbation en vertu des dispositions du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière d'aménagement et d'urbanisme (RCG 15-084).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM23 032 - 2023-02-06 - Conseil municipal de la Ville de Kirkland - Adoption du règlement modifiant le règlement de zonage no. 90-58 afin de modifier certaines dispositions particulières applicables aux zones industrielles et certaines dispositions particulières applicables aux zones 301M,303M, 305M, 306M et 325M (90-58-105).

- RCG15 0575 - 2015-09-24 - Adoption du règlement RCG 15-073 sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal - sommaire décisionnel 1156938001.
- CG15 0055 - 2015-01-29 - Adoption du règlement RCG 14-029 relatif au Schéma

d'aménagement et de développement - sommaire décisionnel 1140219001.

DESCRIPTION

Le règlement 90-58-105 vient modifier une disposition du Règlement de zonage de la Ville de Kirkland (90-58) concernant le verdissement des terrains ainsi que des dispositions particulières applicables aux zones industrielles touchant le coefficient d'occupation des espaces de bureaux ou de laboratoires, les matériaux de parement et le stationnement hors-rue.
Le règlement 90-58-105 vient également apporter des modifications à certaines dispositions applicables aux zones industrielles 301M, 303M, 305M, 306M et 325M à l'égard des marges, de la hauteur, du taux d'implantation, des usages, du nombre de planchers et de la largeur des façades.

JUSTIFICATION

Analyse de la conformité
Actuellement, le règlement 90-58 prescrit un taux d'implantation maximal de 50% pour chacune des zones industrielles, soit les zones 301M à 325M, et détermine qu'un minimum de 15% de la superficie d'un terrain doit être planté de végétaux en pleine terre pour ces usages. Le règlement 90-58 permet également de comptabiliser les aires de stationnement recouvertes de pavés alvéolés de même que la superficie d'un toit végétalisé dans le taux de verdissement exigé pour les usages industriels ainsi que pour les usages habitations, commerciaux et publics.

Le règlement 90-58-105 vient modifier le règlement 90-58 de manière à:

- prescrire un taux d'implantation maximal de 55% pour les zones 301M, 303M, 305M, 306M et 3525M;
- exiger dorénavant qu'un minimum de 20% de la superficie d'un terrain soit planté de végétaux en pleine terre pour les usages industriels et fixer à 25% ce taux pour les usages industriels comportant des bâtiments dont le taux d'implantation est supérieur à 50% et pouvant atteindre un taux d'implantation maximal de 55%. Pour favoriser l'atteinte de ces cibles, le règlement 90-58-105 ne permet plus de comptabiliser les aires de stationnement recouvertes de pavés alvéolés dans le calcul du taux de verdissement des terrains exigé pour les usages industriels, mais aussi pour les usages habitations, commerciaux et publics.

Ensemble, ces nouvelles exigences contribuent à augmenter le taux de verdissement des terrains sur l'ensemble du territoire de la Ville de Kirkland, mais principalement ceux occupés par des usages industriels, dont les enjeux de verdissement et de minéralisation demeurent importants. Étant donné qu'une partie du territoire de la Ville de Kirkland est visée par la Carte 5 - Îlots de chaleur du Schéma, la modification réglementaire vient contribuer au respect des dispositions 4.2.1 (Dispositions relatives au verdissement) et 4.2.2 (Dispositions particulières pour un îlot de chaleur) du DC du Schéma.

Conclusion
Le règlement 90-58-105 est conforme au Schéma et son DC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

MONTRÉAL 2030

Ce dossier décisionnel ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, puisqu'il concerne une obligation prévue à la LAU en matière de conformité de la réglementation d'urbanisme au Schéma. Le dossier n'a pas pour objet d'évaluer l'opportunité de la valeur stratégique de la modification réglementaire à l'égard des priorités du Plan stratégique Montréal 2030, des engagements de réduction des gaz à effet de serre (GES) en lien avec le Plan climat ou des engagements en matière d'inclusion et de l'équité en matière d'ADS+.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Délivrance par le greffier d'un certificat de conformité à l'égard du règlement;

- Transmission par le greffier du certificat de conformité à la municipalité.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Carla Ferreira GUIMARAES, Service du greffe

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2023-02-23

Annelise CARLE
Agente de recherche

Tél : 438- 871-7936
Télécop. :

Caroline LÉPINE
chef(fe) de division - planification urbaine

Tél : 438-225-5242
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Karim CHAREF
Chef de division
Tél : 514 872-8109
Approuvé le : 2023-03-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
Directrice de service
Tél :
Approuvé le : 2023-03-03

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1238845001*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division de la planification urbaine*
Projet : *S/O*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE KIRKLAND

RÈGLEMENT NO: 90-58-105

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NO. 90-58 AFIN DE MODIFIER CERTAINES DISPOSITIONS PARTICULÈRES APPLICABLES AUX ZONES INDUSTRIELLES ET CERTAINES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ZONES 301M, 303M, 305M, 306M ET 325M

PROCÉDURE D'ADOPTION

Avis de motion :	5 décembre 2022
Adoption –Projet :	5 décembre 2022
Publication :	9 décembre 2022
Consultation publique :	21 décembre 2022
Adoption – second projet :	16 janvier 2023
Publication :	20 janvier 2023
Demande de participation :	Aucune
Tenue du registre	Aucune
Adoption du règlement :	6 février 2023
Certificat de conformité :	TBD
Publication :	TBD
Entrée en vigueur :	TBD

CONSIDÉRANT que conformément à l'article 113 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (Chapitre A-19.1), la Ville de Kirkland est habilitée à spécifier, pour chaque zone, les usages qui sont autorisés ou prohibés ;

CONSIDÉRANT que conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (Chapitre C-19), avis de motion a été donné et que dépôt et adoption du projet ont été faits à la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 5 décembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que des copies du présent projet de règlement ont été mises à la disposition du public ;

CONSIDÉRANT que le préambule fait partie intégrante du présent règlement ;

LE CONSEIL MUNICIPAL ORDONNE ET STATUE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

L'article 5.1.1 du *Règlement de Zonage no 90-58* intitulé : « Obligation de verdissement » est modifié de façon à ce qu'il se lise comme suit :

« **5.1.1 Obligation de verdissement**

Un terrain doit être planté de végétaux en pleine terre selon les proportions suivantes :

- Pour les usages habitations, un minimum de 25% de la superficie du terrain doit être planté de végétaux en pleine terre ;

- Pour les usages commerciaux, à l'exception des postes d'essence, un minimum de 20% de la superficie du terrain doit être planté de végétaux en pleine terre ;

- Pour les usages industriels, un minimum de 20% de la superficie du terrain doit être planté de végétaux en pleine terre. Pour les usages industriels comportant des bâtiments dont le taux d'implantation est supérieur à 50%, jusqu'à un maximum de 55 %, un minimum de 25% de la superficie du terrain doit être planté de végétaux en pleine terre.

- Pour les usages publics, un minimum de 15% de la superficie du terrain doit être planté de végétaux en pleine terre.

La superficie d'un toit végétalisé peut être comptabilisée dans la proportion de verdissement exigé au précédent alinéa. »

ARTICLE 2

L'article 12.7 c) du *Règlement de Zonage no 90-58* intitulé : « Coefficients d'occupation par des espaces de bureaux ou de laboratoires » est modifié de façon à ce qu'il se lise comme suit :

« c) *Coefficients d'occupation par des espaces de bureaux ou de laboratoires*

Dans tout bâtiment industriel, autre qu'un bâtiment industriel à occupants multiples, le pourcentage minimal de la superficie totale de plancher qui doit être occupée par des espaces de bureaux ou de laboratoires ne peut être inférieur à 8%. »

ARTICLE 3

L'article 12.7 d) du *Règlement de Zonage no 90-58* intitulé : « Matériaux de parement » est modifié de façon à ce qu'il se lise comme suit :

« d) *Matériaux de parement*

Pour tout bâtiment situé en zone industrielle,

- la façade principale et les deux façades latérales doivent être en pierre, en brique, en verre, en panneaux de béton préfabriqués, en panneaux métalliques ou en une combinaison de ces matériaux. Toutefois, les panneaux métalliques ne peuvent être le matériau prédominant de ces façades et ne peuvent être installés dans le premier 3.65m (12') de hauteur pour la façade principale et les deux façades latérales;

- le même matériau ou la même combinaison de matériaux doivent être utilisés sur les façades principale et latérales; dans le cas où l'on utilise une combinaison de matériaux, la proportion de chacun des matériaux dans la combinaison peut varier d'une façade à l'autre;

- la façade arrière, c'est-à-dire celle qui n'est pas visible de la rue, peut être en panneaux métalliques, en blocs de béton cannelés, rainurés ou striés;

- la disposition énoncée à l'alinéa précédent autorisant une façade arrière en panneaux métalliques, en blocs de béton cannelés, rainurés ou striés ne vaut cependant pas pour un lot de coin, ou un lot transversal où la façade arrière doit être traitée comme une façade latérale ou mieux. »

ARTICLE 4

L'article 12.15 b) du *Règlement de Zonage no 90-58* intitulé : « Stationnement hors-rue » est modifié de façon à ce qu'il se lise comme suit :

« b) Tout usage industriel, seul ou dans un bâtiment industriel à occupants multiples, doit être doté d'un nombre minimum de cases de stationnement hors-rue calculé comme suit :

- 20 cases de base, plus

  · 1 case par 35,0 m² (376,7 pi²) de superficie de plancher occupée par des bureaux ou des laboratoires,
  · 1 case par 75,0 m² (807,3 pi²) de superficie de plancher occupée par des activités de fabrication,
  · 1 case par 400,0 m² (4305,6 pi²) de superficie de plancher ou de superficie de terrain utilisée pour l'entreposage. »

ARTICLE 5

L'article 12.18 du *Règlement de Zonage no 90-58* intitulé : « Tableau des dispositions particulières : **ZONES INDUSTRIELLES** » est modifié :

a) Par le remplacement du « NOMBRE DE PLANCHERS Maximum » dans la zone 301M par le suivant : 2

b) Par le remplacement de la « LARGEUR DE FAÇADE MINIMALE *(12.7a)* » dans la zone 305M par la suivante : 50

c) Par l'ajout du symbole « ● » à la ligne « BATIMENTS A OCCUPANTS MULTIPLES *(12.4)* autorisé : (●) », dans la colonne correspondant à la zone 306M

d) Par le remplacement du « TAUX D'IMPLANTATION (en %) Maximal » dans les zones 301M, 303M, 305M, 306M et 325M par le suivant : 55

e) Par le remplacement du taux de « COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL Minimum/Maximum *(3.4)* » dans les zones 301M, 303M, 305M et 306M par le suivant : 0.15/0.65

f) Par l'ajout des notes suivantes à la fin de ce tableau :

« NOTES

(26) Dans les zones 301M, 303M, 305M et 306M :

a) La marge avant ainsi que le stationnement dans la marge avant est calculée à partir de la limite d'emprise de la voie de service de l'autoroute Transcanadienne.

b) La hauteur maximale d'un bâtiment est de 11,5m (37.7').

Dans la zone 306M, la hauteur est mesurée à partir du rez-de-chaussée du bâtiment en façade avant et arrière. Pour les fins de calculs, la hauteur totale de l'immeuble incluant la partie du sous-sol hors terre ne peut en aucun temps excéder 11,5m (37.7').

c) Pour les bâtiments industriels situés à l'intersection de deux rues ou d'un terrain borné par plus d'une rue, les marges de recul minimales sont les suivantes :

- Avant principale (Voie de Service) : 22.8m (74,8')
- Avant secondaire : 11m (36.08')

(27) Dans la zone 306M, une zone tampon végétalisée d'au moins 15,2 mètres de largeur mesurée depuis la ligne arrière de propriété est requise sur toute la longueur de la propriété.

(28) Dans la zone 306M, le nombre maximal d'occupants ou d'établissements dans un bâtiment à occupants multiples est de quatre (4) et la superficie minimale de plancher de chaque établissement est de 1 400 mètres carrés (15 070 pieds carrés).

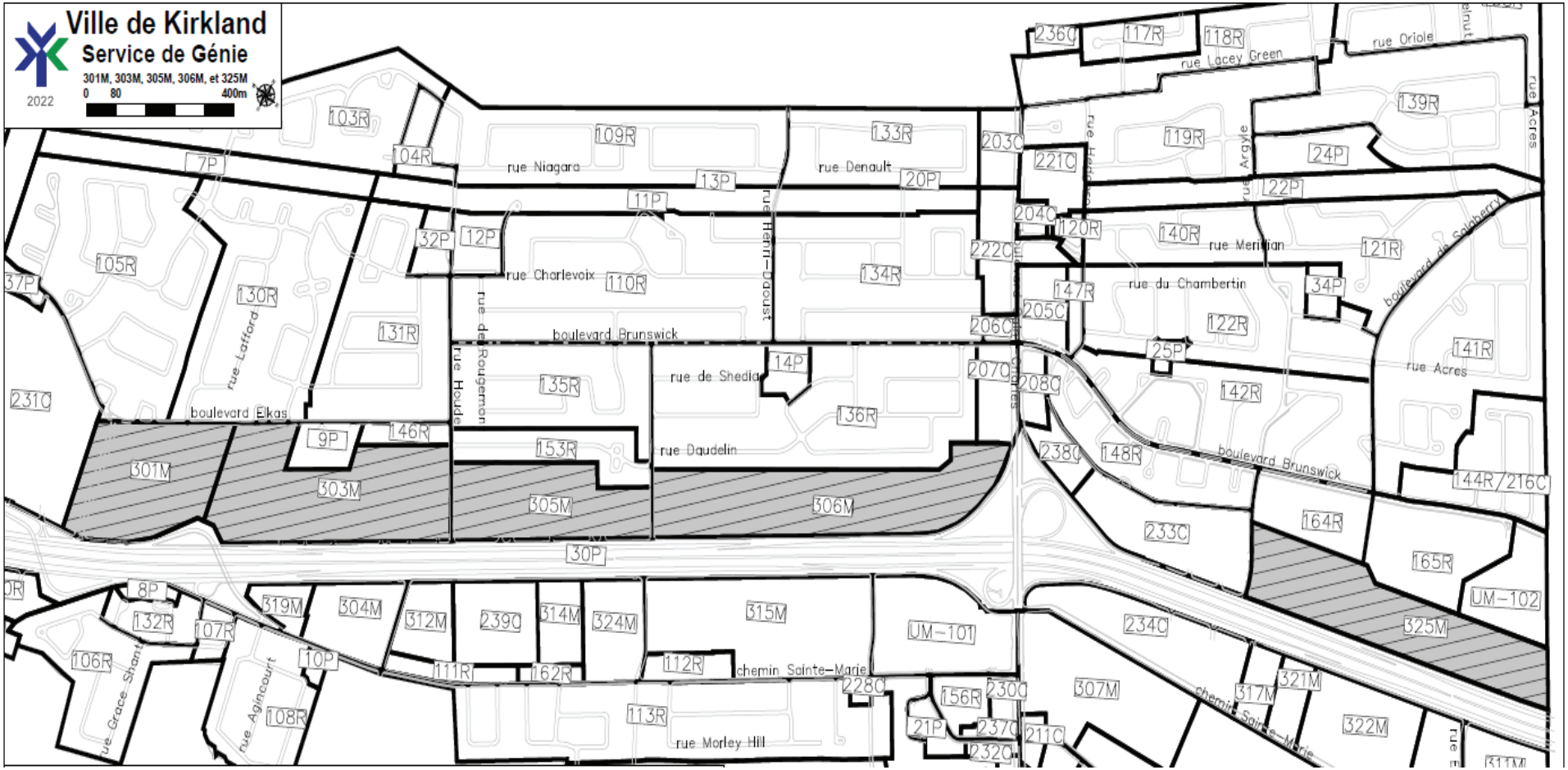
(29) Dans la zone 325M, les établissements classés dans la catégorie commerciale de classe D ne sont pas autorisés à occuper à eux-seuls une structure détachée et la surface de plancher de l'établissement de la catégorie de classe D ne peut excéder 325 m^2 (3500 pi^2). »

ARTICLE 6

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

(Michel Gibson)
Maire

(Annie Riendeau)
Greffière et directrice des affaires juridiques


Ville de Kirkland
Service de Génie
301M, 303M, 305M, 306M, et 325M
0 80 400m
2022
rue Niagara
rue Denault
rue Charlevoix
boulevard Brunswick
rue de Shedia
rue Daudelin
rue Houde
rue Henri-Dacost
rue Lafford
boulevard Elkas
rue Lacey Green
rue Oriole
rue Argyle
rue Meridian
rue du Chambertin
rue Acres
boulevard de Salaberry
chemin Sainte-Marie
rue Morley Hill
rue Grace Shanti
rue Agincourt
103R
104R
105R
109R
110R
117R
118R
119R
120R
121R
122R
130R
131R
132R
133R
134R
135R
136R
139R
140R
141R
142R
144R/216C
146R
147R
148R
153R
156R
162R
164R
165R
UM-101
UM-102
301M
303M
304M
305M
306M
307M
312M
314M
315M
317M
319M
321M
322M
324M
325M
7P
8P
9P
10P
11P
12P
13P
14P
20P
21P
22P
24P
25P
30P
32P
34P
37P
2310
2360
2370
2380
2390
2200
2210
2220
2230
2320
2330
2340

Article **12.18**
Tableau des dispositions particulières: **ZONES INDUSTRIELLES**

	301M
USAGES PERMIS - INDUSTRIELS ET CONNEXES	
Groupe A	●
Groupe B	●
Groupe C	●
Groupe D	●
Groupe E	
Groupe F	
Groupe G	
COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL	
Minimum/Maximum *(3.4)*	0,15/0,65
TAUX D'IMPLANTATION (en %)	
Minimal	15
Maximal	55
MARGES MINIMALES	
Avant	22,8
Latérales	7,6/7,6
Arrière	15,2
BATIMENTS A OCCUPANTS MULTIPLES	
(12.4) (autorisés: ●)	
NOMBRE DE PLANCHERS	
Minimum	1
Maximum	2
HAUTEUR MAXIMALE (en m)	
Minimale	5
Maximale	11,5
LARGEUR DE FACADE MINIMALE *(12.7a)*	50
DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES SUPPLÉMENTAIRES	(2)(4B)(26)
LOTISSEMENT *(Règlement # 90-59 Art 3.2a)*	*(10)*
Superficie minimale (en m^2)	14000
Larg. frontale min. et Larg. min. (en m)	90
Amendements:	*90-58-1*

Article **12.18**
Tableau des dispositions particulières: **ZONES INDUSTRIELLES**

	303M
USAGES PERMIS - INDUSTRIELS ET CONNEXES	
Groupe A	●
Groupe B	●
Groupe C	●
Groupe D	●
Groupe E	
Groupe F	
Groupe G	
COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL	
Minimum/Maximum *(3.4)*	0,15/0,65
TAUX D'IMPLANTATION (en %)	
Minimal	15
Maximal	55
MARGES MINIMALES	
Avant	22,8
Latérales	7,6/7,6
Arrière	15,2
BATIMENTS A OCCUPANTS MULTIPLES	
(12.4) (autorisés: ●)	
NOMBRE DE PLANCHERS	
Minimum	1
Maximum	2
HAUTEUR MAXIMALE (en m)	
Minimale	5
Maximale	11,5
LARGEUR DE FACADE MINIMALE *(12.7a)*	50
DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES SUPPLÉMENTAIRES	(2)(26)
LOTISSEMENT *(Règlement # 90-59 Art 3.2a)*	
Superficie minimale (en m^2)	14000
Larg. frontale min. et Larg. min. (en m)	90
Amendements:	*90-58-1*

Article **12.18**
Tableau des dispositions particulières: **ZONES INDUSTRIELLES**

	305M
USAGES PERMIS - INDUSTRIELS ET CONNEXES	
Groupe A	●
Groupe B	●
Groupe C	●
Groupe D	●
Groupe E	
Groupe F	
Groupe G	
COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL	
Minimum/Maximum *(3.4)*	0,15/0,65
TAUX D'IMPLANTATION (en %)	
Minimal	15
Maximal	55
MARGES MINIMALES	
Avant	22,8
Latérales	7,6/7,6
Arrière	15,2
BATIMENTS A OCCUPANTS MULTIPLES	
(12.4) (autorisés: ●)	
NOMBRE DE PLANCHERS	
Minimum	1
Maximum	2
HAUTEUR MAXIMALE (en m)	
Minimale	5
Maximale	11,5
LARGEUR DE FACADE MINIMALE *(12.7a)*	50
DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES SUPPLÉMENTAIRES	(2)(26)
LOTISSEMENT *(Règlement # 90-59 Art 3.2a)*	
Superficie minimale (en m^2)	13935
Larg. frontale min. et Larg. min. (en m)	125
Amendements:	*90-58-1* *90-58-2* *90-58-47*

Article **12.18**
Tableau des dispositions particulières: **ZONES INDUSTRIELLES**

	306M
USAGES PERMIS - INDUSTRIELS ET CONNEXES	
Groupe A	●
Groupe B	●
Groupe C	●
Groupe D	●
Groupe E	
Groupe F	
Groupe G	
COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL	
Minimum/Maximum *(3.4)*	0,15/0,65
TAUX D'IMPLANTATION (en %)	
Minimal	15
Maximal	55
MARGES MINIMALES	
Avant	22,8
Latérales	7,6/7,6
Arrière	15,2
BATIMENTS A OCCUPANTS MULTIPLES	
(12.4) (autorisés: (●)	●(28)
NOMBRE DE PLANCHERS	
Minimum	1
Maximum	2
HAUTEUR MAXIMALE (en m)	
Minimale	5
Maximale	11,5
LARGEUR DE FACADE MINIMALE *(12.7a)*	50
DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES SUPPLÉMENTAIRES	(2)(26)(27)(28)
LOTISSEMENT *(Règlement # 90-59 Art 3.2a)*	
Superficie minimale (en m^2)	14000
Larg. frontale min. et Larg. min. (en m)	90
Amendements:	*90-58-1*

Article **12.18**
Tableau des dispositions particulières: **ZONES INDUSTRIELLES**

	325$_{M}$
USAGES PERMIS - INDUSTRIELS ET CONNEXES	
Groupe A	●
Groupe B	●
Groupe C	
Groupe D	●
Groupe E	
Groupe F	
Groupe G	
Groupe H	●
USAGES PERMIS – COMMERCES (Permis : ●)	
Classe A	●(17)
Classe B-1	●(17)
B-2	●(17)
B-3	●(17)
Classe C-1	●
C-2	
C-3	
Classe D-1	●(29)
D-2	●(29)
D-3	
Classe E-1	
E-2	
E-3	
E-4	●
E-5	
E-6	
Classe F-1	
F-2	
F-3	
F-4	
F-5	
F-6	
F-7	
F-8	
F-9	
F-10	
F-11	
Classe G-1	
G-2	
G-3	
G-4	
G-5	

G-6	
G-7	
G-8	

COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Minimum/Maximum *(3.4)*	0,15/0,65

TAUX D'IMPLANTATION (en %)

Minimal	8
Maximal	55

MARGES MINIMALES

Avant	22,8 (18)(23)
Latérales	7,6/7,6 (23)
Arrière	15,2 (23)

BATIMENTS A OCCUPANTS MULTIPLES

(12.4) (autorisés: ●)	● (16)

NOMBRE DE PLANCHERS

Minimum	1
Maximum	8

HAUTEUR MAXIMALE (en m)

Minimale	5
Maximale	40

LARGEUR DE FACADE MINIMALE *(12.7a)*	50
DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES SUPPLÉMENTAIRES	(15)(16)(17)(18)(19)(20)(21)(22)(23)(24)(25)(29)

LOTISSEMENT *(Règlement # 90-59 Art 3.2a)*

Superficie minimale (en m^2)	8700
Larg. frontale min. et Larg. min. (en m)	90(24)

KIRKLAND

Ville de Kirkland
17200, boulevard Hymus
Kirkland (Québec) H9J 3Y8
Téléphone : 514-694-4100 ✧✧ Télécopieur : 514-630-2721
www.ville.kirkland.qc.ca

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL

SÉANCE ORDINAIRE du conseil municipal de la Ville de Kirkland, tenue à l'hôtel de ville, 17200, boulevard Hymus, Kirkland (QC) H9J 3Y8, le **LUNDI 6 FÉVRIER 2023 à 20H**

SONT PRÉSENTS :

Son Honneur le Maire, Michel Gibson, qui préside la séance, et

Les conseillers(ères) : Michael Brown
Nancy Kokinasidis
Domenico Zito
Stephen Bouchard
Paul Dufort
Karen Cliffe

formant quorum.

SONT ABSENTS :

Les conseillers : Luciano Piciacchia
John Morson

_____

RÉSOLUTION CM23 032
RÈGLEMENT DE ZONAGE NO 90-58-105 INTITULÉ : RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NO 90-58 AFIN DE MODIFIER CERTAINES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ZONES INDUSTRIELLES ET CERTAINES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ZONES 301M, 303M, 305M, 306M ET 325M

CONSIDÉRANT QUE conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), avis de motion du présent règlement a été donné et que le projet de règlement a été déposé à la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 5 décembre 2022;

CONSIDÉRANT QUE conformément aux dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) :

- Le projet de Règlement de zonage no 90-58-105 contenant des dispositions propres à un règlement susceptible d'approbation référendaire, a été adopté à la séance ordinaire du 5 décembre 2022;
- Une assemblée publique de consultation portant sur le projet de règlement a été tenue le 21 décembre 2022 à 17h30;
- Le second projet de règlement a été adopté, avec changements, à la séance ordinaire du 16 janvier 2023;

EXTRACT FROM MINUTES

REGULAR SITTING of the Municipal Council of the Town of Kirkland, held at the Town Hall, 17200 Hymus Boulevard, Kirkland (QC) H9J 3Y8, on **MONDAY, FEBRUARY 6, 2023 at 8 P.M.**

ARE PRESENT :

His Worship the Mayor, Michel Gibson, presiding, and

Councillors : Michael Brown
Nancy Kokinasidis
Domenico Zito
Stephen Bouchard
Paul Dufort
Karen Cliffe

forming quorum.

ARE ABSENT :

Councillors : Luciano Piciacchia
John Morson

_____

RESOLUTION CM23 032
ZONING BY-LAW NO. 90-58-105 ENTITLED : BY-LAW AMENDING ZONING BY-LAW NO. 90-58 IN ORDER TO MODIFY CERTAIN PARTICULAR PROVISIONS APPLICABLE TO INDUSTRIAL ZONES AND CERTAIN PARTICULAR PROVISIONS APPLICABLE TO ZONES 301M, 303M, 305M, 306M AND 325M

CONSIDERING THAT pursuant to section 356 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, c. C-19), notice of motion of this by-law was given and a draft of this by-law was filed at the regular sitting of the Municipal Council held on December 5, 2022;

CONSIDERING THAT pursuant to the provisions of an *Act Respecting Land Use Planning and Development* (CQLR, c. A-19.1) :

- The draft Zoning by-law No. 90-58-105 containing provisions making it a by-law subject to approval by way of referendum was adopted at the December 5, 2022 regular sitting of Council;
- A public consultation meeting on said draft by-law was held on December 21, 2022 at 5:30 p.m.;
- The second draft by-law was adopted, with changes, at the regular sitting of January 16, 2023;

CONSIDÉRANT QUE, suivant la publication d'un avis public indiquant la possibilité de présenter une demande de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue de la part des personnes intéressées pendant la période de réception des demandes;

CONSIDÉRANT QUE le Règlement de zonage no 90-58-105 a été mis à la disposition du public sur le site Internet de la Ville;

CONSIDÉRANT l'ensemble du sommaire décisionnel no SD-2023-1772;

Il est

Proposé par le Conseiller S. Bouchard
Appuyé par la Conseillère N. Kokinasidis

Et résolu :

D'ADOPTER le Règlement de zonage no 90-58-105 intitulé : *Règlement modifiant le règlement de zonage no 90-58 afin de modifier certaines dispositions particulières applicables aux zones industrielles et certaines dispositions particulières applicables aux zones 301M, 303M, 305M, 306M et 325M*;

QU'il soit promulgué selon la loi.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CONSIDERING THAT, following the publication of a public notice indicating the possibility of submitting a request to participate in a referendum, no request was received from interested persons during the period for receiving requests;

CONSIDERING THAT Zoning by-law No. 90-58-105 was made available to the public on the Town's website;

CONSIDERING the overall content of Summary Report No. SD-2023-1772;

It is

Moved by Councillor S. Bouchard
Seconded by Councillor N. Kokinasidis

And resolved :

TO ADOPT Zoning by-law No. 90-58-105 entitled : *By-law amending Zoning by-law No. 90-58 in order to modify certain particular provisions applicable to industrial zones and certain particular provisions applicable to zones 301M, 303M, 305M, 306M and 325M;*

THAT it be promulgated according to law.

CARRIED UNANIMOUSLY

Vraie copie certifiée / Certified true copy



Greffière
Town Clerk

CE : 50.001

2023/03/15 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.001

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1233599001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division de la réglementation_de l'accès à l'information et des élections
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 h) maintenir, par règlement du conseil de la ville, un droit d'initiative pour les citoyennes et citoyens en matière de consultation publique
Projet :	-
Objet :	Dépôt de la réponse du greffier relativement à un projet de pétition présenté en vertu de l'annexe B du Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056) - « Mieux sécuriser les abords des écoles primaires à Montréal »

Il est recommandé de :

Prendre acte de la réponse transmise par le greffier adjoint de la Ville, le 31 janvier 2023, sur la recevabilité d'un projet de pétition, conformément à l'article 9 de l'annexe B du R*èglement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative* (05-056).

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2023-02-03 11:50

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1233599001**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division de la réglementation_de l'accès à l'information et des élections
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 h) maintenir, par règlement du conseil de la ville, un droit d'initiative pour les citoyennes et citoyens en matière de consultation publique
Projet :	-
Objet :	Dépôt de la réponse du greffier relativement à un projet de pétition présenté en vertu de l'annexe B du Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056) - « Mieux sécuriser les abords des écoles primaires à Montréal »

CONTENU

CONTEXTE

Le droit d'initiative a été incorporé dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités en septembre 2009. Le droit d'initiative peut s'exercer sur tout objet de la compétence de la Ville, sous réserve des conditions prévues, et a pour effet de forcer la tenue d'une consultation publique.

Les règles relatives à l'exercice du droit d'initiative sont énoncées à l'annexe B du *Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative* (05-056). Depuis le 25 février 2019, ce droit peut également s'exercer par le biais d'une plateforme numérique.

Le 17 janvier 2023, un groupe de citoyens a déposé, via la plateforme numérique, un projet de pétition aux fins de demander la tenue d'une consultation publique sur l'objet libellé comme suit :

> « *De plus en plus, le taux d'accidents aux abords des écoles a considérablement augmenté. Plusieurs parents et acteurs qui gravitent autour des écoles sont très inquiets au sujet de la sécurité aux abords des écoles. Chaque arrondissement et secteur est caractérisé par ses propres défis ! Mais un enjeu demeure le même : avons-nous toutes les conditions favorables en place afin d'offrir un sentiment de sécurité pour chaque école primaire ?* »

Les motifs invoqués par le groupe pour justifier l'opportunité de la consultation demandée sont énoncés comme suit :

« Nous croyons sincèrement que la collectivité a plusieurs propositions et constats à partager face à cet enjeu. Les brigadiers et brigadières scolaires sont également des acteurs clés de cette réalité et leur voix a besoin d'être entendue. Nous sommes conscient(e)s que les réalités sont différentes d'un secteur à un autre mais collectivement, il est important d'entendre la voix de tous et chacun dans cette problématique qui nous affecte tous directement ou indirectement. »

Selon les dispositions de l'annexe B du règlement 05-056, (article 9), le greffier doit faire un examen de la recevabilité du projet de pétition et en aviser la personne contact désignée dans un délai de 15 jours suivant le dépôt du projet de pétition. Cette réponse a été acheminée aux représentants du groupe le 31 janvier 2023. Conformément à l'annexe B, une copie de la réponse transmise à la personne contact désignée doit aussi être déposée à une séance subséquente du comité exécutif.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0099 - 28 janvier 2019 : Adopter le *Règlement modifiant le Règlement sur la Charte montréalaise des droits et des responsabilités et sur le droit d'initiative* (05-056-5) afin de permettre la pétition en version électronique.

CM09 0878 - 22 septembre 2009 : Adopter le *Règlement modifiant le Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités* (05-056) aux fins d'y ajouter les dispositions sur le droit d'initiative.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet de déposer au comité exécutif copie de la réponse sur la recevabilité du projet de pétition intitulé *« Mieux sécuriser les abords des écoles primaires à Montréal ».*

Tel qu'énoncé à l'article 8 de l'annexe B, un projet de pétition est recevable s'il est conforme aux articles 2 à 6 de cette annexe. L'analyse de la recevabilité d'un projet de pétition consiste essentiellement à déterminer si l'objet porte sur une compétence de la Ville (a. 2), si l'objet est visé par l'une ou l'autre des exclusions prévues à l'article 3, si les exclusions en période électorale sont applicables (a. 5) et si les conditions de forme prévues à l'article 6 sont respectées.

Les représentants du groupe de citoyens ayant signé ce projet de pétition ont été avisés de la recevabilité du projet de pétition dans une lettre transmise le 31 janvier 2023 (en pièce jointe). Une pétition demandant une consultation publique pour mieux sécuriser les abords des écoles primaires à Montréal devait donc être ouverte dans la plateforme numérique dans les 45 jours suivant la transmission de cette réponse.

Or, les représentants du groupe de citoyens, dans une lettre transmise le 3 mars 2023 (en pièce jointe), ont confirmé le retrait de leur demande de pétition compte tenu que l'Administration s'est engagée à ce que la Commission sur le transport et les travaux publics entame une consultation sur le sujet en 2023.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

Non applicable

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début en 2023 d'une consultation publique tenue par la Commission sur le transport et les travaux publics

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au *Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative* (05-056).

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne L'ANGLAIS

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-02-02

Domenico ZAMBITO

Avocat(e) 1

Tél : 514 872-3357
Télécop. : 514 872-5655

Greffier adjoint et chef de division de la réglementation

Tél : 514 872-3125
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Emmanuel TANI-MOORE
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2023-02-03

Montréal

Service du greffe
155, rue Notre-Dame Est,
Rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 872-3142 - Télécopieur : 872-5655

Le 31 janvier 2023

PAR COURRIEL

Madame Kassandre Chéry Théodat
[redacted]

Objet : Projet de pétition demandant une consultation publique - *« Mieux sécuriser les abords des écoles primaires à Montréal »”*

Madame,

Nous accusons réception du projet de pétition déposé au Service du greffe le 17 janvier 2023, via la plateforme numérique, aux fins de demander que la Ville tienne une consultation publique sur l'objet libellé comme suit :

> « *De plus en plus, le taux d'accidents aux abords des écoles a considérablement augmenté. Plusieurs parents et acteurs qui gravitent autour des écoles sont très inquiets au sujet de la sécurité aux abords des écoles. Chaque arrondissement et secteur est caractérisé par ses propres défis ! Mais un enjeu demeure le même : avons-nous toutes les conditions favorables en place afin d'offrir un sentiment de sécurité pour chaque école primaire ?* »

Ce projet de pétition décrit l'intérêt d'une telle consultation pour la collectivité comme suit :

> « *Nous croyons sincèrement que la collectivité a plusieurs propositions et constats à partager face à cet enjeu. Les brigadiers et brigadières scolaires sont également des acteurs clés de cette réalité et leur voix a besoin d'être entendue. Nous sommes conscient(e)s que les réalités sont différentes d'un secteur à un autre mais collectivement, il est important d'entendre la voix de tous et chacun dans cette problématique qui nous affecte tous directement ou indirectement.* »

En vertu de l'article 8 de l'annexe B du *Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative* (05-056), un projet de pétition est recevable s'il est conforme aux articles 2 à 6 de cette annexe.

…2

L'article 2 de l'annexe B prévoit que le droit d'initiative peut s'exercer sur tout objet de la compétence de la Ville. En l'espèce, la compétence municipale ne fait aucun doute. Cependant, en considérant les règles de sécurité routière dans les zones scolaires qui relèvent de la compétence du gouvernement provincial, il faut conclure à une compétence partagée. Selon les définitions prévues à l'article 1 de l'annexe B, l'objet de votre projet de pétition est donc considéré comme étant un *objet de compétence centrale*.

Après avoir analysé votre projet de pétition, nous somme d'avis que celui-ci vise une mixité d'enjeux municipaux, notamment en matière de sécurité publique, mais aussi en matière d'aménagement et de mobilité. Nous concluons ainsi que votre projet de pétition est recevable et vous en avisons en conséquence.

Selon l'article 10 de l'annexe B du règlement 05-056, un avis doit être donné sur le site Internet de la Ville dans un délai de 45 jours de la réponse confirmant la recevabilité d'un projet de pétition, soit au plus tard le vendredi 17 mars 2023, pour annoncer le début de la période de signature de la pétition.

Nous communiquerons avec vous sous peu pour convenir d'une date de publication de cet avis et pour confirmer les coordonnées à inscrire dans le texte de l'avis pour toute demande d'information concernant la signature de votre pétition.

Nous vous rappelons que la période signature est de 90 jours et débute le jour de la publication de l'avis. 15 000 signatures doivent être recueillies au cours de cette période pour obliger la tenue d'une consultation publique. Nous attirons votre attention aux articles 10 à 13 de l'annexe B du règlement 05-056 pour connaître les formalités à respecter au niveau de la signature de la pétition. Toutes les informations nécessaires sont disponibles sur le site internet de la Ville, dans la section relative au droit d'initiative.

Veuillez noter, finalement, qu'une copie du présent avis sur la recevabilité de votre projet de pétition sera déposée à une prochaine séance du comité exécutif.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le greffier adjoint de la Ville,



Domenico Zambito, avocat

DZ/jl

c. c. Nadine Benny – [redacted]
Pierre Yves Théodat – [redacted]

Montréal, 3 mars 2023

Au service du greffe

Ville de Montréal

Par la présente, moi, Kassandre Chéry Théodat, de même que Nadine Benny et Pierre Yves Théodat , co-signataires de la demande de pétition demandant une consultation publique - « Mieux sécuriser les abords des écoles primaires à Montréal »” déposée au Service du greffe le 17 janvier 2023, nous déclarons satisfaits de la suite proposée par l'administration à notre demande soit l'engagement d'entamer une consultation sur le sujet via la Commission sur le transport et les travaux publics en 2023.

Ce faisant, nous ne donnerons pas suite à la demande de pétition considérant que son objectif, qu'une consultation soit tenu, est déjà atteint.

Cordialement

Kassandre Chéry Théodat

CE : 60.002

2023/03/15 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.003

2023/03/15
09:00

Dossier # : 1237665001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport annuel d'activités du comité d'audit de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022

Il est recommandé,
de prendre connaissance du rapport du comité d'audit de la Ville aux conseils sur l'examen des états financiers pour l'année 2022.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2023-03-14 14:25

Signataire : Serge LAMONTAGNE

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1237665001**
Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport annuel d'activités du comité d'audit de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022

CONTENU

CONTEXTE

Le comité d'audit de la Ville de Montréal est composé d'au plus 10 membres nommés par le conseil d'agglomération, sur proposition de la mairesse de la Ville de Montréal.
L'article 3 de la Charte du comité fournit des précisions additionnelles sur la composition de ce comité. Cet article prévoit que parmi les membres du comité :

• deux (2) doivent être des membres du conseil d'agglomération représentant les municipalités reconstituées;

• au moins trois (3) doivent être des membres du conseil municipal, préalablement désignés par ce conseil;

• au moins trois (3) doivent être des membres indépendants, parmi lesquels le conseil d'agglomération désigne le président.

L'article 31 de la Charte du Comité prévoit qu'au plus tard le 31 mars de chaque année, le président du Comité doit faire rapport au conseil municipal et au conseil d'agglomération des activités du Comité, des commentaires et recommandations résultant de ses travaux .

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0363 (16 juin 2022) Dépôt du rapport du comité d'audit de la Ville aux conseils sur les constatations et recommandations du Bureau du vérificateur général

CG22 0300 (10 mai 2022) Dépôt du rapport du comité d'audit de la Ville aux conseils sur l'examen des états financiers pour l'année 2021

CG22 0149 (24 mars 2022) Déposer le rapport annuel d'activités du comité d'audit de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2021

DESCRIPTION

Le dépôt du rapport annuel, par le comité d'audit, constitue son obligation de rendre compte au conseil municipal et au conseil d'agglomération de ses activités annuelles comme requis par sa Charte.

JUSTIFICATION

Conformément à l'article 31 de la Charte du comité, le président du comité doit faire rapport au conseil municipal et au conseil d'agglomération sur toutes questions liées aux compétences de l'un ou l'autre des conseils au plus tard le 31 mars de chaque année.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun impact financier.

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun impact majeur.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication prévue

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic LAPOINTE
Chargé de dossiers ou missions

Tél : 514 923-2036
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-03-14

Isabelle A GAUTHIER
Cheffe du bureau du directeur général

Tél : 438 998-5260
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1237665001*
Unité administrative responsable : Direction générale
Projet : *Déposer le rapport annuel d'activités du comité d'audit de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

RAPPORT ANNUEL

DE LA PRÉSIDENTE DU
COMITÉ D'AUDIT
aux conseils municipal et
d'agglomération

ANNÉE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2022

TABLE DES MATIÈRES

1. Nom et titre des membres du comité d'audit 3

2. Mandat général du comité d'audit 3

3. Bilan des activités 5

4. Perspectives ou priorités d'action pour la prochaine année financière 9

5. Recommandations 10

6. Conclusion 12

1. NOM ET TITRE DES MEMBRES DU COMITÉ D'AUDIT

Membres indépendants
Mme Lisa Baillargeon, présidente
M. Yves Gauthier, vice-président
Mme Suzanne Bourque

Membres élus
Mme Julie Brisebois, membre
M. Benoît Dorais, membre
M. Marc Doret, membre
Mme Nathalie Goulet, membre
M. Richard Deschamps, membre

M. Dominic Lapointe, secrétaire

2. MANDAT GÉNÉRAL DU COMITÉ D'AUDIT

Vu l'article 107.17 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., chapitre C-19) et la charte du comité d'audit, le mandat est multiple :

1. Le Comité formule aux conseils des avis sur les demandes, constatations et recommandations du vérificateur général et il informe le vérificateur général des intérêts et des préoccupations des conseils sur son audit des comptes et affaires de la Ville.

2. Les travaux du Comité sont basés sur une communication efficace entre le Comité, le vérificateur général, l'auditeur externe, le directeur général, le trésorier et le contrôleur général.

3. Le Comité s'assure aussi du suivi de la mise en œuvre des plans d'action en réponse aux recommandations du vérificateur général, de l'auditeur externe et du contrôleur général. Le Comité obtient, de la direction, l'assurance que les processus de contrôles financiers et de gestion des risques en matière d'information financière sont efficaces.

4. Le Comité examine tout rapport du vérificateur général, de l'auditeur externe ou du contrôleur général, ayant trait au mandat du Comité, y compris les rapports concernant l'audit des états financiers et les rapports d'audit de performance.

5. En ce qui concerne le Rapport des auditeurs indépendants sur l'audit des états financiers consolidés de la Ville, l'auditeur externe et, le cas échéant, le vérificateur général font la présentation au Comité, préalablement à son dépôt aux conseils.

Autres responsabilités :

Le Comité :

1. S'assure de l'établissement par la direction d'un processus continu de gestion des

risques et de sa capacité à repérer et à évaluer l'incidence et la probabilité des risques d'affaires y compris les risques de non-conformité aux lois et aux règlements applicables à la Ville;

2. S'assure de l'établissement, par la direction, d'un système efficace de contrôles internes incluant la surveillance de l'environnement de contrôle et les discussions afférentes avec la direction, le vérificateur général, l'auditeur externe et le contrôleur général;

3. Examine au moins annuellement les rapports de la direction en matière de gestion des risques et de contrôles internes, et effectue un suivi notamment à l'égard des faiblesses et des recommandations soulevées.

D'autres pouvoirs peuvent lui être confiés tels que : le Comité formule aux conseils des avis sur les demandes, les constatations et les recommandations du vérificateur général concernant la Ville et l'agglomération.

3. BILAN DES ACTIVITÉS

3.1 Nombre de réunions du Comité et taux de participation des membres

Nombre de rencontres : 8 incluant la formation

Taux de participation : 98,4 %

Observations :

1- Amélioration remarquable des présences des membres au Comité en 2022 et impact positif de cette amélioration sur la réalisation et l'efficacité de ses travaux, et ce, malgré la pandémie.

MEMBRES	PRÉSENCE
Mme Lisa Baillargeon	8
M. Yves Gauthier	8
Mme Suzanne Bourque	8
Mme Nathalie Goulet	8
Mme Julie Brisebois	8
M. Marc Doret	8
M. Richard Deschamps	7
M. Benoît Dorais	7
M. François Limoges*	1

*M. Richard Deschamps a été nommé le 18 février 2022, par résolution du CE, en remplacement de M. François Limoges

3.2 Travaux réalisés pour s'assurer d'une utilisation optimale des ressources de l'établissement

- Session d'information et de discussion du plan budgétaire pour l'exercice financier 2022.
- Suivi du budget et des résultats pour l'exercice financier 2022.
- Analyse et discussions sur les états financiers audités pour l'exercice financier 2021 et la recommandation du dépôt du rapport de ces états financiers.
- Suivi des recommandations du Bureau du vérificateur général (ci-après : « BVG ») et de l'auditeur externe pour l'exercice financier 2021 et années précédentes pour les recommandations qui n'avaient pas encore été réglées.
- Examen du plan annuel d'audit financier des états financiers et discussion des résultats de cet audit.
- Suivi et questions des travaux réalisés par le contrôleur général :

  M^e^ Alain Bond, contrôleur général, a présenté le bilan de ses activités d'audit interne réalisées en 2021 et a fourni en regard de chacune de ces missions d'audit, ses commentaires et observations. Finalement, il a présenté son plan d'audit prévu pour l'exercice 2022 et a bien répondu aux questions posées par le Comité.

- Suivi du retard dans la réalisation du plan de gestion des risques à la suite du manque de ressources et aux impacts de la pandémie.
- Malgré la nomination d'une personne attitrée pour le suivi des recommandations en retard, les résultats dans les unités n'ont pas été optimaux. Le BVG a donc dû réaliser, en 2022, des travaux pour aider à mettre à jour les recommandations et faire un tri, avec les services, de celles encore pertinentes. Un plan d'actions à jour en découlera.
- Questions liées aux enjeux de relève - postes clés.
- Présentation du plan de relève du BVG.
- Rapport préélectoral : Suivi de la vérificatrice générale sur la nouvelle demande concernant la production d'un rapport préélectoral audité pour les prochaines élections municipales en 2025 ainsi que celui des finances de la Ville.
- Suivi des impacts de la pandémie sur les activités de la Ville, encore présents en 2022, et particulièrement le volet financier.
- Suivi du ratio de la dette; un suivi plus serré a été demandé et réalisé à chaque rencontre.
- Réalisation de l'auto-évaluation du comité d'audit.
- Présentation du rapport annuel de la vérificatrice générale.

3.3 Le rapport de l'auditeur externe, du BVG et du BIG

La collaboration avec la vérificatrice générale, Mme Michèle Galipeau, est toujours très étroite et satisfaisante. Les communications avec l'auditeur externe et le BVG sont efficaces. Incontestablement, ces collaborations contribuent grandement à la capacité du Comité de réaliser son mandat.

À titre de présidente, j'ai été informée par la vérificatrice générale de la sortie de son rapport annuel une fois que celui-ci fut déposé au conseil municipal, du statut quant au mandat concernant la demande spéciale du conseil en vertu de l'article 107.12 ou de toute préoccupation, touchant son bureau, qu'elle jugeait appropriée de me partager. Il en a été de même pour certains sujets d'intérêts pour le Comité.

L'inspectrice générale, Mme Brigitte Bishop, a également présenté au Comité les résultats de ses travaux concernant la ligne éthique et autres préoccupations.

3.4 Travaux réalisés au regard de la gestion des risques pour la conduite des affaires de l'établissement

Le projet relatif au plan de gestion des risques se poursuit. Avec l'aide du consultant au dossier, une actualisation des risques a été effectuée avec les équipes visées. L'étape de l'analyse des grands risques pour la Ville a aussi été réalisée, 10 risques majeurs ont été retenus et seront présentés en début 2023 par la directrice en charge du Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle (SPSPO), service nouvellement créé en 2022.

Ce dossier demeure important pour la gestion de la Ville. L'outil de gestion globale des risques permettra une meilleure priorisation des actions et des projets de la direction, dans ses activités courantes et particulièrement lors d'évènements aussi importants qu'une pandémie ou autres crises.

3.5 Travaux réalisés au regard d'activités susceptibles de nuire à la bonne situation financière de l'établissement et qui ont été portées à la connaissance du Comité

Pour faire suite au rapport du Comité de 2020 sur le suivi des recommandations du BVG datant des années antérieures à 2019 non réglées et à l'engagement du directeur général, les gestionnaires responsables devaient présenter au Comité le suivi de leur plan d'action concernant les recommandations du BVG. Toutefois, plusieurs éléments sont venus bousculer le calendrier du Comité et celui de la Ville avec l'état d'urgence et les élections. Cette saine pratique de suivi est importante et les travaux reprendront en 2023.

3.6 Travaux réalisés avec l'auditeur externe et le BVG

Des travaux ont été réalisés par la vérificatrice générale demandant aux différentes unités d'affaires de la Ville de faire une révision des plans d'actions adressant les recommandations du BVG et dont les échéances dataient de plus de trois ans afin de les actualiser. Les équipes ont pu ainsi mettre à jour leurs plans d'action et aussi ajuster les échéances en conséquence.

Plusieurs éléments ont été portés à l'attention du Comité lors de la présentation des recommandations émises dans le cadre de l'audit financier du rapport annuel des auditeurs et ont fait l'objet de suivis.

3.7 Préoccupations liées au délai de l'audit financier

Le Comité tient à souligner le délai pour la production de l'audit des états financiers 2021, tout comme en 2020, lié au retard dans la livraison des travaux provenant de la Ville. Le manque de personnel et à la surcharge de travail, particulièrement expliquée par une nouvelle norme sur les estimations, ont eu un impact. Ainsi, la présentation et le dépôt des états financiers ont été retardés et ont fait l'objet d'une dérogation au ministère.

3.8 Rapport pré-électoral

Lors du conseil municipal du 25 janvier 2022, une nouvelle résolution a été adoptée concernant la production et l'audit d'un rapport préélectoral pour les prochaines élections municipales. Les éléments de contraintes en lien avec la production de ce rapport ont de nouveau été soulevés c'est-à-dire que les pratiques et systèmes de la Ville n'étaient pas propices à un tel audit. La vérificatrice générale avait toutefois déjà indiqué dans son rapport annuel 2020. que *«La mise en place des améliorations recommandées dans le rapport sur les processus budgétaires – volet fonctionnement est souhaitable si la Ville désire se doter d'un RPE conforme aux exigences en la matière et représentant un outil de transparence budgétaire permettant aux partis politiques de présenter des programmes qui concordent avec la situation financière de la Ville»*.

Rappelons qu'en réponse à un besoin important de connaissance de l'état des finances publiques et les limites des systèmes, le Service des finances avait déposé en 2021 un cadre budgétaire 2022-2024 afin de faire un état de la situation prospective des finances de la Ville aux fins d'information auprès de la population. Néanmoins, ce cadre budgétaire n'était pas auditable.

3.9 Autres travaux réalisés à la demande du conseil municipal ou du conseil d'agglomération

N/A

4. PERSPECTIVES OU PRIORITÉS D'ACTION POUR L'ANNÉE 2023

- Analyse du budget 2024
- Analyse des États financiers
- Recommandation du dépôt du rapport des états financiers
- Approbation du plan d'audit des états financiers
- Suivi des indicateurs et atteinte des cibles liées aux retards - dépôts des plans d'action et présentation des directeurs de service, le cas échéant, au Comité d'audit
- Suivi du ratio de la dette
- Suivi du Plan climat
- Suivi des recommandations de l'auditeur externe et du BVG
- Suivi des activités et des recommandations du BCG
- Suivi sur la mise en place du plan de gestion des risques
- Suivi des principaux risques identifiés, dont la protection des données et l'actualisation des systèmes TI
- Suivi des recommandations du rapport annuel du BVG
- Rencontres annuelles individuelles avec les présidents des comités d'audit des principaux organismes liés à la Ville
- Suivi de la relève dans les postes clés
- Nomination du nouveau VG
- Étude du processus d'appel d'offres et suivi de l'appel de soumission pour l'auditeur externe dont le mandat se termine en 2022
- Séance de formation du comité

5. RECOMMANDATIONS, LE CAS ÉCHÉANT, VISANT

5.1 La gestion de la dette

Au début 2021, le Comité a demandé au Service des finances une présentation plus détaillée sur la gestion de la dette. Cette présentation a été faite en mars. Un suivi a été demandé également en 2022, appuyé par un tableau, afin de projeter dans le temps la dette et d'établir les moyens qui seront pris pour ramener le ratio à la normale (à la limite du 100 %). Les éléments suivants ont été considérés :

- L'augmentation de la dette de la Ville d'ici 2027;
- Les impacts de la pandémie sur la gestion de la dette;
- La dérogation spéciale accordée en 2019 permettant un dépassement jusqu'à 120 %, qui a été prolongée jusqu'en 2027;
- Le dépassement prévu au cadre financier du ratio de la dette jusqu'à 120 % pour les cinq (5) prochaines années au lieu d'une seule année;
- Le risque financier associé à ce dépassement.

En conséquence, le Comité continuera le suivi régulier de la gestion de la dette et des projections auprès de la trésorière, et ce, afin de mieux comprendre le plan de rétablissement.

5.2 L'utilisation optimale des ressources de l'établissement - relève

Rappel : En 2019, le DG, M. Lamontagne, a procédé à une restructuration des services à son arrivée afin de maximiser les ressources et pour rendre l'organisation plus efficiente et efficace. De même, un travail de la direction devait se faire concernant la révision des descriptions de postes, pour donner suite à un rapport des HEC, afin d'assurer l'harmonisation des rôles et tâches de la Ville et des arrondissements, le cas échéant. Le manque d'harmonisation des descriptifs et leur révision expose la Ville à un risque opérationnel qui pourrait se traduire en impact financier.

À ce jour, nous n'avons toujours pas eu la présentation de cette restructuration et de ses impacts. Toutefois, la création d'un Service planification stratégique et de la performance organisationnelle (SPSPO) a été mis en place, ce qui s'annonce comme prometteur.

Par ailleurs, le Comité se dit inquiet du manque de relève suffisamment expérimentée au sein des équipes du Service des finances. Plusieurs départs à la retraite sont prévus dans les deux prochaines années et le faible taux de rétention au sein des équipes expose la Ville à un risque imminent de manque d'expertises pour la gestion continue des affaires.

5.3 Le suivi du contrôle interne portant sur l'intégrité des états financiers

Non complètement réglé : Dans le cadre du projet d'implantation de la gestion des risques et d'évaluation des contrôles internes, le Comité a souligné l'importance que ce projet comporte donc plus spécifiquement l'évaluation du contrôle interne afférent à l'intégrité de la présentation des états financiers. Au cours de l'année 2020, le Service des finances a élaboré et présenté au Comité les processus de contrôle interne à l'égard des estimations importantes. En

2022, des présentations ont eu lieu au Comité concernant des précisions sur les contrôles internes et sur les changements de normes ayant un impact sur les états financiers.

5.5 Éléments de gouvernance

5.5.1 Sécurité des données et cybersécurité

Suivi : Dans la foulée des évènements liés à la sécurité des données et de la cybersécurité (rançongiciel, attaque à la STM), le Comité réitère l'urgence de s'assurer que les systèmes de contrôles en place soient robustes afin de protéger l'information sensible des contribuables et du personnel. Cette question revêt une importance auprès de toutes les instances, concerne toutes les composantes de la Ville et donc représente un risque important. Ce risque doit être traité de manière intégrée, car les technologies sont le pilier qui supporte toutes les actions des différentes composantes et instances. Le plan global de gestion des risques n'étant pas encore en place, il est difficile d'avoir une vue d'ensemble des éléments réglés par rapport à la gestion de ce risque qui est toujours en évolution, car les techniques des cybercriminels se raffinent.

5.5.3 Appel d'offres et renouvellement du contrat des auditeurs externes

L'auditeur externe a été reconduit pour 3 ans (2020-2021-2022). Il est d'intérêt pour la Ville en matière de saine pratique de réviser le processus de façon à optimiser les candidatures à l'appel d'offres. En regard de la saine concurrence, le Comité souligne également que le fait, qu'une seule firme ait soumissionné et se soit qualifiée en deuxième tour, exposant la Ville au risque de se retrouver, un jour, sans auditeur qualifié. Le Comité aimerait donc que la Ville examine les critères d'admissibilité et le processus d'appel d'offres pouvant favoriser une meilleure concurrence tout en maintenant de hauts standards professionnels. Des discussions concernant cette situation ont donc eu lieu au comité au courant de 2022 et se poursuivront en 2023.

5.8.3 Auto-évaluation du comité d'audit

Le Comité a procédé à son auto-évaluation en fin d'année 2022. Ceci représente une saine pratique de gouvernance. Rappelons que cet exercice sert de base à l'identification des besoins de formation dans une perspective d'amélioration continue de la performance du comité d'audit.

Pour donner suite aux élections, plusieurs nouveaux membres se sont joints au comité en 2022. La formation d'accueil a eu lieu afin de préciser les rôles et les responsabilités du comité mais aussi le rôle de la vérificatrice générale, de l'auditeur externe, de l'inspectrice générale et du contrôleur.

La qualité de la documentation et le dépôt à temps des documents se sont améliorés, mais, selon le Comité, des améliorations pourraient encore y être apportées. Soulignons également que les membres sont toujours satisfaits de la qualité des échanges faits au Comité ainsi que de l'importance des sujets amenés et traités. Un certain questionnement demeure quant au temps parfois trop court accordé à certains dossiers.

Enfin, il y a lieu de mentionner la qualité du profil de compétences des membres du Comité qui correspond aux exigences d'un comité d'audit. Nous voulons aussi souligner l'assiduité et la participation active de l'ensemble des membres aux discussions du Comité.

5.5.4 Rencontre avec les présidents et les présidentes des comités d'audit des organismes liés

Les rencontres avec les présidents et les présidentes des comités d'audit des organismes liés (STM, BIXI, Société du Parc Jean-Drapeau, SHDM) n'ont pas été effectuées en 2022. Elles reprendront en 2023.

5.5.4 Imputabilité

Des invitations faites auprès des différents responsables de la Ville de Montréal pour présenter au Comité leurs rapports annuels ainsi que leurs suivis des recommandations reprendront cette année. Ces présentations permettent à la fois, d'améliorer l'information aux membres, ainsi que de miser sur les efforts et sur les actions importantes à être prises.

6. CONCLUSION

Le Comité est satisfait, dans son ensemble, des résultats et du déroulement des activités au cours de l'année 2022.

J'aimerais également souligner la qualité du support administratif dans la tenue des réunions du Comité. Sans oublier les améliorations apportées et soutenues par la Direction générale et ses équipes dans un contexte de pandémie.

Nous tenons à remercier M. Dominic Lapointe tout particulièrement pour son support efficace et le professionnalisme de son travail.

Lisa Baillargeon Ph.D., MBA, CPA, IAS.A.
Présidente
Comité d'audit de la Ville de Montréal